N°10
2018-2019

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 10 - SESSION ORDINAIRE 2018-2019

Stratégie « Zéro déchets »	p. 310	Sommaire des séances publiques nos 25 et 26	p. 344	25e séance	Jeudi 16 mai 2019
Réforme de la formation professionnelle	p. 336	Sommaire des questions parlementaires	p. Q219	26e séance	Mardi 18 juin 2019

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Entrevue du Président de la Chambre des Députés avec la Présidente de l'APCE

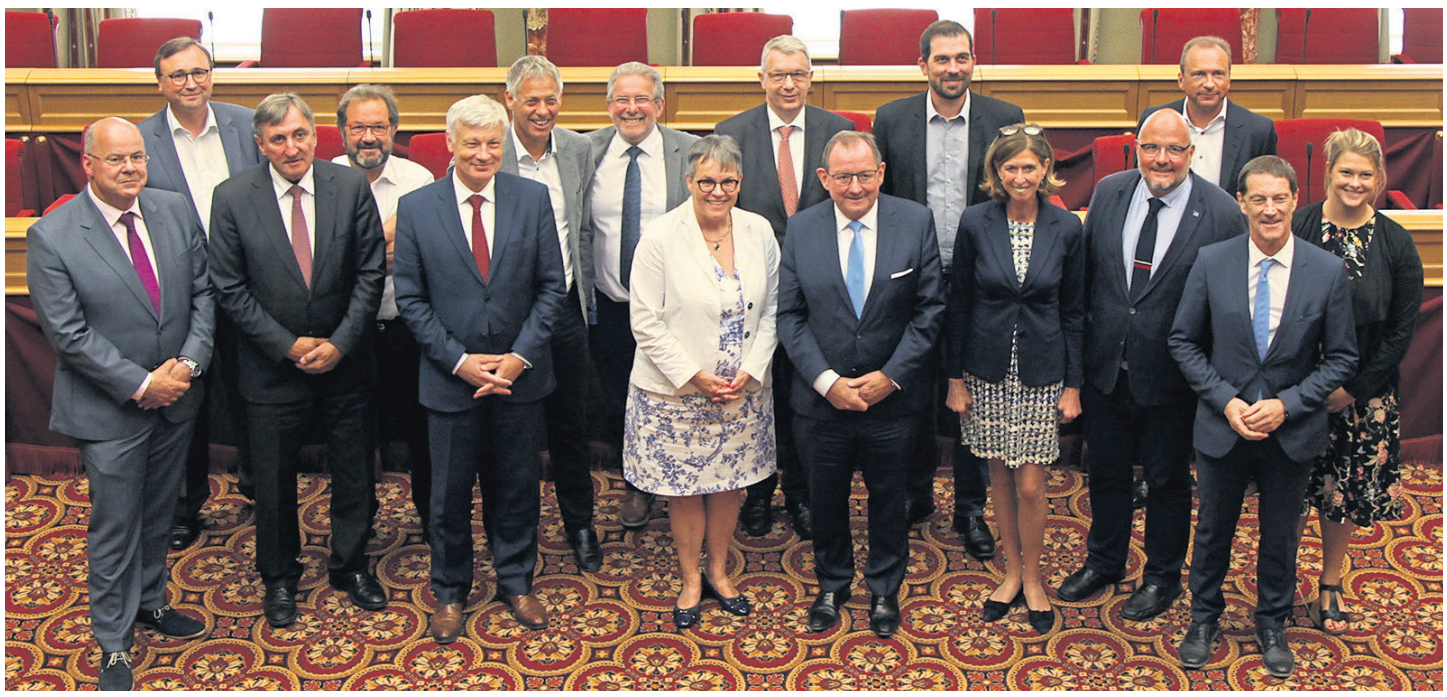
« Des fois il faut reculer pour avancer »

« Des fois il faut reculer pour avancer » : tel fut le constat du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors de son échange de vues avec la Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), Mme Liliane Maury Pasquier, le 8 juillet 2019. La réintégration de la délégation russe au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe était au cœur de la rencontre entre M. Etgen et Mme Maury Pasquier.

Ces dernières années, l'organisation paneuropéenne de défense des droits de l'homme a traversé une « période mouvementée et compliquée », a expliqué la Présidente de l'APCE. Suite à l'annexion russe de la Crimée, l'APCE avait pris la décision de priver la délégation russe de son droit de vote et de l'exclure de certaines commissions parlementaires au sein de l'Assemblée. La réaction russe était de retirer l'ensemble de ses parlementaires siégeant à l'Assemblée et de suspendre le versement de sa contribution financière annuelle.

La Présidente de l'Assemblée a fait noter que la décision de lever les restrictions prises en 2014 ne signifie pas que l'Assemblée reconnaisse l'annexion de la Crimée par la Russie. Mme Maury Pasquier s'est dite convaincue que le « dialogue et l'échange doivent primer sur l'exclusion et la division » et que l'appartenance de la Russie à cette Assemblée est dans l'intérêt même des citoyens russes. En effet, un retrait de la Russie du Conseil de l'Europe signifierait que les citoyens russes n'auraient plus la possibilité d'introduire une requête contre leur État auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, principal instrument de protection des droits de l'homme en Europe.

M. le Président Fernand Etgen s'est renseigné sur la réaction de certaines délégations contestant la décision de l'Assemblée parlementaire de rouvrir la porte aux Russes. Mme Liliane Maury Pasquier a relevé la nécessité de « construire des ponts et de les garder fonctionnels avec tous les membres de l'APCE ».



Mme Liliane Maury Pasquier entourée des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Dans ce sens, elle regrette que le Parlement ukrainien ait décidé de retirer l'invitation à l'APCE pour observer les élections législatives en Ukraine.

« L'exclusion n'est jamais la solution »

La Présidente de l'APCE a également profité de l'occasion pour rencontrer les membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE ainsi que les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile. La majorité des députés luxembourgeois ont partagé les réflexions de la Présidente de l'APCE concernant les relations avec la Russie en soulignant que « l'exclusion n'est jamais la solution ».

Au cours de l'échange de vues, les députés luxembourgeois ont suggéré de renforcer les liens entre l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et le Parlement européen et ont exprimé le souhait de trouver des synergies entre les deux assemblées.

Finalement, les parlementaires luxembourgeois ont fait remarquer que les travaux parlementaires luxembourgeois, notamment les motions ou encore les résolutions, trouvent souvent leur source d'inspiration dans les dossiers et les rapports adoptés au sein de l'APCE.

« Un excellent modèle de participation citoyenne »

Bilan des travaux de la Commission des Pétitions : 4 débats publics, 180 demandes de pétition publique dont 130 déclarées recevables et 9 pétitions ordinaires dont 8 déclarées recevables. Le 11 juillet 2019, le Président de la Chambre des Députés Fernand Etgen et la Présidente de la Commission des Pétitions Nancy Arendt ont tiré le bilan des travaux de la Commission des Pétitions au cours de la session 2018-2019. Le prochain débat public est prévu pour l'automne. Il s'agit de la pétition publique 1188 demandant une baisse d'impôts pour les célibataires.

La Présidente de la Commission des Pétitions, Mme Nancy Arendt, et le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen

Un parfait outil pour exprimer ses doléances

Le Président de la Chambre a souligné que la pétition publique est « un excellent modèle de participation citoyenne » qui réduit la distance entre citoyens et politique. Selon la Présidente de la Commission des Pétitions, il s'agit d'« une bonne forme de la démocratie » étant donné que les citoyens ont un outil pour exprimer directement leurs doléances. Mme Nancy Arendt a fait remarquer qu'en moyenne 30 demandes de pétition publique sont soumises sur le site Internet de la Chambre chaque mois. « Ce rythme est croissant », a-t-elle encore constaté. Ces huit derniers mois, la Commission des Pétitions s'est réunie onze fois pour analyser la recevabilité de pétitions publiques. Les thèmes principaux évoqués dans les pétitions publiques sont :

- la mobilité (trafic, transport public, sécurité dans le transport public) ;
- les conditions de travail (jours de congé, problème de la chaleur sur le lieu de travail) ;
- la santé (reconnaissance de médicaments alternatifs, remboursement de la CNS, flexibilité de l'ouverture des centres sportifs) ;
- l'environnement et le climat ;
- la société et la famille (congés pour des raisons familiales, impôts).

La Présidente de la Commission s'est réjouie du fait que les travaux en commission parlementaire ne sont pas marqués politiquement, mais que les 15 membres travaillent dans l'intérêt du citoyen. Elle a expliqué que même si une pétition publique n'atteint pas le seuil de 4.500 signatures pour donner lieu à un débat public, sa thématique peut être une source d'inspiration pour les députés.

Une pétition publique n'ayant pas atteint le seuil prévu peut être convertie en pétition ordinaire. La Commission des Pétitions peut alors notamment demander une prise de position du ministre compétent ou encore décider d'entendre les pétitionnaires lors d'une de ses réunions.

Une évaluation des critères de recevabilité

À la rentrée parlementaire, les députés membres de la Commission des Pétitions entameront des réflexions sur les critères de recevabilité d'une pétition, le but en étant également de procéder à une évaluation du système, comme l'a précisé Mme Nancy Arendt face à la presse.

62e séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI) et réunion du Comité permanent

La Sarre prend les rênes du Conseil parlementaire interrégional

Le 28 juin 2019, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a participé à la première séance plénière du Conseil parlementaire interrégional sous présidence sarroise ensemble avec les membres de la délégation luxembourgeoise, Mme Carole Hartmann, M. Mars Di Bartolomeo, M. Emile Eicher et M. Charles Margue.

Sous la présidence de M. Stephan Toscani, plusieurs thèmes ont été débattus dont notamment l'accélération de l'aménagement de la voie navigable mosellane et la suppression des redevances de navigation sur cette voie fluviale, la formation policière transfrontalière dans la Grande Région, l'immigration ainsi que la problématique de la main-d'œuvre qualifiée sur le marché du travail transfrontalier.

À cette occasion, le Président du Landtag de Sarre, M. Stephan Toscani, a énoncé les priorités de la présidence sarroise du CPI en 2019 et 2020 qui consistent surtout à renforcer la visibilité de cette assemblée interparlementaire, ainsi qu'à organiser des échanges entre les jeunes de la Grande Région.

La délégation luxembourgeoise pendant la séance plénière du CPI

Les travaux du CPI en matière d'agriculture solidaire

En sa qualité de Présidente de la Commission « Environnement et Agriculture », Mme Carole Hartmann a pour sa part présenté les travaux du CPI en matière d'agriculture solidaire. Reposant sur le principe du préfinancement du producteur par le consommateur pendant une saison entière pour couvrir ainsi les coûts d'exploitation courants et financer le travail de l'agriculteur plutôt que le produit lui-même, l'agriculture solidaire permet de retisser les liens entre les agriculteurs et les consommateurs et constitue pour ces derniers la garantie de recevoir des aliments de qualité, frais, variés, saisonniers et produits de manière transparente. Dans cette perspective, Mme Carole Hartmann a insisté sur la nécessité d'améliorer les conditions-cadres et les dispositifs de financement de l'agriculture solidaire. De même, elle a fait un appel au renforcement de la promotion des petites exploitations agricoles dans le cadre de la réforme de la Politique agricole commune et à promouvoir le développement durable de nouvelles structures économiques grâce à une agriculture locale dynamique.

Le 14 juin 2019, la séance plénière avait été préparée au niveau du Comité permanent du CPI dans la capitale sarroise en présence de Mme Carole Hartmann, qui à cette occasion avait également déjà exposé l'avancement des travaux de la Commission « Environnement et Agriculture » en matière d'agriculture solidaire.

Monténégro : les relations sont au beau fixe

« Le Monténégro est sur le bon chemin pour accéder à la famille européenne, mais le pays doit encore faire des efforts, notamment en ce qui concerne la liberté des médias ou encore l'État de droit ». C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a reçu son homologue monténégrin, M. Ivan Brajović.

Cette entrevue bilatérale a eu lieu en marge de la 28e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, qui s'est tenue du 4 au 8 juillet 2019 au Luxembourg.

La procédure d'adhésion du Monténégro à l'Union européenne était au cœur de l'échange de vues des deux Présidents de Parlement. Le Monténégro ambitionne de devenir membre de l'Union européenne depuis une dizaine d'années.

Selon M. Ivan Brajović, l'approfondissement de la politique d'élargissement de l'UE ne constitue pas une menace pour l'unité des États membres. M. Fernand Etgen a tenu à saluer les efforts du Monténégro en vue de la stabilisation régionale dans les Balkans occidentaux.

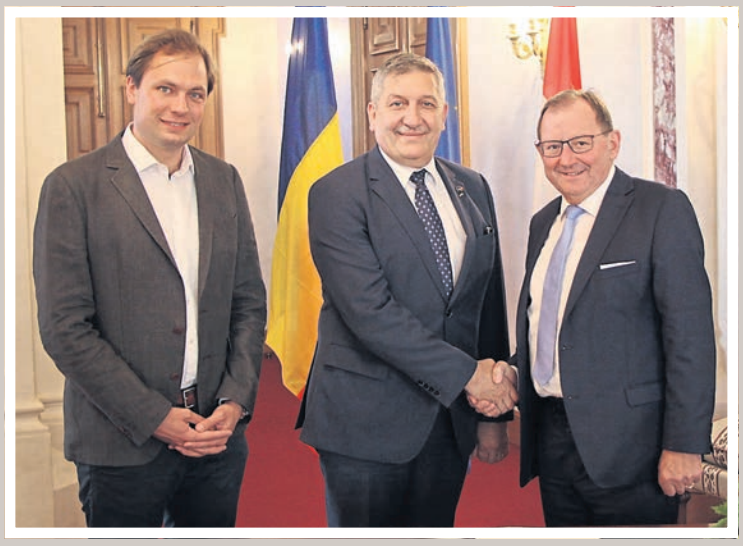
Le Président du Parlement monténégrin a en outre remercié le Grand-Duché pour son soutien récent dans la procédure d'adhésion du Monténégro à l'OTAN. En effet, M. Ivan Brajović avait assisté à la séance publique lors de laquelle les députés avaient adopté la ratification du protocole d'adhésion du Monténégro au Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Au cours de l'échange de vues, le Président de la Chambre a également affirmé les bonnes relations entre les deux pays. Environ 3.600 Monténégrins vivent au Grand-Duché, dont 600 ont obtenu la naturalisation, ce qui est pour M. Fernand Etgen un parfait exemple d'une intégration réussie.

Une visite officielle du Président de la Chambre au Monténégro est prévue début novembre prochain.

M. Ivan Brajović et M. Fernand Etgen

Visite roumaine



Le député roumain Lucian-Eduard Simion fut reçu par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et le Président de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, M. François Benoy.

L'intensification des relations parlementaires entre le Luxembourg et la Roumanie ainsi que les défis environnementaux ont notamment été au cœur de cette entrevue.

(de gauche à droite) M. François Benoy, M. Lucian-Eduard Simion et M. Fernand Etgen

Le saviez-vous ?

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

L'article 64 de la Constitution réserve à la Chambre le droit d'enquête qui lui confère la possibilité d'entendre des témoins et de consulter des experts pour réunir des éléments d'information sur une question d'intérêt public. La Chambre exerce ce droit par une commission formée en son sein. L'exercice du droit d'enquête est réglé par la loi du 27 février 2011 qui a abrogé l'ancienne loi du 18 avril 1911. La commission, ainsi que son président, peuvent prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code de procédure pénale.

Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)

Parlements et renforcement de la démocratie

La 45e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de la francophonie s'est tenue à Abidjan en Côte d'Ivoire du 5 au 9 juillet 2019 en présence de MM. Alex Bodry et Gusty Graas.

Cette rencontre, placée sous le thème « Parlements et renforcement de la démocratie », a réuni près de 300 parlementaires de 51 sections de l'APF.

En amont de l'assemblée plénière, les membres du Bureau se sont réunis le 5 juillet. Au cours de cette réunion, M. Alex Bodry, trésorier international de l'APF, a présenté les rapports sur l'exécution et le contrôle des comptes 2018 de l'Assemblée, tout en faisant des propositions d'actualisation des activités prévues en 2019.

Suite aux travaux des quatre commissions permanentes de l'APF le 7 juillet, où de nombreux sujets politiques, comme par exemple la protection des droits des personnes LGBTI dans les pays francophones, ont été débattus, les délégations ont assisté, le lendemain, à la cérémonie officielle d'ouverture.

Elles ont notamment pu y entendre M. Amadou Soumahoro, Président de l'Assemblée nationale ivoirienne, M. François Paradis, Président de l'Assemblée nationale du Québec et Président de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, Mme Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de la Francophonie, ainsi que M. Daniel Kablan Duncan, Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire.

Cyberviolence à l'égard des femmes et des filles

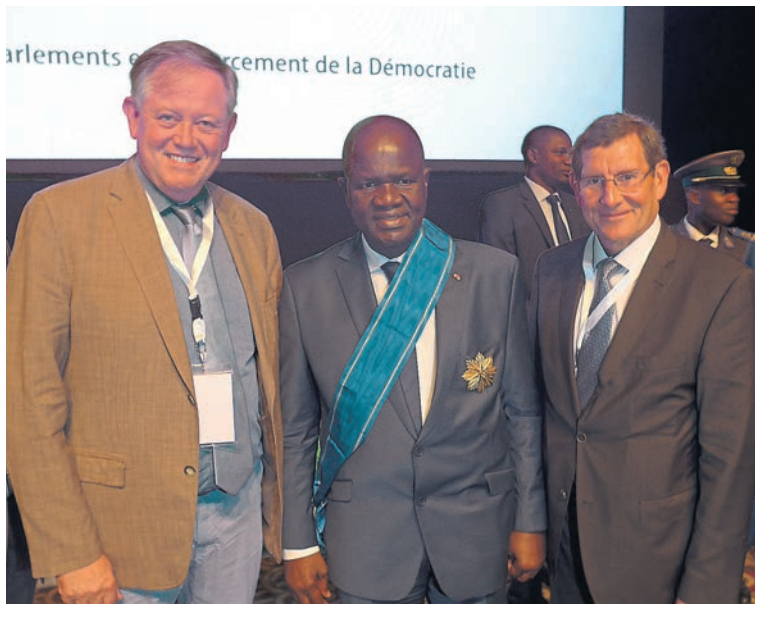
Dans le cadre d'un échange avec la secrétaire générale de la Francophonie, M. Gusty Graas a questionné Mme Mushikiwabo au sujet de la cyberviolence à l'égard des femmes et des filles.

Compte tenu du fait que l'Organisation internationale de la francophonie est un acteur phare dans le combat des violences faites aux femmes et aux filles, M. Gusty Graas a fait un appel au renforcement de la lutte contre les insultes et le harcèlement fondés sur le genre dans les réseaux sociaux et sur Internet, tout en plaidant pour des mesures de sensibilisation des populations et d'accompagnement des victimes.

En réponse, Mme Mushikiwabo a estimé que l'OIF doit encore faire davantage d'efforts sur ce créneau nouveau qui pose un défi majeur et que la Francophonie s'y attellera.

Le Luxembourg joue un rôle exemplaire

À noter également l'intervention de Mme Françoise Vanni, Directrice des relations extérieures du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, qui a notamment souligné le rôle exemplaire du Luxembourg dans le soutien des projets menés par cette organisation.



MM. Alex Bodry et Gusty Graas en compagnie de M. Amadou Soumahoro, Président de l'Assemblée nationale ivoirienne et nouveau Président de l'Assemblée parlementaire de la francophonie

Dans le cadre d'un débat général sur le thème « Parlements et renforcement de la démocratie », M. Alex Bodry, qui avait auparavant présenté les comptes de l'APF à l'assemblée plénière, a fait une intervention sur le rôle de l'opposition dans les parlements. « L'état d'avancement d'une démocratie se mesure en effet par la place réservée à l'opposition », a-t-il affirmé.

M. Alex Bodry a souligné que pour aller au-delà d'une inclusion stérile de l'opposition, il convient de conférer aux membres de l'opposition des postes à responsabilité institutionnelle au sein des parlements.

Citant la pratique à la Chambre des Députés, il a expliqué que les membres de l'opposition siègent au Bureau et président plusieurs commissions.

De surcroît, le règlement du parlement luxembourgeois permet à une minorité de députés de mettre à l'agenda des questions politiques, alors même que les temps de parole sont clairement définis. Ces mesures favorisant notamment la recherche de compromis politiques, la place de l'opposition au sein d'un parlement est un indice de maturité d'une démocratie.

Treize résolutions adoptées par l'assemblée

Les parlementaires ont par ailleurs adopté treize résolutions, portant notamment sur la situation politique en Haïti, la gouvernance du numérique, la corruption comme obstacle au développement économique, la mobilité étudiante, la reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, les besoins en santé des femmes et des filles réfugiées et la traite des êtres humains.

L'assemblée plénière a enfin procédé à l'élection de M. Amadou Soumahoro en tant que Président de l'Assemblée parlementaire de la francophonie et de M. Darrell Samson, député canadien, en tant que Premier Vice-Président.

Contrer le blocage géographique injustifié

7366 - Projet de loi relatif à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement (UE) 2018/302 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2018 visant à contrer le blocage géographique injustifié et d'autres formes de discrimination fondée sur la nationalité, le lieu de résidence ou le lieu d'établissement des clients dans le marché intérieur, et modifiant les règlements (CE) n° 2006/2004 et (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE

Le projet de loi vise à prendre les mesures nécessaires à l'échelle nationale pour la mise en œuvre du règlement (UE) 2018/302 qui a pour objet de contrecarrer le blocage géographique injustifié. Ce règlement vise ainsi à rendre effective l'obligation de non-discrimination du client (résidence et nationalité) déjà prévue dans la directive « Services », obligation qui n'a guère été mise en œuvre, puisque les entreprises peuvent justifier des différences de traitement par une longue liste de « raisons objectives » (risque juridique dû aux disparités des législations nationales, problème de langue, coût de la mise en conformité au droit national du pays du consommateur, coût de la livraison, etc.).

Le champ d'application du règlement est assez limité : les services audiovisuels (y compris les services dont l'objet principal est l'accès aux retransmissions de manifestations sportives et qui sont fournis sur la base de licences territoriales exclusives) ainsi que les services d'écoute de musique en ligne, les livres électroniques, les logiciels et jeux en ligne en sont exclus. Également les services financiers de détail, y compris les services de paiement - nonobstant les dispositions du règlement relatives à la non-discrimination dans le cadre des paiements - sont exclus du champ d'application.

Partant, le règlement (UE) 2018/302 se limite à interdire la discrimination à l'encontre des consommateurs et des entreprises dans trois cas de figure :

1. Accès aux interfaces - Le règlement interdit de rediriger des clients vers une autre version de l'interface en ligne sans leur consentement exprès (interdiction du re-routing). Toutes les versions de l'interface en ligne doivent rester facilement accessibles au client à tout moment. Toutefois, cette interdiction ne saurait être interprétée comme créant une obligation, pour le professionnel, de réaliser des transactions avec des clients.

2. Accès aux biens et services - Le client « étranger » doit être en mesure d'acheter les biens exactement dans les mêmes conditions, notamment en ce qui concerne le prix et les conditions de la livraison, que des clients qui résident dans l'État membre où les biens sont livrés ou retirés. Le règlement oblige donc les professionnels à accorder à tous les consommateurs/clients où qu'ils se trouvent et quelle que soit leur nationalité les mêmes conditions (notamment le prix et toutes les autres conditions contractuelles) sans pour autant obliger le professionnel à livrer le bien. Le règlement ne contient aucune mesure pour encourager les entreprises à livrer au-delà de leurs frontières nationales. En cas de vente, le client doit lui-même organiser la livraison ou aller chercher le bien lui-même.

En ce qui concerne la vente en ligne de services consommés sur place (comme l'hébergement hôtelier, la location de voiture et la billetterie des festivals de musique ou des parcs de loisirs), le professionnel ne peut pas appliquer des conditions de vente différentes en fonction du pays de résidence du consommateur.

Également l'accès aux services numériques, qui ne sont pas protégés par le droit d'auteur (comme le hosting de sites Internet, des services cloud, etc.), est toujours garanti et ne peut pas être limité.

3. Non-discrimination des motifs liés au paiement - Les professionnels restent, en principe, libres de choisir les moyens de paiement qu'ils souhaitent accepter. Une fois ce choix effectué, les professionnels ne doivent pas exercer de discrimination à l'encontre de clients au sein de l'Union pour des motifs liés à la nationalité, au lieu de résidence ou au lieu d'établissement du client.

Mise à part l'instauration de « mesures effectives, proportionnées et dissuasives » à l'encontre des professionnels en cas de violation du règlement, le règlement oblige aussi les États membres de désigner un organisme chargé d'apporter assistance pratique aux consommateurs en cas de litige avec un professionnel. Cette tâche reviendra au Centre européen des consommateurs Luxembourg (CEC Luxembourg), GIE créé initialement en 1991, dont une des missions est notamment de fournir des informations et de l'assistance gratuitement aux consommateurs en cas de litige transfrontalier.

À noter qu'au plus tard en mars 2020, la Commission européenne devra présenter un rapport d'évaluation sur l'incidence globale du règlement sur le marché intérieur et le commerce électronique transfrontalier, et notamment sur la charge administrative et financière supplémentaire pour les professionnels, qui résulte de l'existence de différents régimes réglementaires en matière de droit des contrats.

Dépôt par M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 10.10.2018

Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

(Président: M. Franz Fayot) :

21.03.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
23.05.2019	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.06.2019

Loi du 26 juin 2019

Mémorial A : 2019, n° 445, page 1

SÉANCE 25

JEUDI
16 MAI 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Hommage à la mémoire de M. Camille Gira, ancien député
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la politique climatique du Gouvernement
- *Exposé : M. David Wagner (dépôt de la résolution 1)*
- *Débat : M. Gilles Roth (dépôt de la motion 1) (intervention de Mme Josée Lorsché) - M. Max Hahn - M. Franz Fayot - M. Henri Kox (intervention de M. Marc Baum) (dépôt de la motion 2) - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Franz Fayot et M. Alex Bodry) - M. Marc Goergen (dépôt de la résolution 2)*
- *Prises de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp)*
- *Résolution 1 : M. David Wagner - M. Henri Kox - M. Franz Fayot - M. Fernand Kartheiser - Mme Martine Hansen*
- *Vote sur la résolution 1 (rejetée)*
- *Motion 1 : Mme Martine Hansen - M. Henri Kox (interventions de M. Marc Goergen et Mme Martine Hansen) - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner (intervention de M. le Ministre Claude Turmes) - M. Henri Kox - Mme Martine Hansen (interventions de M. Alex Bodry et M. Laurent Mosar) - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Gast Gibéryen) - M. Franz Fayot (interventions de M. Yves Cruchten et M. Gast Gibéryen)*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Motion 2 : M. Roy Reding - M. Laurent Mosar - M. Michel Wolter*

4. Ordre du jour
- *M. Alex Bodry - M. Fernand Etgen, Président*

5. Débat d'orientation sur la stratégie « Zéro déchets » et la restriction des déchets en matière plastique au Luxembourg
- *Exposé : M. François Benoy (intervention de Mme Josée Lorsché) (dépôt de la motion 1)*
- *Débat : M. Paul Galles (dépôt des motions 2 à 4 et de la résolution 1) - M. Max Hahn - M. Franz Fayot - M. Gast Gibéryen (intervention de Mme Josée Lorsché) - M. David Wagner - M. Marc Goergen (dépôt des motions 5 et 6)*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable - M. Paul Galles (parole après ministre) - Mme la Ministre Carole Dieschbourg*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motions 2 à 4 : M. Paul Galles - Mme la Ministre Carole Dieschbourg*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*
- *Vote sur la motion 3 modifiée (adoptée)*
- *Vote sur la motion 4 (rejetée)*
- *Résolution 1 : M. Paul Galles (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. François Benoy - M. Roy Reding (intervention de Mme Diane Adehm)*
- *Vote sur la résolution 1 (adoptée)*
- *Motions 5 et 6 : M. Marc Goergen - M. François Benoy (intervention de Mme Josée Lorsché) - M. Marc Goergen*
- *Votes sur les motions 5 et 6 (rejetées)*

6. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la politique climatique du Gouvernement (suite)
- *Vote sur la motion 2 (adoptée)*
- *Résolution 2 : M. Marc Goergen - M. Alex Bodry - Mme Martine Hansen - M. Alex Bodry - M. Sven Clement - Mme Martine Hansen - M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la résolution 2 (rejetée)*

7. 7058 - Projet de loi concernant les mutuelles et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Mars Di Bartolomeo*
- *Discussion générale : M. Aly Kaes - Mme Joëlle Elvinger - M. Charles Margue (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Jeff Engelen (intervention de M. André Bauler) - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7369 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Corée, faite à Luxembourg, le 1er mars 2018
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Mars Di Bartolomeo*
- *Discussion générale : M. Gilles Roth - Mme Joëlle Elvinger - M. Charles Margue - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Romain Schneider, Mme Carole Dieschbourg et M. Claude Turmes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Neen, Här President.

2. Hommage à la mémoire de M. Camille Gira, ancien député

M. Fernand Etgen, *Président.*- Haut viru genee engem Joer stounge mir all ënner Schock, wéi de Statssekretär Camille Gira hei an dësem Sall wärend senger Ried iwwert de Gesetzesprojet vum Naturschutz e Malaise gemaach huet. Leider ass hien e puer Stonnen drop verscheet an den Owesstonne vum 16. Mee 2018. Hie feelt eis als Kolleeg, mä och besonnesch bei esou Debatte wéi haut iwwert d'Klimapolitik an d'Reduzéierung vum Offall wiere mir op seng Impulser gespaant gewiescht.

3. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la politique climatique du Gouvernement

D'Chamber féiert jo haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Klimapolitik vun der Regierung, déi d'Sensibilité politique déi Lénk ugefrot huet. D'Riedezäit ass nom Artikel 87 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Max Hahn, den Här Franz Fayot, den Här Henri Kox, den Här Fernand Kartheiser an den Här Marc Goergen.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här David Wagner als Vertrieder vun der Sensibilité politique déi Lénk. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, Dir hutt et ganz richteg gesot, genau virun engem Joer ass de Statssekretär Camille Gira hei gestuerwe virun den Ae vu ville vun de Kolleegen hei. An ech mengen, dat wäert e Moment sinn, dee mer ni wäerte vergiessen, genausou wéi mer de Camille ni wäerte vergiessen.

Haut schwätze mer iwwer en Thema, wou hien och bestëmmt gären derbäi gewiescht wär, d'autant plus datt en, wéi mer all wëssen, immens vill dozou bäigedroen huet hei zu Lëtzebuerg.

Här President, et gëtt kee Planéit B. Dat huet och den Här Bettel festgestallt, wéi en deslescht um Fernseh war. De Slogan vun der Fridays-for-Future-Bewegung vu Schüler a Studente fir méi Klimaschutz ass bei der Regierung ukomm. D'Fuerderungen no engem Systemwiessel, déi hannert dësem Slogan stinn an och zu Lëtzebuerg vun Dausende Jonke vertruede ginn, sinn am politesche Mainstream awer manner beléift.

Et gëtt also kee Planéit B. Mä et gëtt och kee Planéit C oder D. Den Earth Overshoot Day fir Lëtzebuerg war den 19. Februar. Deen Dag also huet Lëtzebuerg schonn esou vill Natur verbraucht, wéi eis eigentlech fir e ganzt Joer zur Verfügung stoe géif. Haut um 16. Mee hu mir eisen Deel vum Planéit C scho verbraucht a paken eis Wallisse schonn, fir an den nächsten Deeg op de Planéit D ze plënneren. D'Erausfuerderungen am Ëmweltberäich sinn also gewalteg an d'Klimaverännerung ass wuel déi dréngendst a geféierlechst ekologesch Kris, déi mir léise mussen.

2015 gouf zu Paräis beschloss, d'Klimaverännerung bis 2050 op maximal 1,5 Grad ze limitéieren. Mir sinn haut scho bei méi wéi engem Grad a wa mer esou weidermaache wéi bis elo, komme mer schonn an zirka 15 Joer iwwert déi 1,5 Grad.

Wien ass schold un dëser Verännerung vum Klima? Mir all, jo, mä awer an éischter Linn sinn et déi grouss Konzerner, déi hir riseg Profitter mat fossillen Energië verdéngen, an eng Minoritéit vu Räichen, déi am Iwwerfloss liewen an hir Suen oft a genee den ëmweltschiedleche Secteuren investéieren, well se profitabel sinn.

Et sinn dofir och si, déi an der Schold sti bei de Milliounen a Milliarde Leit, déi haut scho mat de Konsequenze vun der Äerderwäermung ze kämpfen hunn. Si musse bezuelen, dat ass nëmme gerecht.

Här President, Lëtzebuerg soll elo zum Virbild beim Klimaschutz ginn. D'Grondlag fir dës Ausso vum Energieminister war d'Presentatioun vum Klimaplang vun der Regierung fir den Zäitraum 2021-2030. Dëse Plang beinhalt verhältnisméisseg ambitiéis Ziler. Ech soe „verhältnisméisseg", well dës Ziler trotzdeem net duerginn, fir d'Paräiser Zil ze erreechen.

Mä egal wéi, de Klimaschutz iwwert déi nächst zéng Joer an doriwwer eraus erfuerdert déif gräifend Verännerungen, déi jiddereen, deen hei wunnt a schafft, betreffe wäerten. Dowéinst ass et och esou wichteg, eng breet Debatt doriwwer ze féieren op allen Niveauen: mat de Leit, de Gemengen an Organisatiounen.

Ech kommen zréck op d'Virbildfunktioun vu Lëtzebuerg. Wat ass dann d'Realitéit? Bis 2020 soll Lëtzebuerg seng Zäregasemissiounen ëm 20 % géigeniwwer 2005 reduzéieren. Okay. D'Realitéit ass, datt eis CO_2-Emissiounen d'lescht Joer ëm 3,7 % eropgaange sinn. 2017 war et schonn eng Hausse vun 1,8 %. Déi minus 20 % also, déi bei Wäitem ze konservativ berechent sinn, fir d'Klimaverännerung och nëmmen ofzeschwächen, packt Lëtzebuerg kloer net.

„Dat ass awer net schlëmm", denkt sech d'Regierung. Si ka jo op déi vill sougenannt „Flexibilitéiten" zréckgräifen, déi d'EU erméiglecht. Dat si méi verschidden Instrumenter a Lëtzebuerg gräift op se all zréck an notzt esou all Méiglechkeet aus, fir manner a manner séier Emissiounen ze reduzéieren. Dat huet wéineg mam Klimaschutz ze dinn. Dat si Kontas-Tricker, déi de Problem just verschäerfen.

Bis 2030 wëllt d'Regierung elo 25 % erneierbar Energië virweisen. Haut sti mer bei 6 %, dat bedeit also quasi 2 % Zouwuess all Joer bis 2030. Tëschent 2005 an haut hu mer vläicht 0,3 % gepackt. Wa Lëtzebuerg dat also erreeche wëllt, da musse vill Schëppen dropgeluecht ginn.

Fir eis ass eppes kloer: Lëtzebuerg ass bis haut kee Virbild beim Klimaschutz, et ass éischter en „freeloader" beim Klimaschutz!

Här President, et ass eis Aufgab, fir dat ze änneren. Mir hätte gär, datt Lëtzebuerg Virbild beim Klimaschutz gëtt. Dofir mussen awer verschidde Bedingungen erfëllt sinn. Als Éischt emol muss d'Dréngelechkeet vun der Klimaverännerung unerkannt sinn. Fuerscher an Ëmweltorganisatioune schloe scho säit Laangem Alarm. Si hunn d'Urgence scho säit Joren, wann net Jorzéngten erkannt. Politesch Reaktioune sinn awer bis haut nach néierens op der Héicht, fir dëser Urgence och gerecht ze ginn.

Fir datt sech dat ännert, wär et wichteg, wann d'Chamber haut deen éischte wichtege Schrëtt géif maachen an d'Urgence climatique géif unerkennen.

Mä domat geet et net duer. Dofir hu mer eis och an enger Resolutioun, déi ech hei deposéieren - wannechgelift, Här President - an déi mer haut presentéieren, net nëmmen op d'Urgence climatique beschränke wëllen.

Résolution 1

- Considérant les rapports consécutifs du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et notamment son rapport spécial 2018 sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C ;

- considérant l'Accord de Paris signé par le Luxembourg le 22 avril 2016 et adopté formellement le 4 novembre 2016 ;

- considérant que le Luxembourg a actuellement une empreinte carbone beaucoup trop élevée et que le Luxembourg a la responsabilité historique et la capacité d'avancer rapidement vers une décarbonisation complète de sa consommation en énergie ;

la Chambre des Députés

- reconnaît que nous sommes confrontés à une urgence climatique et que cette situation requiert un effort national exceptionnel en vue de réaliser dans les meilleurs délais une décarbonisation complète de la consommation d'énergie au Luxembourg ;

- veillera à ce que les moyens budgétaires destinés à la lutte contre le changement climatique seront doublés à partir de 2020 et qu'au-delà une hausse constante de ces moyens sera planifiée ;

- veillera à ce que les moyens budgétaires supplémentaires seront investis de façon prioritaire dans la production et le stockage d'énergies renouvelables ainsi que dans l'efficacité et la suffisance énergétique ;

- veillera à ce que la hausse des moyens budgétaires destinés à la lutte contre le changement climatique soit accompagnée d'actions législatives et réglementaires ambitieuses en faveur de la protection du climat ;

- souhaite que le développement des réseaux de transports en commun et de la mobilité douce soit accéléré ;

- veillera à ce que toutes les mesures destinées à la lutte contre le changement climatique soient évaluées par rapport à leur impact social et que le cas échéant, des mesures de compensation soient prises afin d'éviter une pénalisation des parties plus défavorisées de la population ;

- veillera dorénavant à ce que toute action législative et toute décision politique soit cohérente avec l'objectif de lutter contre le changement climatique ;

- souhaite qu'un débat national soit organisé dans les meilleurs délais sur les actions collectives à prendre pour répondre à l'urgence climatique, impliquant les acteurs institutionnalisés, organisations de la société civile et la population du Luxembourg.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

Déi brittesch Chamber huet eis dat souwisou och virgemaach a mir kéinten als zweet Land u sech nozéien. Et ass natierlech eng symbolesch ganz wichteg Entscheedung, déi d'Chamber haut géif huelen. Mä dës Decisioun muss och den Ausléiser vu politesche Mesurë sinn, déi d'Klimaveränneru wierksam bekämpfen.

Wéi gesäit eng wierksam Klimapolitik aus? Wat gëtt gebraucht?

1. Ee méi kloren a strenge gesetzleche Kader, deen Ziler an Echeancë fir all Secteure verbindlech festleet,

2. eng grouss Verantwortung fir d'Investitiounspolitik vum Stat an de Gemengen, déi derfir suerge mussen, datt déi Ziler och tatsächlech kënnen erreecht ginn. Dat kann net der Prärogativ vun e puer Privatleit an Investoren iwwerlooss bleiwen, déi d'Suen hunn, fir hire gréngen Image opzepoléieren, an

3. d'Iwwerzeegung, datt Klimapolitik als een Deel vun der Sozialpolitik muss geduecht ginn. Net jiddereen ass haut an der Lag, fir Klimaschützer ze sinn. Et ass d'Aufgab vun der Politik, fir dat méiglech ze maachen.

Här President, et ass net vill Zäit, fir dat elo unhand vu Beispiller ze illustréieren. Ech probéieren et trotzdeem ganz kuerz:

Am Transport brauche mir eng mëttelfristeg Strategie, fir aus dem Sprittexport erauszekommen. Dat ass natierlech net vun haut op muer méiglech. Mä eng Navigation à vue kann op Dauer kontraproduktiv ginn. Esou eng Strategie muss sécherstellen, datt net déi Leit mat klenge Revenuen op der Streck bleiwen, déi och oft op den Auto ugewise sinn.

Den ëffentlechen Transport muss méi séier ausgebaut ginn. D'Gratuitéit, fir déi mer eis ëmmer agesat hunn an déi elo duerchgesat wäert ginn d'nächst Joer, ass e wichtege Schrëtt, dee mir ënnerstëtzen.

Mä méi wichteg ass, datt jidderee fir seng Deplacementer fir op d'Aarbecht, fir bei den Dokter, fir an d'Schoul oder fir owes an de Bistro mat Zuch oder Bus eng gutt a verlässlech Optioun huet.

Erneierbar Energien: Dat geet bei Wäitem net séier genuch. Dat weisen all d'Zuelen. Privatinvestore liwweren dat net, wat gebraucht gëtt. Firwat also net een ëffentlechen Energiebetrib schafen? Dat gëtt et jo och an anere Beräicher, wéi bei der Schinn, beim Tram oder beim ëffentleche Wunnengsbau. Mëttele sinn do. Mir hu schonn oft gefuerdert, datt och de milliardeschwéiere Fonds de compensation fir esou Investitiounen an Zukunft muss richteg genotzt ginn.

Op deem Wee kéint den Energiesystem och e Stéck méi wäit demokratiséiert ginn, well déi Suen, déi d'Leit verdéngen, déi zu Lëtzebuerg schaffen, och genotzt géife ginn, fir hei am Land Infrastrukturen a Servicer ze schafen, déi eis Existenz an Zukunft sécheren.

Bei der Energieaspuerung: Energie, déi net gebraucht gëtt, muss net produzéiert ginn. D'Regierung schwätzt vu Smart Homes mat Frigoen, déi mam Toaster kommunizéieren, mä vill Haiser an Appartementer am Land hunn emol keng dicht Fënsteren oder en isoléierten Daach. Ekologesch Wunnen ass haut e Luxus, deen nëmme wéineg Leit sech leeschte kënnen.

An d'Klimabank ass jo en Echec. Dat weisen d'Zuelen, déi mer virun e puer Méint vun den zoustännege Ministere kruten. Et geet net drëms, Banken ze finanzéieren, mä de Klimaschutz. D'Geld muss dohinner, wou et gebraucht gëtt, an dat si ganz oft Stéit mat klengem Revenu, déi an net sanéierte Wunnenge liewen, déi vill Energie brauchen.

Wann dat richteg gemaach gëtt, da geléngt eis en Hattrick: D'Consommatioun vun Energie kann zolidd zréckgeschrauft ginn, d'Stéit mat wéineg Revenu kënne mathëllefen, d'Klima ze schützen, a behalen um Enn vum Mount eppes méi iwwreg an d'Handwierk kritt Aarbecht a gëtt iwwert de gesellschaftlechen Optrag vum Klimaschutz däitlech opgewäert.

Här President, fir et kuerz a knapp ze resuméieren: Et sinn déi Räich, déi am meeschte verschmotzen. Ech hunn dat virdru scho gesot an et ginn och Etüden, déi et beleeën. Dofir wier et e Feeler, ze mengen, datt een d'Klimakris iwwerwanne géif, ouni iergendeng Kéier e Systemwiessel ze maachen.

D'Klimakris gëtt eis d'Geleeënheet, fir eng Gesellschaft opzebauen, déi op Solidaritéit, op sozialer an ekonomescher Gerechtegkeet berout an net méi - wéi bis elo - op enger rasanter Course no ëmmer méi Profitt fir Eenzelner op d'Käschte vun de Mënschen a vun der Natur. Mir musse vun deem Modell ewechkommen, wou de sougenannten ekonomesche Wuesstum ëm all Präis d'Politik diktéiert.

Dofir brauche mer eng gerecht Verdeelung vum Räichtum a vun der Aarbecht, weltwäit natierlech. Et ass d'Geleeënheet fir d'Mënschheet, fir weltwäit staark Sozialsystemer opzebauen, fir op Solidaritéit a Kooperatioun tëschent den Natiounen ze setzen amplaz vu Konkurrenz, Kompetitioun a vläicht souguer Krich.

Ass et utopesch? Ech géif d'Fro aneschters dréien: Huet d'Mënschheet iwwerhaapt eng Iwwerliewenschance, wa se et net mécht? Mir kënnen elo awer och hei schonn zu Lëtzebuerg ufänken. An dofir brauche mer massiv ëffentlech Investitiounen, déi déi richteg Entscheedunge fir d'Zukunft setze mussen. Dofir musse mer och de produzéierte Räichtum gerecht verdeelen an demokratesch kontrolléieren.

Fir et an engem Saz ze soen, op Englesch: System change, not climate change!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här …

(Applaudissements sur les tribunes)

Ech bieden Iech op den Tribünen, wannechgelift roueg ze sinn, esou wéi d'Regele vum Haus dat hei virgesinn.

Merci, Här Wagner. Ech géif dann dem éischte Riedner, dem honorabelen Här Gilles Roth, d'Wuert ginn. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Aktualitéitsstonn, déi kéint een eigentlech iwwerschreiwen: „Sechs Joer verfeelte Klimapolitik ënnert Federführung déi gréng."

Dezember 2012, Pressedokument vun déi gréng: „Die lange Liste der noch zu erledigenden Dinge im Klimaschutz":

To-do-Lëscht Klima, Dezember 2012: „- dem Jean-Claude [Juncker] soen, e soll endlech fir 30 % Zil [a Saachen CO_2-Reduktioun] sinn"; Resultat mat Carole, Fränz a Claude: Lëtzebuerg gehéiert zu deene Länner, wou d'CO_2-Emissiounen 2018 an d'Luucht gaange sinn, plus 3,7 %, véiertschlechtst Resultat an der ganzer EU! „Mir paken et un!" Jo, mir packen nach just Litauen, Malta an Estland. Mir stellen ambitiéis Ziler an d'Vitrinn. Konkret an effikass Aktiounen, fir d'CO_2-Ziler ze erreechen, bleiwen awer op der Streck!

Wat heescht dann d'Regierungsausso: « ...une attention particulière sera portée à la réduction rapide et substantielle de la part du diesel dans le parc automobile. »? Wat bedeit dat konkret fir de Bierger? Heescht dat: Kaaft keen Diesel? Kënnt et an deem Kontext zu Lëtzebuerg zu enger nationaler CO_2-Steier, jo oder neen?

D'CSV ass jiddefalls kloer géint eng CO_2-Steier op reng nationalem Plang. Mir wëllen eng europäesch Léisung!

Une voix.- Très bien !

M. Gilles Roth *(CSV)*.- To-do-Lëscht déi gréng 2012: „- dem Luc [Frieden] erklären, (...) - aus dem Tanktourismus eraus[ze]klammen"; Resultat: net manner, méi Tanktourismus no sechs Joer gréng.lu-Regierung.

Offiziell plädéiert ee fir den Austrëtt aus dem Tanktourismus. An der Realitéit verdéngt een awer um Tanktourismus kräfteg mat. Alleng d'Recetten um Tubak, Dir Dammen an Dir Hären, hu sech an deene leschte fënnef Joer méi wéi verduebelt: 197 Milliounen Euro. Offiziell beméit een d'Etüd Ewringmann, fir ze soen: De Verkaf vum Spritt bréngt mat allem Drum und Dran 2,1 Milliarden - 2,1 Milliarde Steieren -, mä et kascht 3,5 Milliarden. D'Suen aus dem Tanktourismus, déi gi ganz einfach geholl, fir déi lafend Käschte vum Stat ze finanzéieren!

Une voix.- Très bien !

(Interruption)

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Vun Immobiliséieren an engem Future-Fong, wéi 2013 nach hei op der Tribün vun déi gréng gefuerdert, keng Spur! Déi geschaten 3,5 Milliarde Fraisen, Dir Dammen an Dir Hären, si keng budgetär Ausgabe fir Lëtzebuerg, mä theoretesch errechent Käschten. Zitat Ewringmann an deem Kontext: „Der größte Teil dieser Kosten würde allerdings auch entstehen, wenn die Treibstoffaufnahme nicht in Luxemburg sondern im benachbarten Ausland stattfände."

Froen am Kontext Tanktourismus: Bleift et dann elo bei der Akzisenerhéijung vun engem respektiv zwee Cent ab dem 1. Mee? Oder kënnt nach eppes drop? Wa jo, wat a wéini?

D'Lëtzebuerger, Dir Dammen an Dir Hären, déi hätte gären eng kloer Äntwert dodrop, kee Wischiwaschi!

To-do-Lëscht déi gréng 2012: „- dem Étienne [Schneider] kloermaachen, gerecht Energiepräisser si gutt fir erneierbar Energien (...)"; Resultat: Mat den erneierbaren Energië läit eist Land mat 6,4 % an der europäescher Tabell u leschter - u leschter! - Plaz. Am Contraire, mir horten ënner gréng.lu mëttlerweil 715 Milliounen Euro am Klimafong.

De Stat, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass kee Spuerveräin, besonnesch net a Saache Klimaschutz.

(Brouhaha)

Firwat déi permanent Verbuetsmentalitéit? Firwat net investéieren an eng Fuerschung um Standuert Lëtzebuerg, zesummen iwwregens mat dem Privatsecteur, zum Beispill an der Entwécklung vun nohaltege Batterien, vu Motore mat manner CO_2-Ausstouss, eng Chaire op eiser Uni fir Energiefuerschung a Mobilitéit?

To-do-Lëscht déi gréng 2012: „- de Claude [Wiseler] bremse beim Stroossebau"; Resultat: Jo, d'Investissementer an d'Stroossennetz gi kräfteg zréck. Mä hu mer doduerch manner Stau? Am Contraire! D'Luuchtepottoen, déi si wuel mëttlerweil ofgeseet op den Autobunnen, mä de Wee op d'Schaff, Dir Dammen an Dir Hären, deen dauert awer vu Mount zu Mount, vun Dag zu Dag méi laang. Méi Stau, méi CO_2-Ausstouss. Firwat net mat deene beschten internationalen Experte Verkéierskonzepter entwéckelen, politesch an ideologesch ongefierft?

Fir d'CSV, Dir Dammen an Dir Hären, gehéiert dozou och e performanten an zouverlässegen ëffentlechen Transport, deen all Regiounen am Land ofdeckt.

(Interruption)

Net d'Päerd vun hanne suedelen! Net fir d'Éischt alles gratis, mä fir d'Éischt e kohärent Konzept!

To-do-Lëscht déi gréng: „- op Atomstroum verzichten, Leitung verhënneren" - Leitunge verhënneren! -; Resultat: d'Verfeelen um nationale Plang vu sämtlechen Ziler an deem Beräich.

To-do-Lëscht déi gréng: „- de Luc [Frieden] iwwerzeegen, de Steiersystem ze änneren"; Resultat: ekologesch Steierreform, e grousst Schlagwuert, null Konzept, eng Cacophonie sans pareille!

(Brouhaha)

De Subsid fir Elektroautoe CAR-e vum Marco Schank gëtt fir d'Éischt emol ofgeschaaft, duerno duerch e Steierabattement ersat. An zwee Joer drop gëtt dann erëm e Subsid agefouert.

D'Ökotaxen zu Lëtzebuerg, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn déi niddregst an der ganzer Europäescher Unioun. Null Lenkungseffekt!

Här President, dës Regierung spillt nawell gären d'Roll vum „Ökomacher". Et setzt een op ideologesch gréng Duftmarken. Souguer de President vun der Jeeërfederatioun muss mëttlerweil duerhalen.

(Exclamations)

Seng eegen To-do-Lëscht a Saache Klimaschutz setzt een awer net ëm! Eng grouss Diskrepanz tëschent Usproch a Wierklechkeet. Mat geschéckter Kommunikatioun versicht een ze iwwerpinselen, mä d'Resultat ass amgaangen um Lack ze krazen. De Klimabilan vun dëser Regierung bis elo: Viel Geschrei und wenig Wolle! Oder: grousse grénge Bluff!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eng aktiv Klimapolitik erlaben ech mer, Iech am Numm vun den 21 Deputéierte vun der CSV eng Motioun ze iwwerreechen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant les rapports consécutifs du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et notamment son rapport spécial 2018 sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C ;

- considérant l'Accord de Paris signé par le Luxembourg le 22 avril 2016 et adopté formellement le 4 novembre 2016 ;

- constatant que nous sommes confrontés à une urgence climatique et que cette situation requiert des efforts accrus tant au niveau national qu'européen en vue de réaliser une décarbonisation progressive de la consommation d'énergie au Luxembourg ;

invite le Gouvernement

- à veiller à ce que des moyens budgétaires adéquats destinés à la lutte contre le changement climatique soient prévus au niveau budgétaire à partir de 2020 ;

- à veiller à ce que ces moyens budgétaires soient investis de façon prioritaire dans le domaine de la production et la recherche sur le stockage d'énergies renouvelables, de même que celui de l'efficacité et de la suffisance énergétiques ainsi qu'en matière de recherche de nouvelles technologies durables ;

- à veiller à ce que ces moyens budgétaires soient accompagnés d'actions législatives et réglementaires ambitieuses en faveur de la protection du climat ;

- à accélérer le développement des réseaux de transports en commun et de la mobilité douce ;

- à veiller à ce que toutes les mesures destinées à la lutte contre le changement climatique soient évaluées par rapport à leur impact social et à prévoir, le cas échéant, les mesures, actions ou interventions d'accompagnement qui s'imposent tant au niveau national qu'européen ;

- à intervenir, le cas échéant, auprès des instances européennes, afin de s'assurer de la mise en place d'un cadre législatif et règlementaire commun pour assurer la compétitivité des entreprises luxembourgeoises au niveau européen ;

- à veiller dorénavant à ce que toute action législative et toute décision politique soient cohérentes avec l'objectif de lutter contre le changement climatique ;

- à soumettre dès la fin de l'année en cours un paquet de mesures concrètes devant permettre d'avancer progressivement en matière de décarbonisation et de protection du climat ;

- à organiser un large débat parlementaire afin de discuter du paquet de mesures proposées et de chiffrer leur impact financier.

(s.) Gilles Roth, Paul Galles, Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Elo ass d'Ried vum ADR scho gehalen!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

(Interruptions)

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Eise Planéit huet Féiwer. Jo, et geet em sécherlech net gutt, mä nach ass et net ze spéit, nach ass net alles verluer.

D'DP stécht de Kapp hei net an de Sand, mä riicht de Bléck op a kuckt no vir. Et geet net duer, sech ze bekloen, wéi schlecht et eis geet, mä mir mussen éischter alles maachen, dass et eisem Planéit an Zukunft besser geet. D'DP geet déi Erausfuerderung mat deem néidegen Optimismus un a sicht no pragmateschen, räsonabelen an innovative Léisungen, fir d'Äerderwäermung an de Gréff ze kréien. Dat musse mer zesummen ugoen, an dat, ouni Angscht ze verbreeden. Nëmme wa mir d'Leit mat an d'Boot huelen, kënne mer déi schaarf Klimakéier iwwerhaapt nach kréien.

Laut dem leschte Rapport vum Weltklimarot hu mir nach knapps zwielef Joer, fir ze evitéieren, dass d'Äerd sech ëm méi wéi annerhallwe Grad erwäermt. Mir däerfen also keng Zäit méi verléieren an och keng Energie méi verschwenden.

Léif Kolleegen, däers ass sech och eis Regierung bewosst. Vun der Noutwendegkeet, fir eppes ze ënnerhuelen, brauch keen d'Regierung ze iwwerzeegen. Ech si frou, dass de Koalitiounsaccord an där Hisiicht eng ganz kloer Sprooch schwätzt.

Och scho wärend der leschter Legislatur huet d'Regierung wichteg Weiche gestallt, fir Lëtzebuerg klimatesch fit ze maachen. Dës Mesurë gëllt et elo auszebauen.

Ech denken hei zum Beispill un d'Albausanéierung, wou de Stat engersäits mam gudde Bei-

spill virgeet a seng eege Gebaier energetesch méi effizient mécht. Ech denken awer och un d'Iddi vun der Klimabank, déi Ekonomie an Ökologie op eng sënnvoll Manéier matenee verbënnt a gläichzäiteg géint d'Klimaaarmut vun de Leit virgeet. Klimaschutz a klimabewosst Wunnen däerf kee Luxus sinn, net haut an net muer. D'Regierung wäert d'Klimabank dofir och ausbauen, fir dass jiddwereen dovu profitéiere kann.

Als DP erwaarde mer eis dovunner nach eng Kéier e Saz no vir, wat d'Ausschëpfe vum Potenzial am Wunnberäich betrëfft. D'Potenzial hei ass effektiv net ze vernoléissegen. Nom Transport ass dee Beräich dee mat den zweethéchsten Emissiounen hei am Land.

Och am Transport, dee fir méi wéi d'Halschent vun allen Ofgase verantwortlech ass, huet déi aktuell Regierung sech ganz ambitiéis Ziler gesat. D'Investitiounen an d'duuss Mobilitéit an den ëffentlechen Transport belafe sech Joer fir Joer op neiem Rekordniveau.

(Interruption)

Apropos Transport: Och d'DP-Iddi fir d'Aféiere vum gratis ëffentlechen Transport huet de Wee an de Koalitiounsaccord fonnt. Nieft de massiven Investissementer an d'Material an an de Reseau ass dat, jo, d'Kiischt um Kuch, fir d'Leit op den ëffentlechen Transport ze kréien. Esou gesäit DP-Politik aus. Mir huelen d'Muert aus dem Frigo a loossen de Bengel am Schapp.

Den ëffentlechen Transport an d'Mobilité douce ginn also massiv ausgebaut. Gläichzäiteg huet d'Regierung och wichteg Moossnamen ergraff, fir déi elektresch Mobilitéit ze förderen, wéi zum Beispill den Ausbau vun den elektresche Bornen uechtert d'Land.

Kuckt een nëmmen déi zwee Beräicher, déi ech elo grad genannt hunn, d'Wunnen an den Transport, da kënnt een op dräi Véierel vun all den Emissiounen hei zu Lëtzebuerg. Ouni Zweifel entfalen d'Mesuren, déi an deene Beräicher geholl gi sinn, net direkt hir voll Wierkung. D'Regierung huet hei awer scho grouss Efforte gemaach a wäert och weiderhin eng ganz ambitiéis Schinn an där Hisiicht fueren.

Ech wëll als leschte Punkt nach op de Klimapakt mat de Gemengen hiweisen, duerch dee bis elo scho vill konkret Projeten am Beräich Klimaschutz ëmgesat goufen an deen och gehollef huet, d'Bewosstsäi fir de Problem op kommunalem Niveau ze schäerfen. Wéi et am Koalitiounsaccord virgesinn ass, wäert och de Klimapakt ausgebaut a verstäerkt ginn, fir nach méi e groussen Impakt ze hunn.

Här President, déi Punkten, déi ech genannt hunn, hu gemeinsam, dass se d'Resultat vun enger pragmatescher Politik sinn, fir déi och d'DP steet. Et si Mesuren, déi Ureizer schafen an d'Leit ënnerstëtzen, Mesuren, déi Alternative bidden an de Kader schafen, fir klimafrëndlecht Verhalen net nëmmen ze erméiglechen, mä och méi einfach ze maachen.

Mir als DP sinn der Meenung, dass een nëmmen esou effikass Klimapolitik maache kann. De Rapport vum Klimarot huet sécher en zimlech düstert Bild vun eiser Situatioun gezeechent. Mä gläichzäiteg gëtt et eng positiv Nouvelle: Mir hunn haut schonn déi néideg Technologien, fir mëttel- a laangfristeg op déi fossill Energieträger kënnen ze verzichten an de Klimawandel an de Grëff ze kréien.

Jo, et ass d'Aufgab vun eis, d'Aufgab vun der Politik, dës weider ze förderen, hir Verbreedung an hiren Asaz ze ënnerstëtzen an d'Leit bei dëser Transitioun mat an d'Boot ze huelen. Dat si mir deene jonke Generatioune méi wéi schëlleg.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, léif Membere vun der Regierung, fir d'LSAP ass et kloer, dass eng Urgenz besteet an der Klimapolitik. D'Wëssenschaft, déi seriö Wëssenschaft, net déi, déi vun de Lobbyiste bezuelt gëtt, ass unanime. An d'Konklusioune vum GIEC vum Oktober 2018 an och vun anere Fuerscher si kloer. Och déi politesch Objektiver wéi déi am Paräiser Accord, obwuel se wahrscheinlech net grad ambitiéis genuch sinn, si kloer.

Eppes, wat ons och beweegt bei der LSAP an dëser Problematik, ass déi intergenerationell Gerechtegkeetsdimensioun vun dëser Kris. Déi viregt Generatiounen, och meng Generatioun, hunn net nëmmen duerch hir Konsumgewunnechten an hire Liewensstil de Planéit verschampeléiert, neen, si hunn och de Kreditt vun den zukünftege Generatiounen entaméiert. Laut engem Rapport vu Carbon Brief, deen am „Monde" vum 11. Abrëll 2019 an engem Artikel mentionnéiert gëtt, mussen déi Kanner, déi haut op d'Welt kommen, aachtmol manner Karbondioxiden emettéiere wéi hir Grousselteren, fir den Accord de Paris ze respektéieren. Dat heescht, dass déi haiteg Generatiounen, déi Kanner, déi elo op d'Welt kommen, radikal hir Gewunnechte mussen änneren, well mir ons Aufgaben net gemaach hunn.

Ech géif gäre kuerz op véier Punkten agoen an dëser Heure d'actualité.

Deen éischte Punkt, deen ech gär géif maachen, dat ass, dass een onser Iwwerzeegung no keng effikass Klimapolitik ka maachen, ouni dass een eppes dovunner mierkt. Ech hunn am Mäerz dëst Joer en Artikel geschriwwen am „Lëtzebuerger Wort", an deem ech bezweifelt hunn, dass dat, wat am Projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat steet, wäit genuch geet, ob et zum Beispill duergeet, d'Akzisen op Bensinn an Diesel ëm ee respektiv zwee Cent eropzesetzen, fir eppes ze bewierken. An ech si frou, dass dee Plang elo nach weider iwwerschafft gëtt an dass nei Virschléi erafléissen, déi vläicht hoffentlech méi wäit ginn.

Mir musse verstäerkt de Prinzip vum Pollueurpayeur uwennen, fir weiderzekommen. Jo, dat heescht och, iwwer nei Steieren nodenken! An do sinn ech net ganz d'accord mam Här Hahn, dass mer de Bengel komplett am Schapp musse leie loossen a just d'Muert aus dem Frigo eraushuelen. Ech mengen, wa mer wëllen hei weiderkommen, dass et net duergeet, just Incitatiffen ze schafen, dass mer schonn duerchaus och mussen, baséierend um Prinzip Pollueur-payeur, heiansdo drun denken, de Bengel erauszehuelen.

(Interruptions)

Déi nei Steieren mussen natierlech virun allem sozial gerecht a verträäglech sinn.

(Interruption par M. Max Hahn)

De Mouvement vun de Gilets jaunes ass do eng kloer Warnung. Wa mer also am Beräich vun der Klimapolitik drop erauskommen, dass mer Aarbechtsplazen ofschafen am Beräich vun de fossillen Energien, mä och, wa mer iwwer Saache wéi Karbonsteier nodenken, da musse mer fir d'Éischt drun denken, dat op breet Schëlleren ze schichten, ier mer déi méi sozial schwaach Leit domadder treffen.

Mä mir kommen hei net weider, wa mer kee breede Konsens hunn, wa mer kee parteiiwwergräifende Konsens hunn. Dovunner sinn ech iwwerzeegt. A wa mer ons ëmmer erëm ervirdreiwen, all Kéiers wann een eng Iddi huet, fir weiderzekommen an deem Dossier, jo, och am Beräich vun de Steieren, an dee mat Question-parlementairë bombardéieren oder mat Schreckgespenster aus der Lëtzebuerger Politik, da komme mer an dësem Dossier net weider.

Deen zweete Punkt, deen ech gär géif maachen, dat ass deen, dass mer hei eng holistesch Approche mussen huelen. Den Nicolas Hulot, fréieren Ekologiesminister vum Emmanuel Macron, huet an engem Interview den 19. Abrëll 2019 an der „Libération" virgeschloen, dass een hei sollt wierklech eng holistesch Visioun huelen an der Klimapolitik. Et misst zum Beispill an enger Regierung e Conseil environnemental ginn, fir all déi Politikberäicher, déi heivunner touchéiert sinn, sief dat de Verkéier, den Urbanismus, den Aménagement du territoire, mä och d'Ekonomie, zesummen ënnert dem Standpunkt vun dem Klimawandel an der Bekämpfung vum Klimawandel ze kucken. An dozou gehéiert natierlech och d'Fiskalitéit. Et kann een, mengen ech, do den Environnement net eleng loossen. Dat ass eng Politik, déi all d'Beräicher concernéiert.

Den drëtte Punkt, ganz kuerz, dat ass dee vun der Finanzplaz. Ech mengen, dass mer eng Chance hunn, dass mer eng Finanzplaz hunn an dass mer déi kënnen notze fir d'Finanzéierung vun erneierbaren Energien an d'Finanzéierung vun där ekologescher Transitioun, an déi mer mussen erakommen.

Dat muss iwwert de Greenwashing erausgoen. Ech sinn do d'accord mam David Wagner, dass do ganz villes e grénge Stempel kritt, dat en net verdéngt huet, dass do ganz vill Window Dressing oder Greenwashing gemaach gëtt. Mä ech sinn iwwerzeegt, dass déi Initiativen, déi elo scho geholl gi vun der Regierung, an déi richteg Richtung ginn an dass mer d'Finanzplaz nach méi dozou benotze mussen, fir déi ekologesch Transitioun ze finanzéieren.

An dann e leschte Punkt, dat ass dee vum Systemwiessel. Mir haten déi Diskussioun, wéi mer déi Petitionären ugehéiert hunn. An ech mengen, dass mer effektiv nëmme weiderkommen, wa mer och dee Systemwiessel do an d'Ae faassen. Wa mer weiderhin, wéi zum Beispill am Dieselskandal, toleréieren, dass d'Industrie d'Leit an d'Ëmwelt vergëft zugonschte vun engem kuerzfristege Profitt, da komme mer laangfristeg hei net weider. Ech mengen dofir, an dat ass och elo en Enjeu am europäeschen Debat, dass mer mussen iwwer en Embau vun onser Ekonomie, vun onsem Wirtschaftsmodell nodenken, fir och am Klimawandel e seriöe Progrès ze maachen.

Voilà! Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Jugend op der Welt huet recht, fir d'Stëmm ze erhiewen an d'Urgence climatique auszeruffen, fir méi schnell, fir méi konsequent a fir méi konkret den existenzielle Gefore vum Klimawandel entgéintzewierken.

Ech hu grousse Respekt virun hirem Engagement. A si hunn och recht mat hirer Ausso, dass net si, mä mir Erwuessener dëse Problem an de Grëff musse kréien. Säit menger Kandheet dréit sech villes a mengem Liewen an och a mengem Engagement ëm d'Emgestaltung vun der Energiepolitik, eng Transitioun vun der Energiepolitik ewech vun Atomenergie an de fossillen Energieträger hin zu den erneierbaren Energien.

Als Ingenieur weess ech, mir hunn d'Léisungen, fir de Klimawandel ze stoppen! Als Politiker soen ech: Mir hunn d'Flicht, dat, wat technesch méiglech ass, och politesch méiglech ze maachen. Net muer, mä haut. Net e bëssen, mä konsequent.

Här President, mir sinn haut op engem Punkt ukomm, wou d'Schnellegkeet vum Klimawandel esou akut ass, dass mir handelen a kollektiv immens grouss Ustrengunge maache mussen, fir eisen nofolgende Generatiounen och eng liewenswäert Äerd kënnen zréckzeloossen. Dës Regierung huet sech ambitiéis Ziler gesat, déi konform si mat der Wëssenschaft. Et gëllt elo, esou Ziler konsequent ëmzesetzen.

Éischtens: Klimaschutz muss zesumme gemaach ginn. Et geet drëms, vill Alliéierter ze mobiliséieren an esou vill wéi méiglech Leit mat u Bord ze huelen.

Zweetens: Klimaschutz muss Widdersprécher, Widder-Spréch iwwerwannen. Wann den Transportproblem eise gréisste Klimaproblem ass, da musse mer elo decidéiert handelen an d'Ofhängegkeet vun enger Risikonisch ofbauen. D'Erhéijung vun den Akzisen op Bensinn an op Diesel ass dobäi e wichtegen éischte Schratt. Zesumme musse mer a wäerte mer e Wee fannen, Léisungen opzeweisen, déi souwuel am Aklang mat eise Klimaziler sti wéi och déi budgetär Contraintë berücksichtegen.

Drëttens: Klimaschutz muss de Leit hëllefen. Dës Regierung hëlleft de Leit, de Wee aus de fossillen Energië méi einfach ze maachen. Am Beräich vun den erneierbaren Energien ass en éischt Handlungsfeld säit dräi Woche bekannt, nämlech déi nei Aspeisungstariffer bei der Produktioun vun erneierbaren Energien. Et gëtt kee Grond, haut keng Fotovoltaik méi wëllen ze maachen, ob eleng oder an der Kooperativ. „myenergy" ass prett, op Demanden ze reagéieren an och ze hëllefen.

Véiertens: Klimaschutz muss eis och heiheem direkt protegéieren. D'Klimaschutzpolitik muss dofir och anticipéieren an déi néideg Hëllefstellung bei Klimaupassungen zur Verfügung stellen. Och do setzt d'Regierung Akzenter, zum Beispill duerch den Héichwaasserschutzprogramm. Dës Regierung huet d'Urgence climatique erkannt. Souwuel de Koalitiounsaccord wéi och de PNEC, also de Plan national intégré en matière d'énergie et de climat, deen d'Ministeren Dieschbourg an Turmes op den Dësch geluecht hunn, ginn an hire respektiven Zilsetzungen op d'Fuerderungen an, d'Ambitiounen am Klimaschutz vis-à-vis vum Paräiser Accord eropzesetzen.

Si liwweren dofir och d'Äntwert op déi neiste wëssenschaftlech Erkenntnisser, wéi zum Beispill déi, déi vum GIEC och Enn 2018 genannt gi sinn.

Ech widderhuelen déi dräi wichtegst Ziler bis 2030: d'Reduktioun vun den Zäregaser ëm 50 % bis 55 % par rapport zu 2005, am Beräich vun der Energieeffizienz eng Reduktioun vum Energieverbrauch vu 40 % bis 44 % an am Beräich vun den erneierbaren Energien op en Objektiv vun 23 % bis 25 %.

Och dës Chamber huet d'Urgence schonn erkannt an hir Responsabilitéit iwwerholl, mat engem Klimarapport, deen am Virfeld vun dem Paräiser Accord 2015 erstallt gouf a wou eng breet Consultatioun mat der ziviller Gesellschaft an den institutionellen Organer virausgaangen ass. Ech hunn de Klimarapport nach eng Kéier matbruecht an ech soen nach eng Kéier e ganz grousse Merci fir déi, déi deemools mat dru geschafft hunn. Leider hunn ech do déi Lénk deemools net an där Kommissioun kënne begréissen.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Mir waren net Member vun där Kommissioun.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- D'Konklusioune vun dësem Rapport sinn haut am Klima…

(Interruption)

Da war et vläicht deemools nach net esou wichteg fir Iech.

D'Konklusioune vun dësem Rapport sinn haut am Klimaplang zréckzefannen. Et geet allerdéngs haut net méi duer, eleng an der Chamber déi Debatten ze féieren, esou wéi dat an der Resolutioun hei gefuerdert gëtt.

D'Klimaschutzziler si bekannt. Konkret Handlungsfelder sinn elo ze benennen. Dofir ass et nëmme richteg a wichteg, dass och d'Exekutiv, also d'Regierung alles drusetzt, fir eis Klimaziler schnellstméiglech ëmzesetzen. Net méi spéit wéi nächsten Dënschdeg ass eng éischt grouss Debatt mat der Zivillgesellschaft an och mat der Chamber organiséiert.

Bis Enn des Joers läit den definitive Klimaplang bis 2030 vir, wou mir hei als Chamber - jiddwereen eenzel a jiddwer Fraktioun – eis Meenung an enger Konsultatiounsdebatt kënnen dozou soen. An e Klimaplang, zum Schluss, deen d'Handschréft vum Camille ganz däitlech dréit, an dofir soen ech nach eng Kéier en décke Merci fir säin Engagement all déi Zäit.

An zum Schluss, Här President, erlaabt mer, en Depot vun enger Motioun ze maache vun den dräi Parteien aus der Koalitioun, déi opweist, wéi eng Konsequenze mer aus deem Bericht vum IPCC zéien, deen 2018 erauskomm ass; virdrun ass falsch gesot ginn, am Paräiser Accord, Här Wagner, do war net vun 1,5 °C geschwat ginn, mä dee Wäert ass eréischt vum IPCC-Bericht Enn 2018 erauskomm. An dofir sinn d'Ambitioune vun dëser Regierung an d'Luucht gesat ginn, eng vun den eenzege Regierungen hei an Europa. An dofir ginn ech dësen Depot. A mir kommen da sécherlech duerno zur Debatt heizou.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- que parmi les 17 objectifs du développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 des Nations Unies figure l'objectif n° 13 de « prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions » ;

- que dans ce contexte, le 3e Plan national pour un développement durable (PNDD) fait le lien entre la politique nationale en matière de développement durable et les engagements pris par le Grand-Duché lorsqu'il a adopté l'Agenda 2030 en 2015 ;

- que le Luxembourg a signé en date du 22 avril 2016 l'Accord de Paris, accord universel conclu par les dirigeants du monde entier, qui vise à renforcer et à coordonner la riposte mondiale à la menace des changements climatiques ;

- qu'au coeur de cet accord figure l'objectif de contenir le réchauffement climatique en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels, et de poursuivre les efforts pour le limiter à 1,5 °C ;

- qu'un Règlement (2018/842) du Parlement européen et du Conseil relatif aux réductions annuelles contraignantes des émissions de gaz à effet de serre par les États membres de 2021 à 2030 a été adopté le 14 mai 2018 ;

- qu'au niveau de l'Union européenne, un paquet compréhensif de mesures pour la protection du climat et la transition énergétique a été décidé, comprenant notamment le Règlement 2018/842 susmentionné, ainsi que des directives renforçant les objectifs de l'Union européenne en matière d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable, et les standards de performance pour les véhicules et les camions ;

- que selon le rapport spécial sur les conséquences du changement climatique du groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC/IPCC), il est techniquement possible et absolument nécessaire d'atteindre l'objectif de maintenir l'augmentation moyenne de température dans le monde en dessous des 1,5 °C ;

- que sur base du Règlement 2018/1999 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018, le plan national intégré en matière d'énergie et de climat (2021-2030) (PNEC) définira les objectifs nationaux du Luxembourg en matière d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030, et qu'un projet de plan (pPNEC) a été présenté à la Chambre des Députés et soumis à la Commission européenne en date du 13 février 2019 ;

- que le rapport de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique (IPBES) sur la bio-

diversité du 6 mai 2019 sonne l'alarme que le changement climatique s'avère de plus en plus important en tant que cause directe de la perte de biodiversité ;

- que durant la grève mondiale pour le climat du 15 mars 2019 des dizaines de milliers d'étudiants et sympathisants se sont mobilisés dans plus de 100 pays afin de mettre la pression sur les dirigeants de la planète et de les inciter à prendre des mesures concrètes contre le réchauffement climatique ;

- que le 23 septembre 2019 aura lieu le Sommet Action Climat 2019 à Paris, exactement un an avant que les pays doivent renforcer les engagements pris au niveau national en faveur du climat conformément à l'Accord de Paris ;

saluant

- que dans le cadre de l'accord gouvernemental du 3 décembre 2018, le Gouvernement s'est résolu à « mettre tout en œuvre pour respecter cet Accord [de Paris] et tenir compte des conclusions du rapport spécial 1,5 °C du GIEC » ;

- que de façon générale la lutte contre le changement climatique joue un rôle prépondérant dans l'accord gouvernemental ;

- que le Gouvernement a pour ambition de « faire du Luxembourg un leader international » dans le domaine de l'efficacité énergétique ;

- que le Luxembourg a, par le biais de multiples efforts (standard pour les nouvelles maisons d'habitation, réseaux de cogénération convertis progressivement vers la biomasse), réussi à diminuer les émissions de CO_2 dans le domaine des bâtiments malgré la construction d'un nombre croissant de nouveaux logements ;

- que l'accord gouvernemental annonce qu'une nouvelle loi climat sera élaborée en étroite collaboration avec tous les ministères concernés ;

- que le Gouvernement œuvrera pour que l'économie européenne devienne neutre en termes de bilan climatique (« climate-neutral ») à l'échéance de 2050 ;

- que dans l'intérêt de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la protection du climat, une première augmentation des accises sur les carburants a déjà été réalisée par le biais de la loi relative au budget de l'État 2019 ;

- que cette augmentation des accises, appliquée depuis le 1er mai 2019, génère continuellement des fonds qui seront réinvestis dans le développement durable du pays ;

- que dans le pPNEC figurent des objectifs ambitieux, à savoir :

• une réduction des émissions de gaz à effet de serre entre 50 % et 55 % en 2030 par rapport à 2005 ;

• en termes d'efficacité énergétique, une réduction de la demande finale d'énergie allant de 40 % à 44 % à l'horizon 2030 ;

• en matière d'énergies renouvelables, un objectif allant de 23 % à 25 % à l'horizon 2030 ;

- que la décarbonisation de notre mobilité ainsi que la stratégie pour une mobilité durable « Modu 2.0 » figurent parmi les objectifs du PNDD, approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 23 mai 2018 ;

- que le Gouvernement maintient un niveau d'investissements très élevé dans les transports publics ;

- la gratuité des transports publics à partir du 1er mars 2020 ;

- qu'au cours des dernières années, la place financière luxembourgeoise a affirmé sa position de leader européen dans le domaine de la finance verte ;

- que le Pacte climat, renforcé en 2016, incite et aide les autorités locales dans leur politiques de lutte contre les changements climatiques, de l'énergie et de la mobilité, et plus récemment dans le domaine de l'économie circulaire ;

- que le Luxembourg figure parmi les huit pays de l'Union européenne ayant lancé un appel commun avant le sommet européen de Sibiu pour « agir maintenant » contre le réchauffement climatique ;

- qu'au niveau européen, le Gouvernement a soutenu l'initiative belgo-néerlandaise d'examiner l'opportunité d'appliquer le prix carbone au secteur de l'aviation civile ;

- que la prise de conscience sociale des enjeux de l'urgence climatique devient de plus en plus marquée à travers l'ensemble de notre société ;

reconnaissant

- que le changement climatique, qui affecte désormais tous les pays sur tous les continents, est l'un des enjeux les plus importants et urgents de notre époque,

invite le Gouvernement

- à persévérer dans le domaine de la protection du climat et à mettre en avant un PNEC ambitieux et en phase avec l'urgence climatique ;

- à définir des objectifs ambitieux d'ici la fin 2019 dans tous les secteurs concernés ;

- à réaliser, à intervalles réguliers, un monitoring et reporting de toutes les mesures proposées ;

- à exploiter le potentiel en matière d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables et de lancer des offensives dans les domaines de l'électromobilité, de l'efficience des bâtiments fonctionnels, de la rénovation énergétique d'anciens bâtiments, de la photovoltaïque, de la géothermie, des pompes à chaleur et de l'efficience énergétique dans l'industrie ;

- à faire un strict suivi du développement des émissions CO_{2eq} dans le domaine du transport routier, et, le cas échéant, renforcer les mesures à court terme dans le domaine de la vente et l'exportation des carburants fossiles routiers ;

- à continuer d'augmenter les investissements dans les transports publics et la mobilité douce afin de permettre la réalisation de projets y relatifs de façon encore plus efficace ;

- à saisir les multiples opportunités économiques, écologiques et de santé de la transition énergétique et à préparer dès aujourd'hui un avenir sans énergies fossiles ;

- à élargir le régime d'aides financières afin d'aider la population à participer activement à la transition énergétique ;

- à étudier la possibilité de renforcer l'arsenal de mesures anti-pauvreté énergétique afin d'inclure pleinement toutes les personnes à revenus modestes dans la transition énergétique ;

- à faciliter et promouvoir la production, l'autoconsommation et la création de coopératives d'énergies renouvelables ;

- à renforcer davantage la coopération avec et entre les communes et d'inciter davantage la nouvelle mouture du Pacte climat ;

- à continuer à soutenir l'initiative belgo-néerlandaise qui s'inscrit pleinement dans l'Accord de Paris sur le climat et à étudier l'application du principe pollueur-payeur en vue de réduire les émissions croissantes du secteur de l'aviation civile et du secteur maritime ;

- à continuer à soutenir l'idée de la mise en place d'une taxe verte aux frontières européennes, afin d'inciter les entreprises industrielles à poursuivre leurs efforts en matière d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable, et ainsi de pouvoir respecter les objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et ;

- à associer aussi bien les acteurs de la société civile organisée que le grand public - et plus particulièrement les jeunes d'aujourd'hui qui seront les premiers concernés de demain - au débat climatique tout en favorisant un cadre politique inclusif qui permette à tous les citoyens de contribuer à atteindre les objectifs fixés en matière de réduction de gaz à effet de serre et de développement durable du Luxembourg.

(s.) Henri Kox, Franz Fayot, Max Hahn.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. Merci villmools, Här Kox. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Debatt ëm de Klimawandel ass eng Debatt, déi mir nawell gär géife wëssenschaftlech féieren, an zwar am Vertrauen. An dat, wat vu verschiddene Säite kënnt, mir hunn haut héiere vun der Säit vun der LSAP, datt d'Wëssenschaftler, wat jo ee gutt Recht ass, déi eng aner Meenung hunn, vun der Lobby bezuelt ginn. Abee neen, mir denken, déi Debatt sollt een objektiv féieren.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Mä mir wëssen, dass Dir e Klimaskeptiker sidd, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- D'Klimadebatt, dat ass eng Debatt, déi gëtt komplett politiséiert, se gëtt instrumentaliséiert! Se gëtt instrumentaliséiert vun deene Lénken, déi wëllen d'Steierlaascht erhéijen. Se gëtt instrumentaliséiert vun deene Gréngen, déi eng Politik mat Angscht, jo souguer mat Panik maachen, fir politescht Kapital draus ze schloen. An haut hu mer vun der LSAP héieren, datt d'LSAP wëllt nei Steiere mat engem Bengel aus de Leit erausschloen.

(Brouhaha)

Och dat hu mer eis gemierkt an deem heite Kontext.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir musst bei den Ouerendokter goen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wat sinn eigentlech déi gréng?

Oh, mir kënnen dat lauschteren, wat den Här Fayot gesot huet, dat war ganz interessant!

Wat sinn eigentlech déi gréng? Sinn déi gréng eigentlech eng politesch Partei? Ech froe mech dat ganz dacks. Si soen eis, wat mer sollen iessen, si soen, wéi mer solle schwätzen, si soen, wéi mer solle wunnen, si soen, wat mer iwwerhaapt nach däerfen denken, a si soen, wéi mer solle fueren. Ass dat eng Partei oder eng reliéis Sekt?

(Hilarité)

Ech mengen, déi Fro kann ee sech wierklech stellen. Mat wiem hu mer et eigentlech hei ze dinn?

(Interruptions)

Da schuede se eiser Ekonomie! Déi Saach mam Tanktourismus ass e wonnerbart Beispill. Déi Steieren, déi och déi kleng Leit hei am Land musse bezuelen - vergiesse mer dat net bei där ganzer Rhetorik! -, dat hëlleft dem Statsbudget, et hëlleft dem Klima iwwerhaapt net, mä et ass selbstverständlech eng falsch Politik. Et ass och keng éierlech Politik, well wann ee wéilt eppes maache géint de Klimawandel, da sollt ee fir d'Éischt emol déi Problematik vum onkontrolléierte Wuesstum upaken. Mä just dat mécht dës Regierung net!

Mir denken, datt déi gréng an iwwerhaapt déi Politik och schrecklech deier ass. A fir dat ze beweisen, well ech menge jo, dat gëtt jo contestéiert, wëll ech aus dem hellege Buch vun deene Gréngen zitéieren, an dat ass hei vun engem gewëssene Claude Turmes dat Buch „Die Energiewende".

Une voix.- E ganz gutt Buch.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An do kann ech … Jo, et ass ganz gutt. Do wëll ech emol zitéiere Säit 207: „Man sollte dazu übergehen, eine generelle City-Maut …", domadder d'Infrastruktur ze besteieren. Dat ass flott, well wann een an Zukunft an d'Stad kënnt, da bezilt een emol eng kleng gréng Tax!

Dann ass och d'Iddi „Verbot der Vermarktung von Diesel- und Benzinfahrzeugen". Dat ass natierlech en ambitiéist Zil. An och speziell interessant fir d'Leit, déi sech vläicht kënnen eemol am Joer leeschten, fir an d'Vakanz ze fléien, eng „hohe Besteuerung des Flugbenzins und der Flugtickets".

Gréng wierkt! Jo, Gréng wierkt, Gréng wierkt virun allem am Portmonni vun deene klenge Leit!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Urgence am Klima besteet. Dofir wäerte mir och d'Resolutioun vun déi Lénk matstëmmen. A wann d'Regierungsparteien och géifen d'Urgence climatique unerkennen, wäerte si och dës Resolutioun matstëmmen.

Lëtzebuerg ass net gutt genuch géint d'Klimaverschmotzung. Trotz sechs Joer déi gréng an der Regierung si mir oft Schlussliicht an de Statistiken. Mir verfeelen d'Ziler vun dem CO_2, produzéieren ze vill Dreck.

Eis Piraten schéngt et, wéi wann dës Regierung eleng dës Situatioun net ënner Kontroll krit. Dofir wëlle mir eng speziell Klimakommissioun an der Chamber, wou awer net nëmmen d'Politik soll matschwätze kënnen, mä jiddwereen aus der Gesellschaft. Jonker an Eelerer, jiddweree soll kënnen iwwert d'Léisungen aus der Urgence vum Klima matschwätzen, fir dass de méiglechst beschte Produit herno entsteet, fir dass mer kënnen endlech déi Urgence climatique léisen.

Dofir iwwerginn ech Iech haut eng Resolutioun fir eng Klimakommissioun an der Chamber.

Résolution 2

La Chambre des Députés,

- vu les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat,

- considérant l'Accord de Paris signé et adopté par le Grand-Duché de Luxembourg,

- constatant l'engagement citoyen dans la lutte contre le réchauffement climatique,

- souhaitant promouvoir la transparence et la participation citoyenne dans la lutte contre le réchauffement climatique,

décide

- de former une commission spéciale selon l'article 21 (1) du règlement de la Chambre pour formuler une réponse luxembourgeoise au réchauffement climatique ;

- de charger cette commission d'élaborer un rapport avec des propositions pour contrer la crise climatique ;

- d'inviter cette commission à organiser des auditions publiques avec les acteurs concernés par la crise climatique.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- A well ech nach eng Minutt Zäit hunn, géif ech dann och gäre bieden, dass all Partei kéint do matmaachen - well virdrun ass et hei ugeklongen, et ass leider net esou, dass all Partei an all Kommissioun ass -, fir déi Aarbechten och esou kënnen ze maachen, wéi et soll sinn. Mir begréissen awer, well et kritiséiert ginn ass, dass déi kleng Parteien net kënnen an all Kommissioun sinn, dass dat geännert gëtt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Émweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Prises de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, léif Kolleegen aus der Regierung, virun allem awer léif engagéiert jonk Leit heiuewen op den Tribünen an och dobaussen. Dir hutt recht: D'Klima-Urgence ass do. D'Klima-Urgence ass duerch de Weltklimarot bewisen. An ech soen all deene Jonken e grousse Merci als Alleréischt, dass si alle Parteien heibannen déi Urgence nach eng Kéier gewisen hunn, fir dass jiddwereen déi unerkennt. An ech wëll och dem David Wagner Merci soen, dass mir haut déi Debatt hei hunn, well et ass wichteg.

Mir alleguerten hunn d'Méiglechkeet a mir hunn et alleguerten an der Hand, de Klimawandel ze stoppen, well dës Kris, déi ass vu Mënsche gemaach a kann awer och duerch eis alleguerte gestoppt ginn. An dëst muss an deenen nächsten zéng Joer geschéien, fir dass een och a 50 Joer oder an 100 Joer nach gutt hei liewe kann, fir dass grad dir Jonk déi beschte Chancen hutt.

D'Klimakris ass déi gréissten Erausfuerderung domat, déi mer hunn, an déi beaflosst eis. Si beaflosst d'Biodiversitéit. Klimaschutz, dat heescht Schutz vun der Biodiversitéit, dat heescht méi Gerechtegkeet an dat heescht eng Garantie fir eng friddlech an eng liewenswäert Entwécklung.

Dofir, et ass Zäit, ze handelen, an et muss ee sech eben net nëmme just froen: Wat mécht d'Klimakris mat eis?, mä: Wat kënne mir alleguerte maachen, fir dat ze behiewen? An do wëll ech op dat kommen, wat mer brauchen.

D'Regierung ass ganz kloer: Mir hätte gären e klore Kader mat kloren Ziler, also e Klimagesetz éischtens; zweetens eng gemeinsam Strategie dohinner, déi de Wee beschreift, an do huele mer lech all mat; an drëttens e kollektiven an e solidareschen Effort vu jiddwerengem, wou mer och schonn Instrumenter hunn, wéi zum Beispill de Klimapakt, dee mer weiderentwéckelen.

Déi gemeinsam Kraaftustrengung brauche mer op all Niveau. An ech sinn immens frou, dass och de Romain Schneider haut hei ass. Dat weist, dës Regierung schafft an de Beräicher Klima, Energie, Wunnen, Transport, Landwirtschaft, awer och Ekonomie enk zesummen an zum Beispill och mat de Finanzen, well mer an all Beräich musse schaffen. Mir musse mat de Gemenge schaffen. An et sinn déi Jonk, déi eis d'Kraaft ginn, dass och all Bierger matmaachen.

D'Regierung mécht Klimaschutzpolitik, an zwar Klimaschutz, dee bei dësem kollektiven Effort soll hëllefen. Eise Klimaplang wäert solidaresch, ambitiéis, effikass a verantwortungsvoll sinn. A mir ënnerstëtzen d'Leit, an dat ass e Kärelement vun der leschter a vun dëser Regierung, dass mer eng Klimapolitik maachen, déi ënnerstëtzt.

An de leschte fënnef Joer, ech ginn Iech e puer Beispiller, hu mer dat bewisen an dat wäert esou weidergoen.

Zéngmol esou héich ginn d'Gemengen haut am Kader vum Klimapakt ënnerstëtzt. Et ass vun 1 op 11 Milliounen eropgaangen, eleng wat mer de Gemenge ginn. An do sinn nach net déi Projeten derbäi, déi mer haut realiséieren, fir méi effizient Gebaier ze maachen.

D'Ënnerstëtzung fir d'Bierger vun deene leschte fënnef Joer, dat sinn an der PRIMe House zum Beispill, wou mer besser Haiser bauen, wou mer selwer Energie produzéieren, 100 Milliounen Euro eleng an deene leschte fënnef Joer!

An och am Beräich vun der Upassung, méi eng naturno Gestaltung vun eise Baachen, fir en effizienten Héichwaasserschutz an d'Biodiversitéit ze schützen, och do sinn d'Gelder, déi d'Regierung ausgëtt, wesentlech erhéicht. An dat ass de beschte Schutz vis-à-vis vum gefäierleche Klimawandel, dee mat Wiederextremer och hei zu Land ass.

Jo, mir hunn eis ambitiéis Ziler virgeholl an d'Urgence an där Hisiicht wouergeholl, andeems mer vun deene 40 %, déi mer sollten op EU-Niveau maachen, an eisem neie Klima an Energieplang eropgaange si vu 50 % op 55 % Reduktioun op 2005. An elo wëlle mer mat Iech alleguerten déi Mesurë fixéieren, mat de Gemengen, deenen anere Ministeren a virun allem och mat de Leit. An dofir wäerte mer och ëffentlech Ateliere maachen am September.

Aus deem gemeinsame Klimazil, wat mer eis gesat hunn, muss also e gemeinsame Klimaeffort an eng gemeinsam Klimabewegung ginn. An dozou fuerderen ech Iech op. Do wëlle mer Iech mathuelen. An dofir wëll ech Iech haut de Mëtteg virun allem e grousse Merci soen, dëser Chamber, fir dës Debatt an dass mer dësen Defi gemeinsam uginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Dieschbourg. An dann huet d'Wuert den Energieminister, den Här Claude Turmes.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och dem David Wagner, déi Lénk, fir déi Debatt de Mëtteg. Mä Merci virun allem deenen Dausende vu Jonken, déi eis wierklech nach eng Kéier kloermaachen, dass mer eng Urgence climat hunn, an ech hoffen, dass déi Urgence climat och no an no an all Parteie kënnt. Vläicht hu mer eng, wou et e bëssen hoffnungslos ass, mä bei deenen aneren, do maachen ech mer awer, ech mengen, do sinn ech optimistesch, dass mer mat deenen all zesumme kënnen e weidere Wee goen.

D'Klimakris ass eng Erausfuerderung fir eis ganz Gesellschaft. An et ass eng Erausfuerderung, an den Henri Kox huet dat scho gesot: Technesch wësse mer ganz genee, wat mer ze maachen hunn! Mir hunn de Meritt als Europäer, d'Fotovoltaik bëlleg gemaach ze hunn. Mir hunn de Meritt als Europäer, dass mer déi Éischt waren, déi Null-Energie- a Passivhaiser gebaut hunn. Mir hunn als Europäer mat vill Krämpes och elo, mengen ech, d'Kéier kritt ewech vu fossillen Autoe Richtung Elektro. A wann de weltgréissten Autohiersteller, dee jorelaang just nëmmen op Diesel gesat huet, virun engem Mount d'Kéier kritt huet, dann ass dat och en Zeechen, dass déi Technik elo do ass an dass se elo massiv kënnt.

D'Technik ass do! Eis Erausfuerderung ass, dass op alle Plazen an der Gesellschaft, ob dat an der Industrie ass, ob dat am Haiserbau ass, ob dat am Transport ass, ob et an der Landwirtschaft ass, elo déi beschten Technik esou schnell wéi méiglech genotzt gëtt. An dann hu mer natierlech hannendrun eng Rei Saachen, déi vläicht e bësse méi Zäit brauchen, wat een nennt „lifestyle changes". Mä et ass super, wann ech gesinn, dass eng vun de grousse Fuerderunge vun deene Jonken ass, vegan iessen a manner Fleesch, well dat och eng wichteg Klimamoossnam ass, ...

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- ... well dat och eng wichteg Klimamoossnam ass.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Mir als Lëtzebuerg waren ëmmer gutt dran, wann et drëm gaangen ass, schnell op de kuerze Weeër, awer och pragmatesch an, ganz wichteg, solidaresch Léisungen ze fannen. An duerfir sinn ech och optimistesch, dass mer dat am Klimaschutz packen. Mir brauchen, an ech denken, dass mer dat hikréien, e breeden nationale Pakt mat der ganzer Gesellschaft a mat méiglechst alle Parteien am Klimaschutz. All Säit, jiddwereen huet Verantwortung fir eist gemeinsamt Zil. D'Zil ass kloer, d'Zil hu mer als Regierung am Accord de coalition an duerno an eisem Plang, dee mer agereecht hu schonn, eisen Draftplang zu Bréissel: 50 % bis 55 % CO_2, vill besser gi bei der Energieeffizienz, méi wéi eng Verduebelung bei den erneierbaren Energien.

Dat heescht, d'Zil ass kloer: Elo geet et drëm, an dat ass den Exercice vun den nächste Méint, dass mer nach méi kloer ginn, wéi eng Moossname mer ëmsetzen. Am Beräich vun der Energieeffizienz si mer scho ganz gutt opgestallt. Mir waren dat éischt Land, wat quasi Null-Energie-Haiser als Norm gemaach huet. An eng europäesch Direktiv, déi 2021 eréischt hätt missen ëmgesat ginn, hu mir schonn den 1. Januar 2017 ëmgesat.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Wéi eng (veuillez lire : Wéi eng Regierung) war dat dann?

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Wat awer och wichteg ass an der Energieeffizienz, do gëtt et och e Volet Industrien. Ech hat an der Lescht eng Rei ganz gutt Entrevuë mat der Fedil a mir sinn amgaangen, zesummen e Finanzinstrument ze entwéckelen, fir dass och an der Industrie et guer kee Grond méi gëtt, fir dass net bei enger ArcelorMittal, engem Guardian, enger Goodyear oder bei engem anere produzéierenden Industrie- oder Handwierk hei zu Lëtzebuerg an d'Energieeffizienz investéiert gëtt.

Dat Zweet, wou mer musse virukommen, dat sinn d'erneierbar Energien. Mir si beim Wand gutt virukomm. Ech wäert herno nach e Wuert zum Camille soen, well dat war virun allem dem Camille säi Meritt. Elo geet et drëm, dass mer bei der Solarenergie nach méi maachen.

Mir hu virun dräi Wochen e Plang virgestallt. Dat Wichtegst ass vläicht net, dass et elo e bësse méi Sue gëtt fir d'Fotovoltaik. Dat, wat mir am meeschte Freed gemaach huet deen Dag op der Pressekonferenz, war: Et war an enger Gemeng - zu Jonglënster - en CSV-Buergermeeschter, deen huet schonn zwou Kooperativen an en ass houfreg drop! An ech wëll, dass all Gemeng an deenen nächsten dräi, véier Joer et fäerdegbréngt, eng bis zwou bis dräi Kooperativen ze kreéieren. Gëtt et da méi eppes Schéines, wéi wann eng Gemeng mat hire Bierger an d'Zukunft investéiert?

An dat Zweet, wat mech gefreet huet deen Dag, mir haten d'Fédération des artisans, mir haten d'Chambre des Métiers, mir haten den Ordre des architectes et ingénieurs. Dat heescht, all déi Leit, déi mer brauchen, fir dass um Terrain eppes geschitt, hu mer. Mir hunn „myenergy", déi jo och e professionelle Coaching mécht vun de Leit, vun de Betriber, vun de Gemengen, soudass mer elo, mengen ech, e richtege Solartsunami hei zu Lëtzebuerg kënne lasstrëppelen.

An der Mobilitéit, an ech mengen, dat ass jo och an den Interventiounen erauskomm, eise grousse Widdersproch läit an der Mobilitéit. Déi Statistik, dass den CO_2 an den Autoen zu Lëtzebuerg an d'Luucht geet, ass net schéin. An ech muss Iech soen, ech fannen dat net immens, wann ech all Dag d'Zeitung opschloen oder um Fernseh an um Radio kucken, dass et Primme gëtt, fir besonnesch klimaschiedlech Autoen ze kafen. Et ass e bëssen, wéi wann ech op der Titanic sinn a soen: Fuer e bësse méi schnell widdert den Äisbierg!

(Interruption)

Well mer am Transport grouss Widderspréch hunn, musse mer do elo behutsam kucken, wéi mer aus deene Widderspréch erauskommen, a mir sinn amgaangen, dat konsequent Schrëtt fir Schrëtt ze maachen. Dat ass e komplexen Dossier. Et ass en Dossier, wou mer ëmmer musse kucken, dass een net nëmme breet politesch Majoritéiten, mä och gesellschaftspolitesch Majoritéiten huet. An dohinner si mer amgaangen ze schaffen.

Innovatioun ass och wichteg. Ech si frou, dass mer iwwert de Service géologique de l'État erausfonnt hunn, dass mer am Süde vum Land wahrscheinlech op engem Dräieck, dee vu Mondorf iwwer Diddeleng op Esch geet, Déiftegeothermie kënnen an Zukunft notzen, vläicht souguer och nach an engem aneren Deel vum Land, zu Iechternach. Mir sinn amgaangen, dat elo konsequent ze kucken. A wann dat stëmmt, dann hu mer do e gudden Deel vun eiser Léisung, fir fossillfräi Haiser ze hunn. Dat ass och Innovatioun konkret.

An, ech mengen, wat wichteg ass: Wa mir gären hätten, dass d'Leit matmaachen, wa mir gären hätten, dass d'Betriber matmaachen, da muss de Stat virbildlech sinn. A mam François Bausch kucke mer, dass Bâtiments publics weidermécht an nach besser mécht.

Ech wëll nach ee Wuert soen zu der sozialer Kohäsioun. Ech mengen, et ass wichteg, dat ass souwuel vum Franz Fayot ugeschwat gi wéi och vum David Wagner. Dir musst wëssen, dass Lëtzebuerg haut schonn alles, wat net ... Dir däerft zum Beispill ... Zu Lëtzebuerg gitt Der net ofgepëtzt am Wanter, wann Der emol eng Kéier net Sue genuch hätt, fir Är Stroumrechnung ze bezuelen. Mir hu schonn e ganzen Arsenal vu Moossnamen. Mä mir sinn awer amgaangen ze kucken no Leit, déi an Haiser wunnen, déi hinne gehéieren, an déi net genuch Suen hunn, fir ze renovéieren, dat ass wahrscheinlech e Punkt, wou mer nach musse besser sinn. An och do si mer amgaangen drun ze schaffen.

Ech mengen net, dass mer hei zu Lëtzebuerg e grousse Problem hunn, dass, wa mer erausklammen aus Fossill, doduerch vill Aarbechtsplaze verluer ginn, well mir jo weder Kuelenofbau hei hunn an och keng Pëtrols- a keng Gasfelder, soudass mer dee Problem, mengen ech, net esou hei hunn. Mä mir musse kucken, dass mer och déi Leit, déi manner Suen op der Säit hunn, mathuelen.

E lescht Wuert nach zur Finanzwelt. Ganz wichteg! Mir wëlle Lëtzebuerg zu engem Virreider maache vun der Klimafinanzéierung. Ech mengen, d'Carole huet scho mam Pierre Gramegna do Saachen op de Wee bruecht. Mir wëllen elo do weidergoen och an de Beräich vun den Erneierbaren.

De Camille Gira, an ech kann Iech dat bezeien, well ech amgaange sinn, ech sëtzen a sengem Büro, ech hu mech elo laang net getraut, seng Dossieren ze raumen. Dee Mann, deen huet mat enger Konsequenz säi ganzt Liewe laang heirunner geschafft. Gitt op Biekerech kucken! Gitt an de Réidener Kanton kucken! Vill vun deene Moossnamen hei am Land huet de Camille ugestouss. Wéi de Camille komm ass, ware sämtlech Wandenergieanlage blockéiert. De Camille huet derfir gesuergt, dass mer de Problem mat de Radare geléist hunn.

Une voix.- Très bien !

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Dat war de Camille! Dat war e Mann, dee war riicht, deen huet d'Leit agebonnen. An ech wëll an ech hoffen, well jo och vill vun Iech e kannt hunn, dass dem Camille säi Courage, dem Camille seng Fäegkeet, Leit matzerappen, all bei eis sinn, wa mer dëse schwéieren Dossier uginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Energieminister.

Mir kéimen dann zur Diskussioun respektiv zum Vott vun de Resolutiounen.

Résolution 1

Fir d'Éischt d'Resolutioun Nummer 1 vum Här David Wagner. Wie wëllt dozou eppes soen?

Da kënne mer iwwert déi ...

Den Här Wagner, wannechgelift.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wa keen eppes dozou wëllt soen, da soen ech nach kuerz eppes, eng kleng Richtegstellung. Ech kéint der zwou maachen, mä ech wäert par rapport zu deem, wat den Här Kox virdru gesot huet, aus verschiddene Grënn, aus Eleganz nëmmen op eng agoen, an dat ass déi ëm de Fong, wat de Paräiser Accord ugeet. Ech hunn net richteg verstanen, wat den Här Kox gemengt huet.

Ech zitéieren emol den Artikel 2 vum Paräiser Accord, 2a « contenant l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels, étant entendu que cela réduirait sensiblement les risques et les effets des changements climatiques (...) ».

Also et steet am Paräiser Accord. Vläicht si mer do an den Nuancen. Mä ech hat den Androck, wéi wann ech virgeworf krit, egal wat ze erzielen an datt ech mech souwisou net fir déi Saach géif interesséieren. Bon, ech wollt dat just nëmmen eng Kéier kloerstellen.

Ech wär awer frou, ech lancéieren e klengen Appell awer dann och un d'Majoritéit. Mir hu geschter déi Resolutioun ausgedeelt, fir datt jiddweree sech se kann eng Kéier a Rou ukucken. Et feele bestëmmt Saachen. Et kéint ee vläicht nach Saache bäifügen. Et geet vläicht net wäit genuch. Verschiddene Leit geet et schonn ze wäit. Mä op jidde Fall hate mer d'Hoffnung, datt mer awer eng breet Majoritéit fir déi Resolutioun kéinte kréien. Et war méiglech a Groussbritannien, et misst och méiglech sinn elo.

Bon, elo hu mer eng nei Motioun. D'Majoritéit huet schnell reagéiert, se huet och eng ganz laang Motioun geschriwwen, wou korrekt Saachen drastinn, aner Saachen, wou ee misst driwwer diskutéieren. Firwat net? Mä ech wier awer, ech mengen, dat eent schléisst dat anert net aus. Ech mengen trotzdeem, datt et awer e gutt Zeeche wier och no baussen, wann ee justement eis Resolutioun, déi och nach anerer hätte kënne mat ënnerschreiwen, kéint ënnerstëtzen, esou wéi d'Piraten dat jo och maachen, déi d'Urgence climatique och hei zu Lëtzebuerg unerkennt. Dann hu mer e Signal, datt d'Chamber zu Lëtzebuerg als zweet nom britteschen House of Commons d'Urgence climatique unerkennt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Dann hat den Här Henri Kox d'Wuert gefrot.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Erlaabt mer e puer Punkten zu der Resolutioun ze soen an dann och vläicht zu deem, wat ech kritiséiert hunn. Dann hunn ech dat vläicht falsch verstanen.

Am Accord steet effektiv 2 °C, « en dessous de 2 °C ». Ech hat déi 2° virdrun net verstanen. An déi 1,5°, an dat ass wichteg, Wëssenschaftler vun der Internationaler Klimakonferenz hunn dat ebe gesot, dass deen Accord vu Paräis u sech dann net duergeet. An dofir sollen d'Ambitioune vun deene jeeweilege Regierungen an d'Luucht gesat ginn. An dat huet effektiv dës Regierung gemaach an dat steet och an dem Plan national intégré en matière d'énergie et de climat.

Firwat kënne mir als Gréng net mat där Resolutioun u sech d'accord sinn? Well déi, déi dobaussen op d'Strooss ginn, déi soen net: „Schwätzt nach weider!", déi soe ganz kloer: „Handelt!" „Handelt" heescht, an dat ass leider esou, wéi eis Demokratie opgebaut ass, dat ass d'Exekutiv.

An dat ass fir mech mat enger Motioun de richtege Wee, eis Exekutiv, eis Regierung, zesummen natierlech mam Parlament. An dofir huet jo d'Regierung och gesot, mir géifen eis nächsten Dënschdeg zesummesetzen, fir zesummen do dee Plang esou auszeschaffen, wéi en och elo virläit, ze verbesseren, mat deenen Ambitiounen, déi hei elo scho genannt ginn, fir dass mer wierklech dat, wat dobausse gefrot gëtt, och ëmsetzen.

Mir hunn, an dofir hat ech de Klimarapport matbruecht, eis deen Exercice hei gemaach vun der leschter Legislaturperiod. Mir hate 45 Reunioune mat der ganzer Zivillgesellschaft, mat den institutionellen Organer, soudass mer op Basis vun deem Rapport, an dat kënnt Der all noliesen, och d'Regierung mat op de Wee kritt hunn, fir méi wäit ze goen an hiren Empfeelungen. Dofir ass eng Resolutioun, et deet mer leed, net nëmmen - et ass schéin, dass mir hei driwwer debattéieren -, mä d'Motioun ass fir mech dee richtege Wee. An dofir hu mer eng Motioun ausgedeelt gehat, wou all déi Moossnamen dra sinn.

Also, wann Der kuckt, wat mer fuerderen, ass dat natierlech dat, wat d'Regierung seet. Si ass bei deene Länner an der Europäescher Unioun, déi Virreider wëlle sinn. An et ass natierlech e grousse Wee, dat brauche mer eis guer net ze soen. D'Widderspréch alleguerten heibannen, wou mer hei sëtzen, si grouss genuch. Jiddwereen huet u sech selwer ze schaffen, mä zesummen, mengen ech, ass et derwäert, dat unzegoen.

Dofir kënne mer d'Resolutioun net stëmmen, mä dofir eis Motioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kox. Dann huet nach den honorabelen Här Fayot d'Wuert gefrot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Mir hunn och déi Resolutioun vun deene Lénke gelies. Do stinn och ganz vill Saachen, déi meescht Saachen, mat deene mer absolutt d'accord sinn a kënne liewen. Ech mengen, den Haaptpunkt ass jo dee vun der Reconnaissance vun der Urgence vun der Klimakris. Déi hu mir och an onser Motioun vun der Majoritéit dran.

Et sinn och eng Rei aner Saachen dran, déi mer och an onser Motioun hunn. Ech mengen, d'Composante sociale, déi och doranner zréckbehale gëtt, déi verschidde Mesuren, déi och doranner referenzéiert sinn, sinn och an der Motioun. Déi ass souguer vläicht nach e bësse méi extensiv, soudass mer aus deene Grënn - an och aus deene Grënn, déi den Henri Kox elo just sot, dass mer effektiv éischter eng Invitatioun un d'Regierung maachen, fir dat ëmzesetzen ënner Form vun enger Motioun - eng Preferenz hätte fir déi Motioun. An ech mengen, dass dat heiten am Fong vun deem Point de vue aus superfetatoire ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools Merci. Och vun eiser Säit aus e Merci un déi Lénk fir deen Text, dee se eis hei presentéieren. Ech mengen, mir hunn eng Rei Texter hei virleien. Eis Preferenz ass och ganz kloer eng Motioun, fir d'Regierung zu

engem gewëssenen Handelen opzefuerderen. Dofir wäerte mer den Text vun deene Lénken net matdroen. Mä wat d'Inhalter ugeet, komme mer dann herno nach eng Kéier op déi Motiounen zréck, déi eis virgeluecht goufen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Da wier et elo un der honorabeler Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. An ech wëll deene Lénken och Merci soe fir hir Initiativ a fir hir Resolutioun. Wéi gesot, mir hunn eng Motioun, wou mer eis eben ugeleent hunn un d'Resolutioun. Duerfir nach eng Kéier e grousse Merci. A mir wäerte se net stëmmen, mä mir wäerten eis enthale bei der Resolutioun, a meng Motioun oder eis Motioun, déi erklären ech nach duerno.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Bon, ech mengen, da kënne mer elo iwwert d'Resolutioun Nummer 1, déi vun deene Lénken erabruecht gouf, ofstëmmen.

Vote sur la résolution 1

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Resolutioun ass mat 4 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 25 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Motion 1

Ech mengen, da kéime mer bei déi zwou Motiounen. Déi kënne mer jo dann zesummen diskutéieren.

Fir d'Éischt d'Madamm Hansen fir d'Motioun Nummer 1.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. A wéi gesot nach eng Kéier e Merci deene Lénken, well eis Motioun, déi leent sech un un d'Resolutioun vun deene Lénken. Well wéinst dem Klimawandel, wéinst der Urgence climatique si mer der Meenung, datt mer mussen Efforten op nationalem, awer och op europäeschem Niveau maachen.

Eis Motioun ënnerscheet sech u sech an zwee Punkte vun der Resolutioun:

Dat Éischt ass, datt mer soen, am Sënn vun der Nohaltegkeet hu mer jo dräi Sailen. Mir hunn déi Sail vun der Ekologie. Mir hunn déi Sail vum Sozialen. Déi zwou Saache sinn u sech an der Resolutioun dran. Mä mir hunn awer och nach eng drëtt Sail, an dat ass déi ekonomesch Sail. An duerfir soe mer: Lëtzebuerg eleng bewierkt näischt. Et bréngt näischt, wa mer hei zu Lëtzebuerg eleng handelen. Mä mer fuerderen u sech op, fir och op europäeschem Niveau ze agéieren, fir datt mer eben e gemeinsame legislative Kader kréien, fir eben och ze verhënneren, datt eis Betriber hei zu Lëtzebuerg vis-à-vis vum Ausland u Kompetitivitéit verléieren.

Dat Zweet, wat eis eben ënnerscheet, ass, datt et eng Motioun ass a keng Resolutioun. Klima ass wichteg an ze vill wichteg, soudatt mer duerfir eben der Meenung sinn, datt eng Resolutioun net duergeet, well déi sech ebe just un d'Chamber riicht. D'Chamber kann hei definitiv net alles riichten. Hei muss d'Regierung an d'Verantwortung geholl ginn, well soss komme mer kee Meter virun.

Mir hunn eng Regierung, déi och elo schonns sechs Joer laang mat deene Grénge fonctionnéiert. déi gréng, déi, wéi gesot, de Gilles Roth huet dat virdrun erkläert, 2012 eng To-do-Lëscht opgestallt hunn. Bei eis feelt u sech e bëssen den To-do. Dat ass eng Regierung, déi sech ganz dacks Ziler setzt, ganz ambitiéis Ziler setzt, mä wann et awer dann ëm déi konkret Ëmsetzung geet, ëm d'Mesurë festhale geet, fir déi Ziler ze erreechen, do hapert et ganz dacks.

Ech mengen, den Här Turmes huet an engem Interview eng Kéier gesot gehat, hie wier déi lescht fënnef Joer jo net derbäi gewiescht, duerfir, hie kann elo net direkt eppes derfir. Mä ech soen awer, déi gréng si scho sechs Joer dran, also hunn déi gréng och hei mat eng Verantwortung ze iwwerhuelen.

Fir eben am Klimaschutz virunzekommen, geet et net duer, fir sech Ziler ze setzen, et geet eben och net duer, fir sech eng To-do-Lëscht ze maachen, mä mir mussen agéieren, an do muss d'Regierung Verantwortung iwwerhuelen. An duerfir fuerdere mir d'Regierung op, datt si bis Enn des Joers ee Plang opstellt mat wierklech konkrete Mesuren, richteg konkrete Mesuren, fir a Richtung vu progressiver Dekarbonisatioun ze kommen, fir ebe méi Klimaschutz ze kréien. An ech soen, konkret Mesuren, eppes aneschters wéi de PNDD, dee mer am Moment um Dësch leien hunn. A genau iwwert dës konkret Mesuren hätte mer dann duerno gären een Debat hei an der Chamber.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Den Här Kox, wannechgelift.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Bon, ech wëll dann och kuerz Stellung huelen zu deenen zwou Motiounen. Éischtens déi, déi da vun deenen dräi Koalitiounsparteien deposéiert gouf, respektiv déi vun der CSV.

Ech mengen, dass d'Urgence hei an dëser Motioun ganz kloer am éischten Tiret genannt gëtt, wat de Gouvernement entspriechend opfuerdert, dat a Musek ëmzesetzen. Wann Der d'Considerantë kuckt, wou mer all op déi lescht Evenementer agaange sinn, de Paräiser Klimaaccord hunn ech scho virdru genannt respektiv och dat, wat d'Wëssenschaftler gesot hunn, soudass mer an der Ufuerderung un dat, wat d'Zivillgesellschaft fuerdert, awer och dat, wat de wëssenschaftleche Bäirot fuerdert, dass mer dat an Ziler ëmsetzen.

Fréier ass gesot ginn: „Är Ziler sinn net héich genuch!" Haut hu mer Ziler an da sinn d'Programmer net méi passend. Dofir si mer hei zesummen an enger Chamber, fir grad iwwer Programmer ze diskutéieren. An dofir ass déi Motioun vun der CSV och superfetatoire, well dat, wat …

(Brouhaha)

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Bingo!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Dat, wat hei gefuerdert gëtt, dat ass de Moment um Dësch! Et ass e Plang um Dësch.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Wivill Cent kommen dann nach?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Dir sidd invitéiert, fir ganz kloer Stellung ze huelen. Ee Beispill hu mer virdru gesot, wou scho ganz konkret Moossname genannt sinn. Ech nennen nach eng Kéier déi Subventioune vun erneierbaren Energien, fir déi iwwregens e groussen Deel aus dem Klimafong kënnt, fir dass de Klimafong net verpufft an iergendenger vager Niwwelaktioun, mä ganz konkret Moossnamen hëlt, fir de Leit ganz konkret doheem ze hëllefen, fir Moossnamen ëmzesetzen.

A wann Der déi eenzel Invitte kuckt, denken ech, dass mer méi breet, méi wäit an der Ekonomie, an dem Soziale ginn. Ech wëll dat och hei nach eng Kéier betounen, dass dat ganz kloer ënnert dëser Regierung, och scho bei där leschter Regierung … Dat war iwwregens aus dem Debat, dee mer an der Chamberskommissioun haten, dass d'Energieaarmut de Moment ganz korrekt a gutt opgefaange gëtt, deels vun den Office-sociallen. Dass dat vläicht nach net duergeet, do schaffe mer awer drun, fir dat ze erweideren.

Dofir ass eis Motioun bäi Wäitem méi ausféierlech a geet op déi richteg Äntwerten, op déi grouss Erausfuerderungen aus dem Klimawandel an.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kox. Den Här Fernand Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools Merci. Och e Merci un d'CSV fir deen Text, dee si presentéiert. Ech wëll der CSV och Merci soen, net nëmmen, datt se den Text presentéiert huet, mä si war och esou gentil, eis am Virfeld ëm eis Meenung ze froen.

Une voix.- Aah!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An ech muss unerkennen, datt d'CSV an zwee oder dräi Punkten och eis Meenung zur Kenntnis geholl huet. Dofir wäerte mir och dësen Text matstëmmen.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et si Saachen dran, déi an eisen Ae wichteg sinn. Dat Éischt ass, datt do steet « des moyens budgétaires adéquats ». Et steet net do « des moyens budgétaires additionnels ». Ech wëll nach eng Kéier betounen, datt d'ADR kloer géint nei Steieren ass, och géint eng CO_2-Steier um europäeschen Niveau, déi soll eng Ressource propre vun der Union européenne ginn. Dat wëlle mir net! Mir wëllen, datt d'Taxatioun eng national Kompetenz bleift. A mir denken och, datt d'Leit scho genuch Steieren am Land bezuelen, a mir wëlle keng zousätzlech.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat Zweet ass, mir musse kucken, datt mer am Beräich vun den alternativen Energië fuerschen. Well mir sinn nach laang net do - an herno komme mer dorobber zréck -, wuer mer mussen hikommen, fir wierklech d'alternativ Energien zu enger Alternativ, wéi den Numm et jo behaapt, zu deem ze maachen, wat mer am Ableck an eisem Energiefächer hunn.

Dat Drëtt ass, an dat ass och eng Garantie géint de Fanatismus vun dëser Regierung, datt mer musse kucken, datt déi Lëtzebuerger Entreprisen op europäeschem Niveau net benodeelegt ginn. Dofir begréisse mer och ausdrécklech dee Paragraf, dee seet: „Wa mer esou Moossnamen aféieren, da muss kloer sinn, datt déi Lëtzebuerger Entreprisen net géintiwwer der auslännescher Konkurrenz benodeelegt ginn." An et ass net iwwerflëssig, fir dat ze soen, wéi vläicht anerer dat mengen. Mä bei enger Regierung, déi sech jo do der missionarescher Steierwut higëtt, ass et ganz gutt, fir dat do ze rappeléieren.

An dat Véiert ass do mat der Dekarboniséierung. Dat ass wichteg! An ech mengen, dat ass net nëmmen eng energiepolitesch Consideratioun, mä déi fossill Energieträger Gas a Kuel sinn einfach esou wäertvoll, kënne fir esou vill Saache benotzt ginn, datt et einfach ze schued ass, fir se ze verbrennen. Eleng doséinst sollte mer eis scho Gedanke maachen iwwert d'Dekarboniséierung, och wa mer nach laang net um Zil sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Bon! D'Motioun vun der d'CSV, déi kenne mer relativ gutt, vu datt, wéi d'Madamm Hansen sot, se sech un eis inspiréiert huet. Mir hu Meenungsverschiddenheeten. Dat ass eben esou. Si gouf an eisen Aen e bëssen ofgeschwächt. Mir hunn awer elo den Androck, datt se trotzdeem nach e bësse méi wäit geet wéi d'Motioun vun der Regierung.

(Brouhaha)

Mä ech muss awer och soen …

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Op wéi engem Punkt?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Maja, wéi ee Punkt? Den Här Turmes freet mech, op wat fir engem Punkt. Et ass … Also, d'Regierung huet sech vill Méi ginn, fir fir d'Éischt emol e Bilan ze zéie vun deem, wat se scho bis elo gemaach huet. An dat steet jo an der Motioun.

Et si véier an eng hallef Säiten, déi mer elo viru Kuerzem ausgedeelt kritt hunn. An ech weess net, wéi et Iech geet, mä wann ech simultan der Regierung wëll nolauschteren a mech an engems och nach muss konzentréieren op en Text vu véier an enger hallwer Säit, an ech weess net, ob jiddwereen hei, ausser vläicht d'Koalitioun, déi den Text kennt, mä d'Oppositioun … Ech mengen, et huet kee materiell Zäit gehat, fir sech seriö domadder auserneenzesetzen. Et liest een e puer Saachen, bof, da seet een: „Okay, d'DP huet sech duerchgesat."

(Hilarité)

D'Place financière, déi gëtt do grouss gelueft, datt mer do elo … Den Här Kox huet et jo selwer gesot. Hie weess jo och - oder, ech mengen, et war den Här Fayot, pardon -, datt vill Greenwashing gemaach gëtt an esou weider, datt mer nach wäit ewech dovunner sinn. An et ass kee Leader mondial. Dat däerf een net erzielen. Bon, soit! Et si vill Saachen.

Also, et ass esou eng Opzielung vun deem, wat d'Regierung gemaach huet. A mir kruten dat wierklech nach net … Mir hu keng Zäit, fir eis domadder auserneenzesetzen. Dofir hate mir jo och eis Resolutioun gëschter scho matgedeelt, fir datt jiddweree sech awer e puer Gedanke kéint maachen.

Mir wäerten eis bei deenen zwou dann och enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Ech mengen, da kënne mer elo ofstëmmen iwwert déi zwou Motiounen. Den Här Kox nach an dann d'Madamm Hansen.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech wollt just eng Propos maachen, wann et zäitlech net duergeet, fir d'Motioun elo ze liesen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Herno.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Mir kënnen déi och no der nächster Debatt ofstëmme loossen. Dann hutt Der genuch Zäit, fir eng Kéier iwwert déi Motioun, iwwert déi véier Säiten ze kucken.

(Interruption)

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ma ech wollt u sech soen, ech hunn déi Motioun da vun deenen dräi Parteien och séier iwwerflunn.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Ech fannen och, datt eis méi konkret ass. Well mir hätten definitiv gären eppes Konkretes. Hei steet erëm eng Kéier, de PNDD, d'Objektiver dran. De PNDD, Plan national pour un développement durable, do si mer elo amgaange mat diskutéieren. Do stinn entweder Gesetzer dran, déi mer scho gestëmmt hunn, oder et stinn Ziler dran. Et steet awer erëm net vill dran, wéi d'Ziler sollen erreecht ginn. Mir wéisste gären: Wéi komme mer dohinner?

Da steet hei d'Gratuitéit vum Transport dran.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wat sinn dann Är Proposen?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat ass definitiv d'Kiischt … Maja, mir hu gesot: Mir hunn hei eng Motioun, mir hätte gären, datt d'Regierung elo emol eppes bréngt!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wat sinn Är konkret Proposen?

(Interruption par Mme Diane Adehm)

Dir stellt nëmme Froen! Wat sinn Är konkret Proposen?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Wou sinn dann elo d'Propose vun der Regierung? Wou sinn dann d'Propose vun der Regierung, Här Bodry?

(Interruption et brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här Bodry, mir hunn extra dofir eng Motioun gemaach. An da kommen ech …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Do steet näischt Konkretes dran! Net eppes!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech kommen nach eng Kéier bei d'Gratuitéit vum Transport.

(Interruption)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Net eppes Konkretes!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat ass d'Kiischt um Kuch. An den Här Turmes sot et selwer: Et ass nach kee Kuch do. Also, mir hätte gäre fir d'Éischt …

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Guer näischt!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- … de Kuch, ier mer d'Kiischt hunn.

Une voix.- Eieiei!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Da steet « invite le Gouvernement », fir d'Mesuren ze stäerken, fir u sech op de Sprittverkaf ze reagéieren. Mir wéisste gären do konkret, wat kënnt. An dat, wat eis hei feelt, sinn déi sozial Mesuren, déi verhënneren, datt déi Leit, déi éierens wunnen, wou keen ëffentlechen Transport ass, datt …

Une voix.- Dat ass dran!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, et steet erëm iergendee Wischiwaschi dran! Et steet näischt Konkretes dran. A mir hätte gären eppes Konkretes!

(Brouhaha général)

Dofir kënne mir déi hei Motioun net ënnerstëtzen.

Une voix.- Très bien !

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- E bësse méi disziplinéiert. Dann hat den Här Kartheiser d'Wuert nach gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Wa mer elo sollen iwwert déi zwou Motiounen ofstëmmen, da wéilt ech awer och nach e puer Wierder iwwert den Text virschloen, deen eis elo hei vun der Koalitioun proposéiert ginn ass.

Et ass e ganz interessanten Text. An ech mengen, den Här Wagner huet vollkomme recht mat senger Kritik, wann e seet: „Mir ginn e bëssen iwwerschwemmt hei mat ganz ville Wierder a ganz kuerzer Zäit." Awer et brauch een emol net alles ze liesen, e puer Saache sprangen direkt an d'An.

A wat an d'A spréngt, dat ass emol als Alleréischt, datt mer sollen hei d'Regierung ënnerstëtzen, fir weider d'Akzisen ze héijen um Bensinn an um Diesel.

Une voix.- Ou?

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Do steet näämlech « renforcer les mesures à court terme dans le domaine de la vente et l'exportation des carburants fossiles routiers». Dir hutt also de Culot, eis ze proposéieren, datt mer eng Moossnam hei sollen ënnerstëtzen, déi dem Klima iwwerhaapt net déngt an zulaaschten haaptsächlech vun deene klenge Leit hei am Land geet!

Une voix.- Très bien !

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass Sozialismus!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Soll ech lech ... Jo, dat ass eng Politik, déi d'Sozialiste matdroen, déi géint hiert eegent - wat se mengen - Elektorat ass; dat ass et scho laang net méi.

Mä dat ass eng Politik, déi mir net kënne matdroen. Well wie Sozialpolitik, wien dat wierklech wëllt, dee kann dach esou eppes net akzeptéieren! An dat Schlëmmst ass, datt ënnert dem Virwand vum Klimaschutz hei Steierpolitik gemaach gëtt. Inakzeptabel!

(Interruptions)

Dat Zweet, wat inakzeptabel ass, dat ass, datt mer hei sollen eng Taxe verte un de Frontières européennes opriichten. Alt erëm Steierpolitik zulaaschte vun der Kompetitivitéit, zulaaschte vun deem Wuelstand, dee mer awer hei wëllen erreechen, fir e kënnen ënnert de Leit ze verdeelen! Dat ass eng suicidaire Politik! Et ass de Beweis, datt dës Koalitioun vun Ekonomie näischt versteet! Vun Ëmweltschutz versteet se och näischt!

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien !

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Well dat, wat hei vun Alternativenergië proposéiert gëtt, wéi déi Wandmillen ... Ech hu mer emol e Katalog opgeschriwwe vun deene Kriticken, déi gi jo hei weider net diskutéiert. Et gëtt jo gemaach, wéi wann déi Wandmillen do e Wonnermëttel wäre géint - wat weess ech? - eng Pollutioun an de Kuelendioxid.

Just d'Diskussioun aktuell, wéi se iwwert déi Saache leeft:

héije Flächeverbrauch, dat ass ganz wichteg, Aménagement du territoire. Dir sidd dach och zoustänneg fir deen Dossier. Héije Flächeverbrauch!

(Interruption par M. Henri Kox)

Kuelendioxid, fir de Bëton ze maache vun de Wandmillen. Dat ass anscheinend equivalent mat zéng Joer Lafzäit.

(Hilarité)

De Sondermüll, wann déi Fligele mussen ofgebaut ginn ...

Jo, et ass interessant. Ech mengen, dat misst een alles emol eng Kéier genau diskutéieren.

De Sondermüll, wann déi Fligelen herno, wou sielen Äerden dra sinn ... Den TÜV huet en anscheinend als geféierlech ... Elo si jo vill vun deene Wandmillen iwwer 20 Joer al, dann ass déi Fro: Wat geschitt dermat?

Si brénge Vullen ëm, Flantermais, a pro Installatioun 50 Kilo Insekte pro Joer. Ass dat gréng Politik? Eis ass et net!

An d'Stroumproduktioun vun deenen Anlagen ass extrem niddreg am Prozentsaz. A si brauchen atomar oder fossill Backup-Installatiounen, well se eben an der Produktioun net zouverlässeg schaffen.

Wann dat Är Léisung ass fir d'Energiekris, da géif ech soen: Gitt zréck an d'Schoul an da kommt Der eng Kéier erëm, wann Der eppes Anstänneges entwéckelt hutt! Mä dat do, dat droe mir net mat!

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här Fayot, wannechgelift.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Zur Motioun vun der CSV: Dat heescht, dat hei ass eng Motioun, déi ugeleent ass un d'Resolutioun vun deene Lénken, déi am Fong aus engem ganz klimafrëndlechen Impuls erausgeet, dat heescht, e resolutte Kampf géint de Klimawandel, déi awer och zur gläicher Zäit dann d'Impulser vun de Klimaskeptiker vun der ADR mat u Bord hëlt, wann ech richteg verstinn ...

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, dach. Dach, Dir hutt richteg verstanen.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- ... awou ech en plus dann hei eng relativ skeptesch Ried vum Spriecher vun der CSV muss nolauschteren, déi net komplett en Adequatioun ass mat deem, wat hei dra steet.

(Brouhaha)

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

An en plus, éierlech gesot, steet hei och net schrecklech vill dran.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, wannechgelift!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Dat heescht, dofir kënne mer dat hei operluecht net matstëmmen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir sidd awer amgaangen eis ze begeeschteren!

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Ech mengen och, datt mer kéinten ofstëmmen.

(Interruption par M. Marc Goergen)

Et deet mer leed, Här Goergen. D'Riedezäit vum Groupe technique, déi ass opgebraucht. An doduerch kënne mer dann awer, mengen ech, elo ofstëmmen iwwert déi zwou Motiounen. Fir d'Éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der CSV abruecht ginn ass.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 1 ass mat 27 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

Da kéime mer gläich zur Motioun Nummer 2, déi vum Här Kox abruecht ginn ass.

M. Roy Reding *(ADR).*- Här President, déi hu mer net. Ech hunn déi net.

Une voix.- Mer stëmmen déi net.

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech hunn déi net virleien. Ech kann net ofstëmmen iwwer eng Motioun, déi ech net hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Déi Motioun ass verdeelt ginn.

Plusieurs voix.- Neen!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Neen, déi ass net verdeelt ginn, Här President.

(Brouhaha général)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Se ass nëmmen an der Majoritéit verdeelt ginn!

Une voix.- Ech verstinn, Der hutt technesch Problemer, mä dat geet net.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Bodry, wannechgelift.

4. Ordre du jour

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, ech schloe vir, ech mengen, et kann net sinn, dass hei an der Chamber iwwer eng Motioun ofgestëmmt gëtt, wou et materiell net méiglech war fir all Deputéierten, dass deen eng Kopie viru sech leien huet an zwou Minutten Zäit hat, fir driwwer ze kucken. Ech géif opgrond vun där Informatioun proposéieren, dass mer, wéi schonn am Ufank och vum Här Kox proposéiert, de Vott iwwert déi dote Motioun dann op d'Enn vum nächste Punkt verleeë géifen. Dat schéngt mer normal ze sinn.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da kënne mer awer nach iwwert d'Resolutioun Nummer 2 vun de Piraten ofstëmmen, déi d'Asetzung vun enger …

(Interruptions diverses)

Une voix.- Déi hu mer och net.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Déi och net? Ma da maache mer dat d'nämlecht wéi bei där anerer.

Da kënne mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen an herno op d'Ofstëmmung vun der Motioun respektiv vun der Resolutioun zréckkommen.

5. Débat d'orientation sur la stratégie « Zéro déchets » et la restriction des déchets en matière plastique au Luxembourg

Als nächste Punkt hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Strategie „null Offall" an d'Aschränke vum Plastikoffall. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Max Hahn, den Här Franz Fayot, den Här Gast Gibéryen, den Här David Wagner an den Här Marc Goergen. Als Éischten héiere mer zu dëser Orientéierungsdebatt den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. François Benoy *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Hären, ech hunn hei en einfachen duerchsiichtege Läffel, wéi Der en alleguerte sécher schonn eng Kéier am Grapp hat. Mä dee Läffel huet awer eng Geschicht. Dee fänkt näämlech net eréischt u bei deem Moment, wou een esou e Läffel vläicht bei engem Iessen, wat ee sech keeft, derbäikritt, mä dee Läffel ass am Fong méi al wéi d'Mënschheet.

Dat läit dorun, dass dee Läffel aus Plastik ass. Vereinfacht ausgedréckt, ass dee Läffel aus Uelech gemaach, engem Rohstoff, dee Milioune vu Jore gebraucht huet, fir ze entstoen. E Rohstoff, deen da raffinéiert gëtt an duerch eng Hällewull vu Prozesser zu Plastikpellets gëtt, fir dann Tuten oder aner Produiten draus ze maachen.

Plastik ass also alles anescht wéi e banale Produit. Ganz am Géigendeel! Et ass eng Ressource, mat där mer solle spuersam ëmgoen a se net einfach esou benotzen an no zéng Minutten ewechgeheien, ons Ressourcen esou ausbeuten an d'Natur verschmotzen, wéi dat am Moment weltwäit massiv passéiert.

Wann d'Mënschheet esou weidermécht wéi bis elo, da produzéiere mer am Joer 2050 1.124 Milliounen Tonne Plastik. Dat ass bal véiermol méi wéi haut. Da schwëmmt méi Plastik am Mier wéi Fësch. Da brauche mer iwwer dräimol méi Pëtrol, fir de Plastik ze maache wéi bis elo, a mir erhéijen den Undeel um CO_2-Ausstouss fir de Plastik vun 1 % op 15 %.

Net nëmmen ons Gewässer si voller Plastik a Mikroplastik, mä och ëmmer méi ons Biedem. Et gëtt och praktesch kee Mamendéier méi, wat am Kierper kee Plastik huet. An och rezent ass am déifste Gruef vun eisem Mier eng Plastikstut fonnt ginn.

500 Milliarde Plastiksfläsche ginn all Joer benotzt, de Gros dovunner just eemol. Deemno ass d'Notzung extrem oneffikass. Weltwäit kéinte mer duerch de Verzicht op Plastik 400 Milliarden Tonnen CO_2 an 2,5 Milliarde Pëtrol d'Joer spueren.

Och zu Lëtzebuerg maache mer nach ze vill Dreck, notamment Plastik. A mir mussen all zesummen ons Hausaufgabe maachen, fir den Offall iwwerhaapt emol ze vermeiden, da fortzekomme vun de Verpackungen, déi mer just eemol benotzen, an den Offall, deen onvermeidbar ass, héichwäerteg ze recycléieren. Am Moment ass d'Halschent vun eisem Offall ëmmer nach Reschtdreck a gëtt einfach verbrannt oder geet op d'Deponie.

Mir mussen och oppassen, dass mer ons net vu falsche Léisungen irféiere loossen. Et kann een zum Beispill net soen, dass déi generell Ökobilanz vum sougenannte Bioplastik besser wär wéi déi vum normale Plastik.

Wat mir par contre brauchen, ass ee richtege Mentalitéitswiessel hin zu enger Null-Offall-Gesellschaft. A fir dat hinzekréien, musse mer alleguerten zesummen no Léisunge sichen. A mir sinn all gefuerdert! D'Politik, national a lokal, de Commerce an d'Industrie an och all Bierger musse matmaachen. Mä d'Chancen an d'Potenzialer sinn enorm, fir ons Natur ze schützen, de Klima ze schounen an ons Ekonomie op eng Kreeslafwirtschaft ëmzestellen. An dofir ass et och esou, dass déi Debatt, déi mer virdru gefouert hunn, an déi, déi mer elo féieren, extrem enk unenee liéiert sinn.

Haut sinn ech awer ganz positiv agestallt, dass mir dee Wandel hikréien, well iwwerall zu Lëtzebuerg gesinn ech Initiative vu motivéierte Bierger, Gemengen, dem Commerce. An och hei an der Chamber ware mer ons an den Diskussiounen am Virfeld vun der Debatt haut eens: Mir wëlle fort vum Plastik, a vun de Bierger vun Offall hin zu enger Welt ouni Pollutioun. Mä dohikommen, ass natierlech net esou einfach. Mä mir brauchen Ziler, e Plang a Moossnamen.

Här President, Dir Dammen an Hären, de 6. Februar hu mer hei an der Chamber d'Auteure vun der Petitioun 1107 empfaangen, bei där et ëm d'Aschränkung vum Notze vu Plastiksverpackungen hei am Land geet. 5.000 Leit hunn dës Petitioun iwwert den Internetsite vun der Chamber ënnerstëtzt, woubäi d'Petitionären op der Internetplattform iwwer 15.000 Ënnerstëtzer konnte fannen.

Grad ewéi ganz vill aner Leit stéieren d'Initiateure sech un de ville Verpackungen aus Plastik, déi d'Ëmwelt verschmotzen a klimafeindlech sinn. Well si bei e puer Supermarchéschaînen net weiderkomm sinn, hu si sech un d'Politik adresséiert. De Konsument hätt am Alldag de Choix net, fir op Plastik a Verpackungen ze verzichten. An dofir wär et un der Politik, fir e Kader ze schafen, wou manner Offall produzéiert gëtt.

Och d'Memberen aus de Kommissiounen Ëmwelt, Ekonomie a Petitioune waren der Meenung, dass een de Plastikoffall misst reduzéieren. Als Preparatioun op den Debat vun haut hu mir véier Kommissiounen zesummegeruff an haten den 20. Mäerz eng interessant Reuniouun, wou och ons Ëmwelt- an d'Interieursministesch grad ewéi de Mëttelstandsminister Ried an Äntwert stoungen. Mir hunn awer net just iwwert de Plastik geschwat, mä iwwert d'Offallproblematik am Allgemengen.

Här President, Dir Dammen an Hären, wa mir iwwert den Offall zu Lëtzebuerg schwätzen, da gëtt et eng gutt an eng manner gutt Feststellung.

Déi gutt ass, dass mir zanter dem Joer 2000 an der Gesamtquantitéit vum Offall stabel bleiwen, an dat bei wuessender Populatioun an Aarbechtsplazen. Den Offall geet also erof pro Kapp a louch 2016 bei 609 Kilo.

Déi manner gutt Feststellung ass awer, dass mir domadder ëmmer nach däitlech iwwert der europäescher Moyenne leien. D'Halschent vum Offall zu Lëtzebuerg ass Reschtmüll a gëtt verbrannt oder geet op d'Deponie. 29 % gëtt recycléiert, 20 % komposéiert. Mir mussen also nach weider Efforte maachen, fir den Undeel u Reschtmüll ze reduzéieren.

Wat de Plastik ugeet, esou gëtt zu Lëtzebuerg ongefäier en Drëttel dervu recycléiert. Vill Plastik lant also am Reschtmüll, wou e 17,8 % vum Gewiicht an 43,7 % vum Volume ausmécht. A wat ons wierklech muss ze bedenke ginn, ass, dass an de leschte Joren erëm méi Plastik am Reschtdreck gelant ass.

D'Regierung huet sech zu Lëtzebuerg ganz héich Ziler gesat, an zwar wëlle mer zu Lëtzebuerg ganz am Sënn vun der Kreeslafwirtschaft zu engem Null-Offall-Land ginn. Dat ass natierlech ambitiéis, mä ech sinn awer der Iwwerzeegung, dass, wann d'Politik de Kader derfir schaaft an all d'Akteuren, also d'Bierger, den

Handel, d'Industrie an d'Gemengen entschlossen dru schaffen, mir séier nach besser Resultater kréien, fir ons a Richtung „low-" an dann „zero waste"-Gesellschaft ze bewegen.

Dofir musse mir d'Hierarchie vun de véier „R'en" nach weider generaliséieren, also den Offall reduzéieren, reutiliséieren, reparéieren a recycléieren. Mä eigentlech gehéiert do och nach e fënneften „R" derbäi, nämlech d'Refuséieren, also nee soen zu engem Produit, dee mir net wëllen an net brauchen. Jiddweree vun ons kann nee soen an d'Politik kann och nee soen.

Wéi gesot, an enger éischter Hisiicht heescht et iwwerhaapt emol, d'Quantitéit vum Offall weider ze reduzéieren. Firwat brauche mer am Geméisrayon iwwerhaapt Wuer, déi am Plastik virverpaakt ass? A firwat brauche mer Gedrénks a Plastiks- oder gliese Fläschen, déi just eemol genotzt ginn?

Onsen Offall, ob Restmüll oder och am Recyclage, ass voll mat Material, wat just derfir gemaach ass, fir eemol benotzt ze ginn. A mir sollen derfir suergen, dass mer op Léisungen ëmklammen, déi méi dacks kënne benotzt ginn, woumat ech da beim Reutiliséiere wär.

Fir der Verschwendung vun de Ressourcen entgéintzewierken, mussen d'Geräter och méi laang halen an d'Reparéiere muss promouvéiert ginn. Wann de Bildschierm vun onsem Tëlefon zum Beispill futti ass, muss et sech dach méi lounen, deen ze reparéieren, wéi einfach en neien ze kafen. Am Regierungsaccord steet jo och dran, dass mer wëllen de superreduzéierten TVA-Saz op d'Reparatioun vun Alldagsproduiten afféieren.

Déi nächst Etapp ass dann de Recyclage. Zu Lëtzebuerg musse mir den Undeel vum Recyclage weider erhéijen, well mir an onsem Restmüll zum Beispill vill organeschen Offall hunn, deen op de Kompost oder an d'Biopoubelle gehéiert, grad ewéi Plastik, deen een och erëm kéint notzen oder recycléieren.

Ech wëll hei ënnersträichen, dass et an onsen Ae wierklech wichteg ass, dass mer déi Hierarchie vun de véier „R'en" respektéieren an onsen Iwwerleeungen. Fir d'Éischt geet et drëm, d'Quantitéit vum Offall ze reduzéieren. Da musse mer kucken, Verpackungen ze maachen, déi erëm benotzt kënne ginn. Da kënnt d'Recycléieren, woubäi domat dacks eng Perte vun der Qualitéit vum Produit verbonnen ass. Déi lescht Etapp ass dann d'Eliminatioun vum Restmüll. A mer musse kucken, déi wierklech op de strikte Minimum ze reduzéieren.

Zu Lëtzebuerg ass dat, wéi gesot, ëmmer nach eppes iwwert d'Halschent vum Offall. Duerch d'Verbrennung kann da wuel Stroum oder Hëtzt produzéiert ginn, mä dat ass par rapport zur Offallvermeidung, dem Erëmbenotzen an dem Recyclage wierklech keng effektiv Notzung vun de Ressourcen.

Net ze schwätze vun den Emissiounen, also den Ofgasen an de Réckstänn vun der Verbrennung. An da landen zu Lëtzebuerg och ëmmer nach 11 % vum Offall op Deponien.

D'Regierung huet jo ugekënnegt, dass dëst Joer en neit Offallgesetz soll deposéiert ginn. Mir begréissen och, dass all Interesséierte soll u sechs Workshoppe matmaachen, fir matzediskutéieren. Den Interessi ass grouss. A well de Workshop an der Stad séier ausgebucht war, ass schonn e weidere Rendez-vous bäigesat ginn.

D'Orientéierungsdebatt haut hei an der Chamber gesinn ech och an deem Kontext, nämlech den Austausch iwwer Iddien, wéi mer zu Lëtzebuerg kënnen zu wéineg Offall an zu null Offall kommen, d'Kreeslafwirtschaft esou ausbauen an ons Ressourcë schounen. Alles dat soll dann an d'Elaboratioun vum neien Offallgesetz an de Plang, fir ons Ziler ze erreechen, mat afléissen.

Déi ambitiéis Ziler, déi mer ons gesat hunn, kënne mer nëmmen erreechen, wann all déi concernéiert Akteuren, also déi national an déi lokal Politik, de Commerce, d'Gastronomie an d'Industrie mat u Léisunge schaffen, hir Responsabilitéiten iwwerhuelen, an dat an de verschiddene Beräicher vun der Offallreduzéierung iwwert d'Reutilisatioun bis bei de Recyclage.

Mir mussen dofir déi europäesch Direktive vum „single-use plastic" an der Kreeslafwirtschaft grad ewéi scho generell Prinzipie wéi d'Responsabilité élargie vum Produzent an de Pollueurpayeur beschtméiglech ausnotze respektiv applizéieren.

D'Öko-Tut, déi viru 15 Joer agefouert gouf, ass e gutt Beispill, fir ze weisen, wéi een optimal virgoe soll. Wa mir d'Bierger an den Handel mathuelen a gutt Alternativen ubidden, da kënne mer ons Ziler all zesummen erreechen, och wann et am Ufank vläicht e bëssen Diskussioune gëtt an eng Émstellung erfuerdert.

Haut ass den Éco-sac net méi ewechzedenken a fir vill Leit ass et selbstverständlech, wa se an de Supermarché ginn, hir eegen Tute matzehuelen. Dat war viru 15 Joer net esou. Duerch déi 10 Milliounen Öko-Tute konnten a 15 Joer 500 Millioune Plastikstuten agespuert gi respektiv 5.000 Tonne Plastik oder 11 Millioune Liter Pëtrol.

Zanter dësem Joer ginn et bekanntlech keng gratis Tute méi an de Keesen. Och d'Tuten aus deem méi liichte Plastik, déi een aus dem Geméis- an Uebstrayon kennt, sollen an den nächste Jore reduzéiert ginn.

Mat der Ëmsetzung vun der entspriechender Direktiv ginn an den nächste Joren eng ganz Partie weider Plastiksprodukte verbueden, déi just eemol kënne genotzt ginn, wéi zum Beispill Plastikstelleren, esou Plastiksbesteck, Becheren a Schallimoen.

An an Zäiten, wou iwwert d'Europapolitik geschwat gëtt, ass dat iwwregens och e ganz gutt Beispill, fir ze weisen, dass europapolitesch Decisioune kënnen e konkreten a positiven Impakt op ons Ëmwelt hunn.

Une voix.- Très bien !

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Mir hoffen an deem Sënn op eng méiglechst ambitiéis Ëmsetzung vun dëser Direktiv, fir de Plastik aus onsem Alldag lasszeginn.

Wann ee ronderëm sech kuckt, gesäit een och iwwerall schonn Initiative vu Bierger a Commerçanten, déi Alternativen zu Plastikstuten a -verpackungen ubidden. Zanter iwwer zwee Joer gëtt et an der Stad zum Beispill e Geschäft, dat komplett ouni Verpackungen, déi nëmmen eemol kënne benotzt ginn, fonctionnéiert. De Client keeft sech also eemol seng Behältere respektiv Tuten a ka se dann och ëmmer erëm mat der Wuer fëllen. Esou verpackungsfräi Rayone ginn et iwwregens mëttlerweil och a Supermarchéen, grad ewéi aner ëmweltfrëndlech Beispiller.

E Lëtzebuerger Geméishändler, dee bis elo seng Wuer ëmmer a biodegradabele Plastik agepaakt huet, ass elo op Pabeier a Kartong ëmgeklommen a wéckelt seng Porretten an Zelleristaange just mat engem klenge Pabeier zesummen.

Et ass och erfreelech, ze héieren, dass et e Projet gëtt, fir reutilisabel Tute fir de Geméis- an Uebstrayon ze maachen. Mir hoffen och hei op eng séier a breet Ëmsetzung. An engem anere Supermarché hei am Land kann een neierdéngs seng eege Këschte matbréngen, fir se op der Téik befëllen ze loossen an esou op d'Verpackung ze verzichten.

D'Clientë ginn op der Téik souguer dozou opgefuerdert, dat esou ze maachen am Sënn vu manner Plastikoffall. Mä och hei kéint een drun denken, eng speziell Këscht fir de Frëscherayon anzeféieren, well dat awer vill méi kamoud fir d'Commerçanten an d'Clienten ass, wéi wa jiddweree seng eege Këschte muss matbréngen.

Ee Joer nom Lancement vun der Ecobox, fir d'Iessen aus der Restauratioun kënne matzehuelen, ass dës ëmmer méi verbreet. Honnert Restauranten a Kantinne maache mëttlerweil mat a 25.000 där reutilisabeler To-go-Këschte sinn am Ëmlaf. Iwwregens och eng wichteg Mesure géint d'Liewensmëttelverschwendung, déi bis 2030 ëm 50 % soll reduzéiert ginn.

Kierzlech krut d'Ecobox jo och zu Barcelona den 1. Präis beim Concours REFRESH vun der Europäescher Unioun. No de gudden Erfahrunge mat den Ecoboxe kéint een zum Beispill och drun denken, en nationalen To-go-Becher anzeféieren als ëmweltfrëndlech Alternativ zu den immens ville Coffee-to-go-Becheren, déi all Dag, nodeems se eemol benotzt gi sinn, an onsem Reschtdreck landen. Am Ausland ginn et Beispiller, wou dat gutt fonctionnéiert.

Zu Freiburg an Däitschland kritt een e Freiburg-Cup fir 1 Euro an et kann een en da bei iwwer 100 Partner an der Stad erëm ofginn. Et ass souwuel fir de Client wéi och fir de Commerçant méi einfach, wann ee gemeinsame System do ass, wéi wann all Café oder Restaurant selwer eppes muss op d'Bee stellen. Esou gëtt d'Offer dann och méi attraktiv fir jiddwereen a se gëtt méi benotzt.

Wou ech dann och nach ganz vill Potenzial gesinn, ass beim Gedrénks. Eng Fläsch, déi e puermol genotzt ka ginn, ass bedeitend méi nohalteg wéi eng Fläsch, Dous oder plastifizéierte Kartong, déi just eemol ka genotzt ginn, och wa se recycléiert gëtt. Eng Fläsch aus Glas ka bis zu 50-mol befëllt ginn, aus PET bis zu 25-mol. A Studien hu gewisen, dass an engem Pfandsystem quasi all Fläsch erëm zréckkënnt an dann erëm benotzt ka ginn. Do leie mer zu Lëtzebuerg wäit dovun ewech.

Wéi sënnlos ass et dann, fir eng Fläsch mat vill Energie ze produzéieren, se dann eemol ze notzen a se ewechzegeheien, wa mer se eigentlech 50- oder 25-mol kéinte benotzen, jee no Matière. Et gi jo och zu Lëtzebuerg scho beim Gedrénks e puer Produzenten, déi d'Fläschen zréckhuelen. Mä kuckt Iech emol ëm an de Geschäfter! Am Moment huet de Konsument wéineg Choix, fir consignéiert Fläschen ze kafen.

Mir musse lues awer sécher dohinnerkommen, dass den Einweg duerch de Mehrweg ersat gëtt. Et ass eng extrem effikass Mesure fir d'Stäerkung vun der Kreeslafwirtschaft, fir de Klimaschutz a géint de Littering.

Dernieft gëtt et och de Projet „zero single-use plastic", wou sech Entreprisen derfir engagéieren, komplett op Plastik, dee just eemol ka benotzt ginn, bis Enn 2020 ze verzichten. Iwwer 50 Entreprisë maache scho mat.

Déi vill gutt Beispiller an Iddie weisen, dass et méiglech ass, fir am Commerce op Verpackungen, déi just eemol kënne benotzt ginn, ze verzichten. Mir mussen en Austausch vun dëse gudden Iddie favoriséieren an de Commerce dozou kréien, dem Client d'Méiglechkeet ze ginn, fir manner Offall ze maachen. Mir sollte kucken, och d'Ekonomie an d'Industrie nach méi dozou ze kréien, sech an d'Entwécklung vun der Kreeslafwirtschaft mat anzebannen, där mir ons jo zu Lëtzebuerg hei verschriwwen hunn.

Am Moment ass et wierklech gewalteg, wat fir ee Potenzial dëse Beräich huet: en Erspuernis vu Material am Wäert vu 640 Milliarden Euro d'Joer an Europa, e weltwäit Spuere vun 2,5 Milliarde Pëtrol (veuillez lire: 2,5 Milliarde Liter Pëtrol) respektiv 400 Milliounen Tonnen CO_2.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e weidere wichtegen Akteur am Beräich vun der Offallreduzéierung sinn d'Gemengen. Als Gestionnaire vum Offall huet hir Politik e groussen Afloss op d'Quantitéit an d'Qualitéit vum Offall.

De Pro-Kapp-Offall variéiert staark jee no Gemeng. Den nationalen Duerchschnëtt fir de Reschtdreck läit bei 235 kg op de Kapp, woubäi zum Beispill de Schnëtt vun de SICA-Gemenge bei 129 kg (veuillez lire: 139 kg) op de Kapp läit. Et ginn natierlech Ënnerscheeder tëschent de Spezifissitéite vun de Gemengen. Eng ofgeleeë Landgemeng ass keng Stad. Mä d'Offalltax an d'Offer vum Recyclage an d'Aart a Weis, wéi mer mat där Tax ëmginn, spillt ganz sécher mat.

Wann de Bierger pro Vidange vu senger Poubelle oder op de Kilo bezilt, da gëtt hie belount, fir manner Dreck ze maachen. A wann de Bierger keng oder keng attraktiv Offer huet, fir ze recycléieren, da recycléiert en och net.

Och wann déi meescht Gemengen hire Bierger scho verschidde Gréisste vu Poubellen ubidden, esou geet ongeféier all véiert Gemeng méi wäit a verrechent d'Tax pro Vidange, also jee nodeem, wéi dacks d'Poubelle op den Trottoir gestallt gëtt, oder op d'Gewiicht, wat dran ass.

Une voix.- Très bien !

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Da lount et sech also vill méi, fir manner Offall ze produzéieren, wéi wann déi klengste Poubelle, déi d'Gemeng ubitt, zum Beispill 60 l ass an déi all Woch automatesch eidel gemaach gëtt. Et ginn och Ënnerscheeder bei der Offer vu Recyclage jee no Gemeng. Esou gëtt et zum Beispill just an der Halschent vun de Gemengen am Land eng Biopoubelle, an dat obwuel déi getrennte Kollekt vum Gesetzgeber esou virgesinn ass. Dat weise verschidden Analyse vum Reschtdreck. Hei ass nach extrem vill Potenzial.

Wou och nach vill Potenzial ass, ass bei dem Taux de recyclage an de Residencen, wou immens dacks just e grousse Kiwwel Reschtdreck steet an da logescherweis och alles draflitt. Och hei ass eng getrennten Offer zanter enger Rei Jore gesetzlech virgeschriwwen, mä se gëtt um Terrain nach laang net ëmmer agehalen.

Och variéiert d'Offer vu Recyclingzentren oder Ressourcenzentren, wéi mer dat an Zäite vun der Kreeslafwirtschaft nennen, jee no Gemeng oder Regioun. Wa mir gären hätten, dass d'Leit méi recycléieren, da brauche mer och méi Ressourcenzentren, déi méi no bei de Leit sinn. An dat mussen net ëmmer ganz grouss Sitte sinn, mä dat musse Plaze sinn, wou et einfach konfortabel ass a wou een no ka recycléieren a wou een net eng hallef Stonn mam Auto muss hifueren. Déi kéinten zum Beispill och méi no sinn oder an de Supermarchéen. Do ginn et och scho Beispiller: Drive-in-Recyclinge respektiv d'RE-box.

Och an 320 Residencë ginn et mëttlerweil kleng Installatioune vun der SuperDrecksKëscht, fir ze trennen. D'SuperDrecksKëscht ass iwwregens e Lëtzebuerger Modell, dee Schoul gemaach huet an dee mir och schonn exportéiert hunn, nämlech an d'Schwäiz notamment.

All Bierger zu Lëtzebuerg soll eng attraktiv Offer hunn, déi hien dozou incitéiert, esou wéi méiglech Restmüll ze maachen an einfach ze recycléieren. Dofir soll eng Analys gemaach ginn, wat d'Facteure sinn, déi ausschlaggebend si fir d'Ënnerscheeder an der Offallquantitéit pro Kapp pro Gemeng: d'Tax no Vidange? D'Tax no Gewiicht? D'Offer vu getrenntener Kollekt? Attraktiv Ressourcenzentren?

Och d'Applizéierung vum Verursaacherprinzip sollt emol genau ënnert d'Lupp geholl ginn, also ob d'Taxen och de reelle Käschten entspriechen. Nieft dem neien Offallgesetz, wou esou Iwwerleeungen afléisse kënnen, soll d'Offallgestioun am Klimapakt weider ausgebaut ginn. Gutt Mesurë vun de Gemenge sollte belount ginn, an därer ginn et der eng Partie.

Ech wëll hei awer ee Beispill speziell nennen, well dat wierklech erausstécht, grad a puncto Plastik, nämlech d'Stad Déifferdeng. Zu Déifferdeng gëtt op de Fester an de Manifestatiounen, déi op Gemengenterrainen oder an hire Lokalitéiten organiséiert ginn, zanter e puer Méint keen Einwegplastik méi benotzt.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Zu Beetebuerg scho jorelaang net méi.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- An zu Beetebuerg, héieren ech, scho jorelaang. An et gi wahrscheinlech och aner Beispiller. Mä dat hei war e prominent Beispill, an ech mengen, dass et ganz interessant ass, wa mer domadder och op anere Plaze weidermaachen.

D'Gemeng huet sech mat hire Veräiner zesummegesat an hinnen all déi vill Alternativen zum Plastik presentéiert. Telleren, Besteck a Becheren aus Kartong respektiv Holz, mä virun allem dat reutilisabelt a spullbart Geschier, Glieser a Becheren, grad ewéi Verpackungen a Fläschen, déi méi dacks kënne benotzt ginn, gi privilegéiert. Dofir huet d'Gemeng hire Cup System, dee se de Veräiner proposéiert huet, och ausgebaut.

Uechtert d'Gemeng an och bei de Sportsterraine ginn Drénkstatiounen installéiert. An d'Gemeng keeft elo och extra Bidone fir déi Sportsveräiner, wou d'Heemequipp fir d'Gedrénks wärend dem Match zoustänneg ass. Esou kann d'Mesure vum Plastikverbuet wierklech bis zu Enn ëmgesat ginn.

Zu Déifferdeng, an dat kann de Buergermeeschter ons och confirméieren, sinn d'Veräiner direkt mat op de Wee gaangen, fir op de Wegwerfplastik ze verzichten. An d'Ëmsetzen op Alternativen huet super geklappt. A wat Déifferdeng kann an aner Gemengen, dat kënnen dach all déi aner Gemengen och maachen. Dovunner sinn ech iwwerzeegt. Et muss ee just wëllen an d'Alternativen zur Dispositioun stellen.

Woumat ech dann also bei de sougenannte Green Events wär. Mat enger proaktiver Approche vun enger Gemeng kann een am Beräich Offallreduktioun a Plastikverzicht vill erreechen. Den Austausch iwwert d'Erfahrunge muss zu engem Best-Practice-Guide féiere mam Zil, dass mir souwuel op de groussen nationale wéi och bei de méi lokalen Evenementer esou mann wéi méiglech Offall produzéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu menger Ried a wollt lech elo och dës Motioun iwwerreechen.

Motion 1

Débat d'orientation sur la stratégie « Zéro déchets » et la restriction des déchets en matière plastique au Luxembourg

La Chambre des Députés,

considérant

- que le programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par l'Assemblée générale des Nations unies le 25 septembre 2015 (« Agenda 2030 ») recommande dans son Objectif du développement durable n° 12 d'établir des modes de consommation et de production durables en promouvant l'idée de faire « plus et mieux avec moins », cette idée faisant également partie du troisième champ d'action prioritaire de l'avant-projet de Plan national pour le développement durable ;

- que le Gouvernement s'engage dans son accord de coalition à prendre toutes les mesures nécessaires « afin que le Luxembourg reste un pays précurseur dans le domaine de la gestion des déchets, de la protection des ressources et de l'économie circulaire » ;

- que dans ce contexte, il est essentiel que le secteur public assume lui-même un rôle précurseur dans l'identification et la mise en œuvre de bonnes pratiques dans ce domaine ;

- que les directives européennes relatives à l'économie circulaire et aux plastiques à usage unique

seront transposées dans le cadre de la révision de la loi sur la gestion des déchets ;

- que, selon les derniers chiffres d'Eurostat datant de 2016, le Luxembourg a généré 609 kg de déchets municipaux par personne, un taux largement au-delà de la moyenne de 486 kg par personne au niveau de l'Union européenne ;

- que les déchets plastiques représentaient 17,8 % du poids et 43,7 % du volume des déchets résiduels au Luxembourg selon les dernières analyses des déchets ménagers présentées par l'Administration de l'environnement dans le Plan national de gestion des déchets et des ressources 2018 ;

- que, selon ces mêmes analyses, les déchets plastiques ont connu une augmentation de 5,6 % en 4 ans, ceci étant dû au fait que « de plus en plus de plastiques et de composites font leur entrée sur le marché »[1] ;

- que malgré la collecte séparée d'emballages et de déchets d'emballages, une quantité importante de ces derniers se retrouve toujours dans les déchets municipaux, s'élevant à 26,5 % du poids des déchets ménagers ;

- la réduction importante de sacs plastique de caisse à usage unique depuis l'introduction de l'Öko-Tut en 2004 et le succès croissant du projet EcoBox qui a vu le jour en 2018 ;

- les efforts entrepris par les Gouvernements consécutifs afin d'inciter les communes à remplir pleinement leur rôle dans le domaine de la gestion et de la prévention des déchets, notamment à travers le Pacte Climat, bien que des différences existent toujours entre les communes au niveau des services de collecte offerts et de la quantité des déchets produite ;

- la prise de conscience croissante de la problématique des déchets d'emballages en plastique, illustrée notamment par la pétition publique n° 1107 (« Restreindre l'usage des emballages plastiques au Luxembourg ») qui a fait l'objet d'un débat public à la Chambre des députés le 6 février 2019 et durant lequel les député(e)s se sont accordé(e)s sur l'importance d'arriver à des changements qui mèneront à une réduction des déchets en plastique ;

- que le Gouvernement s'engage dans son accord de coalition à poursuivre la lutte contre le gaspillage alimentaire, « afin d'atteindre les objectifs du Plan national de gestion des déchets et des ressources (PNDGR), notamment une réduction du gaspillage alimentaire de 50 % jusqu'en 2030 » ;

saluant

- la décision du Gouvernement de mettre en place une stratégie nationale zéro déchets « Null Offall Lëtzebuerg » et de lancer un processus participatif qui contribuera à la concrétisation de cette stratégie ;

- l'engagement réaffirmé des Gouvernements consécutifs pour une transition d'une économie linéaire vers une économie circulaire, efficiente et renouvelable, qui promeut le respect des limites des écosystèmes et qui associe les acteurs de l'économie, les communes et les citoyen(ne)s à cette transition, tout en tenant compte du principe des 4 R de l'économie circulaire (réduire, réutiliser, réparer et recycler), notamment en ce qui concerne les produits plastiques ;

- que dans le contexte de la transposition de la directive européenne relative aux plastiques à usage unique, le Gouvernement étudie la faisabilité juridique, la conformité aux règles du marché unique et l'opportunité d'une interdiction d'emballages ou d'autres produits plastiques au-delà de celles prévues dans la directive, dans l'optique d'atteindre des objectifs ambitieux ;

- que le Gouvernement envisage de renforcer le système de responsabilité élargie des producteurs et s'est engagé à responsabiliser davantage les acteurs du commerce dans la prévention et la gestion des déchets ;

- que le Gouvernement a entamé des discussions avec le secteur du commerce, dans l'optique de développer des alternatives aux emballages à usage unique ;

- que le Gouvernement s'est donné comme objectif de lutter contre le microplastique, en œuvrant en faveur d'une interdiction nationale et au niveau européen de produits cosmétiques, d'hygiène et de nettoyage contenant des microbilles en plastique ;

invite le Gouvernement

- à œuvrer à ce que le Luxembourg devienne un véritable chef de file au niveau européen dans la prévention et la gestion des déchets, y inclus les déchets plastiques et microplastiques, dans l'optique d'atteindre un niveau zéro dans la production de déchets le plus rapidement possible ;

- à formuler à cet effet des mesures ambitieuses et efficaces, y inclus, le cas échéant, des mesures supplémentaires issues des résultats de l'étude de faisabilité juridique et d'opportunité d'une interdiction d'emballages ou d'autres produits plastiques au-delà de celles prévues par la directive relative aux plastiques à usage unique ;

- à responsabiliser davantage les producteurs, notamment en prenant des mesures les incitant à réduire à la fois la quantité d'emballages en plastique et la quantité de déchets d'emballage en général produits à la source et à participer activement à la recherche de solutions à la problématique des déchets ;

- à étudier la possibilité de développer davantage les systèmes de bouteilles, de récipients et d'emballages réutilisables et/ou consignés et à les introduire davantage dans les commerces et la gastronomie ;

- à veiller à ce que les efforts en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire soient étendus à l'ensemble des secteurs économiques ;

- à s'engager résolument, au niveau européen, contre l'obsolescence programmée des produits et à œuvrer pour un cadre européen visant à interdire la production et la distribution de produits avec une durée de vie limitée et non réparables ;

- à œuvrer continuellement en faveur d'un cadre qui permet à chaque citoyen(ne) de réduire, de réparer, de réutiliser et de recycler facilement et efficacement ;

- à augmenter, dans ce contexte, la densité des centres de tri afin d'offrir un service de proximité attractif aux citoyen(ne)s ;

- à prendre, dans ce même contexte, toutes les mesures requises afin d'assurer que l'obligation de la mise en place des infrastructures nécessaires permettant la collecte séparée des différentes fractions et qualités de déchets dans les établissements privés ou publics ainsi que les immeubles résidentiels est effectivement appliquée ;

- à assurer à ce que les collectes séparées obligatoires depuis 1994 soient mises en place partout au Luxembourg ;

- à faire réaliser une étude afin de déterminer les raisons des écarts constatés au niveau des quantités de déchets collectés par les services communaux, et

- à montrer l'exemple en effectuant un screening du potentiel de prévention de déchets et de la gestion des déchets au sein des ministères, administrations et institutions publiques, et de prendre, le cas échéant, des mesures concrètes pour limiter la production de déchets en élaborant une vraie stratégie de dématérialisation.

(s.) François Benoy, Marc Baum, Franz Fayot, Paul Galles, Marc Goergen, Max Hahn, Josée Lorsché, Lydia Mutsch.

Ech wollt se deposéieren a kuerz presentéieren. Ech wëll se awer am Numm vun alle Fraktiounen a politesche Sensibilitéiten deposéieren, wat mech wierklech, an ech mengen ons alleguerten, extrem frou mécht, well dat ass e wichtege Message, mengen ech, dee mer haut ginn. Grad wëssend, dass mer eng Petitioun hei haten, dass mer duerno an de Kommissiounen driwwer diskutéiert hunn, ass dat e staarke Message, dass mer haut iwwert dat Thema diskutéiere kënnen, dass déi Saachen afléisse kënnen a mer zesummen domadder als Chamber e Message kënne ginn.

Ech wëll awer net alles, wat an der Motioun steet, elo nach eng Kéier soen, well eng Rei Elementer hunn ech näämlech och a menger Ried elo scho ginn.

Net zulescht d'Petitioun an den Debat iwwert d'Plastiksemballagen hei an der Chamber hunn, wéi gesot, gewisen, dass mir alleguerte gefuerdert sinn, fir de Problem vum Offall entschlossen unzegoen no de Prinzipie vun der Kreeslafwirtschaft, fir ons Ressourcen an de Klima ze schützen.

Dofir begréisse mir och de Prozess, deen elo lancéiert ass, wou mir, d'Chamber mat dësem Debat, d'Zivillgesellschaft an och d'Ekonomie an d'Gemenge matschaffen an alleguerte gefuerdert sinn.

D'Akteuren zesummebréngen, well nëmmen esou packe mer dat, virop de Stat, mä och d'Gemengen, d'Ekonomie, de Commerce an d'Bierger. Kucken, ob een am Kader vun der Emsetzung vun der Direktiv iwwert den Einwegplastik ka méi wäit goen, fir och Verpackungen oder aner Plastiksproduiten ze verbidden. D'Produzente responsabiliséieren, fir d'Quantitéit vun de Verpackungen ze reduzéieren. Kucken, fir Verpackungen, Fläschen a Behälter, déi reutilisabel an/oder consignéiert sinn, auszebauen.

Géint d'Liewensmëttelverschwendung an d'Obsoleszenz virzegoen. D'Recycléiere méi attraktiv maachen, andeems am ganze Land déi verschidde Poubellë bei den Haushalter offréiert ginn a méi Recyclingzentren entstinn.

An da mussen déi verschidden ëffentlech Ariichtunge mam gudde Beispill virgoen, fir ze kucken, wou si Offall reduzéieren a méi recycléiere kënnen. Mat der Decisioun, fir sech eng Null-Offall-Strategie ze ginn, huet Lëtzebuerg sech héich Ziler gesat, déi et elo gëllt, mat ambitiéise Mesuren ze fëllen, soudass eist Land e richtege Leader a Saachen „zero waste" gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deem Sënn musse mer ufänken, eis alldeeglech Produite wéi dëse banalen, duerchsiichtege Plastiksläffel mat aneren Aen ze kucken. „Zero waste" heescht, dass mer nodenken, firwat mer eis limitéiert Ressourcen asetzen. Ass et wierklech néideg, dass mer Saache produzéieren, déi mer, wéi am Fall vun dësem Läffel, no zéng Minutten einfach an d'Poubelle geheien oder an d'Natur, wéi verschidde Leit et maachen?

Mir musse reduzéieren, reutiliséieren, wou mer nëmme kënnen. „Zero waste" heescht, dass mer eisen Offall als eng Ressource gesinn, déi mer héichwäerteg weidernotzen. Hei gëllt et, de Recyclage esou vill wéi méiglech weiderzedreiwen. Et heescht also fir all d'Akteuren, zesummenzeschaffen, d'Politik, d'Gemengen, d'Ekonomie an de Commerce, fir nohalteg Alternativen ze entwéckelen. Et heescht och, dass all Eenzelne Responsabilitéit iwwerhëlt a mat couragéierte Schrëtt Richtung No-Offall-Gesellschaft geet.

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, Här President, mir Gréng si prett, fir eis op dee Wee ze maachen.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun e puer Deeg war ech mat e puer Jugendlechen op engem Projet ënnerwee. A wéi se du fäerdeg ware mam Projet a jiddweree konnt dovun ausgoen, dass se elo géife vun hirem fräien Europadag profitéieren, si se einfach sëtze bliwwen a si hu mateneen diskutéiert, an zwar iwwert d'Thema Zero Waste, ouni dass ech weider agegraff hätt. Si hunn och diskutéiert iwwer zum Beispill déi dote Plastiksläffelen. Si hunn driwwer diskutéiert, well et Saache sinn an Theme sinn, déi bei hinnen einfach ueweleien, hinne wichteg sinn. Si wëllen doriwwer schwätzen, well se mierken, dass et ëm hir Zukunft geet, a well et natierlech och Theme sinn, déi hinnen Angscht maachen en vue vun hirer Zukunft. Jiddweree vun hinnen huet sech concernéiert gefillt. Vill vun hinne si souguer iergendwou an hire Schoulen engagéiert, eent vun hinne souguer national.

D'Thema, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Thema vum Zero Waste ass zeideg. D'Mënsche si prett. Dat hu mer och hei gemierkt beim Debat hei am Raum iwwert d'Petitioun 1107, deen op eemol vill méi wäit gaangen ass wéi eleng d'Thema vun der richteger Verpackung. Mir hu gemierkt, wat fir Emotiounen, egal ob elo glécklech oder onglécklech artikuléiert, domat verbonne sinn.

Mir kréie jo och all gudden Dag iergenden neie Rapport virgeluecht, ganz interessant Rapporten, déi heiansdo fir eis eppes si wéi eng an d'Akaul, well se eis soen, dass et héich Zäit ass. De Rapport vun dem IPCC iwwert d'Erwäermung op 1,5° schwätzt vun enger néideger „fundamental societal and system transition". Deen erschreckenden UNO-Rapport zum Aartestierwen huet vill Dimensiounen, mä mécht och en direkte Lien zum Waste Management. An e puer Rapporte vun der FAO, der UNO-Ernärungs- a Landwirtschaftsorganisatioun, gëtt de Gaspillage alimentaire als eng transversal Fro bezeechent, déi iwwerall an allen Themen erëmkënnt.

Ausserdeem war och d'Europäescht Parlament prett an huet eng Direktiv verabschit, an där ënner anerem eng Rei Eewee-Plastiksproduite verbuede ginn. A si hätten nach kënnen e gutt Stéck méi wäit goen. An och d'Drénkwaasserdirektiv huet direkt mat der Vermeidung vu Plastiksoffäll ze dinn. A mir hei an der Chamber, och mir si prett, driwwer ze diskutéieren. An als CSV soe mer dem François Benoy villmools Merci fir d'Ufroe vun dësem Débat d'orientation. An ech soen och Merci fir déi vill Beispiller, déi s de dora ginn hues.

Et muss een allerdéngs feststellen, Madamm Ministesch, dass den Debat leider erëm da kënnt, nodeems Dir d'lescht Woch eng Rei Mesuren, e ganze Mesurëpackage mat villen Zuelen zu „Null Offall Lëtzebuerg" presentéiert hutt. An ech wëll déi Zuelen elo net méi hei widderhuelen. Ech mengen, dass do déi demokratesch Reiefolleg net stëmmt. Ech mengen, dass mer esou een Debat misste fir d'Éischt hei an der Chamber féieren, fir dass mer alles dat, wat mir ze soen hunn, hei zesummendroen, éier dann de Gouvernement, d'Regierung no baussen erausgeet, fir ze soen, wat déi Mesurë sinn, déi se doraus erauszitt.

Mä vläicht ass jo nach net alles gesot. An hei wëll ech Iech dofir de Point de vue vun eiser CSV-Fraktioun presentéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well ech an esou Gespréicher wéi deem mat deene Jonken ëmmer erëm mierken, dass mer prett sinn, hunn ech versicht, mech am Virfeld vill ze informéieren a mat Fuerscher, „social changemakers", Gemengeverantwortlechen, Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft, Politikbeobachter, Entrepreneuren an esou weider ze schwätzen. Ech hunn och iwwer Social Media d'Meenung vun all deene gefrot, déi wollten iergendwéi dozou bäidroen, fir dës Interventioun e bësse méi interaktiv a partizipativ ze maachen, wéi wann all déi, déi sech dofir interesséieren, elo hei an dësem Moment an der Chamber dierften derbäi sinn, fir sech driwwer auszetauschen.

An de Grondtenor vun hiren Aussoen, dat sinn zwou fundamental Saachen:

1) Wa mer iwwer Zero Waste schwätzen, da musse mer et wierklech wëllen! Da geet et net duer, e puer schéi Broschüren einfach erauszeginn, mä da musse mer un de Fong. Et geet näämlech iwwert d'Iwwerliewe vu ville Planzen, Déieren a Mënsche vun eisem gemeinsamen Haus, an deem mir hei wunnen.

2) Mir mussen et systematesch a systemesch ugoen. Dat ass näämlech d'Spannungsgefüge vun dësem Thema: engersäits vun Initiativen ze schwätze wéi Repair Cafés, Upcycling Workshops oder selwer gemaachter Zanpasta, an anerersäits awer eng Strategie ze entwéckelen, déi staark genuch ass, fir eis ganz Gesellschaft ëmzekrämpelen, also vill méi wäit ze goen, wéi just eng Rei Prozentzuelen als Ziler ze nennen. Mä mir musse méi déif goen.

Et bedeit en totaalt Ëmdenken, dat zum Beispill schonn eis Vue op den Offall ännert: näämlech en net méi als Offall ze gesinn, mä als Ressource. Et bedeit, nach méi wäit ze goen, esou wéi et an der Circular Economy gesot gëtt, d'Iddi vum Offall selwer op den Tipp ze geheien a mat Think Tanks, grousse Fuerschungsprojeten a systemateschen Analysen op dee Punkt ze kommen, dass mer keen Offall méi hunn an och kee méi brauchen an d'Iddi net méi brauchen - Zero Waste eben.

Wéi wär et dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa Lëtzebuerg géif bis 2030 dat éischt Zero-Waste-Land ginn? Virreider an der Nohaltegkeet, Pionéier vun engem neie Liewensstil, Virbild, First Mover och bei den ökonomesche Méiglechkeeten? Well wann et ökonomesch interessant ass, dann ass et och politesch vill méi einfach. Mä hei direkt schonn déi fundamentaalst Warnung: Et dierf keng Geschicht gi fir eng Elitt! Wann et esou ugepaakt gëtt, dass déi Äermst an déi Schwächst net kënne matmaachen, well se sech et net kënne leeschten, Zero Waste ze liewen, wann et just en Dadda gëtt vun deene Räichen, da si mir net mat.

Une voix.- Très bien !

M. Paul Galles *(CSV).*- Esou eng Visioun, eng grouss Visioun, déi och sozial gerecht wär, déi géif dräi Saache viraussetzen:

1) eben, dass et eng systematesch Approche do gëtt, dass mer net nëmme super Ziler formuléieren, mä dass mer se och begleede mat Prozeduren, mat Timetables, Indicateuren, Responsabelen, Process Manager, a Konsequenzen och fir dee Fall, wou mer d'Ziler net erreechen;

2) dass mer mat engem seriöen Nohaltegkeetskonzept schaffen, dat deen Numm och wierklech verdéngt. Net eng Oplëschtung vu Mesuren, iwwert déi mer schonn x-mol diskutéiert hunn a mat deene mer der UNO eigentlech just beweise wëllen, dass mir hir 17 Sustainable Development Goals och seriö huelen. Da gebrauche mer menger Meenung no d'Nohaltegkeetskonzept total falsch, well dat Konzept ass keen Instrument vu Legitimatioun, mä et ass en Instrument vu kritischem Hannerfroen, ob dann och wierklech alles kohärent openaner ofgestëmmt ass.

Wat mir brauchen, ass net eleng e PNDD, mä eng eegen, eng nei, a sech kohärent Nohaltegkeetsstrategie, déi op Lëtzebuerg adaptéiert ass, wou déi dräi Sailen Ökologie, Ekonomie a Soziales zesummespillen, wou Zero Waste och bedeit, dass mer d'Aarmut reduzéieren, well sech net jiddwereen alles muss kafen.

[1] *Administration de l'environnement, Plan national de gestion des déchets et des ressources 2018, p. 51*

Den SDG 12 seet « Établir des modes de consommation et production durables ». Dat Zil ass e kritescht Korrektiv vun all deem, wat mer scho maachen. D'Äntwert dorop ass net eng Opzielung vun deem, wat alles scho geschitt, mä vun deem, wat mer alles nach net maachen.

Mir dierfen net nach eng Kéier an déiselwecht Fal geroden, an déi mer getappt si bei de Fridays for Future: Mir hunn eis bestätegt gefillt an deem, wat mer maachen. Ma neen, soss wäre se dach net op d'Strooss gaangen, wa mir eis bestätegt gefillt hätten! (veuillez lire : wa mir eis hätte kënne bestätegt fillen!) Mir gi kritiséiert, an zwar alleguerten zesummen! An ech sinn net stolz, dass ech zu deene gehéieren, déi och dora kritiséiert ginn. Nohaltegkeet bedeit, kritesch ze denken, ganz nei ze denken, „out of the box", eis kritiséieren ze loossen.

3) An déi drëtt Viraussetzung, fir eng Zero-Waste-Strategie oder e Zero-Waste-Land ze ginn, ass, dass mer d'Leit mathuelen, dass mer mat klenge Schrëtt ginn, déi an enger grousser, groussaarteger Strategie a Visioun hir Plaz hunn. Well dat schéngt mir hei deen allerwichtegsten Defi ze sinn, well grouss Ziler ouni pädagogescht, partizipatiivt, jo, soziaalt Konzept, déi féieren zu ganz vill Protest, Onverständnes, Onsécherheet an Ofleenung. D'Leit mathuelen, well si eis scho virausginn, jiddwerengem et einfach maachen, kleng unzefänken!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat bedeit dës Visioun vun engem Zero-Waste-Land dann elo fir eis hei an der Politik? Wéi kéint esou eng Strategie ausgesinn?

Et bedeit fir den Ufank emol ganz einfach, genau op dat ze kucken, wat schonn alles do ass. Alles huet kleng ugefaangen, souguer ech mat mengen 1,94 Meter.

(Hilarité)

Et bedeit, en Inventar ze maachen, en Inventar vun deenen enorm villen Initiativen, déi et scho gëtt, a vun deenen enorm villen Zougäng an Entréesdieren an dat Thema, duerch déi d'Leit scho längst an d'Thema erakomm sinn. Et bedeit ze kucken, wat fir eng Mënschen zum Beispill probéieren, Minimalismus ze liewen, anerer, déi ganz bewosst Ernärungschoixen treffen. Nach anerer sinn iergendwou am Sport oder am Yoga mam Thema a Beréierung komm. An nach anerer wëlle bewosst an alternativ liewen.

En Inventar vun all deem, wou d'Leit eis scho längst virausginn, an zwar net just e quantitativen Inventar als Oplëschtung, mä e motivationellen Inventar mat där enger grousser pädagogescher Fro am Hannerkapp: Woufir funktionéiert dat do esou gutt? Woufir maachen d'Leit do mat? Wat fir e Sënn gesinn d'Leit dodran? Oder och déi Fro: Woufir funktionéiert dat do net? Woufir ass et nach ze komplizéiert? Et bedeit ze kucken, ze léieren an ze plangen. Voir, juger, agir.

An natierlech ass Zero Waste en enorm komplext Thema, dat een aus ville Perspektive kann ugoen. Et kann een driwwer schwätzen, wien alles Akteur ass a ka sinn a wie wat fir eng Roll a Responsabilitéit iwwerhëlt, wie wou an der Subsidiaritéitschaîne, déi an dësem Thema enorm wichteg ass, seng Plaz gesäit: Consommateuren, zivillgesellschaftlech Organisatiounen, Butteker, Entreprisen, Gemengen, Stat, EU, jo souguer d'Weltgemeinschaft an, an, an ...

Et kann ee sech dem Thema och unnäheren iwwert d'Aktiounen, déi vum Akteur erwaart ginn. Hei gëtt et ganz vill hëllefräicht Material zum Beispill scho vun der SuperDrecksKëscht, zum Beispill zu den Themen „Clever akafen" oder „Clever bauen".

A wa mer bei de groussen Akteuren an hiren Aktioune sinn, ass ee Gedanke selbstverständlech fir mech: Maache mir et selwer richteg vir, de Stat an d'Chamber? Well ech kann et net veräntwerten, dass mer iwwert d'Thema schwätzen, ouni eis eegen Implikatioun ze gesinn, an dofir wëll ech elo hei eng Motioun an eng Resolutioun deponéieren: d'Motioun, fir dass de Stat mat senge Servicer mam gudde Beispill virgeet bei Äschreiwungen (veuillez lire : Ausschreiwungen) oder bei „paperless administration" zum Beispill, an d'Resolutioun, fir dass mir als Chamber och mam gudde Beispill virginn. Awer dozou herno nach e puer Wuert méi.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- constatant que, malgré les efforts comme p. ex. guichet.lu, l'État est loin de fonctionner paperless, les ministères et les administrations recourant encore trop souvent aux courriers classiques ;

- rappelant dans ce contexte l'initiative du Gouvernement « Digital Luxembourg » ayant pour objectif d'exploiter la digitalisation et de réaliser une transformation digitale positive ;

invite le Gouvernement

- à élaborer, à côté des mesures existantes, de nouvelles pistes qui permettraient de se diriger vers une réelle administration paperless ;

- à élaborer une vraie stratégie de dématérialisation des documents au niveau des administrations.

(s.) Paul Galles, Emile Eicher, Martine Hansen, Gilles Roth, Marco Schank.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la première institution se doit de servir de modèle en matière de réduction des déchets voire au niveau de la dématérialisation des documents ;

- qu'une telle initiative au niveau de la Chambre des Députés pourrait inciter d'autres acteurs, administrations et services à suivre la même voie ;

décide

- de s'engager, dans la mesure du possible, à diminuer au maximum les emballages au sein de son administration et de la vie parlementaire ;

- d'élaborer une stratégie de dématérialisation de tout type de documents.

(s.) Paul Galles, Emile Eicher, Martine Hansen, Gilles Roth, Marco Schank.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Paul Galles *(CSV).*- Et kéint een d'Thema Zero Waste och upake vun de Prinzipien hier, mat deene geschafft soll ginn, zum Beispill Vorsorgeprinzip oder de Prinzip „pollueur-payeur". Et kéint een och immens villes doriwwer soen, wat et alles un Offall gëtt, an dat ass ganz komplex, wéi en zesummegesat gëtt a wéi e kategoriséiert gëtt.

An et kann een déi komplex Froe vum Zero Waste awer nach aus enger anerer Perspektiv ugoen, déi, ech mengen, all déi aner Perspektiven integréiert, an dofir sichen ech mer deen Usaz eraus, näämlech d'Fro vum Produktzyklus.

Wat do vill hëlleft, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'Konzept vum „reduce, reuse, recycle", a mir hu virdru schonn eppes driwwer héieren. An ech wëll dat awer ausbauen: Virum „reduce" kënnt näämlech den „refuse", well wann et eppes gëtt, wat den Offall ofbaut, dann ass et, en net ze wëllen. An dann, zum „reuse" gehéiert och den „repair".

A ganz zum Schluss no dem „recycle" misst een éierlecherweis och nach e Wuert soen zum „rot", näämlech d'Verrottung vun deem Offall, deen net méi recycelt ka ginn. D'Zil wär jo awer, dass déi lescht Etapp ganz ewechfält an dass déi aner Etappen all den Offall ofdecken, soudass keng Tonnen an Tonne méi vu Plastik an eise Mierer landen.

An hei, Madamm Ministesch, wëll ech direkt eng Fro stellen, déi eng Biergerin mir ginn huet, näämlech déi Fro: Kann ech als Lëtzebuerger sécher sinn, dass vu mir kee Plastik am Mier lant?

„Refuse - reduce - reuse/repair - recycle - rot", déi fënnef „R"-Etappen, si gräifen anenaner, bilden eng Ketten, déi sech schléisst, well mer eben net méi linear denken, mä zyklesch, well mer e Produit net vun „cradle" zu „grave" begleeden, mä vun „cradle" zu „cradle", soudass am techneschen an am biologesche Kreeslaf vun engem Produit näischt verluer geet.

Wat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kann ee soen zum „refuse", also eppes guer net ze kafen, well et ethesch net vertrietbar ass? Vläicht ass dat schonn de Plat de résistance, an zwar am duebele Sënn, näämlech „refuse" als „resist". Mir sinn an där dommer Situatioun, dass mer bal alleguerten ouni Resilienz a Géigewier an engem lineare materielle Konsumliewensstil gefaange sinn, an enger Wegwerfgesellschaft, déi ëmmer erëm seet: „Méi, méi, méi!", wärend Rapporten zum Zero Waste eis schéngen ze soen: „Manner, manner, manner!". Et ass esou eppes wéi en „clash of cultures", en „clash of lifestyles".

Ass et méiglech, dee Konsumliewensstil ze refuséieren, dat Hamsterrad ze briechen? Well a Wierklechkeet, an dat ass interessant, ass et guer keen „manner, manner, manner", mä et geet jo ëm e positiven, en aneren Impakt op de Mënsch, ëm säi Wuelbefannen, säi Bien-être. Dat, wat mer als Verzicht erliewen, ze fäerten, dat kann eppes gi wéi eng „sobriété heureuse", well net d'Quantitéit eis zefridde mécht, mä d'Qualitéit, d'Gesondheet, de mënschleche Kontakt, d'Zesummeliewen, d'Deelen an d'Tauschen, Zäit fir enaner hunn. Trotzdeem si mer bei dëser Fro total onsécher, well mer wëssen, dass mer eis dann iergendwann eng Kéier d'Fro vum Wuesstum erëm misste stellen, a well et dofir keng einfach Léisunge gëtt. A mir bedaueren, dass dat Thema an dëser Legislaturperiod bis elo nach guer keng Roll spillt.

Une voix.- Très bien !

M. Paul Galles *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Offall vun Ufank un ze refuséieren, ass ee Liewensstil! Et ka bedeiten, lokal a saisonal an zum Beispill um Maart anzekafen, vum Krunn ze drénken, op alle fënnef Kilometer Outdoor-Drénkwaasserstellen ze hunn, un deenen ee säi Bidon opfëlle kann, Naturkosmetik ze benotzen, mat stofte Säckelcher a mat Thermobecheren akafen ze goen, keng Schnäppercher ze kafen, well ee se jo just hëlt, well ee se ugebuede kritt. An iwwregens gëtt et hei zu Lëtzebuerg schonn eng Gemeng, déi hire Bierger esou stofte Säckelcher ubitt, fir akafen ze goen.

Ech kenne Leit, déi kafe just nach Kleeder aus Europa, also souzesoe lokal a regional, net méi aus dem Bangladesch an aus China. „Refuse", dat bedeit virun allem, sech déi préiwend Fro ze stellen: Gëtt et eng Alternativ zu dësem Produit, soudass en net an d'Poubelle muss? Et kann heeschen, an der Produktioun de Fokus op den Design ze leeën, fir dass e Produit attraktiv ass an zugläich kann erëm benotzt ginn an dass e kee Plastik brauch.

Och géint déi sougenannt „geplangt Obsoleszenz", also Produiten, déi esou konzipéiert sinn, dass se no enger bestëmmter Zäit veralen a verfalen an net méi ze gebrauche sinn, muss vum Legislateur eppes ënnerholl ginn, souwuel an der EU wéi och hei op nationalem Plang. D'Ausschaffe vu Charten tëschent deenen eenzelnen Akteure kéint hei e ganz probat Mëttel sinn.

Déi ethesch Fro muss ee sech heiansdo ganz konsequent stellen, well ee Zero-Waste-Produit ka wéinst dem Réimaterial, aus deem en hiergestallt gëtt, ethesch souguer manner korrekt si wéi en Eeweeprodukt. Bio ass also nach längst net bio. Zero Waste misst deemno Hand an Hand goe mat „zero extinction".

D'Fuerscher vum LIST gebrauchen nach en anert Konzept, wat eigentlech nach vill méi wäit geet wéi Zero Waste, näämlech dat Konzept „zero impact". Kee Verbëtze vun natierleche Ressourcen, keen negativen Impakt op eis Gesondheet, den Ökosystem an d'Ressourcen. An et ass e ganz schwieregt Rechespillche mat ville mathemateschen Algorithmen a mat Base de données, déi oft leider net komplett oder net representativ genuch sinn. An et wär gutt, wann dat sech géif änneren.

Loosst eis dach d'Fuerschung net nëmmen eleng da froen, wa mer se brauchen, mä loosst eis vun Ufank un op d'Fuerschung lauschteren! Loosse mer eis vun hinne kritesch guidéieren! A wa mir mierken, dass déi ganz Zero-Waste-Debatt hannen um Enn eng flott Etikett ass an als Etikett instrumentaliséiert gëtt, well verstoppt gëtt, dass den „zero impact" net geduecht gëtt, da musse mer eis wieren an da musse mer nach eng Kéier ganz vu vir ufänken.

Doheem hu mir iwwregens probéiert - dat kann ech ganz gutt soen -, nom Konzept vum Essenzialismus ze liewen, unzefänken ze liewen. Dat huet mech perséinlech ronn 20 Këschte Bicher kascht, oder bezéiungsweis vun 20 Këschte Bicher befreit, déi ech u Bibliothéike weiderginn hunn. Mä virun allem de Kär vun deem Konzept ass déi Fro: Bedeit ee Produit mir perséinlech wierklech eppes? Huet en e Sënn, eng Bedeitung fir mech? Dat ass eng Fro, déi mir schonn ëfters gehollef huet, eppes net ze kafen - „refuse".

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villes musse mer eis awer trotzdeem zouleeën, als zweet Etapp dofir den „reduce". Dat kann zum Beispill heeschen, Waasser an Energie ze spueren, Bambus-Chalumeauen ze benotzen, erëm mat enger gliese Fläsch bei d'Mëllechautomaten ze goen oder a Butteker anzekafen, wou et keng Verpackunge méi gëtt. An där ginn et der jo och hei zu Lëtzebuerg.

Ass et, Madamm Ministesch, virgesinn, esou Projeten a Kooperativen nach méi Incentives ze ginn, fir sech ze etabléieren? Muss Uebst oder Geméis ëmmer am Plastik verpaakt sinn, heiansdo och paradoxerweis nach mam Label „bio"? Mir sinn eis bewosst, dass duerch d'Reglementatioune vun der Sécurité alimentaire eng Rei Oplagen entstinn, deene muss Rechnung gedroe ginn. Mä vläicht kéint een dës Bestëmmungen nach eng Kéier op de Leescht huelen an der EU. An och dofir wëll ech hei eng Motioun deposéieren.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- constatant que les emballages sont devenus incontournables dans notre société ;

- constatant que beaucoup d'emballages sont utilisés pour des raisons d'hygiène ou de transport respectivement de logistique voire de sécurité des produits ;

- constatant que l'opinion publique est de plus en plus sensible à la question de l'utilité ou plutôt de l'inutilité de certains emballages se demandant de plus en plus souvent si certains produits ne sont pas emballés de manière trop excessive ou inutile ;

- estimant que les grandes surfaces jouent un rôle crucial dans la réduction des emballages ;

- saluant les initiatives telles que les rayons de grandes surfaces sans plastique ;

- soulignant le caractère néfaste voire polluant ou toxique de nombreux emballages tant pour l'environnement et le climat que pour l'homme et les animaux terrestres et aquatiques ;

- constatant cependant encore que les emballages sont soumis à des réglementations strictes et doivent respecter des normes européennes complexes ;

- considérant qu'il est nécessaire si on souhaite supprimer les emballages inutiles voire particulièrement néfastes de revoir le cadre réglementaire afin d'en limiter la complexité ;

- rappelant la stratégie européenne sur les matières plastiques dans une économie circulaire qui prévoit entre autres que tous les emballages en plastique sur le marché de l'UE seront recyclables d'ici 2030 et que la consommation de plastiques à usage unique sera réduite ;

invite le Gouvernement

- à intervenir au niveau européen afin de revoir les exigences et normes européennes relatives aux emballages dans le but de les rendre moins complexes, de réduire le nombre d'emballages nécessaires au strict minimum, de supprimer les emballages les plus polluants et de recourir de manière accrue à des alternatives biodégradables.

(s.) Paul Galles, Emile Eicher, Martine Hansen, Gilles Roth, Marco Schank.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Paul Galles *(CSV).*- Wéi wär et zum Beispill, d'Initiativ aus Neiséiland ze iwwerhuelen „food in the nude", Grande-surfacen ouni Verpackungen, souzesoen „plakegt Geméis", oder mat Banderollen ze schaffen, wéi eng däitsch Mark dat mécht, Plastikstute ganz ze verbidden, amplaz se just mat engem Präis ze versinn, a méi erëm en vrac ze verkafen, amplaz dass op Plazen all d'Artikele just nach zwee an zwee am Plastik sinn.

Eng äänlech Problematik gëllt och fir d'Elektroartikelen. Mussen do ëmmer dräi Schichte Plastik ronderëm sinn? A wa mer scho bei de Geschäfter sinn: e System fannen, fir d'Keesenticketen iwwerflëssig ze maachen. A kann een dat ganzt Thema Verpackung net dekomplexéieren, andeems ee just nach e puer Verpackungsaarten hätt, an déi wieren europäesch harmoniséiert?

A Frankräich gëtt et e Bonus-Malus-System fir Plastiksverpackungen. Si sinn 10 % méi deier. Wär esou eppes net hei och denkbar? Woufir net e Label fir Ëmweltfrëndlechkeet fir Commercen a Supermarchéen aféieren?

Iwwerhaapt de Plastik: An Europa ass jo schonn esou vill Eeweeplastik elo verbuede ginn. Och hei zu Lëtzebuerg musse mer onbedéngt op dëse Wee goen an dovun ewechkommen. A Lëtzebuerg goufen 52 Kilo Plastikoffall pro Persoun am Joer 2015 gemooss, ee Chiffer, deen däitlech ze héich ass. An dofir musse mer handelen, dat ass eis alleguerte bewosst.

An deem Kontext wëll ech och froen, ob bekannt ass, ob eist Drénkwaasser a Gefor ass, vu Mikroplastik belaascht ze sinn, an ob dat analyséiert gëtt. Oder och bei de syntheetesche Sportsterrainen: Ass et eis bewosst, dass de Granulat ëmweltschiedlech ass? Iwwregens ass et hei och wichteg, dass dëst Joer eng nei Analys zur Gestion des déchets erauskënnt. Kënnt Dir, Madamm Minister, eis scho soen, wéi wäit déi ass?

„Reduce" kann och bedeiten, Kleedungsstécker en zweet Liewen ze ginn, entweder andeems ee se spent oder an de Secondhand-Circuit gëtt, oder dass mer derfir suergen, dass beim Fastfood net egal wat iwwert d'Théik geet.

Dat kann awer nach vill méi wäit goen a bedeiten, dass een Industriezonen oder nei Wunnquartieren total innovativ denkt. Bei engem neie Wunnquartier fir 5.000 Leit zum Beispill kéint ee sech vun Ufank un eng Lëscht maache mat de 50 bis 100 wesentlechen Objeten, déi een net all Dag brauch, zum Beispill eng Träppchen oder eng Méimaschinn. Si ginn einfach gedeelt géint e klenge Loyer. Fir all déi Objete bezilt ee Stot dann zum Beispill 100 Euro Loyer am Joer amplaz 100 Objeten ze hunn. Schätzunge soen, dass all Stot esou 12 bis 14 Meterkaree kéint spueren. Dat ass d'Gréisst vun engem Zëmmer. Reduzéieren, fir ze gewannen.

An Industriezone kann een deeselwechten Usaz liewen. Et gëtt zesumme bestallt, de Fournisseur muss just eemol fueren. Et gëtt geléint, getosch, laanschtbruecht a sech begéint. Mënsche ginn erëm Noperen.

An den Offall vun deem enge gëtt zur Matière première vun deem aneren. Dëst Beispill kënnt gutt, fir d'Wichtegkeet vum Konzept vun der Nohaltegkeet nach eng Kéier ze weisen. Ökologesch ass dat do jo allemol. Sozial entstinn nei Kontakter an den Incentive ass ee monetären, et gëtt mech näämlech méi bëlleg. Vläicht entsti souguer nei Jobben dobäi. Esou kéinte mer am Sënn vum „reduce" zum Beispill och d'TVA bei Secondhandartikele ganz sträichen, well ouni eng finanziell Plus-value ass all Transitioun zu engem neie Konzept praktesch onméiglech.

Wat gëtt et nach un Iddien? Nohalteg reesen oder op alle Fall Kompensatioun bezuelen. Een Ekodag an der Woch aféieren an d'Elektronik esou wäit wéi méiglech ganz ausloossen.

Den Event nohalteg maachen. Madamm Minister, misst een hei net eppes ënnerhuelen, fir all deenen ASBLen, déi hir Eventer nohalteg wëlle gestalten, awer et selwer och finanziell net gestemmt kréien, ze hëllefen?

Oder och nach ee franséische Projet fir de Verkaf vun « fruits et légumes moches », déi soss aus reng ästhetesche Grënn géifen ewechfalen. An heiansdo froen ech mech wierklech, wéi geckeg dass mer gi sinn.

Oder den däitsche Projet „Jede Frucht ist schön". Oder eng Heizung mat aktualiséierter Wiederprognos benotzen, déi net onnéideg Hëtzt produzéiert, also d'Produktioun reduzéiert. An um Beispill vun der Heizung kann däitlech ginn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi wäit mer mat eisem Paradigmewiessel kéinte goen, wa mer et wierklech wëlle probéieren. Amplaz eng Heizung ze kafen oder operationell ze leasen, kéint een dach just nach mat „service economy" fonctionnéieren, also d'Hëtzt kafen, oder souguer nach méi wäit goe bis zur „performance economy", wou ee just nach d'Temperatur keeft an alles anescht ass net mäint, mä gëtt vun engem anere verwalt a verschafft.

Derfir bräicht ech awer an deem Moment dann ee gesetzleche Kader, well d'Heizung jo zu engem méi grousse Ganze gehéiert an net einfach esou kann isoléiert ginn. Mä dat ass awer net alles, wat ech elo zu dësem Thema wollt soen. Dofir nach eng Kéier zréck bei d'Liewensmëttel.

Mäi Kolleeg Laurent Zeimet hat et an der Debatt zum Gaspillage alimentaire den 21. Mäerz 2018 schonn uklénge gelooss: D'Sensibiliséierung eleng ass schéin a gutt, mä geet leider, an dat weisen d'Experienzen, net ganz duer. Well wéi vill vun deene schéine Regierungsdepliante landen duerno ongelies am Offall? Mir brauche realistesche Courage. Beim Gaspillage alimentaire ass 2013/2014 erauskomm, dass 46 % vun den Offäll kéinte vermidde ginn an dass all Persoun duerchschnëttlech 56 Kilo pro Joer verursaacht.

Wat de Laurent Zeimet schonn deemools monéiert hat, ware beispillsweis déi vill Liewensmëttel, déi ewechgehäit ginn, well se een Dag ofgelaf sinn. Hei misst een dach kënnen de Leit iergendwéi erëm bäibréngen, hirem Goût an hirer Nues ze vertrauen an net ëmmer deem, wat op der Verpackung steet. Do entsteet näämlech ganz vill onnéidegen Offall.

Am Kader vun där Debatt war vun der CSV ee kohärenten a koordinéierten Aktiounsplang géint de Gaspillage alimentaire gefuerdert ginn. An och d'Chamber sollt bei der Elaboratioun vun dësem Plang mat involvéiert ginn. Am Kader vun der Chamberssëtzung ass dann och eng Motioun mat de Stëmme vun der Majoritéit ugeholl ginn, wou ënner anerem genau dës Punkte gefuerdert gi sinn. Dofir wollt ech nach eng Kéier nofroen, Madamm Ministesch, wéi eng Mesuren d'Regierung säitdeem geholl huet, fir dëse Fuerderungen nozekommen. Et war eng Taskforce geplangt. Ass déi um schaffen? Mir wëllen dës Positiounen dann och hei nach eng Kéier widderhuelen a bekräftegen.

Déi drëtt Etapp, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass eng, wou et ganz konkret gëtt: „reuse" oder „repair". An heifir brauch ee Leit, déi un de Produite schaffen.

Wa mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lektioun eescht huelen, dass mer musse finanziell Incentivë schafen, da kann dat hei zum Beispill bedeiten, d'Main-d'œuvre misst manner besteiert ginn. Well d'Aarbechtskraaft ass jo déi beschten erneierbar Energie. Wat dogéint misst méi besteiert ginn, ass d'Futtimaachen, den „end of life" vun engem Produit. Aus dem Reparéiere kéint een e ganze Business maachen, mä et muss gewollt sinn.

Et kéint ee jo wéi a Schweden d'Steieren op de Reparaturen erofsetzen. Iwwregens och do e finanzielle Succès, well d'Branche boomt a si brauch nei Aarbechtsplazen. Mir kënnen d'Saache méi oft benotzen, andeems mer se zum Beispill spullen. Mir kënne se flécken a reparéieren oder wéi zum Beispill zu Mäerzeg an eng Give-Box stellen oder um Internet verschenken oder antauschen.

Oder wéi wär et mat engem Pfandsystem hei zu Lëtzebuerg? Sécherlech fonctionnéiert eise System mat der Valorlux gutt. An trotzdeem huet een elo kierzlech bei de sëlleche Groussbotzen hei am Land misse feststellen, dass ëmmer méi Offäll an dorënner ebe vill Plastiksfläschen a Béchsen an d'Natur gehäit ginn. Fir deem entgéintzewierken, kéint een, wéi et beispillsweis an Däitschland gutt funktionéiert, e Pfandsystem aféieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ganz oft steet déi véiert Etapp am Vierdergrond: de Recycling. Ech hu mech, fir d'Konzept ze verstoen an e bëssen duerch d'Land ze kommen, informéiert iwwert de Recyclingszenter zu Hesper. Et ass mer dobäi bewosst ginn, dass ee Recyclingszenter sollt ee Ressourcenzenter sinn, wéi et elo och hei an der Stad mat der Gemeng Stroossen geplangt ass. An ech si frou, dass deen och elo hei an der Stad entsteet. An ech muss awer dobäi och kritesch umierken, dass an deene leschten zwielef Joer mat grénger Koresponsabilitéit am Schäfferot genau dat doten net geschitt ass a keen zousätzlechen Ökozenter entstanen ass.

Doraus en Zenter mat Zero-Waste-Philosophie ze maachen, dat kann een zum Beispill esou maachen, andeems een an de Recyclingszentere Secondhandbutteker integréiert, do Ausstellunge mécht, déi opklären, d'Leit gutt informéiert, betreit an och nach zu méi Gebrauch vum Recyclingszenter uspornt a sech vläicht souguer géif iwwerleeën, en nationale Kaartesystem anzeféieren, deen da mat der Commune d'origine vum Client verrechent gëtt, soudass een d'Zentere landeswäit benotze kéint.

Esou eng Iddi vu klengem oder groussem Recyclingszenter huet just een Zil, näämlech dass e genotzt gëtt. Dofir gehéieren och an all Residenzen, Entreprisë kleng, adaptéiert Ressourcenzentren. An den Emplacement muss vun Ufank u mat ageplangt sinn. Iwwert d'Entreprisë krite mer och déi vill Frontaliere mat an eis Strategie agebonnen, déi zu Lëtzebuerg mat eis schaffen a liewen.

D'SuperDrecksKëscht fir Betriber ass jo eng Success Story. Trotzdeem muss ech froen, woufir dass nach eng Rei Betriber kee Label hunn an ob et der vill ginn, déi nach guer net matmaachen, woufir dass dat esou ass an ob nach Promotioun derfir gemaach gëtt.

An am PNGDR ass e Programm „Fit 4 Circularity" virgesinn, fir den Entreprisen ze hëllefe beim Iwwergang zur Circular Economy. Wéi leeft dat? Wie mécht dat? A wat sinn d'Lektiounen?

Virun allem geet et awer hei och ëm dat, wat am schwéierste fält, näämlech facilitéieren, de Leit den Zougang zum Ressourcenzenter attraktiv maachen. Esou hunn ech zum Beispill zu Hesper och geléiert, dass een d'Leit motivéiert, manner Dreck ze maachen, wann een hinne méi kleng Poubellen zu engem méi klenge Präis ubitt.

Oder nach méi wäit gekuckt, 54 Entreprisen hu sech iwwert d'IMS - Inspiring More Sustainability - zesummegeschloss. Madamm Ministesch, wéi kënnen et der nach méi ginn?

Offall als Ressource. De Projet „Wunne mat der Wooltz" hat dat verstanen a verbraucht elo de Bauschutt nach eng Kéier nei, well et eng Ressource ass. An eng däitsch Autosmark, an et ass schonn ugeklongen, mécht Reklamm domat, dass hir Autoen zu 95 % recycelbar an erëmverwäertbar sinn.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt et awer och nach de „rot", d'Verrottung. An hei am Land si mer mat engem staarke System ausgerüst. Dofir wëll ech dozou am Zesummenhang och mat der Debatt iwwert d'Kooperatiounspolitik vum leschten Dënschdeg just nach soen, dass mer op alle Fall vermeide mussen, dass Lëtzebuerg direkt oder indirekt dozou bäidréit, dass aarm Länner op anere Kontinenter d'Tippen, d'Müllhalde vun Europa ginn, wéi de „Guardian" et nach viru Kuerzem eng Kéier nogewisen huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „refuse, reduce, reuse, recycle, rot", an dat alles chapeautéiert vun engem sechsten „R": „responsible". Als CSV brénge mer immens vill Erfahrungen a Wëssen aus de Gemenge mat. Pionéieraarbecht a Best Practices, dat geet vu bis.

Wat d'Déchets alimentaires ugeet, esou gëtt besonnesch an de Maisons relais vill verbëtzt. Wann ee bedenkt, dass et och hei am Land, a vum Rescht vun der Welt guer net ze schwätzen, nach ëmmer vill Leit gëtt, déi sech keen Iesse leeschte kënnen, dann ass et awer schwéier, ze erklären, aus wat fir enge Grënn mer an de Kantinnen an de Maison-relaisen dagdeeglech tonneweis Iesswueren ewechwerfen.

Vill Gemengen, dorënner der och vill ënner CSV-Féierung, gi beim Ëmweltschutz an der Offallgestioun mam gudde Beispill vir. Dat ass dann heiansdo Waasserspender oder Bidonen zur Verfügung vun de Leit, Sensibiliséierungen, Incentivë fir de Portmonni a Sammelstellen an de Residenzen, déi an d'Bauteregelement gehéieren. Esou vill gutt Beispiller. Beispillsweis kéint een dann och do eng méi enk Zesummenaarbecht tëschent de Klimateamen aus enger Regioun virgesinn, fir hei géigesäiteg d'Good Practices weiderzeginn an ee vun deem aneren ze léieren.

Op Gemengenniveau ass dann och d'Fro, ob et net un der Zäit wier, de Klimapakt ze evaluéieren. Dëst vum deemolegen CSV-Ëmweltminister Marco Schank agefouert Instrument kann ee roueg als Erfollegsmodell bezeechnen, an zwar decidéiert. Dee Klimapakt leeft allerdéngs och gläich aus an et misst ee sech Gedanke maachen, wéi et weidergeet. An och dozou wëll ech elo hei eng Motioun deposéieren, de Klimapakt am Sënn vu sengem Bäitrag zum Zero Waste ze evaluéieren.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que le Gouvernement entend prolonger et élargir le pacte climat (« Klimapakt ») au-delà de 2020 ;

- considérant que le pacte climat, qui a été institué par le Gouvernement CSV/LSAP en 2013, est un instrument qui permet aux communes désireuses de prendre un rôle actif en matière de lutte contre les changements climatiques ;

- considérant encore que grâce au pacte climat, il est possible de structurer les politiques climatiques et énergétiques au niveau communal ;

- constatant que toutes les communes sont engagées dans le processus et que la plupart des communes sont certifiées à hauteur de 50 % ;

- saluant plus particulièrement les bons résultats du pacte climat en matière de gestion des déchets ;

- constatant cependant que les bons résultats en matière de gestion des déchets masquent le fait que peu de communes ont atteint les 75 % en matière de certification et qu'il reste encore de nombreuses communes qui ne disposent pas d'un système de gestion efficace et incitant les habitants à produire moins de déchets ;

invite le Gouvernement

- à évaluer dans les plus brefs délais le « Klimapakt » ;

- à identifier et à proposer des mesures et des pistes qui permettent d'améliorer le « Klimapakt », notamment en matière de la gestion des déchets ;

- à inciter encore davantage les communes à s'engager complètement dans le « Klimapakt ».

(s.) Paul Galles, Emile Eicher, Martine Hansen, Gilles Roth, Marco Schank.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Paul Galles *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 19. Februar war de Luxembourg Overshoot Day. Deen ass längst eriwwer. Mä vläicht kréie mer deen Datum jo iergendwann iergendwéi no hanne verréckelt. Wat ka gemaach ginn, dat soll gemaach ginn. Déi Produiten, déi elo schonn do sinn, solle recycelt a reused ginn, an déi, déi mer ab haut kafen, sollen der Präiwung vum Zero Waste kënne standhalen.

Ech hat gesot, dass ech iwwer Social Media no der Meenung vun de Leit gefrot hat an dobäi koum eng Hällewull vu gudden Iwwerleeungen a Gedanken era vu ganz éierleche Beobachtungen a Suergen. Déi allermeescht sinn elo a meng Aféierungen an Ausféierunge vun de leschte Minutte schonn agefloss.

Mä am stäerkste beandrockt huet mech den Temoignage vun enger jonker Fra, déi zu enger Famill vu fënnef Käpp zielt. Si reduzéieren hiren Offall op eng hallef Dreckstut d'Woch. Hir Motivatioun: Fir de Kanner e gutt Beispill ze ginn. Dës Kanner wäerte vläicht spéider als Jugendlech matenaner diskutéieren, esou wéi ech et elo viru Kuerzem erlieft hunn. An enges Dags wäerte se vläicht deen Elan weiderféieren, dée mir elo hei politesch lancéiere bezéiungsweis ënnerstëtzen. An dat ass all Méi wäert a ganz vill Responsabilitéit wäert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Här President, stellt Iech vir, Dir misst 17 an eng hallef Tonn Offall an Ärem Gaart op e Koup stapelen an dat all Joer a fir all Member vun Ärem Stot! Dat ass d'Gewiicht vu bal 25 Smart-Autoen, an dat pro Kapp. 17,5 Tonnen, Här President, esou vill Offall produzéiere mir zu Lëtzebuerg all Joer pro Awunner. Domat leie mer am europäesche Verglach op der drëtter Plaz.

Léif Kolleegen, mir alleguerte kennen d'Biller vu Bierger Plastik am Mier, vu knaschtege Plagen, vun Déieren, déi um Knascht an der Natur futtiginn. Et si Biller, jo, déi eis bewegen. An awer produzéiere mir alleguer nach ëmmer ze vill Offall.

Mir Lëtzebuerger geheien iwwerduerchschnëttlech vill Knascht an eis Dreckskëschten. Am Joer 2017 waren et laut Eurostat 607 Kilo op de Kapp. Hei si mir europawäit op der véierter Plaz. Firwat ass dat esou? Dëst ass eng Fro, déi mir eis alleguerte stelle mussen, als Politiker, mä awer och als Bierger. Natierlech ass et un der Politik, ze agéieren, fir Léisungen ze fannen, déi zu manner Offall féieren. Mä och d'Bierger si gefuerdert, hiren Ëmgang mam Offall ze hannerfroen.

Mir als DP wëlle virun allem hei zesumme mat all de concernéierten Akteuren den Hiewel usetzen. An do ass all Virschlag wëllkomm. Déi Jonk sinn d'Sproochrouer vun den nächste Generatiounen, déi sech zu Recht Suergen ëm hir Zukunft maachen. Wann d'Jugend hir Stëmm hieft, da muss se och gehéiert ginn. An dat mécht dës Regierung. De Premierminister Xavier Bettel huet eng Delegatioun vu Youth for Climate Luxembourg empfaangen, fir den Dialog iwwert de Klimaschutz ze förderen. Och an de Schoule gëtt zurzäit iwwert de Klimawiessel, de Klimaschutz an d'Nohaltegkeet diskutéiert.

Mat der Initiative „Climate Exchange" bitt d'Regierung deene Jonken a fënnef Workshoppen eng Plattform, fir hir Virschléi a Léisunge fir d'Zukunft - fir hir Zukunft - mat den zoustännege Ministere virzestellen. D'DP begréisst dat ausdrécklech. Wéi gesot, nëmmen zesumme komme mir virun.

Här President, wéi brénge mer et fäerdeg, de Leit Alternativen zu offalllaaschtege Produiten unzebidden? Wéi ënnerstëtze mir eis Betriber, Produzenten, Commerçanten dobäi, den negativen Impakt op d'Ëmwelt vun hire Produiten ze minimiséieren? Wéi kënne mir nach besser mam produzéierten Offall ëmgoen a sécherstellen, dass dësen net an der Natur lant?

Här President, op all dës Froe si mir amgaangen, Äntwerten ze sichen. Do fänke mir och sécherlech net bei null un, ganz am Géigendeel. Méi wéi d'Halschent, bal 60 % vum gesamten Offall gëtt recycléiert. Och um Gemengenniveau ass den Engagement op ville Plaze grouss, fir den Offall ze trennen an esou gutt et geet ze revaloriséieren.

Ech wëll elo net op déi eenzel Projete vun deene leschte Joren am Detail agoen: d'Öko-Tut, d'Ökobox. Et kann een der nach vill nennen, wéi d'Valorlux zum Beispill mat hirem Pilotprojet RE-box, deen no enger éischter Evaluatioun landeswäit ausgebaut ginn ass. An deene Beräicher ass also scho ganz vill geschitt.

A kuckt een d'Saach e bësse méi genee, da muss een déi Zuelen, déi ech uganks genannt hunn, vläicht e bësse relativéieren. Fir unzefänken, bestinn déi genannte 17,5 Tonnen zu dräi Véierel aus Bauschutt. De Bauschutt selwer besteet zu méi wéi 90 % aus Buedem a Steng. Net dass de Bauschutt manner Problemer mat sech géif bréngen. Zu Lëtzebuerg gëtt vill gebaut an an Zukunft bestëmmt och net manner. Dofir musse mir dréngend an nei Capacitéiten a Bauschuttdeponien investéieren.

Et héiert een ëmmer erëm aus dem Bausecteur Kloen, dass d'Deponien an Ëmgéigende vun de Chantiere voll oder quasi voll sinn. Dofir mussen d'Camione vill Kilometere maachen, fir hire Bauschutt lasszeginn. Och dat, léif Kolleegen, ass net ëmweltfrëndlech an een Hiewel, wou mir mussen usetzen.

Nëmme 6 % vum Gesamtoffall gi vun de Stéit produzéiert. Vun dëse 6 % sinn erëm d'Halschent organesch Offäll, also Iessensreschter oder Gaardenoffäll a Pabeier. Och hei wëll ech un d'Campagne AntiGaspi vum fréiere Minister fir Landwirtschaft an de Konsumenteschutz erënneren, wou et jo grad drëm gaangen ass, fir d'Liewensmëttelverschwendung ze reduzéieren.

Wëll ech domadder soen, dass net nach méi gemaach ka ginn, dass mir eis elo sollen op d'Schëller klappen a soen, et wier alles tipp-

topp? Natierlech net! Och zu Lëtzebuerg besteet nach e grousst Potenzial, wat eng besser Gestioun vum Offall betrëfft, an zwar souwuel am Bezuch op de Recycling an d'Neiverwäertung wéi och am Bezuch op d'Reduzéiere vun onnéidegen Offäll.

Als DP si mir derfir, déi Erausfuerderunge pragmatesch unzegoe mat engem realistesche Bléck op dat, wat ee ka maachen, an am Dialog mat all de concernéierten Akteuren. Wat heescht dat? Ma mir wëllen d'Chance notzen, déi d'Kreeslafwirtschaft fir eist Land bitt, andeems d'Innovatioun an d'Recherche vun nohaltegen Alternative gefërdert gëtt.

Mir wëllen zesumme mat de Betriber, mam Handel a mat de Gemenge Léisunge fannen, fir dass si hiren Deel dozou bäidroe kënnen, d'Gestioun vum Offall hei am Land méi effikass ze gestalten. Mir wëllen an éischter Linn Ureizer schafen, d'Leit encouragéieren an ënnerstëtzen.

Fir d'DP muss sech all Politik am Beräich vun der Offallgestioun um Prinzip vun den dräi „R'en" orientéieren: „reduce, reuse a recycle". Un éischter Plaz steet d'Reduzéiere vun onnéidegem Offall, vun onnéidege Verpackungen, Tuten an esou weider.

Besonnesch beim Eeweeplastik muss ee genee analyséieren, op wat verzicht oder wat duerch en anert Material ersat ka ginn, well dëse Plastik kann net recycléiert ginn a lant no enger meeschtens kuerzer Benotzungsdauer direkt an der Verbrennungsanlag oder am Buedem.

D'Iddi, esou e Plastik zu Lëtzebuerg einfach ze verbidden, kléngt verlockend. An der Realitéit kënne mir als Lëtzebuerg esou eng Mesure eleng awer nëmme schwéier ëmsetzen. Als klengt Land ass Lëtzebuerg komplett vum europäesche Marché a vum Importateur aus dem Ausland ofhängeg. Doweinst muss d'Politik fir d'Alleréischt klären, ob et no de Regele vum europäesche Bannemaart iwwerhaapt legal ass, en nationale Virstouss an där Matière ze maachen.

Dernieft si mir mat eisem klenge Marché och deelweis guer net an der Positioun, fir ausländesche Firmen zousätzlech Obligatiounen ze imposéieren. Deemno wéi et kënnt, kréie mir dann einfach gesot: Bon, da liwwere mer eben net méi op Lëtzebuerg. Dofir fuerdere mir eng eenheetlech europäesch Solutioun. E Marché vu bal 500 Milliounen Awunner huet dat néidegt Gewiicht, fir d'Produzenten an déi grouss Zouliwwererbetriber dovun ze iwwerzeegen, op nohalteg Verpackungen ëmzeklammen. Eleng als Lëtzebuerg kréie mir dat, wéi gesot, net hin.

Här President, fir d'DP kann eng effikass Offallpolitik nëmmen eng pragmatesch an eng realistesch Politik sinn, déi mat den Akteure schwätzt a gemeinsam no Léisunge sicht. Nëmmen dann ass et an eisen Ae méiglech, konkret Fortschrëtter ze maachen.

D'DP steet voll a ganz hannert den Ambitioune vun der Regierung, e Virreider an der nohalteger Offallgestioun ze ginn, besonnesch wat de Plastik betrëfft. Ech soen et ganz kloer: Méi Plastik kënnt fir eis net an d'Tut! Dëst muss awer op eng iwwerluechten Aart a Weis geschéien, déi net d'Kand mam Waasser ausschëtt a vergësst, d'Leit an d'Akteure mat op de Wee ze huelen.

Mir begréissen doweinst déi Efforte vun der Regierung, de Commerce an déi wirtschaftlech Akteuren enk an dësem Kader ze associéieren an doriwwer eraus Consultatiounsworkshoppe mat de Bierger ze organiséieren. Mir wäerten esou d'Leit sensibiliséieren an am Konsens nei Pisten ausschaffen, fir den Offall ze reduzéieren.

Als zweete Punkt solle Mehrwegsystemer ausgebaut ginn. Amplaz Saache mussen ewechzegeheien, ass et op alle Fall besser, se méi dacks ze benotzen. D'Öko-Tut an d'Ecobox fir d'Restaurante sinn esou Initiativen, déi e grousse Succès hunn. Do gesäit een, dass e Wëllen an eng Bereetschaft do ass, op dee Wee matzegoen. Ma da kommt, mir bauen dat aus! Initiative wéi dës stellen iwwregens och eng exzellent Reklamm fir den Handel an d'Entreprisen duer duerch hir Mediatiséierung an d'Nohaltegkeetslabelen, déi mat esou Projete verbonne ginn.

E weideren Aspekt betrëfft de Vidange. Kucke mir bei eis däitsch Noperen, da fonctionnéiert de System scho méi laang. Et ass u sech ganz einfach: Wann op all Dous, Fläsch an esou weider e klenge Vidange drop ass, motivéiert dat ee ganz anescht, dass ee besser op säin Offall oppasst an an deem Fall och an de Butteker dorop oppasst.

Déi Knaschterten, déi hiren Dreck an der Géigend leie loossen, musse fir hiert Verhale bezuelen, wärend déi, déi sech d'Méi maachen, et anzesammelen, derfir belount ginn.

Doriwwer eraus, an dat ass och e wichtege Punkt, gëtt den Offall valoriséiert. E kritt e Wäert. Et ass net just Dreck, mä et gëtt duerch d'Attributioun vun engem monetäre Géigesték zu enger Aart Wäertgéigestand. Dës symbolesch Komponent vun där Mesure ass e wichtege Schrëtt, fir eisen Ëmgang mam Offall ze änneren, déi een net ënnerschätze sollt.

Mir als DP sinn also mëttelfristeg fir e Vidangesystem. Mä och hei gëllt d'Devise: „Loosst eis mat den Akteure schwätzen!" De Commerce an d'Gastronomie maachen haut vill Efforten, hir Plastiksfläschen ze reduzéieren an ze recycléieren. Et wier net gutt a souguer kontraproduktiv, si vun haut op muer mat engem komplett neie System ze iwwerfalen. Mir als DP wëlle mam Secteur zesummen dru schaffen, fir Alternativen ze fannen.

Dëst bréngt mech och direkt bei den drëtte Punkt, op deen ech wëll agoen. Dësen drëtte Punkt representéiert fir eis als DP u sech ee vun den zentralen Hiewelen, fir laangfristeg méi en nohaltegen Ëmgang mat eise Ressourcen ze erméiglechen. Wa mir näämlech als Gesellschaft vun engem Modell ewechkomme wëllen, bei deem d'Ressourcen einfach verpolvert ginn, da brauche mir e Paradigmewiessel. Déi meescht Ressourcen op eisem Planéit sinn nun emol begrenzt, an dofir kënne mer eis et net erlaben, se monter ze verbrauche bis keng méi do sinn.

Ganz am Géigendeel. Mir mussen dohinner kommen, den Offall, dee mer produzéieren, net als Offall ze gesinn, mä als eng wäertvoll Ressource, déi revaloriséiert an erëm nei genotzt ka ginn.

Domadder wiere mer da beim Stéchwuert „Kreeslafwirtschaft". Wärend dëse Begréff eventuell op den éischte Bléck „just" eng méi wäit a méi systematesch Verbreedung vum Recycling suggeréiere kann, verstoppt sech awer an der Realitéit vill méi do derhannert.

Fir eis als DP bedeit eng zirkular Wirtschaft an éischter Linn een enormt Innovatiounspotenzial, dat eng staark Dynamik a Fuerschung a Wirtschaft generéiere kann. Et gëllt, nei Léisungen op eis Problemer vun haut ze fannen, konkret nei Materialien ze entwéckelen, nei Produiten ze erfannen, déi d'Besoine vun eiser Gesellschaft an der Wirtschaft an Aklang mat der Ekonomie brëngen.

Einfach fir e Beispill ze ginn: Déi sëlleche Plastiksproduiten, déi an engem Spidol gebraucht ginn - denke mer nëmmen un d'Händsche vun den Dokteren -, déi ginn no engem kuerze Gebrauch ewechgehäit, an op déi wäerte mer och an Zukunft net verzichte kënnen. Där Beispiller kéint een der elo nach hei ganz vill nennen. Do ass et wichteg, dass d'Fuerschung respektiv d'Betriber mat neien, innovativen Iddie gefërdert ginn, fir Äntwerten op déi Erausfuerderungen ze ginn.

D'Roll vun der Politik ass et, deen adequate Kader ze schafen, deen et erlaabt, dass Startuppe Fouss kënne faassen, dass nei Iddie kënnen entwéckelt ginn an dass mir eis als Gesellschaft technologesch weiderentwéckele kënnen.

Vill Technologien, Prozesser a Materialien, déi haut agesat ginn, entspriechen net de Kritären a puncto Nohaltegkeet, Ressourcëschounung an der Méiglechkeet, ëmmer erëm verwäert kënnen ze ginn. Aus deem Grond musse mer derfir suergen, dass nei Léisunge fonnt ginn.

Dat geet, an dovu si mir als DP iwwerzeegt, an éischter Linn doduerch, dass een an Innovatioun, Fuerschung an Entwécklung investéiert respektiv en Ëmfeld schaaft, an deem sech den Entrepreneuriat an d'Kreativitéit entfale kënnen. Nei Entreprisen am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft ze förderen, erlaabt et ausserdeem, d'Bréck ze schloen tëschent Ëmweltschutz an engem verantwortlechen Ëmgang mat eise Ressourcen engersäits a wirtschaftlecher Diversifizéierung an der Schafung vun Aarbechtsplazen anerersäits.

Et geet awer net duer, eleng um Niveau vun den Entreprisen Akzenter ze setzen. Neen, mir mussen och deen eenzelne Bierger fir d'Kreeslafwirtschaft sensibiliséieren an incitéieren, deementspriechend Reflexer ze hunn. An anere Wierder: D'Politik muss eng Kultur vum Ressourcëschutz ënnerstëtzen, andeems se zum Beispill d'Reparatur vu Gebrauchsgéigestänn encouragéiert, amplaz dass een direkt eppes Neies muss kafen.

Ee Wee an déi Richtung, an esou wéi mir et virschloen, wier, d'TVA op d'Reparaturen op den Taux super-réduit vun 3 % erofzesetzen. An ech si frou, dass dës Iddi och de Wee an de Koalitiounsaccord fonnt huet.

Här President, déi nohalteg Gestioun vun eise Ressourcen ass eng Aufgab, déi jiddweree vun eis eppes ugeet. De Stat muss mam gudde Beispill virgoen, andeems e bei sech selwer ufänkt an den Ëmgang mam Offall an de Verwaltungen an an den ëffentlechen Institutiounen op de Leescht hëlt. De Stat muss d'Fuerschung an nei Technologië förderen, déi sech mat ëmweltfrëndlechen Alternativen zum Plastik ausenanersetzen. D'Politik muss de Bierger entgéintkommen an et hinne méi einfach maachen, Offall ze evitéieren an ze recycléieren.

A schliisslech muss all concernéierten Akteur, ob jonk oder al, mat agebonne ginn, fir gemeinsam Léisungen ze fannen. Nëmmen esou ass eng Politik méiglech, déi op Dauer effikass ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Madamm Minister, et besteet jo an dësem Debat eng relativ grouss Unanimitéit, wann ech dat richteg verstinn, op dësem Thema, anescht wéi beim Klimawandel, obwuel déi zwee liéiert sinn. Dat hu mer och festgestallt, wéi mer déi Petitionäre gehéiert hunn am Februar. Do ass ganz kloer gesot ginn, dass dat heiten en direkte Lien huet mam Klimawandel. An et ass och relativ vill an hefteg diskutéiert ginn deemools iwwert de Rapport vum GIEC. Dat war ee vun den Haaptpunkte vun der Diskussioun.

Nichtsdestotrotz ass et gutt, mengen ech, dass mer hei e grousse Konsens hunn an dëser Matière, op dësem Dossier vun der Reduktioun vun den Decheten an insbesonnesch de Plastiksdecheten.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Eis Konsumgesellschaft stellt eise Planéit viru relativ grouss Erausfuerderungen. D'Demande no Plastik an all senge Formen ass staark geklommen. Aktuell ginn 322 Milliounen Tonne Plastik all Joer produzéiert. Dat ass eng Multiplikatioun duerch 20 säit 1960. An der EU hu mer all Joers e Plastiksoffall vun zirka 26 Milliounen Tonnen. 60 % dovunner entfalen op Verpakungen.

Et ass hei scho gesot gi vu menge Virriedner: De Prinzip vum „reduce, reuse, recycle" muss eis an dëser Matière effektiv guidéieren an all eise Politicken. Mä de Misär ass, dass de Recycling vu Plastik wirtschaftlech net rentabel ass. Recycelte Plastik ass méi deier wéi Plastik aus neie Ressourcen. Dofir deckt an der EU de recycelte Plastik just 6 % vun der Demande fir de Moment.

An den Appetitt no Plastik, wann ech dat esou däerf soen, wäert weider wuessen. Déi meescht Projektioune ginn dovunner aus, dass bis 2035 d'Plastiksproduktioun sech nach eng Kéier wäert verduebele par rapport zu haut. A wa mir haut 6 % vun eiser globaler Pëtrolsproduktioun fir d'Produktioun vu Plastik ginn, da wäert dësen Taux previsiblement am Joer 2050 bei 20 % leien, wa mer dann net zimlech radikal eis Gewunnechten an dësem Beräich änneren.

Här President, mir gesinn als LSAP hei eng grouss Chance am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft. Et ass schwéier, den Impakt vun enger Économie circulaire op d'Gesamtwirtschaft präzis ze chiffréieren, well do vill Facteuren zesummekommen. Mä wann een eleng d'Aspuere vu Materialkäschte berücksichtegt a sech op d'Input-/Output-Zuele vun Eurostat baséiert, da kann ee vun engem Spuerpotenzial queesch duerch d'Secteure vu bis zu 630 Milliarden Euro pro Joer an der EU ausgoen. Dat ass méi wéi 11-mol den aktuelle Lëtzebuerger PIB.

Här President, d'Fro stellt sech dann: Wat solle mer an dësem Beräich maachen, fir weiderzekommen? An ech weess, dass d'Madamm Ministesch d'lescht Woch de Zero-Waste-Programm virgestallt huet, wou natierlech eng ganz Rei Initiativen, Aktiounen an Iddie schonn dra sinn. Mä ech géif hei gäre véier Gedanken zu dësem Thema e bëssen developpéieren.

Den éischte Gedanken, an och deen ass schonn ugeschnidde ginn, insbesonnesch vum François Benoy, dat ass de Gedanken, dass jiddweree muss seng Gewunnechten änneren. Mir hunn alleguerten oder hate vläicht bis viru Kuerzem, haaptsächlech am urbane Raum, en To-go-Lifestyle, dat heescht, dass mer u sech ganz einfach emol e Kaffi geholl hunn, wou mer dann direkt de Becher ewechgehäit hunn, dass ee ganz einfach eng Plastiksfläsch keeft, déi een dann ewechgehäit.

An ech mengen, dass do ëmmer méi eng Prise de conscience amgaangen ass ze komme bei deene Jonken, awer och bei deene manner Jonken, dass ee seng Gewunnechten ännert. An do kommen eng ganz Rei Initiativen, Aktioune vun ënnen erop:

- De Buttek OUNI ass genannt ginn, dee bei mir am Garer Quartier an der Gliesenerstrooss säit enger Partie Joren aktiv ass, wou ee Saachen en vrac ka kafen, wou ee muss seng eegen Emballagë mathuelen, deen, mengen ech, ganz vill Succès huet.

- D'Öko-Tute si genannt ginn, déi natierlech och munches bäidroen zu enger Reduktioun vum Plastik.

- D'Ecobox, déi jo och e gudde Succès ass an enger ganzer Partie Restauranten, wou ee kann d'Saachen, d'Reschter mat heem huelen.

- Emballagen op Mäert an a Butteker: Och do sinn d'Mentalitéiten amgaangen, sech ze änneren.

- An d'Initiativ „no single plastic" (veillez lire : „no single-use plastic"), wou d'Entreprisë sech kënnen engagéieren, fir keen „single-use" an hiren Entreprisen ze verwenden.

- An dann ass och nach den Domän vum Gaspillage alimentaire, fir deen de Landwirtschaftsminister jo responsabel ass, wou mer an deene leschte puer Joer och scho relativ vill drop geschafft hunn, wou Sensibilisatiounscampagnë komm sinn, wou elo schonn an der grousser Distributioun ganz vill gemaach gëtt, wou ganz vill Produiten u karikativ Organisatioune gespent ginn; déi jo nach kéinte méi sinn.

An ech hat do an enger rezenter Question parlementaire dee Problem opgeworf. Wann ech richteg verstinn, dann huet et fir de Moment kee Sënn, e Gesetz ze maache wéi a Frankräich, wou een dat u sech obligatoresch mécht, well einfach déi Capacité de reprise net do ass am karikative Secteur. Et kéint ee sech awer iwwerleeën, ob een net kéint och iwwert d'Grenzen eraus un d'karikativ Organisatioune ginn/spenden an esou u sech nach méi d'Akteuren do zum Agéiere bewegen.

En zweete Punkt ass dee vun der Aktioun op der EU-Ebene. Et ass gewosst, dass eng EU-Direktiv komm ass, déi d'EU-Parlament de 27. Mäerz dëst Joer mat grousser Majoritéit gestëmmt huet. An dat ass en extrem wichtege Schrëtt no vir.

Déi grouss Mesuren aus dëser Direktiv, bon, si bekannt. Ech widderhuele se awer nach eng Kéier kuerz hei:

- Déi éischt ass, dass d'PET-Fläsche mussen ab 2025 respektiv 2030 bis zu 25 % respektiv 30 % aus recyceltem Material bestoen;

- da gesäit d'Direktiv och nach vir, dass bis 2029 90 % vun de Plastiksfläsche getrennt gesammelt musse ginn;

- a schlussendlech dass zéng Produits à usage unique, déi ouni gréisser Käschte kënnen aus nohaltege Materialien hiergestallt ginn, wäerten ab 2021 vum Maart geholl ginn. Dat si Schallimoen, Plastiksteller, Ouerestäbercher a Plastiksbesteck an nach eng Partie anerer.

Mä et bleiwen hei leider eng Rei Saachen och nach am Vagen:

- Den éischte Punkt ass deen, wéi déi eenzel Memberstaten op déi 90 %-Sammelquot do komme wäerten. Dat ass hinne komplett iwwerlooss. Hei géif ech gäre soen, wéi dat och schonn e puer vu menge Virriedner oder op d'mannst ee vu menge Virriedner gesot huet, dass een hei sollt nodenken iwwer e Pfandsystem. E Pfandsystem och bei Plastiksfläschen, wéi dat zum Beispill an Däitschland besteet, dat wär an eisen Aen e gudde Wee zu Lëtzebuerg, fir och op déi 90 % do ze kommen.

- En zweete Punkt ass dee vun der Responsabilitéit vun der Industrie. D'Industrie muss zwar en Deel vun de Käschte fir d'Botze vun de Plastiksoffäll iwwerhuelen an och vu Sensibilisatiounscampagnen, mä méi kloer gëtt dat net definéiert an der Direktiv. A mir mengen, dass dat gutt gewiescht wier.

- En drëtte Punkt ass deen, dass d'Industrie derzou invitéiert gëtt, den Asaz vu recycléiertem Material op fräiwëlleger Basis eropzesetzen; op fräiwëlleger Basis! An do muss ee sech froen, bei der Urgence, déi et hei an deem Beräich gëtt, och vun der Verschmotzung, wéi effikass esou eng Mesure wäert sinn. Mindestrecyclagequote fir Fabrikanten, déi graduell missten eropgesat ginn, missten hei an eisen Aen agefouert ginn, vu d'Urgence an dësem Beräich vun der Bekämpfung vun den Emballagen.

- E véierte Punkt ass dee vun enger Steier, enger Tax, déi de Fabrikant vun Emballagen trëfft. Déi misst an eisen Ae méi un ökologesch Kritäre gebonne ginn. Zum Beispill misst déi Tax méi deier ginn, wann dem Plastik gesondheetsschiedlech Additiver bäigesat ginn, wéi dat zum Beispill a Frankräich de Fall ass. An et misst, au contraire, begënschtegt ginn, wa biologesch baséierte Plastik, wéi dat an Éisträich an an Holland de Fall ass, agesat gëtt.

- Schlussendlech, eng aner Mesure, déi een och nach misst um europäeschen Niveau an d'A faassen, ass, dass d'Entwécklung vum biodegradabele Plastik, deen am Moment nach an de Kannerschong stécht, méi genee suivéiert gëtt an dass do och nach sollt méi drop gefuerscht ginn.

En drëtte Punkt, Här President, an deen ass, mengen ech, haut nach net ugeschnidde ginn, dat ass d'Fro vun der Entsuergung a vum Export vum Plastiksdreck.

Dat éischt Exportland vum Lëtzebuerger Plastiksdreck ass Däitschland mat 9.241 Tonnen, laut dem Émweltministère. An Däitschland war viru Kuerzem vum Refus vu China betraff, fir Plastiksdreck weiderhin ze importéieren. 2016 huet Däitschland nach 560.000 Tonne Plastiksdreck a China exportéiere kënnen. Mä zanter dem 1. Januar 2018 ass domat Schluss, well d'Konsequenzen op d'Gesondheet vun de Leit a China, déi den Dreck aus der EU sortéiere mussen, zum Beispill d'Bläibelaaschtung an hirem Blutt, vun der Regierung vu Peking net méi toleréiert gëtt.

Dofir exportéiert Däitschland hire Plastiksdreck a Länner mat nach méi niddregen Émwelt- a Gesondheetsstandarden: an Indien; an Indonesien, wou et 2017 vu 600 Tonnen op 49.500 Tonnen 2018 eropgaangen ass; Malaysia a Vietnam.

Eiser Meenung no sollt Lëtzebuerg onbedéngt derfir suergen, dass eise Plastiksdreck, dee mir an Däitschland exportéieren, duerno net weider exportéiert gëtt a Länner mat niddrege Standarden. Eis däerf et net egal sinn, wuer eise Knascht higeet. Och dat huet mat enger Kohärenz vu Politicken ze dinn.

Mir hate virun e puer Deeg an dëser Chamber eisen Debat iwwert d'Kooperatiounspolitik. An dat hei ass an eisen Aen och e wichtege Punkt an deem Beräich, wou mer sollten oppassen, wat mer maachen.

An deem Kontext kann ee soen, datt Schweden dat eenzegt Land an der EU ass, dat 100 % vu sengem Plastiksoffall selwer traitéiere kann. A mir mengen, dass mer mussen eis Capacitéite virun allem vum Recyclage an der EU an an enger zweeter Etapp och vun der Verbrennung resolutt eropschrauwen.

E véierten a leschte Punkt, Här President, deen ech gär géif uschneiden, huet och erëm eng Kéier mam wirtschaftleche System ze dinn, an deem mer liewen an an deem mer consommëieren. Et ass de Punkt vun der sougenannter „Obsolescence programmée". An ech sinn och frou, dass dee Punkt sech an eiser Motioun vun den dräi Majoritéitsparteien erëmfënnt, well dat huet och mat Offall ze dinn. Dat huet och, wéi gesot, mat der Aart a Weis ze dinn, wéi mer consommëieren.

Vill Offall gëtt effektiv duerch Apparater mat enger ganz begrenzter, programméierter Liewensdauer produzéiert. Wie kennt déi Experienz net, dass Der en Apparat kafe gitt, en Electromenager an iergendeen Elektrobuttek, an dass deen dann no annerhallwem Joer, voire zwee Joer oder vläicht kuerz nom Oflaf vun der Garantie ausfält, dass Der probéiert, en zréck an de Buttek ze ginn, an dass Der da gesot kritt, dass den Devis fir d'Reparatur scho méi deier ass wéi de Kaf vun engem neie Modell vun deemselwechte Produit.

Dat ass, mengen ech, e Konsummodell/Produktiounsmodell, dee muss der Vergaangenheet ugehéieren. Bon, ech mengen, ech gehéieren nach enger Generatioun un, déi d'Zäit kannt huet, wou een Toastere konnt bei den Elektriker droen, fir se ze reparéieren a wou dat net esou exorbitant war, dass ee sech huet missen en neie kafen. Ech mengen, dass mer dohinner mussen zréckkommen.

Une voix.- Très bien !

M. Franz Fayot *(LSAP).*- A wa mer dann iwwer Reparature schwätzen an iwwer eng TVA réduite op de Reparaturen, déi mir och ganz kloer begréissen an déi sech och à juste titre an eisem Koalitiounsprogramm erëmfënnt, da mussen d'Produiten awer fir d'Éischt emol reparabel sinn „in the first place". Da muss ee se kënne reparéieren, fir dass esou eng Mesure ka gräifen. An ech wënsche mer, dass mer zréckkommen op eng Ekonomie, wou mer qualitativ héichwäerteg Produite produzéieren, haaptsächlech an Europa, a wou mer déi och kënne reparéieren an net einfach op den Tipp geheien, wa se net méi fonctionnéieren.

Voilà! Dat ass dat, wat ech wollt zu dësem Débat d'orientation soen, deen ech begréissen, fir deen ech och Merci soen. Mir haten effektiv e puer Echangen an enger Commission jointe, déi interessant waren. Ech mengen awer, dass dat hei e Sujet ass, deen eis weider soll beschäftegen, en Dauerbrenner iwwert déi nächst Joren, well en huet ganz enk ze di mat deem Thema, wat mer virdrun diskutéiert hunn, vum Réchauffement climatique, an de manière générale mam Thema vun der Ekologie, deen, mengen ech, d'Nummer-1-Thema ass, och elo ginn ass an den Europawahlen, fir déi, déi dee leschten Debat gëschter Owend tëschent de Spëtzekandidate verfollegt hunn. An ech mengen, dat ass och richteg esou.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci dem Här Fayot. An eisen nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt dacks dobausse gesot, mat eisem System vun de Petitiounen, dee mer hei an der Chamber virun e puer Joer agefouert hunn, do géif keng Reaktioun vun der Politik kommen.

Ech géif mengen, haut ass emol eng Kéier e konkret Beispill, well deen Débat d'orientation, dee mer haut hei maachen, ass am Fong d'Konsequenz vun där Petitioun, déi mer virun e puer Méint hei entgéintgeholl hunn a wou mer mat de Petitionären zesummesouzen. Et ass also, mengen ech, net dat bescht Zeeche fir ons als Politiker, well déi Debatt ass net aus eiser Initiativ entstanen, aus der Chamber eraus oder aus der Regierung eraus, mä et ass eng Konsequenz vun enger Petitioun, déi mer, wéi gesot, aus dem Vollek eraus hei virgedroe kritt hunn.

Zero Waste fir Lëtzebuerg steet och dës Kéier am Regierungsprogramm. An ech mengen, mir ware frou doriwwer. Et hätt ee kënne soen: Firwat eréischt elo? Eis gréng Kolleege ware jo schonn eng Kéier an der Regierung virdrun dran. Mä ëmmerhin, et huet elo de Wee an de Regierungsprogramm an domadder och méi an de politeschen Debat erafonnt.

Och wa mer bis elo nach net konkret kënne kloer Linne feststellen, et sinn éischt Usätz, déi een héiert. An ech mengen, och aus deem Debat, dee mer haut hei féieren, mierke mer, datt mer nach verschiddentlech Nuancen hunn. An ech géif och duerfir mengen, datt ee misst deen Debat ëffentlech weiderféieren, an zwar hei an der Chamber.

Mir missten eis am Fong soen: Ma, no zwee Joer maache mer emol eng Analys vun all deene gudde Virsätz, déi mer haut hei geholl hunn. Wéi wäit si mer komm? An um Enn vun der Legislaturperiod géife mer dann e Bilan zéien, wat mer zesummen an deene fënnef Joer geleescht hunn.

Et kéint een erwaarden, datt eis Regierung och do méi proaktiv géif ginn. Ech mengen, si geet elo duerch d'Land, fir och gewuer ze ginn, wat d'Leit dovunner halen. D'Leit soen allerdéngs: „Mir hätte léiwer, d'Politik, d'Regierung géif eis soen, wat si dovunner halen." Mä all gutt Iddi ass wichteg.

Zero Waste ass och Zero Plastic. Zero Waste am Sënn vum Wuert ass awer net nëmmen d'schwaarz Dreckskëschten, mä et ass am Fong keng Dreckskëscht méi, déi mer sollen huelen. A Zero Waste seet och net „manner recycléieren", mä seet am Fong och „net méi recycléieren", mä einfach „keng Offäll méi maachen". Zum Schluss soll am Fong och net méi recycléiert ginn, wa mer keng Offäll méi maachen.

Ech mengen, d'Leit an de Commerce dobaussen, déi sinn haut zu engem groussen Deel op, fir an déi Richtung ze goen. Dat mierkt een net nëmme bei deene Jugendlechen, virun allem bei deene Jugendlechen, awer och bei méi eelere Leit. Et gëtt haut Leit, et gëtt Familljen, et gëtt Geschäfter, déi scho laut deem System fonctionnéieren.

Et ass net einfach! Ech kennen eng Persoun, déi duerno lieft. An ech muss soen, et ass net einfach, fir esou ze liewen. Mä et ass méiglech! D'Politik soll awer déi Leit, déi et maachen, an all déi Leit, déi et wëlle maachen, begleeden. De Motto muss sinn: encouragéieren, hëllefen, informéieren, awer net schikanéieren. Dat, mengen ech, ass wesentlech derbäi.

Eng éischt op den éischte Bléck och gutt Initiativ war d'Ecobox, déi mer agefouert hunn: d'Iessen, den Doggybag. Iessensreschter gi mat heem geholl oder mat weider geholl. Mir hu vu menge Virriedner héieren, wivill Restauranten, wivill Leit datt schonn dorunner participéieren, och Kantinnen.

Den Nodeel allerdéngs, mengen ech, och d'Zeechen, wat mer no bausse ginn hunn: Et ass eng Plastiksbox. Och wann et eng gréng Plastiksbox ass, ass se duerfir net besser. Se ass zwar recycléierbar, mä och reycléierbare Plastik ass nach ëmmer Plastik. An et sinn haut Motioune komm, datt d'Regierung an d'Chamber solle mam gudde Beispill virgoen. An ech mengen, och do sollte mer da mam gudde Beispill virgoen, fir ze soen: Mir maachen näischt méi aus Plastik!

Well ech nëmmen aacht Minutte Riedezäit hunn, wëll ech just e puer Beispiller nennen.

Glasfläschen oder Glieser? Ech mengen, mir solle méi op dee System goen, och vläicht d'Obligatioun maachen, fir méi op dee System ze goe fir de Vidange. Et ass vu verschiddene Riedner hei ugeschwat ginn: de Pfand. Mir hu jo zum Deel Pfand op de Glieser, mä mir missten dat méi generaliséieren.

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Gelift?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Als Obligatioun.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Majo sécher.

Mir sollen et generaliséieren. An ech mengen, eise Kolleeg Camille Gira - haut denke mer vill un hien -, deen huet ëmmer gesot, datt et ee vu senge gréisste Problemer war, datt em ni gegléckt ass, datt d'Biekerecher Waasser net a Glieseläschen, mä haut nach am Plastik an d'ganz Welt erausgeschéckt gëtt. An do, mengen ech, ass eng vun den Obligatioune fir d'Politik, fir eben ze soen: Kommt, mir mussen ebe kucken, datt mer nach méi Pfand aféieren - dat ass jo keng Depense fir d'Leit, si kréie se jo zréck, wa se d'Fläschen ofginn -, fir eben d'Plastiksfläschen ze reduzéieren!

Datselwecht hu mer bei enger ganzer Rei vu Mëllechprodukter. Huelt nëmmen déi Juggurtsbecheren! Dir kritt och de Juggurt haut a Glieser. Firwat maache mer dat net a Glieser? Firwat uniformiséiere mer net d'Fläschen an d'Glieser, datt se souguer tëschent de Produkter austauschbar sinn, amplaz datt all Firma mengt, si misst hiert eegent Format vu Fläschen a vu Glieser maachen an dann d'Produktioun och deementspriechend vill méi schwéier gëtt?

Et geet net duer mat de Stréihällem, den Telleren, de Messeren a Forschetten, wat gutt ass als éischt Approche, mä mer musse kucken, datt mer generell de Plastik einfach reduzéieren. An d'Zil misst sinn, fir de Plastik ofzeschafen.

Datselwecht muss och si bei den Iesswueren oder Plastiksbarquetten, déi mer hunn. Haut ass et jo ganz dacks: Wann een net oppasst an et geet een akafen, huet een herno am Fong méi Offall wéi dat, wat een akaaft huet. Et keeft ee sech e Croissant, et keeft ee sech eng Eclair an dann huet ee schonn erëm zwou Plastiksbarquetten doleien.

An do, mengen ech, musse mer och dervun ewechkommen, datt d'Industrie an de Commerce forcéiert ginn, do ëmzedenken, och de Konsument. De Konsument musse mer esou wäit kréien, datt e refuséiert, Produiten, déi esou agepaakt sinn, ze kafen. A mer mussen eben haut Verpackunge kréien, déi ëmwelt- an naturgerecht sinn.

Do muss een natierlech - an do ass eng Motioun de Mëtteg hei erakomm - och kucken, mat där Iwwerreglementatioun, déi mer souwuel op europäeschem wéi och op nationalem Niveau hunn, datt et praktesch de Leit, de Commercanten, net méi méiglech ass, hir Produiten aneschters ze verkafen, fir kee Risiko ze droen, herno Problemer ze kréie mat den Hygienskonditiounen.

Une voix.- Très bien !

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir sollen och nei Weeër goen. Firwat solle mer net hei zu Lëtzebuerg méi Fluess ubauen? D'Belsch sinn elo amgaangen, dat ze maachen. Och domadder kënne mer eiser Landwirtschaft eppes zoukomme loossen. Mir kënnen domadder nei Verpackunge maachen, déi ëmweltfrëndlech sinn.

Mir hunn awer och nach Saachen: Datt mer kënnen higoe bei gréissere Manifestatiounen, fir zumindest déi Betriber, déi hei zu Lëtzebuerg Waasser produzéieren, unzehalen, fir och d'Waasser a méi grouss, firwat net a Fässer, ze maachen, esou wéi dat schonn an de Supermarchéen ass, entschëllegt, net an de Supermarchéen, mä wann een an déi grouss McDonalds, an déi Geschäfter geet, do kritt een d'Waasser haut schonn aus de Fläschen. Mir verkafen et nach ëmmer a Plastiksfläschen. Also och bei grousse Manifestatioune kéint ee méi an déi Richtung goen.

Iessensoffäll, ech mengen, do gëtt et och Iddien, datt mer d'Iessensoffäll misste méi kënne benotzen. Firwat kënne mer net d'Iessensoffäll erëm an d'Landwirtschaft ginn, bei d'Bauere ginn? Firwat kënnen d'Leit, déi Hénger hunn, net Iessensoffäll aus Kantinnen a Crèchë kréien, amplaz datt dat alles muss recycléiert ginn? Am anere Fall kéinte mer et ebe weider an de Circuit komme loossen.

An d'Fuerschung investéieren, der Industrie hëllefen, nei Weeër ze sichen, fir Verpackungen ze erfannen. An d'Akafen, do muss et an Zukunft méiglech sinn, datt mer alles ouni Plastik kënnen akafe goen.

Den Export vum Plastik brauch ech net méi unzeschwätzen, dat huet ee vu menge Virriedner gesot, datt d'Chineesen deen elo net méi aus Europa kréien, wou Lëtzebuerg net esou dervu betraff ass. Mä et muss een awer wëssen, datt fir alles, wat mer hierstellen, och wa mer als Land hei zu Lëtzebuerg scho méi wäit si wéi déi meescht vun eisen Nopeschlänner, mir eng Responsabilitéit iwwer eis Grenzen eraus hunn. An ech mengen, mir hunn an eisem Wahlprogramm als ADR fir d'Europaparlamentswahlen eng ganz wichteg Roll dem Europaparlament op dem europäeschen Niveau virgesinn, fir do eng Virreiderroll an Europa ze spillen.

A virun allem solle mer fair a generéis Handelsofkommesse mat Drëttlänner maachen, wou mer se net méi mat eisem Plastik iwwerschëdden, wann déi eise Plastik, dee mer hinne schécken, net kënne recycléieren. Mir solle Fuerschunge maachen an ëmweltfrëndlech Techniken, an Europa soll och u groussen Aktioune participéieren, fir aus de Mierer, déi mer iwwer Jore verseucht hunn, erëm e Maximum vu Plastik aus eben dëse Mierer erauszehuelen.

D'Fro vum Wuesstum misst och an dëser Debatt gestallt ginn. Mir hu se net gestallt, mä si gehéiert derzou.

An, Här President, ofschléissend wëll ech duerfir soen, datt mir frou sinn, datt mir als Parteien zesummen eng Motioun als Schluss vun dëser Debatt hei fäerdegbruecht hunn. Et ass elo un ons, der Politik, ze beweisen, datt dat, wat mer haut hei soen, dat, wat mer an der Motioun festhalen, eis eescht gemengt ass an datt mer net laangfristeg, net mëttelfristeg, mä kuerzfristeg kënne Resultater opweisen.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci gesot. An nächste Riedner ass den Här David Wagner, deen och scho prett ass.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Laut Eurostat goufen 2016 609 Kilo Offall pro Persoun hiergestallt, déi d'Gemengen agesammelt hunn. Dat läit däitlech iwwert der europäescher Moyenne, déi bei 486 Kilo pro Persoun läit. Fir dee ganzen Offall ze verschaffen, hu mer zu Lëtzebuerg op Gemengenniveau véier Syndikater, 14 Recyclingszenteren, dräi Kompostzenteren, eng Müllverbrennungsfabrik. An deen Dreck, deen net recycléierbar ass, lant um Dreckstipp oder/a gëtt verbrannt.

Zil misst et sinn, op Dauer dës Dreckstippen, déi schiedlech Methangasen ausstoussen, ofzebauen, mä och d'Incineratioun vum Dreck op de Minimum ze beschränken. Dat geet iwwer verschidde Weeër: vum Ausbau vum Tri sélectif an dem Recycling iwwert d'Économie circulaire bis bei d'Responsabiliséierung vum Producteur hin zur Sensibiliséierung an dem Schutz vum Konsument.

Wou besteet dann Nohuelbedarf respektiv wat gëtt nach net berücksichtegt?

Déi bestoend Mesurë leeën allgemeng den Accent op d'Sensibiliséierung bei der Consommatioun a klameren d'Responsabilitéit vun de Producteure vun de Konsumproduiten aus.

Lëtzebuerg ass zwar en europäesche Champion am Recycling vum Haushaltsmüll, do leie mer bei 35,9 %. Mä verschidden Offäll sinn net oder ëmmer manner recycléierbar a ginn och net ëmmer hei am Land verschafft. Beim Plastik ass dat oft de Fall. Den Undeel u Plastikmüll ass a véier Joer ëm 5,6 % geklommen. E mécht den aktuellsten Zuelen no 43,7 % vum Volume vum Reschtmüll aus.

Beim Tri sélectif kann nach nogehollef ginn, eng Poubelle extra fir de Plastik zousätzlech zu der bloer Valorlux-Tut zum Beispill. Nëmmen 30 % vum Plastik, deen europawäit consommëiert gëtt, si recycléierbar. Verschidde Particullen a Plastiksobjete si souguer gëfteg, an d'Recyclingszentere sinn net ëmmer technesch amstand, dës Wäerter genee ze moossen, soudatt gëfteg Plastiksproduiten an de Recyclingszentere kënne verschafft ginn. Dat gëllt fir Frankräich an Holland, an d'Fro stellt sech, wéi dat fir Lëtzebuerg gëllt.

Et gëtt nach en anere Constat. Et muss ee méi Responsabilitéit an Handlung vum Producteur selwer fuerderen. Am Fall vun der Verschmotzung duerch de Plastik ass et relativ kloer, datt dee Problem sech nëmmen da ka komplett léisen, wa manner Plastik produzéiert gëtt an Alternative fonnt ginn, déi recycléierbar a biodegradabel sinn.

Virun de Plastiksfläschen an och virun den Aluminiumsbéchse goufen et Fläschen aus Glas.

D'Hierstellung vun engem Kilo Plastik dréit 2 bis 3,5 Kilo CO_2-Emissioune mat sech. D'Produktioun an d'Consommatioun vum Plastik sinn Deel vun engem selwechten Däiwelskrees. De Recyclage als Konsequenz vum Problem stéisst ëmmer erëm u seng Limitten, well fir de Plastik ze recycléieren, brauch ee Plastik, a fir effikass recycléierbare Plastik ze recycléieren, brauch een eng gewësse Quantitéit u Plastik, sprréch nach méi Plastik. Dat gefält de Lobbyisten, déi gläichzäiteg d'Fabrikatioun vum Plastik promouvéieren a Projete fir de Recycling vum Plastik ënnerstëtzen.

An de Plastik, deen net hei an Europa recycléiert gëtt, lant dann iergendwann a China, an Afrika, an Indonesien an esou weider, iwwert d'Verschmotzung am Mier oder iwwert d'Exportatioun vum Dreck a Pseudorecyclingszenteren, déi aus der Verschaffung vum Plastik e lukrative Business maachen.

Et gëtt nach en anere Constat. Beim Recycling muss de Beräich vun der Économie circulaire nach opgebaut a weiderentwéckelt ginn. D'Beispill vum Elektromüll, deen an de leschte Joren am meeschten zougeholl huet - Zero Waste Europe bericht, datt 2005 9 Milliounen Tonnen Elektromüll an Europa generéiert gi sinn, a bis 2020 läit d'Erwaardung bei 12 Milliounen Tonnen -, weist jo, datt d'Iwwerliewensdauer vun de Geräter, besonnesch am IT-Beräich, wéi eise Smartphonen, ëmmer méi kuerz gëtt a gläichzäiteg ëmmer méi nei an erschwénglech Produiten op de Marché kommen an d'Konsumverhale vun de Leit och beaflosst gëtt a Richtung Massekonsum a Wegwerfgesellschaft.

Bon, wat kann een dergéint maachen?

Et gëtt d'Direktiv „Responsabilité élargie des producteurs", déi muss een ausbauen. Dës Direktiv steet am Zesummenhang mam Prinzip vum Pollueur-payeur a gesäit vir, datt den Hiersteller vun engem Produit och fir d'Verschaffung vum Produit zoustänneg ass, wann et net méi déngt. Dat geet awer net wäit genuch, well den Hiersteller vum Produit muss fir déi gesamt Produktiounskette verantwortlech gemaach ginn, dat heescht, vun der Konzeptioun, vum Design vum Produit bis hin zur Veraarbechtung, vum Recycling a vun der Neiverwäertung.

Zero Waste Europe seet an enger Etüd, datt manner wéi 18 % vum gesamten Offall, deen a Gemengen europawäit gesammelt gëtt, iwwert déi REP-Direktiv verschafft gëtt. Dee ganze Rescht gëtt vun ëffentlechen Organismen an d'Hand geholl, sprréch finanzéiert.

Dës Verantwortung vum Hiersteller geet u beim Choix vum Material, der Matière première, wou sech schonn ekologesch an ethesch Froe musse gestallt ginn. Gëftegt Material muss vu vireran ecartéiert ginn an och Material, dat net recycléierbar ass an net méi verschafft ka ginn. Eng Minimumliewensdauer vum Produit muss gesetzlech festgehale ginn. D'Reparabilitéit vum Produit muss fir de Consommateur garantéiert ginn. De Consommateur muss iwwert d'Detailer vum Produit informéiert ginn. Gëfteg, chemesch Materialien iwwert der veruerdneter Norm musse verbuede ginn.

Wéi kritt een en Hiersteller dann iwwerhaapt zu dëser Responsabilitéit beweegt?

Do ginn et e puer Pisten:

- duerch Taxen op Réimaterial, notamment beim Plastik,

- duerch d'Aféierung vu minimale Standarden, déi och däitlech eropgesat musse ginn, vun der Toxicitéit am Kader vun der Ecodesign-Direktiv an och iwwert d'REACH-Direktiv, an

- duerch Taxen op de Packaging, deen nëmmen eemol benotzt ka ginn an net recycléierbar ass am Kader vun enger Économie circulaire.

Dann hu mer en anere Constat, e weidere Problem, dee sech an der Zero-Waste-Debatt stellt, dat ass d'Liewensmëttelverschwendung. Zu Lëtzebuerg ginn 175 Kilo Liewensmëttel pro Persoun ewechgehäit. Domadder beweegt sech Lëtzebuerg am europäesche Mëttelfeld. Hannert dëser Zuel verstoppt sech d'Verschwendung an der gesamter Ekonomie, also an der Liewensmëttelindustrie, am Handel, an der Restauratioun, an der Landwirtschaft an och vun de Stéit.

Wat kann een do maachen?

Bon, bei alle Liewensmëttel misst kloer an däitlech iwwerpréift kënne ginn, wéi eng Ressourcen a wéi engem Mooss an d'Produktioun agefloss sinn. Dofir missten d'Liewensmëttelindustrie an den Handel hir Wuerebilanzen oppeleeën.

Dorun uknäppend misst et och méiglech sinn, datt d'Konsumenteschutzorganisatiounen e Recht op Informatioun bei dësen Entreprisen hunn, also äänlech e bësse wéi bei den IT-Produkter: Transparenz a Responsabilitéit vum Hiersteller iwwert d'Gesamtproduktiounskette vum Ufank bis bei d'Neiverwäertung vum Produit.

An och hei muss d'Verpackungsindustrie méi staark reguléiert ginn an déi grouss Handelsketten a Supermarchéen derzou verflicht ginn, all d'Iesswueren, bei deenen et méiglech ass, eenzel auszeleeën.

Lokal Produktiouns- a Konsumkreesleef muss ee stäerken. Op lokalem oder regionalem Niveau sinn d'Weeër tëschent Produzent a Konsument méi kleng.

Et kann een, wéi gesot, eben eng ganz Partie méi kleng Mesuren ergräifen, an et sinn der och vill haut de Mëtteg ernimmt ginn. Et muss een natierlech och méi grouss politesch Decisiounen huelen, well ouni déi wäerte mer awer trotzdeem net vum Fleck kommen. An dat huet ebe mat eiser Aart a Weis ze dinn, wéi mer produzéieren, an och, wie wat produzéiert.

Ech mengen, mir kënnen eis net dorobber beschränken. Et ass hei och net esou oft gesot ginn, datt een ëmmer permanent all Eenzelne soll responsabiliséieren. Firwat net? Jiddweree soll kucken, wat e ka maachen. Mä schlussendlech si mer eis jo all bewosst, datt mer an enger Gesellschaft liewen, wou all Eenzelne relativ wéineg Zäit huet. An do stellt sech ebe wierklech d'Fro vun der Produktiounsaart a -weis, wie produzéiert a wéi produzéiert gëtt, dat heescht, wéi geschafft gëtt.

An ech mengen, déi ganz Debatt kann een net, an dat gouf och ënnerstrach, wéi mer deen Hearing haten no der Petitioun, vun der Ëmverdeelung vun der Aarbechtszäit ofkoppelen. Well et ass schéin a gutt ze soen, et muss ee responsabel akafe goen an esou weider, mä an der Realitéit wësse mer jo, wa mer minimum aacht Stonne schaffen, a mir wëssen, datt dat oft heiansdo e bësse méi ass, a wa mer eis mussen hin- an hiertransportéieren, da gi schonn zéng Stonnen drop. Wann een och nach Kanner huet, wann ee sech ëm vill Saache muss bekëmmeren am Stot, dann huet een net méi esou vill Aarbecht (veuillez lire : Zäit).

Also, méi Fräizäit wäert och derzou bäidroen, datt een zum Beispill kann drop verzichten, an e Supermarché ze goen an datt een zum Beispill och kleng Produzente ka favoriséieren. Ech mengen, dat ass eng grouss ekonomesch Debatt an eng sozial Debatt, déi mer och musse féieren am Kontext vun den ekologesche Froen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och Iech. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Goergen. Den Här Goergen huet d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Reduzéierung an d'Gestioun vum Offall ass eis grouss Erausfuerderung, net fir iwwermuer oder muer, mä fir haut. Offall vermeiden ass net bequem, mä mat Aarbecht an Zäitopwand am Alldag verbonnen. Oft ass et „aus den Augen, aus dem Sinn", et mécht ee sech keng Gedanken, wou iwwerhaapt dee ganzen Dreck higeet.

Oft lant den Dreck am Mier oder am Buedem an doduerch och an eise Liewensmëttel, der ganzer Natur. Dat ass falsch a muss gestoppt ginn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Sechs Joer déi gréng an der Regierung an trotzdeem ass de Bilan nach net gutt genuch. Ze laang gouf gewaart, ze wéineg gemaach. Wären déi gréng erfollegräich gewiescht an hirer Politik, bräichte mir haut net iwwert dëst Thema ze schwätzen, et wär freides keng Demo an et wären och net esou vill Petitiounen.

Well dass déi sechs vergaange Joren net genuch Opweises war, dat mierkt een dodrun, wéi massiv d'Schüler freides géint d'Politik vun dëser Regierung, a soumat der grénger Partei, streiken. Eng Datz fir dës Regierung!

Mir Piraten brénge Proposen, wéi d'Situatioun an eisen Ae wäert besser ginn, vläicht och, well mir méi fräi sinn an eis net musse vum Commerce ausbremse loossen, wéi et an der Regierung wuel de Fall ass mam Koalitiounspartner, der DP.

Fänke mir mat enger banaler Léisung un: eng gréng Dreckskëscht an all Haushalt, zumindest et méiglech maachen. Nach haut, trotz sechs Joer déi gréng an der Regierung, ass net an all Gemeng hei am Land eng gréng Poubelle ze kréien, deen einfachsten an éischte Schrëtt, fir den Dreck ze trennen, ganz intelligent.

Dofir deposéiere mir haut eis Motioun, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, dass ab dem 1. Januar 2020 an all Gemeng, fir all Wunneng am Land, och eng gréng Dreckskëscht ze kréien ass.

Wannechgelift!

Motion 5

D'Deputéiertechamber invitéiert,

- virum Hannergrond vun den Artikelen 20, 25, 47 an 54 vum Gesetz vum 21. Mäerz 2012 relative aux déchets;

- virum Hannergrond vum Compte rendu vum Workshop vum thematesche Atelier iwwer Biomüll an d'Verschwendung vun de Liewensmëttelen, deen den 8. Januar 2018 an de Lokaler vun der Administration de l'environnement stattfonnt huet;

- virum Hannergrond vum Rapport d'activité vun 2018 vum Département de l'environnement vum Ministère du Développement durable et des Infrastructures a spezifesch virum Punkt 5. 10. 1. vum genannte Rapport: Gestion des déchets et des ressources;

- besuergt, dass nach ee groussen Deel vum Biomüll am normalen Haushaltsoffall lant, well - wéi aus dem Rapport d'activité vun 2018 ervirgeet - nach net all Gemeng zu Lëtzebuerg eng separat Trennung vun organeschem Offall mécht, soudass vill Gemengen de Plan national de gestion des déchets et des ressources (PNGDR) vun der Regierung aktuell net ënnerstëtzen;

d'Regierung,

- esou séier wéi méiglech déi néideg Dispositiounen ze treffen, fir d'Gemengen unzereegen, alleguerten de Menagen an de Betriber, déi Biomüll hierstellen, eng gratis „gréng Dreckskëscht" fir de Biomüll bis den 1. Januar 2020 ze proposéieren, fir dass si hirer Verflichtung nokommen, sech un d'Gesetz vum 21. Mäerz 2012, wat dem Artikel 54 vum genannte Gesetz entspriechend schonns den 21. Mäerz 2014 hätt sollen ëmgesat sinn, ze halen a fir dass si eng korrekt Gestioun vum Biomüll garantéieren an d'Kreeslafwirtschaft ukuerbelen.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- A kommt eis elo net mat der Ausried vun der Gemengenautonomie, wat Är Ausried war, wéi mir an der Kommissioun dës Propos opgeworf hunn! Bei esou enger graver Situatioun dierf ee sech net hanner esou enger bëlleger Ausried verstoppen.

Wa mir da bei de Poubellen an dem Vermeide vum Dreck sinn: Mir Piraten sti fir de Prinzip, dass net de Besëtz vun der Poubelle däerf kaschten, mä nëmmen d'Eraussetzen. Et ass lächerlech, wann een zum Beispill 45 Euro fix bezuele muss a pro Eraussetzen nëmmen zwee Euro. Da passt dach kee wierklech op op de Recycling oder d'Dreckvermeidung.

Mir fuerdere gratis Poubellen, an nëmmen d'Eraussetzen an - wéisou net? - op de Kilo gerechent soll kaschten. All Gemeng soll eng einfach Méiglechkeet ubidde vu verschiddene Poubellen, fir dass all Haushalt säin Offall sortéieren a recycléiere kann.

Fir dass keng Liewensmëttel méi verschwent an ewechgehäit ginn - bis zu 40 % sinn et -, schloe mir eng Steier fir Supermarchéé vir, sollten d'Liewensmëttel ewechgehäit ginn. A fir en Auswee ze proposéieren, kann all Supermarché seng Liewensmëttel u Veräiner, och iwwert d'Grenzen eraus, spenden, déi se u bedürfteg Leit ausdeelen. Dann entfalen och d'Steieren op esou engem Offall. Kee Liewensmëttel soll ewechgehäit ginn, scho guer net, wann dofir hu misse Liewewiese stierwen.

Dat ass iwwregens och de Problem an de Maison-relaisen a Crèchen hei am Land. Kuckt emol d'Quantitéit vun Iessen, wat ewechgehäit gëtt: gigantesch! A kee paakt et un, zënter Joren net.

Fir d'Verpackunge fuerdere mir nei Gesetzer, wat d'Vermeidung vu Plastik ubelaangt. Et soll méiglech sinn, seng Verpackung selwer mat an de Buttek ze bréngen an un der Téik zerwéiert ze ginn. Esou kann ee ganz vill Offall vermeiden. Supermarchéen, awer och aner Butteker, wéi Handwierksbetriber, Informatiker, sollen den Dreck vu Verpackunge vermeiden.

Seefe kann een och ouni Plastik kafen, dat spuert engem de Mikroplastik, deen ee sech op de Kierper seeft, einfach d'Seef am Stéck, ganz ouni Verpackung. Onlineshoppe sollen eng fest Box versenden, déi e puermol ze benotzen ass, déi de Client bei der nächster Bestellung einfach mat zréck ka ginn. Esou wäert de risege Bierg un Offall bei Onlinebestellunge verschwannen.

Genausou schlëmm sinn déi ganz Liwwerservice-Verpackunge vun de Restauranten. Et ass eng Schan, wat do un Dreck mat an d'Haus kënnt bei enger Bestellung! Och hei muss een eenheetlecht Verpackungsmaterial kommen, wou een dës Verpackunge méi oft benotze kann.

Zousätzlech soll et méi einfach ginn, direkt op de Bauerenhäff kënne seng Wueren ze verkafen, déi ee selwer ugebaut huet, dat duerch nei intelligent Steierreduktiounen an Hëllefen, äänlech wéi bei Start-uppen.

Eis Schüler wëlle vun Ufank un d'Ëmwelt schounen duerch manner Offall. Ma da kommt, mir ginn an de Schoule mam gudde Beispill vir! Eis jonk Piraten haten do eng super Iddi: plastiksfräi Schoulen ab dem 1. September 2019, also direkt no der Vakanz. Dat misst dach einfach méiglech sinn, wann engem d'Ëmwelt wierklech um Häerz läit.

Mir Piraten sinn der Meenung, dass d'Ëmweltpolitik och de Grondstee vun eiser Aussepolitik soll sinn. Bei all Kontakt a Besuch soll gepréift ginn, ob eis Partnerlänner, do, wou mir an der Welt nei Kontrakter ofschléissen oder Geschäftsbezéiungen ënnerhalen, och bei der Ëmwelt déi néideg Schrëtt ënnerhuelen, fir dës ze schützen. Et kann net sinn, dass fir de Profitt eis Ëmwelt geopfert gëtt, net an der EU an och net weltwäit.

Dat nächst Europaparlament soll sech zur Prioritéit maachen, dee ganzen Dreck aus eise Mierer, och iwwert d'EU-Grenzen eraus an internationale Gewässer, direkt erëm anzesammelen. Et kann net sinn, dass mir do éiweg op aner Länner waarden a vill ze inaktiv sinn an der EU.

Dir mierkt, mir hunn als Piraten konkret Léisungen. Mir kéinten elo nach eng Villzuel opzielen. Wéi ee Produkt elo wierklech Zero Waste ass, gëtt net gepréift. Dofir fuerdere mir an eiser zweeter Motioun, dass de gesetzleche Kader geschaaft gëtt, wéini e Produkt Zero Waste ass. Et däerf keen, dee leider keen esou e grousst Akommes huet, benodeelegt ginn, wann et ëm ëmweltbewosst Liewe geet. Dofir stinn d'Piraten: Ëmweltbewosst Liewen däerf kee Luxus sinn.

Mir wënschen der Regierung endlech de richtege Courage, wierklech eppes veränneren ze wëllen, sech wierklech fir eng Offallreduktioun anzesetzen. An denkt drun, Ären nächste Cocktail ouni plastiks Stréihallem ze drénken, och virun 2021!

Merci.

Motion 6

D'Deputéiertechamber,

- virum Hannergrond, dass de Begréff „Zero Waste" am Commerce als publizitäert Mëttel agesat gëtt, fir de Produkter marketingtechnesch eng Plus-value ze verschafen;

- am Wëssen, dass de Begréff „Zero Waste" un a fir sech net u gesetzlech Kritäre gebonnen ass an esou enger breeder Notzung vun Definitiounen ausgesat ass;

- bedauert, dass d'Feele vun engem kloren, gesetzlech festgeluechte Kritärekatalog fir den Term „Zero Waste" eng Villzuel un Uwendungsméiglechkeeten am Marketing zouléisst, woubäi de Konsument net op d'Wouerhaftegkeet vum Begréff setze kann;

- bedauert iwwerdeems, dass de Begréff „Zero Waste" keng Aussokraaft iwwert d'Notzung vu Ressourcen huet;

- iwwerzeegt dovunner, dass den Ëmgang vun eisen natierleche Ressourcë muss verbessert ginn;

- gläichzäiteg iwwerzeegt dovunner, dass d'Kennzeechnung vu Produiten duerch kloer Begréffer d'Transparenz vis-à-vis vum Konsument erhéije soll;

- erënnert un d'EU-Veruerdnung 834/2007 iwwert d'Produktioun an d'Kennzeechnung vun ekologeschen a biologesche Produiten;

rifft d'Regierung op,

- ee Kritärekatalog fir de Phenomeen „Zero Waste" opzestellen an d'Konditioune fir d'Kennzeechnung vu Produkter mam Begréff „Zero Waste" gesetzlech ze encadréieren.

(s.) Marc Goergen.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Ëmweltministesch Madamm Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, léif Petitionären, léif alleguerten. Éischtens emol wëll ech Iech e grousse Merci soen, dass mer net nëmmen deen Debat haut haten iwwert dat ganz wichtegt Thema, wéi mer a Richtung Null-Offall-Gesellschaft kommen, mä virun allem och, dass dësen Debat, am Géigendeel zu deem virdrun, ganz onpole-

mesch an a grousser Eenheet gefouert gouf, well nëmmen esou komme mer weider.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).-* Très bien !

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.-* À ce stade ass et esou: Aart fir Aart, Grad fir Grad méi stierft eis Welt. An dat ass deen enorme Ressourcëverbrauch, deen ausmécht, dass immens vill Biodiversitéit verschwënnt. An do si mer eis heibannen eens, dass mer wëllen zesummen handelen. An dat freet mech dës Kéier.

Eise Liewensstil iwwerdenken, jo, total veränneren. E systemesche Wandel, Richtung vun enger linearer Wirtschaft an eng Kreeslafwirtschaft: Genee dat ass et, wat mer brauchen. An dofir hu mer d'Chamber ganz am Ufank vun eisem Optakt mat u Bord. An dat freet mech ganz vill.

Wat si mer grad amgaangen ze maachen? Gëschter hat ech d'Freed, deen alleréischten Null-Offall-Workshop opmaachen ze dierfen, wou mer d'Leit mathuelen op de Wee, eis Strategie ze erschaffen, well d'Politik, jo, muss och nolauschteren.

Mä, Här Galles, ech wéilt awer och soen: Mir mussen och eis Hausaufgabe maachen. An dat hu mer gemaach, an dofir d'Pressekonferenz virun eisem Workshop, an där mer emol opgezielt hunn, wat schonn alles do ass. Also eng Fuerderung, déi Dir hat, déi mir also schonn an der Pressekonferenz viru leschter Woch wouergemaach hunn, wou mer a sech iwwert d'Ecobox geschwat hunn, an dee flotte Succès, deen eis Mataarbechter erreecht hunn, well se och elo mëttlerweil e Präis krut iwwert d'Ecobox, déi ewell an iwwer 100 Betriber a 37 Kantinnen ass, a wou mer ëmmer méi Interêt fannen.

An all Kéiers, wa mer an d'Schoule ginn, de Romain Schneider, den Här Meisch an ech, do kréie mer vun de Schüler gesot: „Mir wëllen och esou eppes." Mir wëllen an eng Richtung goe vu keng Liewensmëttel méi verschwenden, vun no an no alles, wat mer nëmmen eemol benotzen, aus eisem Circuit erauskréien. An et ass genau dat Fortkomme vun der Wegwerfgesellschaft, wat eis hei an dësem Mëtteg vereent.

Jo, et ass eng Course op déi bescht Iddien, wou der haut scho vill gemaach goufen. „Choose to refuse!", dat hunn ënner eisem Impuls zesumme mat IMS schonn iwwer 50 Betriber, an et sinn net där klengster, hei zu Lëtzebuerg gemaach. Reparéieren amplaz ewechgeheien, dat mécht haut dagdeeglech zu Esch schonn e BENU, wou Kleeder upgecycelt ginn, wou flott nei Saachen entstinn an doduerch Gemeinschaft entsteet, well och nei Aarbechtsplazen entstinn.

Jo, all déi Projete musse mer weiderentwéckelen. An dofir hu mer och e bëssen erzielt, wou mer dru sinn. Mir brauchen natierlech och Mehrfach-Use-Becheren. Mir brauchen eng Weiderentwécklung vun enger Ecobox, fir dass een och am Frëscherayon an engem Supermarché net nach hautdesdaags Plastik kritt, deen een nëmmen eemol benotzt, ganz kloer.

An dofir ass et eis wichteg, mat de Leit ze debattéieren, mat der Chamber um nationalen Niveau, mat de Gemengen am Kader vun dësem Joer, a Workshoppe mat den Entreprisen an och mat de Bierger. Well mir brauchen all Levele vun Engagement, wa mer wierklech wëlle fortkomme vun eiser Wegwerfgesellschaft.

A ganz kloer: Mir brauchen de Kader! Mir brauchen eng gutt Legislatioun. An dofir wäert eng Diskussioun ze féiere sinn, wou ech haut d'Messagë mat Freed opgeschriwwen hunn, och vum Här Fayot zum Beispill, dee seet: „Mir mussen iwwer eis Direktiven erausgoen." Mir musse kucken, wou déi besonnesch schwiereg toxesch Materialie sinn an déi reduzéieren. Mir mussen d'Produzenten an d'Verantwortung huelen. D'Obsoleszenz ass en Thema. A wéi wäit gi mer bei de Pfandsystemer?

Dat sinn demokratesch Entscheedungen, wou mer den nationale Kader uerdentlech setze mussen a wou mer, jo, an deene vergaangene Joren an Europa oft emol méi Ambitioun gefuerdert hunn. Maja, da kommt, mir hunn zesummen an dësem Haus de Mutt, dat och ze maachen! Un eis soll et net scheiteren.

Zweetens: eng Strategie. Well nieft der Legislatioun mussen d'Ziler, déi ee sech kloer setzt, vu Reduktioun, vu Fortkommen, natierlech mat Liewe gefëllt ginn, wou d'Leit engem soen: „Majo, wéi gestalte mer dee Wee? Wat sinn déi eenzel Schrëtt an d'Mesuren?"

An drëttens, an dat maache mer och an deene Workshoppen: Mir maachen de Lien mam Klimapakt. Well virun zwee Joer hu mer d'Économie circulaire als ee vun de wichtege Piliere fir Klimaschutz an de Klimapakt integréiert. D'Gemenge maachen haut wonnerbar vill Mesuren an déi Richtung.

An dofir hu mer eis geduecht: Ma, wa mer elo déi Workshoppe maachen, da wäert d'Zell, also d'Transitiounsbewegung, déi de Partner an eise Workshoppen ass, eis dee Lien maachen, an direkt déi konkret Projeten, déi elo an der Kreativitéit vum Moment vun deene Workshoppen erauskommen, d'Leit mat de Gemengen a Verbindung kënne setzen, iwwert d'Zell, déi haut scho mat alle Gemenge schafft am Kader vum Klimapakt.

Esou hu mir dat geplangt ze maachen. An ech mengen, dass dat am Sënn - an et sinn der vill, déi hei nicken - vun eis alleguerten, jo, vu Lëtzebuerg ass, fir dass mer dat heiten uerdentlech uginn, dass mer eng holistesch Approche hunn, de Lien maache vu Klimaschutz, Ressourcëschutz, sozialem Engagement, den Nohaltegkeetsziler - et sinn esou muncher heibannen, déi och d'Nohaltegkeetsziler ebe grad haut genannt hunn -, fir responsabel Entscheedungen ze treffen. Dass mer ebe kënne garantéieren ...

D'ailleurs, Här Galles, mir kënnen haut soen: „Et si keng Mikroplastike bei eis am Waasser." Dat Waasser, wann et aus de Quelle kënnt, dann ass et natierlech vum Sandsteen oder vun de Gestengsaarte gefiltert. Do si keng dran. Iwwerflächegewässer, wéi aus dem Stauséi: De SEBES huet performant Filteranlagen.

Mä d'Mikroplastike maache mer awer Suergen, well mir hate rezent eng Ëmwelt-ONG, déi eis ganz live gewisen huet, wivill Mikroplastike bei eis an der Musel schwammen. An dofir musse mer, an dat hu mer eis als Regierung virgeholl, iwwert d'Direktiven erausgoen an um nationale Plang Mikroplastike verbidden, an zwar och zum Beispill an den Hygiensproduiten! Well déi hunn do näischt ze sichen! An och net an eise Gewässer. An och net an den Déieren, déi da qualvoll verenden.

An, jo, Dir hutt mech gefrot: Wat kënnt nach dëst Joer? Nieft dem Gesetz, nieft der Strategie wëlle mer natierlech och eis Offallanalys an der zweeter Halschent vum Joer presentéieren, fir dat Ganzt och mat Fakten an Daten ze ënnerleeën.

Mir wëllen d'Veräiner mathuelen. Ech hunn eng Konventioun mam Ökozenter, wou mer ebe grad geziilt Green Events ... Dat si liicht kleng Gesten - den Här Gibéryen weess, vu wat ech schwätzen -, ganz vill liicht kleng Saachen, wou mer kënnen duerch e bësse Sensibiliséierung, duerch e bësse Formatioun, duerch e ganz bewosste Choix vill Leit mat op de Wee huelen, fir dass et net nëmme méi einfach ass, mä virun allem och méi flott ass, en Evenement ze huelen, wou s de mat rouegem Gewëssen herno heemgees.

D'ailleurs datselwecht gëllt fir d'Reduktioun vun de Liewensmëttel, wou mer eis a sech mat 50 % Reduktioun ... Well et ass eng Tragedie - an dofir hu mer eng École du goût an dofir hu mer d'„Natur genéissen"-Programmer mat de Gemengen -, datt esou vill Liewensmëttel ewechgehäit ginn, a 35 % vun deene Liewensmëttel, déi an der Poubelle sinn, nach iessbar wieren, nach agepaakt sinn, an den Datum just depasséiert ass bei 25 %, an 10 % souguer nach gutt wäre vum Datum.

Do musse mer fort, mä do musse mer och à l'origine upaken, d'Leit forméieren, „Natur genéissen", mat de Maison-relaisen, mat de Gemengen, mat de Schoulen erëm de Wäert vun de Liewensmëttel schafen, fir dass mer och do Win-win-Situatioune kréien tëschent de landwirtschaftleche Produzenten. An ech sinn dofir och frou, dass de Landwirtschaftsminister do ass, dass si dee Prozess mat begleeden.

Ech mengen, ech hunn de Mëtteg ganz vill Encourageantes hei héieren, ganz vill flott Iddien. An Dir kënnt dat och alleguer selwer, wann Der op eis Workshoppe kommt, déi si jo public, mat un d'Pinnwänn hänken. Mir si prett, well mir sinn drun interesséiert, dass Lëtzebuerg Pionéier bleift, Virreider.

An da kommen ech zum Schluss, ier ech kuerz op d'Motiounen aginn. De Bertrand Piccard, deen ech gär zitéieren, huet vu Pionéiergeescht geschwat. An en huet et esou gesot - an ech mengen, dat ass fir dëse Fall besonnesch wichteg -: „Pionéiergeescht ass oft manner nei Technologien an nei Saachen erfannen, mä eis vun ale falschen Dogmen a Gewunnechte léisen." Dat ass et, wat mer musse maachen! E systematesche Wandel.

Domat soen ech fir d'Éischt emol Merci, dass Der alleguerten déi Motioun, déi de François Benoy deposéiert huet, ënnerstëtzt.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).-* Très bien !

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.-* An da wollt ech nach ganz kuerz awer trotzdeem och äntwerten op déi Motiounen, déi do sinn, wann Der mer et erlaabt. Esou denken ech ... Zur Resolutioun, dat ass Chambersaach, wäert ech natierlech näischt soen.

Ech mengen, dass dat meescht vun der Motioun 2 eigentlech schonn an där grousser Motioun, wou ganz fuerchtbar vill Saachen drastinn, misst mat drastoen.

D'Motioun 3 gefält mer insgesamt ganz gutt. Dat muss ech lech soen. Ech hu just e klengen Hick, dat muss ech lech och soen, mat deene biodegradabelen Alternativen. Ech muss lech soen, ech gi gäre fort vun enger Wegwerfgesellschaft op reell Solutiounen. An eng Verwaltung huet eng Etüd gemaach vu biodegradabele Plastiken.

Do hu mer ee Problem, dass mer a sech haut keng uerdentlech Definitioun vu biodegradabele Plastiken an Europa hunn, dass mer doduerjer vill Mikroplastiken an eiser Ëmwelt bewaren. An dofir ass et esou, dass ech et schued fannen, wa mer d'Leit ze vill a Richtung Scheinléisungen oder biodegradabel Plastike géife bewegen, amplaz dass mer Solutioune géifen huelen, wou mer a Richtung null Offall géife goen an den Incentive op d'Mehrfachnotzung géife setzen.

A bei der Motioun 4, do kann ech just soen: Jo, dat gutt Instrument vum Klimapakt hu mer an deene leschte Jore vill weiderentwéckelt. Ech sinn amgaangen, un engem Klimapakt 2.0 ze schaffen. Elementer wéi Loftqualitéit, Kreeslafwirtschaft si jo haut schonn dran, och d'Nohaltegkeetsziler hu mer no an no an Elementer vum Klimapakt integréiert. Dat sinn also alles Saachen, déi och scho lafen. An d'Gemengepappen a -mammen hei, déi nicken, well déi wëssen, dass dat schonn deelweis leeft. A mir wäerten och d'Klimaadaptatioun an dee Klimapakt 2.0 mat erabréngen, well dat eis e ganz wichtege Schutzgedanken ass.

Dofir, mir sinn amgaangen, dat Instrument weiderzedrécken. Zu där Motioun kann ech just soen: Do leeft scho ganz, ganz villes. Et ass liicht superfetatoire, mä insgesamt hu mer recht: Mir sollten op allen Niveaue schaffen, fir zu engem Null-Offall-Lëtzebuerg ze kommen.

An domadder soen ech lech e grousse Merci.

Déi aner hunn ech elo just eréischt heihinner kritt. Dir verzeit mer, déi konnt ech elo nach net liesen. An domat soen ech der Chamber Merci, och fir dësen Debat, dee flotten Debat an déi breet Ënnerstëtzung.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Madamm Ministesch. Den Här Galles freet d'Wuert.

M. Paul Galles *(CSV).-* Merci, Här President. Et geet elo nach ëm dat, wat d'Madamm Ministesch gesot huet. Merci och villmools fir alles, wat Der erklärt hutt.

Et sinn nach e puer Saachen, wou ech mengen, dass een nach kéint e Wuert derzou verléieren. Ech hat nach gefrot mat der SuperDrecksKëscht fir Betriber. An ausser ech hätt et elo verpasst, mä, ech mengen, do hat Der näischt derzou gesot.

Well et jo awer trotzdeem eng Fro ass. Ech mengen, et si 5.000 Entreprisen, déi matmaachen. Dovunner hunn der 3.000 plus ou moins de Label. Wéi ass den Ënnerscheed ze erklären, dass der do derbäi sinn, déi kee Label hunn? An ech huelen awer un, dass et eng gutt Rei méi Entreprisë gëtt wéi déi 5.000. Dat ass natierlech och eng Fro.

An och nach dat mat Fit 4 Circularity. Dat ass jo awer e Programm gewiescht, dee lancéiert ginn ass. An ech hunn elo dovun näischt méi héieren. Dat ass och d'Fro fir mech dann nach: Wéi si mer mat deene Saachen ënnerwee?

An och eng Fro, déi ech awer ganz wichteg fannen an déi ech awer e puermol gestallt krut, dat ass déi: Wann ASBLe probéieren, Green Events ze organiséieren, féiert dat automatesch derzou, dass natierlech de Präis vun deem, wéi se sech mussen organiséieren, steigt. An dat iwwersteigt offensichtlech och méi kleng ASBLen. Ob et do eng Méiglechkeet gëtt, déi sech d'Regierung géif iwwerleeën, fir ebe genau déi ASBLen an deem dote Fall ze ënnerstëtzen, wou se bewosst an och noweisbar dann e Green Event géifen organiséieren.

Dat sinn emol déi Froen, op déi ech nach wollt zréckkommen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci, Här Galles. D'Ëmweltministesch, wannechgelift.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.-* Jo, Här Galles, verzeit mer, dass ech net schnell genuch opgeschriwwen hat.

Natierlech kann ech eppes zur SuperDrecksKëscht soen. Si ass näämlech e Virreidermodell a fonctionnéiert säit Jore wierklech a Richtung qualitativ gutt Berodung fir Betriber, Zesummenaarbecht mat der Ekonomie. An et ass duerchaus esou, dass mir frou sinn, wann d'Entreprisen déi Labelen dann och maachen, well dat dann och weist, dass si wierklech am Fong un enger gudder Gestioun schaffen, grad och vu schwierege Materialien.

A mir sinn natierlech permanent derbäi weiderzëentwéckelen, Produktpotenzialsschinne matzemaachen an nach méi Betriber ze bewegen, fir matzemaachen. Do schaffe mir ganz enk mat der SuperDrecksKëscht zesummen.

Déi Zuelen, déi Der nennt, si richteg. A mir wäerten natierlech weider dru schaffen, dass esou vill wéi méiglech Betriber matmaachen.

Fit 4 Circularity ass e Programm tëschent dem Ëmweltministère an dem Ekonomiesministère. Deemools op där Plattform hunn d'Statssekretäre Camille Gira zesumme mam Francine Closener ganz vill am Beräich Économie circulaire gemaach.

Och haut leeft déi Saach ganz gutt. Mir haten d'lescht Joer e Circular-Economy-Hotspot, mat ganz villen Entreprisë vun hei, awer eben och aus dem Ausland, déi kucke komm sinn. Well Lëtzebuerg gouf a sech mat Fit 4 Circularity vun der Europäescher Kommissioun gelueft.

A mir hunn am Kader vun eisem Benelux d'Économie circulaire och an deene leschte Joren ëmmer erëm als ee vun den neien, gudden a verspriechende Standbee gemaach. Dofir, mir schaffe weider. A rezent, ech war elo gëschter nach um Holzcluster-Forum, um Wood Cluster Forum, wat mat Luxinnovation zesumme gemaach gëtt, wou et eben och grad ëm Kreeslafwirtschaft am Beräich vun der Holzwirtschaft geet. Do gouf ebe grad och nach eng Kéier dee Fit 4 Circularity erwäänt.

Un all deene Saache gëtt no an no ëmmer erëm affinéiert geschafft vun de Mataarbechter. Mir bleiwen do drun, well mer duerchaus gesinn, dass, wa mer d'Leit mathuelen, d'Betriber mathuelen op de Wee a Richtung Kreeslafwirtschaft, do eng grouss Chance fir Lëtzebuerg, wat jo e ressourcenaarmt Land ass, besteet. A vun dohier ass déi Zesummenaarbecht eigentlech bis ewell ëmmer eng ganz gutt gewiescht. A mir hoffen natierlech, dass dat an déi Richtung weidergeet.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci, Madamm ...

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.-* A Green Events, ier ech dat elo vergiessen. Ech hu mer et opgeschriwwen. Genau!

Mir hunn am Moment eng Konventioun mam Ökozenter, ech hat dat elo erwäänt, wou mer geziilt versichen, zum Beispill wa Jonker en Evenement maachen, ASBLen ... Mir hunn och Festivalen, déi net nëmme wëlle Richtung Offallreduktioun goen, mä déi och wierklech massiv Alternative wëllen. An eise Partner, mat deem mer eng Konventioun hunn, den Ökozenter, huet zesumme mat der SuperDrecksKëscht an der Vergaangenheet schonn éischt Eventer suivéiert. A si wäerten och dëst Joer mat där Aarbecht weiderfueren, geziilt ze begleeden am Beräich Berodung, Fester och mat ze ënnerstëtzen.

A wa mir da gesinn ... Wéi bei der Wanderfederatioun, déi hu mer ëmmer ënnerstëtzt, wéi se virun engem Joer hir Einwegbecheren ersat hunn, esou wäerte mer och punktuell kënnen ënnerstëtzen, wa Veräiner op dee Wee ginn. Ech soen awer elo net, dass dat generell esou ass. Wa mer eppes besonnesch Neies fannen, da kënne mer dat ganz gäre punktuell ënnerstëtzen. Mä fir jiddweree gëllt awer déi Berodung, déi mer wëllen hunn, am Kader mat der SuperDrecksKëscht a mam Ökozenter iwwer Green Events.

An da wëll ech awer och net vergiessen ze soen, dass et och e Green MICE gëtt. Dat maache mer zesumme mam Lex Delles, also mam Tourismusministère, fir geziilt och Lëtzebuerg als Standuert ze promouvéiere fir gréng Kongresser, déi dann ebe méi nohalteg kënnen ofgehale ginn. Ech mengen, dass dat ganz gutt an d'Promotioun vu Lëtzebuerg passt, och an d'Promotioun zum Beispill, wa mer Naturparken hunn, dass een do och gréng Kongresser kann an deene Centrë maachen. Ech fannen, dat ass eng flott Iddi.

An do si mer amgaangen, mat deenen eenzelnen Akteuren ze schaffen. Dat Ganzt natierlech ëmmer an Zesummenaarbecht a ganz villem Engagement vun deenejéinegen, déi déi Projete leeden.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Madamm Ministesch.

Si keng weider Wuertmeldunge méi do? Dann ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kënnen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Motioune respektiv d'Resolutioun, déi zu dëser Orientéierungsdebatt deponéiert goufen, kommen.

Motion 1

Fir d'Éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här François Benoy deposéiert gouf. Ech hat do eng breet ...

Plusieurs voix.- Handophiewen.

Vote sur la motion 1

M. Fernand Etgen, *Président*.- Kënne mer do duerch Handophiewen ofstëmmen, ...

(Assentiment)

... well ech eng breet Zoustëmmung festgestallt hat?

Domadder ass dës Motioun unanime ugeholl.

Motions 2, 3 et 4

Da komme mer zur Motioun Nummer 2, déi vum Här Galles deposéiert ginn ass. Den Här Galles huet d'Wuert.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Wann Der erlaabt, Här President, da soen ech direkt eppes zu all deene verschiddenen ... Dat ass ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Kee Problem.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Okay.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da komme mer och méi séier virun.

(Hilarité)

Vläicht.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Bei der Motioun Nummer 2 kann ee sech also d'Fro stellen: Ass dat net an der Motioun Nummer 1 schonn dran?

Une voix.- Jo.

M. Paul Galles *(CSV)*.- A bei der Motioun Nummer 2 gi mir awer e Schrëtt méi wäit, dat ass eis Meenung, näämlech dass mer soen, mir géifen dat wierklech net nëmmen elo bezéien op eng Paperless Administration. Mir wëlle wierklech eng Strategie ausschaffen. A Strategie heescht fir eis, e strategesche Screening maache vun all deem, wat an den Administratiounen an an de staatlechen Administratioune leeft. E Screening.

Eng Strategie ausschaffen heescht dann och, dat op Mesuren iwwerdroen, fir dass et net herno bei ganz klengen Events bleift, oder bei ganz klenge Mesuren, déi iergendwéi dann zwar gutt ausgesinn, mä net strategesch duerchgezu ginn.

Dofir si mir der Meenung, dass dës Motioun méi wäit geet wéi d'Nummer 1, déi mer jo och ganz gäre matgedroen hunn, a wëllen dofir och dës Motioun Nummer 2 oprechterhalen an och nach eng Kéier extra betounen, dass se anescht ass.

Ech erlabe mer dann och eppes zur Motioun Nummer 3 ze soen. D'Motioun Nummer 3 freet jo d'Regierung, fir op europäeschem Niveau ze intervenéiere bei engem Problem, dee mer jo awer alleguerte gesinn, an zwar, dass opgrond vu Bestëmmungen, besonnesch am hygienesche Beräich, et ëmmer erëm derzou féiert, dass immens vill Plastik agesat gëtt.

Dat versteet sech jo, mä trotzdeem, mengen ech, wa mer elo am Zero-Waste-Debat sinn a mir wëllen dat seriö huelen, da muss et kënne méiglech sinn, dass eis Regierung op europäeschem Niveau verlaangt, dass et op de Minimum reduzéiert gëtt.

An ech géif dann och d'Kolleege vun den anere Parteie bieden, sech net drun ze stoussen, wann do steet „alternatives biodégradables". Dir hutt et grad gesot, Madamm Ministesch. Ech géif dat net als Grond huelen, fir ze soen, dass mer eis hei net op europäeschem Niveau derfir asetzen, dass et bis op e Minimum reduzéiert gëtt. Dat soll wierklech den Duktus vun dëser Motioun sinn an och bleiwen.

(Interruptions)

Une voix.- Mir kënnen dee leschten Deel sträichen.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Dat kënne mer ganz gäre maachen. Jo, do si mer d'accord. Jo.

Ech géif dann nach zur Motioun Nummer 4 eppes soen. Jo, wann dat elo am ...

(Interruption)

Genau. Also, de Klimapakt, d'Evaluatioun vum Klimapakt. Mir schwätzen net vun enger genereller Evaluatioun vum gesamte Klimapakt, dee jo dann iergendwéi zu engem Klimapakt 2.0 soll féieren, mä mir schwätzen dervun, wa mer déi Zero-Waste-Strategie seriö maachen - dat ass awer elo en neie Moment an där ganzer Diskussioun, et ass eng nei Vue, fir dat Ganzt ze kucken -, da soe mer: Et geet drëms, de Klimapakt genau ënnert deem Gesiichtspunkt selwer ze evaluéieren. Net, ob en esou geklappt huet, wéi en eigentlech vun Ufank un opgestallt war, mä ënnert deem dote Gesiichtspunkt nach eng Kéier méi kritesch ze hannerfroen, ob ënner Zero-Waste-Gesiichtspunkten de Klimapakt wierklech dat och brëngt, wat en eigentlech brëngt ... oder soll brëngen. Voilà.

Dat heescht net eng a sech geschlossen Evaluatioun vun deem, wat deemools virgesi war, mä ënner engem neie Gesiichtspunkt méi wäit goen. Mir verlaange vum Klimapakt, dass en dem Zero-Waste-Gedanke gerecht gëtt.

Elo ass meng Fro, ob ech direkt eppes soll zur Resolutioun soen oder ob ech dat soll herno maachen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Duerno.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Et ass gutt. Merci, Här President.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Madamm Ministesch huet d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*.- Ma ech wollt just och nach eng Kéier, fir sécher ze sinn ... Ech hu fonnt, dass se sympathesch ass, well ee vun de grousse Problemer ass wierklech, dass mer toxesch Materialien dran hunn, dass mer vill verschidde Plastiken hunn. Wa mer dat also op e Minimum reduzéieren, dat ass wierklech gutt.

An dofir fannen ech schonn, dass, wann Der den Hallefsaz géift eraushuelen zu de biodegradabele Saachen, dat total en ligne ass mat deem, wat mir elo an deene leschte Joren och permanent versicht hunn, um europäesche Plang ze maachen. Dofir géif ech et dee Moment och begréissen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Sinn nach weider Wuertmeldungen zu de Motiounen do?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da kënne mer iwwert d'Motioun Nummer 2 ofstëmmen.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 29 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Octavie Modert), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Mars Di Bartolomeo), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Duerno kéime mer dann zum Vott vun der Motioun Nummer 3, mat der Modifikatioun, datt mer géifen den Zousaz vun „alternatives biodégradables" sträichen.

Motion 3 modifiée

La Chambre des Députés,

- constatant que les emballages sont devenus incontournables dans notre société ;

- constatant que beaucoup d'emballages sont utilisés pour des raisons d'hygiène ou de transport respectivement de logistique voire de sécurité des produits ;

- constatant que l'opinion publique est de plus en plus sensible à la question de l'utilité ou plutôt de l'inutilité de certains emballages se demandant de plus en plus souvent si certains produits ne sont pas emballés de manière trop excessive ou inutile ;

- estimant que les grandes surfaces jouent un rôle crucial dans la réduction des emballages ;

- saluant les initiatives telles que les rayons de grandes surfaces sans plastique ;

- soulignant le caractère néfaste voire polluant ou toxique de nombreux emballages tant pour l'environnement et le climat que pour l'homme et les animaux terrestres et aquatiques ;

- constatant cependant encore que les emballages sont soumis à des réglementations strictes et doivent respecter des normes européennes complexes ;

- considérant qu'il est nécessaire si on souhaite supprimer les emballages inutiles voire particulièrement néfastes de revoir le cadre réglementaire afin d'en limiter la complexité ;

- rappelant la stratégie européenne sur les matières plastiques dans une économie circulaire qui prévoit entre autres que tous les emballages en plastique sur le marché de l'UE seront recyclables d'ici 2030 et que la consommation de plastiques à usage unique sera réduite ;

invite le Gouvernement

- à intervenir au niveau européen afin de revoir les exigences et normes européennes relatives aux emballages dans le but de les rendre moins complexes, de réduire le nombre d'emballages nécessaires au strict minimum, de supprimer les emballages les plus polluants.

(s.) Paul Galles, Emile Eicher, Martine Hansen, Gilles Roth, Marco Schank.

Vote sur la motion 3 modifiée

Kënne mer iwwert déi Motioun duerch Handophiewen ofstëmmen, well ech do eng breet Zoustëmmung verspieren?

(Assentiment)

Dat ass de Fall.

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Ech gesinn, d'Contre-épreuve ass och ginn.

Da kënne mer zur Motioun Nummer 4 iwwert de Klimapakt kommen. Ech mengen, do ass de Vote électronique gefrot.

Vote sur la motion 4

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Och dës Motioun ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Octavie Modert), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Marco Schank), Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Résolution 1

Da kënne mer zur Resolutioun kommen. Ass eng Wuertmeldung zur Resolutioun do? Den Här Benoy, wannechgelift. Neen, den Här Galles fir d'Éischt, deen ass Auteur.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci, Här President. Et ass eng Resolutioun, wou mer mengen, dass et wichteg ass, dass mer bei eis selwer ufänken. Dat kann e puer Saache bedeiten, well elo just wéi ech nach dobausse war, krut ech och vun engem Kolleeg vun enger anerer Partei aus der Majoritéit gesot: „Majo, eigentlech häss de déi dote Resolutioun nach missen, jo, digital eraginn an net um Pabeier."

An do si mer scho bei engem Thema, wat hei an der Chamber eng Roll spillt. Mir sinn awer nach ganz vill mat Pabeier gehäit hei an der Chamber. Dat versteet ee jo vum momentane Prinzip hier. An trotzdeem sinn ech der Meenung, dass een dat awer eng Kéier kéint iwwerdenken. An dann zum Beispill och, dass mer einfach esou Motiounen a Resolutiounen, déi mer ofginn, kéinten einfach emol gescanned kréien an da geschéckt géife kréien.

(Interruption par M. Roy Reding)

Déi aner Saach, do, wou ech mech vläicht net esou beléift maachen, ...

(Interruption)

... dat ass: Dat, wat mir um Ravitaillementsdësch bei der Chamber am allerbeschte schmaacht, dat sinn déi schéi gutt Kichelcher mat Schockela. Déi sinn awer leider alleguerten zwee an zwee am Plastik agepaakt. An dat, fannen ech, ass iwwerholl. Dofir ass et fir mech eng wichteg Saach, dass mer hei bei eis selwer ufänken an eis soen: Kommt, mer sichen och an deem dote Punkt no enger Alternativ! Well dat ass näämlech e Punkt, wou mer kéinte bei eis selwer ufänken.

(Brouhaha général)

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Galles. Den Här Benoy hat d'Wuert gefrot.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dir sollt manner Kichelcher iessen!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Benoy huet d'Wuert.

(Brouhaha)

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Wéi mer ...

(Brouhaha et interruptions par M. Mars Di Bartolomeo et Mme Josée Lorsché)

Wéi mer den Débat public haten a wéi mer och d'Commission jointe duerno haten, du war eng vun de Konklusiounen, déi mer festgehalen haten, eben och fir Motioun/Resolutioun. Dat heescht, ech wollt am Fong dem Paul Galles Merci soen, dass en déi Resolutioun hei elo proposéiert huet. Dat ass am Fong och an der Linn mat deem, wat mer an der Commission jointe festgehalen hunn.

Dat, wat och hei proposéiert gëtt, ass och dat, wat mir eigentlech d'Regierung invitéieren ze maachen, wat déi aner Verwaltungen ugeet. An där Logik géif ech mengen, dass mer effektiv als Chamber och eis Verantwortung sollen iwwerhuelen. An ech proposéieren dofir a géif appeléieren, dass mer déi Resolutioun géifen unhuelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Benoy.

Kënne mer dann iwwert déi Resolutioun duerch Handophiewen ofstëmmen?

Wien ass fir déi Resolutioun?

(Interruption par M. Roy Reding)

Oh!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Här President, entschëllegt, ech wollt ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Reding huet d'Wuert dozou gefrot.

M. Roy Reding *(ADR)*.- ... nach eppes soen. Bei alle gudde Virsätz, déi mer eis hei huelen: Ech fäerte just, datt dat doten derzou féiert, datt mer dann dat gescanntent Dokument erausprinten ...

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Jo.

M. Roy Reding *(ADR)*.- ... an domadder wahrscheinlech, wa mer de Bilan maache vun den negative Konsequenzen, ...

(Hilarité)

... et schlëmmer ass, wéi wa mer et esou ausgedeelt kréien, wéi mer et elo kréien.

Ech perséinlech muss Saache kënnen op Pabeier liesen, fir kënnen drop ze schaffen. Dat ass esou. A wann ech se net méi op Pabeier kréien, da printen ech se eraus. An ech froe mech, ob dat wierklech am Sënn vun deem ass, wat de Kolleeg Galles bei allem gudde Wëlle wollt soen.

Fir de Rescht sinn ech selbstverständlech derfir, datt mer d'Schockelaskichelcher an Zukunft net méi a Plastikspäck kréien.

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Mä mir kréien der awer.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Déi preliminär Fro: Musse mer de Vote électronique huelen?

(Assentiment)

De Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la résolution 1

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Resolutioun ass mat 55 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la résolution 1 est adoptée par 56 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Marco Schank), Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Mars Di Bartolomeo), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen et Gast Gibéryen.

Motions 5 et 6

Da kéime mer zur Motioun Nummer 5, déi vun de Piraten deposéiert ginn ass. Gëtt et do eng Wuertmeldung? Den Här Goergen, wannechgelift.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Zur éischter Motioun ... Ech maachen och déi zwou zesummen. Zur 5: Et ass esou, dass mir gären hätten, dass ee säin Dreck landeswäit kann trennen. An eng gréng Dreckskëscht soll iwwerall disponibel sinn. D'Gemengen haten elo laang Zäit, fir dass déi och iwwerall sollt sinn. Dat ass net de Fall. Duerfir fuerdere mir d'Regierung op, do eng Moossnam ze huelen, dass dat zäitno geschitt.

An dann déi 2., dat ass: Mir schwätzen déi ganzen Zäit vu Zero Waste. Et maache sech och ganz vill Butteker op, et komme Produiten op de Marché. Et weess awer elo keen - e banaalt Beispill -, wéi deen Apel, deen een herno dohinnerleet, dohinnerkomm ass. Hat deen do scho Verpackungen? Hat dee soss eppes?

Duerfir fuerdere mer d'Regierung op, fir do e kloere gesetzleche Kader ze schafe fir dee Label „Zero Waste" vun all deene Butteker, déi elo entstinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. Den Här Benoy, wannechgelift.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Merci, Här President. Zur Motioun 5 wëll ech just soen, dass mer an där éischter Motioun, déi mer haut gestëmmt hunn, och schonn drastoen hunn, dass mer am Fong drun appeléieren, dass d'Gemengen zum Beispill eng Collecte séparée ubidden an esou weider an dass se sech un dee Kader halen, deen de Gesetzgeber virgesinn huet.

Dat heescht, mir hunn am Fong deem Problem mat där Motioun och Rechnung gedroen, well mer ... Ech gesinn hei dräi, véier Tireten, ënnen op dem zweeten Deel vun der Motioun, beim Invite, déi am Fong genau dorobber aginn, soudass ech dofir eigentlech mengen, dass déi Motioun iwwerflësseg ass. A mir géife se och net matstëmmen.

An da bei der Motioun 6 ass et jo esou, dass iwwerhaapt déi ganz Strategie vum Zero Waste jo elo emol ausgeschafft gëtt an dass dat am Fong jo en Ufank vum Prozess ass, dee mer haut gemaach hunn. An et ass och an deem Sënn, wou mer déi éischt Motioun ..., wat och esou an der Motioun drasteet. Dofir mengen ech och, dass déi zu dësem Zäitpunkt net ...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ... nach net néideg ass.

M. François Benoy *(déi gréng).*- ... néideg ass. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Benoy. Wa keng weider Wuertmeldung méi do ass, da kënne mer iwwert déi ...

Den Här Goergen nach eng Kéier.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Also zur éischter Motioun: Et ass ganz nobel, dass Der draschreift an dat ganz vag haalt, dass déi Poubellen eng Kéier solle kommen. Mä mir hunn elo d'Erfahrung gemaach. Dat Gesetz ass esou laang schonn do. Déi Poubellë sinn net do. Dofir hu mir ganz kloer geschriwwen: D'nächst Joer, 1. Januar, sollen déi Poubellen disponibel sinn. Mir si vläicht do méi ambitionéiert wéi Dir.

Wat d'Butteker ubelaangt, déi sinn do! Am Moment kann een einfach iergendeppes als Zero-Waste-Label dropmaachen an da soll dat esou sinn. Dat heescht, mir hätte gär, dass do e gesetzleche Kader ass, wéini ee wierklech däerf soen: „Ech si Zero Waste" als Buttek oder als Produit. Dat ass et, wat mir wëllen. An déi Butteker sinn elo do, Dir kënnt nach laang waarden, mä da kann de Client alt e puermol ugeschass ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. Ech mengen, elo kënne mer awer zum Vott kommen. Fir d'Éischt d'Motioun Nummer 5.

Vote sur la motion 5

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Marco Schank), Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Marc Angel), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Da kéime mer zum Vott vun der Motioun Nummer 6.

Vote sur la motion 6

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An och dës Motioun ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Marco Schank), Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Marc Angel), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

6. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la politique climatique du Gouvernement (suite)

Mir mussen nach de Vott virhuele vun der Motioun Nummer 2 aus der Aktualitéitsstonn iwwert d'Klimapolitik, déi Motioun, déi vum Här Henri Kox deposéiert ginn ass. Ech mengen, do war och alles gesot. Kënne mer doriwwer ofstëmmen, iwwert déi Motioun?

(Assentiment)

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 31 Jo-Stëmme bei 25 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Marc Angel), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Marco Schank), Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Résolution 2

Da bleift eis am Fong geholl nach d'Resolutioun vun de Piraten, wat d'Asetzung vun enger Commission spéciale ubelaangt. Do hate mer nach keng Diskussioun gefouert. Den Här Goergen huet d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Zu eiser Resolutioun. U sech huet d'Madamm Ministesch an hirer Ried do virdrun alles gesot, well d'Ministesch huet gesot: „All Bierger soll matmaachen." Dofir fuerdere mir eng Spezialkommissioun, déi herno mam Public hei e Gespréich féiert, mat ganz ville Leit aus der Zivillgesellschaft, ASBLen, awer och mat deene Jonken, déi solle kommen, fir dass mer dozou e Public kënnen héieren, an déi hei déi Riedezäit solle kréien, fir ze soen, wat si fir Iddien hunn, fir dëst Land am Klimaschutz weiderzebréngen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. Den Här Bodry, wannechgelift.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, ech mengen, mir hu vill Kommissiounen hei. A mir wëssen alleguerten, wéi schwiereg et ass, eis Aarbecht hei ze organiséieren, mat där Zuel vu Kommissiounen, déi mer an deene Plagë vu Stonnen hunn, déi eis zur Verfügung stinn, wou ee kann utilement déi Kommissiounen och festleeën. An ech mengen, dass eng zousätzlech Kommissioun der Saach wierklech net dénglech ass. Dat bréngt eis a kengem Punkt weider! Dat mécht eis et méi schwéier.

Mir hu Kommissiounen, déi vun hire Kompetenzen a vun der Zesummesetzung hier, mengen ech, dat néidegt Fachwëssen hunn, fir déi doten Aarbecht kënnen ze maachen. An ech mengen, dass dat doten e Virschlag ass, deen zwar gutt kléngt, mä deen eis net weiderbréngt am Ganzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Bodry. D'Madamm Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Also mir wäerten als CSV déi Resolutioun ënnerstëtzen, well mir fannen et wichteg, datt den Debat u sech mam Public net nëmme mat der Regierung gefouert gëtt, esou wéi et am Moment ass, mä och mat der Chamber.

Une voix.- Très bien !

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An dofir fanne mir et wichteg, datt déi heite Sujeten och an der Chamber mam Public diskutéiert ginn.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Den Här Bodry nach eng Kéier, wannechgelift.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat do ass jo als Argument net nozevollzéien. All Kommissioun ka selbstverständlech Hearingen organiséieren, egal wéi se heescht. An dat ass an der Vergaangenheet grad zu deem doten Thema och scho geschitt. Et ass also falsch, et hei duerzestellen, wéi wann ee misst eng Spezialkommissioun schafen, fir kënnen am Kontakt mat de Leit ze sinn. Dat ass absolutt falsch!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Sven Clement, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Sven Clement an dann ..., jo, kommt, mir fueren der Rei no!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech ginn dem Här Bodry net recht, well wann een d'Resolutioun genau liest, da fuerdere mer näämlech net nëmmen, datt déi Kommissioun zesummekënnt, fir mat de Leit iwwer Propositiounen ze schwätzen, mä datt se eben och genau ee Rapport als Aarbechtsresultat huet, deen herno erausgëtt, wat dës Propositioune sinn.

Elo kënne mer driwwer schwätzen, ob et esou e Rapport zu engem Deel scho gëtt. Jo, et goufen an der Vergaangenheet Initiativen. Mir mierken awer ganz kloer, datt et e Besoin vun der Populatioun gëtt, fir vun dësem Parlament gehéiert ze ginn an net nëmme vu Ministeren an hire Büroe mat schéine Fotoen.

(Brouhaha et exclamations)

Mir brauchen en Debat op der Place ...

(Coups de cloche de la présidence)

... publique, Här Bodry! Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An elo huet d'Madamm Hansen d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Neen, ech wollt u sech virdru just dem Här Bodry äntwerten. Mä ech mengen, et ass alles gesot, an ech denken, datt mer dat kënnen ofstëmmen. Also mir wäerten dat hei ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Den Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Villmools Merci, Här President. Mir wäerten als ADR och hei dëst Dokument, wat d'Piraten eis presentéieren, mat ënnerstëtzen. Et ass e bëssen ...

(Brouhaha)

... et ass e bësse verwonnerlech, trotzdeem. Ech mengen, d'Koalitioun, déi leet jo ganz vill Wäert drop - net si eleng, awer si och -, datt mer an enger Urgence climatique sinn. Dat ass also eng Situatioun, déi een duerchaus däerf als eescht betruechten, soss géife mer jo net dovunner schwätzen. Wann da proposéiert gëtt, mir këmmeren eis an der Chamber mat enger Spezialkommissioun just ëm eppes, wat jo dann als besonnesch wichteg a besonnesch dréngend ugeholl gëtt, da gëtt blockéiert!

(Brouhaha)

Do ass awer eng Kontradiktioun! Ech mengen, datt dat hei beweist, d'Stëmmverhale vun der Koalitioun, datt se et eigentlech net eescht mengt mat deem, wat se hei seet.

Plusieurs voix.- Ooh! Ooh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir ënnerstëtzen dat, wat d'Piraten hei gesot hunn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An ech mengen, mir kënnen elo zum Vott komme vun där Resolutioun.

Vote sur la résolution 2

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Resolutioun ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mmes Martine Hansen, Françoise

Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Marco Schank), Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

7. 7058 - Projet de loi concernant les mutuelles et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

Mir kommen elo zum Projet de loi 7058 iwwert d'Zousazversécherungen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Aly Kaes, d'Madamm Joëlle Elvinger, den Här Charles Margue, den Här Jeff Engelen an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem ...

(Brouhaha)

... Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Mam Projet de loi 7058 wäerte mer elo gläich d'Gesetz vun 1961 iwwert d'Mutualitéite reforméieren.

(Brouhaha)

D'Mutualitéiten ... Ech kann och nach méi haart schwätzen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hei, sidd wannechgelift méi roueg, da brauch den Här Di Bartolomeo net méi haart ze schwätzen!

(Brouhaha et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Ech bräicht do awer nach e Sparringspartner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Di Bartolomeo ...

(Interruption)

Jo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Mutualitéiten, mutuell Genossenschaften, sinn en Zesummeschloss vu Persounen oder sozioprofessionelle Gruppen, fir sech ënner anerem vis-à-vis vu Risike wéi Krankheet, Invaliditéit, Alter, Accidenter, Doud - och wann ee sech beim Doud net kann ofsécheren - ofzeséchere respektiv Ënnerstëtzung ze sichen. Si bauen op d'Prinzipie vu Solidaritéit an der géigesäiteger Hëllef ouni Selektioun nom Risiko op. Si bauen op géigesäiteg Ënnerstëtzung op, hu kee Gewënnzweck, wat och heescht, dass se zu erschwénglechen Tariffer hir Leeschtungen ubidden. A wann et um Enn vum Joer oder iwwer eng länger Period zu engem strukturelle Surplus kënnt, da geet dat net an Täschen, wou et net hi soll, mä da geet dat an d'Verbesserung vun de Leeschtungen.

D'Mutualitéite waren d'Virleefer vum ëffentleche Sozialsystem. An dat éischt Gesetz iwwert d'Mutualitéite staamt aus dem Joer 1891, wärend déi éischt Gesetzer iwwer Kranken- an Unfallversécherung eréischt zéng Joer méi spéit komm sinn.

Hei zu Lëtzebuerg gëtt et haut nach deemnächst 48 Sociétés de secours mutuels. Mat Ausnam vun där gréisster, der Caisse médico, gëtt et nach véier méi grousser, déi 10.000, 20.000, 30.000 Memberen hunn. D'Caisse médico zielt haut 270.000 Memberen. An do derniewent gëtt et iwwer 40 méi kleng Mutualitéiten, déi och zum Deel e ganz limitéierten Aktiounsradius hunn.

D'Mutualitéiten, an dat muss een ënnersträichen, sinn net e Konkurrent vun der Sécurité sociale, déi fir jiddwereen do ass, mä si sinn e Complement zu eiser allgemenger Sozialversécherung - eng allgemeng Sozialversécherung, déi zu deene performantste gehéiert, déi mer kennen an déi mer eis solle gutt versuergen!

Ech mengen, mir sollten eis net u Beispiller inspiréieren, déi et an deene leschte Joren iwwert d'Grenze gi sinn. Ech schwätzen do ënner anerem vun eisem däitschen Noper, wou mer an der Zwëschenzäit esou wäit sinn, dass Gesetzer musse gemaach ginn, fir dass d'Keesepatienten iwwerhaapt nach e Rendez-vous bei engem Dokter kréien, well Privatversécherter an der Zwëschenzäit esou op der Iwwerhuelspur sinn, dass e Keesepatient kaum nach Chancë bei eenzelne Spezialitéiten huet, fir bäizekommen.

Et ass also wichteg, den Haaptpilier vun eiser Sécurité sociale ofzesécheren, an och, wat déi Niewepilieren ugeet; an hei déi Mutualitéite gehéieren, zielen zu engem Standbeen, dat wichteg ass, mä dat awer net kann déi klassesch Sécurité sociale ersetzen. Wat och net gewollt ass, wëll ech soen, vun deene Betreffenden. Et ass en Zousaz, deen heiansdo och Virreiderroll huet.

Dat Gesetz vun 1961 war net méi adaptéiert, fir de Mutualitéitssecteur ze regelen. Ech mengen, de Minister, dee kann eis dat bestätegen. Wa Problemer opgetaucht sinn, ware mer net ëmmer esou outilléiert, fir zesumme mat de Mutualitéiten déi Problemer ze léisen. Dat neit Gesetz proposéiert elo eng nei Definitioun vun de Mutualitéiten, adaptéiert de Champ d'application vum Gesetz an zeechent d'Aufgabegebitt vun de Mutualitéiten e bësse méi präzis.

Nei ass d'Prozedur, fir den Agrement ze kréien. An och geregelt gëtt d'Méiglechkeet, fir deen Agrement nees ewechzehuelen, wann déi gesetzlech a statutaresch Oploen net respektéiert ginn.

Am Gesetz gëtt et Präzisiounen, wat d'Statute mussen erfëllen, wat d'Memberschaft ass, wéi eng Assemblée générale ze fonctionnéieren huet, wat d'Roll vum Conseil d'administration ass, wéi Fusioune kënnen zustane kommen - där Fusioune wäerten et an nächster Zukunft och sécher nach ginn -, an et regelt d'Dissolutioun a regelt och, wéi mam Patrimoine ëmzegoen ass.

D'Gesetz schaaft deen aktuelle Conseil supérieur de la mutualité of, well dee Conseil supérieur war mat engem Problem konfrontéiert, dass en e puer Hitt hat: En huet missen d'Konformitéit vun de statutareschen Ännerunge mat de gesetzleche Bestëmmunge kontrolléieren, d'Verdeelung vun de Subsiden un d'Mutualitéiten iwwerhuelen, de Fonctionnement kontrolléieren, wat eigentlech net ideal war a wou dee Conseil supérieur och net ëmmer outilléiert war, fir dat kënnen ze maachen.

Dat ännert awer näischt dorun, dass déi Leit am Conseil supérieur de la mutualité eng exzellent Aarbecht gemaach hunn an iwwer Joren d'Schëff an der Riicht gehalen hunn, mat tatkräfteger Ënnerstëtzung vum Ministère de la Sécurité sociale.

Fir dee Contrôle méi effikass ze maachen, gesäit d'Gesetz en neie Kontrollmodus vir, dee jee no Gréisst vun de Mutuellë moduléiert ass. Bei deene méi klengen ass et e Kontabel, deen d'Konten ze kontrolléieren huet, bei méi groussen ass et en Expert-Kontabel a bei deene ganz groussen ass et e Réviseur d'entreprises.

D'Chambre des Salariés huet ënner anerem drop higewisen, dass déi méi kleng Mutualitéite kënne viru Problemer gestallt ginn no deem neie Modus. An duerfir, mengen ech, wär et net onnëtz, wann een nom éischte respektiv nom zweete Joer géif kucken, ob sech keng praktesch Problemer stellen, an da gegebenenfalls eng Hand matupaken, fir deene klenge Mutualitéiten ze hëllefen.

D'Konformitéit vun de statutareschen Ännerunge gëtt vun de Servicer vum Ministère vun der Sécurité sociale gepréift.

D'Gesetz gëtt och d'Geleeënheet, fir sech konform ze setze mam Gesetz iwwert de Registre de commerce a vun de Societéiten. Ënner anerem mussen d'Statute vun de Mutuellen do deponéiert ginn.

Just e puer Detailer iwwert de Werdegang vun dësem Projet: De Projet gouf den 8. September 2016 deponéiert, krut Avise vun der Chambre de Commerce, vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, vun der Chambre des Salariés, vum Conseil d'État gläich de Rapport, den Avis an den Zousazrapport (veuillez lire : a vum Conseil d'État gläich en Avis an zwee Zousazavisen). Den urspréngleche Rapporteur war de Frank Arndt. Ech hunn de Frank also beierft, wärend senger Zäit sinn d'Analysen an der Kommissioun gemaach ginn.

Den Avis vum Conseil d'État war net onkritesch. Et sinn eng Rei vun Iwwerleeungen an eng oder zwou Opposition-formellë gemaach ginn. D'Kommissioun huet sech zesumme mam Ministère iwwert déi Kriticke geknéit, huet Amendemente gemaach. An duerno koum en Avis vum Conseil d'État, deen d'Gesetz fir gutt befonnt huet.

Déi Diskussiounen an der Kommissioun an och bei dem Conseil d'État hu sech virun allem ëm d'Forme juridique, déi zukünfteg Forme juridique vun de Mutualitéite gedréit, wou et eng Rei vun Iwwerleeunge gi sinn: Solle mer déi jëtzeg Form vun de Mutualitéiten, eng spezifesch Form, bäibehalen? Soll een a Richtung ASBL goen, Société d'impact sociétal oder Fondatioun? Et ass tranchéiert ginn: Mir bleiwe bei där spezifescher Form vun de Mutualitéiten. An dat ass dann och am Endeffekt vum Conseil d'État guttgeheescht ginn.

Da gouf et eng ganz Rei vun och kontroversen Diskussiounen iwwert dat, wat d'Mutualitéiten däerfen, wat se net däerfen, wat se ënnerscheet vun der klassescher Sécurité sociale a wat se ënnerscheet vu privaten Assurancëgesellschaften, ob déi Mutuellen nom Lëtzebuerger Modell anzeklasséiere wären, wéi d'Mutuellen, déi den Numm hunn a Frankräich, mä e ganz anert Aufgabegebitt hunn. Déi Mutuellen a Frankräich sinn zum Deel Assurancëgesellschafte wéi déi aner, an dann ass et och normal, dass se deene Konditiounen ënnerleie wéi déi aner Assurancëgesellschaften och.

Bei eise Mutualitéiten handelt et sech awer net ëm eng klassesch Assurancëgesellschaft, et handelt sech éischter ëm eng Genossenschaft. Et erënnert och munches un eng Kooperativ, och wann een net dee Begréff Kooperativ kann huelen. Et war am Ufank eng Selbsthilfeorganisatioun.

An, ganz kloer, et ass och kee Gewënnzweck dermat verbonnen. An, ausser bei enger vun de Mutualitéiten, mir hu se scho genannt, d'Caisse médico, hunn déi Operatiounen net déi Envergure, déi iwwerhaapt ee kéint zum Iwwerleeë bréngen, ob een an déi dote Richtung geet.

Ech fannen, mir hunn do ganz richteg tranchéiert, dass d'Mutualitéiten nom Lëtzebuerger Modell net ënner Solvency II solle falen, well déi Operatiounen, déi se maachen, net verwiesselbar si mat deene vu privaten Assurancëgesellschaften.

Den Ënnerscheed tëschent de Mutualitéiten an den Assurancë war also och an den Avisen, an deene verschiddenen Avisen en Thema. En Thema war och, wat d'Mutualitéiten dann elo am Interêt vun hire Membere kënne maachen an Diskussiounen an eventuell a Verhandlunge mat Assurancëgesellschaften. Och do ass tranchéiert ginn, dass et wuel zum Objet vun de Mutualitéite gehéiert, vu dass se esou vill Memberen hunn, a Verhandlunge mat privaten Assurancëgesellschaften d'beschtméiglech Konditioune fir hir Memberen auszehandelen, wat se och maachen. An dovun hu si selwer näischt, dat geet un d'Assuréë vun de Mutualitéiten.

Ech hu gesot, dass déi Oppositioune vum Conseil d'État op eng positiv Aart a Weis konnte geregelt ginn. Zu der Roll an de Perspektive vun de Mutualitéiten ass et wichteg ze ënnersträichen, dass déi Mutualitéite wäerten, esou wéi dat haut de Fall ass, complementaire zum ëffentlechen obligatoresche System vun der Sécurité sociale an der sozialer Ofséchérung bleiwen.

D'Mutualitéite wäerte weider vum Solidaritéitsgedanke geleet ginn a wäerten net op d'Gebitt vun de privaten Assurancen ofschwenken.

D'Mutualitéiten, an da kommen ech zur Konklusioun, hunn an der Vergaangenheet eng wichteg Roll ze spille gehat, wann et drëm gaangen ass, Risiken ofzedecken, déi nach net vun der Sécurité sociale iwwerholl gi sinn, oder net ganz oder och net genügend iwwerholl gi sinn. Duerfir ass dat Zesummespill tëschent Mutualitéiten a klassescher Sécurité sociale och wichteg.

Wann d'Mutualitéiten eng Virreiderroll iwwerholl hunn, ass et duerchaus wënschenswäert, dass, bei hirer Virreiderroll, sech och bei der Gesondheetskeess oder bei anere Branchë vun der Sécurité sociale do kann inspiréiert ginn. Well et, an dat wësse mer och, net ëmmer esou evident ass, fir déi Zousazleeschtunge bei deene klasseschen Institutioune vun der Sécurité sociale duerchzesetzen, huet also hei d'Mutualitéit e wichtege Rôle.

Dat gesot, géif ech mengen, dass een den Hutt muss zéie virun all deene Fräiwëllegen, déi iwwer Jorzéngten eng exzellent Aarbecht gemaach hunn an deene verschiddene Mutualitéiten, hinnen eng glécklech Hand wënschen an der Zukunft, an lech bieden, fir de Projet mat ze ënnerstëtzen.

Ech däerf am Numm vu menger Fraktioun, der LSAP, dann och nach den Accord zum Projet ginn, an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här „Aaly" Kaes agedroen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha et hilarité)

Här Kaes, Dir hutt d'Wuert!

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech emol dem Rapporteur, dem honorabelen Här Mars Di Bartolomeo, villmools Merci soe fir deen detailléierte mëndlechen a schréftleche Rapport. Hien huet eng ganz Rei Explikatioune ginn, op déi ech net nach eng Kéier wëll am Speziellen agoen.

Ech wëll awer trotzdeem nach eng Kéier soen, datt d'Mutuellen an Europa an och hei zu Lëtzebuerg d'Virreider vun der sozialer Bewegung waren, nach virun de Gewerkschaften a virun de Kooperativen. Wéi et scho gesot ginn ass, am 19. Jorhonnert sinn d'Mutuellen entstanen an dat, ouni e legale Kader ze hunn.

1961 ass dann u sech déi juristesch Grondlag geschaaft gi fir d'Mutuellen, déi mer haut kennen. An et ass déi Gesetzgebung, iwwert déi mer haut, nodeems se moderniséiert an adaptéiert ginn ass, wou d'CSV ganz kloer der Meenung ass, datt dat richteg a gutt ass, wäerte befannen.

Déi eenzel Upassunge si schonn erwäänt ginn, soudatt ech se net nach eng Kéier wëll soen. Ech mengen, et war eng ganz konstruktiv Diskussioun an der Kommissioun a ganz konstruktiv Debaten. A wéi gesot, d'Konklusioun vun all deenen Debaten, déi ass elo grad hei vum Rapporteur presentéiert ginn, an am Projet de loi ass dat da fixéiert ginn.

Mir begréisse ganz kloer, datt de Regimm vun de Mutualitéitskeese moderniséiert ginn ass. Mir mengen awer, datt an eisen Aen net genuch Ofgrenzunge vis-à-vis vun den Assurancen - och dat ass ugedeit gi virdrun - an dem Sozialsystem bestinn. Hei gëtt et, eiser Meenung no, dach awer nach eng Rei Ongereimtheeten. An iwwregens ass och de Conseil d'État dorop agaangen. An et ass och an den eenzelne Stellungname vun der Chambre de Commerce a vu verschiddene Chamberen dorop opmierksam gemaach ginn.

Dat verhënnert awer net, datt mer weider d'Wichtegkeet an natierlech och d'Weiderbestoe vun de Mutualitéitskeesen a kenger Hisiicht a Fro stellen.

Allerdéngs, an ech kommen nach eng Kéier dorop ze schwätzen, well dat dach awer ganz wichteg ass, et muss ganz einfach séchergestallt ginn, esou wéi et och am Rapport iwwregens festgehale ginn ass, datt den obligatoresche Sozialsystem net substituéiert gëtt, dat heescht, datt hei muss eng equilibréiert Koexistenz garantéiert ginn. Och do ass de Rapporteur zum Deel drop agaangen.

Et gouf an der Kommissioun souguer och ganz kloergestallt, well d'Mutuellen e spezielle Kader hunn, datt se u sech net ënnert déi europäesch Bestëmmunge vun den Assurancë falen, mä datt et also duerfir ëmsou méi wichteg ass, datt mer eng kloer Ofgrenzung hunn domadder, eng kloer Ofgrenzung hu vis-à-vis vun den Assurancen, déi e kommerziellen Zweck hunn.

D'Wäerter an den Esprit mutualiste, op deenen d'Mutualitéitskeesen hiert Fundament opgebaut hunn, ginn also och am Kader vun der Modernisatioun vun hirem legale Kader weiderhin oprechterhalen.

Zum Schluss wëll ech nach eng Kéier begréissen, datt de Regimm vun de Mutualitéitskeese mat deem Gesetz hei ganz kloer moderniséiert an adaptéiert gëtt. An ech drécken nach eng Kéier d'Hoffnung aus, datt keng Concurrence déloyale dach awer entsteet vis-à-vis vun deenen aneren, vun den eigentlechen Assurancen an och dem Sozialsystem.

Zum Schluss wëll ech ganz kloer soen, datt, och wa mer eis enthalen hunn an der Kommissioun beim Rapport, mer haut wäerten dat Gesetz matstëmmen, fir domadder och ganz kloer ze dokumentéieren, datt mer d'Wichtegkeet vun de Mutuellen absolutt erkannt hunn an datt mer op jidde Fall, esou wéi et och virdru schonn de Rapporteur gesot huet, déi Mutuellen, déi bestinn - et sinn der jo eng ganz Rei, d'Zuel ass genannt ginn -, datt mer déi Mutuellen encouragéieren, och an Zukunft am In-

terêt vun hire Memberen a mat deemselwechten Engagement wéi bis elo weiderzeschaffen.

An an deem Sënn soen ech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Joëlle Elvinger. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir kënnen eis glécklech schätzen, an engem Land ze liewen, wou mir en exzellente staatleche Sozialversécherungssystem hunn, deen eis am Fall vun enger Krankheet oder engem Accident net am Ree stoe léisst. Dass dëst souguer an héich entwéckelten Industrienatioune keng Selbstverständlechkeet ass, gesäit een an den USA.

Une voix.- Jo.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Hei musse vill Leit zwou oder souguer méi Aarbechtsplazen unhuelen, fir hir Medikamenter kënnen ze bezuelen. Bei eis ass et glécklecherweis net virstellbar, dass beispillsweis e Kriibspatient sech den iwwerliewenswichtegen Traitement net leeschte kann.

Ma och zu Lëtzebuerg an an Europa gouf et eng Zäit, wou déi staatlech Krankeversécherung, wéi mir se haut kennen, nach net existéiert huet. Am 19. Jorhonnert hu sech duerfir ëmmer méi Mutuellë gegrënnt. Dëst war den Ufank vum solidaresche System, deen haut gesetzlech an eise Sozialsystemer verankert ass. Mir bezuelen all e bëssen an, fir am Fall vun engem Accident oder enger Krankheet vun der Allgemengheet gehollef ze kréien. Mam Ënnerscheed, dass d'Mutuellen dëst am Ufank ganz eleng organiséiert hunn, ouni Ënnerstëtzung vum Stat. Mat Hëllef vu Mutuellen hu sech d'Leit selwer an hire Kolleege gehollef, wéinst der eegener perséinlecher Ofsécherung, awer och aus Solidaritéit.

Am Joer 1891 gouf dat éischt Gesetz ugeholl, dat d'Unerkennung an déi staatlech Subside fir d'Mutuellë geregelt huet.

Dat aktuellt Gesetz datéiert vun 1961. Zanterhier ass vill Zäit vergaangen. Eng sëlleche Reguléierungen, souwuel um nationalen, awer och um europäesche Plang, hunn derzou gefouert, dass déi aktuell Dispositiounen net méi zäitgeméiss sinn. An och d'Mutuellë selwer, hir Zesummesetzung, hir Servicer an hir Envergure, hu massiv changéiert.

Ech wëll net op d'Detailer vun de Modifikatiounen agoen, an ech soen dem Rapporteur Mars Di Bartolomeo elo scho villmools Merci, well hien huet dëst a sengem exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport ganz gutt gemaach. Ech wëll just kuerz op e puer Punkten agoen, déi eis als DP wichteg erschéngen.

Fir d'Éischt begréisse mir, dass d'Mutuellen hire spezifesche Statut behalen, mat enger méi präziser Definitioun. Eng Mutuelle ass keng normal ASBL, an dat sollt och kloer aus hirem Statut ervirgoen. Déi néideg Sécurité juridique ass duerch eng sëlleche Präzisiounen am amendéierten Text ofgeséchert.

Mir begréissen och, dass an Zukunft d'Konte vun de Mutuellen, jee no Envergure, vun engem Expert-Kontabel oder engem agreéierte Réviseur d'entreprises kontrolléiert ginn. Dëst ass eng wichteg a richteg Decisioun am Sënn vun der Transparenz a Sécherheet fir jiddwereen, souwuel fir d'Mutuelle selwer wéi fir hir Memberen, awer och fir de Stat.

Datselwecht gëllt fir d'Konformitéit vun de Statuten zu de legislativen Dispositiounen, déi an Zukunft vum zoustännege Ministère kontrolléiert gëtt. D'DP ass frou, dass d'Mutuellen, besonnesch déi méi kleng, zwee Joer accordéiert kréien, fir dës Konformitéit sécherzestellen.

E leschte Punkt ass de Champ d'application vun der Direktiv Solvency II. Falen d'Mutuellen ënnert dës Direktiv oder net? Déi eng menge jo, well verschidde Mutuellen ëmmer méi a Konkurrenz mat kommerzielle Versécherungen trieden, déi aner verdeedegen awer de solidaresche Charakter vun de Mutuellen a fuerderen eng nach méi staark Promotioun vun hire Servicer.

Mir mengen, dass d'Regierung hei e gesonde Mëttelwee fonnt huet. D'Kommissioun ass der Meenung, dass d'Mutuellen duerch hir limitéiert Envergure net ënner Solvency II falen. Vun den aktuell 49 Mutuellen zu Lëtzebuerg sinn der 48 souwisou ze kleng, fir ënnert déi Direktiv Solvency II ze falen. D'CMCM ass déi eenzeg, där hir Aktivitéite vun der Envergure hier kéint concernéiert sinn.

Mä och bei der CMCM, wéi bei alle Mutuellen, steet d'Solidaritéit an net de Profitt am Vierdergrond, wat si vun de kommerziellen Assurancen ënnerscheet. Dëser Meenung sinn och de Commissariat aux assurances an de Statsrot gewiescht.

Duerfir war et och wichteg, de spezielle Statut vun de Mutuellë genau ze definéieren an net zum Beispill op d'Forme juridique vun der SIS zréckzegräifen, well dës e kommerziellen Hannergrond huet.

Mir plädéiere fir eng méiglechst grouss Sécurité juridique fir déi Servicer, déi identesch si mat deene vun de kommerzielle Versécherungen. Hei sti fir eis ëmmer de Schutz an déi rechtlech Ofsécherung vum Member am Vierdergrond.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wa mir zu Lëtzebuerg mëttlerweil ee vun de performantste Sozialsystemer op der ganzer Welt besëtzen, hunn d'Mutuellen awer nach ëmmer hir Wichtegkeet an hir Roll ze spillen. Duerfir ass et net vu Muttwëll, hir Legislatioun op de Leescht ze huelen, ze moderniséieren an un déi haiteg Gegebenheeten ze adaptéieren.

Mir als DP si frou, dass d'Regierung de gudden Tëschewee fonnt huet, een Tëschewee, deen engersäits deen néidege Contrôle vun de Mutuellë garantéiert, ouni awer exzessiv bürokratesch Hürden opzeriichten, déi hir Aarbecht onnéideg verkomplizéieren oder souguer onméiglech géife maachen.

Ech ginn domat dann och den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Elvinger. An da wier et elo um honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech krut hei Drock gemaach, ech soll dat elo ganz kuerz maachen. An ech hunn och schonn eng Partie Elementer erausgeholl, ...

(Interruption)

... mä ech wëll ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Denkt ëmmer drun: Dir sidd deen 31. Mann.

(Hilarité et interruptions)

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Genee, et geet net ëm d'Fonction publique, et geet ëm d'Expressioun vun der Zivillgesellschaft, déi sech solidaresch zesummendeet.

Ech soen dem Éieren-Sécurité-sociales-Minister e waarme Merci fir säi passionéierte Rapport, wou hie vill Häerzblutt dran investéiert huet.

An ech hoffen och, dass munnecher engem de Bauchwéi dann e wéineg vergaangen ass, deen en nach an der Kommissioun hat. An ech begréissen ausdrécklech d'Zoustëmmung vun der CSV zu dësem Projet.

Et gouf gesot, wéini déi éischt Mutuellë gegrënnt goufen. Et gouf och schonn am Mëttelalter Formen, wéi d'Beruffsgilden, d'Confrerieën oder d'Compagnonen, wat och scho korporatistesch Zesummeschlëss waren, wou een op deen anere solidaresch opgepasst huet an ee sech och géigesäiteg ënnerstëtzt huet. Mutualitéit a Solidaritéit amplaz vu Charitéit.

Mutualitéit ass, sech selwer an d'Hand huele mat aneren, amplaz sech assistéieren ze loossen oder op Hëllef vun aneren ze waarden. Haut schwätze mer vun „Empowerment", fir dat modern ze soen, oder Capacitation, wéi d'Fransousen et wëllen iwwersetzen.

Dee Gedanken, dee Geescht fannen ech besonnesch wichteg haut an enger Zäit, wou mer eis bekloen iwwer wuessenden Individualismus. An d'Debatten, déi mer de Mëtteg haten iwwer Klima an Offall, weisen, wéi wichteg et ass, e kollektiivt Émdenken a Behuelen ze hunn, fir d'Zukunftsfroen ze léisen. An an deem Sënn war ech am Ufank erféiert, dass dee Projet elo eréischt drukéim. Mä den Ordre du jour vun haut ass awer zimlech kohärent an där Hisiicht, well et geet ëm d'Erausfuerderunge fir eis Gesellschaft vun haut a vu muer.

De Mutualitéitsgedanken ass en nobele Gedanken, an et ass gutt, dass mer an dësem Gesetz, wéi et och schonn ënnerstrach ginn ass, e spezifesche Rechtsstatut bäibehalen. Solidaresch, fräi, kooperativ, gerecht an demokratesch, d'Stéchwierder si scho genannt ginn. Si weisen, ëm wat et geet: dem Mënsch zur Säit stoen, wann en an Nout ass. An och, dass e virdrun dru geduecht huet, dass hie kéint an Nout sinn, an dass e sech mat aneren zesummegedoen huet. Dat heescht, et ass och de Prinzip vun der Precautioun, deen der Mutualitéit zugronn läit. An ech ënnersträichen awer och de Prinzip vun der Präventioun.

Ech erlabe mer zwou Iwwerleeungen aus menger berufflecher Erfahrung. Mat der Gesondheet, respektiv der Krankheet, genau eweí mat den Ëmweltschied soll an däerf kee Fric, kee Goss gemaach ginn. Selwer hunn ech vun der Ënnerstëtzung vun der Mutualitéit hei zu Lëtzebuerg profitéiert, mat schwéierer a laanger Krankheet an der Famill, oder selwer duerch en Accident, wou ech rapatriéiert gi sinn, wou ech just mat enger Mutuelle versécher war an net mat iergendenger anerer, weiderer Assistenz.

Direkt Hëllef a schwierege Momenter, substanziell finanziell Ënnerstëtzung a virun allem eng onkomplizéiert an onbürokratesch Prise en charge erlaben Iech an deene Momenter, Iech ëm Är Gesondheet ze këmmeren, ouni iergendwellech Afrostellung, ob Der dann elo richteg oder net versécher sidd. An ech hunn eemol d'Erfahrung gemaach, dass eng ausländnesch Assurance mer wéinst 500 Euro Remboursement eng opgefouert huet, bis ech et da si gelooss hunn, well ech nach e Certificat vum Dokter gebraucht hätt.

Berufflech hunn ech matkritt, wéi de lukrative Maart mat der Gesondheet ëmmer méi staark attackéiert gouf an deene leschten 10, 15 Joer. Mat dem Onwëssen an der Onsécherheet, à la limite mat der Angscht vun de Leit gëtt gespillt, fir se derzou ze brëngen, iwwerflëssegZousazversécherunge fir Krankheet, Accidenter an Assistenz ofzeschléissen.

Dat hat awer nëmmen e gewëssene Succès hei am Land, well de lukrative Maart ëm d'Gesondheet huet sech hei net esou entwéckelt. A wéisou ass dat esou gewiescht? Well mer ebe generell eng gutt Grondversécherung hunn a well munnech Leit dat awer och nach wëssen. A munnech kommerziell Akteuren, haaptsächlech aus dem Ausland, hunn dat zimlech krass ënnerschat an hu missen op deem Maart zréckgoen.

Et war awer och d'Erwächen - an ech kucken op d'Tribün - vum Haaptakteur vun der Lëtzebuerger Mutualitéit, deen den Uschloss, erlaabt mer ze soen, bal verpasst hat, ier e sech reorganiséiert huet, wat derzou gefouert huet, dass de Maart vun den Zousazversécherunge sech a Grenzen hält.

Dir héiert, dass ech eng Lanz fir d'Mutualitéit hei briechen. Dat ass, wéi gesot, wichteg an deenen Zäiten, wou mer haut liewen, wou mer och no Geleeënheete sichen, sozialen Zesummenhalt a Solidaritéit an eiser Gesellschaft ze stäerken.

An enger Mutualitéit kréien ech kee Questionnaire virgeluecht a kee Bréif, fir bei den Dokter ze goen, wou ech e Gesondheetsbilan muss maachen, wou ech dann duerno gesot kréien, ob ech iwwerhaapt eligibel sinn oder zu wéi engem Präis. Dat ass besonnesch wichteg, wann Der emol schwéier krank waart oder eng Zousazversécherung wëllt ofschléissen. Mir hunn ëmmer méi Leit, déi chronesch Krankheeten hunn, déi no an no, dat heescht paradoxerweis, eng besser Iwwerliewenschance hunn, awer duerno ausgeschloss wären, wann et d'Mutualitéit net géif.

D'Mutualitéit ass eben och da fir Iech do, wann et Iech dreckeg geet a wann Der e Risiko duerstellt, dee fir eng Assurance ze héich ass. Mä ob kärgesond oder net esou gesond, Dir bezuelt déiselwecht Cotisatioun. Dat weess och net jiddwereen, dat muss ëmmer erëm widderholl ginn. A wann Der dat a jonke Jore maacht, dann ass déi Cotisatioun liewenslaang zimlech niddreg. A wann Der Iech méi spéit entscheet, da gëtt se awer maximal duebel esou deier. Entweder 20 Euro de Mount, wann Der mat ënner 30 Joer dragitt, oder 40 Euro, wann Der no 70 dragitt. Är Famill ass souwisou abegraff, an d'Karenzzäite si kuerz oder inexistent, wann Der d'Chance hat, an engem Elterenhaus opgewuess ze sinn, wou dat och schonn de Fall war.

Ech begréissen ausdrécklech, dass de Leeschtungskatalog elo ausgeweit gouf op alternativ Therapien, op Kure virun an haaptsächlech nom akute Krankheetsfall. De Rapporteur huet drop higewisen, et dass eng Aart Laboratoire, deen d'Mutualitéit an der Complementaritéit mat der Gesondheetskeess normalerweis spillt.

D'Präventiounsaarbecht ass also eng weider Missioun. De Mënsch zum Partner vu senger Gesondheet ze maachen, ass an de leschte Joren en droend Element gi vun der Santé publique. D'Mutualitéite komme vum mëndege Bierger a sollen de Bierger mëndeg maachen. An ech begréissen och ausdrécklech de Partenariat aus Sport an ONGen, aus de Patientekreesser, wou elo mat der Mutualitéit zesummegeschafft gëtt.

Ech soen an deem Sënn dem Mutualitéitswiese Merci fir dee Wee, deen et ageschloen huet, och ouni déi Gesetzesupassung, déi mer haut stëmmen.

Zwee Punkte wëll ech nach soen, oder zwou Zilgruppen. Mir hunn e Bevëlkerungswuesstum vun 2 % bis 3 % d'Joer a mer hu jonk Leit. Am Ausland ass d'Gesondheetswiesen, d'Ofsécherung, meeschtens net esou komplett wéi hei. A wann ee jonk ass, dann huet ee mat Klinicken an Doktere bis ewell näischt ze dinn. Duerfir ass et wichteg, déi zwou Zilgruppe permanent ëmmer erëm ze informéieren.

An de Kolleeg Back huet mech elo grad nach drop higewisen, no där Debatt, déi mer ufanks der Woch haten, dass mer och d'Kooperatiounshëllef do net sollte vergiessen, eis Partner a Partnerlänner drop hiweisen a mat eise Kompetenzen am Mutualitéitswiesen ausdrécklech ënnerstëtzen, dass dat och eng Form vun Hëllef ass, wou mir den Know-how hunn a wou si sech selwer kënnen hëllefen.

Vill Membere sinn de Garant vun enger staarker Mutualitéit, wou mer all dervun Notzen hunn. An ech ginn dervun aus, dass jiddwereen hei an deem Haus Member ass.

An deem Sënn soen ech Iech Merci an ech sinn houfreg, den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projet ze ginn.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, vun eiser Säit aus soe mir och dem Här Mars Di Bartolomeo villmools Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Projet.

Ech faasse mech e bësse méi kuerz wéi all déi aner virdrun, da maachen ech Iech dee Gefalen. Mä ech wëll awer zwee Punkten ernimmen.

Déi Mutuelle-Gesetzgebung baséiert op d'Joer 1891. Dat war am Fong geholl d'Basis vun der Solidaritéit fir alleguerten dat, wat mer duerno opgebaut hunn, d'Krankekeesen an hei an do. Ech mengen, wann een dat bedenkt, dat ass 128 Joer hier, du goufen déi Mutuellen an d'Liewe geruff, déi Saach do geschaaft. An alles duerno, wéi d'Kranken- an d'Invalidekeesen, ass spéider op déi Saach do opgebaut ginn. Dat soll een also net vergiessen.

Bon, ech mengen, elo si mer awer haut schonn 2019 a mer mussen déi eenzel Saache permanent der Zäit upassen. Dat ass esou. Mir mussen deem gerecht ginn. Mir schafen elo mat deem haitege Gesetz deen aktuelle Conseil supérieur de la mutualité am Prinzip of. Deen hat am Fong geholl zwou Fonctiounen. En hat engersäits d'Konformitéit ze kontrolléiere vis-à-vis vun de Statuten an en hat op där anerer Säit déi Saach vun de Finanzen ze iwwerwaachen. A mat dësem Gesetz gëtt dat elo aneschters verdeelt, an zwar gëtt déi Finanzkontroll op Fachleit iwwerdroen, wéi Kontabelen, Expert-Kontabelen oder deementspriechend agreéiert Entreprisen. An d'Statutenuwendungen ënnerleien dem Ministère vun der Sécurité sociale, méi oder wéineger.

Mä dës Ännerungen hunn och zwee Knackpunkten:

Fir déi kleng Mutuellë kann et dacks finanziell enk ginn. Si hunn net esou vill op hirer Säit. Wa se da musse Fachleit oder Kontabelbüroe mat hirer Gestioun beoptragen oder kontrolléieren, da kéint et fir si emol enk ginn. A mir sollen ëmmer kucken, datt den administrativen Opwand esou geréng wéi méiglech ass. Dat muss een ëmmer a Fonctioun zur Gesellschaft kucken.

An dann, erlaabt mer nach eppes, wat mer e bëssen um Mo läit, dat ass déi Saach vum Registre de commerce. Den Här Bauler huet am Budgetsrapport säi Schwéierpunkt gesat op digital. Ech soen lech elo emol, wéi et mir gaangen ass.

Ech sinn an engem Veräin. Ech hunn och missen déi Saach um ASBL-Enregistrement androen, an dat war eng Odyssee. Ech hunn zweemol, eng Kéier zwou Stonnen an eemol iwwer eng Stonn, geschafft, fir derduerchzekommen. An dat ass net méi normal.

Ech hunn dunn déi éischte Kéier ugeruff, iwwert den Helpdesk, fir Hëllef. Dat waren immens fei Leit, dat wëll ech betounen. Du war ech no zwou Stonnen duerch déi ganz Saach derduerch, fir dräi, véier Ännerungen ze maachen. Déi zweete Kéier dunn hunn ech misse Korrekture maachen, well ech déi éischte Kéier nëmme geschriwwen hat „oui". Also, si hätt de Pouvoir de signature. Do hat ech geschriwwen „oui". Dat goung net duer. Do muss dann e Saz stoen. A fir dee Saz ze änneren, mon cher dieu, do hat ech beim Helpdesk fënnef verschidde Leit um Tëlefon, déi mech do derduerchgefouert hunn.

(Hilarité)

Et ass jo schéin a gutt. Wéi ech du fäerdeg war, oder eng hallef Stonn drop, ginn ech dann op de Chambersite, fir e PDF opzemaachen. An du

krut ech deen net méi op, du war deen och blockéiert. Du wousst ech awer Gott sei Dank erëm, wat fir eng Knäpp ech virdru gedréckt hat. Du krut ech dunn de PDF op. Also, wann dat den digitale System ass vum Stat, dann deet et mir leed, da schafe mer en direkt of. Da brauche mer en net anzeféieren.

(Interruption)

Ech wollt dat elo just soen, ech hunn awer ...

(Brouhaha)

... ech hunn awer ...

(Coups de cloche de la présidence)

... ech hunn awer an deem Sënn eng Question parlementaire gestallt duerfir.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Mä ech wollt dat awer emol eng Kéier mëndlech hei lassginn, wéi et mir gaangen ass. An ech si jo awer keen, deen all Dag zéng Stonnen um Computer läit, mä ech maache villes um Computer, souguer d'Zeitung, ech hat ni Schwieregkeeten. Mä beim Stat hunn ech Schwieregkeeten. Dat soll emol ee mir erklären!

M. André Bauler *(DP).*- Här Engelen, denkt un de Registre des bénéficiaires effectifs. Dee kënnt dann nach derbäi.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Gelift? Wat sees de, Änder?

(Hilarité)

M. André Bauler *(DP).*- Dir mengt: Wat sot Der? De Registre des bénéficiaires effectifs, dee musst Der och nach ausfëllen.

(Interruptions diverses)

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Jo, also ...

(Brouhaha et hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass um Här Engelen!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, dat gesot ... Ech mengen, dat meescht ass gesot ginn. Et huet kee Wäert méi, datt ech et widderhuelen. Ech wëll dann och dem Rapporteur ..., ech mengen, ech hat em scho Merci gesot. An ech géif dann d'Zoustëmmung brénge vun der ADR zu dësem Projet.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ganz dacks, wann ee seet, et géif ee sech kuerzhalen, dauert et dann awer Minutten a Minutten an et kënnt een an d'Erzielen. Ech probéieren dann, an déi Fal net ze tappen.

Mir wäerten deen heite Projet och mat ënnerstëtzen. Ech ka just dat widderhuelen, wat de Rapporteur gesot huet, wat awer och d'„Plaidoirie" scho bal vum Här Margue war, wat d'Geschicht ugeet vun de Mutualitéiten als Virleefer vun eisem ëffentleche Sozialversécherungssystem. An net nëmmen als Virleefer, mä als Begleeder och dozou, deen an der Zäit och ëmmer e Complement zu dëser ëffentlecher Sozialversécherung duergestallt huet, deen eben net profittorientéiert a kommerziell war, mä op dem solidaresche Mutualitéitsgedanken opgebaut war an doduerjer et och konnt fäerdegbréngen, d'ëffentlech Sozialversécherung quasi als Impulsgeber weider auszebauen.

Mat dësem Projet gëtt dat effektiv moderniséiert. Et gëtt an d'Zäit vun haut iwwersat. Et gëtt méi kloer definéiert, wat eng Mutualitéit ass. D'Aktiounsfeld vun de Mutualitéite gëtt méi kloer ëmrass.

Ech sinn awer och frou, datt de Rapporteur gesot huet, oder sech och derfir asetzt, fir ze soen, datt déi Kontrollobligatiounen, déi elo déi eenzel Mutualitéiten hunn, datt déi sollen evaluéiert ginn. Ech mengen, datt dat effektiv sënnvoll ass. An der Kommissioun hate mer eng ganz Rëtsch Diskussiounen driwwer. Perséinlech denken ech och, datt dee Wee, deen elo fonnt ginn ass, e gudden ass. Nawell mengen ech, datt een déi Evaluatioun sollt maachen.

Ech sinn och frou, datt bei de Kolleeginnen a Kolleege vun der CSV, déi nach e bësse Bauchwéi haten an der Kommissioun, deen awer elo schéngt e bëssen ewechgaangen ze sinn, wéi ech an der Ried vun hirem Spriecher, dem Här „Aaly" Kaes, héieren hunn.

(Hilarité générale)

Dëst gesot, mir sinn och fir d'Moderniséierung vum Mutualitéitswiesen an ënnerstëtzen dëse Projet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dat neit Mutualitéitsgesetz war e bëssen eng schwéier Gebuert, wann ee sech den Historique vum Gesetz ukuckt. Wann ee sech dann och nach ukuckt, wéi den Text tëschent der éischter Versioun, déi jo nach an der aler Chamber deposéiert gouf, an der Versioun, déi mer dann haut ofstëmmen, geännert huet, da mierkt een, datt do e bësse méi wéi nëmmen eng Hand huet missen ugeluecht ginn, fir dorauser en Text ze maachen, wou bei deene meeschten dann an der Kommissioun de Bauchwéi verschwonne war.

Ech si ganz frou, datt jiddwereen, dee Bauchwéi hat, dank dem neie Mutualitéitsgesetz dee Bauchwéi dann net méi huet. An do si mer jo och am Vif vum Sujet: Wann et engem net gutt geet, da soll ee gehollef kréien! An am beschte sollt een dat kënne maachen, ouni sech ze ruinéieren. Ech mengen, dat ass e grousse Prinzip, dee mer hei zu Lëtzebuerg ëmmer gelieft hunn, wat mer als Éischt eben ... An ech mengen, do sinn déi eeler Deputéiert méi Expert dra wéi ech. Ech si glécklecherweis an eng Zäit gebuer ginn, wou et e performante soziale System schonn zu Lëtzebuerg gouf, wou mer d'obligatoresch Krankeversécherung schonn haten a wou d'Mutuellë just nach e Complement duergestallt hunn.

Ech mengen, dee Complement sollt een awer net vergiessen, well net jiddweree kann oder wëllt sech bei enger kommerzieller Assurance zousätzlech versécheren. Net jiddweree kann, well en eventuell medezinnesch duerch hire Raster fält, well en ze deier kéint ginn. A genau do gräifen d'Mutuellen an. Si bidde jiddwerengem eng gemeinsam Basis, en „level playing field", ob een dann elo e bësse méi krank oder e bësse manner krank ass a sengem Liewen.

Ech mengen, dat ass ganz wichteg, datt mer hei dee Solidargedanken net verléieren an datt mer weiderhin an enger Welt bleiwen, wou mer keen op der Strooss loossen, just well en e bësse méi krank gëtt.

Ech mengen, zum Gesetz vläicht eng kleng Saach nach, ier ech ofschléissen. Mir hunn an deem Gesetz elo trennschaarf geléist, wat eng Assurance soll maachen, wat eng Mutuelle soll maachen an och, wéi eng Mutuelle soll fonctionnéieren. Wat elo nach ze kucke bleift, ass: Wat geschitt mat all deene klenge Mutuellen? Et existéieren eng gutt Unzuel vu klengen, ganz klenge Mutuellen, wat geschitt mat deenen ënnert deem neie System?

Ech mengen, datt sech do eng gewësse Konsolidéierung wäert asetzen. Ech hoffe just, datt déi Konsolidéierung net op d'Käschte vun hire Membere geet.

Grondsätzlech ass dat heiten awer e Gesetz, wat net nëmmen e klenge Schrëtt, mä e grousse Schrëtt an déi richteg Richtung mécht. An duerfir markéieren ech och den Accord vun de Piraten fir dëse Projet.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den zoustännege Minister fir d'Sécurité sociale Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, bon, ech wäert och kuerz bleiwen, mä selbstverständlech awer e puer wichteg Wierder eriwwerginn, well dat virun allem haut och hei op der Chamberstribün e Pladoyer war fir d'Mutuellen, engersäits vu sämtleche Fraktiounen, an dat freet mech, datt mer wierklech eng Unanimitéit op dësem Projet hunn. Well et ass jo net nëmmen e Plädoyer fir d'Mutualitéiten, déi eng Ergänzung sinn zu eisem exzellent fonctionnéierende Sozialsystem, mä eise Sozialsystem ass selwer och, an et gouf hei scho vun eenzelne Riedner gesot, opgebaut op Solidaritéit. An et ass och ee Bekenntnis, datt mer och deen an deenen nächste Joren dorobber opgebaut loossen.

Ech wollt och profitéiere vun dëser Geleeënheet, fir deenen zwee Rapporteuren, dem Frank Arndt an dem Mars Di Bartolomeo, Merci ze soe fir hir Aarbecht an der Kommissioun, virun allem awer och fir dee schréftlechen an och dee mëndleche Rapport vum Rapporteur haut.

An ech mengen, wa mer derduerchginn iwwert d'Fonctionnalitéit vun de Mutuellen, gesi mer ganz kloer hei, datt mer niewent eisem System vun der sozialer Sécherheet hei ee Punkt hunn, wou mer effektiv gestäerkt kënnen erausgoen. An ech kommen do e bëssen op dat, wat gesot gëtt par rapport zur Kooperatioun, zur Entwécklungshëllef, wou den Agenda 2030 e ganz flott Motiv hat: 'Leave no one behind'. Genau dat ass et, wat mer hei maachen. Genau dat ass et, wat mer an Zukunft och brauchen.

Dëst Kadergesetz vun de Mutuellen, mengen ech, ass e wichtegt Gesetz an huet och eigentlech grondleeënd Ännerungen, déi mer hei wäerten erëmfannen.

Eppes ass awer och richteg: Den Opbau dovunner, d'Solidaritéit als Grondlag bleift bestoen, jo, gëtt souguer an dësem Gesetz, wéi scho gesot, gestäerkt. An dat ass gutt esou, well dat ass och eng Äntwert op déi ganz Diskussioune ronderëm d'Direktiv Solvency II. An ech mengen, et verstäerkt hei och, datt effektiv och hei zu Lëtzebuerg all eis Mutuellen an och déi gréisst, d'CMCM, ganz kloer där Solvency II net ënnerleien a ganz kloer op dem Beräich vun der Solidaritéit opgebaut sinn, also par rapport zum finanzielle Gewënnzweck fonctionnéieren.

Mir hunn dëst Gesetz vun de Mutuellen, dat vun 1961 hierkënnt, moderniséiert op där enger Säit. Mir hu virun allem awer och de Mutuellen d'Chance ginn, fir sech der Zäit kënnen unzepassen an och deenen neie Beweggrënn entgéintzekommen, virun allem am Beräich vum Rekrutement vun de Memberen, wat jo och e wichtege Facteur ass, virun allem och fir déi jonk Generatiounen dervun ze iwwerzeegen, datt d'Mutuellen eng wichteg Saach si par rapport zu eisem Sozialsystem, fir ergänzend kënnen ze fonctionnéieren.

An deem Beräich hate mer och ganz konstruktiv, ganz gutt Diskussiounen an der Chamber, wou mer probéiert hunn, opgrond vun deenen eenzelnen Avisen, och engem ganz kriteschen éischten Avis vum Statsrot, mä och den Avise vun deenen eenzelne Chamberen, e propperen Equiliber ze fannen. Ech mengen, dësen Equiliber konnt duergestallt ginn, och opgrond vun enger gudder Aarbecht, déi an der Kommissioun stattfonnt huet an déi de Mëtteg bestätegt gëtt an dëser Plenière.

An ech mengen, heimat kréien d'Mutuellen d'Chance, sech weiderzëentwéckelen, de Raum, fir virunzekommen a virun allem och ze kucken, datt se déi néideg finanziell an administrativ Qualitéitskritären erfëllen. An hei ginn ech Iech honnertprozenteg recht, datt mer natierlech all Kéiers musse kucken, datt mer dat och par rapport zur Gréisst vun de Mutuellë gesinn an och d'Rapporten do par rapport engersäits vun de Kontrollen an op där anerer Säit virun allem och deenen administrativen Hürden esou kleng wéi méiglech mussen halen.

An ech hunn och am Budget weider Subside virgesinn, fir virun allem deene klengen eng Hand matunzepake bei enger éischter Mise en conformité, souwuel finanzieller Natur wéi op där anerer Säit och administrativer Natur. Dat wäert dann an Zukunft och de Fall sinn.

Eng Saach gouf ugeschwat: Effektiv, de Contrôle, deen och gemaach gëtt, net dee finanziellen, mä virun allem och deen administrativen, wat d'Statuten et cetera betrëfft, dee geet elo vum Conseil supérieur de la mutualité, deem ech Merci soe fir seng jorzéngtelaang exzellent Aarbecht, déi e gemaach huet, eriwwer bei eis an de Ministère. An do wäerte mer och kucken, den Uspriechpartner fir d'Mutuellen ze bleiwen, an dee Moment ass just nach een do an dee Moment ass dat och eng vereinfacht Saach.

Doriwwer eraus ass et och eng Flexibilitéit an der Gestioun vum Patrimoine, déi mer hei wäerten erëmfannen.

Schlussendlech, mengen ech, kommen ech zum Schluss an ech géif dann och soen, datt mer effektiv och de Mutuellen zwee Joer Zäit ginn, fir sech a Konformitéit ze setzen. Och dat ass gutt.

Ech gräifen och ganz gären d'Saach op, datt mer e Bilan maachen, virun allem fir déi kleng Mutualitéiten, fir ze kucken, wéi déi sech konnten adaptéieren. Ech mengen, dat solle mer maachen a solle mer effektiv festhalen, soudatt mer dann effektiv och dat kënnen erreechen.

An zum Schluss, mengen ech, ass dat net nëmmen eleng u mech geriicht als Regierungsmember, mä generell ass jo d'Digitalisatioun ee vun deene grousse Wäerter, déi mer hei opgehäit hunn, fort zum paperless, souzesoe fort paperless (veuillez lire : fort vum Pabeier, souzesoen „paperless"), bréiffräi fonctionnéieren. Do gehéiert natierlech dann och derzou, datt jiddweree seng Responsabilitéiten hélt an datt mer dann och déi néideg Formatiounen organiséieren, fir effektiv dann och kënne mat deenen Outils informatiques ëmzegoen.

An deem Sënn Merci fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7058. Den Text steet am Document parlementaire 7058[10].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7058 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 7058 ass mat 56 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7058 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Diane Adehm), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Marco Schank), Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Gilles Roth), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Mars Di Bartolomeo), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

8. 7369 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Corée, faite à Luxembourg, le 1er mars 2018

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour, dem Projet de loi 7369, engem Ofkommes mat Korea am Beräich vun der Sécurité sociale. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7369 huet als Objet d'Approbatioun vun der Konventioun a Saache Sécurité sociale tëschent der Republik vu Korea, also Südkorea, a Lëtzebuerg, ënnerschriwwen den 1. Mäerz 2018 zu Lëtzebuerg.

D'Konventioun ass déi éischt vun deem Genre, déi éischt, déi mer iwwerhaapt mat Südkorea hunn. Si ass verhandelt an ënnerschriwwe ginn op Franséisch, Koreanesch an Englesch, a wann et zu Interpretatiounsschwieregkeete kënnt, gëllt déi englesch Versioun.

Et geet drëms, d'Rechter a Saache sozial Sécherheet fir déi Persounen ze garantéieren, déi noeneen oder ofwiesselnd de Gesetzer vun deenen zwee Länner ënnerworf sinn.

D'Konventioun ass ugeleent un de generellen Opbau vu bilaterale Konventiounen, déi Lëtzebuerg a Saache Sécurité sociale ofgeschloss huet. Anescht wéi aner Konventiounen an der Sécurité sociale, huet dës Konventioun awer méi e begrenzte Radius. Et betrëfft nëmmen d'Pensiounswiesen an d'Invaliditéit. Ausgeschloss ass d'Krankeversécherung an ausgeschloss sinn den Unfall, de Chômage an d'Prestations familiales, also d'Familljenzoulagen.

Déi zwee Prinzipien, déi déi Konventioun regéieren, sinn d'Égalité de traitement tëschent

de Persounen, déi um Territoire vun engem vun deenen zwee Länner wunnen, respektiv ofwiesselnd, an d'Exportatioun vun de Prestatiounen.

Wat fir eng Legislatioun ass elo an deene verschiddene Situatiounen applikabel? Am Prinzip ass d'Legislatioun vun deem Land, wou d'Persoun schafft, ze applizéieren. Eng Derogatioun gëtt et beim Detachement. Do bleift d'Persoun ënnert der Legislatioun vum Land, wou se och normalerweis schafft a versécher ass. Am Fall vun dëser Konventioun mat Korea ass den Detachement op 60 Méint limitéiert a kann ënner gewëssene Konditioune verlängert ginn.

Weider Derogatiounen: Fir déi Beschäftegt vu Loftfaartentreprisen, do ass d'Legislatioun vun deem Land, wou d'Entreprise hire Sëtz huet, bindend. Derogatioun och fir d'Matrousen: Do gëllt d'Legislatioun vun deem Land, wou de Matrous wunnt. Ech muss soen, als fréiere Sozialminister hunn ech do e bëssen de Bauch wéi, well fréier ëmmer d'Regel gegollt huet, dass de Fändel gegollt huet. Mä do ass eng Evolutioun dran. Och d'Organisation internationale du travail huet dat dote guttgeheescht. Also mäi Bauchwéi ass dann e bësse manner grouss.

De Projet ass den 10. Oktober 2018 deponéiert ginn. De Conseil d'État huet säin Avis de 27. November 2018 ofginn. D'Presentatioun an der Kommissioun war de 7. Februar 2019 an de Rapport den 2. Mee 2019. D'Avisen hu keng Problemer gemaach. An dofir géif ech lech invitéieren, deem Projet Är Approbatioun ze ginn, an lech Merci soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth ageschriwwen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dem Rapport vum Rapporteur ass net vill bäizefügen. Mir soen him Merci a mir stëmmen dëst Gesetz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. An da wier et un der Madamm Elvinger.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Jo. Merci, Här President. Ech ginn dann heimadder och den Accord vun der DP-Fraktioun an ech soen dem Rapporteur Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. An dann datselwecht vum Här Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Da kucke mer, dat ganz schnell ze maachen. Ech ginn och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun an ech si frou, dass de Rapporteur net ze vill Bauchwéi hat, deem ech awer Merci soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Da wier et um Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Jo. Mir soen dann dem Rapporteur, dem Här Mars Di Bartolomeo, villmools Merci. En huet e Rapport gemaach bal wéi e Minister. A mir géifen dann eis Zoustëmmung ginn zu dësem Projet.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen.

(Hilarité)

An da wier et um Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ech wëll deem an näischt nostoen. Mir ginn och den Accord vun der Lénker.

Ech muss awer soen, datt déi Remark, déi den Här Di Bartolomeo gemaach huet, eng ganz pertinent ass. A mech huet et och ganz staark gewonnert, datt d'ILO dat do einfach esou akzeptéiert huet an datt si dat als Standard quasi setzt. Bon, dat ass esou. Mir ginn trotzdeem eisen Accord heizou.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An da wier et um Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, och d'ILO schéngt Medikamenter ze verdeele mëttlerweil, net nëmmen d'CMCM, well de Bauchwéi huet sech och hei bei jiddwerengem opgeléist. An och bei de Piraten ass kee Bauchwéi méi do, dofir gi mir och eisen Accord fir dëse Projet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. An da wier et un der Regierung. Här Romain Schneider, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo, Här President, vu mir aus och Merci dem Rapporteur an där ganzer Kommissioun fir déi zügeg Aarbecht a virun allem och de Rapport, souwuel de schréftleche wéi mëndlechen. Ech mengen, hei ass e klenge Rapport, deen e wichtegen awer och ass, wann ee gesäit virun allem, wivill Leit hei zu Lëtzebuerg respektiv och selwer a Korea ofgedeckt sinn. An ech mengen, hei ass e weideren Accord, dee mer maache mat engem Land, fir och wierklech hei eng sozial Sécherheet fir d'Leit ze garantéieren.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir déi breet Zoustëmmung a fir d'Aarbecht, déi ganz effikass an der Chamberskommissioun an am Parlament hei war. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7369. Den Text steet am Document parlementaire 7369[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7369 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

Dëse Projet de loi 7369 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Marco Schank), Georges Mischo (par M. Marc Spautz), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Gilles Roth), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger (par M. André Bauler), Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gilles Baum), Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par Mme Joëlle Elvinger) ;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Mars Di Bartolomeo), Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Henri Kox), MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché (par M. François Benoy), MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 18., 19. an 20. Juni virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.00 heures.)

SÉANCE 26 MARDI 18 JUIN 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Communications

- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Ordre du jour

- *M. Fernand Etgen, Président*

4. Heure de questions au Gouvernement

Question n° 41 du 13 juin 2019 de M. André Bauler relative au reclassement de certains terrains dans la commune de Troisvierges en zone protégée, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

- *M. André Bauler - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*

Question n° 42 du 18 juin 2019 de Mme Martine Hansen relative au sondage du SEW auprès des enseignants dans l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- *Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n° 43 du 18 juin 2019 de M. Dan Biancalana relative à la situation des détenus radicalisés au sein des établissements pénitentiaires, adressée à M. le Ministre de la Justice

- *M. Dan Biancalana - M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

Question n° 44 du 18 juin 2019 de M. Sven Clement relative aux conséquences d'un conflit militaire sur les activités de LuxGovSat SA, adressée à M. le Ministre de la Défense

- *M. Sven Clement - M. François Bausch, Ministre de la Défense*

Question n° 45 du 18 juin 2019 de M. Charles Margue relative à la « Fête des voisins », adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- *M. Charles Margue - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration (intervention de M. Alex Bodry)*

Question n° 46 du 18 juin 2019 de M. Marc Baum relative à l'envoi des convocations pour les élections européennes 2019, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

- *M. Marc Baum - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur*

Question n° 47 du 18 juin 2019 de M. André Bauler relative au réaménagement de la N7 entre Diekirch et Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- *M. André Bauler - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*

Question n° 48 du 18 juin 2019 de M. Marc Lies relative à la consultation publique relative au contournement Hesperange/Alzingen, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

- *M. Marc Lies - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (intervention de M. Marc Lies) - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*

Question n° 49 du 18 juin 2019 de M. Yves Cruchten relative à la mise en œuvre de la loi instituant un registre des bénéficiaires effectifs, adressée à M. le Ministre de la Justice

- *M. Yves Cruchten - M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

Question n° 50 du 18 juin 2019 de M. Paul Galles relative à l'étude de la CSL sur la corrélation entre le risque de pauvreté et la monoparentalité au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- *M. Paul Galles - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration (interventions de Mme Octavie Modert, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, Mme Martine Hansen et Mme Françoise Hetto-Gaasch)*

5. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'état actuel de la stratégie d'exploitation et de la recherche scientifique concernant les technologies « 4G », « 5G » respectivement « 6G »

- *Exposé : Mme Viviane Reding (dépôt des motions 1 à 4)*
- *Débat : M. Eugène Berger (intervention de Mme Viviane Reding) - M. Franz Fayot - M. Marc Hansen - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner (intervention de M. Sven Clement) - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias*
- *Motions : Mme Viviane Reding (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel et M. Marc Baum) - M. Eugène Berger (intervention de Mme Viviane Reding)*
- *Votes sur les motions 1 à 4 (rejetées)*

6. Question élargie n° 14 de M. Laurent Mosar au sujet de la blockchain du secteur public

- *M. Laurent Mosar - M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation*

7. Question élargie n° 11 de M. Léon Gloden au sujet du bilan de la création de la société à responsabilité limitée simplifiée

- *M. Léon Gloden - M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

8. 7268 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail ;

3° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum*
- *Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt des amendements 1 et 2 et de la motion 1) (interventions de M. le Ministre Claude Meisch) - Mme Carole Hartmann - M. Georges Engel - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Marc Spautz*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Amendements et motion : Mme Martine Hansen - M. le Ministre Claude Meisch*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Félix Braz, Vice-Premier Ministre ; M. François Bausch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen et Mme Taina Bofferding, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Félix Braz, *Vice-Premier Ministre.*- Neen, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens, d'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens, d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, an déi vun de Projeten, déi zréckgezu gi sinn, ass verdeelt ginn.

Drëttens, d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 18 juin 2019

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7441** - Projet de loi relatif aux avocats inscrits à la liste IV du tableau visé à l'article 8, paragraphe 3, point 4 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat qui sont soit ressortissant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord soit exercent la profession d'avocat sous un titre professionnel du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*

Dépôt : M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 21.05.2019

***7442** - Projet de loi portant :*

- transposition de la directive (UE) 2016/1919 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 concernant l'aide juridictionnelle pour les suspects et les personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales et pour les personnes dont la remise est demandée dans le cadre des procédures relatives au mandat d'arrêt européen ;

- transposition de certaines dispositions de la directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil ;

- modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Dépôt : M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 22.05.2019

***7443** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communication électroniques*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 23.05.2019

***7444** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés*

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 24.05.2019

***7445** - Projet de loi portant modification*

1° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 11.06.2019

Les projets de loi suivants ont été retirés du rôle des affaires :

***4746** - Projet de loi portant création d'un établissement public chargé de l'assistance technique pour les programmes, projets et initiatives communautaires auxquels participe le Luxembourg*

Dépôt : M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 22.12.2000

Retrait du rôle des affaires : 07.06.2019

***5789** - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2006*

Dépôt : M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 10.10.2007

Retrait du rôle des affaires : 07.06.2019

***6184** - Projet de loi modifiant la loi du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets*

Dépôt : M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 31.08.2010

Retrait du rôle des affaires : 07.06.2019

***6336** - Projet de loi déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le domaine du logement et portant modification :*

- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation ;

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt : M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 29.09.2011

Retrait du rôle des affaires : 07.06.2019

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1288** - Demande de pétition publique : Manger des produits biologiques dans les crèches et les écoles*

Dépôt : Sébastien Muller, le 16.05.2019

***1289** - Demande de pétition publique : Code de la route motards*

Dépôt : Bernard Garcia, le 17.05.2019

***1290** - Demande de pétition publique : Eng Busspur um Bridel a Richtung Lëtzebuerg*

Dépôt : Jeff Reiffers, le 18.05.2019

***1291** - Demande de pétition publique : Für ein „Verbot" von Flügen aus Luxemburg in Städte, die weniger als 800 km entfernt sind, ab 2025*

Dépôt : Cédric Reichel, le 20.05.2019

***1292** - Demande de pétition publique : Anpassung des Code de la Route für Motorradfahrer im Stau auf Autobahnen - Benutzung der Rettungsgasse oder der Pannenspur im Falle eines Staus mit Stillstand und Einführung eines Mindestbußgelds bei Verstößen von 145 € und 2 Punkten*

Dépôt : Frederic Becker, le 20.05.2019

***1293** - Demande de pétition publique : La gratuité des serviettes hygiéniques et des tampons au Luxembourg*

Dépôt : Kevin Reto Sequeira, le 21.05.2019

***1294** - Demande de pétition publique : Für einen kritischeren Umgang mit dem synthetischen Süßstoff Aspartam*

Dépôt : Timothy Clement, le 22.05.2019

***1295** - Demande de pétition publique : Pour le retour des trains de nuit internationaux passant par le Luxembourg comme alternative écologique aux voyages en avion*

Dépôt : Arnaud Wieclawski au nom de Back on Track, le 23.05.2019

***1296** - Demande de pétition publique : Siichtschutz fir Accidenter op den Autobunnen*

Dépôt : Gil Besch, le 23.05.2019

***1297** - Demande de pétition publique : Droit de vote pour jeunes à partir de 16 ans*

Dépôt : Christophe Theisen, le 24.05.2019

***1298** - Demande de pétition publique : Attribution d'une allocation d'une indemnité pour les personnes gardant leur(s) enfant(s) eux-mêmes à la maison*

Dépôt : Sandy Flesch, le 26.05.2019

***1299** - Demande de pétition publique : Instauration d'une police volontaire / Eng fräiwëlleg Police schafen zu Lëtzebuerg*

Dépôt : Steven Curfs, le 27.05.2019

***1300** - Demande de pétition publique : Comeback vu Lëtzebuerg beim Eurovision Song Contest 2020*

Dépôt : Olivier Delvaux, le 31.05.2019

***1301** - Demande de pétition publique : Fir eng sécher an direkt Verkéiersubannung vun der N10 un d'N7 zu Maarnich beim Geschäftszenter*

Dépôt : Romy Karier, le 03.06.2019

***1302** - Demande de pétition publique : Autoriser les véhicules 100 % électriques à emprunter les pistes réservées aux bus + les futures pistes « carpool » sur autoroutes*

Dépôt : Steven Curfs, le 04.06.2019

***1303** - Demande de pétition publique : La mise en place d'un institut de politique étrangère et de sécurité*

Dépôt : Marc Kintgen, le 05.06.2019

***1304** - Demande de pétition publique : Introduction d'une chambre des frontaliers*

Dépôt : Marc Kintgen, le 05.06.2019

***1305** - Demande de pétition publique : Révision des méthodes d'enseignement en tenant compte des récentes découvertes en neuroscience sur l'apprentissage des enfants*

Dépôt : Jean-Philippe Binamé, le 05.06.2019

***1306** - Demande de pétition publique : Zukunft Stadtgrün - Subventionen sowie Förderungsprogramme für private Grünflächen*

Dépôt : Philipp Gérard, le 10.06.2019

***1307** - Demande de pétition publique : Pour un sanctionnement du partage et de la distribution de fausses informations sur Internet. Fir eng Sanktionéierung vum Deelen, Weiderleeden a Verbreede vu falschen Informatiounen am Internet*

Dépôt : Michael Welter, le 28.03.2019

***1308** - Demande de pétition publique : Pour une réglementation plus stricte, le remboursement par la CNS ou l'abrogation de convenance personnelle facturée par les médecins*

Dépôt : Cyril Perrichon, le 14.06.2019

***1309** - Demande de pétition publique : Einwegpfand auf Plastikflaschen und Dosen*

Dépôt : Mandy Schott, le 17.06.2019

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Éischtens sinn ech och nach informéiert ginn, datt de Projet de loi 7360 iwwert d'Ariichtung vu verschiddene Gebaier vun der Cité des sciences muss vum Ordre du jour vu muer de Mëtteg geholl ginn, well déi zoustänneg Kommissioun nach e Rapport complémentaire dësen Donneschdeg wäert unhuelen.

An da wollt ech Iech proposéieren, de Vott iwwert dee leschte Projet vun haut de Mëtteg, de Projet de loi 7268 iwwert d'Formation professionnelle, op muer zwou Auer ze verleeën, well eng Rei Deputéiert Obligatiounen am Kader vum Nationalfeierdag hunn.

Ass d'Chamber mam Rescht vum ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 41 vum honorabelen Här André Bauler un d'Ministesch fir Émwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert de Reklassement vu verschiddenen Terrainen an der Gemeng Élwen a Schutzzonen.

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 41 du 13 juin 2019 de M. André Bauler relative au reclassement de certains terrains dans la commune de Troisvierges en zone protégée, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech schwätzen hei eng Problematik un, déi eigentlech allgemeng sech stellt oder gëllt: Et geet ëm Naturschutz a Biergerbedeelegung, déi zwee Theme si wichteg.

Ech wollt eng Fro also stellen zum Avant-projet de règlement grand-ducal, deen als Zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle déi ganz Zon ronderëm d'Cornelysmillen-Schucklai um Territoire vun der Gemeng Élwen deklaréiert. Dësen Entworf vun engem groussherzogleche Reglement gesäit vir, datt bal 143 ha an der Gemeng Élwen offiziell ënner Naturschutz gestallt ginn. Dat bedeit ënner anerem, datt op de betraffene Parzellen nëmmen ënner strengen Aschränkunge landwirtschaftlech Tätegkeeten a Fräizäitaktivitéiten ausgeüübt kënne ginn.

Betraff vun dësem Reglement si ronn 75 Besëtzer. Public gemaach gëtt dës Veruerdnung am Reider an op der Internetsäit vun der Gemeng. Mir gouf gesot, datt déi eenzel Proprietairen also net perséinlech kontaktéiert respektiv a Kenntnis gesat ginn. Eng Informatiounsversammlung fir déi betraffe 75 Besëtzer wier och net virgesinn.

Reklamatiounen zu dësem grousse Projet kënne bis zum 12. Juli 2019 beim Schäfferot agereecht ginn. De Problem ass also deen, datt net all betraffe Proprietairë Bescheed wëssen, datt si iwwerhaapt reklaméiere kënnen an däerfen, wa si wëllen, an dat, well se et iwwerhaapt net wëssen. Net jiddweree geet schliisslech all Dag an de Reider oder op d'Homepage vu senger Gemeng kucken.

Dofir wollt ech d'Madamm Émweltministesch Folgendes froen:

Wéi kann een déi betraffe Besëtzer besser an dëse Projet matabannen?

Gëtt also awer vläicht nach eng Informatiounsversammlung an der Gemeng Élwen zu dësem Projet organiséiert?

A wéi kann een an Zukunft den Informatiounsfloss verbesseren a fir méi Transparenz vis-à-vis vum Bierger suergen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. D'Émweltministesch huet d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Dem honorabelen Deputéierte Bauler e grousse Merci fir déi Fro, well dat gëtt eis d'Geleeënheet, och an der Chamber emol eng Kéier iwwert déi Naturschutzzonen ze schwätzen, déi jo alleguerten zanter 1981 bekannt sinn, d'Intentioun derzou. Déi heiten, déi gouf schonn eng Kéier direkt duerno bal op de Wee geschéckt, mä dunn awer net gemaach. A mir hunn déi ganz Naturschutzzonen, déi solle kommen, alleguerten am zweeten nationalen Naturschutzplang, deen am Januar 2017 vun der Regierung ugeholl gouf, nach eng Kéier confirméiert.

Et gouf awer och - an dat ass, mengen ech, an dësem Dossier ganz wichteg ze soen - am Virfeld mat den Haaptexploitanten a mat der Gemeng den Dossier genee gekuckt an dofir ass och eng Ännerung, wat dës Naturschutzzon Cornelysmillen a Schucklai betrëfft: Et goufe vun 1981 urspréinglech geplangten 240 ha der erausgeholl, soudass mer haut eng Zon hunn, déi nëmmen nach zwee Drëttel esou grouss ass, also 143 ha Land. Haut ass dat e relativ schmuele Schlauch laanscht d'Baachen, wou wierklech d'Biotope betraff sinn. Dat heescht, dat ass direkt laanscht d'Baachen, déi wäertvoll

Wisen, awer eben och Fiichtgebidder an dréchen Häng. Déi produktiv Fläche sinn am Virfeld zum Dossier de classement an op Uroden a mat Bedeelegung vun den Haaptconcernéierten, wou mer och baierlech Betriber derbäi hunn, erausgeholl ginn.

An et ass gutt, dass mer haut doriwwer schwätzen, well d'Consultation du public an dësem Dossier ass den 13. Juni ugaangen an d'Leit kënne sech elo den Dossier bis den 12. Juli ukucken an och hir Remarken dozou maachen. Duerno ginn all Remarken, déi erakommen, natierlech op hire Bien-fondé gekuckt. A falls dann nach Ännerungen néideg sinn, an dat gesäit jo eben eng Procédure publique dofir och vir, kënnen déi dann och berücksichtegt ginn.

Wichteg ass awer hei ze soen, dass wierklech am Virfeld mat den Haaptresponsabelen an dësem Fall gekuckt ginn ass an dass déi Zon wierklech och haut méi deem entsprécht, wat mer dann och tatsächlech musse schützen, vis-à-vis vun deem, wat am Ufank 1981 virgesi war.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Dieschbourg.

Mir kommen dann un d'Fro Nummer 42 vun der Madamm Martine Hansen un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert de Sondage vum SEW beim Lëierpersonal an der Grondschoul.

Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 42 du 18 juin 2019 de Mme Martine Hansen relative au sondage du SEW auprès des enseignants dans l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Den SEW, Dir Dammen an Dir Hären, huet eng Ëmfro gemaach bei den Enseignanten aus der Grondschoul, wou ronn 25 % vun den Enseignantë matgemaach hunn. De Minister huet zwar de Moie gesot, dat wär u sech net representativ an et wär och keng ganz wëssenschaftlech Ëmfro. Ech mengen awer, wa 25 % fräiwëlleg matmaachen, bei engem awer ganz ëmfaassende Questionnaire, da sinn dat der ganz vill.

An d'Resultat ass katastrophal! Op d'mannst héich alarmant.

Wat positiv ass, dat ass, datt 97 % soen, si géife gäre Schoul halen. Dat heescht, si hunn de Beruff u sech ganz gären. Mä leider huet dat ronderëm Ausmoossen ugeholl, datt 75 % soen, si géifen de Beruff net nach eemol wielen, wa se dann de Choix hätten. An u sech nach méi dramatesch ass: 75 % soen, si géifen deene Jonken ofroden, de Beruff ze ergräifen.

An dat ass eng katastrophal Ausso, well mer jo wëssen, datt mer en extremen Enseignantsmangel hunn. Ech hat och gefrot, fir den SEW an d'Kommissioun ze invitéieren, fir mat hinnen am Detail dës Ëmfro ze diskutéieren. Dat ass net erwënscht.

Mä duerfir stellen ech awer elo emol an enger éischter Phas zwou Froen un den Här Minister:

Éischtens: Wat seet den Här Minister zu deene ganz alarmante Resultater vun der Ëmfro?

An zweetens: Wéi huet den Här Minister wëlles, op dës Ëmfro ze reagéieren? Wéi eng Konsequenzen zitt hien doraus?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Den Educatiounsminister huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Madamm Hansen richteg sot, hunn ech de Moien um Radio heiriwwer geschwat, iwwert déi Ëmfro vum SEW. Ech hunn den SEW zitéiert, dee selwer gesot huet, datt et keng wëssenschaftlech Ëmfro ass an datt se net representativ ka sinn. Ech hunn awer gläichzäiteg och gesot, an ech widderhuelen dat nach eng Kéier hei, datt natierlech, och wann nëmmen en Deel vun den Enseignanten déi doten Aussoe maachen, dat mech preoccupéiert, dat mech interesséiert an ech natierlech wëll wëssen, wat do lass ass.

Ech hu gläichzäiteg op ville Plaze scho gesot, datt, jo, d'Enseignantë sech Suerge maachen, datt se sech Suerge maachen, well se an engem geännerten Ëmfeld enseignéieren. Mir wëssen, datt mer a ville Schoulklässen haut méi Nationalitéite wéi Schüler hunn (veuillez lire : Well vill Kanner haut zwou Nationalitéiten hunn, kënnt et vir, datt mir a Klasse méi Nationalitéite wéi Kanner hunn.) Mir kennen déi Diversitéit do. Mir wëssen, datt d'Schüler och geännert hunn. Mir wëssen, datt d'Familljeliewe geännert huet. Mir wëssen, datt mer Schüler hunn, déi méi oder manner verhalensopfälleg sinn, bis hin zu Schüler, wou Schoul weder Sënn mécht nach Schoul méiglech ass. Alles dat si Comportementer, déi mer kennen an op déi mer awer och scho probéiert hunn ze reagéieren, wou mer awer och e groussen Nohuelbedarf hunn, fir dat ze maachen.

An de leschten zwee Joer hu mer 200 Poste bäigeschaaft fir Kanner mat extrae Besoinen. Mir hu souguer extra ausserschoulesch Zentre geschaaft, soziotherapeutesch Zentre geschaaft, fir déi Kanner do besser kënnen ze encadréieren a méiglechst dann och erëm duerno eng Kéier zréckzeféieren an d'Schoul, an den Enseignanten an der Schoul awer och Erliichterung ze ginn.

Mir wëssen och, datt et Diskussioune gëtt ëm den administrativen Opwand. An ech sinn net extrem optimistesch, datt mer deen op null reduzéiert kréien, well mer gewësse Saache mussen dokumentéieren, well och Echangen noutwendeg sinn, well, wa Spezialiste vu bausse kommen, dat och emol eng Kéier dach muss schréftlech festgehale ginn. Do denken ech awer, och wa mer et net op null reduzéiert kréien, datt mer nach Loft no uewe respektiv an dësem Fall no ënnen hunn, datt mer also kënnen den administrativen Opwand eng Kéier analyséieren.

Duerfir hu mer schonn am Regierungsprogramm festgehalen, eng Taskforce anzeriichten, wou mer och d'Enseignantsgewerkschafte bieden ze participéieren, fir eng genau Analys ze maachen: Wat fir eng Prozeduren, Prozesser, och schréftlech Prozesser, sinn noutwendeg a wou kënne mer se vläicht erliichteren?

Doriwwer eraus hu mer e ganze Package u Prozesser scho vereinfacht, andeems mer se digitaliséiert hunn, an déi wäerte bei der nächster Rentrée a Kraaft trieden. Ech denken, datt och dat eng reell Erliichterung ass fir d'Enseignanten.

Dat heescht, déi Suergen, déi do expriméiert ginn, déi huele mer eescht, déi hu mer eescht geholl, si sinn eis och net nei gewiescht. Ech wäert den SEW och invitéieren, datt mer en Echange hunn iwwert déi doten Etüd, ech denken opbauend op deenen Experienzen, déi ech awer selwer an de leschte sechs Méint gemaach hunn, wou ech ganz vill ënnerwee war, a Schoulen ënnerwee war, an anere Strukturen ënnerwee war, mat Schüler geschwat hunn, mat Eltere geschwat hunn, mat Enseignantë geschwat hunn. Dat ass e Prozess, dee mer op där enger Säit immens vill Freed gemaach huet, an op där anerer Säit, wou een, jo, och déi Suergen do virgedroe kritt, wou een awer gläichzäiteg och mierkt, datt et eng Form vun Optimismus gëtt, datt, wa mer eis richteg uleeën, mer dann awer och an déi richteg Richtung kënnen zéien, an datt déi Hëllefen, déi mer schonn en place gesat hunn - en Instituteur spécialisé fir Kanner mat extrae Besoinen zum Beispill, eng nei ausgeriichten an opgestockten Équipes de soutien pour enfants à besoins, déi nei Kompetenzzentren, d'Centres socio-thérapeutiques an anerer -, datt déi do, wou se schonn existéieren, awer och gräifen an datt se Erliichterunge bréngen.

Duerfir, denken ech, soll een hei och sech d'Moyene ginn, fir permanent an engem Echange ze si mat enger Rei vun Enseignanten, Panelgruppen zesummenzesetzen, fir eigentlech Reaktiounen op d'Politik, awer och d'Suerge vum Terrain kënne besser ze erfaassen, méiglechst fréi ze anticipéieren an dann och geuerdnet drop ze reagéieren. Ech denken, datt do déi Etüd, och mat där Methodologie vum SEW, net duergeet, fir sech en definitiivt Bild ze maachen, datt een do méi am Detail muss kucke goen, méi an de Fong muss kucke goen an eigentlech och permanent muss kucke goen.

Villmools Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch.

Mir kommen dann un d'Fro Nummer 43 vum Här Dan Biancalana un de Justizminister iwwer radikaliséiert Gefaangener.

Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 43 du 18 juin 2019 de M. Dan Biancalana relative à la situation des détenus radicalisés au sein des établissements pénitentiaires, adressée à M. le Ministre de la Justice

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Ufanks Juni dëst Joer huet de Conseil vun der Europäescher Unioun seng Konklusioune gezunn an ugeholl, wat d'Präventioun an d'Lutte géint d'Radikalisatioun am Prisong ugeet souwéi och d'Integratioun vu radikaliséierten Häftlingen no hirer Entloossung.

Et sinn eng ganz Rei Mesuren, déi festgehale goufen, déi d'Memberstate solle probéieren ëmzesetzen. An der Europäescher Unioun stellt dës Radikalisatioun d'Prisonge samt hire Verwaltunge viru reell Erausfuerderungen, an dat an hirer alldeeglecher Gestioun, well mir wëssen, dass et e Phenomeen ass, dee generell zouhëlt.

Virun e puer Deeg huet déi belsch Press nach gemellt, dass an der Province de Luxembourg am Prisong vu Marche-en-Famenne e Gardien vun engem radikaliséierten Detenu ugegraff gouf. Am Mäerz war e gréisseren Incident am Prisong vu Condé-sur-Sarthe. Bon, natierlech ginn dës Incidenten och méi mediatiséiert wéi anerer. An der Praxis gëtt awer oft de Constat gemaach, dass déi méi jonk respektiv déi méi vulnerabel Häftlinge potenziell Affer sinn a gi vu méi radikaliséierte Gruppementer am Prisong.

An nieft dem legale Kader, de verstäerkte Sécherheetsdispositiffen, déi am carcerale Milieu ëmgesat ginn, an de spezifesche Formatiounen, déi dem Personal, also de Giischtercher respektiv de psychosozialen Intervenanten ugebuede ginn, fir radikaliséiert Discoursen esou fréi wéi méiglech ze detektéieren, ass och d'Evaluatioun vun de potenzielle Risikofacteuren en ëmmer méi wichtegt Instrument.

An deem Kontext sinn och an deene leschte Joren eng Rei Programmer an Netzwierker entwéckelt ginn an Europa mat Experten, wéi zum Beispill de RAN, de Radicalisation Awareness Network, dat mat Hëllef vun europäesche Finanzementer, déi op d'Deradikalisatioun hischaffen, déi hëllefen, déi éischt Zeechen ze deiten, an déi op Géigendiscoursen opbauen. Psychologesch Betreiung am Prisong, mä och d'Begleedung am Kader vun der Entloossung sinn also wichteg Mesuren.

Meng Froen un de Justizminister - et sinn der dräi -, well se gebonne sinn un d'Politique pénitentiaire:

Wat ass Är momentan Aschätzung vun der Situatioun vun de radikaliséierten Detenuen hei zu Lëtzebuerg an eisen Établissements pénitentiaires? Wat gouf et vu konkreten Unzeechen an deene leschte Joren?

Wéi eng Dispositiffen - dat ass déi zweet Fro -, Mesuren, Begleetmoossname ginn de Moment ugebueden? An ass d'Personal vum Prisong respektiv vum SCAS spezifesche Formatiounen nogaangen?

An drëtt Fro: Wéi e Rôle steet dem Centre contre la radicalisation zou? A wéi e Rôle iwwerhëlt den Imam?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Biancalana. Den Här Justizminister huet d'Wuert.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Biancalana fir seng Froen zu engem ganz wichtegen an och komplexen Thema, wat natierlech och net liicht ze beäntwerten ass an nëmmen e puer knappe Minutten.

Wat ech awer soe kann, dat ass, dass mer dat Thema scho méi laang ganz eescht huelen. Net elo eréischt zënter deene Konklusiounen, op déi Dir verwisen hutt, mä schonn zënter Jore gëtt zu Schraasseg am CPL deen dote Phenomeen ganz enk suivéiert, well gewosst ass aus europäeschen Zuelen, dass et an anere Länner, och Nopeschlänner, dee Phenomeen gëtt, a well ee weess, dass et zum Deel och am Prisong zu Radikaliséierunge komme kann. Do ass souguer de Pourcentage relativ héich. Dat heescht net, dass déi meescht, déi radikal sinn, aus dem Prisong kommen, mä wann een am Prisong ass, kann et e méi héije Pourcentage gi vu Leit, déi sech radikaliséiert hunn. A well mer dat wëssen aus aneren europäeschen Erfahrungen, huele mer dat doten och schonn zënter Jore ganz eescht.

Dir hutt e puer méi präzis Froe gestallt. Ech fänke gäre bei där leschter un, wann Der erlaabt, well Dir hutt d'Roll vum Imam hei erwäänt. Ech wëll do awer zwou Saache kloer auserneenhalen: Och am Prisong däerf ee seng Relioun friddlech ausliewen. Dat gëllt fir all d'Reliounen. Dofir hu mer och zu Lëtzebuerg scho ganz laang en Aumônier a mir hunn och zënter enger Rei Jore schonn en Imam. Déi sinn awer ganz kloer zoustänneg fir dat, wat mer als normaalt Ausliewe vun de Reliounen ugesinn, an déi stinn den Häftlingen zur Säit, fir hire Culte, hire Glawen, hir Iwwerzeegung kënnen op eng friddlech Aart a Weis auszeliewen.

Wann et ëm d'Detektioun vun Elementer vu Radikaliséierung geet, dann hu weder den Aumônier nach den Imam eppes domadder ze dinn. D'Detektioun vu Radikaliséierung an d'Suite, déi mer der Radikaliséierung ginn, déi fënnt statt um Niveau vun der Administration pénitentiaire a vun de Membere vun der Administration pénitentiaire.

Fir déi Phenomeener kënnen erëmzëerkennen, ginn dofir schonn zënter längerer Zäit och d'Agents pénitentiaires geschoult. Mir hunn, ech mengen, schonn 2016 souguer éischt Formatiounen op deem doten Terrain ugebueden. An dat gëtt a ganz regelméissegen Ofstänn vun externe Leit, vu spezialiséierte Leit ugebueden. An d'Membere vum Personal, also vun den Agenten, déi däerfen och op déi Formatiounen do zréckgräifen. An et ass un hinnen, ze identifizéieren, ob et do e Prisonéier gëtt, deen amgaangen ass, sech op iergendeng Aart a Weis opfälleg ze behuelen oder, wéi een dat eben nennt, ze „radikaliséieren".

Dat ass also och e Phenomeen, deen et am Lëtzebuerger Prisong gëtt, glécklecherweis an engem ganz anere Mooss wéi dat, wat mer aus anere Prisongen aus den Nopeschlänner, notamment an der Belsch, Dir hutt dat Beispill och selwer genannt, oder a Frankräich kennen. Mä et ass och e Phenomeen zu Lëtzebuerg, deen ee muss am A behalen, wann ee wëllt derfir suergen, dass en och maîtriséiert bleift an dass do d'Saachen net aus dem Rudder lafen.

Mir sinn och an deenen internationale Reseaue mat aktiv. Elo deslescht, viru Kuerzem waren nach Leit vun der Administration pénitentiaire, déi sech un engem europäesche Colloque bedeelegt hunn. Mir halen also dee Kontakt zu den europäesche Reseauen. Déi Informatioune si fir eis immens wäertvoll. An dat sinn och Informatiounen, déi mir aus eegener Hand net onbedéngt esou liicht kéinte produzéieren, dofir sinn déi ganz wichteg fir eis. Mir halen och do de Lien an.

Am Kader vun der Strofvollzuchsreform ass och d'Direktioun vun der Prisongsverwaltung amgaangen, eng nei Cellule op d'Been ze stellen, déi sech eigentlech mat der Dangerositéit vun den Detenuë spezifesch a professionell wëllt beschäftegen, fir déi méi kloer kënnen anzeschätzen. Zu der Aufgab vun där Cellule wäert et natierlech och gehéieren, déi Prisonéier ze bewäerten, déi zum Beispill am Phenomeen vun der Radikaliséierung ufälleg wieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools.

Den Här Sven Clement steet scho prett fir d'Fro Nummer 44 un de Verdeedegungsminister iwwert d'Konsequenze vun engem Militärkonflikt op d'Aktivitéite vu LuxGovSat SA.

Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 44 du 18 juin 2019 de M. Sven Clement relative aux conséquences d'un conflit militaire sur les activités de LuxGovSat SA, adressée à M. le Ministre de la Défense

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, LuxGovSat SA gehéiert, wéi déi meescht wëssen, zu 50 % dem Lëtzebuerger Stat an zu 50 % der SES a bedreift de Satellitt GovSat-1, e Satellitt, dee soll Kommunikatiounscapacitéiten am militäreschen an am Regierungskontext erméiglechen.

Mir wëssen ënner anerem, datt de GovSat-1 fir déi nächst zéng Joer wäert fir Global-Hawk-Reconnaissancemissioune benotzt ginn, dat als Voluntary National Contribution ënnert der NATO fir d'Global Hawk, déi zu Sigonella op Sizilien stationéiert sinn an déi reng theoretesch bis an de Mëttleren Oste kënnen erafléien.

Duerch déi aktuell Situatioun am Iran, mä och generell stellt sech d'Fro, wéi d'Benotzung vum GovSat-1 fir d'Clientë vun dësem geregelt ass. Si Krichsasätz ouni e Mandat vun den UN, der NATO oder der EU erlaabt?

Wa jo, huet d'Regierung net dru geduecht, fir do vläicht Kritären anzesetzen, datt ebe just Asätz, déi vun enger grousser Majoritéit vu State matgedroe ginn, autoriséiert wären?

A wann neen, wéi wëllt d'Regierung garantéieren, datt de GovSat-1 net fir Krichszwecker genotzt gëtt an alle Konflikter, vun deene Lëtzebuerg sech explizitt distanzéiere wëllt?

Ech denken, mir hunn alleguerten d'Diskussioun déi lescht Deeg iwwert den Iran héieren. Mä dat heiten applizéiert sech och generell op weider Konflikter, déi an Zukunft kéinten op eis zoukommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Verdeedegungsminister huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Défense.*- Ech soen dem Här Clement Merci fir seng Froen. Wéi en et scho beschriwwen huet, ass d'Gesellschaft GovSat eng, déi zu 50 % der SES gehéiert an zu 50 % dem Stat. Et ass awer eng Gesellschaft mat kommerziellem Charakter, mä déi nëmme ganz spezifesch kommerziell Aufgabe kann iwwerhuelen. Dat heescht,

si kann nëmme Kontrakter ofschléisse mat Institutiounen oder mat Staten.

Et ass och esou, datt de Stat selwer, de Lëtzebuerger Stat d'office 10 % vun der Capacitéit kaaft huet. An déi 10 % ginn zur Verfügung gestallt, an dat ass eisen Effort de défense, mat deem deemools jo och argumentéiert ginn ass, wéi d'Gesetz vum 19. Dezember 2014 gestëmmt ginn ass. Déi 10 %, dat kréie mir och als Effort de défense ugerechent. An déi 10 % Capacitéit sinn de Moment emol nach net ganz benotzt. Do gëtt et de Moment d'NATO, déi se notzt an Afghanistan zum Beispill. Et gëtt d'belsch Arméi, déi se notzt zum Deel a verschiddene Missiounen. A mir sinn amgaangen, och mat der UNO ze verhandelen, fir der UNO se zur Verfügung ze stellen am Kader vu verschiddene Missiounen.

Also ganz kloer, bei deenen 10 % ass et relativ kloer, do bestëmme mir selwer, wat domat geschitt, an esou kann dee Risiko, deen Der beschriwwen hutt, net a Fro kommen.

Da bleiwen déi aner 90 %, wéi déi Capacitéite verdeelt ginn. Do gëtt et éischtens emol kloer Kritären. Zum Beispill kënnen nëmme Länner iwwerhaapt a Fro kommen, déi op der sougenannter „liste blanche" sinn. Do gëtt et esou eng wäiss Lëscht, wou Kritären definéiert sinn, wou ee kann, wou ee muss drop sinn, fir datt een iwwerhaapt eng Chance huet ..., Lëtzebuerg zum Beispill.

(Hilarité)

Neen, do gëtt et esou eng Liste blanche an do mussen d'Länner dann och Demandë maachen zum Beispill, fir do dropzekommen.

Fir ze kucken, ob se kënnen do dropkommen, gëtt et e Gremium, dat heescht e Comité d'éthique, dee gëtt presidéiert vun engem Ambassadeur, also vun engem Mataarbechter vum Ausseministère de Moment. Do sëtzt mäi Ministère och mat engem Vertrieder dran. An an deem Comité d'éthique ginn natierlech ethesch an all aner Standarde gekuckt, déi kënnen ugewannt ginn, (veuillez lire : déi kënnen ugewannt ginn, fir ze préiwen,) ob een op déi Liste blanche kënnt oder net.

Ech kann Iech och direkt soen, wat meng Meenung dozou ass. Meng Meenung ass, an dat ass och dat, wat ech mengem Mataarbechter do mat op de Wee ginn hunn, fir do extrem kritesch ze sinn an all Demandë genau ze kucken. Well et gëtt sécherlech en Ënnerscheed tëschent dem politeschen Interessi, deen d'Regierung, also deen ech als Defenseminister hunn, an den Interessie vun enger kommerzieller Gesellschaft. Mä meng Meenung ass awer do glaskloer an ech wäert déi och, wann et drop ukënnt, ëmmer zum Ausdrock brëngen. Do kënnt Der Iech drop verloossen!

Wat awer ganz sécher ass, dat ass, datt alles dat, déi Capacitéiten, déi genotzt gi vu GovSat, datt déi mussen am Kontext vum Droit international genotzt ginn. Dat heescht zum Beispill, fir op Är Fro ze äntwerten: Et ass net méiglech, datt de GovSat ka genotzt gi fir iergendee Militärschlag, dee keen internationaalt Mandat huet, NATO oder UNO. A wann een dat awer géif maachen, da ka GovSat decidéieren, deem direkt d'Capacitéiten ewechzehuelen. Ech mengen, dat wier jo da feststellbar. Also, ech menge schonn, datt et do eng Rei Regele gëtt.

Elo verheemlechen ech Iech awer net, och wa Lëtzebuerg als Stat hei ... Do ass jo deemools, wéi dat Ganzt gegrënnt ginn ass, eng Etüd gemaach ginn, eng juristesch Etüd gemaach ginn, fir ze kucken, ob mir kéinten haftbar gemaach ginn an esou weider. Dat heescht, dat ass alles gekläert. Och d'Regele si gekläert. Mä mir wëssen awer alleguerten, datt ee vläicht net ëmmer d'office alles ënner Kontroll huet. Mä de Stat, also GovSat - net de Stat, mä GovSat - huet d'Méiglechkeet, wa se feststellen, datt een net deene Kritären entsprécht, déi ech elo genannt hunn, fir him dann direkt d'Capacitéiten ewechzehuelen.

Ech kann Iech och soen, datt fir déi 90 %, déi elo nach fräi sinn, datt et do och zu Negociatioune scho komm ass tëschent der Gesellschaft a verschiddene Länner - de Moment sinn et just Länner -, datt bis elo awer nach keng gréisser kontraktuell Ofschlëss komm sinn. Also op alle Fall à ce stade ass et esou, datt kaum kënnen, fir net ze soen, datt guer net kënne Capacitéite genotzt gi fir eng offensiv Krichshandlung.

Mä nach eng Kéier: Et bleift derbäi, datt den Droit international muss spillen an op alle Fall déi Capacitéiten net dierfe genotzt ginn, wann ee kee Mandat vum Droit international huet. An dat ass en UNO-Mandat oder en NATO-Mandat, wat et ebe ka sinn, oder souguer nach doriwwer eraus. Duerfir ass d'Situatioun kloer an duerfir brauche mer eis zumindest par rapport zu deene Konflikter, déi elo eventuell an der Diskussioun sinn, am Moment keng Suergen ze maachen. A sollt déi Fro sech stellen, ass meng Meenung ganz kloer.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Da kéime mer elo un d'Fro Nummer 45 vum Här Charles Margue un d'Familljeministesch a Ministesch fir Integratioun iwwert d'Nopeschfest.

Une voix.- Aah! ... an dann d'Nopeschfest.

(Hilarité)

- Question n° 45 du 18 juin 2019 de M. Charles Margue relative à la « Fête des voisins », adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Voilà! Dat ass am Fong eng Fro un d'Inklusiounsministesch dann.

Madamm Ministesch, déi ëmmer méi beléift Initiativ vum Nopeschfest gouf ongefeier 15 Joer al. Si gëtt fir de Moment koordinéiert oder gedroe vun enger ASBL Association luxembourgeoise des solidarités de proximité - kléngt e wéineg komesch -, ënnert dem Patronage vum Familljen- an Integratiounsministère, vum Logementsministère a vum Syvicol.

Et ass jo eng flott a wichteg Initiativ. Si huet als urspréinglecht Zil - an ech mengen, si war fir d'Éischt an der Stad Lëtzebuerg am Fong iwwerholl ginn, zu Lëtzebuerg initiéiert ginn -, fir d'Noperschaftslienen ze förderе géint den Individualismus, géint den Anonymat, fir dass d'Leit openeen duerginn, wann och d'Gesellschaftsliewen, d'Veräinsliewen e wéineg zesummebrécht.

Mir hunn an deene leschte Jore gemierkt, wivill nei Awunner ëmmer bäikommen. All Gemengen am Land wuessen. Am Lëtzebuerger Kontext huet dës Initiativ e risegt Potenzial, wat d'Integratioun vu Lëtzebuerger an Net-lëtzebuerger, mä ech géif awer och soe vun Al a Jonk, awer haaptsächlech vu Bäigepraffténen an Alagesiessenen an de Quartieren, an den Uertschaften, an eenzelne Stroosse ubelaangt.

Dëst Joer ware 40 Gemengen, wann ech richteg informéiert sinn, bedeelegt. Meng Fro: Ass dat esou? Kënnt Dir dat bestätegen, Madamm Ministesch?

An ech wollt Iech froen, wéi de Bilan aus Ärer Siicht ass, wat déi Initiativ ugeet, an ob Der Iddien hutt, fir dat an Zukunft ze promouvéieren, an op wéi eng Aart a Weis.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. D'Familljeministesch huet d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools Merci fir déi Fro, Här Deputéierten. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, d'Nopeschfest, dat ass am Fong eppes, dat gëtt et ee Weekend, offiziell organiséiert duerch d'ganzt Land. Mä Nopeschfest soll am Fong all Dag sinn, well et soll ee sech all Dag ëm d'Integratioun vun de Bierger an eisem Land këmmeren.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mir feieren all Dag Nopeschfest.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Maja, den Här Bodry an den Här Di Bartolomeo feieren all Dag Nopeschfest zu Diddeleng. Ech huelen un, dass se den Här Biancalana och heiansdo alueden. Bref!

(Hilarité)

Blague à part.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Also ech mengen, dass Integratioun e ganz grousst Thema ass, virun allem fir dës Regierung. Mir leeën e grousse Wäert drop, dass d'Integratioun fonctionnéiert. Integratioun heescht eben, wéi den Deputéierte grad gesot huet, d'Generatioune beieneebréngen, d'Nationalitéite beieneebréngen, sech kenneléieren. An dat kann ee maachen iwwer en Nopeschfest. Just fir direkt op d'Fro ze äntwerten: Neen, ech kann net confirméieren, ob et der genau 40 waren oder net. Mä vu dass de President vum Syvicol och hei ass, dee weess vläicht éischter Bescheed.

Et ass jo eng Saach, déi op fräiwëlleger Basis ass. Et ass esou, dass dat dann an enger Strooss organiséiert gëtt, dass natierlech awer ee sech och muss hierginn, fir dat ze organiséieren, an dass d'Gemengen dann d'Logistik zur Verfügung stellen. An ech hu mer erlaabt, bei der Buergermeeschtesch aus der Stad Lëtzebuerg nozefroen, wéi et zum Beispill an der Stad Lëtzebuerg ass. Do ware 15 Stroossen, déi matgemaach hunn, dat heescht 15 verschidde Stroossen an de verschiddene Quartiere vun der Stad Lëtzebuerg. D'Stad Lëtzebuerg liwwert dann d'Bänken an och e puer Gadgete fir d'Nopeschfest. An alles, wat Iessen a Gedrénks ass, gëtt natierlech dann awer selwer organiséiert.

Dofir villmools Merci fir déi Informatiounen, Madamm Buergermeeschter, well ech mengen, et ass eben un de Gemengen, fir Integratioun am Alldag ze liewen. A mir als Familljeministère, mir ënnerstëtzen d'Gemengen natierlech dobäi. Mir ënnerstëtzen d'Integratiounskommissiounen, mir ënnerstëtzen iwwert de Plan communal d'intégration och eben de Fait, dass mer d'ganzt Joer wëllen, dass Integratioun geschitt, iwwer verschidden Aart a Weisen. Mir mierken awer ëmmer nees, dass et iwwer Iessen a Gedrénks am einfachste geet. Et muss een natierlech awer och soen, mä et soll een awer och am Alldag net vergiessen, dass d'Zesummeliewen hei am Land, den „vivre ensemble" eis extrem wichteg ass an dass mer alleguerten eppes mussen dozou bäidroen, fir dass dat och ganz gutt fonctionnéiert am Alldag.

Wéi gesot, bon, fir Iech nach vläicht eppes anescht aus der Stad Lëtzebuerg ze soen: Et waren zéng Stroosse gespaart ginn, wou da carrement d'Nopeschfest an der Strooss stattfonnt huet. Dräimol war just e Parkverbuet gefrot ginn. Voilà, dann hutt Der déi Detailer och.

Ech mengen, et sinn och vill Buergermeeschteren hei, déi vläicht aus hire Gemenge kënne soen, wéi d'Nopeschfest do organiséiert ginn ass. Mä et ass ëmmer nees en Appell, dass mer an der Integratioun all zesummeschaffe mussen, fir et nach besser ze maachen a fir déi nei Awunner, déi an d'Land kommen, och gutt hei zu Lëtzebuerg ze integréieren.

Villmools Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Familljeministesch.

Da kéime mer elo un d'Fro Nummer 46 vum Här Marc Baum un d'Innenministesch iwwert d'Verschécke vun de Convocatioune fir d'Europawahlen 2019.

Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 46 du 18 juin 2019 de M. Marc Baum relative à l'envoi des convocations pour les élections européennes 2019, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Nom 26. Mee, no den Europawahle konnt een an der Press liesen an huet een och vun anere Bierger deelweis als Deputéierten zougedroe kritt, datt eng ganz Rëtsch Convocatiounen net un d'Bierger verschéckt gi sinn. Dobäi muss een natierlech soen, datt duerch d'Ännerung vum Wahlgesetz et elo esou ass, datt net méi d'Convocatioun selwer d'Element ass, wat ee muss derbäi hunn, fir wielen ze goen, mä d'Carte d'identité.

Nawell ass et esou, datt op der Convocatioun notamment de Wahlbüro dropsteet, d'Adress vum Wahlbüro. Och wann a ville Gemengen déi fir déiselwecht Stroosse recurrent sinn, ass et awer oft de Fall, datt Leit, déi eng Gemeng wiesselen oder déi innerhalb vun der Gemeng wiesselen, net onbedéngt wëssen, wou dee Wahlbüro ass. An d'Netzoustelle vun der Convocatioun ass an deem Fall wierklech eng Hürd, déi et, mengen ech, ze iwwerwanne gëllt.

Elo ass et esou, datt d'Verschécke vun deenen eenzelne Convocatiounen am Verantwortungsberäich vun deenen eenzelne Gemengen läit an domat de façon indirecte natierlech och am Verantwortungsberäich vum Ministère de tutelle, wat an dësem Fall den Interieur ass.

Duerfir meng Froen un d'Madamm Innenminister:

Éischtens, ginn et Informatiounen oder ka si eis déi Informatioune confirméieren, déi an der Press stoungen, datt eng ganz Rëtsch Convocatiounen net verschéckt goufen?

Huet si Indicateuren iwwert d'Ampleur vun deem Phenomeen? An an deem Fall och, huet si eventuell Informatiounen, wat d'Ursaache vun deem Problem waren?

Sinn Enquêtë bei de Gemenge gemaach gi vusäite vum Interieur, wat do de Problem eventuell war? A wat sinn eventuell Mesuren, déi den Interieur zesumme mat de Gemengen gesäit oder undenkt, fir dergéint virzegoen? Respektiv ëmgekéiert, wann et keng esou Indikatiounen am Interieur ginn, ginn et Iwwerleeungen, datt den Interieur sech d'Moyene gëtt, fir genau dat doten awer an Zukunft kënne besser ze kontrolléieren?

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. D'Madamm Innenministesch Taina Bofferding huet d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här Baum, fir Är Fro. Nun ass et esou, d'Verschécke vun de Convocatioune fir d'Wahlen, egal ob elo fir d'Europawahlen, d'Landeswahlen oder d'Gemengewahlen, ass eng reng Gemengekompetenz. A si mussen och den Interieur, si mussen eis dovunner net offiziell ënnerriichten. Duerfir hu mer och elo keng Chifferen, fir ze wëssen, a wéi enge Gemenge vläicht keng Convocatioune verschéckt gi sinn oder wéi vill Biergerinnen a Bierger keng Convocatioun kritt hunn a wat vläicht och méiglech Ursaachen duerfir kënne sinn.

Fir d'Organisatioun vun den Europawahlen ass iwwregens de Statsministère zoustänneg. An ech hunn awer mam Statsminister Récksprooch geholl, mä och si hunn heizou elo weider keng Detailer.

Ech sinn awer ganz Ärer Meenung, Här Baum, dass et net gutt ass, wann d'Leit hir Convocatioun net kréien. Aus wéi engem Grond och ëmmer kann effektiv eng gewëssen Onsécherheet, wéi Der se och beschriwwen hutt, eben domadder kreéiert ginn.

Dat Wichtegst ass awer, dass d'Leit am Endeffekt awer kënne wiele goen. Dat heescht, wa se elo d'Convocatioun offiziell net kritt hunn oder wa se verluer gaangen ass, och dat kënnt jo emol heiansdo vir: Wichteg ass, dass d'Leit, wa se dann op der Wahllëscht agedroe sinn, ebe kënnen un der Wahl participéieren. An dat hutt Der och scho richteg gesot, dass se da mat hirem Pass oder mat hirer Carte d'identité kënnen an de Wahlbüro goen.

Wichteg ass awer och, dass d'Wielegoen en elementaart Grondrecht an eiser Demokratie ass. Dat ass wichteg. An dat hale mer jo och ganz héich. An an där Philosophie, fir de Leit et och esou einfach wéi méiglech ze maachen, hu mer jo och an der leschter Legislaturperiod d'Bréifwahl ebe méi wäit opgemaach. A genau do, mengen ech, solle mer weider drun uknäppen, fir et de Leit esou einfach wéi méiglech ze maachen, dass se kënnen da wiele goen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Innenministesch.

An da wier et un der Fro Nummer 47 vum Här André Bauler un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert den Ëmbau vun der N7 tëschent Dikrech an Ettelbréck.

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 47 du 18 juin 2019 de M. André Bauler relative au réaménagement de la N7 entre Diekirch et Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt eng kuerz Fro zum Chantier op der Haaptstrooss zu Angelduerf stellen, der sougenannter Zentralachs tëschent Dikrech an Ettelbréck. De Grond ass, dass an der Sauerstrooss ënnen am Duerfkär den Trafic staark geklommen ass an d'Awunner sech do ëm hir Sécherheet suergen. Dat war och gëschter en Thema am Gemengerot zu Ierpeldeng/Sauer. D'Liewensqualitéit vun den Angelduerfer Leit fält duerch de ville Kaméidi an d'Sécherheet vun de Foussgänger gëtt a Fro gestallt, well Autofuerer d'Sauerstrooss ënnen duerch dat aalt Angelduerf als Ofkierzung huelen an do zimlech stramm derduerchrennen.

Duerfir wollt ech folgend Froe stellen:

Leie mer am Zäitplang mam Chantier?

Gëtt zesumme mat der Gemeng gekuckt, fir d'Sauerstrooss just nach fir Urainer a fir Fournisseuren zougänglech ze maachen, soulaang de Chantier dauert? Dat war och op der Informatiounsversammlung mam Här Claude Turmes eng Kéier ugeschwat ginn, wann et noutwendeg wier. Dat ass natierlech dem Buergermeeschter seng Roll. Mä ech wollt awer froen, ob scho mat der Gemeng doriwwer geschwat gi wier oder ëmgedréit.

A gëtt envisagéiert, fir vun Zäit zu Zäit Vitessekontrollen duerchzezéien?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Här President, Merci och dem Här Bauler fir déi Froen. Wat geschitt op der N7 op deem Stéck? D'N7 gëtt ëmgebaut an e Couloir multimodal. Ech mengen, eppes, wat ganz positiv ass, wou sécherlech Ettelbréck-Dikrech, dee ganze Streech dovunner wäert profitéieren, wa mer do herno eng ofgetrennten, gutt fonctionnéierend Busspur hunn, Vëlospisten an esou weider an esou fort. An ech mengen, et ass e Projet, dee kaum contestéiert ass bei all de Gemengen.

Bon, mir mussen dat natierlech bauen an installéieren. An duerfir gëtt de Moment do ge-

schafft. Et ass awer esou, datt un de Spuren näischt geännert huet. D'Spure si just méi schmuel ginn, fir datt Plaz genuch ass fir de Chantier. An duerfir ass d'Vitesse op der N7 vu 70 op 50 erofgesat ginn, well d'Spuren, wou d'Autoen nach fueren, méi schmuel sinn.

Et ass richteg, datt op där Versammlung dat opgeworf ginn ass deemools. An et ass och esou, datt déi Gemeng gesot huet, si wéilt, datt déi Strooss, déi hannelaanscht geet, also net d'N7, mä déi aner, datt déi soll fir den Duerchgangsverkéier gespaart ginn.

Et ass awer och elo esou, datt mengen Informatiounen no d'Gemeng seet, datt de Problem net esou dramatesch do wär. Bon, ech kann dat net verifiéieren.

Ech muss och soen, wann d'Gemeng déi Strooss wëllt zoumaachen, da ka se dat maachen. Dat ass eng Gemengestrooss. Dat ass net dem Stat seng Responsabilitéit. Ech kann a wëll mech och net deem opposéieren. Mä dat ass un der Gemeng, dat ze decidéieren.

Mir hu gekuckt op der N7 selwer, datt wärend dem Chantier d'Spuren normal fonctionnéieren. Wéi gesot, et geet just amplaz mat 70 mat 50. Ech weess net, wann een tëschent Ettelbréck an Dikrech fiert, ob den Ënnerscheed vun deene puer Kilometer mat 50 op 70, ob dat esou e groussen Zäitverloscht ass, datt een da muss Schläichweeër siche goen. Ech mengen dat net. Wann d'Leit e bësse verstänneg géife fueren, mengen ech, dierft dat alles kee Problem sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. An da wier et um Här Marc Lies fir d'Fro Nummer 48 un d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert de Contournement Hesper/Alzeng.

Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 48 du 18 juin 2019 de M. Marc Lies relative à la consultation publique relative au contournement Hesperange/Alzingen, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Virun e puer Deeg huet de gréissten Akafszenter vum Land um Ban de Gasperich seng Dieren opgemaach. Mat Deloitte si virun e puer Deeg och iwwer 2.000 Leit an hiren neie Siège um Bann geplënnert. De Verkéier an a ronderëm d'Gemeng Hesper fléisst zu de Spëtzestonnen zanter Jore praktesch iwwerhaapt net méi.

De Contournement Hesper gouf am Joer 2008 an de Plan sectoriel « Transports » ageschriwwen. Bewosst ass eis alleguer, datt den Tracé vun dëser Ëmgeeungsstrooss duerch en Natura 2000-Gebitt féiert. Am Mee 2017 goufen d'Gemengeréit vu Réiser a vun Hesper iwwert d'Demarche vum Stat informéiert, mat der Informatioun, datt d'Consultation publique Enn vum Joer 2017 sollt ofgehale ginn.

Am Oktober 2018 schreift Dir der Gemeng Hesper, Madamm Minister, datt opgrond vun ze vill héije Stéckstoffdioxidwäerter an der Rue de Gasperich zu Hesper, déi ëm bal 60 % déi zoulässeg Wäerter iwwerschreiden, onbedéngt Moossname missten ergraff ginn, beispillsweis déi duuss Mobilitéit ze férderen, wat mir als Gemeng och wëlle maachen, wou mer vun Ären Servicer awer ëmmer nees ausgebremst ginn.

Op eng Question parlementaire un Iech an un den Här Bausch am Dezember 2018 vum Diane Adehm a vu mir äntwert Dir den 29. Januar, Dir wéisst nach net, wéini d'Consultation publique géif ofgehale ginn. De Minister Bausch sot awer de 24. Januar, och vum selwechte Joer, datt dës Consultatioun nach virun der Summervakanz vun dësem Joer sollt ofgehale ginn.

Heibäi froen ech mech, ob interministeriell iwwerhaapt matenee kommunizéiert gëtt. Op Drock vun der Éffentlechkeet an de Bierger aus der Gemeng Hesper sot de Minister Bausch d'lescht Woch an engem Interview, datt nach een Avis vusäite vum Ëmweltministère géif feelen.

Meng Fro, Madamm Minister: Ëm wat fir een Avis handelt et sech heibäi? A wéini soll dës Consultation publique elo endlech ofgehale ginn? Ech wier frou, wann ech haut eng verlässlech Äntwert kéint kréien.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lies. D'Madamm Ëmweltministesch huet d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Bon, Merci dem Här Lies fir seng Fro. Woubäi ech net genau weess och elo, a wéi enger Fonctioun. Ech denken jo, dass en als Deputéierten hei déi Froe gestallt huet, déi dann zu …

(Interruptions)

An da wëll ech awer trotzdeem direkt op d'Froen agoen. Ech mengen, de Wording ass e ganz wichtegen hei. An et handelt sech tatsächlech ëm e ganz schwieregen Dossier, wéi Der just och zitéiert hutt, wou et tatsächlech duerch eng Natura 2000-Zon ka goen, wou awer Varianten um Dësch leien, ënner anerem och eng Nullvariant. An an dem Avis, deen d'ailleurs 17 Säiten huet am Beräich vun der Ëmwelt, …

(Brouhaha)

… deen am Januar 2018 erauskoum, goufe verschidde Froen definéiert ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi Disziplinn!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- … goufen nach verschidden oppe Froen definéiert, zum Beispill, dass den Intérêt public majeur, dass dee soll nach etofféiert ginn. Et gouf iwwert déi neisten Erkenntnisser am Beräich vun deene ganzen Aktivitéite vum Transport geschwat, dass do nach Elementer feelen, geneesou wéi iwwer aner Auswierkungen op déi ëmleiend Gemengen.

Do besteet e Comité interministériel. An d'Ponts et chaussées - zesumme mat deenen aneren Akteuren - sinn amgaangen, no deem Avis vum Januar 2018 elo alles, wat nach feelt am Dossier, zesummenzestellen, fir dass, wann déi Froen dann all beäntwert sinn, dat kann an eng zweet Saisine goen. An déi zweet Saisine fir den Ëmweltministère kënnt dann och direkt mat engem Avis complémentaire, soudass de François Bausch an ech hoffen, dass mer allerspéitstens am Hierscht missten an d'Consultation publique an dësem Dossier goen.

Ech versécheren Iech, Här Lies, …

M. Marc Lies *(CSV).*- Dëst Joer?

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Ech versécheren Iech, Här Lies, déi Consultatiounen tëschent de Ministèrë bei esou engem schwierege Projet, déi sinn um Lafen. Mir schwätzen do mateneen a mir versichen, dass d'Äntwerten op all opstoend Froen, déi de Public wäerten an där Consultatioun vun de Leit och interesséieren, dass déi awer gi sinn, fir dass d'Leit och kënnen am Wësse vun all deem, wat dësen Dossier betrëfft, jugéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Dieschbourg. An da géif ech nach dem Minister fir Mobilitéit, dem Här Bausch, d'Wuert ginn.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, Merci, Här President. Ech kann et ganz kuerz maachen. Ech wollt éischtens dem Här Lies soen, datt ech net op Drock vu Facebook oder iergendengem déi Matdeelunge gemaach hunn déi lescht Deeg. Ech hunn natierlech geäntwert op Saachen, déi gesot gi sinn. Mä dat, wat ech gesot hunn, ass am Fong iwwerhaapt näischt Neits gewiescht. Dat hunn ech scho mindestens 20-mol gesot. Dat ass am Fong keen een neie Moment gewiescht.

An et ass och esou, datt mer an deem, wat ech versprach hunn, prozedural gesi komplett am Timing sinn, wéi ech et ugekënnegt hat, well déi Consultatiounsphas an der gesetzlecher Prozedur, wéi et virgesinn ass d'ailleurs, déi geet net eréischt un, wa mer bei de Public ginn, wa mer d'ëffentlech Versammlung maachen oder d'Dossieren op der Gemeng deposéieren, mä déi geet un, wann ech den Dossier mat de Varianten - wat mer gemaach hu virun engem Joer - un déi aner Ministèrë ginn, déi kompetent si laut dem Gesetz, fir hei och Avisen ofzeginn. An dat ass déi Phas, do si mer an der leschter Ligne droite.

Ech hunn ëmmer gesot, ech géif dovun ausgoen, datt mer nach bis d'Summerpaus kéinten an d'Consultation publique goen. Ech soen Iech och, dat kéint ech och maachen. Mä ech héieren awer elo schonn d'Gejäiz, wann ech de 15. Juli an d'Consultation publique ginn, da gëtt gesot: „Ah, elo mécht en dat express! Elo geet e mat deem schwieregen Dossier an d'Consultation publique matzen an der Vakanz, am Summerlach!". A well ech dat net wëll maachen, hunn ech decidéiert, d'Consultation publique, also d'Dossieren ze deposéieren ëm den 1. September bei der Gemeng, an datt mer dann am Laf vum September d'Versammlung kënne maachen, wéi dat sech gehéiert, an datt d'Consultation publique kann ugoen, wéi dat sech gehéiert.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Mobilitéitsminister François Bausch. An da kéime mer un d'Fro Nummer 49 vum Här Yves Cruchten un de Justizminister iwwert d'Ëmsetze vum Gesetz iwwert d'Aféiere vun engem Registre des bénéficiaires effectifs.

Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 49 du 18 juin 2019 de M. Yves Cruchten relative à la mise en œuvre de la loi instituant un registre des bénéficiaires effectifs, adressée à M. le Ministre de la Justice

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Effektiv, mir hunn hei virun e puer Méint d'Gesetz gestëmmt iwwert de Regëster vun de Bénéficiaires effectifs. An ech ka mech och erënneren, dass deemools hei eng gréisser Diskussioun war, well e bësse gefaart gouf, dass iwwerdriwwen administrativ Demarchë géifen op d'Veräiner an op d'ASBLen zoukommen. Ech mengen, ech hu mech elo e bëssen nach mat der Saach ofginn. Wann een dat kuckt, da muss een awer haut feststellen, dass awer op d'mannst fir déi Veräiner, déi souwisou schonn hir Demarchë maachen am normale Regëster, dat doten dann éischter eng Formalitéit ass.

Nawell huet et mech awer dunn interesséiert, well ech fäerten, dass awer ganz vill Lëtzebuerger Veräiner, ASBLen, ONGen net Bescheed wësse vun deem Gesetz. Op jidde Fall a mengem Frëndeskrees, wann ech dorobber Leit ugeschwat hunn, déi a Veräiner aktiv sinn, déi hu mech alleguerten e bësse verwonnert gekuckt.

Duerfir meng Froen un d'Regierung: Kann den Här Minister eis soen, wou mer de Moment dru sinn? Ech mengen, mir sinn elo am Moment an där Phase transitoire, an der Période transitoire, déi vum Mäerz bis den 31. August leeft, wou d'Veräiner an d'ONGen an d'ASBLen eigentlech sollten opgefuerdert ginn, sech do an d'Rei ze brëngen.

Duerfir meng Froen: Hu scho vill ASBLen, ONGen a Veräiner déi Demarchë gemaach an hir Bénéficiaires effectifs enregistréiert? Wëssen d'ASBLen alleguerte Bescheed, dass se déi Demarchë musse maachen? Si se zum Beispill ugeschriwwe ginn? Am anere Fall, wëllt d'Regierung d'ASBLe vläicht nach informéieren? A wa jo, wéi wéilt se dat maachen?

An eng net onwesentlech Fro: Wat sinn dann d'Konsequenze fir eng ASBL, wa se et géif verpassen, hir Deklaratioun matzäiten ze maachen? Et ass mer dunn och opgefall, wéi ech mech halt duerfir interesséiert hunn, dass och eng Tax virgesinn ass an dass awer fir all déi Veräiner, déi an der Période transitoire hir Deklaratioun maachen, déi Tax ewechfält. Et sinn zwar nëmmen 20 respektiv 15 Euro. Mä mir wësse jo alleguerten, wéi an de Veräiner gespuert gëtt.

Duerfir nach en Appell un d'Veräiner: Wann Der dat virum 31. August maacht, da gëtt et Iech och nach méi bëlleg. Dat wollt ech just gesot hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. Den Här Justizminister huet d'Wuert.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci nach eemol, Här President. Merci och dem Här Cruchten fir d'Geleeënheet, déi hie mer gëtt, fir nach eng Kéier e bësse Reklamm ze maache fir déi Dispositiounen, ronderëm déi hie seng Froe gestallt huet. Et ass jo net fir d'Éischt.

An den Här Cruchten seet och zu Recht, wat d'Demarchen an den administrativen Opwand betrëfft fir d'ASBLen, dass mer probéiert hunn, déi esou kleng wéi méiglech ze halen. Dat war jo och en allgemenge Wonsch an der Chamber an och an der zoustänneger Kommissioun, fir deen Opwand esou ze kalibréieren, dass e mam minimaalsten Effort ka bewältegt ginn. Dat hu mer och an den Texter an am Reglement esou hikritt, an ech denken, dass dat, esou, wéi et elo geregelt ass, och gutt geregelt ass, fir dass mat Sécherheet keen dorunner brauch ze scheiteren.

Mir hunn hei an der Chamber, op dëser Tribün, scho méi wéi eemol iwwert déi Thematik geschwat. Ech mengen, den Här Mosar hat och Froen doriwwer gestallt, fir ze kucken, wéi mer eis sollen a wëllen an der Prozedur uleeën. Ech kann Iech dofir haut nach e puer Saachen zousätzlech zu deenen Äntwerten, déi ech deemools dem Här Mosar ginn hat, soen.

Fir d'Éischt wëll ech awer drop opmierksam maachen, dass et schonn eng ganz Rei vun ëffentleche Versammlunge gouf vu betraffenen Institutiounen, déi selwer eng Obligatioun hunn, sech bei hire Membere mat Informatioune bemierkbar ze maachen. Mir hunn zum Beispill eng Konferenz, déi d'ABBL organiséiert huet, eng Konferenz, déi d'Chambre de Commerce organiséiert huet, an zwou Konferenzen, déi d'Chambre des Métiers organiséiert huet. Do koumen am Ganze ronn 1.200 Leit op déi Versammlungen, dat sinn deementspriechend vill Multiplicateuren. Et sinn och schonn zwou Circulairë gemaach ginn, am Januar an am Februar.

Den LBR mécht regelméisseg Informatioune bei senge Clienten. A mir hunn och schonn eng Rei Saache publizéiert iwwert déi professionell Bulletine vun de Chambren, d'Chambre des Métiers, awer och d'Chambre de Commerce.

Dës Woch, Enn dëser Woch, wäert ech zousätzlech dozou eng Pressekonferenz hunn, am Prinzip de Freideg, wann do näischt dertëschtkënnt, wou mer dann nach eng Kéier och sensibiliséiere wäerten, natierlech un d'Adress vun den ASBLen, awer net eleng. Do wäert och e klengen Tutorial, e klenge Filmchen, presentéiert ginn, deen an den nächsten Deeg a Wochen a Méint wäert largement diffuséiert ginn, wou op eng simpel Aart a Weis erkläert ass, wéi een déi Saachen do ka maachen.

Mir wäerten och iwwert de Site vum LBR dat doten diffuséieren. An natierlech wäerte mer all déi doten Informatiounen och iwwert déi verschidde Ministèren an hir Sitten diffuséieren, näämlech déi Ministèren, déi ganz vill ASBLen ënner hirer Tutelle hunn, soudass mer mengen, dass mer iwwert déi dote geziilten a gewollten Informatioun, och iwwert d'Ministèren, och iwwert d'Opinion publique, iwwert den LBR, scho wäerten all déi dote Leit erreechen.

Dir hutt zu Recht erwäänt, dass et eng Dispens gëtt vun der Tax, wann een dat nach virum 31. August mécht. Ech wëll dofir haut net vu Sanktioune schwätzen, mä just soen, dass mir d'Hoffnung hunn, dass mer, mat all deenen Efforten an den nächste Wochen a Méint a vu dass et kee groussen Opwand ass, dru gleewen, dass mer kënnen de Gros vun den ASBLen derzou bréngen, déi Flicht do ze erfëllen. Wann net, da musse mer do nach eng zweet Schëpp noleeën.

Mä ech sinn eigentlech awer ganz optimistesch, dass mer mat all deenen Efforten, déi mer an deenen nächsten Deeg a Wochen nach zousätzlech wäerten developpéieren, schonn dorunner wäerten erukommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Braz. An den Här Paul Galles steet scho prett fir d'Fro Nummer 50 un d'Ministesch fir Famill an Integratioun iwwert d'Etüd vun der CSL iwwert d'Korrelatioun tëschent dem Aarmutsrisiko an den Elengerzéienden.

Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 50 du 18 juin 2019 de M. Paul Galles relative à l'étude de la CSL sur la corrélation entre le risque de pauvreté et la monoparentalité au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci villmools, Här President. D'Chambre des Salariés brëngt regelméisseg ganz interessant Rapporten eraus, an dësem Fall d'„Econews" Nummer 3 vun 2019, vum 29. Mee 2019, iwwert d'Thema vun der „Monoparentalité et pauvreté au Luxembourg". An déi Fro, déi ech doraus deduzéieren, ass eng Fro, déi ech guer net gäre stellen, well et ass eng Saach, déi mech ganz betraff mécht an och heiansdo béis an traureg, well et geet ëm eng ganz seriö Geschicht.

Just als Erënnerung: D'Referenzgréisst, fir den Aarmutsrisiko ze rechnen, ass jo net d'Duerchschnëttsakommes, well zu Lëtzebuerg d'Duerchschnëttsakommes opgrond vu ville ganz héijen Akommesse kee gudden Indicateur war, mä et ass d'Medianakommes. Dat heescht, wann een alleguerten d'Leit mat Akommes géif niewenteneestellen, der Rei no, wéi se ebe verdéngen, an deen an der Mëtt huelen, da si mer beim Medianakommes, also e relativ gudden Indicateur, fir ze wëssen, wou mer dru sinn. Den Aarmutsrisiko gëtt berechent mat 60 % vun deem Medianakommes an en extremen Aarmutsrisiko mat 40 % vun deem Medianakommes.

Déi Etüd vun der Chambre des Salariés seet virun allem erëm eng Kéier e puer Saachen, déi mer zum Deel scho wëssen: éischtens näämlech, dass den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg leider ëmmer nach weider an d'Luucht geet, zweetens, dass d'Monoparentallen am meeschte betraff sinn. An zwar si 46,2 % vun de Monoparentallen zu Lëtzebuerg, no den Transferts sociaux an no de Pensiounen, nach ëmmer vum Aarmutsrisiko betraff.

An, an dorop bezitt sech meng Fro, dat Entscheedendst a Wichtegst: An der extremer Aarmut, wa mer also vu 40 % vum Mediana-

kommes schwätzen, do gëtt et e Sprong. An de Joren 2008 bis 2015 louch déi Zuel ëmmer bei ongeféier 11 % vun de Monoparentallen. 2016 ass se eropgaangen, an net nëmmen eropgaangen, mä eropgesprongen, op 23,3 %. A si ass 2017 op 21,7 % bliwwen, also net signifikativ erofgaangen.

Dat ass eng dramatesch Entwécklung, mengen ech, an dohier meng Froen:

Dat Éischt ass: Ass Iech déi dramatesch Entwécklung bewosst?

Dat Zweet ass: Gëtt et aner Zuelen oder Entwécklungen, déi déi doten Zuele bestätegen oder nach interpretéieren?

Dat Drëtt ass: Wat ass Är Erklärung fir deen enorme Sprong do? Wat ass do eigentlech geschitt, fir dass dat passéiert ass?

An dat Véiert: Wat gëtt dogéint ënnerholl, oder wat gëtt ënnerholl fir déi Monoparentallen, déi extrem aarm Monoparentallen, an hir Kanner?

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. D'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen huet d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, erlaabt mer, dem Deputéierte villmools Merci ze soe fir d'Fro. Well wann ech decidéiert hat, an d'Politik ze goen, dann ass et, well deen heite Sujet mer ganz besonnesch um Häerz läit.

Et kann net sinn, dass mer hei am Land nach ëmmer Fraen encouragéieren, fir opzehale mat schaffen. Wann de Stot dann an d'Bréch geet, da sinn et si, déi herno betraff si vum Aarmutsrisiko. An Dir hutt dat och ganz richteg gesot, dofir ass och an deene leschte Joren den Äarmutsrisiko vun de Monoparentalle geklommen. An et kann net sinn, dass mer d'Fraen dovunner ofhalen, eng Aarbecht ze hunn, dass mer d'Fraen encouragéieren, doheem ze bleiwen, dass mer d'Fraen dovunner ofhalen, schaffen ze goen, well wann dann de Stot an d'Bréch geet, da sinn et déi Fraen, déi mer ganz dacks an der Aarmut zréckfannen. An dës Regierung an déi lescht Regierung hunn dogéint geschafft.

Déi Zuelen, déi Dir genannt hutt, sinn alarmant. A mir hunn am Fong domadder just confirméiert kritt, dass déi Politik, déi mer elo an de leschte Jore gemaach hunn, richteg ass, notamment beim REVIS.

Den RMG hu mer esou reforméiert, dass genau d'Monoparentallen nach eemol méi ënnert d'Äerm gegraff kréien, well dat si ganz dacks d'Fraen. Mir hunn de REVIS esou reforméiert, dass deen zweeten Erwuessenen am Stot elo och endlech kann aktivéiert ginn. Dat war virdru beim RMG net méiglech! Am RMG war et esou, dass just een Erwuessenen am Stot huet däerfen aktivéiert ginn, an deen zweeten, wat meeschtens d'Fra war, huet mussen doheem bleiwen, huet net däerfen u Mesuren deelhuelen a konnt deemno sech net finanziell emanzipéieren.

(Interruption par Mme Françoise Hetto-Gaasch)

Dat ass genau d'Fro, Madamm Hetto, genau dat ass d'Fro! Well wann Dir de Frae weider sot, dass dat ganz flott wär, fir doheem ze bleiwen, an dass dat hiert Recht wär ...

(Exclamations et interruptions)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Mir hu vu Monoparentalle geschwat, an dat ass genau de Géigendeel vun deem, wat Dir elo gesot hutt.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dat ass eng onverantwortlech Politik an ech wäert wierklech do dergéint kämpfen! Ech sinn amgaangen, op d'Fro vum Här Galles ze äntwerten! Hien huet mech gefrot ...

(Protestations)

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Dat maacht Der grad net!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Cahen huet d'Wuert a soss keen!

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech gesinn, bei der CSV si se sech och nach ëmmer net ganz eens, wat d'Fra an d'Aarbecht ugeet.

Mir mussen déi Entwécklung do bremsen, ...

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dat ass just dat, wat Dir ëmmer vun eis sot. Dat ass net wouer.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- ... mir mussen evitéieren, dass d'Fraen an d'Aarmut geroden. A mir evitéieren dat, andeems mer d'Fraen emanzipéieren, dass se kënne schaffe goen, dass een net muss wielen tëschent Kanner kréien a schaffe goen, mä dass een déi zwee muss kënne maachen, dass een net muss wielen tëschent: „Kann ech mer Kanner iwwerhaapt leeschten?", an dann eben: „Muss ech dann doheem bleiwen?"

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et muss een awer kënne wielen!

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Et deet mer leed, Madamm Hansen, dat kann Iech elo gefalen oder net, ech sinn der Meenung, dass een d'Frae muss encouragéieren, fir selbstständeg hir eege Suen ze verdéngen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Selbstständeg kënne wielen!

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien !

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An net eppes virschreiwen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An nach ëmmer huet nëmmen d'Madamm Cahen d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Den 1. Januar dëst Joer ass deen neie REVIS a Kraaft getrueden. An duerfir sinn ech absolutt zouversiichtlech, éischtens emol, dass déi doten Zuelen elo wäerten erofgoen, well do schwätze mer jo vun deenen Äermsten an eiser Societéit, vun deenen, déi de REVIS kréien. An do sinn et eben d'Monoparentallen, déi mer nach eng Kéier besonnesch ënnerstëtzen doduerch, dass d'Part enfant am REVIS an d'Luucht geet. Mir hunn d'Allocation de vie chère fir déi Familljen, déi manner Akommes hunn. Do hu mer d'Prestation-familialle ganz erausgerechent, soudass elo esou vill Familljen, 2.200 Famillje méi, d'Allocation de vie chère kréien. Mir ënnerstëtzen d'Kanner ganz besonnesch, an ech mengen, dat solle mer weider maachen.

Mir hunn eng Steierreform gemaach. Mir hunn nach eng nei Steierreform geplangt, wou mer wierklech och emol musse kucken, dass déi Elengerzéiend vläicht net méi bestrooft ginn, wa se net méi bestuet sinn an dann an eng aner Steierklass kommen. Ech mengen, dass dat wierklech aus engem anere Jordausend ass an dass et déck Zäit gëtt, fir d'Steierklassen esou ze reforméieren, dass jiddweree gläichgestallt ass devant l'impôt!

Villmools Merci.

(Interruption)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Firwat huet d'Situatioun sech dann esou verschlechtert?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cahen. Da kéime mer elo zu ...

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- ... se all beäntwerten!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Här President, mussen d'Ministeren net op d'Froen äntwerten?

5. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'état actuel de la stratégie d'exploitation et de la recherche scientifique concernant les technologies « 4G », « 5G » respectivement « 6G »

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour. D'Chamber féiert haut eng Aktualitéitsstonn iwwert de jëtzege Stand vun der Entwécklungsstrategie a vun der Recherche iwwert d'4G-, 5G- respektiv 6G-Technologien, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass nom Artikel 87 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Berger, den Här Fayot, den Här Hansen, den Här Reding an den Här David Wagner.

D'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Viviane Reding als Vertriederin vun der CSV-Fraktioun. Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ob et engem gefält oder net, déi nei Technologië sinn do, an eisem private Liewen, an de Servicen, an den Administratiounen, an der Industrie an an der Ekonomie. Mir mussen domadder eens ginn a mir musse se kontrolléieren an net vun hinne kontrolléiert ginn. Mir musse se dirigéieren, dat heescht wëssen, wat wéini wou a wéi vill noutwendeg a gutt fir eis ass. A fir dat ze maachen, gi schéi Wierder a schéi Broschüren net duer. Wat mir brauchen, ass e kloren Aktiounsplang mat präzise Prozeduren, eng zäitlech festgesaten Dimensioun, fir zum Zil ze kommen. Nëmmen da kënne mer zesumme mat wierksam applizéierten Techniken a genuch mënschleche Moyenen d'Zil erreechen.

Wien Technologie wëllt, brauch fir d'Éischt emol déi noutwendeg Infrastrukturen. Ech ginn net op déi ganz geschichtlech an technesch Entwécklung an. Ech wëll nëmme soen, zënter 2012 hu mer hei zu Lëtzebuerg 4G an nach ëmmer net iwwerall ass all Mënsch an all Industrie an eisem Ländchen ugeschloss. An dat kann an däerf dach net sinn, weder fir eis Bierger, déi ëmmer nach a Funklächer falen a sech ganz mat Recht iergeren, nach fir eis Betriber, fir déi déi wäiss Plazen ouni 4G-Kontakt sécherlech net geschäftsfërdernd sinn! Dozou, Här President, eng éischt Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la technologie « 4G » a commencé à se développer au Luxembourg depuis 2012 ;

- sachant que le premier appel en « roaming » sur le réseau « 4G/LTE » au Luxembourg a pu être effectué dès 2013 ;

- notant cependant que l'ensemble du territoire luxembourgeois ne bénéficie toujours pas, 7 ans après son lancement, d'une couverture « 4G » intégrale ;

- constatant que ces « plages blanches » (espaces sans connexion) pénalisent les citoyens du Luxembourg selon la zone géographique du lieu de leur résidence et selon leurs déplacements ;

- donnant à considérer que cet état de fait a également un impact négatif sur les déplacements professionnels indispensables au bon fonctionnement des entreprises ;

invite le Gouvernement

- à mettre en place les infrastructures nécessaires pour couvrir l'entièreté du territoire en réseau « 4G » ;

- à éliminer à courte échéance « les plages blanches » hors connexions.

(s.) Viviane Reding, Emile Eicher, Martine Hansen, Georges Mischo, Octavie Modert, Serge Wilmes.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Mat anere Wierder: Mir brauche fir d'Éischt emol déi längst fälleg al Technologie, éier mer dann och ufänke mat där neier Technologie.

Allgemeng gëllt: Fir een, dee wëllt mathalen an deenen neien Technologien, ass eng zolidd Infrastruktur d'Basis. Den Här Premier huet dat kloer an däitlech gesot. „Mir wëllen als Lëtzebuerg", huet den Här Bettel behaapt, „bei 5G bei deenen Éischte sinn." Ma dat si mer op jidde Fall net, well et gëtt schonn aner Länner op der Welt, wou flächendeckend 5G applizéiert ass, zum Beispill Südkorea. An et gëtt scho vill europäesch Länner, wou scho grouss Regiounen an de Stied als Testgebidder fonctionnéieren.

Dofir meng Fro: Wéini, wou, mat wiem a fir wien? Mir wëssen, datt déi Technologie besonnesch wichteg ass fir déi industriell Entwécklung vum Land, och am Beräich vun de Servicer. Mä wat fir eng Telekomentreprisë wäerten déi installéieren? Mat wat fir engen Technologiezouliwwerer schaffen déi dat? Ech huelen un, datt do och wäert Huawei derbäi sinn. An dofir meng Fro: Sinn déi noutwendeg Sécherheetsmoossname getraff ginn? Wéini geet et an der Praxis konkret lass? Net nëmmen an engem Laboratoire, och net nëmmen an engem geplangte Rechercheprojet fir selbstfuerend Autoen, mä kloer, däitlech.

An dofir: Ass och un eis Satellittenindustrie geduecht ginn, fir déi anzebannen? Well bei der 4G-Technologie ass déi weltwäit an den Eck gedréckt ginn. Mir wëllen net, datt dat nach eng Kéier passéiert an der 5G-Technologie. Mir hunn eppes ze bidden, an dofir wär et gutt, wa mer zu Lëtzebuerg géifen an deem Sënn e Pilotprojet maachen, fir datt dee Pilotprojet da weltwäit géif als Verkafsargument fir eis Satellittenindustrie gëllen.

Dofir och: Wat fir eng Spideeler wëlle matmaachen? Mir wëssen alleguerten, datt bei der Telemedezinn, besonnesch ersiichtlech fir d'Versuergung vum ländleche Raum, 5G onerlässlech ass.

Dofir: Wéi ass et mam Transport? Mat der Logistik?

Dofir: Wat fir eng Industrië sinn interesséiert, fir iwwert de Lien mat dem 5G a Richtung Fabrik vun der Zukunft ze goen? Maache se dat, andeem se dat iwwerhuelen, wat eis Telekomindustrien ubidden? Oder wëlle se op Campusnetzwierker goen?

Dofir: Wéi ass et mam Asaz vun eise Recherchecapacitéiten?

Dofir: Wat fir en Asaz am Interessi vum Bierger? Ech denken do haaptsächlech un d'Sécherheet. Ech denken un déi vernetzt Haiser. Ech denken u Smart Home. An domat sinn ech beim Bierger. Mä virdrun, Här President, nach déi zweet Motioun iwwert dat, wat ech elo grad gesot hunn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que le Gouvernement a déclaré que les réseaux « 5G » sont « essentiels pour permettre la prochaine vague de productivité et d'innovation dans les différents secteurs de l'économie luxembourgeoise » ;

- sachant que le Gouvernement a encore déclaré que la technologie « 5G » constituera un élément crucial de notre infrastructure nationale ;

- notant que le Premier Ministre a également déclaré que « La 5G, c'est une question de souveraineté nationale. Cela signifie ne pas laisser d'autres pays nous dicter notre conduite, car ils sont plus avancés technologiquement, ne pas se retrouver comprimés entre l'Asie et les États-Unis » ;

- constatant que le Premier Ministre considère que « La 5G n'est pas qu'une augmentation de bande passante, elle attirera des entreprises, créera de l'emploi, aura des applications dans les domaines des objets connectés, des transports, de l'industrie, de la santé... » ;

- considérant enfin que la « 5G » est déterminante pour les technologies du futur et donc pour le Luxembourg Hub des technologies de l'avenir ;

invite le Gouvernement

- à informer le grand public avec précision sur la mise à disposition des bandes de fréquences pionnières pour la « 5G » ;

- à préciser les technologies de base utilisées en matière d'infrastructure et les fournisseurs de celles-ci ;

- à communiquer un calendrier précis pour l'octroi des licences et la mise en place du réseau « 5G » ;

- à considérer la capacité satellitaire du Luxembourg pour la réalisation de projets pilotes et à communiquer les fréquences allouées à cet effet ;

- à présenter les partenaires hospitaliers luxembourgeois et les objectifs retenus pour l'utilisation de la « 5G » en matière de santé (p. ex. traitement médical à distance) ;

- à informer le grand public sur les initiatives à prendre et sur les partenaires prévus pour l'utilisation de la « 5G » dans le secteur de la logistique et des transports (p. ex. le développement de la conduite à distance) ;

- à préciser quels partenaires sont intéressés à développer leur production industrielle au moyen de la « 5G » ;

- à expliquer comment la « 5G » pourra être le facilitateur pour les applications smart home destinées à améliorer le confort, la qualité de vie et la sécurité au domicile ;

- à développer l'implication des centres de recherche luxembourgeois et la collaboration avec les centres de recherche étrangers.

(s.) Viviane Reding, Emile Eicher, Martine Hansen, Georges Mischo, Octavie Modert, Serge Wilmes.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Viviane Reding *(CSV).*- An dann eis Bierger. Si hu Froen. Si hunn Ongewëssheeten. Si hunn Ängschten. An déi gëllt et eescht ze huelen! Mir sinn als CSV fir wierksam nei Technologien, mä ënnert enger Konditioun: Si mussen dem Mënsch déngen a si däerfe weder de Leit nach der Emwelt schueden. An dofir musse mer bei 5G gutt oppassen a mir mussen nom an Europa obligatoresche Vorsorgeprinzip - all europäescht Gesetz, all nationaalt Gesetz muss sech dorunner halen - handelen.

Ass 5G schiedlech fir d'Gesondheet a fir d'Natur oder net? D'Leit stelle sech Froen. D'Leit hunn eng Äntwert verdéngt. Dofir läit jo och eng Petitioun hei an der Chamber. Mir hätte gären, datt esou Saache seriö geholl ginn. Dofir d'Motioun 3, Här President.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- constatant que le déploiement des réseaux « 5G » s'accompagne de questions et d'hésitations notamment face aux effets potentiellement nuisibles que cette technologie pourrait avoir au niveau de la santé et de l'environnement ;

- constatant que certains scientifiques attirent l'attention sur les risques éventuels pouvant émaner de l'augmentation de l'exposition aux radia-

tions électromagnétiques et qu'une pétition (n° 1239) a été déposée à la Chambre des Députés en ce sens ;

- considérant qu'il échet de ne pas prendre à la légère les doutes tant du monde scientifique que du grand public ;

- constatant que la Commission européenne a fait réaliser de nombreuses recherches scientifiques mesurant les éventuels risques de sécurité et de santé ;

- soulignant que le « principe de précaution » doit obligatoirement prévaloir dans chaque action politique en Europe, et donc au Luxembourg ;

invite le Gouvernement

- à procéder à une analyse des risques sur base du « principe de précaution » ;

- à collaborer à cet effet avec les instances européennes compétentes ;

- à prendre les mesures nécessaires pour éviter tout risque pour la population.

(s.) Viviane Reding, Emile Eicher, Martine Hansen, Georges Mischo, Octavie Modert, Serge Wilmes.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Viviane Reding *(CSV).*- A wann ech da kucken: 4G nach net iwwerall, bei 5G méi Froe wéi Äntwerten, da weess ech awer ganz genau, datt et verschidde Plazen op der Welt ginn, wou op 6G geschafft gëtt. Dat ass 1.000-mol méi séier wéi 5G an dat soll schonn an zéng Joer op verschiddene Plazen applizéiert ginn.

Mir wëssen, well déi éischt Konferenz vun de Wëssenschaftler virun zwee Méint a Finnland war, datt et besonnesch déi finnesch Chercheuren zesumme mat deene chineesesche Chercheure sinn, déi hei ganz vill opzeweisen hunn.

An do wëll ech nach derbäifügen dat, wat ech scho virdru gesot hunn iwwer eis Satellittenindustrie. Wann et ee Spillfeld gëtt fir d'Satellittenindustrie an hir Developpementsméiglechkeeten, dann ass et 6G! Mir mussen also, wa mer gären hätten, datt eis Satellittenindustrie och de Sprong an d'Zukunft packt, déi Opportunitéit gebrauchen. An zwar, wa mer dat wëlle muer hunn, musse mer haut domadder ufänken.

Dofir, Här Premierminister, „let's make it happen", soss happent et näämlech ouni eis! An dat wär net nëmmen eng verpasste Geleeënheet, dat wär och nach eng zolidd Schan.

Här Premierminister, ech wéisst gären, zesumme mat menger Fraktioun, wat mer maachen, fir a Richtung Recherche a 6G mat deene Beschten an Europa an op der Welt a mat eiser zukunftsträchteger Industrie do virunzegoen.

Als Konklusioun: Eng Visioun ass ni eppes, wat eppes daacht ouni Aktioun. Hei brauche mer Visioun an Aktioun. An dofir setze mir eis als CSV an. An hei ass déi véiert Motioun zu deem Thema.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant qu'à l'heure actuelle la recherche pour la technique qui succèdera à la « 5G » - la « 6G » - a d'ores et déjà débuté, la 1ère conférence internationale de chercheurs ayant eu lieu en Finlande les 24 et 26 mars derniers ;

- sachant que certains États ont annoncé vouloir appliquer la « 6G » dans les prochaines années ;

- considérant que le Luxembourg se veut être à la pointe de la recherche pour les infrastructures des techniques de communication et d'information du futur ;

invite le Gouvernement

- à développer au Luxembourg la recherche collaboratrice en matière de techniques de communication et d'information du futur qui viendront supplanter la « 5G » ;

- à établir et à promouvoir un groupe de chercheurs luxembourgeois qui travaillera en étroite collaboration avec les experts européens et mondiaux sur le développement de la « 6G ».

(s.) Viviane Reding, Emile Eicher, Martine Hansen, Georges Mischo, Octavie Modert, Serge Wilmes.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Reding. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, stellt Iech vir, Dir misst operéiert ginn, eng ganz speziell Operatioun. Hei zu Lëtzebuerg fënnt ee keen Dokter, deen do spezialiséiert ass, deen dat maache kann. Ben, de 5G wäert an Zukunft awer erlaben, datt zum Beispill en Dokter, e Chirurg, deen Honnerte vu Kilometer wäit ewech ass, datt dee kann déi Interventioun ënner anerem mat Hëllef vun engem 5G-Reseau virhuelen. Dat ass ee Beispill, wat mat 5G méiglech ass. Telemedezinn wäert doduerjer, duerch e performant mobillt 5G-Netz méiglech sinn.

Ech mengen, fir elo all Méiglechkeeten opzezielen, géif hei wäit de Kader sprengen. Wéi iwwerhaapt hei déi Diskussioun hätt och kënnen an engem méi grousse Kader stattfannen, wou ee méi laang iwwert déi eenzel Aspekter hätt kënnen diskutéieren. Et sinn och eng ganz Rei Motiounen deposéiert ginn, déi déi verschiddenst Aspekter betreffen. Ech hu se elo nach net kënne gesinn, duerfir, Här President, kann ech elo vläicht net direkt derzou Stellung huelen. Ech géif awer vläicht en Deel vu menger Zäit da benotzen, déi ech hunn zu de Motiounen, fir hei vläicht déi eng oder aner Remark anzeflécken.

Ech mengen einfach, déi mobill Internetkonnexioune mat enger grousser Vitesse vu méi wéi engem Giga an der Sekonn kënnen also grouss Datevolumen an Echtzäit iwwerdroen. An dat ass eben d'Viraussetzung fir dat, wat een „Internet of things" nennt, d'Konnexioun vu Géigestänn, vu Maschinne mateneen an esou weider.

Et gëtt ganz vill geschwat vum autonome Fueren. Ech mengen, och autonoomt Fueren ass nëmme méiglech, oder och e performante 5G-Reseau ass do eent vun den Elementer, fir datt dat ka fonctionnéieren.

All Entreprisen oder an enger ganzer Rei vun Entreprisen, wou Maschinne matenee kommunikéieren, wou Maschinne wäerten an Zukunft ganz vill maachen - Intelligence artificielle ass jo och eent vun de Stéchwierder -, dat alles si Méiglechkeeten, wou Beräicher revolutionéiert ginn a wou natierlech de 5G eng vun den Technologien ass, déi do och wichteg am Spill ass.

Et ass eigentlech kloer, fir dat ze resuméieren: Et ass enormt Potenzial do an der Medezinn, an der Fuerschung, awer och virun allem an der Wirtschaft. An et ass och kloer: Dat dierfe mer net verschlofen hei zu Lëtzebuerg. A mir wäerten dat och net verschlofen. Mir wëllen - dat ass kloer gesot ginn - Virreider als ICT-Standuert hei zu Lëtzebuerg sinn. D'Regierung huet dat an hirem Regierungsaccord och nach eng Kéier däitlech ënnerstrach, datt dat eng Prioritéit ass.

Ech muss soen, datt mir als DP dat och 100%eg, ech géif souguer soen 110%eg ënnersträichen, datt mer also net dierfen an der drëtter Rei waarden, mä datt Lëtzebuerg muss zu deenen Éischte gehéieren - zu den, wat een esou schéin nennt „first mover" -, fir déi nei Technologien ze notzen. Ech hat dat schonn eng Kéier gesot, mä ech widderhuelen et esou gär: Wat d'Minettesteng sengerzäit fir eist Land waren, näämlech de Grondstee fir eise Wuelstand a fir den Erfollegsmodell Lëtzebuerg, dat sinn haut déi digital Technologien. Déi digital Technologien! An dozou gehéiert och de 5G. Dat ass eist Eisenäerz vum 21. Jorhonnert.

Ech mengen, wa mer also eis Wirtschaft wëlle weiderentwéckelen, diversifizéieren, moderniséieren, wa mer gären innovativ Betriber am Land hätten, da muss Lëtzebuerg hei Virreider sinn. A mir sinn do och um gudde Wee. Mir hunn eng ganz Rei Akzenter gesat, och elo hunn ech hei net d'Geleeënheet, fir déi all opzezielen, wat mer maachen, fir datt mer do proaktiv handelen, datt mer matzäiten deen néidege Kader schafen, fir datt mer och op där digitaler Weltkaart eis kloer positionéieren an datt do jiddwereen eis gesäit.

Ech mengen, an der Vergaangenheet ass jo och schonn - d'Madamm Reding kann dat vläicht net wëssen -, mä och an der vergaangener Legislatur huet den zoustännege Premier scho Strategië presentéiert gehat iwwer „Digital Lëtzebuerg", wou eng ganz Rei Elementer, och eben déi ekonomesch Elementer, déi vun der Wirtschaft, awer och déi vun der Fuerschung an esou weider, presentéiert gi sinn.

D'Regierung huet also deementspriechend schonn eng Strategie ausgeschafft. An ech mengen, datselwecht gëllt och fir d'Implementatioun, well ech ka mech erënneren, wéi de Premier deemools an d'Kommissioun komm ass, ass och scho ganz vill dovunner geschwat ginn, datt do Pläng um Dësch léichen. An et ass also esou gekuckt ginn, fir eben déi Implementatioun vum 5G hei zu Lëtzebuerg virunzedreiwen, gekuckt ginn: Wéi sinn déi juristesch Elementer, déi technesch, déi reglementaresch Aspekter, déi all musse gekuckt ginn? Ech mengen, dat geet vun dem Lizenzverdeele bis herno bei den Ausbau vun den néidegen Infrastrukturen.

An ech mengen, wa meng Informatioune richteg sinn, ass de sougenannte Beauty Contest jo schonn amgaangen, fir ze kucke fir Operateuren. Deen ass lancéiert. Éischt Pilotprojete sollen och um Enn vun dësem Joer op d'Schinn gesat ginn. Mir sinn also hei zu Lëtzebuerg um gudde Wee. An ech mengen, d'Interpellantin, déi zwar eng interessant an och eng sënnvoll Debatt lancéiert huet, rennt eigentlech hei oppen Dieren an.

Ech weess net, wat elo an de Motioune steet, mä, wéi gesot, hei ass ganz vill zu Lëtzebuerg amgaangen.

Ech wëll awer dann nach, Här President, well ech gesinn ... Bon, ech wëll elo net ze vill Zäit vu menger Motiounszäit an Usproch huelen. Zum Schluss wëll ech awer nach eppes ganz kloer hei ënnersträichen: Ech mengen, esou en Developpement, deen dierf net op d'Käschte vun der Gesondheet, vun der Liewensqualitéit vun de Mënsche goen.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Eugène Berger *(DP).*- An et si jo an der Lescht esou Fake-Geschichten zirkuléiert, zum Beispill, datt anscheinend Vulle géife vum Himmel fale wéinst 5G-Antennen. Mëttlerweil hu sech déi Geschichten als Fake News erausgestallt. An ech kann nëmmen do recommandéieren, e ganz interessanten Artikel op Reporter.lu ze liesen, deen do de ganzen Historique mécht, wéi ee ka falsch Geschichten an d'Welt setzen.

Mä nach, ech mengen, déi Froen, déi Suergen iwwer eventuell gesondheetlech Auswierkunge vum 5G muss een eescht huelen. Mä da muss ee mat enger rationeller, mat enger wëssenschaftlecher Aart a Weis dorunner erugoen.

D'Regierung geet hei beim 5G wéi och soss nom Principe de précaution vir, fir ebe sécherzestellen, datt d'Gesondheet vun de Leit net a Gefor ass. An och do fänke mer net bei null un! Mir fänke wierklech do net bei null un. Ech wëll drop hiweisen, datt mer déi strengst Grenzwäerter fir Antennen a Bezuch op elektromagnéitesch Stralen hei am Land mussen hunn.

Une voix.- Très bien !

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech weess net, ob d'Madamm Reding vläicht d'Norm kennt, déi hei zu Lëtzebuerg fir 4G-Antennen ass. Et muss een et och net wëssen. Ech kann lech just soen, ech kennen deen Dossier ganz gutt! Ech kennen deen Dossier ganz gutt.

Mme Viviane Reding *(CSV).*- D'Madamm Reding huet et agefouert, ...

Une voix.- Très bien !

M. Eugène Berger *(DP).*- Neen, hei zu Lëtzebuerg, Madamm Reding, et deet mer leed, hei zu Lëtzebuerg huet de Statssekretär fir Émwelt tëschent 1999 an 2004 - Dir kënnt vläicht nokucken, wien dat war -, deen huet deemools hei zu Lëtzebuerg 3 Volt/Meter agefouert. An dat ass déi strengsten Norm! Dat ass déi strengsten Norm, déi et an Europa gëtt. Dat ass dat, wat hei ufanks de Joren 2000 agefouert ginn ass, wéi déi 3 Volt/Meter festgeluecht gi sinn, net vun der Madamm Reding, mä vum deemolege Statssekretär hei zu Lëtzebuerg. Well e Kommissär kann net an engem Land eng 5G-Antenn ...

Une voix.- Här Berger!

M. Eugène Berger *(DP).*- Mä soit!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Berger, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, ech kommen zum Schluss. Dat hei ass da meng Zäit vun de Motiounen, déi Der da kënnt do matarechnen. Einfach nëmme fir ze soen, datt hei zu Lëtzebuerg also och déi do Norme wäerte fir 5G-Antenne gëllen. Well et ass net dru geduecht, fir elo fir 5G-Antennen eng aner Norm anzeféieren. Et kënnt awer och nach derbäi, datt jo net am ganze Land wäerten Antenne stoen, mä datt gekuckt gëtt an enger éischter Phas éischter bei spezifesch Betriber, eventuell a gréissere Stied an esou weider.

Här President, einfach als Konklusioun wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, datt d'DP voll a ganz déi Efforten ënnerstëtzt, fir Lëtzebuerg zu engem Virreider als ICT-Standuert ze maachen, well domadder kënne mer dann den Erfollegsmodell Lëtzebuerg weiderschreiwen. Duerfir brauche mer de 5G-Reseau, fir net an der Geschicht hannendrunzelafen. A mir begréissen a mir sinn och iwwerzeegt a mir si sécher, datt och fir d'5G-Antennen hei zu Lëtzebuerg déi streng Norm vun 3 Volt/Meter aus ufanks de Joren 2000 wäert gëllen, fir datt Mënsch an Déier wäerte geschützt ginn. Voilà!

Merci.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Berger. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Här President, fir d'Éischt e Merci un d'Madamm Reding fir dës Initiativ, fir déi Heure d'actualité haut hei ze maachen.

Et ass gewosst, dass dat schnellt Ausrulle vun engem 5G-Internet am ganze Land eis géif e wichtege Standuertvirdeel ginn. Mir hunn d'Ambitioun, eis digital Infrastruktur auszebauen, fir eis Wirtschaft ze diversifizéieren a fir zentral Aspekter vun der drëtter industrieller Revolutioun, wéi Internet vun de Saachen oder Autoen ouni Chauffeur, méiglech ze maachen.

Am schnellste géif dat goen, wann ee géif mat Huawei schaffen, déi weltwäit jiddwerengem viraus si mat där Technologie. Mä dat ass awer net esou einfach, aus enger Rei vu Grënn, op déi ech elo kuerz wäert agoen.

Ee wichtegen Aspekt an dëser Diskussioun betrëfft d'Datesécherheet an d'Netzsécherheet. De Problem beim 5G ass, fir et einfach auszedrécken, esou, dass anescht wéi beim 3G oder 4G et net méi méiglech ass, en Netz-Service-Provider aus Deeler vum Netz auszeschléissen. Reng technesch besteet do d'Méiglechkeet, onerlaabt zréckzegräifen op Informatioun vun Usageren. Allerdéngs sinn d'USA, déi jo behaapten, dass a Bezuch insbesonnesch op Huawei de Risiko besteet, dass China se benotzt, fir Informatiounen ofzezapen, sinn also d'USA bis elo konkret Preuvë schëlleg bliwwen, wat eventuell Spionagepläng vun Huawei ubelaangt.

An hei kann ee sech zum Beispill op dat däitscht Bundesamt für Sicherheit in der Informationstechnik beruffen, dat am Dezember d'lescht Joer ënnerstrach huet, dass och no intensiver Prüfung keng Indicë konnte fonnt ginn, dass Huawei géif Spionage bedreiwen oder plangen. An et gëtt och als éischter onwahrscheinlech betruecht zum Beispill vun engem aneren däitschen Institut, dem Institut für internationale Politik und Sicherheit, dass Entreprisë wéi Huawei flächendeckend géife versichen, Netzer an engem sougenannten „kill switch" auszeschalten, dat wuel, well dat géif extrem negativ Konsequenze souwuel geopolitesch wéi och reng fir d'Entreprise mat sech bréngen.

Gleeft een elo verschiddenen Experten, gëtt et awer technesch Méiglechkeeten, fir mat appropriéierte Verschlësselungen a sougenannten „high network security slices" - frot mech elo net, wat dat ass! - d'Sécherheet a Saache Spionage ze garantéieren.

Wëllt ee schnell de flächendeckende 5G kréien an de First Mover sinn, nach eng Kéier, kënnt ee wuel net laanscht d'Technologie vun Huawei fir de Moment. Et muss awer net exklusiv de chineesesche Ubidder sinn, wéi d'Beispill vu Spuenien weist. Vodafone España huet de 15. Juni dëst Joer an Zesummenaarbecht mat Huawei a 15 Stied vum Land 5G-Netzer a Betrib geholl. Mä nieft Huawei huet och d'schwedesch Entreprise Ericsson hei d'Hardware fir d'Datennetz zur Verfügung gestallt. An et wier an eisen Ae gutt, wann een hei géif all d'Léisungen an d'A faassen, och esou eng wéi déi spuenesch, wou mat verschiddene Partner zesummegeschafft gëtt.

Ech géif och gären den Här Premierminister froen, wou d'Efforten dru si fir den Developpement vun enger reng europäescher Technologie. Dat wär natierlech déi preferéiert Optioun. An ech bezéie mech hei op den „5G Manifesto", dee vun enger Rei vun den europäeschen Haaptoperateuren an de Joren 2016 bis 2017 elaboréiert ginn ass, déi jo do eng Rei Recommandatiounen un d'EU-Kommissioun gemaach hunn, déi och vum Kommissär Oettinger opgegraff goufen, mengen ech, am Joer 2018 a wou awer elo säithier menges Wëssens net immens vill geschitt ass. Ech géif gäre wëssen, wou deen Dossier um europäeschen Niveau drun ass.

Här President, den Eugène Berger ass op d'Gesondheets- an d'Émweltbelaaschtungsdiskussioun agaangen. Ech mengen, et ass effektiv de Moment nach net definitiv gewosst, ob déi Technologie schiedlech ass fir de Mënsch. Gradesou wéineg ass dat gewosst beim 3G a beim 4G. Ech mengen, dat Eenzegt, wat erkannt ass, dat ass, dass déi elektromagnéitesch Stralungen eng thermesch Wierkung hunn, mä méi gëtt fir de Moment d'Recherche an deem Beräich net hier. Et ass awer fir eis extrem wichteg, dass all Precautioune geholl ginn, fir dass souwuel gesondheetlech wéi och fir d'Preservatioun vun der Émwelt déi beschtméiglech Optiounen hei geholl ginn, insbesonnesch dass besteeënd Bornë benotzt gi fir den Deploiement vun där neier 5G-Technologie.

Här President, als Konklusioun géif ech gär eppes méi Analoges soen, e bëssen ewech-

komme vun der Technologie. Ech mengen, bei aller Léift zur Technologie sollten och gesellschaftlech Aspekter wéi Dateschutz, wéi och Netzneutralitéit, awer virun allem och d'Zesummeliewen an eise Gesellschaften net aus den Ae verluer goen.

Une voix.- Très bien !

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Ee vun de Risike vun de 5G-Technologien, deen och schonn evoquéiert gouf an deem „5G Manifesto", betrëfft d'Netzneutralitéit. Hei kéint et zu engem Internet à plusieurs vitesses kommen, wou ee muss bezuelen, fir déi ultraschnell Optioun ze kréie vum 5G, wat natierlech eng Entwécklung ass, déi mir net wëllen. Wa mir schnellen Internet kréien, da soll dee fir jiddwereen zu gläiche Konditiounen zougänglech sinn.

Une voix.- Très bien !

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Een aneren Aspekt ass den Dateschutz, iwwert dee jo am Moment vill diskutéiert gëtt hei bei eis am Haus, zwar an engem ganz anere Kontext, mä trotzdeem. An ech mengen, dat ass och gutt, well dat ass eng aner Sensibilitéit haut a Bezuch op den Dateschutz, wéi dat nach virun e puer Joer de Fall war.

Mir sollte wëssen, dass 5G déi nächst Etapp ass och an der Entwécklung vun der artificieller Intelligenz. Déi enorm Datequantitéiten, déi hei generéiert ginn, sinn néideg, fir déi artificiell Intelligenz ze developpéieren. A mir sollten also hei net nëmme vis-à-vis vun auslännesche Puissancen, mä och am Sënn vun eise Bierger deem Suerg droen, dass dës Informatiounen ofgeséchert ginn an net mëssbraucht ginn, dass d'Privatliewe vun de Bierger geschützt ass.

A vläicht nach en allerleschte Gedanken, Här President. Wann ech all déi nei Promessë gesi vun deene 5G-Technologien, da sinn ech erënnert un de Film vun 1958 vum Jacques Tati « Mon oncle », deen am Fong d'Absurditéit weist vun enger voll automatiséierter Welt, an dat op eng humorvoll Aart a Weis, wou e weist, wéi absurd et ass, fir zum Beispill an enger Kichen ze liewen, wou een all moies säin automateschen Toast kritt an de Kaffi am Fong programméiert declenchéiert gëtt.

Ech mefiéiere mech virun enger exzessiver, munchmol e bësse blanner Adhesioun zu allem, wat digital an technologesch ass. An ech mengen, mir sollten hei bei all deenen Entwécklungen an all deenen neien Technologien all Kéiers eis froen, wat am Sënn vum Mënsch a vun eiser Gesellschaft ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, 5G ass e Begréff, dee mëttlerweil bei deene meeschte Leit ukomm ass. Fir déi eng ass et en technologesche Quantesprong mat bal onendlechem Potenzial, fir déi aner eng Risikotechnologie, déi méiglecherweis en negativen Impakt op d'Gesondheet an d'Ëmwelt huet.

Am Koalitiounsvertrag steet, dass déi progressiv Digitaliséierung vun eiser Gesellschaft op eng performant Infrastruktur am Beräich vun der Telekommunikatioun muss opbauen. Am Dokument „Stratégie 5G pour le Luxembourg" vum September 2018 zeechent d'Regierung hir Virgoensweis op. Esou sollen als Éischt Pilotprojeten ëmgesat ginn, de Principe de précaution ervirgestrach ginn a voll Transparenz gëllen. Konkret heescht dat, dass d'Bierger mussen iwwert déi nei Technologie, hire Fonctionnement an hir potenziell Risiken informéiert ginn.

Zum Gesondheetsaspekt: Wat mir aktuell wëssen, an dat wäert och beim 5G esou sinn, ass, dass mir déi gréisst Stralungsdosis vun den Endgeräter an net vun den Antennen ofkréien. Dat heescht, vum Handy, deen ee bei d'Ouer hält oder um Kierper dréit, Kanner, déi mam Tablet um Schouss Filmer kucken, oder de WiFi-Router, dee permanent sent an esou weider. Hei brauche mer insgesamt eng besser Opklärungsaarbecht, fir de Bierger iwwer méiglech Risiken a Best Practices ze informéieren an en an d'digital Revolutioun ze begleeden.

Zum 5G: 5G-Antenne strale just, wann den Notzer se brauch, mä zilgenau a manner wäit. Et gëtt also keen Dauerbetrib esou wéi am Moment, wou all d'GSMs-Antenne permanent stralen, och wa keen Notzer konnektéiert ass. Et ass eng nei Technologie, déi och nach net ënnersichte Frequenzen notzt, eng Technologie, déi net gläichzesetzen ass mat 4G. An duerfir kann een net vum 4G aus extrapoléieren no der Formel „wat méi héich frequent, wat méi geféierlech".

Gewosst ass, dass, wat d'Frequenz méi héich ass, wat d'Stralung méi duerch d'Maueren zréckgehale gëtt, also manner an d'Haus erakënnt a manner wäit an de Kierper andréngt, well d'Energie sech haaptsächlech un der Uewerfläch vun der Haut an Hëtzt ëmwandelt. Do muss erfuerscht ginn, wat d'Konsequenze kënne sinn.

Bei all de Funkstandarde limitéieren d'Diskussioune sech momentan awer just op d'Fro vun der Cancerogenicitéit. Aner Aspekter wéi Stéierung vun der Zellkommunikatioun, Zellstress, Genschied, Léier- a Gedächtnisschied, Veränneerunge vum Fortplanzungssystem gi guer net thematiséiert. Wat een och onbedéngt muss am A behalen, si Laangzäiteffekter op d'Gesondheet an d'Ëmwelt, wou een e Recul vun 30 bis 40 Joer brauch.

Här President, ech sinn der Meenung, dass et wichteg wär, d'Pilotprojeten, déi geplangt sinn, mat engem Monitoring iwwert den Afloss op eis Gesondheet an d'Ëmwelt ze verbannen an d'Resultater bei der Ëmsetzung vun der nationaler 5G-Strategie ze berücksichtegen.

déi gréng si prinzipiell net negativ zum 5G-Netz agestallt. Mir wëllen op där enger Säit erméiglechen, dass d'Leit och zu Lëtzebuerg vun de Méiglechkeete vun dëser innovativer Technik an hirem Alldag kënne profitéieren an och, dass Lëtzebuerg als Wirtschaftsstanduert ka Virreider sinn. Gläichzäiteg wëlle mer awer och, dass d'Bierger informéiert ginn an dass den Impakt op d'Gesondheet an d'Ëmwelt analyséiert a berücksichtegt gëtt. Duerfir si mir der Meenung, dass verschidde fundamental Prinzipie musse respektéiert ginn.

Esou muss de Principe de précaution applizéiert ginn, fir de Risiko vu 5G, dee mer momentan aus Mangel un Etüden nach net kënnen ausschléissen, op e Minimum ze reduzéieren. Als éischte Schrëtt sollte just Pilotprojete mat temporären Autorisatiounen op Plazen, déi wäit ewech si vu sensibelen Zone wéi Spideeler, Schoulen an esou weider, ëmgesat ginn. Si mussen och vun engem Monitoring begleet ginn, deen et erlaabt, Methoden ze entwéckelen, fir d'5G-Stralung ze moossen, ze determinéieren, ob an ab wéi enger Intensitéit 5G-Stralung en Impakt op d'Gesondheet an d'Ëmwelt huet, wéi en Impakt dat ass, a schlussendlech Kritären a Grenzwäerter ze definéieren an dësen eng Base légale ze ginn.

Och de Monitoring ass e Beräich, wou Lëtzebuerg kéint Virreider an Europa ginn. Wichteg ass et och, wann nei Funkstandarden derbäikommen, fir progressiv den 2G, 3G a 4G ofzebauen, fir esou den aktuelle Cumul vu Stralen erofzesetzen.

Ofschléissend wëll ech bemierken, dass déi gréng sech nach ëmmer fir d'Recht vum Bierger op Informatioun an d'Flicht vum Stat, seng Bierger ze schützen, agesat hunn. Wann et haut e regelméisseg aktualiséierte Kadaster vun all de GSMs-Antennen am Land gëtt, ass dat, well de grénge Statssekretär Camille Gira e Pilotprojet vum deemolege blo-grénge Schäfferot aus der Stad landeswäit ausgebaut huet.

déi gréng hu sech och ëmmer dergéint gewiert, dass d'Grenzwäerter fir d'Emissioune vun Antennen ouni wëssenschaftlech Argumenter kënnen eropgesat ginn. An deem Sënn soll och den Op- an Ausbau vum 5G ëmgesat ginn. Wa mer dëst fäerdegbréngen, ass et méiglech, d'Feeler, déi beim 2G bis 4G gemaach gi sinn, ze korrigéieren.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Bei dëser Diskussioun, wéi och bei villen aneren, huet een heiansdo dat Gefill, datt déi technesch Fortschrëtter, déi mer kënne maachen als Mënschen an der Fuerschung iwwerhaapt, ob dat an der Biologie ass oder och a gewëssenen Technologien, méi séier ginn, wéi mir se kënnen an eiser Reflexioun an och politesch opfänken a begleeden.

Dat hei ass och erëm esou e Beispill! Wann ech de Virriedner nolauschteren, da begréisse se jo all déi Technologie. Si wëlle se asetzen, inklusiv déi gréng. Déi Blo wëlle se och an de Spideeler asetzen. déi gréng soen: „Mir däerfe se net do an déi Géigend setzen, dat si sensibel Zonen." Déi eng wëlle soen: „Ma et sinn esou vill Normen, déi si ganz sécher." déi gréng soen: „Et si vill Stralen do, déi sinn nach net erfuerscht."

An déi Kontradiktiounen an der Regierung, déi refletéiere sech, mengen ech, och an där Tatsaach, datt mer schonn als ADR de 15. Abrëll eng Question parlementaire gestallt haten, fir dann ze froen: Wéi ass dat da mat der Risikoaschätzung vun der Regierung? A bis haut hu mer keng schréftlech Äntwert dorobber kritt! Vläicht bréngt den Här Statsminister eis se herno. Mä op jidde Fall hu mer bis haut keng schréftlech Äntwert kritt.

Et sinn dräi Grondgeforen an där ganzer Saach, onbekannter: Dat Éischt ass d'Gesondheet vum Mënsch, dat Zweet sinn déi international Sécherheetsproblemer, dat Drëtt ass awer och déi ëmmer méi grouss Gefor vun der totaler Kontroll. Déi technologesch Mëttele si sécher och eng Chance fir d'Mënschen, si kënnen eis Méiglechkeete ginn. Si hunn awer och déi Gefor a sech, datt déi Kontroll iwwert de Mënsch ëmmer méi staark ka ginn.

Bei der Gesondheet vermësse mir en Engagement vun dëser Regierung, dee se offensichtlech net wëllt huelen. Wann dann de Risiko fir d'Gesondheet vum Mënsch bewisen ass, jo, da mécht een déi Technologie net! Ech mengen, dat ass d'Ëmsetzung vun engem Principe de précaution. An esou en Engagement héiere mer awer net. Mir héiere Manöver, fir do derlaanschtzekommen: „Mir féieren et an ënner gewëssene Konditiounen." Mä wat ass dann, wann d'Gesondheetsgeforen etabléiert sinn? Da muss een och d'Konsequenzen huelen.

Bei den internationale Risiken ass et esou, datt mer, wa mer Sécherheetsbedenken hunn, da kënnen Deeler vun der Technologie - den Här Fayot huet zu Recht vun engem spuenesche Modell geschwat - opmaachen och fir eng Participatioun mat Staten, bei deene mer vläicht Bedenken hunn, awer d'Kärberäicher, wou wierklech relevant Sécherheetsinteresse sinn, sollte mer awer dann net opmaache fir esou Partner.

An dat Drëtt ass déi Entwécklung an der kënschtlecher Intelligenz. Déi musse mer ... Oder och an anere Beräicher. Mir mussen einfach de Courage hunn, fir ze soen: Mir schützen de Mënsch heiansdo och viru sech selwer! A mir kënnen net als Stat dauernd nei Obligatiounen huelen, wéi mer et och bei den intelligente Compteure gemaach hunn, datt mer déi obligatoresch aféieren. Och do hu mer Problemer mat eventuelle Gesondheetsbelaaschtungen. Och do hu mer de Risiko, datt den intelligente Compteur ka géint den Abonné geholl ginn. An och do hätte mer missen de Leit d'Wiel loossen, ob se wëllen en analoge Compteur behalen oder en digitale kréien.

Ech mengen, als ADR huele mer dee Principe de précaution eescht. A mir soen: Wann eng gesondheetlech Gefor ass, da féiere mer déi Technologie eben net an. An déi kloer Ausso, esou eng Prioritéit am Interessi vum Mënsch, déi vermësse mer op der Säit vun dëser Regierung.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An dann hu mer den honorabelen Här David Wagner. Här David Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Um 5G scheede sech d'Geeschter. Fir Verschiddener ass de 5G esou eng Aart „ekonomeschen Heilsbringer", dee ganz nei Aktivitéiten a Besoine schaaft an nei Profittméiglechkeeten opmécht fir d'TIC-Industrie, déi all Dag nei intelligent Géigestänn an Handy-Applikatiounen entwéckelt, oder fir déi grouss Onlineplattformen, déi hir Sue mat der Kollekt an der Vermaartung vun den Donnéeë vun hiren Notzer verdéngen. An net zulescht d'Telekommunikatiounsbetriber, déi jo mëttlerweil all privatiséiert sinn a sech mat neien Offeren an ëmmer méi schwéier ze duerchdréngenden Tariffstrukturen eng gëllen Nues verdéngen.

Fir anerer dergéint ass de 5G Synonym vun enger Technisëierung vun der Gesellschaft a vun eiser natierlecher Ëmwelt, wat eis fälschlecherweis virgaukelt, datt nei Technologien op magesch Aart a Weis ekologesch a sozial Problemer fir eis léisen an domat d'Auserneesetzung mat zentrale Froe vun der Verdeelung vum Räichtum oder dem Accès zu verschiddene Servicer iwwerflësseg maachen.

D'Regierung positionéiert sech mat hirer 5G-Strategie an allgemeng mat hirem Discours iwwert d'Digitaliséierung vun der Ekonomie an deem ominéise Rifkin-Prozess däitlech am éischtgenannte Lager. Déi Optik verstoppt awer villes. Ech wëll dowéinst den Accent op fir eis wichteg Elementer leeën, déi an der Debatt ëm de 5G an der Regel keng allze grouss Plaz fannen.

Dat Éischt, dat ass dee sougenannten „digital divide". Et ass och elo schonn - et gouf och scho gesot - beim 4G oder mam schnellen Internet esou, datt et Ausschlosskritäre ginn: engersäits dee finanziellen, well Offeren, déi eng komplett Notzung mat alle Fonctionnalitéiten erméiglechen, an déi néideg Apparater vill Sue kaschten, a fir vill Leit ze vill. Wann een d'Mobillfunktariffer an Europa vergläicht, gesäit een och, datt Lëtzebuerg hei am selektiivsten ass. A bal kengem europäesche Land ass de Gigabyte-Trafic esou deier wéi zu Lëtzebuerg! D'Avantagë vun Digitaliséierung an neien Technologien a Servicer, wéi se vu 5G versprach ginn, riskéiere soumat Besserverdénger virbehalen ze bleiwen.

Anerersäits huet den Digital Divide och eng geografesch Komponent. A méi ländleche Géigende ginn d'Netzer manner séier ausgebaut wéi am urbane Raum wéinst der gerénger Latenz an dem ganz héije Frequenzberäich.

Den Netzausbau, Här President, ass e Profittgeschäft. Do, wou de Return on investment méi héich ass, gëtt als Éischt ausgebaut. Mir gesinn dat och haut beim Glasfaserreseau, deen a villen Dierfer nach net ukomm ass.

Awer et gëtt och e weideren zentralen Enjeu. Dee betrëfft d'Daten an de sougenannten „digital labor". Datt de 5G-Ausbau ekonomesch esou lukrativ ass, gëtt duerch de Wettlaf an deem Beräich tëschent den USA, Europa a China verdäitlecht. Do, wou déi éischt 5G-Infrastruktur funktionéiert, wäerten d'Schafung an d'Usammlung vu wirtschaftlech verwäertbaren Daten iwwert d'Notzer vun allméigleche Produkter a Servicer eng nei Qualitéit erreechen. Soumat wäert déi Regioun och en Avantage hunn, wat d'Entwécklung vun neie Produkter ugeet, a vun dëser Wäertschëpfung am meeschte profitéieren.

En zousätzleche Punkt betrëfft den ekologeschen Impakt vun der Digitaliséierung a méi speziell dem 5G. Am Rifkin-Prozess ass de Credo jo, datt duerch déi sougenannt „smart Technologien" manner Energie soll verbraucht ginn. Et muss ee sech awer bewosst sinn, a mir hunn dat och am Kontext vum Google Data Center gesot, datt eleng d'Servercapacitéite fir d'Datekollekt masseg Energie friessen. Derbäi kënnt, datt déi ganz Infrastruktur, déi opgebaut muss ginn, immens ressourcenintensiv ass. An déi Ressourcen hu mir selwer net. Dofir gëtt den ekologeschen Impakt vun der Digitaliséierung op aner Äerddeeler verlagert, wou et déi Ressourcë ginn.

Här President, d'Technologie ass net neutral. Si ass Deel vun engem wirtschaftleche System a reproduzéiert deen ëmmer erëm. D'Recherche ass och net neutral. Datt zum Beispill op der Uni Recherche gemaach gëtt fir autonom Autoen, hale mir net fir besonnesch sënnvoll. Mir mengen net, datt et e gesellschaftleche Besoin gëtt no autonomen Autoen. Et gëtt och keen objektive Grond an eisen Aen, fir Recherche ze maachen an deem Beräich. Et si souwisou schonn ze vill Autoen op der Strooss. Fir dat ze änneren, brauche mer net onbedéngt Recherche op neien Technologien, mä déi richteg politesch Prioritéite mat den néidegen ëffentlechen Investitiounen.

Här President, ech wäert och meng Riedezäit iwwerhuele vun de Motiounen, wannechgelift.

Et ass jo net esou, datt Technologiekritik vu Leit ausgeüübt gëtt, déi prinzipiell technologiefeindlech wieren. Ganz am Géigendeel sinn et ganz technologieaffin Mënschen. Ech brauch nëmmen zum Beispill hei zu Lëtzebuerg de Chaos Computer Club ze nennen. Déi Leit stelle sech vill méi déif gräifend Froe wéi honnert Rifkinnen zesummen!

Fir et op de Punkt ze bréngen: Wien ass iwwerhaapt Demandeur fir 5G? Ech kenne wéineg Leit, déi Demandeur si fir 5G! Zemools an enger Zäit, wou mer weder nach iwwerhaapt iwwerall 3G oder 4G kënne kréien (veuillez lire : wou mer iwwerhaapt plazeweis weder 3G nach 4G kënne kréien).

Wie wëllt autonom Autoen, dat heescht enger Maschinn, engem Algorithmus, enger Frequenz säi Liewen aussetzen, ausser vläicht Tesla?

Wie wëllt en Haus, wou alles matenee kommunizéiert, wou de Frigo vläicht ka feststellen - well esou Diskussioune gi gefouert! -, datt net méi genuch Mëllech am Frigo ass, an dat vläicht weiderkommunizéiert gëtt un e Supermarché oder un e „smarten" Doléiner, modernen Doléiner, deen dat soll matbréngen? A vläicht gëtt dat och schonn direkt iwwerwisen.

Wie wëllt iwwerhaapt an enger Welt liewen, wou bal all Aspekt vum Liewe vun Appe superviséiert gëtt? Ech mengen, nëmmen déi, déi dorauser Profitt zéie kënnen, respektiv Politiker, déi sech wéineg Froe stellen a mengen, als Visionär an d'Geschicht anzegoen.

D'Madamm Reding huet recht, wa si seet, datt d'Technologië missten dem Mënsch déngen. Mä dofir muss ee sech politesch mat dësen Technologien auserneesetzen. An dat heescht: Wie besëtzt se? Wie kontrolléiert se? Wéi gi se ëffentlech an demokratesch kontrolléiert? A fir wat ze maachen?

An zuallerlescht, wann ech richteg verstinn, well et muss een oppassen ... Den Här Fayot

huet vum Jacques Tati geschwat; et gi vill Beispiller och an der Science-Fiction, wou ee kéint dorobber zréckkommen. Ech schloen Iech och e Buch vir, vum franséischen Auteur Alain Damasio, „Les furtifs" - et ass grad erauskomm, ech hunn et nach net gelies, et ass op menger Waardelëscht -, wou et esou wäit geet, datt een u sech am Joer 2040 an enger neoliberaler Welt lieft, wou Stied vun Entreprisen iwwerholl ginn, Paräis vun LVMH, Cannes vun der Warner, Orange vun Orange - klenge Witz! - a wou d'Leit esou eng kleng Bague hunn, wou all hir Daten an hir Donnéeën dra sinn ...

Une voix.- Wat iwwerhëlt de Putin dann?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ... an dat och verwäert ka ginn.

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... Stären?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat ass net komplett onrealistesch. Dat mécht déi ganz Saach vill méi interessant. An ech mengen net, datt mer an eng Richtung solle goen, wou all Aspekter vum Liewen - d'lessen, d'Gesondheet, d'Kommunikatioun, d'Educatioun, d'Sexualitéit - einfach vu groussen, international vernetzten, globale Konzerner kënne beherrscht ginn. Dat sinn déi Froen do, déi mer eis musse stellen.

An zu Allerlescht, mir hate souguer eng Kéier - well ech hunn den Androck, datt heiansdo och déi ganz onsääglech Rifkin-Diskussioun benotzt gëtt, fir iwwerhaapt sozial Fortschrëtter ze verhënneren - an enger Debatt vun engem Vetrieder vun der Majoritéit gesot kritt, datt mer iwwert déi sechst Congéswoch léiwer net sollten diskutéieren a léiwer sollte waarden, bis dee ganze Rifkin-Prozess fäerdeg wier, fir iwwerhaapt kënnen doriwwer ze diskutéieren. Ech mengen, dat ass déi falsch Approche. Ech mengen, mir mussen eng politesch Diskussioun féieren iwwert déi ganz nei Technologien, déi riskéieren, wa mer dat net maachen, a privaten Hänn sech ze konzentréieren an eist Liewen ze bestëmmen.

An esou enger Welt wëllt kee liewen. An zemools déi Jonk, déi wëllen net domadder liewen. An et sinn der scho vill, déi ufänken, géint esou Saachen ze rebelléieren, well si et och wierklech richteg verstinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, villmools Merci, Här Wagner, fir déi gutt Buchrezensioun. Da weess ech, wat ech den Owend op Amazon kann zesummeklicken ...

(Brouhaha)

... oder natierlech bei de Buchhändler vum Vertrauen hei lokal da kafe ginn.

Une voix.- Bei den „LetzShop" muss ee goen.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dir hutt just vergiess, eis ze soen, wéi vill Stären et soll kréien.

Wa mer iwwert de 5G schwätzen, da muss ee feststellen, datt mer awer e bësse spéit u sinn, wann ee vergläicht, datt an der Schwäiz schonn Territoiren ënner 5G-Tester lafen, déi méi grouss si wéi Lëtzebuerg an der ganzer Gréisst.

Dat heescht, amplaz Pionéier ze sinn am 5G-Beräich, ass Lëtzebuerg hei éischter e Follower. Mir hunn also, anstatt de Wee no vir ze weisen, éischter erëm dropgeklickt, fir einfach nëmmen nozekucken.

Bei 5G geet et och technesch net primär ëm d'Vitesse vun der Transmissioun, mä et geet ëm d'Latenz. Dat ass eppes, wat haaptsächlech, wann ee vill kleng Kommunikatiounen huet, wichteg ass. Dofir brénge eis och Aussoe wéi „et ass 1.000-mol esou séier" oder „1.000-mol méi séier" net weider. Et geet drëm, wéi vill méi séier de Verbindungsopbau ass, an net, wéi vill mer erofluede kënnen.

Da wollt ech awer vläicht op e fundamentale Kritikpunkt beim 5G ze schwätze kommen, an dat ass: Wa mer en zu Lëtzebuerg aféieren - an ech hoffen, datt mer dat séier wäerte maachen -, da musse mer bei der Verdeelung vun de Frequenzen - an dat ass eppes, wat hoheitlech Missioune sinn - derfir suergen, datt mer d'Netzneutralitéit festschreiwen, datt mer also garantéieren, datt all Contenu op deem Reseau d'nämlecht behandelt muss ginn, datt mer Zero-Rating verbidden, deen haut schonn dozou féiert, datt verschidde grouss Konzerner weider hir Monopoler kënnen ausbauen, wärend d'Start-uppe strukturell benodeelegt ginn.

A mir mussen d'Netzofdeckung garantéieren, well 5G benotzt méi héich Frequenzen. A wien an der Physik opgepasst huet, weess, wat d'Frequenz méi héich gëtt, wat se manner gutt duerch Bëton geet, wat se manner gutt duerch Beem oder Weideres geet. An deementspriechend brauche mer méi Antennen. Mir brauchen déi Antennen also op deene richtege Plazen. A mir mussen dat bei der Verdeelung vun de Frequenzen onbedéngt festschreiwen.

Anstatt Technikignoranz an Technikfeindlechkeet a Besuergung hei nëmmen no vir ze droen, sollte mer kucken, wéi mer dat heite positiv gestalte kënnen, wéi mer derfir suerge kënnen, datt jiddwereen an de Genoss vun neien Technologië kënnt, an dat egal, wéi säi Portmonni ausgesäit.

Villmools Merci.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premierminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt der Madamm Reding Merci soen dofir, dass mer deen Debat haut hunn, well fir mech ass et wichteg a richteg, dass mer och iwwert dëse Sujet sollen transparent diskutéieren. Et sollen hei net Chambre-noirë ginn, wou ee mengt, et géif ee virun de Leit Saache verstoppen. Au contraire: En toute transparence soll een iwwert d'Technologie, iwwert d'Méiglechkeeten an iwwert d'Geforen zesumme kënnen diskutéieren.

Mir wëssen, dass hautdesdaags d'mobill Apparater en Deel vu bal jiddwerengem sengem Liewen sinn. Ech wëll just drun erënneren, dass e mobillen Apparat am Ufank en Tëlefon war, fir ze telefonéieren, an dass en hautdesdaags fir ganz vill Saache benotzt gëtt, wat net onbedéngt telefonéieren ass, ob Smartphone, Handy, Tablet. Dat heescht, d'Multiplikatioun vun de Kommunikatiounsinstrumenter, déi de Bierger all Dag benotzt, huet sech och an deene leschte Jore ganz, ganz vill entwéckelt.

Mir sinn esou wäit, dass den Internet Saachen telecommandéiert an och an Zukunft mam Internet Gefierer an all méiglech Apparater doheem och telecommandéiert kënne sinn an och wäerte ginn. Dat heescht, an der Zukunft läit, wann een dat wëllt esou beschreiwen, eng generell Vernetzung, déi méi onofhängeg ass an och ganz vill Potenzial huet.

Ech soen och deene meeschten Orateure Merci, dass se awer wëllen, dass mer op deem Zuch vum 5G weider investéieren, weider och un der Spëtzt vum Peloton sollte sinn an zu de Front Runner gehéieren.

Wann ech soe Front Runner bei der Technologie, wëll ech awer och soe Front Runner, wann et drëms geet, d'Wierkungen an d'Auswierkunge vun dësen Technologien ze analyséieren an och ze begleeden. An et ass jo och hei scho ganz vill de Mëtteg gesot ginn iwwert den Devoir de précaution. An ech wëll Iech soen, dass de Principe de précaution fir eis d'Grondlinn ass!

Ech hunn net méi spéit wéi virun e puer Wochen nach zum Étienne Schneider iwwert d'A.I. gesot: „Mir sinn net Fetichisten, fir ze soen: ‚Et muss alles, alles ëmmer méi, ëmmer méi sinn', ouni dass mer wëssen, wat d'Repercussioune sinn." An dat, wat och vun engem honorabele Member vun hei gesot ginn ass: „Mir sollen ni vergiessen, dass dat, wat am wichtegsten ass, de Mënsch ass!", an dass de Mënsch am Mëttelpunkt muss stoen. A selbstverständlech sollen och déi nei Technologië fir de Mënsch do sinn, an net de Mënsch fir déi nei Technologien do sinn.

Wa mer hei d'Opportunitéiten och fir onst Lëtzebuerger Land kucken, gesi mer, dass mer an der Recherche investéieren, dass et och eng Rëtsch vu Pilotprojete gëtt duerch eng enk Zesummenaarbecht och duerch Fuerschungsinstituter, fir déi vill Informatiounen zesummenzebréngen. Dat ass och ee vun den Akzenter, déi mer am Beräich vum 5G als Regierung wëllen hunn.

D'Fro ass: Firwat brauche mer 5G? Dat ass eng Fro, déi een huet. Mir kënnen a mir wëllen eis et och net leeschten, bei enger vun deene gréissten techneschen Entwécklungen net oder och ze spéit matzemaachen, an dat soll virun allem och e grousse Virdeel fir ons Bierger sinn.

Mir sinn e Land vun der Innovatioun a vun Innovatiounsfäegkeeten, an tatsächlech, ech muss Iech soen, als Kontinent och e bësse gequëtscht - an dat brauch ech enger fréierer Kommissärin net ze soen - tëschent China an Amerika an deem doten Dossier, wou mer och als Kontinent musse vill méi proaktiv sinn, an net nëmmen eenzel als Länner. Wann ech dann nach bedenken, dass mer den Digital Single Market nach ëmmer um Pabeier hunn, awer nach ëmmer net an der Realitéit, dass mer dee realiséiere mussen.

A mir stelle fest, dass och zu Lëtzebuerg d'mobill Kommunikatioun sech weider verännert. Den Datevolume geet näämlech konstant erop. D'Connexioune vun Apparater huelen och schonns an der 4G-Technologie massiv zou. Mir gesinn als Regierung déi sëlleche konkret Projeten, bei deenen d'mobill Kommunikatiounen och e positiven Impakt kënnen hunn, ob dat d'autonoomt Fueren, d'optimal Verkéiersregelung, d'Smart Mobility, E-Health ass - an do ass jo och, ech kommen duerno zu de Motiounen, zesumme mat de Spideeler e Beräich vun der Sécherheet -, an der Kultur, am Tourismus, an de ville Wirtschaftszweiger, déi et gëtt, an der Industrie, an der Logistik, an der Agrikultur, an der Konstruktioun. Et gëtt haut bal kee Secteur, wou 5G net iergendwéi och en Deel vun enger Strategie sollt sinn!

Ech wëll direkt soen, dass 5G net, wéi verschidde Leit mengen, just e bessere 4G wier. 5G gëtt eis och ganz nei Méiglechkeeten! Et ass net nëmmen, dass 4G elo eppes ass a 5G dann einfach besser ass. Neen, 5G, dat sinn och eng Rëtsch vun Opportunitéiten, déi wichteg sinn: méi e groussen Datevolume, ronn 100 % méi; 100-mol méi schnell, fir dass keng Engpäss am Netz entstinn; d'Capacitéit, fir eng massiv Zuel vun Apparate gläichzäiteg unzehunn, fir den „Internet of things" méiglech ze maachen; manner Latenz vum Signal; méi Zouverlässegkeet vum Reseau, fir kritesch Operatiounen och kënne méiglech ze maachen, wou ee sech permanent op d'Konnektivitéit muss kënne verloossen; och méi differenzéiert Capacitéiten, wou de Reseau a sougenannt „Slicen" kann opgedeelt ginn, well net jiddweree muss jo permanent déi ganz héich Vitesse an och Sécherheet oder déi ganz niddreg Latenzzäit hunn.

Mir hunn dofir och schonn am September, esou wéi et och gesot ginn ass, eng Strategie vum 5G adoptéiert. An am Virfeld, dat wëll ech awer och direkt betounen, ass eng breet Consultatioun mat Experten a relevante Stakeholderen duerchgefouert ginn. A mir hunn do festgehalen, dass mer Pilotprojete sollen encouragéieren an och ënnerstëtzen. Mir huelen och geschwënn e Reglement fir d'Modalitéite vun der Selektioun, ebe justement vun dëse Projeten, un. An da kënne mer och nach virum Summer den Appell an deem Kader lancéieren.

Ech wëll Iech och just soen, dass et eleng do schon, bei deene Projeten, fir mech wichteg ass, dass et net nëmmen den Digitalministère oder de Wirtschaftsministère ass. Mir hunn och do - fir déi Leit, déi sech Suerge maachen - den Émweltministère an de Gesondheetsministère direkt mat à bord geholl, fir eben dès le départ och - ab initio - mat deenen déi Projete kënnen ze hunn, fir dass net herno, eben duerch d'Prozeduren oder duerch verschidde Froen, da vläicht deen een oder deen anere Projet géif méi laang daueren.

Et ass wichteg, dass mer interaktiv an am Dialog mat de Leit an den Experten och virginn. A mir haten och schonn am November d'lescht Joer eng grouss Konferenz iwwert de 5G. Mir wäerten och dëst Joer esou eng Konferenz organiséieren, wou mer deem komplexen Thema och méi no kommen.

Ech hunn och eng Rëtsch vu Froe gestallt kritt, Här President, an och Motiounen deposéiert kritt.

Bei de Funklächer: Jo, 99 % vum Land si couvréiert. 99 % vun de Leit hunn och Accès op de 4G. A mir sinn domadder déi Sechst. Ech wëll dat just soen, well hei ass bal gemaach ginn, wéi wa mer wierklech de Peloton de fin wieren, wierklech d'Lanterne rouge. Mir sinn déi Sechst an Europa. Dat heescht, et ass net wéi wa mer do déi Schlechtst wieren. An, wéi gesot, déi aner, déi hunn 100 %. Do ass deen 1 % Ënnerscheed; ebe wéinst der Topografie och. Wat virun allem awer gemaach ginn ass, Här President, dat ass, dass normalerweis do, wou elo am Fong Funklächer wieren, dass dat Plaze wieren, wou och keng Leit wunnen.

Dat heescht, dat ass dat Éischt, wat do ass. Dat soll een och dann an deem dote Kader präziséieren. An déi Etüd, déi 99 %, dat ass d'Source vun der Enquête vun DESI vun 2019. Dat heescht, dat ass eng ganz rezent.

Iwwert de 6G: De 6G, doru schaffe mir schonn. Et ass net, wéi wa mir do net scho geschafft hätten. Et ass näämlech scho bal kloer, dass de 5G och eng Kéier u seng Limitte wäert stoussen. D'mobill Kommunikatiounstechnologië vun der sechster Generatioun sinn nach net entgülteg festgeluecht, dat muss een och direkt hei soulevéieren. D'Definitioun vun dem 6G, dat wäerten eng ganz Rëtsch vun Technologië sinn: extrem héich Recheleeschtungen, Quantum Computing, exponentiell vill Objeten, Internet of Nano-Things et cetera, et cetera. Ech wäert elo net all déi Saachen opzielen.

Wat fir mech wichteg ass ... An, ech mengen, hei ass och en Orateur, dee gesot huet, dass Finnland tatsächlech Virreider ass an deem doten. Ech mengen, et war d'Madamm Reding, déi dat och gesot huet. Et sinn och China a Groussbritannien, déi an deem doten Dossier vir sinn. Mä d'Lëtzebuerger Fuerscher schaffen schonns elo an internationalen Diskussioune mat a Pabeiere respektiv sinn och op Konferenzen als Speaker, bei deene schonns de 6G diskutéiert a modeliséiert gëtt. Zum Beispill den Dokter Shree Krishna Sharma vun der Uni.lu ass do och als Expert ugesinn.

An och eis Regierung wäert sech fréi der 6G-Technologie uschléissen. Mir hunn net méi spéit wéi de leschten Donneschdeg als eent vu siwe Länner mat ënnerschriwwe bei der Initiativ, fir eng „quantum secure communication infrastructure" an Europa an Etappen opzesetzen. Dat gëtt als ee vun de 6G-Enabler gezielt an SES kann och als First Mover do matmaachen.

A propos 5G ass och gesot ginn, dass verschidde Länner an Europa schonn alles gemaach hätten. Also, et gëtt tatsächlech Korea, wat am Moment ganz flächendeckend ass. An déi Länner, déi bis elo Testprojeten hunn, hunn an Technik investéiert, déi nach net standardiséiert war, dat heescht, déi also net einfach flächendeckend kann ausgebaut ginn.

Zu Lëtzebuerg hunn d'Operateuren hir Hausaufgaben och gemaach. Si sinn derbäi, d'Equipementer och ze testen an och ze evaluéieren.

Zu där präziser Fro, déi ech gestallt kritt hunn iwwer Huawei: Dir wësst, dass mer do als Lëtzebuerger eng Positioun hunn, wou mer der Meenung sinn, dass et wichteg ass, dass een eng equilibréiert Haltung huet. Bis elo leien eis keng stéchhalteg Informatioune vir. Mir sinn awer och a Kontakt mat den europäesche Kolleegen, well mer der Meenung sinn, dass dat heiten eng europäesch Decisioun sollt sinn, wou mer zesummen och no enger Léisung sichen. Mir dierfen de 5G net wéinst Rumeuren ausbremsen. Dat heescht, mir mussen do wierklech Preuven hunn, fir deen een oder deen anere Punkt kënne festzehalen.

Mir sinn der Meenung a mir promouvéieren och als Lëtzebuerger, dass ee sollt an Europa am Fong, wann ech dat kéint esou soen, e Cahier de charges maache vun deene Saachen, déi fir eis d'Garantië sinn, déi wichteg sinn, déi misste festgehale gi vun deem engen a vun deem anere Land, wa se wëllen hei an Europa an dem 5G täteg sinn.

Et ass och eng Fro gestallt ginn - ech mengen, vum Här Fayot a vun der Madamm Reding - iwwer en europäeschen Operateur, ob een net soll do dran investéieren. Mir hunn am Moment e gewëssene Retard do dran, tatsächlech. Do musse mer eis d'Fro stellen, ob mer elo wëllen dee Retard ophuelen, ob mer bereet sinn, och dee Retard opzehuelen. Et gëtt ausgerechent, wa mer esou eng Initiativ wéilte maachen, dass et ongeféier eng 20 Milliarden Euro géif kaschten, fir de 5G och mat engem europäesche 5G-Operateur kënnen ze hunn. Dat sinn Diskussiounen, wéi gesot, déi och nach musse weidergefouert ginn.

Mä wéi gesot, d'Sécherheet ass fir eis ee vun deene Punkten, déi ganz, ganz wichteg sinn.

Zu der Recherche vun dem 5G krut ech och Froe gestallt. Do schaffe mer, do si mer ongeféier an engen 20 Projeten täteg, mam LIST, mam SnT, mat der Uni.lu. Dovunner ass en Drëttel vun de Projeten - well d'SES ass jo och ugeschwat ginn - am Satellitteberäich, notamment hir Interaktioun mat dem 5G, an do ass och jeeweils d'SES matagebonnen.

Dann hunn ech och nach eng Fro gestallt kritt iwwert d'Stralungen an iwwer verschidden Objeten. Haut hu mer den SAR-Wäert, deen eis schonn am Fong ugëtt, wéi staark deen een oder deen aneren Apparat funkt. Dat heescht, dass ee beim Kaf vun engem Apparat schonn eng Méiglechkeet huet, fir direkt beim Achat ze wëssen, wat de Risk ass vun de Bestralungen ..., also vum Funk, vun den Emissioune vun deem engen a vun deem aneren Apparat.

Dann, Här President, zu de Motiounen. Et sinn der véier Stéck, déi gemaach gi sinn.

Dat heescht, ech géif Iech proposéieren, dass mer déi zweet Motioun - well do si wierklech eng ganz Rëtsch vu Punkten drop, et geet vun de Spideeler iwwert d'Ekonomie - géifen an d'Kommissioun renvoyéieren. Dozou géif ech d'Chamber invitéieren, dass mer och mat deene verschiddene Leit - well et ass wierklech eng horizontal Fro, déi do gestallt ginn ass, soudass mer net hei einfach elo soe Jo oder Neen -, en toute tranquillité an der Kommissioun sollen do deen Echange hunn.

Wann d'Madamm Reding domadder averstane kéint sinn, wier dat déi Propos op jidde Fall, fir se an d'Kommissioun ze renvoyéieren, fir do all déi eenzel Punkte kënnen och mat de responsabele Ministèren - well et geet iwwert d'Frequenz, et geet iwwert d'Partenaires hospitaliers, et geet iwwert d'Conduite à distance, et geet iwwert d'Production industrielle -, dat heescht, fir do mat deene verschiddene Leit déi Saachen och kënnen ze diskutéieren.

Dann déi aner Motiounen. Do muss ech Iech soen, déi sinn e bëssen, wéi een ëmmer esou schéin hei an der Chamber seet „superfetatoire" oder scho gemaach ginn, dat heescht, scho realiséiert ginn. Ech hunn Iech elo d'Beispill och gi vun der Recherche. Ech hunn Iech d'Beispill gi vun dem 6G. Ech hunn Iech d'Beispill gi vun dem 5G. Ech hunn Iech d'Beispill gi vum Devoir de précaution. Ech hunn Iech och d'Erklärung ginn elo, wann de 5G kënnt, dass dat och wäert hëllefen, fir de 4G ze entlaaschten. Well wann de 4G voll ass, da kann een och keng Kommunikatioun méi doriwwer hunn.

Dofir géif ech Iech proposéieren, Här President, d'Kolleegen hei an der Chamber ze invitéieren, fir, wéi gesot, d'Motioun 2 an d'Kommissioun ze renvoyéieren an déi aner Motiounen net unzehuelen.

Mä nach eng Kéier: Merci fir dësen Debat. Wéi gesot, mir wëllen och en toute transparence drop schaffen. Mir hunn zesumme mam Ëmweltministère ... An ech mengen, de fréiere Statssekretär Berger huet deemools och ganz streng Kritäre bei den Antennen a bei den Emissioune festgehalen. A mir gehéieren haut nach zu deene Länner, wou déi strengste Kritäre sinn.

Dat heescht: 5G jo! D'5G-Opportunitéiten nëmmen net verpassen, au contraire! Mir wëlle vir bäi sinn an och bei de Front Runner si bei deem Debat, mä awer net eppes hypothekéiere fir déi nächst Generatiounen. Dat wier net déi richteg Politik, déi mer wëlle maachen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Premierminister. Da kéime mer elo zur Diskussioun vun de Motiounen. D'Madamm Reding, wannechgelift.

Motions

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Jo, Här President, ech si just erstaunt, datt den Här Premierminister mat bal allem averstanen ass, wat an de Motiounen 1, 3 a 4 steet, an awer der Chamber un d'Häerz leet, déi Motiounen ofzeleenen. Also, déi Kontradiktioun verstinn ech wierklech net. Wéi kann ee fir eppes sinn an da soen, et soll een dergéint sinn? Oder hunn ech dat falsch verstanen?

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias*.- Här President, et ass just: Wann een an enger Motioun schreift « invite le Gouvernement à procéder... », also wann et scho gemaach ass, da brauch een net d'Regierung ze invitéieren. Dofir ass se fir mech an deem Terme générique, dee mer hei an der Chamber hunn, „superfetatoire".

(Brouhaha)

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Jo, Här President, da sinn ech der Meenung, mir sollen déi Motioune ganz einfach ofstëmmen, amplaz elo esou picken ze goen.

Wat wichteg ass an där éischter Motioun, ech mengen, dat betrëfft eis Leit, déi hin- an hierfueren am Ländchen an déi ëmmer nees an e Funklach falen. An ech mengen, dat ass net nëmmen 1 %, mä dat sinn der vill. An déi iergere sech permanent. An dofir ass d'CSV der Meenung, datt do soll gedréckt ginn, fir datt déi Funklächer net méi solle bestoen. Dat ass d'Motioun Nummer 1.

An der Motioun Nummer 3, do geet et ëm eppes, wat sämtlech Kolleegen hei an der Chamber ënnerstrach hunn, näämlech d'Wichtegkeet vum Principe de précaution, datt mer sollen an eise Gesetzer oppassen, datt mer näischt maachen, wat schiedlech ass. A gläichzäiteg hu mer jo gesot, datt de Service de précaution net do ass, fir einfach als Prinzip ze gëllen, fir näischt ze maachen. An dofir ass et och esou wichteg, datt mer eis Wëssenschaftler asetzen. An dofir ass et och esou wichteg, datt mer mat Bréissel zesummeschaffen, well jo do immens vill Recherchen a puncto Gesondheetsschied, Ëmweltschied scho gemaach sinn, wou, wann ech de Premierminister richteg verstanen hunn, jo och eis Uni an eis Entreprisë staark matschaffen.

Wat d'Motioun Nummer 4 ubelaangt, do geet et ëm de 6G, wou a verschiddene Länner déi éischt grouss Konferenz vun de Wëssenschaftler am Mäerz dëst Joer war, ënnert der Leedung vu Finnland. Ech si ganz frou ze héieren iwwregens, datt Finnland nees eng Kéier, nodeem jo Nokia a schlechten Dicher war a Finnland relativ ofgeholl huet, datt Finnland nees bei de Front Runner ass. Dat ass eng gutt Saach! Mir sollen eis där Saach uschléissen a weltwäit do mat eise Recherchen operéieren. Et ass also och eng Saach, wou de Premierminister der Meenung ass an eis och erkläert huet, datt dat scho geschitt. Dat ass ganz gutt.

Ech freeë mech doriwwer, well mir mussen insbesondere, an dorobber ass wéineg agaange ginn, déi ganz Problematik vun eiser Satellittenindustrie ... Ech hu selwer materlieft, wéi aus eiser Satellittenindustrie, déi sech wollt an dem 4G staark engagéieren a wat als Alternativ zu terrestresche Moossnamen hätt kënne gëllen, wéi doraus näischt ginn ass.

Ech mengen, aus Feeler vun der Vergaangenheet solle mer léieren a mir sollen déi Feeler net repetéieren. Mir wëssen et, well et si mir Lëtzebuerger, déi déi zweetstäerkste Satellittenindustrie op der Welt hunn. An dofir si ganz vill anerer der Meenung, datt een dat net soll prônéieren.

An dofir musse mer elo derfir suergen, dat souwisou beim 5G, mä haaptsächlech beim 6G, deen heiansdo déi eenzeg Méiglechkeet huet, fir transmettéiert ze ginn iwwer Satellitten, datt mer do derbäi sinn, datt mer do hannendru sinn, datt mer do an Europa a weltwäit schaffen, well dat ass eng immens Opportunitéit net nëmme fir d'SES, mä och fir all déi aner Betriber hei zu Lëtzebuerg, déi un der SES drunhänken!

Dat wollt ech hei ënnerstrach hunn. Mech huet et just gewonnert, datt dat vu kengem eigentlech méi opgegraff gouf. Well wa mer Front Runner wëlle sinn - bei dem 5G si mer et net; jiddwereen huet dat jo och méi oder wéineger akzeptéiert -, mä wa mer Front Runner wëlle sinn an Zukunft beim 5G, beim 6G, da geet et nëmmen iwwert d'Satellitten, well mir eppes hei zu Lëtzebuerg hunn, wat anerer net hunn! An dat solle mer virrangeg hëllefen ze developpéieren!

Ech si mam Här Minister averstanen, datt an der Motioun 2 eng ganz Rei vu konkrete Froe gestallt gi sinn. Firwat hunn ech déi Froen an eng Motioun drageschriwwen? Ma well ech aus Erfahrung weess - elo déi kuerz Erfahrung, déi ech hei an der Chamber gemaach hunn -, datt leider op d'Froe vun den Deputéierte quasi ni geäntwert gëtt. An dofir stinn déi Froen elo emol eng Kéier alleguerten hei um Pabeier, op déi mer gären eng Äntwert hätten!

Här Premierminister, ech hunn héieren, d'Regierung wéilt en Débat de consultation féiere mat der Chamber iwwert d'Entwécklung vun der Technologie am Allgemengen, mengen ech. Ech weess et net genau, mä dat soll jo kommen. An ech mengen, an deem Kader wär et och ubruecht, datt net nëmmen hei an engem generellen Debat jiddweree säi Point de vue - an et ware ganz interessant Point-de-vuë bei de Kolleegen derbäi - dann op den Dësch leet, mä datt mer dat och studéieren.

Et ass zum Beispill wichteg, datt mer zesumme mat der Gesondheetskommissioun kucken: Wat geschitt dann elo an eise Spideeler? Well jo de 5G besonnesch fir déi Distanzmedezinn, déi jo scho praktizéiert gëtt a verschiddene Länner ... Ech war a China, do gehéiert dat schonn zur Normalitéit, datt Distanzmedezinn gemaach gëtt; wat fir de ländleche Raum onheemlech wichteg ass an der normaler Medezinn.

Wat elo déi méi speziell Medezinn an der Chirurgie ubelaangt, do brauchen d'Chirurgen, wa se wëllen op Distanz operéieren, ganz sécher Infrastrukturen, déi hinne jo vum 5G offréiert kënne ginn. Mä do musse mer da wëssen: Wéi wäit maachen eis Spideeler mat? Wéi wäit hëllefe mer eise Spideeler? A wéi wäit kënnen dann och eis Patienten, eis Lëtzebuerger oder déi, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, dovunner profitéieren?

Dofir hunn ech och d'Fro gestallt, wat mer normal schéngt ze sinn, net nëmme selbstfuerend Autoen ... Wat eng Spillerei ka sinn, där Meenung sinn ech iwwregens och, wéi et vun eisem kommunistesche Kolleeg gesot gouf, mä …

Plusieurs voix.- Ohh!

(Brouhaha et hilarité)

Une voix.- De Kommunist ass scho laang net méi hei.

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Majo.

(Brouhaha général)

Une voix.- Den Här Urbany ...

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Ma, gesitt Der, ech sinn eent vu virgëschter. Fir mech ass e Kommunist nach ëmmer e Kommunist.

(Brouhaha)

An dat ass jo näischt Schlëmmes.

(Hilarité)

Voilà!

Mä op jidde Fall, de Kolleeg huet recht. Do brauche mer eis vläicht net esou staark ze engagéieren, ausser bei deem, wat d'Regierung jo schonn um europäesche Plang wëllt maachen - an dat fannen ech richteg - um Grenziwwerschreidenden. Well dat ass nees eng Kéier eng Spezifissitéit vu Lëtzebuerg. Mä e selbstfuerenden Auto ass net eng Spezifissitéit vu Lëtzebuerg. Mä datt et grenziwwerschreidend funktionéiert: jo, eng Spezifissitéit vu Lëtzebuerg. An do ënnersträichen ech och, datt et gutt ass, datt mer dat solle maachen.

Déi ganz Problematik do, déi muss natierlech och an der Transportkommissioun diskutéiert ginn an esou weider an esou fort. An dofir hunn ech eben déi ganz vill Froe gestallt. Ech hoffen, datt dat am Kader vun deem Débat de consultation e bësselche méi gëtt wéi just en Austausch vu Rieden hei an der Chamber, mä datt et en „Schaffdebat" gëtt an de Kommissiounen.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Reding.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Mir soen der Vertriederin vun der Rietspartei Merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Elo hat den Här Eugène Berger d'Wuert gefrot.

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Wat seet en?

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Also, ech mengen, mir begréissen den Engagement vun der Madamm Reding fir de 5G an och de Principe de précaution, mä ech muss awer och soen: D'Regierung, mir hunn net op d'Madamm Reding gewaart, fir eng ganz Rei Saachen ëmzesetzen, déi se elo an de Motioune freet.

(Interruption)

Duerfir sinn déi Motioune superfetatoire oder op gutt Lëtzebuergesch „iwwerflësseg". Nëmmen ee Beispill: Bei der Motioun 3 - fir awer nach eng Kéier dorobber zréckzekommen -, wou gefrot gëtt, fir den „principe de précaution" unzewenden, fir „mesures nécessaires" ze huelen; dat gëtt et hei schonn - ech wëll et nach eng Kéier rappeléieren - säit iwwer 15 Joer mat enger strenger Norm. Mä net nëmmen dat! Ech hat vergiess ze soen, dass och deemools e Plan sectoriel ... Deen éischte Plan sectoriel hei am Land ass ee vun de GSM-Antennen, deen deemools agefouert ginn ass. Liest eng Kéier no, wat do alles vum Principe de précaution drasteet, wat do alles drasteet, wéi déi Antenne mussen opgeriicht ginn, och wat se mussen alles fir de Schutz vu Mënsch an Déier hunn!

Also, dat gëtt et scho ganz laang. A wann elo nei Antenne mussen opgeriicht gi fir de 5G, da gëllt dee Plang natierlech och an da wäerten déi streng Normen och weiderhi gëllen. Do brauche mer also net an enger Motioun dofir invitéiert ze ginn, well et ass alles schonn amgaange respektiv och schonn ëmgesat ginn.

Vläicht just eng lescht Fro, ech hunn net erausfonnt: Soll d'Motioun 2 ... Mir kéinten och, Här President, domadder liewen, wann déi Motioun géif an d'Kommissioun verwise ginn, wou mer natierlech, dat muss ech awer soen, wa mer d'Ministeren an/oder d'Ministeschen an d'Kommissioun invitéieren, ëmmer Äntwerten op all eis Froe kréien. Duerfir, wann hei …

(Exclamations)

Et kann ee vläicht mat enger Fro oder mat enger Äntwert zefridde sinn oder net, mä mir kréien ëmmer Äntwerten op eis Froen.

(Interruption)

Duerfir meng Fro awer elo: Ass d'Madamm Reding dermat d'accord, datt d'Motioun Nummer 2 an d'Kommissioun verwise gëtt oder net?

(Interruption par M. Gilles Baum)

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Jo, Här President, ech hunn dat jo gesot.

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Madamm Reding, wannechgelift.

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Ech hu jo gesot, wann dat soll gëllen als Virbereedung zu deem Débat de consultation.

Une voix.- Richteg.

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Wann dat kënnt, nodeem alles gelaf ass, dann huet et net vill Wäert.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo, den Här Berger nach eng Kéier.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ech mengen, dat dierf een awer op där anerer Säit elo net als Preparatioun vum Débat de consultation iwwert d'Digitaliséierung gesinn. „Digitaliséierung", esou heescht deen Debat, an do geet et awer net nëmmen ëm 5G. Ech wëll elo net ufänken, mech hei driwwer auszeloossen, wat alles Digitaliséierung ass. Dat ass awer och erëm e ganz aneren, vill méi e vasten Thema. Dat heescht, wann een dat doten an de Kommissiounen diskutéiert, da gesi mir dat op alle Fall net als eng Preparatioun op deen Débat de consultation.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools. Et schéngt keng weider Wuertmeldung méi do ze sinn. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioune kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'Éischt d'Motioun Nummer 1. Ech ginn dervun aus, datt de Vote électronique gefrot ass.

(Assentiment)

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration.

D'Motioun 1 ass mat 29 Jo-Stëmmen an 21 Nee-Stëmmen ofgeleent.

(Interruptions)

Mat 31 Nee-Stëmmen! Wéi hat ech gesot?

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Mam Accord, mengen ech, vun der …

(Interruptions)

Déi kënne mer jo dann an d'Kommissioun verweisen?

Plusieurs voix.- Neen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ass d'Chamber domadder d'accord?

M. Eugène Berger *(DP)*.- Net als Preparatioun fir den Debat iwwert d'Digitaliséierung.

Une voix.- Awer et muss virdru sinn, dat muss virum Debat sinn! ...

Mme Viviane Reding *(CSV)*.- Här President, wa se net als Preparatioun vum Debat gëllt a si kënnt anno dazumal eng Kéier an d'Kommissioun, da loosse mer et elo ofstëmmen a fäerdeg!

(Brouhaha)

Vote sur la motion 2

M. Fernand Etgen, *Président*.- Bon, da géife mer och iwwert d'Motioun 2 ofstëmmen.

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 2 ass mat 23 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 6 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger,

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Vote sur la motion 3

Da kënne mer direkt zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 3 kommen.

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun 3 ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Vote sur la motion 4

An da kënne mer gläich zur Motioun Nummer 4 kommen.

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 4 ass mat 27 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Dëse Punkt ass domadder ofgeschloss.

6. Question élargie n° 14 de M. Laurent Mosar au sujet de la blockchain du secteur public

Mir kommen elo zu der erweiderter Fro Nummer 14 vum honorabelen Här Laurent Mosar iwwert d'Blockchain am ëffentleche Secteur. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Nom 5G eng aner nei a ganz flott Technologie, d'Blockchain. Do wollt ech verschidde Froen un d'Regierung, un den zoustännege Minister, stellen. Do ass näämlech wärend dem Infrachain Summit vum zoustännege Minister de Lancement vun enger Blockchain am ëffentleche Secteur ugekënnegt ginn.

De Ministère huet do präziséiert, datt dat u sech soll eng Plattform ginn, wou verschidden Akteure vum ëffentleche Secteur eng Rei Fonctionnalitéiten an Atoute vun där Technologie fir all d'Akteure vum ëffentleche Secteur géifen ubidden, fir do eng Rei vu prakteschen Applikatiounen am Interessi vun de Bierger a vun den Entreprisen hei am Land ze realiséieren.

Dat ass eng Initiativ, Här President, déi d'CSV-Fraktioun natierlech begréisst, well dat eng ganz wichteg Technologie ass. An Dir erënnert lech vläicht, datt mer och schonn an der leschter Legislaturperiod déi eng oder aner Heure d'actualité dozou ugeleiert haten, notamment och, wat d'Blockchain am Finanzsecteur betrëfft. Duerfir wëll ech dann awer och eng Rei ganz konkret Froen un den zoustännege Minister stellen, déi direkt am Kontext vun dëser Plattform sinn.

Fir d'Alleréischt géif ech gär wëssen, wat fir eng Haaptuwendungsberäicher de Minister do am An huet, wat e sech do ka virstellen. Ech gesinn der elo emol direkt zwee, mä et ginn der awer vill, vill méi. Dat eent, dat sinn d'Système-de-payementen, wou natierlech de Finanzsecteur betraff ass. Verschidde Leit ware gëschter op enger Gebuertsdagsfeier vun enger grousser Bank, wou ee vun den Haaptriedner gesot huet, datt d'Banke muer kënne komplett änneren an hirem Fonctionnement, justement duerch d'Aféierung vun enger Blockchain. An ech mengen, datt dat effektiv eng ganz interessant Alternativ ass.

En zweete Beräich, dee mei direkt gesinn, ass dee vum Kadaster. Wann esou e Kadaster kéim - dat gëtt et schonn an anere Länner -, bräichte mer muer zum Deel keng Notairë méi. Dat héieren d'Notairen zwar net gär, mä dat ass zum Beispill eng aner direkt Applikatioun, an ech wollt déi just als Beispill ginn.

Zweet konkret Fro: Huet de Minister, d'Regierung, hei wëlles ze legiferéieren, also e klore Gesetzestext op den Instanzewee ze ginn? Mir haten déiselwecht Diskussioun, Här Minister, och mam Finanzminister Pierre Gramegna, wat de Finanzsecteur betrëfft. Mir stellen eis do d'Fro, ob hei fir den ëffentleche Secteur net awer misst eng kloer Base légale kommen.

Drëtt Fro: Wéi sollen déi Synergien tëschent dem Privatsecteur an dem ëffentleche Secteur genau fonctionnéieren?

An déi véiert Fro huet direkt mat där drëtter ze dinn: Ech mengen, datt d'Blockchain e ganz wichtegt Instrument kéint sinn, wat d'Simplification administrative betrëfft. Do wär et awer wichteg, d'Besoine vun de privaten Entreprisen ze kennen. An do wollt ech da wësse vum Minister, wéi de Privatsecteur an déi privat Entreprisen an hir Representanten do matagebonne ginn.

Déi fënneft Fro: Et gëtt jo net eng Blockchain, et ginn Dosenden, wann net souguer Honnerte vun esou Blockchain-Systemer an do ginn et och ganz verschidde Standarden. An do wollt ech elo vum Minister wëssen: A Richtung vu wat fir enge Standarde wëllt d'Regierung sech hei bewegen? A wat ass d'Roll vu LuxTrust, déi eventuell do kéinten eng ganz wichteg Roll spillen?

Sechst Fro, eng, déi virdrun ugeschwat ginn ass, dat ass eng, déi am Moment grouss an der Aktualitéit ass, dat ass den Dateschutz. Ech mengen, datt den Dateschutz hei extrêmement wichteg ass, well Dir wësst, eng Blockchain, dat ass en immuabele System, dat heescht, dat, wat eng Kéier an enger Blockchain gespäichert ass, kritt een ni méi ewech. Do stelle sech also dann och ganz konkret Froe vum Dateschutz. An do wollt ech wëssen, ob d'Regierung gedenkt, dozou ze legiferéieren, fir net déi schlecht Erfahrungen ze maachen, déi mer am Moment amgaange sinn an anere Secteuren ze maachen.

Als siwent Fro wollte mir wëssen: Gëtt et hei e klore Kalenner? Wéi schnell soll déi Blockchain realiséiert ginn?

Aachtens: Wéi ass et do mam Dialog mat de villen exzellente Mataarbechterinnen a Mataarbechter am ëffentleche Secteur? Gëtt dat och an der Diskussioun mat hinnen diskutéiert?

Néngt Fro schlussendlech: Wéi ass et mam Budget? Wat ass do als Budget virgesinn?

An zéngt Fro, an dat wär éischter eng Suggestioun an ech halen och domadder op: Vu datt et eng ganz technesch Thematik ass, mengen ech, wär et gutt, Här Minister, wann ee se eng Kéier géif approfondéieren an där duerfir zoustänneger Kommissioun.

Ech soen Iech schonn am Viraus Merci fir Är Äntwerten.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den delegéierten Digitalisatiounsminister Marc Hansen.

M. Marc Hansen, *Ministre délégué à la Digitalisation.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng ganz gutt Fro, déi den Deputéierte Mosar hei opgeworf huet. Mä wa mer haut de Mëtteg schonn iwwert de 5G geschwat hunn an héich technesch Diskussiounen haten, ass et bei der Blockchain natierlech nach eng Kéier e Krack méi technesch, well ee sech do net onbedéngt ëmmer eppes kann drënner virstellen, an ech probéieren, vläicht och déi eng oder aner Facette dovunner mat ze beliichten.

Bei der Entwécklung vun dem Informatiounssystem, ech mengen, do ass der Vertraulechkeet vun den Donnéeën eng ganz wichteg Roll zougestane ginn, an dat muss an den nächste Joren natierlech nach méi intensiv gemaach ginn. Hautzudaags ass et jo esou, dass déi verschidde Systemer interkonnektéiert sinn, an doduerch wäert och an Zukunft d'Integritéit vun deene verschiddenen Informatiounen eent vun deenen neie Schlësselelementer ginn.

Haut de Mëtteg an der Heure d'actualité ass jo och scho geschwat ginn iwwer intelligent Haiser, Smart Homes, Smart Cities, Internet of Things, autonoomt Fueren, a wann all déi Systemer sollen zesummeschaffen, geet et an Zukunft natierlech ëmmer méi ëm d'Integritéit vun deenen Informatiounen.

Et kann ee sech virstellen, dass an Zukunft vläicht d'Cyberattacke sech net méi dorobber ausriichten, wéi dat bis elo an och nach hautzudaags de Fall ass, fir d'Vertraulechkeet vun den Donnéeën ze kréien, mä am Fong, fir d'Integritéit vun deenen Informatiounen op d'Kopp ze geheien. E Beispill: Wann zum Beispill d'autonoomt Fueren eng Kéier aktuell ass a wann op eemol bei de Systemer vun deenen eenzelnen Autoen d'Integritéit vun den Informatiounen, déi ausgetosch ginn, net méi klappt, da kënnt et natierlech zu engem grousse Crash an da fält dee ganze System zesummen.

Äänlech Problematike kann et gi bei elektresche Systemer vun engem ganze Land, wou ebe grad déi Integritéit de sprangende Punkt ass. An déi Mesuren, déi noutwendeg sinn, fir eben déi Integritéit vun esou Systemer ze schützen, déi si ressourcenintensiv. A genee do kann natierlech d'Blockchain-Technologie hëllefen, de Problem ze léisen.

Den Deputéierte Mosar huet och ganz kloer e puer vun de Punkte vun där Blockchain-Technologie ernimmt. D'Informatiounen, wann se näämlech eng Kéier bis an där Blockchain gespäichert sinn, kënnen u sech net méi geännert ginn. Dat ass eent vun deene wichtegen Elementer.

An dann eng zweet wichteg Eegenschaft: All Benotzer huet zu all Moment Zougang zu exakt deeneselwechten Informatiounen. Dat bréngt mat sech, dass och d'Transparenz vun den Transaktioune ka garantéiert ginn an doduerch natierlech de Bierger am Mëttelpunkt steet.

E puer vun deene Froen, déi den Deputéierten ugeschwat huet, sinn déi verschidden Uwendungsberäicher vun där Technologie am ëffentleche Secteur. Ech géif do e bësse mussen aushuelen, et gouf näämlech eng aner, äänlech gelagert Technologie: Wéi de CTIE ugefaangen huet, eng virtuell IT-Struktur vum Typ Cloud Computing anzesetzen, dunn huet de Stat am August 2017 d'GovCloud agefouert. Dat war dann och eng Plattform vum ëffentleche Secteur. An zum Zäitpunkt, wou se agefouert gouf, du konnt een och nach net alleguerten d'Uwendungsberäicher definéieren. Ech mengen, dat geschitt dann, andeems d'Leit matenee schaffen a matenee schwätzen. An d'Experte ware sech awer eens, dass d'Technologie immens vill Virdeeler kéint hunn. An dofir gouf déi och agesat.

An der Tëschenzäit huet d'GovCloud e ganz grousse Succès. 65 verschidden Akteuren aus dem ëffentleche Secteur benotze se: d'Agence eSanté, de Kulturministère, d'Aarbechtsagence, d'Fonction publique, „Digital Lëtzebuerg", den Departement fir Landesplanung, d'Steierverwaltung, fir der just e puer ze nennen.

Fir dann erëm eriwwerzekomme bei d'Blockchain: Déi Virdeeler vun där Cloud, déi kënnen och fir d'Blockchain gëllen. Wéi beim Cloud Computing ass och d'Blockchain-Technologie eng wichteg Komponent, déi dann och hir Plaz an der moderner IT-Architektur huet. D'Blockchain hieft sech och doduerch of, dass d'Emsetzung eng enk Zesummenaarbecht tëscht deenen eenzelne Partner erfuerdert, an dat ass genee de sprangende Punkt, d'Gestioun vun deene verschiddenen „Kniet":

Ënner „Kniet", fir et einfach ze erklären, kann ee sech e Server virstellen, wou eng Software drop leeft. Dat heescht, dat ass d'Emsetze reell vun esou engem Blockchain-Projet. An dat ass am Kader vun deem Infrachain Summit do annoncéiert ginn. An do hunn ech och gesot - an dat erkläert schonn e puer Saachen, déi Der duerno ugeschwat hutt -: „Dee Projet, dee gëtt net nëmme gemaach vun dem Stat, vum CTIE, mä dee gëtt an Zesummenaarbecht mam SIGI an d'Weeër geleet."

Ech mengen, och wann elo nach net alleguerten d'Uwendungsfäll kënnen ernimmt ginn, geet et elo emol drëm, wéi bei der GovCloud, fir eng gemeinsam Basisinfrastruktur ze schafen. Dat geschitt och elo net lassgeléist vun deem internationale Kontext. Et gëtt och d'European Blockchain Partnership. Dat ass eng Partnerschaft op EU-Niveau tëscht de Memberstaten, fir een deem aneren esou Infrastrukture kënne grenziwwerschreidend zur Verfügung ze stellen.

Am Kontext vun deem internationale Projet huet da schonn 2017 de CTIE mat der Europäescher Kommissioun an Infrachain eng éischt „proof of concept" - wat een ebe muss maachen, den Noweis vun der Duerchféierbarkeet - lancéiert. De SIGI op där anerer Säit huet ufanks des Joers iwwer esou Sujete geschwat. An do hu mer dann och gesot: „Ma da kommt, wa mer schonn op där enger Säit esou Efforten hunn a beim Stat och esou Iwwerleeunge maachen, da maache mer dat als Blockchain vun dem ëffentleche Secteur!"

Eng Applikatioun ass déi, déi et den Administratiounen erméiglecht, e Beweis fir d'Existenz an d'Integritéit vun den elektroneschen Dokumenter an där Blockchain ze späicheren. Op där Plaz muss een awer och soen, dass d'Dokumenter selwer, wat jo och wichteg ass fir d'Donnéeën an d'Vertraulechkeet dovunner, net doranner gespäichert ginn.

Et kann ee sech och eng Applikatioun virstellen, déi gouf och um Infrachain Summit proposéiert, dass zum Beispill Studenten, déi hir Bourse ufroe beim CEDIES, dat Dokument eben zur Verfügung gestallt kréien an dass dann déi Informatiounen, déi natierlech kryptografesch verschlësselt ginn, och de Banken zur Verfügung kënne gestallt ginn, déi da gesot kréien: „Deen dote Student huet Urecht drop." An da kann d'Spuerkeess - déi huet sech zum Beispill an deem dote Fall fir esou e Projet interesséiert - iwwert dee Blockchain-Volet natierlech erkennen, dass et dee Student ass an dass dat Dokument richteg ass, wat en dee Moment proposéiert kritt. Dat ass eng vun deenen Applikatiounen, et ass natierlech nach net esou wäit, mä et ass eng vun deenen, déi ee sech kéint virstellen.

D'Europäesch Kommissioun huet mat de Memberstaten eng laang Lëscht vun Applikatiounen ausgeschafft, déi vun där Blockchain-Technologie kéinte profitéieren, eben och an dem ëffentleche Secteur. Déi wäerte mer natierlech och ofschaffen. An dat ass ee vun deene Punkten, deen natierlech ganz wichteg ass: Dass mer dat net nëmmen an eisem klenge Krees maachen, mä och op internationalem Niveau mat Applikatiounen, déi definéiert sinn.

D'Accessibilitéit vun den Donnéeë war ee vun deene Punkten, déi Dir ernimmt hutt. Et ass esou, dass et natierlech bei der Blockchain-Technologie net ëm d'Späichere vu gréissere Volumme vun Donnéeë geet. An deene meeschte Fäll, an elo ginn ech ganz technesch, ginn nëmmen „kryptografesch Hashen" gespäichert, eng riseg codéiert Zuel, wou een dann ebe kann erausfannen, dass dat Dokument echt ass. Dat heescht, do sinn d'Donnéeën net hannendru gespäichert, mä do kann

dann deen een op deem anere säin Hash zougräifen a mierken, dass dat Dokument dat richtegt ass.

Mä et muss een natierlech, an do ginn ech Iech recht, eben drop oppassen, wat ganz wichteg ass an deem heite Kontext, dass d'Vertraulechkeet vun den Donnéeën an den Dateschutz eng wichteg Roll spillen. Mä vu dass och schonn déi doten Donnéeën u sech net dran integréiert solle sinn, ass dat e bëssen en anere Kontext.

Dir hutt eppes iwwert de Kalenner gefrot, wat dann elo eis Zilsetzung ass. Déi Blockchain, déi duerch d'Fusioun vun deene Kniet vum SIGI a vum CTIE kreéiert gouf, déi leeft am Moment an enger Testphas. Ier dann awer d'Produktiounsversioun gestart ka ginn, sinn nach vill Aarbechten néideg, eben haaptsächlech, wat d'Gouvernance vun deene verschiddene Ketten ugeet. Wann déi Gouvernance bis definéiert ass, da kann d'Ketten also och gebraucht ginn. Fréistens fir d'Rentrée, also am September, ass déi Produktiounsversioun virgesinn, a wat déi éischt Applikatiounen ugeet, do kann een dervun ausgoen, dass déi bis Enn 2019, Ufank 2020 kéinten zur Verfügung stoen.

D'Zesummenaarbecht mat de private Firmaen, déi och vläicht bei der Infrachain mat derbäi sinn: Et muss ee soen, dass deemools Infrachain - dat ass jo eng ASBL, dat ass eng Initiativ vun enger ganzer Rei vu Privatentreprisen - ënnerstëtzt gouf vun dem SMC, fir eben déi Blockchain-Technologie ze adoptéieren. Déi Memberslëscht vun Infrachain, déi fannt Der natierlech um Internetsite. Mat deene gëtt och intensiv zesummegeschafft. Déi hunn dat och begréisst, dass et elo eng Kéier eng ëffentlech Blockchain kéint ginn, wou se natierlech e ganze Koup u Kooperatioune kéinte gesinn.

Wat soll de Budget ongeféier si vun dëser Testversioun a vun deenen éischte Voleten? Déi Blockchain-Technologie, déi hei am Kader vun der Blockchain aus dem ëffentleche Secteur soll benotzt ginn, déi baséiert op der Versioun vum Ethereum. Dat ass eng erpréiften Technologie, déi „open source" ass. Dat ass och gratis. D'Servere fir d'Kniet lafen op der Infrastruktur vum CTIE a vum SIGI. De Pilotprojet fir d'Ëmsetzung vun der Testkette beim CTIE huet 2017 an 2018 zesumme ronn 100.000 Euro hors TVA kascht, an eng äänlech Zomm wäert dann och néideg sinn, fir d'Produktiounsversioun färdeg ze maachen. An dat gëtt dann an der Gouvernance zesumme mat dem SIGI an och an enker Zesummenaarbecht mat Infrachain ASBL gemaach.

Dir hutt d'Fro gestallt iwwert de Kadaster, iwwert d'Notairen, dat kéint eng vun de méiglechen Applikatioune sinn. Där gëtt et jo schonn am Ausland, där dote Projeten. Et gouf och schonn Echangë mat dem Notariat, déi och eng Kéier mam CTIE geschwat hunn, wéi déi sech iwwerhaapt digital opstellen a wéi do de Link mat dem Stat kéint sinn. Dass dat awer elo déi éischt konkret Applikatioun ass, dovunner gi mer awer elo emol net aus, well dat ass awer nach e bësse fréi, fir an déi Richtung ze goen.

Ee vun deene grousse Punkten an deem dote Beräich, dat ass, dass mer jo elo emol nach Erfahrunge sammelen, fir ze kucken: Wéi setze mer dat op? Wéi fanne mer op déi verschidde Froen, déi och nach haut eng Kéier opgeworf gi sinn, wéi fanne mer do Äntwerten? Wéi kënne mer aus deene Kooperatiounen am ëffentleche Secteur a mat deenen aus dem Privatsecteur léieren? Wie ka wouvunner profitéieren? Et ass jo esou, wéi et an der Blockchain och ganz vill fonctionnéiert. Et gëtt vun hinnen alleguerten an deem dote Kontext begréisst, soudass dat doten e bëssen de Volet ass vun deem, wat do annoncéiert ass.

An Dir hutt d'Fro gestallt, ob een eng Kéier kéint an der concernéierter Kommissioun schwätzen. Dat géif ech ganz flott an interessant fannen, well et awer vläicht fir d'Plenière hei en immens technesche Kontext ass, wou mir och vläicht net alleguerten d'Elementer hunn, wa mir an der politescher Diskussioun driwwer schwätzen, mä wou een och eng Kéier kéint d'Spezialiste matbrénge vum CTIE, fir dat och den Deputéierten esou ze erklären. Ech mengen, deem géif guer näischt am Wee stoen, an ech géif dat souguer ganz interessant fannen, fir an déi dote Richtung ze diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci dem Minister. Déi Explikatiounen, déi ware ganz interessant. Ech mengen, et gesäit een och, datt do hannendrun e Plang steet. Ech wollt zwar nach eng Kéier op een awer net onwesentleche Punkt agoen, well mer deen och eng Kéier en long et en large diskutéiert haten deemools mam Finanzminister. Dat ass wierklech d'Fro vun der Necessitéit, ob een där ganzer Blockchain-Technologie, och am ëffentleche Secteur a mat all deenen Applikatiounen, déi mer elo wëllen hunn, déi mer och an Zukunft wäerte kréien, net awer muss eng Base légale ginn.

Dir hutt nach net op déi Fro geäntwert, Här Minister. Déi ass awer fir mech ganz wichteg, well ech och mengen, datt dat kann e kompetitive Virdeel si par rapport zum Ausland. An duerfir wär ech nach eng Kéier frou, wann Der mer do vläicht och op déi Fro nach géift äntwerten.

An dann ass eng zweet Fro: Elo an dësen Deeg gëtt déi éischt Cryptomonnaie „Libra" vu Facebook lancéiert. Dat heescht, an Zukunft kann dann och iwwer Facebook mat där Cryptomonnaie bezuelt ginn. Do wollt ech och wëssen - et ass vläicht awer och elo éischter eng Fro, déi sech generell un d'Regierung adresséiert, och notamment un de Finanzminister -, wéi mer och do um legislativen Niveau sinn. Wéi geet dat, wann elo an Zukunft Leit iwwer Facebook mat där Libra wëlle bezuelen, zum Beispill - Dir hutt elo gesot - och de CEDIES, wat ausbezuelt gëtt? Inwiefern ass dat gewollt an inwiefern misste mer och do awer ganz kloer Spillregele fixéieren?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. D'Regierung kritt d'Wuert zréck.

M. Marc Hansen, *Ministre délégué à la Digitalisation.*- Jo, ee Wuert, well Der et selwer ernimmt huet: Alles wat de Finanzvolet ugeet, do géif ech natierlech, wéi Der et selwer gesot hutt, op de Finanzminister verweisen, well et net um Digitalisatiounsministère ass, fir an deem dote Kontext ze legiferéieren. Ech mengen, wat e gewëssenen Deel dovunner ugeet, gouf jo och am Februar vun dësem Joer legiferéiert. Dat, mengen ech, war jo och e Projet vun dem Finanzministère.

A wat Facebook elo do annoncéiert huet, dat ass, mengen ech, nach ganz rezent. Dat wësst Dir, dat weess ech. Dat muss een och eng Kéier richteg analyséieren, ier een elo do eng politesch Ausso zu deem engen oder anere Sujet mécht.

Mir hunn elo dee Projet als Pilotprojet lafen, wat déi ëffentlech Blockchain ugeet. Do muss een Erfahrungen draus zéien an natierlech och gegebenenfalls, wann déi Analys dat dann ergëtt - an dat soll een och an der Kommissioun dann eng Kéier diskutéieren -, muss ee kucken, wéi déi nächst Schrëtt dorobber sinn.

A wat de finanztechnesche Volet ass, do mengen ech, dofir ass de Finanzminister awer besser placéiert, wéi dass ech Iech do eng Äntwert drop ginn.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci. E Minister, deen och Froen ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Minister fir den ëffentlechen Déngscht an dem delegéierten Digitalisatiounsminister.

7. Question élargie n° 11 de M. Léon Gloden au sujet du bilan de la création de la société à responsabilité limitée simplifiée

Da kënne mer gläich weiderkommen op deen nächste Punkt. Dat ass déi erweidert Fro Nummer 11 vum honorabelen Här Léon Gloden iwwert de Bilan vun der Schafung vun der Société à responsabilité limitée simplifiée. Och hei huet den Auteur fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro ze stellen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Am Juli 2016 hate mer dat Gesetz iwwert d'SARL simplifiée oder am Volleksmond d'„SARL à un euro" hei am Plenum gestëmmt. D'Zil vun dësem Gesetz war et, d'Prozedur ze vereinfachen, fir eng SARL kënnen ze grënnen, éischtens „sous seing privé", zweetens mat engem Startkapital vun engem Euro, an datt een da misst konsequent ebe Reserven uleeën, bis d'Kapital da vun 12.000 Euro erreecht ginn ass.

Obwuel den Esprit de la loi eben ass, fir besonnesch de Start-uppen ze hëllefen, ouni weider Bürokratie sech kënnen ze etabléieren, gouf et deemools eng Rei Bedenken, déi och an deene verschiddenen Avise vun de Chambre-professionnellen ausgedréckt gi sinn. E puer Bedenke wéilt ech hei widderhuelen:

Éischtens, besteet net de Risiko mat der Kreatioun vun der SARL à un euro, datt mer nach méi Faillitte produzéieren, wéi mer der schonn hunn? Et waren och eng Rei kritesch Stëmmen, ob een net géif d'Aarbechtsrecht hannergoen, andeem vun de Salariéen a verschiddenen Domäne verlaangt géif ginn, datt déi sech am Fong Independant misste maachen, andeem se eng SARL à un euro géife grënnen, woumadder se dann d'Protektioun vum Aarbechtsgesetz géife verléieren.

Ech hat deemools eng Motioun deposéiert, wou ech eng Rei Froen opgezielt hunn, déi mer sollten no dräi Joer hei stellen. D'Gesetz ass op engem 13. Juli gestëmmt ginn, mä dësen 13. Juli ass keng Chamber, duerfir ass de Punkt elo scho virkomm. Här Minister, ech widderhuele kuerz dës Froen:

- Wivill SARL à un euro si gegrënnt ginn zënter dem Akraafttriede vum Gesetz?

- Wat fir eng Schwieregkeete sinn opkomm? Hutt Dir Kenntnis vun eventuelle Schwieregkeeten?

- Wat fir eng Zuel vun SARLen hunn decidéiert, hiert Kapital eropzesetzen, esou wéi et am Gesetz virgesinn ass oder och doriwwer eraus, iwwert déi 12.000 Euro?

- An hutt Der eng Zuel vun deenen SARL à un euro, déi no hirer Grënnung entweder en faillite gefall sinn oder liquidéiert gi sinn?

Merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. D'Regierung huet d'Wuert, de Justizminister Félix Braz.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Den Här Gloden erënnert zu Recht un déi Motioun, déi deemools gestëmmt gi war. Mä vu elo dee klenge Kalennerproblem, well et keen utillen 13. Juli fir d'Plenière am Joer 2019 gëtt, musse mer d'nächst Kéier drun denken, wa mer erëm esou eng Motioun stëmmen, dass mer fir déi Projeten, déi am Juli gestëmmt ginn, mussen dräi an en halleft Joer draschreiwen, ier mer de Bilan maachen. Da si mer do wéinstens ëmmer gutt.

Mä de Geck an den Eck! Den Här Gloden huet ganz recht, wann en drop verweist, dass et deemools beim Vott vum Projet eng Rei kritesch Stëmme gouf. Et gouf awer och ganz vill Ënnerstëtzung. Et war en ausdréckleche Wonsch zum Beispill vun der Chambre de Commerce a vun aneren och, déi dat ausdrécklech ënnerstëtzt hunn, anerer haten e bësse méi nuancéiert Positiounen.

Et ass effektiv gefaart ginn, et kéint e Problem entstoen um Niveau vun de Scheinindependancen. Woubäi och deemools schonn d'Äntwert op déi Suerge war, dass dat alles näischt wier, wat géif mat der SARL simplifiée erfonnt ginn. Och am Kader vun der klassescher SARL gëtt et dat, well mir wësse jo och, wéi déi constituéiert ginn. An och dat Kapital, wat muss beim Moment vun der Grënnung virleien, bleift jo duerno net blockéiert. Dofir, all déi Bedenken do waren eigentlech alleguerten net spezifesch richteg fir d'SARL simplifiée. Déi gouf et och virdru bei anere Forme vu Societéiten, notamment bei der klassescher SARL. Dofir, mengen ech, huet een dat och deemools scho musse ganz staark relativéieren.

Wichteg war bei der Aféierung vun der SARL simplifiée ze ënnerstreichen, dass dat net - an dat hunn ech och deemools a menger Ried hei an der Plenière gesot - e Wonnermëttel ass, déi SARL simplifiée, mä et ass eng nei Rechtsform, en neit Angebot fir eng Partie Leit, déi fir hir Aktivitéite manner Kapital brauchen, déi eng Rechtsform sichen, déi séier ka concluéiert ginn, net obligatoresch fir een Euro, mä fir manner wéi dat klassesch noutwendegt Kapital bei der normaler SARL, bis erof op een Euro, a wat och ganz séier ka goen.

Dat ass en Angebot fir eng bestëmmten Zort Aktivitéiten an ëmmer mat der Perspektiv, dass een aus där Rechtsform do kann erauswuessen. Dat kann iwwer Jore goen. Dir wësst, dass an der Belsch am viregte Gesetz vun der SPRL souguer en Delai vu fënnef Joer dra virgesi war, deen een hat. Elo si mer eréischt hei bei net grad dräi Joer.

An der Belsch hate se fënnef Joer, eng Dispositioun, déi se iwwregens mëttlerweil ofgeschaaft hunn a wou se op dee Wee gaange sinn, dee mir zu Lëtzebuerg dès le départ hunn an eisem Gesetz: dass mer keng zäitlech Limitt festleeën, mä mir tracéieren eng Perspektiv, laanscht déi ee sech soll entwéckelen. Dat ka manner wéi fënnef Joer daueren, dat kann ënner Ëmstänn méi wéi fënnef Joer daueren. Dat, mengen ech, ass och dee richtege Wee an d'Belsch si mëttlerweil och op deen dote Wee gaangen.

Dat gesot, d'Gesetz selwer ass jo och net den 13. Juli 2016 a Kraaft getrueden. Et ass eréischt den 1. Januar 2017 a Kraaft getrueden. Wa mer also wéilten e Bilan maache vun dräi Joer, da misste mer deen theoretesch eréischt ufanks 2020 maachen. Dann hätte mer dräi vollstänneg Existenzjore vun där Rechtsform vun der SARL simplifiée.

Den Här Gloden ass awer e bësse méi presséiert a wëllt dat elo scho maachen. Ech wëll awer dofir och dann haut scho mat e puer Zuelen trotzdeem probéieren, dem Här Gloden sengem Appetitt entgéintzekommen. Mir schaffen och un engem méi komplette Bilan an ech géif proposéieren, dass mer deen am Hierscht da maachen, da brauche mer net bis am Januar ze waarden, fir dee kënne komplett mat der Chamber ze maachen. Awer eng Rei Informatioune kann ech haut schonn duerchaus ginn, ouni dass se exhaustiv wieren.

Mir hunn och elo schonn eng ganz Rei Gespréicher an och Analyse gemaach a gefouert, notamment mam Regëster selwer, iwwert d'Schwieregkeeten, déi eventuell opgedaucht si bei der Immatrikulatioun. Mir sinn och am Gespréich mam Minister vun de Classes moyennes, fir e bëssen hir Erfahrungen och matgedeelt ze kréien, well ee jo am Prinzip fir eng SARL simplifiée zu Lëtzebuerg och an engem Régime d'autorisation d'établissement muss sinn. Do gëtt et also Lienen, an déi wëlle mer mam Minister vun de Classes moyennes am Detail analyséieren.

D'Chambre de Commerce, déi hat sech jo och am Kader vun hirem Guichet d'entreprises virgeholl, fir déi SARL-simplifiée-Grënnungen ze ënnerstëtzen. Och mat deene si mer am Gespréich, fir do e Bilan ze maachen. De Statec selwer soll och kucken, fir eis mat sengen Zuele mam Bilan ze hëllefen, fir ze kucken, wéi eng Aktivitéiten dann an der SARL simplifiée zréckbehale gi sinn, mat wéi enge verschiddenen Typpe vun Aktivitéiten, mat wéi enger Frequenz dass déi do opdauchen an natierlech och mat de Juridictions commerciales. Well och do ass et interessant ze kucken, wann et da Faillitte gi sinn, wéi eng Spezifissitéiten do virlouchen, fir och dann eng méi genee Analys dovunner kënnen ze maachen.

Ech kann awer e puer Zuelen iwwert déi doten Erklärungen an déi aktuell Demarche erausginn, wéi gesot, mam Zil, am Hierscht da schonn de komplette Bilan kënnen ze maachen, an net eréischt am Januar 2020. Déi puer Zuele just fir awer ze ënnersträichen, dass d'SARL simplifiée immens gutt ugeholl ginn ass:

Mir hunn zënter dem 1. Januar 2017 net manner wéi 2.045 SARL-simplifiéeën, kleng Societéiten. Wann een dat a Relatioun setzt mat der Gesamtzuel vu klasseschen SARLen an därselwechter Zäit, déi läit bei 15.335, da kënnt een op e Pourcentage vun ëm déi 12 % bei den SARLen, déi optéiert hu fir d'SARL simplifiée. Ech muss soen, dass dat en héije Pourcentage ass. Ech hätt eigentlech virun dräi Joer net geduecht, dass een esou optimistesch kéint sinn. Ech hat scho geduecht, dass dat eppes wier, wat en Angebot fir duerchaus vill Leit kéint sinn, awer net an deem dote Mooss. Mä dass mer elo par rapport zu der Gesamtzuel vun SARLe vum 1. Januar 2017 un op e Pourcentage vun 12 % kommen, dat ass dach zimlech héich.

Deem géintiwwer, deenen 2.045 SARL-simplifiéeën, sti ledeglech 32 Faillitten op den Dag vun haut. Natierlech, mir sinn eréischt zwee an en halleft Joer ënnerwee mat den SARL simplifiées. D'Schwieregkeeten dauche jo net onbedéngt no engem Mount op oder no dräi Méint. Dat kann heiansdo méi laang daueren, och méi wéi déi zwee an en halleft Joer, déi mer elo ënnerwee sinn. Si si jo och net alleguerten den 1. Januar 2017 constituéiert ginn,

Le saviez-vous ?

DÉPUTÉ

Le terme « député » vise le parlementaire, membre de la Chambre des Députés. Les Députés représentent la nation entière. En effet, la Constitution prévoit que « la Chambre des Députés représente le pays. Les députés votent sans en référer à leurs commettants et ne peuvent avoir en vue que les intérêts généraux du Grand-Duché ». Le nombre des membres de la Chambre des Députés est fixé à 60 députés par la Constitution.

mä am Laf vun de leschten zwee an en halleft Joer. Mä trotzdeem mengen ech, ouni sech ze wäit aus der Fënster ze leeën, kann ee soen, dass 2.045 SARL-simplifiéeë bis haut mat nëmmen 32 Faillitten op den Dag vun haut ganz respektabel Zuele sinn, déi weisen, dass déi Rechtsform ugeholl ginn ass, dass se funktionéiert, wéi gesot, ouni elo en ofschléissende Bilan dovunner wëllen ze zéien.

Just zum Verglach, wa mer iwwert d'Grenz kucke ginn an d'Belsch, wéi do déi Ratioe sinn: An der Belsch hu se an deenen éischte Joren, wou se gegrënnt ginn ass, also an där vergläichbarer Zäit ... Ech mengen, an der Belsch war et 2010. Wa mer also do och déi éischt zwee an en halleft Joer kucken, fir se mat Lëtzebuerg ze vergläichen, do gouf et an der Belsch an därselwechter Zäit 51.620 normal SARLen an deem géintiwwer stoungen 1.608 SPRLen, 3 % nëmmen. Dat heescht, de Pourcentage zu Lëtzebuerg ass däitlech méi héich.

Wa mer déi belsch Erfahrung kucken an därselwechter Zäit, ass zu Lëtzebuerg déi Rechtsform vun der SARL simplifiée däitlech méi benotzt ginn a si funktionéiert, wéi gesot, gutt op den Dag vun haut, soudass ech mengen, dass déi Noutwendegkeet, fir esou eng Rechtsform anzeféieren, sech duerchaus bestätegt huet. Déi Rechtsform gëtt ugeholl a si funktionéiert.

Domadder wëll ech keen ofschléissende Bilan gezunn hu vun deenen dräi Joer. Et sinn nach eng ganz Rei aner Froen, déi mer och am Detail sollte kucken, notamment d'Ursaache vun deene Faillitten, deenen 32, déi mer haten. Mä insgesamt kann een, ouni ze prejugéieren op de komplette Bilan, duerchaus soen, dass déi SARL simplifiée gutt ugeholl gëtt an dass se bis haut tendenziell sécher éischter gutt funktionéiert wéi de Contraire. Dat am Besonneschen, wa mer eis vergläiche mat deem Land, wou mer eis inspiréiert hunn, der Belsch, da sti mir eigentlech däitlech besser do.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Justizminister Félix Braz.

8. 7268 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail ;

3° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Da kéime mer zum nächste Punkt, deem leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, dem Projet de loi 7268 iwwert d'Formation professionnelle. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Georges Engel, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Fernand Kartheiser, den Här David Wagner, den Här Sven Clement an den Här Marc Spautz.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, d'Formation professionnelle zu Lëtzebuerg, dat sinn am Ganzen 120 Formatiounen, an deenen de Moment ronn 7.500 Schüler ageschriwwe sinn.

D'Beruffsausbildung ass also ouni Zweifel e wichtege Pilier vun eisem Schoul- a Bildungssystem, mä net nëmmen. Och eis Wirtschaft an eis Gesellschaft profitéiere vun enger héichwäerteger berufflecher Formatioun. Nëmmen eng fachlech gutt Beruffsausbildung gëtt de Jonken eng reell Chance, sech spéider um Aarbechtsmaart ze behaapten, hir Plaz do ze fannen, hir Passioun zum Beruff ze maachen a sech domat perséinlech weiderzëentwéckelen, ze entfalen a sech ze verwierklechen.

Gläichzäiteg kënne mer de Fortbestand vun eise klengen a mëttlere Betriber garantéieren. An nëmmen, wann de Mëttelstand och an Zukunft déi néideg jonk Leit fënnt, déi e brauch, kënnen dës Betriber bestoe bleiwen a sech weiderentwéckelen. Mat engem Méi u Kompetenz an u Wësse steigert een zudeem d'Produktivitéit an d'Qualitéit vun engem Betrib an dréit soumat zum Wuelstand vun eisem Land bäi.

D'Ufuerderungen un d'Beruffsausbildung sinn deemno héich. Emsou méi wichteg ass et, de System regelméisseg op de Leescht ze huelen an ze kucken, wéi eng Upassungen ee ka virhuelen, fir déi Jonk beschtméiglech op dat virzebereeden, wat si duerno an der Aarbechtswelt erwaart.

Éier ech elo awer op déi eenzel Adaptatioune vun dësem Projet de loi aginn, erlaben ech mer, déi Lëtzebuerger Beruffsausbildung eng Kéier kuerz virzestellen:

De System berout op dräi Formatiounsweeër, déi zu dräi ënnerschiddlechen Diplomer féieren. No der Cinquième, der aler Neuvième, gëtt et d'Méiglechkeet, fir en DT ze maachen, also en Diplôme de technicien. Dëst ass eng usprochsvoll an héich theoretesch Ausbildung vu véier Joer. Beispiller sinn do den Technicien en administration et commerce, den Technicien en hôtellerie, den Technicien en mécanique générale oder den Technicien en environnement naturel.

Da gëtt et den DAP, den Diplôme d'aptitude professionnelle. Déi Formatioun dauert am Prinzip dräi Joer an ass scho méi praktesch ausgeriicht. Dat ass zum Beispill fir de Schräiner, de Carrossier, de Metzler, de Fleurist, de Bäcker, den Auxiliaire de vie.

Déi zwee Formatiounszweiger, also den DT an den DAP, bilden zesummen d'Formation professionnelle initiale. Mam erfollegräichen Ofschloss vun der Formation professionnelle initiale hunn déi Jonk spéider och d'Méiglechkeet, ënner verschiddene Konditiounen hir Kompetenzen ze verdéiwen, andeem se zum Beispill de Brevet de maîtrise, also hire Meeschter maachen, e BTS un hir Ausbildung drunhänken oder Héichschoulstudien ustriewen. Esou en Diplom mécht also weider Dieren op.

Niewent der Formation professionnelle initiale gëtt et och nach d'Formation professionnelle de base. Och hei kann een no enger Cinquième générale de CCP maachen, de sougenannte Certificat de capacité professionnelle. Dat ass eng ganz praxisorientéiert Orientatioun, déi an der Regel dräi Joer dauert an déi deene Jonken eng berufflech Qualifikatioun oder en Ofschloss erméiglecht, déi keen Accès zu engem DAP oder zu engem DT gehat hätten. Dat ass hei zum Beispill d'Formatioun vun de Gäertner, Hëllefskäch, Hëllefscoifferen, fir nëmmen déi ze nennen. An och no engem CCP ginn et eng Rei Schüler, déi weiderfueren a probéieren, hiren DAP ze maachen.

Wéi gesäit et elo an der Formation professionnelle zueleméisseg aus? D'lescht Joer waren am Ganze 512 Schüler an enger CCP-Formatioun ageschriwwen, 3.596 hu sech op en DAP virbereet an 3.333 Schüler hunn den DT-Diplom ugestrieft.

Här President, déi lescht grouss Reform vun der Beruffsausbildung, déi war 2008. Dat ass also scho méi wéi zéng Joer hier. An do virdrun huet d'Formation professionnelle op engem Arrêté grand-ducal vun 1945 baséiert, dee seng legal Basis an engem Gesetz vun 1919 hat. Et gouf also wierklech héich Zäit. An zanterhier ass ëmmer erëm nogebessert ginn, well déi praktesch Emsetzung vum 2008er Gesetz net ëmmer evident war.

D'Aféierung vun deem komplexe Modularsystem huet ëmmer erëm fir vill Kappzerbrieches bei der praktescher Emsetzung gesuergt, virun allem bei de Schoulen an hiren Enseignanten. An der leschter Legislaturperiod gouf duerfir gekuckt, wéi een de System, d'Organisatioun an d'Emsetzung vun der Beruffsausbildung ka verbesseren, ouni awer dobäi d'Grondphilosophie vum 2008er Gesetz, näämlech een op Kompetenz baséierten Apprentissage, a Fro ze stellen.

Ech erënneren un d'Gesetz vum 24. August 2016, wou e puer Adaptatioune virgeholl goufen. Esou gouf ënner anerem d'Promotion annuelle nees agefouert, fir ze verhënneren, dass d'Schüler ze vill net gepackte Modullen akkumuléieren an doduerch riskéieren, herno mat eidelen Hänn dozestoen. Och gouf en obligatoresche medezinneschen Test agefouert, fir ze verhënneren, dass e Jonken eng Léier ufänkt, fir déi hie physesch net apte ass, an en aus deem Grond herno net kann en Ofschloss an deem Beruff maachen.

Bon, ech ginn elo net op all eenzel Adaptatiounen an, déi an der leschter Legislaturperiod gemaach gi sinn. Wichteg ass awer, an dat ass eminent wichteg, dass et sech ëm e kontinuéierleche Prozess handelt, fir d'Beruffsausbildung Stéck fir Stéck ze verbesseren, un d'Realitéiten an un d'Besoinen um Terrain dobaussen unzepassen, ouni de Bléck dofir ze verléieren, dass et d'Schoulen an d'Betriber sinn, déi dat Ganzt mussen an d'Praxis ëmsetzen.

Kolleeginnen a Kolleegen, no dësem klenge Crashcours an der Virgeschicht vun der Beruffsausbildung zu Lëtzebuerg kommen ech dann elo op den eigentleche Projet de loi, esou wéi mer en haut zum Vott virleien hunn. Dëse Projet de loi gouf schonn an der leschter Legislaturperiod deposéiert. Wéinst juristesche Grënn, op déi ech herno wäert kuerz agoen, huet e säi Wee awer net virun de leschte Wahlen duerch d'Chamber fonnt. An duerfir huele mer dat haut no.

An et wäert mat Sécherheet net déi leschte Kéier sinn, wou mer hei am Plenum an dëser Legislaturperiod wäerten iwwert d'Beruffsausbildung schwätzen. Wann ee sech näämlech den ambitiéise Koalitiounsaccord ukuckt, da gesäit een, dass nach esou munches nokënnt. Mä eent nom aneren, mir fänken elo emol haut mat deem heiten un.

Wat sinn dann elo déi punktuell Adaptatiounen? Ech wéilt ufänke mat deem, wat d'Schüler mat Sécherheet am meeschten interesséiert, näämlech éischtens d'Dauer vun hirer Formatioun an zweetens den Evaluatiounssystem.

Zu der Dauer vun der Formatioun huet dat urspréinglecht Gesetz de sougenannten „Prinzip N+1" agefouert. Dat heescht u sech, een zousätzlecht Joer haten d'Schüler zegutt, fir eng Formatioun ofzeschléissen. D'Erfahrung huet awer gewisen, dass dat fir eng Rei Schüler ze restriktiv war, a ville Schüler ass dat extrat Joer net duergaangen, fir hir Formatioun fäerdeg ze hunn. Doropshin ass 2016 legiferéiert ginn an d'Dauer vun der Formatioun gouf guer net méi limitéiert. D'Schüler haten also um Pabeier esou vill Zäit, wéi se wollten, fir hir Léier ofzeschléissen. Dat huet sech allerdéngs an der Praxis dann als ze large erausgestallt an duerfir proposéiert dëse Gesetzestext e Mëttelwee.

D'Schüler kréien automatesch d'Recht op en zousätzlecht Joer an hirer Formatioun, an an deem Gesetz heescht dat hei eng „première prorogation". Falls dat net duergeet, kréien d'Schüler d'Méiglechkeet, en zweet Joer drunzehänken, awer nëmmen dann, wann d'Signatairë vum Contrat d'apprentissage och domat averstane sinn. Déi sougenannt „deuxième prorogation" ass deemno net automatesch, mä et ass un den Accord vum Patron respektiv vum Organisme de formation gebonnen.

Dëse Mëttelwee erlaabt de Schüler et an Zukunft weiderhin, sech kënnen e klengen Ausrutscher an der Léier ze leeschten. D'Grënn dofir, wësse mer, déi kënne ganz villfälteg sinn. Op där anerer Säit wësse mer awer och, an d'Schüler wëssen dat, dass se sech mussen um Rimm rappen, fir hir Formatioun fäerdeg ze maachen an esou en Ofschloss ze kréien. Déi zweet Verlängerung ass, wéi gesot, net automatesch.

De Projet de loi gesäit och eng eventuell Verkierzung vun enger Formatioun vir. Dat betrëfft d'Formatioun am CCP, déi, wéi gesot, ganz praxisorientéiert ass. An där Formatioun sinn dacks Schüler, déi sech méi schwéier di mat dem theoretesche Volet vun der Formatioun, awer ganz gutt eens ginn a ganz verséiert sinn an de prakteschen Aufgaben.

Déi momentan Regeldauer vum CCP vun dräi Joer, déi festgehale gouf, ass fir verschidde Formatiounen ze laang. Aus deem Grond gëtt déi gesetzlech Méiglechkeet geschaf, fir verschidde CCP-Formatiounen op zwee Joer ze verkierzen. Aktuell leeft dat scho bei der Formatioun vum Schouster, déi elo schonn op zwee Joer festgeluecht ass.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen dann elo zur Evaluatioun, an do gëtt et elo e bësse méi technesch. Ech mengen, heibanne si mer eis alleguer eens, dass e verständlechen, kloren an transparenten Evaluatiounssystem wichteg ass, fir d'Schüler bei der Staang ze halen, fir se ze motivéieren, weider Efforten ze maachen, mä och fir hinnen ze weisen, wou se dru sinn.

E verständleche Bulletin hëlleft awer natierlech och den Elteren. Dat däerf een net ënnerschätzen. Wat si besser wëssen, wou de Schong bei hire Kanner dréckt, wat se éischter kënnen agräifen a wat een éischter kann hëllefen.

Elo ass et esou, dass déi grouss Reform vun 2008 eng Evaluatioun agefouert huet, déi exklusiv op Kompetenze berout. D'Erfahrung an de leschte Joren huet allerdéngs gewisen, dass déi Zort vun Evaluatioun dem Usproch net gerecht ginn ass, de Schüler kloer an transparent iwwer seng schoulesch Leeschtungen ze informéieren.

Aus deem Grond ginn d'Bulletine mat dësem Projet de loi dofir nach eng Kéier iwwerschafft. Et gëtt wuel un de Kompetenze festgehalen, mä et kënnt eng chiffréiert Evaluatioun, also Punkte bis op 60, derbäi.

Wéi gesäit dat elo konkret aus? Wéi an der Vergaangenheet muss de Schüler weiderhi verschidde Kompetenzen a sengem Module erreechen. Wat elo nei ass, dat ass, dass de Referentiel fir all Kompetenz Indikatoren a Sockele festleet, fir den Niveau ze evaluéieren. An d'Équipes curriculaires leeën dann de Schlëssel fest, wéi eng eenzel Kompetenzen am Module wichteg a manner wichteg sinn. Dëst erlaabt et dann, de Kompetenzniveau a Punkten ëmzerechnen.

Dat kléngt alles elo e bësse komplizéiert. Ech ginn Iech e Beispill, fir dat ze verdäitlechen. Kommt, mir huelen eng Quatrième DT an der Filière Mécanique générale. Déi Formatioun huet e Module, deen heescht « fabriquer des composants mécaniques à l'aide d'outils guidés à la main ». Dëse Module ass nees a fënnef Kompetenzen agedeelt. Dovunner ass eng Kompetenz, fir verschidden detachéiert Piècen zu engem Ensembel zesummenzesetzen an dobäi déi richteg Verbindungsstécker ze benotzen. Nom Ponderatiounsschlëssel mécht déi Kompetenz, vun där ech elo geschwat hunn, 40 % vum Module aus. 40 % vu 60 Punkten, also kann een do e Maximum vu 24 Punkte kréien.

D'Kompetenz, fir verschidden detachéiert Piècen zesummenzesetzen, kënnt also op 24 Punkte Maximum. Da gëtt et zwou weider Kompetenzen, déi jeeweils zu 20 % zielen, an zwou Kompetenzen, déi zu 10 % zielen. Do ass zum Beispill d'Kompetenz : « L'élève adopte une attitude respectueuse à l'égard de ses collègues dans le cadre de leur collaboration. » Op déi Kompetenz do ginn natierlech da just 10 %, also maximal 6 Punkten, verdeelt. A bei dëser Kompetenz geet et ëm déi awer trotzdeem ganz wichteg sozial Kompetenzen, wéi ee ka mat aneren an enger Equipp zesummeschaffen.

Dee ganze Module, deen aus deene verschiddenen eenzelne Kompetenze besteet, gëtt dann op 60 bewäert. Dat ass d'Note finale. A fir d'Schüler zousätzlech ze motivéieren, kréien déi eenzel Modullen och nach eng Mentioun attribuéiert. Esou vill emol zur Evaluatioun.

Eng weider Adaptatioun betrëfft d'Aarbechtsrecht. Mam Gesetzesprojet ginn näämlech d'Dispositiounen, déi de Contrat d'apprentissage an d'Stage-Konventioun betreffen, an de Code du travail geschriwwen, well et jo de Code du travail ass, deen d'Relatiounen an a mat der Aarbechtswelt regelt. Donieft gëtt och vun der Geleeënheet profitéiert, fir de Contenu, d'Dauer, och déi vun der Période d'essai, souwéi d'Konditioune vun enger eventueller Suspensioun vun der Léier am Code du travail ze präziséieren.

De Projet de loi féiert zudeem eng Conciliatioun an, sollt et zu engem Sträit tëschent de Parteie kommen. A falls déi Conciliatioun näischt géif brénge, gëtt den Dossier weider un d'Commission des litiges geleet.

E weidere Punkt vun dësem Projet de loi betrëfft de Groupe de pilotage. Dëse gouf mat der Reform vun 2008 an d'Liewe geruff a soll d'Emsetzung vun der Beruffsausbildung begleeden. Dëse Projet de loi gëtt dësem Groupe de pilotage elo eng legal Basis an e chargéiert e mat der Koordinatioun vun der Formatioun an och mat der Validatioun vun den Aarbechte vun den Équipes curriculaires. Dëse Grupp besteet aus dem Direkter an den Directeurs adjoints vun der Formation professionnelle, zwee Delegéierte vum SCRIPT, zwee Delegéierte vum Collège des directeurs, zwee Delegéierte vun all Chambre professionnelle an zwee Koordinateure vun den Équipes curriculaires.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

De Gesetzesprojet féiert och d'Notioun vun engem „projet d'innovation pédagogique" an der Beruffsbildung an. Op Demande vun engem Lycée oder op Initiativ vun engem Service aus der Beruffsbildung kann een esou e Projet d'innovation op de Wee brénge. Et ass sech hei um Konzept vun de Projets pédagogiques an de Lycéeën inspiréiert ginn. Dorauser si scho ganz vill flott Projeten an de Schoulen entstanen a mat dëser Adaptatioun gëtt ee sech elo de legale Kader, fir dat och an der Beruffsausbildung ëmzesetzen a sech an engem gewëssene Sënn oppe fir Neies ze maachen.

Och verschidden Dispositiounen aus dem Transfrontalier, dat heescht vu Formatiounen, déi net kënnen zu Lëtzebuerg ugebuede ginn, mä am noen Ausland, dat heescht an eisen Nopeschlänner, sinn hei an dësem Projet de loi klarifiéiert ginn.

An de leschte Punkt, op deen ech wëll agoen, betrëfft déi sougenannt Formation professionnelle continue. Äm Sënn vum Lifelong Learning bitt dës Voie de Salariéen d'Méiglechkeet, hir Kompetenzen an hiert Wëssen ze erweideren a sech hire Savoir-faire also parallell zu hirem Beruff zertifizéieren ze loossen.

Dat waren déi wesentlech Adaptatiounen, déi d'Beruffsbildung nach eng Kéier solle verbesseren an opwäerten. A fir all déi aner kleng Ofännerunge géif ech Iech op de schréftleche Rapport verweisen.

Vläicht e Wuert zu den Avisen. Et sinn eng ganz Rei Avisen erakomm an am Allgemenge kann

ee soen, dass d'Chamberen der Meenung sinn, dass dës Reform an déi richteg Richtung geet. Et hu sech wuel e puer Präzisiounsfroe gestallt, mä grosso modo gëtt d'Reform vun alle begréisst an et besteet an deene wesentleche Punkten e Konsens.

D'Chambres professionnelles weise sech erfreet doriwwer, dass si als Partner vun der Formation professionnelle mat implizéiert goufen, fir de Projet de loi an d'Règlement-grand-ducallen auszeschaffen, an datt d'Regierung op ville Punkten hire Fuerderungen nokomm ass.

Zu den Avise vum Statsrot: Dëse Projet de loi huet effektiv missen dräi Ronnen dréie beim Statsrot, éier mer gréng Luucht kritt hunn. Wéi esou dacks bei Educatiounsprojeten, louch et haaptsächlech un der Interpretatioun vun den Artikelen 23 an 32 Paragraf 3 vun der Konstitutioun, no deenen den Enseignement, éischtens, eng Matière réservée à la loi ass an, zweetens, de Grand-Duc just kann d'Reglementer an d'Arrêtéen huelen, wann déi legal Dispositioun, op déi sech bezu gëtt, präzis genuch ass. Dem Statsrot sengem Avis no waren dës Konditiounen awer net iwwerall ëmmer respektéiert an dofir huet en och eng Rei Opposition-formellen ausgeschwat. Wien do Detailer wëllt, och do verweisen ech dann op de schréftleche Rapport.

Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi ass, wéi gesot, eng weider Etapp, fir d'Gesetz vun 2008 un déi verschidde Punkten unzepassen an d'Beruffsbildung e weidert Stéck ze verbesseren. D'Opwäertung vun der Formation professionnelle ass e stännege Prozess, dee sécherlech net haut an net muer wäert ofgeschloss sinn. D'Realitéiten, d'Besoinen, d'Ufuerderungen um Aarbechtsmaart ännere sech permanent an do virdrun däerf och eng Beruffsausbildung d'Aen net verschléissen. Neen, si muss oppe si fir Neies.

A wann ech gesinn, wat nach alles am Koalitiounsaccord steet, wat mer wëlles hunn ëmzesetzen, ass et mer net baang. Awer bis dohinner ass et emol wichteg, dass dës punktuell Adaptatioune fir déi nächst Rentrée kënnen a Kraaft trieden.

Zum Schluss géif ech gären de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Éducatiounskommissioun Merci soe fir dat kollegiaalt Zesummeschaffen, an awer och de Leit vum Ministère aus dem Service de la formation professionnelle fir hir Hëllef bei dësem Projet. Dat sinn d'Madamm Schaber, den Här Bosseler an den Här Hess.

Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn dann de Mikro weider.

Une voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- U mech, Merci. An ech ginn dann d'Wuert un d'Madamm Martine Hansen als éischt ageschriwwe Riednerin. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hu virun enger Zäitche mat engem Handwierker, engem Schräiner, geschwat, an dee sot mer, datt hie sech u sech ni hätt kënne virstellen, datt hie sech kéint Clienten eraussichen a just nach déi unhuelen, déi em géife gefalen. En huet gemengt, dat wier elo esou, well en hätt säi Commandëbuch fir zwee Joer gefëllt. An hie sot mer och nach: „Dir wäert nach gesinn, d'Leit krauchen den Handwierker nach eemol op de Knéien no, fir een ze fannen."

An ech mengen, de Mann huet recht. Jiddwereen hätt u sech gären e gudden Handwierker, wann en Hëllef brauch. Gläichzäiteg awer wëllen ëmmer manner Leit Handwierker ginn an ëmmer manner Leit wëllen och, datt hir Kanner oder Kandskanner Handwierker ginn. An duerfir, de Manktum un Handwierker ass bei eis kloer e gesellschaftleche Problem a mir brauchen do eendeiteg e Mentalitéitswiessel hei zu Lëtzebuerg an och, wéi d'„Wort" et schreift, „Loscht op d'Handwierk".

Mäi Kolleeg, de Marc Spautz, deen och Handwierker ass, wäert nach méi am Detail op dës Fro agoen. Ech kommen also zréck bei d'Gesetz vun der Beruffsausbildung, dat mer dann haut diskutéieren.

D'Beruffsausbildung läit mir definitiv besonnesch um Häerz. Souzesoe vun un datt ech schaffen - an ech hunn net eréischt gëschter ugefaangen -, si mer amgaangen, d'Beruffsausbildung ze reforméieren. Fir d'Éischt wärend menger aktiver Zäit an der Schoul als Proff oder als Direkter, do ass et emol esou e Projet „Prof" ginn, esou gouf dat genannt. Do ass den handlungsorientéierten Unterrecht komm, do si mer also scho fortkomm vun deene ganz normale Fächer.

Du koum 2008 mat der grousser Reform d'Kompetenzorientéierung an d'Aféierung vun de Moduller. An ech muss Iech soen, mir hate ganz vill motivéiert Leit an de Schoulen. Allerdéngs hate mer och auslännesch Spezialisten, Beroder, héich qualifizéiert Theoretiker, déi awer leider null Erfahrung um Lëtzebuerger Terrain haten an déi virun allem demotivéiert hunn.

Duerno dunn, wärend menger Zäit hei an der Chamber, also och wärend der Amtszäit vum Här Meisch, hate mer zimlech vill Gepléischters. Mir hate Pompjeesléisungen, well, an dat hunn ech och schonns méi dacks gesot, d'Komplexitéit ënnerschat gi war oder well et keng Prioritéit war - dat weess ech net. Mä dat mat der Prioritéit schéngt sech jo elo ze änneren, wann ech dat an der Pressekonferenz richteg héieren hunn.

2014 hate mer zum Beispill eng Interpellatioun, déi vun deene Lénken ugefrot gi war. Mir hunn do schonns vill Problemer opgeworf, konstruktiv Virschléi gemaach an ënner anerem gefrot, fir eng richteg Analys vun der Beruffsausbildung ze kréien. Wat ass geschitt? „Näischt" kann ech elo net soen, mä et ass eng éischt Pompjeesléisung komm, dat war eng Instruction ministérielle.

Am Januar 2015 ass dunn e Projet de loi deposéiert ginn an Enn 2015 krute mer eng Schwächtenanalys vun der Uni.lu presentéiert. An ech muss lech soen, ech soen hei „Schwächtenanalys" - normalerweis mécht een eng SWOT-Analys, wou och d'Stäerkte gekuckt géife ginn -, hei waren explizitt just d'Schwächte gefrot ginn. A wat ass erauskomm? U sech näischt Neies. Dat hätt een näämlech kënne mat e puer Gespréicher mat de Leit vum Terrain och schonn 2013 erausfannen.

An do hu mer d'Stéchwuert Dialog. Och dat hunn ech schonns méi dacks am Zesummenhang mat der Educatioun gesot.

Am Mee 2015 ass de Projet de loi zréckgezu ginn. Am Juli 2016 hate mer eng Mikroreform mat engem Promotiounsreglement, wat u sech net konform war zur Verfassung. An et ass eng Makroreform ugekënnegt ginn.

Ech weess elo net, wat den Här Minister alles wollt maachen. Mä zumindest huet en duerno dat Wuert „makro" ni méi an de Mond geholl. An net ze vergiessen, wärend dëser Zäit huet den Här Minister et och fäerdegbruecht, datt de Service vun der Beruffsausbildung véier verschidden Direkteren hat, u sech nach bal méi schlëmm wéi am Fonds du logement.

Dann elo zu eisem Projet de loi, an ech soen dem Rapporteur, dem Gilles Baum, villmools Merci fir säi schréftlechen an och säi mëndleche Rapport.

Hei ginn et verschidden Ännerungen, déi mer begréissen, awer och eng Partie Froen, déi mer kritiséiere respektiv hannerfroen. An ech fänke beim Code du travail un. De Contrat d'apprentissage an d'Convention de stage ginn an de Code du travail integréiert. Dat ass gutt esou. D'Ausbildungsdauer gëtt erëm begrenzt. Dat ass gutt a genau dat hate mer 2016 gefrot, wéi den Här Minister dunn all Begrenzung erausgeholl hat.

An et ass schonns erstaunlech, wat den Här Minister eis du geäntwert hat, wéi mer dës Begrenzung gefrot hunn. Ech zitéieren: „Dat, wat mer jo fundamental elo mam Gesetz hei änneren, dat ass, datt mer eng illimitéiert Durée vun der Formatioun aféieren." An hie sot och: „An ech denken eigentlech och, datt dat dee richtege Wee ass, d'Responsabiliséierung vum Conseil de classe, well keen aneren a sécherlech net hei d'Chamber - ech wëll lech elo hei net an Ärer Uerteelskraaft erofsetzen -, mä ech denken, datt keen anere wéi déi, déi all Dag mam Schüler zesummeschaffen an der Schoul, besser kéint beuerteelen, ob do eng Perspektiv besteet oder net. Duerfir eng Responsabiliséierung vum Conseil de classe", esou den Här Meisch.

Duerfir also keng Limitéierung vun der Ausbildungsdauer. E staarke Plädoyer vum Här Meisch fir u sech genau de Géigendeel vun deem, wat deeselwechte Minister elo mécht!

Wéi gesot, als CSV hu mer dat schonns 2016 gefuerdert. Mir wëllen et och elo nach. A mir si frou, datt den Här Minister elo, dräi Joer méi spéit, och domadder averstanen ass.

Da kommen ech awer zu deene Punkten, wou mer eng Partie Froen hunn am Code du travail.

An als Alleréischt fänken ech mat enger allgemenger Bermierkung un, oder enger allgemenger Fro: Firwat ass net ee komplette Screening gemaach gi vum Code du travail am Hibléck op d'Beruffsausbildung? Och d'Chambre des Métiers freet dat ganz kloer, näämlech fir Kontradiktiounen an Incertituden ze verhënneren. A genau dat mécht mech u sech rosen. Vläicht ass et och eng Déformation professionnelle, mä, ech mengen, an deem Fall misst den Här Minister dat jo verstoen.

Ech fannen näämlech, wann een eppes op de Leescht hëlt, wéi an dësem Fall de Code du travail am Zesummenhang mat der Beruffsausbildung, da soll een dat net hallefhäerzeg maachen, neen, da soll een dat wannechgelift anstänneg maachen, esou wéi een dat u sech ëmmer soll maachen. Well eng hallefhäerzeg Politik, dat geet meeschtens schif. An ech ginn lech hei einfach e puer Beispiller.

Éischtens, den Artikel L.343-3 vum Code du travail gesäit vir, datt Adolescentë keng Aarbechten à risques spécifiques däerfe maachen. Op där anerer Säit sinn awer esou Aarbechten an de Stagen ënner anerem virgesinn. Dat geet also soulaang gutt, bis datt op eemol eppes geschitt.

Ech hunn dëst duerfir och schonns e puermol nogefrot mat ënnerschiddlechen Äntwerten, déi am Prinzip awer keng Äntwerte sinn.

Dat Éischt, wat ech gesot kritt hunn: Et ass den Aarbechtsminister an net den Educatiounsminister, deen derfir zoustänneg ass. Da soen ech d'Stéchwuert „Silodenken". Da krute mer gesot, d'Chambere missten Derogatioune froen. Dat ass awer net geschitt, well d'Chambere fille sech net verantwortlech derfir, fir d'Travaux à risques spécifiques ze definéieren. Dunn ass erëm gesot ginn, den Aarbechtsminister géif dat maachen. Deen huet du gesot, hie géif evaluéieren, ob et néideg wär ze handelen.

Et war also esou ee Pingpongspill. An, ech mengen, de Ball ass iergendzwousch am Gebüsch verschwonnen, well de Problem ass op jidde Fall nach ëmmer net gekläert.

An ech menge wierklech, wann de Code du travail mat de Leit zesummen um Terrain an awer och an eiser Chamberskommissioun vu vir bis hannen duerchgekuckt gi wär - well d'Zäit wär dës Kéier do gewiescht -, dann hätte mer kënnen eng ganz Partie Punkte klären, zumindest undiskutéieren.

Een zweet Beispill: Ech kéint mer zum Beispill ganz gutt virstellen, ech sinn och zimlech sécher, datt och fir de landwirtschaftleche Secteur missten Ausname virgesi ginn, wat d'Aarbechtszäite pro Dag an der Haaptsaison ugeet. Zum Beispill wa gedresch gëtt, da sinn dat meeschtens och méi wéi aacht Stonnen den Dag. Also Ausnamen, esou wéi dat am Code du travail fir de Restauratiounsberäich virgesinn ass. Bei engem allgemenge Screening zesumme mat de Concernéierte wär dat opgefall.

Een drëtte Punkt - och dat hunn ech schonns méi dacks opgeworf -: Meedercher, déi wärend hirer Ausbildungszäit schwanger ginn, mussen, well si Apprentie salariée sinn, de Congé de maternité huelen. Si däerfen also och net méi déi méi theoretesch Moduller, wéi zum Beispill déi am Enseignement général, maachen. Am Secondaire classique ass dat jo awer kee Problem. Si verléieren also doduerch meeschtens op d'mannst sechs Méint.

Deeselwechte Problem, dee jo da vläicht e bësse méi dacks virkënnt, ass bei verschiddene Krankmeldungen: ee gebrachene Fouss oder ee Gips. Am Betrib kann een net schaffe goen. Den Apprenti däerf da guer net méi an d'Schoul goen. Firwat awer net de Jugendlechen d'Méiglechkeet ginn, fir hir schoulesch Moduller ze maachen? Am Rescht vum Enseignement secondaire geet dat jo och.

Ech hat dat, wéi gesot, schonns méi dacks ugeschwat. Ech krut geäntwert, dat wär sécherlech e Problem fir Eenzelner, mä et wär nach keng zefriddestellend Léisung fonnt ginn. Domadder kann ech awer net zefridde sinn.

De Code du travail ass elo opgemaach ginn. An ech mengen, da muss een einfach eng Léisung sichen. Mä et ass iwwerhaapt net ugeschwat ginn. Wéi gesot, bei engem allgemenge Screening wär dat och opgefall.

E véierte Punkt: Wéi vill Deeg Congé huet ee Salarié bei eis mindestens zegutt? 26 - esou hu mer et emol gestëmmt.

Elo am Code du travail gëtt zwar festgehalen, datt ee Stagiaire kee Salarié ass - da ginn ech alt dovunner aus, datt een deem net muss onbedéngt déi 26 Deeg Congé zeguttschreiwen. Ech verstinn et awer net a mir verstinn et net, firwat datt de Stagiaire net och soll kënne vun deem zousätzleche Congésdag profitéieren.

Am Artikel L.111-10 vum Code du travail steet näämlech, datt de Stage kann deelweis oder och ganz an de Schoulvakanzen oflafen. De Stagiaire huet allerdéngs laut Projet de loi nëmme mindestens 25 Deeg Congé zegutt. Dat kënne mer esou net akzeptéieren. An dofir wäert ech och hei en éischten Amendement proposéieren, wou mer u sech froen, datt och de Stagiaire ka vun deem zousätzleche Congésdag profitéieren. Wannechgelift!

Amendement 1

L'article L.111-10 est modifié comme suit :

« Art. L.111-10. Pour les stages, une convention de stage de formation est conclue entre l'établissement scolaire, l'élève stagiaire ou son représentant légal, s'il est mineur et l'organisme de formation.

Les dispositions prévues par les articles L.111-1, L.111-4, L.111-5 et L.111-6 sont applicables aux organismes de formation offrant des stages aux élèves stagiaires, sauf adaptation de terminologie s'il y a lieu.

La convention de stage de formation doit être constatée par écrit au plus tard au moment de l'entrée en stage.

La convention de stage de formation mentionne obligatoirement :

1. la dénomination et l'adresse de l'établissement scolaire représenté par son directeur ;

2. les nom, prénoms, numéro d'identification et domicile de l'élève stagiaire ; s'il est mineur les nom, prénoms et domicile de son représentant légal ;

3. les nom, prénoms, profession, numéro d'identification et domicile du patron ; lorsqu'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, le siège ainsi que les noms, prénoms et qualités des personnes qui la représentent ~~au contrat~~ à la convention ;

4. les objectifs et les modalités de formation du stage ;

5. la date et la durée ~~du contrat~~ de la convention ;

6. les droits et devoirs des parties contractantes.

Le modèle ~~du contrat~~ de convention est fixé par le ministre.

La durée de stage par formation porte au moins sur douze semaines. Une période de stage ne peut être inférieure à quatre semaines. Pendant toute la durée du stage, l'élève stagiaire demeure élève de l'établissement scolaire.

Le stage de formation peut se dérouler entièrement ou partiellement pendant les vacances scolaires. L'élève stagiaire doit néanmoins pouvoir bénéficier d'un congé de récréation annuel d'au moins ~~vingt-cinq~~ vingt-six jours.

Les dispositions légales et réglementaires relatives à la protection des jeunes salariés et à la protection des salariées enceintes, accouchées et allaitantes sont applicables à la convention de stage de formation.

Les modalités d'organisation des stages de formation sont définies par règlement grand-ducal. »

Commentaire de l'amendement 1 :

Il est proposé d'aligner le nombre minimal de congés annuels à accorder à l'élève stagiaire sur celui de l'article 233-4 du Code du travail tel que modifié par la loi du 25 avril 2019 portant modification 1° des articles L.232-2 et L.233-4 du Code du travail ; 2° de l'article 28-1 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et qui prévoit une augmentation du congé payé légal minimum de 25 à 26 jours par année.

Il n'y a aucune raison de traiter différemment l'apprenti, qui a droit à 26 jours de congés ouvrables au minimum et le stagiaire qui, au cours de sa formation, fait ses premiers pas dans le monde du travail et se retrouve alors bel et bien dans l'environnement professionnel.

Par ailleurs, l'article 233-2 du Code du travail, qui fait partie des dispositions relatives au congé annuel payé1, dispose clairement que « Sont visés par les dispositions du présent chapitre tous les salariés ainsi que toutes les personnes travaillant en vue d'acquérir une formation professionnelle. »

Dans le rapport du projet de loi 7399, devenu entre-temps la loi du 25 avril 2019 précitée, on peut d'ailleurs lire au niveau du commentaire de l'article 1er point 2° que celui-ci « (...) relève le congé payé de récréation auquel ont droit tous les salariés ainsi que toutes les personnes travaillant en vue d'acquérir une formation professionnelle en application des articles L.233-1 et L.233-2 du Code du travail de vingt-cinq à vingt-six jours (...) »

Il échet encore de noter dans sa teneur actuelle que l'article L.111-10 prévoit que l'élève stagiaire a droit à un congé annuel minimal de 25 jours. Cet article se réfère explicitement à la durée légale minimale du congé avant la loi de 2019. Il n'y a dès lors aucune raison de ne pas prévoir explicite-

[1] *Chapitre III*

ment que l'élève stagiaire a droit à un minimum 26 jours, la durée légale minimale ayant été adaptée.

L'auteure des présents amendements en profite également pour redresser une erreur matérielle. L'article L.111-10 continue de se référer au « contrat » et non pas à la « convention », alors même que le projet de loi sous rubrique entend remplacer l'actuelle dénomination « contrat de stage de formation » par « convention de stage de formation ».

(s.) Martine Hansen, Paul Galles, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Claude Wiseler.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Véier Punkten, Dir Dammen an Dir Hären, déi mir elo opgefall sinn. An ech si sécherlech kee Spezialist hei am Code du travail, an dat mécht mer u sech Suergen, well wann ech schonns dës dräi bis véier Punkte fannen, déi missten oder sollten ugepasst ginn, da ginn ech dovunner aus, datt, wann een dat mat alle Leit vum Terrain duerchdiskutéiert hätt, een da wahrscheinlech méi wéi véier Punkte fonnt hätt, déi sollten ugepasst ginn.

Duerfir nach eemol: Eng anstänneg legislativ Aarbecht hätt hei ee komplette Screening vum Code du travail am Zesummenhang mat der Beruffsausbildung erfuerdert.

Da kommen ech zum Gesetz vun der Beruffsausbildung u sech. Et gëtt erëm een neie Gremium geschaaft respektiv e kritt eng legal Basis: de Groupe de pilotage de la formation professionnelle. Dee soll den Entwécklungsprozess vun der Beruffsausbildung koordinéieren an déi kurrikular Aarbechte validéieren.

Et gëtt an deem Kontext awer schonns ee Comité à la formation professionnelle, dee soll de Minister beroden, kucken, datt d'Ziler vun der Beruffsausbildung an de Bedarf um Terrain besser openee passen. Ech mengen, dat ass och Koordinatioun. An deen ass och zoustänneg fir d'Koordinatioun vun den ënnerschiddlechen Departementer vum Ministère an de Chamberen.

Dann hu mer och just fir de CCP eng Commission spéciale, déi de Minister beréit, déi kuckt, wéi d'Programmer ëmgesat ginn an dem Minister dann ee Rapport mécht. Hei hunn ech och direkt eng éischt Fro un de Minister: Kann den Här Minister eis soen, wat hie vum Comité bis elo rapportéiert kritt huet? Ech hu bis elo nach näischt do héieren. Mä dat wëllt awer näischt heeschen. A wéi dacks kënnt dëse Comité zesummen?

Dann hu mer nieft dem Service vun der Beruffsausbildung u sech och nach de SCRIPT mat enger Cellule de compétence pour la conception curriculaire vun der Beruffsausbildung, wou awer laut Gesetz u sech de Service vun der Beruffsausbildung fir déi kurrikular Aarbechten zoustänneg ass. Och hei kann ee sech froen: Wie mécht elo wat?

Mir kréien also net manner Gremien. Hei wär et och sënnvoll gewiescht, emol e Screening vun alle Gremien ze maachen, an dat am Sënn vu méi Effizienz. Well an der Regel bedeit eng méi komplizéiert a méi eng grouss Struktur éischter manner Effizienz a manner Schnellegkeet. Dat kann een elo akademesch Prozessoptiméierung nennen oder einfach gesonde Mënscheverstand. Ech mengen, hei kënne mer och nach vill vum Handwierk léieren!

An och dozou just eng kleng Klammer: Ech hat den Här Minister an enger Question parlementaire gefrot, fir eng Iwwersiicht vun alle Gremien ze kréien, déi am Kader vun der Educatioun bestinn. All déi Gremien, déi ech elo opgezielt hunn, waren net an där Lëscht derbäi. Ech sinn also nach eemol verstäerkt ginn a menger Meenung, datt kee méi richteg d'Iwwersiicht huet vun all de Gremie mat hiren ënnerschiddlechen Aufgaben. An ech hoffe wierklech, datt d'Gremien zumindest déi Iwwersiicht hunn.

Sou! Een zweete Punkt: Et gi Passerelle geschaaft. Dat kann een alles begréissen, well, ech denken, Passerellen an eiser Tiroirsgesellschaft sinn ëmmer wichteg.

Een drëtte Punkt: De Carnet d'apprentissage, ee wichtegt Instrument, kritt eng legal Basis. Och dat ass ze begréissen.

A véiertens: Et gëtt eng Formation en cours d'emploi geschaaft. Och eng gutt Saach! Mä och hei froen ech mech: Wou sinn d'Reglementer a mat wéi enge Beruffer gëtt ugefaangen? Mir schwätzen näämlech scho ganz laang heiriwwer.

Leider muss ech awer och bei dësem Deel vum Projet de loi erëm soen: Trotz vill Zäit ass dëst Gesetz net anstänneg virbereet, a wahrscheinlech well net genuch mat de Leit geschwat ginn ass oder op si gelauschtert ginn ass.

Och hei ginn ech lech e puer Beispiller.

Et gëtt am Text zum Beispill festgehalen, an den Här Baum huet dat gesot, datt d'CCP-Ausbildung u sech dräi Joer dauert mat Ausnam vum Cordonnier-réparateur. Mä wien huet dann decidéiert, datt dat just soll fir de Schouster zielen? Well schonns d'lescht Fréijoer krute mer gesot, datt géifen Diskussioune lafe mat der Chambre de Commerce, fir verschidde vun hire Beruffer, wéi zum Beispill de Serveur, och an zwee Joer auszebilden. An hei wär et sënnvoll gewiescht. Mir hunn ee Bedarf u Leit. Ech mengen, dat ass deslescht an engem Facebook-Message ganz kloer erauskomm.

Dir Dammen an Dir Hären, wann ech weess, datt ee Gesetz kënnt, an dat weess de Ministère jo, mä da soll e kucken, datt déi Diskussioune mat de Chambere gefouert an zäitgméiss ofgeschloss sinn, fir déi néideg Upassungen ze maachen.

Da kommen ech zur gréisster Ännerung vum Gesetz. D'Kompetenze ginn elo erëm mat Punkte bewäert, Notte vu 60. De Minister seet: fir datt d'Evaluatioun virun allem méi verständlech gëtt. Heizou drängt sech da fir mech awer erëm eng Fro op, näämlech: De Minister seet jo, eng reng Kompetenzbewäertung wär net verständlech. Wat sinn dann d'Konsequenze vun dëser Feststellung fir d'Kompetenzbewäertung an der Grondschoul? Well do hu mer jo nach keng Punkten.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ma sécher, well do hu mer Notten agefouert - A, B, C, D - viru fënnef Joer. Do hu mer Notten agefouert: A, B, C, D viru fënnef Joer.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, anscheinend ass et do … A, B, C, D. Mir hunn nach keng Punkte vu 60, soen ech dann.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Mä mir hunn awer A-, B-, C-, D-Notten agefouert, wat absolutt Sënn mécht fir d'Grondschoul. Mir hunn net do eng reng kompetenzorientéiert Bewäertung vun Notten.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir hunn awer, mengen ech, virun allem nach Kompetenz.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Mir hunn erëm Notten agefouert.

Une voix.- Très bien !

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, anscheinend ass jiddwereen elo glécklech: d'Elteren, d'Enseignanten, d'Beruffskummeren, de Ministère mat de Punkten. Da si mer och domadder averstanen, obschonns datt Kompetenzen an eng Bewäertung op 60 Punkte beienee passe wéi Kaz a Maus.

U sech maache mer onheemlech vill Kapriolen. An déi gesi virun allem bei de Sprangpäerd gutt aus, mä bei de Politiker net esou gutt. An dat alles, fir net mussen ze soen: Mir ginn erëm zréck op déi Bewäertung mat de Punkten, op eng Bewäertung vu 60 Punkten.

A genau duerfir ass et och erëm alles aneschters wéi einfach verständlech, a schonns guer net, wann een d'Reglementer nach net huet, déi mer nach net hunn. Mir haten déi gefrot. A wat hu mer kritt? Amplaz vun de Reglementer hu mer eng Lëscht kritt vu Reglementer, déi mer nach misste kréien. Dat huet eis also net allze vill viru gehollef.

Ech baséiere mech also op d'Gesetz. An ech wëll op d'Evaluatioun mat Punkten agoen.

De Référentiel d'évaluation definéiert laut Gesetz, an och dat huet den Här Baum schonns erkläert: éischtens, Indicateuren, déi u sech d'Elementer beschreiwen, déi erlaben, fir kënne festzestellen, ob een eng Kompetenz huet oder net; zweetens, d'Socklen, déi de minimalen Niveau festhalen, an den Indice de pondération, fir eben erëm op 60 Punkten ze kommen.

Eng Kompetenz gëtt also mat enger Nott evaluéiert. An ech zitéieren: « La note maximale équivaut au résultat de la multiplication de 0,6 par l'indice de pondération de la compétence. » Mir leeën also Prozentsätz fir d'Kompetenzen oder d'Deelkompetenze fest, multiplizéieren dës da mat 0,6, fir op Punkte vu 60 ze kommen.

Dir Dammen an Dir Hären, wann ech mer als Zil setzen, eng Saach ze vereinfachen, da brauch ech net allze vill Imaginatioun. An ech hätt do direkt e puer Virschléi ze maachen, fir dat do ze vereinfachen. Ech maachen déi awer elo net a ginn nach eng Kéier op de Référentiel d'évaluation u sech an.

Do hat ech och gefrot, fir e puer Beispiller ze kréie vum Enseignement général, well déi jo schonns hätte missen d'lescht Joer fäerdeg sinn, well d'lescht Joer jo sollten eng Partie Formatiounen ufänken. Ech hunn der och kritt. Awer dat, wat mer do kritt hunn, dat mécht mech definitiv net glécklech. Dat muss och elo net d'Zil si vum Här Minister.

Mä trotzdeem, ech hu schonns 2014 bei der Interpellatioun gesot, datt mat Hëllef vun den definéierte Standarden, oder Sockelen, an den Indicateuren den Enseignant an de Schüler misste konkret wëssen, wat gefrot gëtt a wéi et bewäert gëtt. Soss bréngt dee ganze Referentiel näischt! An ech hunn och gesot, datt dat leider net iwwerall de Fall wier. An ech hunn och gesot, datt dat misst ugepasst ginn.

Wat hu mer elo kritt?

Ee Référentiel d'évaluation am Däitschen, wou keng Sockelen definéiert sinn. Déi Sockele stinn awer am Gesetz, datt se missten dra sinn.

Ee Referentiel am Franséischen, wou keen Ënnerscheed tëschent dem DAP an dem DT gemaach gëtt, dem Technicien. Dat heescht, datt dat, wat de Schüler misst kënnen, fir déi verschidden Niveauen am Prinzip d'selwecht definéiert ass. Dat kann net sinn! Ee Référentiel d'évaluation am Franséischen, wou zwar Sockelen an Indicateuren definéiert sinn, wou ech awer, wann ech unhand dovunner misst engem Schüler soen, wat e misst kënnen, fir datt e genuch kritt, meng gréisste Schwieregkeeten hätt.

An an der Éducation à la citoyenneté hu mer nach keen neie Referentiel kritt, obschonns datt och dee misst fäerdeg sinn. Ech hunn dunn dee vun dësem Joer gekuckt, an an deem Référentiel d'évaluation steet soss näischt dra wéi u sech dräi Wierder: „Sachkompetenz", „Methodenkompetenz", „Urteils- und Handlungskompetenz".

Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net: Kënnt Dir domadder ee Schüler richteg evaluéieren an deem och soen, wat e mindestens muss kënnen? Ech op jidde Fall net.

A genau dat hu mer viru fënnef Joer bemängelt. Fënnef Joer Zäit, fir et ze verbesseren, awer et ass näischt geschitt an deem Beräich! „Eng Prioritéit", seet den Här Minister. Da wëll ech net wëssen, wat géif geschéien, wann et keng Prioritéit wär. A wa mer et net fäerdegbréngen, d'Kompetenzen ze definéieren, Indicateuren a Sockelen ze definéieren, an dëst schéngt mer virun allem am Enseignement général ee Problem ze sinn, mä da solle mer dat ganz einfach éierlech soen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn dovunner iwwerzeegt, datt mer eng Partie Enseignanten hunn, déi Erfahrung am kompetenzorientéierten Unterrecht hunn an déi trotz dësen Evaluatiounsreferentielle ganz gutt eens ginn.

Ech ginn awer och ze bedenken, datt mer jonk Enseignanten hunn, déi absolutt keng Erfahrunge konnten an dësem Beräich sammelen, déi wahrscheinlech aus dem Classique kommen, déi vläicht och nach do hire Stage gemaach hunn. A wéi sollen déi mat esou vage Referentiellen eens ginn?

Hei lafe mer definitiv de Risiko, datt et eng Scheinkompetenzbewäertung ass, datt si hir Prüfungen op 60 maachen, et dann erëm ëmrechnen a Prozenter an dann duerno dat Ganzt erëm mat 0,6 multiplizéieren, fir dann erëm op eng Nott vu 60 ze kommen. Wou do d'Plus-value ass, dat weess ech net.

Een anere Punkt zur Evaluatioun: Wann ee Student 80 % vun den obligatoresche Moduller gepackt huet oder wann en e CCP-Diplom huet, da kritt hien ee Certificat de réussite vu fënnef Joer Enseignement secondaire. Esou steet et am Gesetz.

Ech froe mech an ech hu mech och gefrot:

Éischtens, firwat kritt ee Student mat dräi Joer CCP-Ausbildung an dräi Joer Cycle inférieur just ee Certificat vu fënnef Joer Reussite, wann en der sechs do war?

Oder zweetens, firwat kritt en automatesch, wann en 80 % vun den obligatoresche Moduller gepackt huet, ee Certificat vu fënnef Joer Reussite am Enseignement secondaire, obschonns d'Gesetz zouléisst, datt d'Ausbildung guer net esou laang dauert?

Eng Äntwert krut ech keng. Am Rapport steet einfach: « Martine Hansen exprime son étonnement. » Dat war et! Ech hätt awer gären eng Äntwert. Ech wéisst och schonns, wéi eng Äntwert ech mer géif ginn. Mä Fakt ass: Ech krut keng Äntwert. A Fakt ass: Den Text ass do net kloer.

Ee weidere wichtege Punkt: déi betriblech Ausbildung. Si ass kruzial an der Beruffsausbildung. Vu datt mer d'Reglementer net hunn, wëll ech gäre vum Här Minister wëssen: Wéi vill Apprentië kann een Tuteur begleeden? Ech hunn do Zuelen héieren tëschent 50 an 100. Dat eent ass zwar dat Duebelt vun deem aneren, mä fir eng qualitativ héichwäerteg Betreiung vun den Apprentië si béid Zuele schlecht. An ech hoffen, datt den Här Minister mech do ka berouegen.

Dann zur Validation des acquis de l'expérience: u sech eng ganz gutt Saach, déi awer trotzdeem erëm eng Kéier ënnert d'Rubrik fält „trotz vill Zäit, net richteg virbereet".

2016 sot de Minister näämlech, d'VAE géif nieft deenen Upassungen, déi du gemaach gi sinn, enger « réforme approfondie dans un proche avenir » ënnerzu ginn. D'Chambre des Salariés freet dat och elo nach. Dann hunn ech wahrscheinlech eng aner Definitioun vum « proche avenir » wéi den Här Minister, well bis elo ass dat nach net geschitt.

Dann ass mer am Artikel 45 vum Gesetz opgefall, datt d'Validation des acquis de l'expérience sech am Prinzip guer net méi op d'Beruffsausbildung bezitt, well: « Sont visés par cette disposition les certificats et diplômes de l'enseignement secondaire général, les brevets de niveau supérieur à l'enseignement secondaire général, ainsi que le brevet de maîtrise. »

Laut Gesetz vum 29. Abrëll 2017 iwwert den Enseignement secondaire besteet dësen Enseignement secondaire aus dräi Ordre-d'enseignementen: dem Enseignement secondaire classique, dem Enseignement secondaire général an der Formation professionnelle. D'Beruffsausbildung gehéiert also net méi, esou wéi virun der Reform, zum Technique, mä et ass ee separaten Ordre d'enseignement.

A vu datt mer hei iwwert d'Beruffsausbildung schwätzen, ginn ech emol dovunner aus, datt d'Validation des acquis de l'expérience sech och muss op d'Beruffsausbildung bezéien. Dofir proposéieren ech hei oder deposéieren ech en zweeten Amendement, wou mer d'Formation professionnelle mat derbäi hunn.

Amendement 2

Modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle.

L'article 45, du Chapitre V est complété comme suit :

« Art. 45. Toute personne a le droit de se faire valider les acquis de son expérience en vue d'une qualification professionnelle.

Sont visés par cette disposition les certificats et diplômes de l'enseignement secondaire général et de la formation professionnelle, les brevets de niveau supérieur à l'enseignement secondaire général, ainsi que le brevet de maîtrise.

Peut faire l'objet d'une demande de validation l'ensemble des acquis issus d'apprentissages formels, non formels et informels pendant une durée totale cumulée d'au moins trois ans et en rapport avec le certificat, le diplôme ou le brevet pour lequel la demande est déposée. »

Commentaire de l'amendement 2 :

Il résulte de la loi du 29 août 2017 portant sur l'enseignement secondaire, qui a modifié e. a. la loi de 2004 portant organisation des lycées, que l'enseignement secondaire se compose de l'enseignement secondaire classique, de l'enseignement secondaire général et de la formation professionnelle.

La formation professionnelle constitue dès lors un ordre d'enseignement propre soumis à sa propre législation.

Il nous semble dès lors logique que la formation professionnelle doive être mentionnée et figurer explicitement à l'endroit de l'article 45 du Chapitre V ayant trait à la validation des acquis de l'expérience. Il est ainsi proposé d'y ajouter la référence à la formation professionnelle, de sorte que non seulement les certificats et diplômes de l'enseignement secondaire général mais aussi ceux de la formation professionnelle puissent, de même que les brevets de niveau supérieur à l'enseignement secondaire général et les brevets de maîtrise, être pris en considération dans le cadre de la validation des acquis.

(s.) Martine Hansen, Paul Galles, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Claude Wiseler.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ee leschte Punkt. Am Gesetz vum Enseignement secondaire steet nach eemol: « L'enseignement secondaire (...) est gratuit pour chaque élève habitant le Grand-Duché de Luxembourg. » Op dësen Artikel baséiert den Här Meisch seng gratis Schoulbicher mat de Bongen, wou een ënnerschiddlech Saache ka kafen, wann een d'Schoulbicher net brauch.

An der Beruffsausbildung brauchen d'Schüler ganz vill Material: Sécherheetsschong, schnëttfest Boxen, Messeren. An am Sënn vun der

Gläichbehandlung vun de Schüler wier et duerfir nëmmen normal, wann d'Schüler aus der Beruffsausbildung hiert Schoulmaterial och kéinte subventionéiert kréien.

Ech hat den Här Minister dat schonns 2018 gefrot. Hie konnt dunn déi Iddi awer net ënnerstëtzen. Awer, Här President, wéi gesot, am Sënn vun der Gläichbehandlung vun alle Schüler deposéieren ech och duerfir hei eng Motioun, wou mer d'Regierung opfuerderen, fir en vue vun enger Subventionéierung vum Schoulmaterial an der Beruffsausbildung déi ufalend Käschten ze evaluéieren an eng Subventionéierung vum noutwendege Schoulmaterial nieft de Schoulbicher fir Schüler aus dem Secondaire anzeféieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant l'article 23 de la Constitution selon lequel « L'État veille à l'organisation de l'instruction primaire, qui sera obligatoire et gratuite et dont l'accès doit être garanti à toute personne habitant le Grand-Duché » ;

- notant que l'article 1bis. de la loi du 29 août 2017 portant sur l'enseignement secondaire souligne que l'enseignement secondaire dans les lycées est gratuit pour chaque élève habitant le Grand-Duché de Luxembourg ;

- constatant dans ce contexte que depuis la rentrée scolaire 2018-2019, les manuels scolaires obligatoires sont gratuits dans l'enseignement secondaire ;

- notant que les élèves de la formation professionnelle ont non seulement besoin de manuels scolaires mais aussi de matériel scolaire spécifique ;

- sachant que ce matériel scolaire spécifique n'est pas mis gratuitement à la disposition des élèves ;

- constatant que le matériel scolaire utilisé par les élèves peut s'avérer coûteux selon l'ordre d'enseignement ou la formation professionnelle envisagée ;

- souhaitant garantir une réelle égalité de traitement à tous les élèves de l'enseignement secondaire ;

invite le Gouvernement :

- à effectuer une évaluation des coûts totaux du matériel scolaire spécifique dont les élèves ont besoin ;

- à introduire une subvention du matériel scolaire, autres que les manuels scolaires obligatoires, pour tous les élèves de l'enseignement secondaire.

(s.) Martine Hansen, Paul Galles, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Claude Wiseler.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Beruffsausbildung ass fir eis als CSV an och fir mech perséinlech immens wichteg - ech hunn dat scho méi dacks gesot -, well si geet un dat, wat eist Land ausmécht. An duerfir fanne mer et ëmsou méi traureg, datt eng vun de wichtegsten Iwwerleeungen u sech guer net duerchdiskutéiert ginn ass, näämlech: Wéi kréie mer d'Beruffsausbildung méi attraktiv?

An hei ass ee Science Center zu Déifferdeng, esou wéi den Här Minister en opgezielt huet a senger Pressekonferenz, sécherlech net d'Allheelmëttel. Mir missten emol all déi gutt Initiativen, déi do sinn, regruppéieren an ee Gesamtkonzept maachen.

Den Här Minister hat 2016 vun engem Assessment Center geschwat fir eng besser Orientatioun. Wat ass geschitt? Ech mengen, näischt an deem Beräich. D'Chamberen hunn d'Tester „Basic-check" an „TalentCheck", wou d'Schoule kënnen higoen. Dat ass och immens gutt, awer et ass nach net koordinéiert. Dat hänkt vill vum Good Will vun der Schoul of. En Assessment Center gesäit op jidde Fall anescht aus.

Stéchwuert „Attraktivitéit". Heizou gehéieren och d'Chancen, fir weiderstudéieren ze goen no engem Studium vum Technicien (veuillez lire: no engem Diplôme de technicien). An ech mengen, datt mer och do nach mussen dru schaffen. De Marc Spautz wäert, wéi gesot, nach eemol am Detail op dës Punkten agoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Meisch hat eng Pressekonferenz. Do hu mer villes héieren, awer net villes, wat am Gesetz steet. Fir eis als CSV war d'Beruffsausbildung nach ëmmer eng Prioritéit. De Minister huet no fënnef Joer d'Prioritéit och elo erkannt. Ëmmerhin ass dat ee Fortschrëtt. Mä duerno huet en dann awer erëm e Gesetz heihinner bruecht, wat net bis zum Schluss duerchduecht ass, wou e wierklech verpasst huet, e komplette Screening vum Code du travail ze maachen, wou en am Allgemenge keng anstänneg legislativ Aarbecht gemaach huet, well soss hätte mer déi Amendementer elo net nach missen erabréngen.

D'Reglementer hu mer gefrot. Mir kruten eng Lëscht vu Reglementer, déi nach misste kommen. D'Reglementer hu mer nach net. Firwat? Si se nach net fäerdeg? Ma da muss ech awer soen: Et géif dann esou lues Zäit ginn, well et ass geschwë grouss Vakanz. D'Evaluatiounsrumme sinn nach ëmmer net vergläichbar fir déi eenzel Moduller. Ech hat gemengt, et kéimen e puer Richtlinnen.

Ech hat gemengt, et kéime kloer Richtlinnen. Verschidden Evaluatiounsrummen entspriechen zum Deel net deem, wat am Gesetz steet. An dat Ganzt mécht mech einfach rosen, well ech refuséieren, esou eng - wierklech! -, ech nennen et elo emol „Pseudopolitik", einfach als normal unzëerkennen! Esou schafe mer weder Loscht um Handwierk nach un der Politik, a mir brauche fir béides Loscht!

Plusieurs voix.- Très bien !

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir kënnen also, wéi gesot, mat ganz ville Punkten averstane sinn. Mä mat deene villen eenzelne Punkten, déi absolutt hätte kënne vermidde ginn, domadder kënne mer a wëlle mer net liewen! E Schüler an enger äänlecher Situatioun, dee vläicht keng Faute grave mécht, mä deen e puer Saache vergësst, deen eng Partie Dommheetsfeeler mécht, dee riskéiert och, net seng Kompetenzen ze erreechen. A genau esou ass et bei dësem Gesetz. An dofir wäerte mer eis bei dësem Projet de loi enthalen.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci der Madamm Hansen. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann wannechgelift.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass nach kee Meeschter vum Himmel gefall. Dëst Spréchwuert ass wuel jidderengem heibanne bekannt. Et seet eis, dass ee vill muss schaffen an och vill muss üben, fir zu sengem ze kommen. Et geet weder vum selwen nach vun haut op muer. Dat soll näischt Negatives heeschen. Et soll eis ganz am Géigendeel motivéieren, fir ëmmer nees weiderzeschaffen an net, wann eppes net klappt, direkt d'Bengele bei d'Tromm ze geheien.

Ech fannen, dass dat Spréchwuert hei ganz gutt op d'Thematik, déi mer haut uschwätzen, passt. Well och um Niveau vun eiser Beruffsausbildung sinn eis zukünfteg Meeschteren nach laang net alleguerte vum Himmel gefall.

De Bäcker, de Metzler, eise Fleurist, bei dee mer fir Mammendag Blumme kafe ginn, d'Mecanicienen, déi d'Summerpneuen op d'Autoe maachen, alleguerten dës Leit ginn duerch d'Beruffsausbildung. Si léieren do hiert Handwierk a si maachen hir Passioun zu hirem Beruff. De Savoir-faire, d'Kompetenz an hir Kreativitéit falen hinnen awer net an de Schouss. Et ass eng grouss Aarbecht, et geet mat Éiergäiz, a mat ganz vill Fläiss komme si un hiert Zil. D'Beruffsausbildung ass hei e ganz, ganz groussen Deel, an dovunner schwätze mir jo haut de Mëtteg.

Ech wäert a menger Interventioun net méi weider op dat, wat de Gilles Baum schonn a sengem ganz ausféierleche Rapport gesot huet, agoen. Ech wëll villméi op d'Wichtegkeet nach eng Kéier vun der Beruffsausbildung agoen, eng Beruffsausbildung, déi modern, performant an och zukunftsorientéiert muss sinn. An ech wëll dovunner profitéieren, fir en Ausbléck ze maachen, wat an dëser Legislaturperiod nach vu Projeten usteet. An do wäert nach esou munches op eis duerkommen.

(Brouhaha)

Här President, fir d'DP ass d'Beruffsausbildung souwuel fir eis Wirtschaft wéi och fir eis Gesellschaft vu grousser Bedeitung. D'Beruffsausbildung ass mat hiren 120 Formatiounen de Käilrimm, deen eise Mëttelstand an domat eise wirtschaftleche Motor um Dréien hält. Fir dass dat an Zukunft och esou bleift, brauche mer eng modern a Perspektive schafend Beruffsausbildung. Dat ass dréngend noutwendeg.

Wann ee sech mat de Patronen ënnerhält, da kritt een ëmmer erëm gesot, dass si grouss Problemer hunn, fir genuch qualifizéiert Personal ze fannen. Si géife mat Hänn a mat Féiss no jonken, frësch qualifizéierte Leit sichen, mä keng méi fannen. Dat muss eis als Politik interpelléieren, zemools wa mer eis onst wirtschaftlecht Émfeld ukucken. Do sti mir jo am Prinzip gutt do. Eis Ekonomie dréit. Mir hu Wuesstem. Eise Beschäftegungstaux geet erop. De Leit geet et gutt. U sech ee favorabelt Émfeld fir de Mëttelstand. Mä wann de Mëttelstand a besonnesch d'Handwierk keng Leit méi fënnt, fir d'Projeten an d'Opträg ze realiséieren, wann am Betrib keng Relève do ass, da geet dat op Dauer net gutt. Mir mussen eis also d'Fro stellen, firwat dat esou ass.

Firwat kréie mer net genuch Nowuess an eis Betriber, obwuel d'Wirtschaft dréit? Firwat ass d'Beruffsausbildung nach fir vill jonk Leit keng richteg Alternativ, obwuel kaum ee Secteur aktuell esou vill Entfalungsméiglechkeeten an Zukunftsperspektive bitt?

Dat si Froen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, op déi mir mussen Äntwerte fannen, fir dass eis Betriber och weider existéieren an och evoluéieren. Et sinn näämlech grad eis Handwierksbetriber, déi net nëmmen zu eiser Wirtschaft bäidroen, mä déi och dacks déif an eiser Gesellschaft verwuerzelt sinn an déi eis Stadkäre prägen.

Ech hu virdrun e puer klassesch Beruffer genannt: de Bäcker, de Metzler, de Coiffer, de Fleurist an esou weider, de Jong oder d'Meedchen aus dem Duerf, déi scho vun hiren Elteren de Betrib iwwerholl hunn. Et wier einfach schued, wann déi Betriber géifen aus eise Stied an eisen Dierfer verschwannen, well se kee qualifizéierten a motivéierten Nowuess méi fannen.

Une voix.- Très bien !

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Ech hu virdru gesot, d'Politik wier gefuerdert. Mä net nëmmen d'Politik ass gefuerdert. Mir sinn der Meenung, an do sinn ech därselwechter Meenung wéi d'Madamm Hansen, dass et och zu engem Mentalitéitswiessel an eiser Gesellschaft muss kommen. D'Attraktivitéit vun enger Formatioun oder engem Beruff huet och vill mat der gesellschaftlecher Akzeptanz ze dinn. Dat soll een net vergiessen. An do genéisst d'Beruffserfahrung (veuillez lire : d'Beruffsausbildung) allgemeng leider - an ech betounen „leider"! - net den allerbeschte Ruff. Dacks gëtt éischter ofwäertend vun der Beruffsausbildung geschwat als engem Wee, deen ee just aschléit, wann ee soss keng Optioune méi huet.

Dat hänkt wuel haaptsächlech domadder zesummen, dass mir nach allze oft der Meenung sinn, et misst ee säi Bildungswee am klassesche Lycée goen. Alles aneschters kënnt net a Fro oder eréischt, wann de Wee iwwert de klassesche Lycée net klappt. Iwwerspëtzt ausgedréckt, ginn et an de Käpp vun de Leit am Fong nëmmen zwou Zorte vu Schüler: de gudde Schüler, deen op Classique ass, eng Première mécht, op d'Uni geet an deem säi Brout domat gebak ass. Hie brauch sech keng Suerge méi ëm seng Zukunft ze maachen. Dat ass déi eng Zort Schüler. Da gëtt et awer och déi aner Zort Schüler. Dëse struewelt a jonke Joren e bësse méi an der Schoul. Duerfir kann e leider net an de klassesche Lycée, mécht keng Première, keng Uni a muss als zukünftege Bäcker seng Bréidercher selwer baken.

Genau dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass fir d'DP de falsche Gedankegang. An duerfir brauche mir e Mentalitéitswiessel! Dëse kann natierlech net vun der Politik vun uewen erof diktéiert ginn. Et ass awer un der Politik, fir en attraktive Kader fir d'Beruffsausbildung ze schafen, fir dass och nees méi Jonker Loscht op eng Ausbildung an op en handwierkleche Beruff hunn. Mir brauchen hei zu Lëtzebuerg net nëmmen Akademiker. An et muss och net all Jonken op d'Uni goen.

Une voix.- Très bien !

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Fir esou Stigmaen aus de Käpp vun de Leit ze kréien, muss d'Beruffsausbildung als eppes Positives duergestallt ginn, als eng grouss Chance, fir sech op sengem beruffleche Wee kënnen ze entfalen. Et mécht dach méi Sënn, et huet ee Jonker, déi gutt qualifizéiert sinn an déi hire Beruff mat Häerz a Séil maachen, wéi Jonker, déi just op d'Uni ginn, well hir Kolleegen och do sinn, déi sech awer net erëmfannen, d'Loscht verléieren, immens struewele mussen an da riskéieren ze decrochéieren.

An dëser Diskussioun muss awer jiddereen éierlech mat sech selwer sinn. Wéi géift Dir reagéieren, wann Äert Kand mat Bommennotten an der Schoul op eemol wëllt eng Léier beim Usträicher maachen? Géift Dir Äre Bouf oder Äert Meedchen direkt ënnerstëtzen? Oder géift Der hinnen uroden, awer als Éischt emol ofzewaarden, hir Première ze maachen, an der Hoffnung, dass se et duerno vergiess hätten?

Genau mat dësem figéierte Gedankegang probéiert de Bildungsminister Claude Meisch am Moment ze briechen. Gutt Notten an eng Beruffsausbildung däerfe kee Widdersproch méi sinn.

An deem Sënn gëtt och deemnächst d'Méiglechkeet vun engem gewëssenen „duebelen Diplom" geschaaft. Domadder kann een zukünfteg eng Première an en DAP am nämlechten Ofschlossjoer maachen. Ee Jonken, dee sech fir e Beruff begeeschtert, kann also eng Léier an engem Betrib maachen, ouni ze fäerten, sech doduerch de Wee op eng Uni ze verbauen. Dat gëtt dem Jonken u sech e Méi u Sécherheet an e Méi u Flexibilitéit.

Als DP si mir frou, dass dës Iddi aus eisem Wahlprogramm hire Wee an den neie Koalitiounsaccord fonnt huet. Ech hu mer och soe gelooss, dass de Minister Claude Meisch deemnächst géif e Pilotprojet am LTC an d'Weeër leeden. Dat wier gutt a mir begréissen dat och ausdrécklech!

Här President, och de Contenu vun de Formatiounen, déi an der Beruffsausbildung ugebuede ginn, muss méi attraktiv a méi flexibel gemaach ginn. De System däerf fir d'Schüler net ze komplizéiert sinn an däerf och net an eng Sakgaass féieren, aus där si just nach hannerzeg erauskommen.

De Rapporteur huet et kuerz ugeschnidden: D'Modullen, déi mam Gesetz vun 2008 agefouert goufen, hunn an der praktescher Ëmsetzung net nëmme bei der Organisatioun vum Stonneplang, mä och bei de Schüler fir Kappzerbrieches gesuergt. Déi hunn deelweis esou vill Modullen ze rattrapéiere gehat, dass se keen Auswee méi gesinn hunn an d'Bengele bei d'Tromm gehäit hunn. Doduerch hu si net nëmme riskéiert, keen Ofschloss a keen Diplom ze hunn, si hu souguer riskéiert, guer keng berufflech Perspektiv méi ze hunn. Dat huet sech jo Gott sei Dank mëttlerweil gebessert!

An eisen Ae muss d'Beruffsausbildung de Schüler och d'Méiglechkeet bidden, sech duerch Leeschtung a Fläiss eropzeschaffen. Dat ass jo och duerno am Betrib esou. Mir brauchen e System, wou et am Sënn vun engem oppene Bildungswee Passerellen tëschent de verschiddenen Niveaue gëtt. Fir all Formatioun muss et eng passend Uschlossausbildung ginn.

D'Léierbouwen an d'Léiermeedercher solle sech kënne vum CCP iwwert den DAP bis zum Technikerofschloss an duerno iwwert de BTS bis hin zu engem eventuelle Master eropschaffen. Dat bitt all de Betraffenen an der Beruffsausbildung déiselwecht Perspektiv wéi déi vun engem Schüler aus dem klasseschen oder aus dem generelle Secondaire, mam Virdeel hei, dass een no all ofgeschlossenem Joer an der Beruffsausbildung ouni Problem kann an d'Aarbechtswelt eraklammen.

An deem Kontext sollen d'Schüler och d'Méiglechkeet kréien, fir no engem BTS-Ofschloss mat nëmmen engem zousätzleche Joer e Bachelordiplom ze kréien. D'École de Commerce an den Arts et Métiers bidden dës Offer haut schonn an Zesummenaarbecht mat der Uni.lu un. Dëse Lien soll nach verstäerkt ginn. Och dat begréisse mir.

Här President, genausou wichteg wéi en oppene Bildungswee ass, dass mir net laanscht d'Realitéiten an d'Besoine vun eiser Ekonomie forméieren. Och dat dréit zur Attraktivitéit bäi. Wa mir de Jonke wëllen duerch d'Beruffsausbildung Dieren opmaachen, da sollte mer och kucken, a wéi enge Beräicher si dann och wierklech reell Zukunftsperspektiven hunn.

Aus deem Grond ass de Kontakt tëschent der Aarbechtswelt an der Schoul immens wichteg. Eis Kanner a Jugendlech mussen ab dem Grondschoulalter fir d'Beruffsausbildung a fir handwierklech Beruffer sensibiliséiert ginn. Dat geschitt haut schonn a soll och an Zukunft weider an de Schoule geschéien.

De Claude Meisch huet an deem Kontext jo kierzlech de Festival des Métiers fir Jongen a Meedercher ab dem Cycle 4 an der Grondschoul ugekënnegt. Dat ass genau dat, wat ech mengen: deene Jonke weisen, wat fir eng Beruffer et ginn, an hinne Loscht drop ze maachen.

Sensibiliséierung kann awer och iwwert de Wee vun de sozialen Netzwierker oder, wat ganz an der Moud ass, iwwer Youtube oder soss Videoe gemaach ginn. Op dësem Punkt sinn eis Chambres professionnelles mat gefuerdert. Et geet hei och ëm e géigesäitegt Versteesdemech fir d'Contraintë souwuel vun der Aarbechtswelt engersäits wéi anerersäits vun der Schoul. Nëmmen am Zesummewierke kënne mir derfir suergen, dass d'Schoul a méi spezifesch d'Beruffsausbildung dat forméiert, wat och reell um Terrain a vun de Betriber gebraucht gëtt.

Wa mer an d'Zukunft kucken an de Jonken déi méiglech berufflech Pisten opzeechnen, da musse mer och vun Digitalisatioun schwätzen. Ech mengen, et gëtt keen Zweifel drun, dass d'Digitalisatioun och an der Beruffsausbildung méi eng grouss Roll muss spillen.

Ech war deslescht duerch Zoufall an engem Schräinerbetrib an hunn do verzweifelt no engem Fuusseschwanz gesicht. Ech hunn awer kee fonnt. An deem Betrib gëtt et näämlech mëttlerweil esou eppes net méi an et gëtt bal alles digital geplangt, produzéiert a veraarbecht.

Zemools fir d'Handwierk, awer net nëmmen, ass d'Digitalisatioun d'Entréesdier an en neit Zäitalter. Ronderëm déi klassesch Beruffer bilde sech nääml ech lues a lues nei Beruffer, déi et virun e puer Joer nach guer net gouf. Ech denken zum Beispill un den Techniker vun de Smart Technologies, de Game Designer, den 3D-Designer, de Gestionnaire vum E-Commerce. Do ginn et der schonn eng Rëtsch an anerer kommen no.

Wat ech wëll domadder soen, dat ass, dass een dat Digitaalt an de Formatiounen net méi däerf vernoléissegen. Wann ee wëllt mat den Ufuerderunge vum Aarbechtsmarché Schratt halen, muss ee regelméisseg d'Contenue vun den eenzelne Formatiounen op de Leescht huelen an den haitege Realitéiten um Terrain upassen.

Ech mengen, de Bildungsminister ass do ganz menger Meenung. Dat steet jo och esou op senger Agenda fir déi nächst Joren.

D'Beruffsausbildung soll an Zukunft och besser un déi sproochlech Realitéiten ugepasst ginn. Eist Land an eisen Aarbechtsmaart zeechne sech duerch eng sproochlech Diversitéit aus. Fir d'DP däerfe Schüler, déi doheem eng aner Mammesprooch schwätze wéi dat Lëtzebuergescht, net benodeelegt ginn. Äänlech wéi dat elo schonn an der Grondschoul an am Secondaire de Fall ass, wäert sech aus deem Grond och d'Beruffsausbildung fir aner Sproochen opmaachen. An den nächste Jore wäerte méi Formatiounen op Franséisch an och op Englesch derbäikommen.

Dat dréit net nëmmen zu Chancëgläichheet bäi, mä mécht fir verschidde Formatiounen och absolutt Sënn. Ech denken do zum Beispill un den Technikerdiplom vum Fligermecanicien, deen am Emile Metz ugebuede gëtt. Wann ee spéider muss un enger amerikanescher Boeing vun der Cargolux schaffen, mécht Englesch mat Sécherheet méi Sënn wéi Däitsch. Och am ganzen IT-Secteur ass d'Emgangssprooch haaptsächlech Englesch. An där Beispiller ginn et nach méi.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat waren elo nëmmen e puer vun den Adaptatiounen, déi an dëser Legislaturperiod nach an d'Haus stinn. Ech hätt och nach kënnen op d'Ännerungen am Beräich vum Lifelong Learning agoen oder vum Ausbau an der Gratuitéit vum Brevet de maîtrise schwätzen. Dat huele mir dann awer no, wann et bis esou wäit ass.

D'DP ass jiddefalls iwwerzeegt, dass mir mat dëse konkreten an duerchduechte Mesuren nach eng Kéier e grousse Sprong an der Beruffsausbildung maachen, souwuel wat d'Qualitéit wéi och wat d'Attraktivitéit betrëfft. Et wäert d'Formation professionnelle nees e Stéck opwäerten an hir dee Stellewäert ginn, dee si an eiser Gesellschaft verdéngt.

Et ass, wéi scho gesot, am Interessi vun eis alleguer, wann nees méi Jonker aus fräie Stécker, aus Freed, Loscht a Motivatioun zu engem Beruff de Wee vun der Beruffsausbildung aschloen. Eréischt da kritt de Begrëff vum Choix nees eng Bedeitung. D'DP wäert de Bildungsminister bei dësem ambitiéise Projet jiddefalls mat aller Kraaft ënnerstëtzen.

Et feelt eisem Land mat Sécherheet net u kompetenten a kreative jonke Käpp. Den Challenge ass a bleift deen, dës jonk Leit fir déi richteg Formatioune begeeschtert ze kréien, fir dass si hir Passioun an hiert Talent kënnen ënner Beweis stellen, sech berufflech verwierkleche kënnen a gläichzäiteg eng Plus-value fir eis Wirtschaft a virun allem fir eise Mëttelstand sinn. Oder, fir et an de Wierder vun eisem President ze soen: „Wann et ëm d'Talenter vun deene Jonke geet, brauche mir och an der Beruffsausbildung eng AntiGaspi-Politik."

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och der Madamm Hartmann. An nächste Riedner, dee scho prett ass, ass den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Reform vun der Beruffsausbildung ass fir d'LSAP e ganz wichtege Projet, well d'Formation professionnelle deckt eng large Panoplie vu Secteuren of. D'Madamm Hartmann huet se virdrun zum Deel opgezielt, vum Artisanat iwwert d'Industrie bei d'Gesondheet a bei de Commerce et j'en passe, bei eng ganz Rei vun anere Secteuren.

D'Formation professionnelle huet eng Schlësselroll, fir der Jugend eng villverspriechend Zukunft ze offréieren, an déi schaffen dann och an enger ganzer Rei vu Secteuren, wéi virdru gesot ginn ass. An et ass kloer, dass alleguer déi Secteuren och d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft duerstellen.

Ech kann eng Partie Saachen iwwersprangen, well si goufe souwuel vu menge Virriedner wéi och vum exzellente Rapporteur gesot, dem Här Baum, deem ech och Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

A wann ee virdrun d'Madamm Hansen héieren huet, da muss ee soen, dass d'Madamm Hansen sech am Detail vun dësem Dossier ganz gutt auskennt. Et muss ee wëssen, dass et an der Kommissioun ganz oft en Dialog tëschent der Madamm Hansen an de Vertrieder vum Ministère gouf, wou sech ëm ganz spëtzfëndeg Detailer ganz laang a breet ausgetosch gouf. An et muss ee soen, dass d'Madamm Hansen effektiv den Dossier am Detail kennt. Mä ech géif och soen, an ech soen dat och ganz kloer, d'Leit vum Ministère, déi kennen en och am Detail an déi wëssen och, vu wat se schwätzen. A wann dat heiten a Kollaboratioun mat de Leit natierlech vum Ministère ausgeschafft ginn ass, da muss ech soen, dass ech ganz grousst Vertrauen an déi Vertrieder vum Ministère an och an de Minister hunn, dass se dat en bonne et due forme gemaach hunn.

An dat ass e bëssen dat, wann ech eng Kritik un d'Madamm Hansen däerf riichten, dann ass et déi, dass se, wa se ze vill den Detail gekuckt huet, déi global Vue vun der Reform net méi gesinn huet. An ech mengen, dass dat ganz wichteg ass an dësem Dossier, dass een awer och muss gesinn, dass déi Reform hei an déi richteg Richtung geet. Ech si mat der Madamm Hansen d'accord, dass sécherlech hei an dësem Projet de loi net all Detail zu 100 % gekläert ass. Dat stéiert mech awer net, fir dëse Projet de loi ze stëmmen.

Dat stéiert mech net, fir dësem Projet de loi mäin Aval ze ginn, well ech mengen, dass en eben eng ganz Rei vu Problemer léist an dass en an déi richteg Richtung geet. Well et ginn eng Partie Modifikatiounen an dësem Projet de loi: de Contrat d'apprentissage, deen an de Code du travail integréiert gëtt, de Groupe de pilotage, deen agesat gëtt, fir d'Formation professionnelle ze begleeden, d'Méiglechkeeten, fir e Projet d'innovation pédagogique ze maachen, esou wéi dat och am Lycée de Fall ass. D'Dauer vun der Formatioun kann dem Schüler no ugepasst ginn. D'Evaluatioun: Et kann een erëm méi kloer bezifferen, fir dass een eng besser Lisibilitéit vun den Zensure kritt. An och d'Formation en cours d'emploi gëtt agefouert.

Bon, e bëssen, fir de Kontext awer nach eng Kéier ze soen: D'Formation professionnelle zu Lëtzebuerg betrëfft awer ëmmerhin d'Halschent vun der Schoulpopulatioun. Et ginn 120 verschidde Formatiounen ugebueden, eng Hällewull also, soudass et deemno och net einfach ass, fir do all Spezifissitéit vun deenen ënnerschiddleche Formatiounen ëmmer onbedéngt bis an de leschten Detail mat engem Gesetz Rechnung ze droen.

Et ass virdrun och gesot ginn, et gouf en éischte Projet de loi 2008 an och 2015. An op Demande vun de Beruffskummeren ass 2016 dunn e Bilan gezu ginn iwwert d'Formation professionnelle vum Institut Lifelong Learning and Guidance vun der Uni. An heibäi ass e Manktum u Kohärenz vun de Moduller konstatéiert ginn, mä d'Participanten hunn awer weder d'Philosophie nach d'Objektiver vun der Reform vun 2008 a Fro gestallt.

De Projet de loi gouf dunn zréckgezunn an et gouf eng déif gräifend Diskussioun mat allen Akteure gesicht. An dat ass dann dat, wat an dësem Projet de loi erauskomm ass. Duerfir, mengen ech, ass et schonn eng Reform, déi de Suergen an och de Suggestioune vum Terrain Rechnung dréit. A si huet virun allem als Zil, op laang Dauer d'Qualitéit vun der Formatioun an och d'Reussite vun de Schüler ze verbesseren.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An et muss een och soen, dass dëse Projet de loi, ech hunn et virdru gesot, an déi richteg Richtung geet. Et ass e Projet de loi, deen eng Partie Problemer léist, deen, wéi gesot, eis Zoustëmmung wäert fannen. Et muss een awer och soen, dass et am Dossier vun der Formation professionnelle ëmmer erëm Upassunge musse ginn, Upassungen un d'Evolutioun vun der Gesellschaft, Upassungen un d'Evolutioun vum Aarbechtsmaart, un d'Ufuerderungen, déi un d'Schoul an un d'Formatioun gestallt ginn, fir och dem Aarbechtsmaart gerecht ze ginn, dem Aarbechtsmaart, deen an enger permanenter Evolutioun ass, dem Aarbechtsmaart, deen oft voire bal ëmmer méi séier reagéiert, wéi d'Schoul dat maache kann. Duerfir ass et ëmsou méi wichteg, dass d'Formation professionnelle en Dossier ass, deen ni ofgeschloss ass, deen ni kann zougemaach ginn, mä dee sech ëmmer erëm un d'Realitéite muss upassen.

Jo, de Contrat d'apprentissage an d'Convention de stage, déi kommen an de Code du travail. Dat gëtt deem Ganze méi eng grouss Rechtssécherheet, et gëtt méi Kloerheet a puncto Definitioun an Dauer vum Kontrakt. An am Fall vun enger fréizäiteger Resiliatioun vum Contrat d'apprentissage bestinn och elo Méiglechkeete mat der Conciliatioun, fir Léisungen ze fannen. An dann ass jo nach ëmmer de Wee op d'Commission des litiges méiglech.

Jo, manner Vide juridique, mä et kann awer nach zu Onsécherheeten hei kommen. Verschidden Detailer sinn effektiv net zu 100 % gekläert. Esou huet d'Chambre des Salariés dat iwwregens och opgeworf. An et ka sinn, dass dann den Droit commun spillt, deen awer leider net ëmmer adaptéiert ass, fir sech un déi spezifesch Situatioune vun der Formation professionnelle unzepassen. Dat ass eng Kritik, déi een zum Deel ka gëlle loossen. Mä ech mengen, dass déi Modifikatiounen hei, wéi gesot, an déi richteg Richtung ginn, an deen Detail do, ech soen et nach eng Kéier, dee wäert mech awer net hënneren, dëse Projet de loi hei matzestëmmen.

D'Dauer vun der Formatioun - et ass och virdru schonn ugeschwat ginn -, fir d'Éischt war se ze strikt, du war se ze large. Ech mengen, dass elo mat dësem Projet de loi hei eng gutt gëlle Mëtt fonnt ginn ass, eng Mëtt, déi dem Rhythmus an der Evolutioun, wou de Schüler dann och grad dran ass, méi ugepasst ass.

Et gëtt och méi kloer, méi transparent, wat d'Lieserlechkeet vun den Zensuren ugeet. Déi motivéieren de Schüler dann, sech ze verbesseren, an erlaben och den Elteren, hir Kanner méi bei hirer Ausbildung ze ënnerstëtzen. D'Zensure vun der Reform vun 2008, déi si just op Kompetenzen opgebaut, duerfir ware se méi schwéier lieserlech a verständlech. An duerfir ginn d'Zensuren dann elo iwwerschafft an d'Moduller ginn och mat enger Endnott dann op 60 evaluéiert, wat dann och fir méi Kloerheet suergt.

An ech muss dem Minister recht ginn, och beim Fondamental sinn aner Methoden oder aner Weeër, aner Benoutungen agefouert ginn: A, B, C, D. An ech mengen och, dass et en Ënnerscheed gëtt tëschent der Benoutung vu Kanner vun dräi bis zwielef Joer a vun deenen, déi an enger Formation professionnelle sinn, déi awer e gewëssenen Alter hunn. Ech mengen, dass een do verschidde Benoutunge kann hunn an dass dat eent net dat anert empêchéiert.

Mir begréissen och d'Aféierung vun der Méiglechkeet, fir d'Formation professionnelle parallell zur Aarbecht ze maachen. Dat erlaabt engem, en Diplom ze kréie fir déi Aarbecht, déi een u sech vläicht och schonn um Terrain mécht. A fir d'LSAP - d'Partei vun de schaffende Leit - ass dat sécherlech …

Une voix.- Mir schaffen all.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo. Duerfir si mir d'Partei vun Iech all, dat ass richteg. Dir hutt et ganz richteg gesot.

(Hilarité)

… si mir zu 100 % mat deem Wee do d'accord, besonnesch fir d'Salariéen dann och ëmmer up to date ze hale mat deene rapide Changementer, déi et an hirem Metier och gëtt. Et ass virdrun e puermol ugeklongen, d'Digitalisatioun - d'Madamm Hartmann huet et virdrun nach eng Kéier gesot - ass eppes, wou ee sech ëmmer erëm muss weiderbilden, ëmmer erëm sech muss do bilden. An ech mengen, dass dat ganz wichteg ass, dass een och do ëmmer up to date bleift. A wann ee schonn an enger Schräinerei kee Fuusseschwanz méi fënnt, da wëllt dat jo och eppes heeschen.

Weider Pisten, de Minister huet der ugekënnegt viru sechs Deeg a senger Pressekonferenz: eng Ouvertür fir déi Leit, déi eng Familljenentreprise wëllen iwwerhuelen, déi awer net onbedéngt op e Studium wëlle verzichten, soudass een niewent dem secondairë Studium dann och eng Formation professionnelle hei kann drunhänken. Deen double Diplôme, ech fannen dat eng ganz gutt Saach. An u sech ginn et jo och scho Schrëtt an déi dote Richtung a mir kënnen dat heiten och nëmmen ënnerstëtzen.

De Minister huet och ugekënnegt, dass e géif de Brevet de maîtrise wëlle gratis maachen. Och dat ass eng ursozialistesch Iddi, en Häerzensthema vun eis a mir kënnen deem och nëmmen eis Ennerstëtzung ginn. Mir maachen hei e Schratt fir e fräien Accès zu der Ausbildung, eng Iddi, déi eis méi wéi sympathesch ass an déi da sécherlech och eis Zoustëmmung fënnt.

Am Allgemenge musse mer eisen Educatiounssystem esou upassen, dass alleguerten d'Schüler onofhängeg vun hirer Mammesprooch fair Erfollegschancen hunn, och d'Madamm Hartmann hat dat virdru scho gesot. De Sproochegebrauch an der Beruffsausbildung muss duerfir méi diversifiéiert ginn an der Realitéit ugepasst sinn. Eng Iddi këint do sinn, dass een déi ënnerschiddlech Formatiounen op méi Sprooche këint ubidden, fir der Demande do méi gerecht ze ginn an e fräien Accès ouni Sproochebarrière ze garantéieren.

Ech hu virdru gesot, dass et en Dossier ass, deen a permanenter Evolutioun ass an och wäert bleiwen, soudass et kloer ass, dass nei Beruffer am Sog vun der Digitalisatioun entstoe wäerten. An et gëllt, déi fréizäiteg ze erkennen an dann do déi néideg Formatiounsofferen unzebidden, fir dass de Marché kann op gutt ausgebilte Leit zréckgräifen. Eng nei Formatioun këint zum Beispill déi vum Gestionnaire vun dem E-Commerce sinn. Wann een dat virun 20 Joer engem gesot hätt, dann hätt dee gesot: „Wat proposéiers du dann do fir eng Formatioun?" Haut wär et awer eng, déi net schlecht wär, wann et se géif ginn.

An der Formatioun musse mer och Akzenter setzen op d'Économie circulaire, fir dass d'Salariéen, d'Aarbechter dat richteg liewen, fir dass se déi Changementer, déi mer brauchen, fir dass mer de Klimawandel kënnen ophalen a fir dass mer an der Économie circulaire och e Schratt virukommen, fir dass se dat wierklech liewen. An duerfir brauche mer Leit, déi dat verënnerlechen, déi vertraut si mat deem Sujet. A si mussen duerfir och déi néideg Ausbildung kréien.

(Interruption)

Ausserdeem ass et och wichteg, dass all Schüler, dee kee Contrat d'apprentissage kritt, gehollef gëtt bei der Sich, fir dann awer een ze fannen an en do weider ze ënnerstëtzen. An, och wichteg, mir brauchen e Mentalitéitswiessel - d'Madamm Hansen an d'Madamm Hartmann hunn et virdru gesot -, fir d'Jugend weider ze sensibiliséieren, dass d'Beruffsausbildung ganz interessant ass, dass een informéiert iwwer Initiative wéi de Luxembourg Science Center, wéi Projeten iwwert de Wëssens-Atelier, déi ganz interessant sinn an déi solle Loscht op méi maachen. Duerfir soll een dat weider pousséieren.

Gutt wier och, d'Validation des acquis de l'expérience méi einfach ze maachen, dass d'Leit hir Aarbechtserfahrung méi einfach kënne valoriséiere loossen, well, an dat ass kloer, Kompetenze kritt een net nëmmen an der Schoul oder op der Uni, mä ech géif emol soen, virun allem duerch d'Erfahrung. An de Sproch „learning by doing", dee kënnt jo net vun näischt. Wann ech kucken, wat ech wousst, wéi ech vun der Uni koum an nodeems ech zwee Joer geschafft hunn, muss ech soen, dass meng Erfahrung, also mäi Schatz vun deem, wat ech alles geléiert hat, ëmmer méi kleng ginn ass an d'Erfahrung vill méi eng grouss Plaz ageholl huet. Duerfir soll een dat weider ënnerstëtzen.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass ee Projet de loi, dee fir eis an déi richteg Richtung geet, mä och en Dossier, deen ni däerf färdeg sinn an deen ni däerf zougemaach ginn, deen ëmmer muss nei adaptéiert ginn. Fir eis ass et e Projet, deen an déi richteg Richtung geet, an domadder gëtt et och d'Zoustëmmung vun der LSAP.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn et hei mat enger wichteger Reform vun der Beruffsausbildung ze dinn. Dës Ännerunge sinn e wichtege Schratt fir eng konsequent Verbesserung vun dësem wichtege Pilier aus eiser Bildungslandschaft, e Pilier, deen iwwer 120 eenzel Beruffsausbildunge verkierpert, eng Bildungslandschaft, bei där d'Halschent vun der Schülerpopulatioun betraff ass an déi eng zukünfteg Generatioun op extrem wichteg Beruffer virbereede soll.

Oft sinn et dës Beruffer, déi mat engem Attraktivitéitsproblem ze kämpfen hunn, Beruffer, déi d'Grondfundament vun eiser Gesellschaft ausmaachen, Beruffer, deenen ech op dëser Plaz einfach emol Merci wëll soen. Merci, dass si eis Gesellschaft um Lafen halen, well ouni si an hir Ausbildungen hätte mer keng Aide-soignanten a keng Bäcker, keng Schräiner a keng Mechaniker. Eisen Alldag fonctionnéiert dank dëse wäertvolle Beruffer.

Ëmsou méi si mir et hinne schëlleg, fir d'Qualitéit vun hirer Ausbildung ze sécheren, d'Attraktivitéit vun dëse Parcoursen ze erhéijen an awer och d'Formatioun an d'Virbereedung op dës Beruffer zäitgemëiss ze gestalten an ze moderniséieren. Dëst bedeit, dass mer permanent d'Entwécklung vum Aarbechtsmarché a sengen Ufuerderunge mussen am Bléck behalen an deementspriechend och wuessend Flexibilitéitsbesoine mussen ajustéieren.

Le saviez-vous ?

PÉTITION PUBLIQUE

La pétition publique ne peut être introduite et signée que par le formulaire spécial disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés ou par un formulaire sur papier mis à disposition par les services de la Chambre. Elle doit être d'intérêt général et d'intérêt national et respecter les principes d'éthique. Un sujet similaire à celui d'une pétition précédente ne peut être introduit qu'après un délai d'une année.

Pour introduire et aussi pour signer une pétition publique, il faut être âgé d'au moins 15 ans et être inscrit dans le registre national des personnes physiques, disposer donc d'un numéro de matricule. La Commission des Pétitions examine la pétition et émet un avis au sujet de la recevabilité. La Conférence des Présidents décide de sa recevabilité.

Si une pétition électronique atteint ou dépasse le seuil des 4.500 signatures, un débat public est organisé au sein de la Commission des Pétitions et de la commission compétente pour le sujet en question. La réunion est transmise en direct par la chaîne télévisée de la Chambre.

Les pétitions publiques n'ayant pas atteint le seuil des 4.500 signatures peuvent être, sur demande du pétitionnaire, converties en pétition ordinaire.

Här President, am Joer 2014 duerft ech eng wichteg Erfahrung maachen, an zwar war ech am Régime préparatoire Chargée de cours. Hei hunn ech vill Jonker kennegeléiert, déi net déi beschten Erfahrungen an eisem Schoulsystem gemaach hunn. Hinne louchen net onbedéngt däitsch Grammaire oder Equatiounen an och net onbedéngt geopolitesch Zesummenhäng ganz uewen. Mä duerch hir praktesch Erfahrungen an den Atelieren am Lycée hu si sech am jonken Alter vu 15 Joer ganz konkret ëm hir Pespektiven an den CCP- oder DAP-Diplomer Gedanke gemaach.

Haut, fënnef Joer méi spéit, hu se hoffentlech hir Formation professionnelle mat Succès ofgeschloss, ech wënschen hinnen et op alle Fall. Mä déi nächst Generatioune stinn an de Startlächer, an et ass fir si, a laangfristeg och fir eis als Gesellschaft, dass mer dës Upassungen an der Beruffsausbildung mussen ugoen.

Säit der grousser Reform vun 2008 gëtt ëmmer erëm un der Formation professionnelle geschafft, nieft 2016 esou och haut. A mir wäerten och an deenen nächste Joren nach emol um Gesetz schaffen, do huet den Här Minister jo d'lescht Woch eréischt d'zukünfteg Piste virgestallt.

Dëst ass begréissenswäert, well mer op d'Kriticke vum Terrain reagéieren, Schwaachpunkte verbesseren an dës Ausbildungen den zukünftegen Ufuerderungen upasse wäerten.

Dëst gouf och an dësem Text bei der Reform vum Bewäertungssystem gemaach. Mir haten et bei der fréierer Bewäertung vun de Schüler mat engem System ze dinn, dee reng d'Erreeche vu Kompetenzen an deene verschiddene Moduller bewäert huet.

Mat dësem neie Gesetz ergänze mer dëse System mam klassesche Punktesystem, deen zum Zil huet, dem Schüler méi kloer an transparent opzeweisen, wou en drun ass, wéi e sech positionéiert a wou en opbaue kann. Dëst hëlleft him, seng Motivatioun a seng Iwwersiicht ze förderen.

Dank dem ëmfangräiche Référentiel d'évaluation huet och de Proff déi néideg Indicateuren, fir d'Erreeche vun der Kompetenz an d'Bewäertung dovunner mat de Punkten ze beleeën an doru festzemaachen. E Module ass da mat maximal 60 Punkte beluecht, déi duerch déi eenzel Kompetenzen zustane kommen. Et bleift ze hoffen, dass deen dote Bewäertungssystem elo zefriddestellend ass an esoubal net méi geännert gëtt, fir do fir eng gewësse Stabilitéit am Bildungssecteur ze suergen.

Et soll een awer och vun der Occasioun profitéieren, fir emol en iwwergräifende Bilan ze zéie vum kompetenzorientéierte Bewäertungssystem an eisem Schoulsystem, dee jo am Fondamental exklusiv applizéiert gëtt an am Secondaire parallell zum klassesche Punktesystem en place ass.

A mir hunn elo haut héieren, dass nach den „A, B, C, D"-Bewäertungssystem derbäikënnt. Ech mengen trotzdeem, dass een allgemeng sech ëmmer erëm muss d'Fro stellen, wéi mer haut dozou stinn a wéi e Succès déi verschidde Bewäertungssystemer hunn.

D'Verlängerung vun der Ausbildungsdauer ass eng weider gréisser Ännerung duerch dëst Gesetz. De CCP an den DAP daueren am Prinzip dräi Joer an den Technikerdiplom véier Joer. An et soll deem Beschten ënner eis scho geschitt sinn, dass en emol Pech hat oder aner Suerge wéi d'Schoul an dass en, esou wéi am Volleksmond gesot gëtt, emol duerchgefall ass. Dëst ass keng Schan, mä et soll natierlech och net ze oft virkommen.

(Hilarité)

Ufanks war d'Gesetz ganz strikt, andeems mer engem Schüler just ee Joer Verlängerung zougestanen hunn. 2016 ware mer dunn ëmsou méi large mat enger illimitéierter Durée. An haut probéiere mer et da mat engem Mëttelwee. Mir ginn de Schüler d'Méiglechkeet, eemol regulär ze verlängeren an eng zweete Kéier no Ofsprooch mat de Signatairë vum Léierkontrakt. Et ass och hei ze hoffen, dass mer heimadder déi richteg Upassung treffen, bei där d'Schüler weiderhi motivéiert bleiwen, och emol Réckschléi kënnen erliewen an trotzdeem e kloren zäitleche Kader viru sech gesinn. Och bei dësem System ass ze hoffen, dass dee fir déi nächst Jore Bestand huet.

D'Spezifissitéit vun der Formation professionnelle ass ebe grad, dass dës net just an der Schoul stattfënnt. Et sinn net just d'Enseignanten an d'Schüler involvéiert, mä och déi Plaz oder Plazen, wou de Schüler seng Beruffsausbildung praktesch erfiert. Hei mécht hie säin Apprentissage respektiv Stage, déi duerch seng Convention de stage geregelt sinn, déi hien och ganz konkret als solchen, als Stagiaire an net als Aarbechter, auszeechent. Hie steet also nieft sengen Etüden an der Schoul och mat senger Ausbildungsplaz a Relatioun, huet Rechter a Flichten, déi duerch verschidden Dispositiounen am Code du travail verankert goufen.

Mir ass et wichteg, hei ze betounen, dass de Schutz an d'Rechter vum Apprenti am Mëttelpunkt stinn. Si hunn oft scho Schwieregkeeten, eng Stageplaz ze fannen, sinn deemno méi vulnerabel, fir ausgebeut ze ginn, a brauche Schutz an transparent Konditioune vum Stage. An deem Sënn reie sech dës Dispositiounen och an d'Bestriefnisser vum zukünftege Stagegesetz an, wat mer jo an dëser Legislaturperiod wäerten en place setzen.

Eise Bildungssystem muss zäitgeméiss, proaktiv, modern a flexibel sinn. An der Ausbildung vun haut musse mer d'Beruffswelt vu muer anticipéieren a preparéieren. Haut schaffe mer, léiere mer a liewe mer aneschters wéi virun zéng oder zwanzeg Joer. Lifelong Learning, ob duerch Formatiounen, Beruffswiessel oder Carrièresperspektiven, gehéieren zur Beruffsplanung derzou. Och eis Ausbildung muss sech dëser Visioun stellen a se begleeden. Dofir ass et immens wichteg, dass een d'Beruffsausbildung net nëmme fir Schüler ubitt, mä och fir Salariéen, déi wärend hirer Aarbecht sech ëmschoulen oder weider forméiere wëllen oder mussen.

D'Zukunft fänkt haut un. Deementspriechend kënne mer eis et net méi erlaben, wichteg Entwécklungen um Aarbechtsmarché ze ignoréieren. Mir brauchen dofir flexibel Formullen, déi sech un déi jeeweileg Liewenssituatioune vum Apprenti upassen. Mir schwätzen haut vill vun de Chancen a Méiglechkeete vun der sougenannter Digitaliséierung. Dësen neie Wandel huet en immensen Impakt op eist zukünftegt Liewen, Léieren, mä och Schaffen. Vill Méiglechkeeten di sech op a Lëtzebuerg kann eng Virreiderroll a villen digitaliséierten Domänen iwwerhuelen. Mir hunn haut schonn extensiv iwwer esou Sujete geschwat.

Mä loosst eis eis och näischt virmaachen. D'Digitaliséierung bréngt sécherlech och d'Gefor mat sech, dass Aarbechtsplazen, grad déi net esou héich qualifizéiert, verschwannen. D'Beruffsausbildung muss sech dëser Problematik proaktiv unhuelen an deem entgéintwierken. Hei musse mer d'Leit mathuelen an hinnen an esou Situatioune Perspektive bidden, och als Erwuessener, och no 20 Joer Beruffstätegkeet an och wärend der Aarbecht.

Här President, haut stëmme mer e Gesetz, wat wichteg an dréngend Ännerungen op de Leescht geholl huet. Mä dobäi bleift et net. Dobäi dierf et och guer net bleiwen, well mer musse konstant a mat Éiergäiz derfir schaffen, dass d'Ausbildung vun eise Schüler, eisen zukünftegen Handwierker, eisen Déngschtleeschter, eise Fleeger a Liewensmëttelproduzenten zäitgeméiss, attraktiv an unerkennend ass.

Dofir freeën ech mech elo schonn op déi nächst Etapp, fir gréisser Unerkennung vun de gepacktene Kompetenzen, den Ausbau vum Stufemodell a seng Passerellen oder och den Duebeldiplom hei an dësem héijen Haus ze diskutéieren an op d'Schinnen ze setzen.

Ech wëll awer och net ophalen, ouni dem Rapporteur Gilles Baum e grousse Merci ze soe fir säi schréftleche wéi mëndleche Rapport a ginn och heimadder den Accord vun der gréng- er Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Ech mengen, et ass elo schonn esou vill iwwert dëst Gesetz gesot ginn, ...

Une voix.- ... dass ech näischt méi brauch ze soen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... datt ech mech op jidde Fall ka kuerzhalen ...

Une voix.- Aah!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... a mech op e puer Punkte konzentréieren, déi mer awer ganz wichteg schéngen.

Wa mir hei iwwert d'Schoul schwätzen, op jidde Fall hunn ech dat Gefill, datt mir an esou enger politescher Parallellwelt liewen, an enger Dramwelt, an datt mer iwwer eng Schoulwierklechkeet schwätzen, déi et net gëtt. Hei gëtt esou gemaach, op jidde Fall huet een deen Androck, datt mer déi richteg Problemer, déi an der Schoul existéieren - a se si grav! -, net realiséieren.

Mir haten elo am Ufank haut och scho geschwat iwwert déi Ëmfro am Enseignement, déi jo gewisen huet, datt do awer vill Demotivatioun ass. Mir hate Problemer mat Gewalt. Mir hunn e grousse Verloscht vum Niveau vun eise Schoulen iwwert déi lescht Jorzéngte matgemaach a mir sinn nach net do ukomm, wou mer hikommen. Eis Examen hu missen ëmmer erëm no ënnen ugepasst ginn, well d'Leit se net méi gepackt hunn. Dat si Realitéiten, mä iwwert déi gëtt hei kaum geschwat. Et ass awer ganz wichteg. Ech mengen, et wär dee gréisste Schrëtt vun der Politik, deen néideg wär, fir einfach emol d'Realitéiten an der Schoul an eis Politik afléissen ze loossen a wierklech déi Remèden ze huelen, déi néideg wären.

Den Här Baum huet eis haut dat Gesetz hei erkläert, an ech soen ëm villmools Merci dofir. Dat war ganz komplett an och anerer hunn derzou bäigedroen, fir do eng gutt Analys ze maachen. Och d'Madamm Hansen huet dat gemaach. Mä esou gutt der Madamm Hansen hir Analys och war, ech muss awer soen, datt dee Grondfeeler, deen eis haut zu dësem Gesetz geféiert huet, näämlech d'Aféierung vum Kompetenzunterrecht an eise Schoulen, och mat der CSV decidéiert ginn ass, net nëmme vun de Sozialisten, mä och mat der CSV. Datt awer haut d'CSV e bësse realiséiert, wou kënnen oder solle Reforme gemaach ginn, ass e Schrëtt an déi richteg Richtung, an dat fannen ech da positiv.

De Vertrieder vun der LSAP huet hei gesot, seng Partei wär d'Partei vun de schaffende Leit. Neen, a scho laang net méi! Déi Partei huet hir Identitéit verluer. Si weess net, fir wat se steet. Si iwwerleet, wéi se sech soll nennen. An dat, wat déi schaffend Leit ausmécht, dat war hir laang net méi gutt genuch.

Dofir si mer jo och ënnert der Madamm Delvaux an déi Richtung gaange fir d'Akademiséierung vum Enseignement technique, wéi et deemools geheescht huet, wat haut den Enseignement général ass, an och vun der Formation professionnelle. Well dat war der sozialistescher Partei net méi gutt genuch, si hat eng aner Virstellung. D'Formation professionnelle, déi war hinnen net méi wäertvoll genuch, an dofir si se op dee Wee gaangen, dee mer haut fir d'xte Kéier musse reforméieren. E Grondfeeler an der Entwécklung vun der sozialistescher Bewegung, dee se haut iwwerall an Europa an och hei zu Lëtzebuerg deier bezilt, an zu Recht deier bezilt.

(Interruption)

Dee Projet de loi hei ënnerstëtze mer. Mir stëmmen net derfir, en huet vill Feeler, se sinn all opgezielt ginn. Mä et sinn e puer Punkten dran, déi an déi richteg Richtung ginn, déi mir scho laang gefrot hunn, näämlech zum Beispill erëm eng Bewäertung mat Punkten. Et ass net perfekt, mä et geet an déi richteg Richtung. Eng Aschränkung vun der Zäit geet an déi richteg Richtung.

Mä et sinn nach vill aner Saachen, déi ze maache wären. De Waasserkapp am Unterrechtsministère misst eliminéiert ginn, eng grouss Aufgab. Den Niveau misst eropgoen an der Formatioun, och eng wichteg Aufgab. An Dir kënnegt eis schonn deen nächste grousse Feeler un.

Eist Land kann ouni d'Integratioun net iwwerliewen. An Dir gitt virun allem als DP hin a favoriséiert konsequent d'Genèse vu Parallellgesellschaften am Enseignement duerch all déi international Schoulen an elo d'Aféierung vu méi Sproochen an de Schoulen. Dir dividéiert dëst Land a Sproochecommunautéiten an domadder och an national Communautéiten, e Wee, dee mir fir grondfalsch halen, well mir sti fir d'Integratioun, an déi muss am Enseignement ufänken, fir dëst Land kënnen zesummenzeféieren an zesummenzehalen.

Et ass schued, well all déi heiten Tendenzen, déi mer haut opgezielt kruten, si keng Reformen - op jidde Fall déi meescht vun deenen net -, déi an déi richteg Richtung ginn. Et ass schued, mä dat, wat mer haut gesinn, an et steet am Projet de loi selwer dran, ass eng Reform vun den Delvaux-Gesetzer, déi zesumme mat der CSV decidéiert goufen, an et steet dran, et géif korrigéieren: « des incohérences et déficiences ». An dat ass richteg, et ass en éischte Schrëtt, fir « incohérences et déficiences » vu Reformen ze korrigéieren, déi mer hei kannt hunn a wou d'ADR vun Ufank un dergéint war, well mer gesinn hunn, wou d'Problemer leien.

Mir hoffen, an ech mengen, et ass dat, wat mir soen, datt mer erëm eng Kéier de Courage fannen, fir d'Realitéiten am Unterrechtswiese kloer unzeschwätzen an déi Reforme virzehuelen, déi wierklech néideg sinn, wa mer eist Land wëlle kompetitiv halen. Mir hate virdru vu ville Beräicher geschwat, wou mer dat wëlle maachen an den ieweschte Schichte vun der Ekonomie. Mä mir kënnen et net halen, wa mer den Enseignement net endlech erëm op deen Niveau bréngen, wou en higehéiert an déi grondleeënd Problemer, déi mer an eisem Unterrechtswiesen hunn, éierlech upaken. Et ass dat, wat mir fuerderen. Et ass dat, wat dës Regierung net ka liwweren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Bon, säit 2008 gouf d'Gesetz vun der Reform vun der Formation professionnelle schonn aachtmol geännert. Et ass dofir schwéier, am Detail op den Impakt vun deene sëlleche Veränneerungen anzegoen. Et gëtt awer eng Konstant, déi sech duerch déi Modifikatiounen zitt an déi eiser Meenung no och d'Grondlag ass fir den Echec vun dëser Reform.

D'Formation professionnelle gëtt ëmmer erëm wéi eng Formatioun fir sougenannten „schlecht" Schüler ugesinn. An dat kann ee souguer schonn e bëssen aus dem Gesetzestext erausliesen, notamment beim Artikel 20, wou et drëms geet, fir Leit, Schüler an d'Formation professionnelle ze dirigéieren. Dobäi kéint d'Formation professionnelle eng schoulesch Orientéierung wéi eng aner sinn oder e bewosste Choix fir eng berufflech Carrière mat engem perséinlechen Interêt fir zum Beispill

d'Handwierk oder d'Fleegeaarbecht. Mat dëser Approche ass all Versuch, dës Reform vun 2008 opzebesseren, vu vireran awer eng verluere Saach.

Komescherweis bemierkt een, parallell zu der progressiver Devaloriséierung vun der Formation professionnelle, eng gréisser Opwäertung vun der Formation professionnelle continue fir Erwuessener. An an deem Kontext stéisst een dann och op Beispiller vun héich Diplomëierten, déi sech berufflech ëmorientéiere wëllen a sech fir en Handwierk interesséieren.

Op alle Fall stellt sech d'Fro, firwat d'Formation professionnelle net vun deem Hype do profitéiert. D'Äntwert kéint sinn: Well se als manner wäerteg ugesi gëtt, vu datt d'Schüler, déi dës Formatioun matmaachen, gréisstendeels an hirer schoulescher Lafbunn erofkategoriséiert goufen.

D'Gewerkschaft SEW OGB-L an d'Salariatskummer hunn d'Reform vun 2008 kritiséiert, och wa se bei dësem Gesetzesprojet deelweis noginn, faute de mieux. Et war eng LSAP-Ministesch, déi zwar am Ufank, mengen ech, staark vun de Gewerkschaften ënnerstëtzt gouf, mä dunn iergendwéi onbewosst an eng utilitaristesch Richtung gedriwwe gouf an - ech mengen ongewollt -, schlussendlech eng Politik gemaach huet, déi haut och DP-kompatibel ass.

Dës Kritik un der leschter Reform bezitt sech haaptsächlech och op e puer Punkten, déi alt erëm mat der gesamter Ausriichtung vun der Formation professionnelle ze dinn hunn a mat dem Wäert, deen dëser Formatioun unerkannt gëtt. Fir den Iwwergang vun der Neuvième an de Régime professionnel, besonnesch am Modulaire, gëtt gekuckt, d'Schüler duerchzekréien, amplaz all d'Moyennen ëmzesetzen, fir Lacunnen opzefëllen. Déi Lacunnen droe si mat sech an accumuléiere si, bis si iergendwann d'Flemm kréien an d'Schoul fale loossen.

Dat läit och um kompetenzorientéierten Unterrecht, dee paradoxerweis net op der Entwécklung vu Kompetenzen opbaut, mä just de minimale Kompetenzniveau unziilt, deen de Schüler brauch, fir an engem spezifesche Beruff plus ou moins eens ze ginn. Dës Approche gëtt och mëttlerweil am Fondamental ugewant, an hannert dëser Approche verstoppt sech eng ganz utilitaristesch Konzeptioun vum Enseignement: Dee soll d'Schüler fit maache fir den Aarbechtsmaart, méi net.

An den ënneschte Beräicher vun der Bildungshierarchie wéi bei der Formation professionnelle bedeit dat, datt d'Schüler just gutt genuch musse si fir dee Beruff, fir dee si ausgebilt ginn. Duerch dëse Manktem un transversale Kompetenze verspäre sech de Schüler aus der Formation professionnelle vill Weeër.

D'Organisatioun vun der Formation professionnelle a Modullen ass op dëse kompetenzorientéierten Unterrecht zréckzeféieren. D'Schüler hunn an deem Fall keng global Kenntnesser vun hirer Formatioun. A säit der Reform vun 2008 ass den Undeel u Schüler, déi hire Certificat kruten, erofgaangen. Enn 2013 an 2014 waren et 68 %. Dat ass de leschte Bilan chiffré, mengen ech, dat ass dee vun 2014. Dat läit natierlech och un de Lacunnen, déi si vum Fondamental iwwert déi éischt dräi Joer Lycée mat sech schleefen, deem gëtt mat der Reform och keng Rechnung gedroen.

D'Schüler ginn duerchgeschleist, och wa si an engem Joer verschidde Moduller net validéieren. De Rattrapage vun all dëse Moduller ass en fin de compte technesch onméiglech gewiescht. Dat sinn der oft vill ze vill, déi um Schluss vun der Formatioun mussen nogeholl ginn. Ech weess, elo gëtt dat jo geännert.

Allgemeng stellt sech also de Problem vun der Evaluatiounsmethod an der gesellschaftlecher Unerkennung vun der Formation professionnelle.

Här President, dëst Gesetz soll eenzel Inkohärenzen a Lacunne vun der Reform korrigéieren. Dofir wäerte mir net dergéint stëmmen, wat awer net heescht, datt mer derfir wäerte stëmmen. Dat ass säin Haaptuleies a just dat geléngt dann och.

Et geet drëms, de Léierkontrakt an d'Stage-Konventioun aarbechtsrechtlech ofzesécheren. Et geet drëms, de Carnet erëm anzeféieren. Et geet drëms, erëm eng Evaluatioun opgrond vun Notten anzeféieren, nieft der Evaluatioun vu Kompetenzen, vun hirer Aarbecht an de Betriber am Kader vum Moduleunterrecht. Et geet drëms, eng legal Basis anzeféiere fir d'Équipe de pilotage, déi den Optrag kritt, zesumme mam SCRIPT vun der Uni nei pädagogesch Outilen ze schafe fir d'Formation professionnelle. Et geet drëms, Kloerheet ze verschafen iwwert d'Prozedur vun der Unerkennung vun auslänneschen Diplomer am Kader vun der Formation professionnelle transfrontalière.

Här President, et geet schlussendlech awer trotzdeem ëm Verbesserung oder ëm Detailer. Et geet jiddefalls net drëms, d'Organisatioun vun der Formation professionnelle grondsätzlech nei opzestellen.

Dofir bréngt dat Gesetz hei och nëmme punktuell Verbesserunge mat sech. An et wäert net laang daueren, bis déi nächst Modifikatioun vun der Modifikatioun kënnt, fir d'Reform vun der Formation professionnelle weider ze verpléischteren, ouni datt sech grondsätzlech eppes ännert. Dat ass dann och de Grond, firwat mer dësem Gesetzesprojet eis Zoustëmmung net wäerte ginn.

Eis Approche ass eng aner. Si steet zwar vläicht alleng am Raum hei am Sall, dobaussen awer net onbedéngt. Mä mir mengen, datt se net falsch ass. Ech sot virdrun, datt den héijen Taux d'échec an der Formation professionnelle notamment doru läit, datt d'Schüler beim Iwwergang vum Enseignement fondamental an de Régime professionnel scho Léierschwieregkeeten accumuléiert hunn an hir Orientéierung an d'Formation professionnelle par défaut opgrond vun deene Schwieregkeete geschitt.

Mir sinn eis sécher, datt et nëmmen dann zu enger Opwäertung vun der Formation professionnelle ka kommen, wann d'Schüler d'Fäegkeete kréien, fir sech bewosst an déi Formatiounsschinn ze orientéieren.

Dofir hu mir schonn ëmmer op d'Aféierung vun engem Tronc commun am Enseignement secondaire gepocht. Dovun ofgesi gëtt et schonn eng Aart Tronc commun, an deen ass am Fondamental. Do gi jo d'Kanner och net direkt opgedeelt, fir op eng gewësse Lafbunn ze goen. Da sot Der mer natierlech: „Jo, dat wier jo awer e bësse geckeg, dat ass ze fréi." Mä ass zwielef Joer net ze fréi?

De Problem ass deen, d'Madamm ... Entschëllegt, ech hunn den Numm vergiess. D'Spriecherin vun der DP huet virdrun ...

(Brouhaha)

Nee, entschëllegt, et ass wierklech ... Ech sinn e bësse midd.

D'Madamm Hartmann. Mir ginn en plus ganz gutt eens. D'Madamm Hartmann huet virdrun d'Fro gestallt, opgeworf, zu Recht, firwat et heiansdo schwéier ass, firwat esou wéineg Leit an d'Handwierk ginn.

Ech ka mech erënneren, an ech mengen, déi Erfahrung huet jiddweree gemaach deemools, an et huet sech fundamental nach ëmmer näischt geännert: Wann s de am Primaire waars, wollten d'Eltere mordicus – mordicus! -, datt s de an Classique gees an deen Examen do packs.

Duerno ass deen Examen ofgeschaaft ginn an d'Kanner sinn duerno duerch eng aner Evaluatiounsmethod, also en aneren Tri, deen net besser ass a mengen Aen, dee souguer zu falsche soziologesche Schlëss féiert, orientéiert ginn, do geschéien och ganz komesch Saachen.

Da bass de dohinner an de Classique gaangen, wann s de deen Examen ebe gepackt has, mir ass dat jo och gelongen. An da vergëss de. Am Fondamental hues de nach gebastelt an iergendeppes gemaach, duerno ass dat eriwwer. Näischt méi mat Handwierk. Du muss eppes Akademesches maachen, well dat ass jo besser.

Déi, déi an den Technique gaange sinn an duerno nach eng Léier gemaach hunn, déi sinn duerno esou ugesi gi wéi déi manner gutt Schüler. An et huet sech fundamental näischt geännert. A souwisou, de Problem ass jo deen, datt ee mat der Zäit muss gesinn, fir wat ee sech méi interesséiert, dat kann een net direkt mat zwielef Joer entscheeden. An ech hunn nach ëmmer net verstanen, firwat een net kéint Schräiner sinn an an engems och nach Philo studéieren. Déi zwou Saache si genausou wäertvoll.

Mir wäerten dës Woch iwwer en anere Projet schwätzen, dee Pilotprojet vum Lycée Ermesinde, dee mer och besiche gaange sinn, deen och ganz spannend ass. An do mierkt een, datt et jo e bëssen an déi Richtung geet, well do huet ee jo Leit vun deenen zwee Regimmer. Jonker, déi do Projete maachen, ganz verschidde Saachen: Schräinerei, Mechanik, e Vëlo flécken oder wat och ëmmer, Gastronomie.

Mä si maachen och aner Saachen: Geschicht, Philo et cetera. Dat heescht, si hu schonn Accès op déi zwou verschidde Saachen. Leit, déi vläicht am normale Fall destinéiert gewiescht wieren, fir duerno e Philos- oder Geschichtsstudium ze maachen, entdecke vläicht mat 16 Joer, datt se gemaach si fir d'Handwierk.

Leider beschränkt sech dat nëmmen op e Pilotprojet, dat ass jo de Problem. Et ginn ëmmer esou kleng Saache gemaach an et muss een awer och zouginn, d'Clientèle vum Lycée Ermesinde, dat si ganz spannend jonk Leit, mä si komme meeschtens aus engem e bësse méi privilegéierte Milieu wéi aner Schüler, do muss een awer éierlech sinn. Dofir si mir der Meenung, datt dat déi Haaptursaach ass, firwat och d'Handwierk net esou valoriséiert gëtt.

Nach eng Saach ganz um Enn, bon just, wa mer vun Égalité des genres schwätzen. Do liest een awer Saachen, déi e bësse speziell sinn, esou e Saz wéi deen heiten, ech zitéieren: « Le patron formateur se conduit envers l'apprenti en bon père de famille. » Packt Iech domadder.

Ech weess net, wien ... Also souguer, wann « en bonne mère de famille » géif dostoen, wier ech och net domat averstanen, well e Patron formateur ass weder Papp nach Mamm, et ass e Patron formateur, an do gëtt et eng ganz aner Bezéiung. Do misst ee sech eppes aneres afale loossen.

A vläicht misst een och, wann ee vum Apprentissage schwätzt, mat der Madamm Taina Bofferding diskutéieren a kucken, well mir hunn nach ëmmer vill méi Fraen, déi Coiffer wëlle ginn, a vill méi Männer, déi wëlle Mecanicien ginn. Voilà! An do, mengen ech, ginn et och nach Saachen, déi ee ka maachen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Zwangsregelen!

M. David Wagner *(déi Lénk).-* Neen, neen, neen. Net Zwangsregelen. Mä et ass genausou wéi mam Tronc commun. Wësst Der, et ass genau dat. Well ech hu jo och de Classique gemaach, vläicht wier ech besser gewiescht am Handwierk. Wie weess dat? Bon, et si Leit, déi behaapten de Géigendeel, ech wier besser …

Une voix.- Dir sidd iwwerall gutt.

M. David Wagner *(déi Lénk).-* Nee, ech sinn … Mol hei weess ech net.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn an enger grousser däitscher Zeitung en Artikel gelies dëse Weekend, deen heescht: „Über die Unmöglichkeit, bei Ärzten oder Handwerkern einen Termin zu bekommen". Et ass d'Bäilag vun der „Zeit" vun dëser Woch. Liest Iech dat eng Kéier duerch, dat si véier ganz interessant Säite mat och ganz interessante Schlussfolgerungen! A wéi ech dat gelies hunn, hunn ech geduecht: „Hei flott, d'Dokteren an d'Handwierker sinn déi, wou d'Raritéit ass. D'Dokteren an d'Handwierker sinn déi, wou d'Leit net méi bereet sinn, an déi Ausbildung ze goen." A sécherlech huet et ënnerschiddlech Ursaachen, firwat mer bei den Doktere keng Schwemm méi hunn, mä Leit, déi eis feelen, a firwat mer och am Handwierk Problemer hunn a keng Leit méi fannen.

D'Attraktivitéit vum Handwierk ass de Kärpunkt, wa mer iwwert d'Formation professionnelle schwätzen. Well wann d'Handwierk net attraktiv ass, dann ass och d'Begeeschterung net do, fir eng Ausbildung ze maachen. Lëtzebuerg, Däitschland a Frankräich haten ëmmer e ganz grousse Stellewäert am Handwierk, well et déi dräi Länner waren, déi am duale System am meeschten investéiert hunn, déi am duale System déi gréissten Erfolleger haten. Haut ass dat fir Däitschland nach richteg, zwar och net méi esou wéi an der Zäit. An et gëtt och do en Nord-Süd-Gefälle an den eenzelne Bundesländer. An och d'Schwäiz kennt Problemer, genausou wéi mir.

An do muss ee sech d'Fro stellen, wisou an ob do tëschent der Theorie an der Praxis nach ëmmer genuch zesummegeschafft gëtt. A wann ech schwätze vun Theorie a Praxis, kann ech aus menger eegener Erfahrung schwätzen: Ech hu an de 70er Joren eng Léier gemaach als Mecanicien. Ech hunn eppes an der Schoul geléiert, wat et an der Entwécklung vun der Technik scho guer net méi ginn ass, wou d'Technik scho vill méi wäit war wéi dat, wat mer nach am Schoulbuch geléiert hunn - wat awer och vläicht normal ass. Du kanns jo net ... mat deem Wandel, esou séier wéi d'technologesch Entwécklung ass, well dunn ass et schonn eng elektronesch Zündung ginn a bei deenen aneren hues de nach déi traditionell Saache geléiert, déi s de och du guer net méi gebraucht hues, well dat ass et net méi ginn!

Mä ech muss awer soen, et deet mer awer haut net leed - dat ass dat Eenzegt, wat ech nach heiansdo maachen -, dass ech et geléiert hunn. Mä ech wëll awer soen, de Besoin, fir dat ze maachen, war net do. An dofir verstinn ech och net, dass mer et net fäerdegbréngen, méi zesummenzeschaffen, de Service de la formation professionnelle mat de Betriber a mat de Beruffschamberen!

Den Här Minister huet ënnerstrach a senger Pressekonferenz, dass vill mat de Beruffschamberen zesummegeschafft gi wier. Ech wëll och drun erënneren: D'Gesetz vun 1924 iwwert d'Beruffschambere gëtt de Beruffschambere jo net nëmme Precautioun, fir bei eis Avisen ofzegi fir eis Projet-de-loien, mä grad an der Formation professionnelle hunn eis Beruffschamberen eng ganz wichteg Aufgab. An dofir ass et fir mech onerklärlech, firwat d'Amendementer, déi d'Regierung gemaach huet, net och nach eng Kéier de Beruffschambere virgeluecht gi sinn, fir kënne schrëftlech, an ech betounen „schrëftlech", an deene jeeweilege Plenièren en Avis ze ginn, grad vun deene Beruffschamberen, déi mer an der Beruffsausbildung onbedéngt brauchen.

Dann ass et och fir mech onverständlech, firwat mer d'Patronen net méi abannen an der Beruffsausbildung, well et sinn d'Patronen, déi soen, wat hinne feelt a wat am Beruffsbild net méi do ass. Also misst dach de Service vun der Formation professionnelle am Ministère méi mat de Patrone schwätzen, konkret: Wat sinn d'Beruffsbiller? An och: Wéi kënne mer déi Beruffsbiller no baussen duerstellen, fir et interessant ze maachen, dass Kanner, Schülerinnen a Schüler nach eng Kéier u Beruffsausbildung interesséiert sinn?

A wann ech dat soe fir d'Kanner, da gëllt dat och fir d'Elteren. Well kommt, mir sinn eis eens, mat 15 Joer sinn et och nach ëmmer d'Mamm an de Papp, déi mat decidéieren, a wat fir eng

Le saviez-vous ?

VOTE DE LA LOI

La Chambre des Députés se prononce sur les projets et propositions de loi dans le cadre de plusieurs votes. Un projet ou une proposition de loi peut être soumis au vote par division sur demande de cinq députés au moins. Si des modifications ont été adoptées, la Chambre procède ensuite au second vote réglementaire sur ces amendements après que le Conseil d'État a donné son avis à leur sujet. Ce vote tient son nom du fait qu'il est prévu par le Règlement de la Chambre. L'étape suivante concerne le vote sur l'ensemble du projet ou de la proposition de loi. Finalement, au moins trois mois après le vote sur l'ensemble, le second vote constitutionnel achève l'œuvre législative de la Chambre. Néanmoins, la Chambre, avec l'accord du Conseil d'État, peut décider de se dispenser de ce second vote constitutionnel.

SESSION

Une session est une des divisions de la législature. Il s'agit de la période de l'année pendant laquelle siège la Chambre des Députés. Le Règlement de la Chambre prévoit l'ouverture de la session pour le deuxième mardi d'octobre. Généralement une session se clôture juste avant l'ouverture de la prochaine session.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Schoul d'Kand geet a wat fir eng Formatioun d'Kand mécht. An och do muss een déi Leit sensibiliséieren, dass och déi Leit wëssen, wat d'Beruffsbiller sinn. An do ass et wichteg, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers an d'Chambre d'Agriculture matanzebannen, fir och do kënnen deene Jonken an deenen (veuillez lire : hiren) Elteren ze weisen, wat et gëtt.

An da misste mer och vill méi dat ervirsträichen, wat dat Positivt vum Handwierk ass. Schlecht Schüler sinn heiansdo gutt Handwierker. Wann ech hei haut de Mëtten déi Diskussioune vun där Stonn elo héieren: Dat eent sinn déi schlecht Schüler an dat anert sinn déi gutt! Dat ass déi klassesch Vue, déi et dobausse gëtt. Mä ech muss Iech soen: Wann all déi schlecht Schüler dann net do wieren, da géif d'Wäschmaschinn net goen, den Auto net goen!

Une voix.- Très bien !

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Da géif d'Hausdier net méi opgespaart ginn, da géif mëttes keen Iesse méi op den Dësch kommen, wann déi alleguerten net do wieren. An dofir musse mer et och do fäerdegbréngen, dat ze briechen, deen negativen Image, deen do ass! An dofir kann een der Chambre des Métiers just felicitéiere fir dat positivt Duerstellen, wat se probéiert huet mat där Ausstellung „De mains de maîtres", well och dat si Leit, déi Handwierker sinn, och dat si Leit, déi an der Beruffswelt aktiv waren. A mir missten och esou Initiative méi förderen.

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, misste mer och driwwer nodenken, bei den Indemnitéiten: Firwat soe mer net einfach, an der Formatioun gëtt de Mindestloun ausbezuelt? An da gi mer e Remboursement - wéi mer dat jo och op anere Plaze maachen - un d'Betriber zréck. Mä dann ass och emol déi Diskussioun eriwwer! Mir hunn déi lescht Upassung vun de Lehrlingsentschädegungen ..., déi läit scho laang zréck. Misste mer net och do als Politik Initiativen huelen, fir och do driwwer nozedenken, fir do Ännerungen ze maachen, fir méi Leit ze fannen, an dat och ze encouragéieren, fir an d'Handwierk ze goen?

Den David Wagner huet gesot: „Et ginn der ëmmer méi an der Erwuessenebildung." Jo, an der Erwuessenebildung kréie se eng aner Indemnitéit wéi an der Basisausbildung. Ma firwat dat net direkt maachen? An domadder verléiere se net nach dräi, véier, fënnef oder sechs Joer - deemno wou Der kucke gitt, wat fir eng Leit do an der Schoul dat an Owescoursë wëlle maachen.

An dann eng aner Geschicht - an do, Här Minister, hate mer schonn eng Kéier eng Diskussioun driwwer -, dat ass den Apprentissage transfrontalier. Firwat förderе mer deen net méi - et sinn aner Länner, déi dat vill méi förderen, fir dat ze maachen -, dass mir och als Lëtzebuerg do vill méi aktiv ginn? Ech weess, dass do Gespréicher lafen. Ech weess, dass och Initiativen do sinn. Mä dass et elo net nëmme Projet-pilotte ginn, mä dass mer d'Initiativ huelen, gemeinsam mat der Groussregioun do verschidde Formatiounen ze maachen, deen ee Volet praktesch, deen anere Volet theoretesch, an zwee verschiddene Länner!

Dat géif déi Diskussioun, déi mer ëmmer féieren iwwert d'Sproochen, och vereinfachen. Well wa bei engem doheem eppes futti ass, froen de Mann oder d'Fra doheem deen, deem se d'Dier opmaachen, net: „Weess de, wien de Victor Hugo a wien de Goethe ass?", mä déi wëlle wëssen, ob duerno d'Maschinn, den Apparat, dee futti ass, erëm geet. An déi froen net fir d'Eischt, wat de Goethe gesot huet a wat de Victor Hugo. Dofir wier et vläicht net schlecht, wa mer och do déi Zesummenaarbecht géife maachen.

An e leschte Punkt, deen ech awer och nach do wëll ënnersträichen, Här Minister, dat ass: Mir maache ganz vill Reformen, mä och dat féiert zu Onsécherheet! Well do stelle vill Elteren a Schüler sech d'Fro: „Elo fänken ech am éischte Joer domadder un, mä ass et sécher, dass an dräi Joer dat, wat ech elo vun Ausbildung maachen, nach ëmmer dat ass, wat gefrot ass?" An: „Ob dat nach ëmmer d'Méiglechkeet ass, wann ech an den Exame ginn?" Virun allem, wann dat geschitt - ech weess net méi, wien dat gesot hat, d'Martine Hansen oder den David Wagner -, dass de emol eng Éiereronn dréins, dass de da Schwieregkeeten hues, well da schonn erëm en neien Zyklus ënnerwee ass a keng Klass méi do ass, déi dech kann opfänken.

Dofir mengen ech, dass et och wichteg wier, dass ee mat der Technik weidergeet, dass ee Programmer muss upassen, mä dass een awer och muss derfir garantéieren, dass d'Leit vun Ufank u wëssen, ënner wat fir enge Konditioune se d'Formatiounen ufänken, a gläichzäiteg och wëssen, ënner wat fir Konditioune se herno fäerdeg ginn, an dass se och alles dat dann hunn an dee Bagage, dee se brauchen, fir dass hiren Diplom och eppes wäert ass! An net, dass se duerno gesot kréien: „Uh, dat do ass awer elo méi schwiereg! Do feelt awer nach hei an do feelt awer nach do!"

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech hätt elo nach ganz vill ze soen, mä och en Handwierker bréngt et net fäerdeg, a 5 Minutte 15 Minutten ze schwätzen.

Villmools Merci.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. An dann huet elo d'Regierung d'Wuert, den Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Wéi laang hunn ech?

M. Fernand Etgen, *Président*.- 15 Minutten.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci all den Intervenanten hei de Mëtten. E ganz besonnesche Merci un de Rapporteur, de Gilles Baum, deen eis net nëmmen op déi dach ganz technesch Aspekter vun dësem Projet de loi higewisen huet, mä awer och nach eng Kéier de gesamten Tableau vun der Formation professionnelle gezeechent huet.

Ech denken - et ass an eenzelnen Interventiounen duerno och ugeklongen -, datt et sécherlech dee komplexten Ordre d'enseignement ass, dee mer hunn, mat ganz ënnerschiddleche Formatiounen, awer och ganz ënnerschiddlechen Usprëch op ënnerschiddlechen Niveaue fir ënnerschiddlech Beruffsrealitéiten duerno, mat ënnerschiddlechen Ausgangskonditiounen. Dat mécht et komplex an ech denken, datt et ganz utile war, am Ufank vun der Debatt de Mëtteg nach eng Kéier dee Kader ze zeechnen. Dat huet der Qualitéit vun der Diskussioun duerno sécherlech guttgedoen.

D'Beruffsausbildung, d'Handwierk - mä net nëmmen d'Handwierk, och Industrieberuffer oder de Commerce, alles dat ëmfaasst jo eise System vun der Beruffsausbildung -, dat huet Zukunft, virun allem, well et Beruffer sinn, déi hei gemaach ginn, déi net delokaliséiert kënne ginn. Hei ass vum Bäcker geschwat ginn, et ass vum Installateur geschwat ginn, et ass vum Schräiner geschwat ginn. Dat sinn Aarbechten, déi ginn haut hei gemaach, déi ginn an zéng Joer, déi ginn och an honnert Joer nach hei gemaach, vläicht op eng aner Manéier.

Natierlech musse mer weidergoe mam technesche Fortschrëtt. An duerfir ass et eben och esou, datt et, wann ee kuckt, wou et schwéier ass, e Rendez-vous ze kréien, dann den Dokter ass an den Handwierker ass, wéi de Marc Spautz zu Recht hei d'„Zeit" zitéiert huet, well dat eben Aarbechte sinn, déi musse ganz no hei bei eis gemaach ginn, ganz no bei de Leit, ganz no bei de Mënschen, ganz no bei eis doheem respektiv an den Entreprisen. An duerfir wäert an Zukunft och d'Formation professionnelle e wichtege Motor an eisem ganzen ekonomeschen Tissu sinn. Et ass extrem wichteg, datt mer ebe modern Beruffer och ausbilden, datt mer a Fonctioun vum Besoin vun den Entreprisen ausbilden, datt mer awer och kucken, datt an Zukunft d'Beruffer wäerten änneren.

Mir sinn an der Situatioun, datt mer haut fir Beruffer eigentlech missten ausbilden, déi mer nach net esou richteg kennen, datt mer vläicht och Beruffer ausbilden, déi et a 5, 10 oder 15 Joer net méi esou wäert ginn. Dat heescht, mir mussen och do souwuel den Aspekt Lifelong Learning wéi awer och d'Kompetenz, sech ëmmer erëm nei ze erfannen, an der Beruffsausbildung ganz staark thematiséieren.

Ech si frou, datt mer, och wa sech dat net an de Votten erëmspigelt hei de Mëtten an och ganz vill Grondsätzleches hei opgelëscht ginn ass, wat éischter, jo, generell d'Bildungspolitik ubelaangt respektiv gesellschaftspolitesch Approchen ubelaangt, awer e Konsens hunn an der Zilsetzung: nämlech datt mer iwwert d'Beruffsausbildung ganz ville jonke Leit eng Perspektiv fir an eng berufflech Zukunft solle bidden an awer och e Fundament weiderhi musse garantéiere fir eis ekonomesch Entwécklung hei am Land.

Ech hunn et virun e puer Joer op dëser Plaz an och scho méi wéi eng Kéier gesot: Mir wäerte schrëttweis d'Beruffsausbildung reforméieren. Mir wëllen net nach eng Kéier e ganz neie System erfannen, wéi et 2008 geschitt ass, mat deene Konsequenzen, déi och de Mëtten hei vun deem engen oder aneren nach eng Kéier zu Recht beschriwwe gi sinn.

Mir hunn déi akuutsten Interventiounen dann och gemaach, erëm e Joresrhythmus agefouert, fir eben aus där Onméiglechkeet erauszekommen, déi Modules de rattrapage alleguerte kënnen ze maachen, wat eng ganz Rei vun Apprentië virun onméiglech Situatioune gestallt huet, Schoule virun onméiglech Situatioune gestallt huet, wou mer bal um Punkt waren, eng puer Honnert Apprentië missen ze decrochéieren, well et einfach net méi machbar war. An duerfir hu mer eben, jo, déi „Pompjeesléisungen" fonnt dee Moment, déi do ze fanne waren am Interessi vun deene Jonken. An ech denken, si sinn eis haut dankbar, well déi allermeescht vun hinnen en Ofschloss awer nach konnten doduerjer maachen an an d'Beruffsaktivitéit respektiv a weiderféierend Studie konnten erakommen.

Mir maachen dat heiten zesumme mat de Patronen! Mir maachen d'Formation-professionnellen, mir baue se aus a mir reforméiere se zesumme mat de Chambres professionnelles. Dat - wann ee mer emol heiansdo an der Vergaangenheet konnt virwerfen, ech hätt net genuch mat deem engen oder anere geschwat an ech hätt net genuch probéiert, de Konsens ze sichen -, dat hu mir hei gemaach!

Dat, wat an deem Gesetzestext haut de Mëtten hei steet, hunn ech zesumme mat Vertrieder vun all de Chambres professionnelles, déi e gesetzlech virgeschriwwene Partner an der Formation professionnelle sinn, virgestallt, well mer et zesummen droen. A mir hunn och nëmmen Aspekter an deen Text hei erabruecht, déi och Konsens gemaach hunn tëschent deene verschiddenen Akteuren do, de Chambres professionnelles, déi awer gläichzäiteg och nach als sënnvoll erschénge sinn aus der Siicht vun de Lycéeën, well déi mussen och en Deel vun der Formatioun ubidden, an och vun den Enseignanten, well si op der éischter Front do stinn. Soss hätten eenzel Dispositiounen et hei net an deen Text gepackt.

An do gëtt et natierlech Iwwerleeungen, déi hätt een och nach kënnen hei mat eranhuelen. An et sinn der eng Rei vun deenen de Mëtten hei opgelëscht ginn. D'Madamm Hansen huet der ugefouert, aner Riedner hunn der ugefouert. Mä da musse mer awer wëssen, datt se héchstwahrscheinlech net de Konsens gemaach hätten. Nu musse mer wëssen, wat wëlle mer: Hätte mer gären de Konsens, op där enger Säit? Mir schwätze mat jidderengem, mir kucken, jidderee matzekréien? Oder wëlle mer dann awer mat der Motorsee duerch esou en Text an duerch esou e System hei goen an et just esou zesummeschnëppelen, wéi et eis da selwer gefält?

Mir hunn hei de Wee vum Konsens gesicht. An ech denken, datt dat ganz besonnesch fir d'Beruffsausbildung eng absolutt Noutwendegkeet ass, well si fënnt an engem grousse Partenariat statt tëschent der Welt vun der Schoul, tëschent der Welt vun den Entreprisen, mat ganz ënnerschiddlechen Akteuren, mat ganz ënnerschiddleche Viraussetzungen. An duerfir musse mer och kucken, datt mer permanent deen Echange do hunn.

Mir hunn och permanent den Echange mat de Patronen, well se an deene Gremien, Kommissiounen, Comitéë sëtzen, well se permanent mat un de Contenue schaffen a well mer um Niveau vum Pilotage vum ganze System mat deem Comité de pilotage, deem mer elo eng gesetzlech Basis hei ginn - dee kritiséiert gëtt -, eis awer e ganz flott Instrument ginn hunn, wou mer eis regelméisseg kënne gesinn, wou mer regelméisseg kënnen eng Analys maachen, wou mer och regelméisseg Adaptatioune kënnen diskutéieren.

Duerfir denken ech, datt mer och hei an enger Situatioun sinn, wou sécherlech nach net alles perfekt ass, mä datt mer elo deen dote Schratt solle maachen an dann och weider analyséieren an och kucken, datt mer eng ganz Rei vun nächste Schrëtt an deene kommende Joren am Laf vun der Legislaturperiod och solle virhuelen, wa se dann erëm eng Kéier gedroe gi vun deenen Akteuren, déi et herno och um Terrain mussen ëmsetzen.

Et gëtt zu Recht gesot, datt mer an der Formation professionnelle dach e ganz komplexe System hunn an datt e fir Eenzelner heiansdo ganz schwiereg kann nozevollzéie sinn. An ech denken, deen, deen déi Debatt de Mëtten hei gelauschtert huet an deen net en Insider vun der Welt vun der Formation professionnelle ass, deen huet awer iergendwann eng Kéier ugefaangen, grouss Aen ze maachen, a geduecht: „Elo hunn ech awer d'Schlappe verluer." Dat huet och domadder ze dinn, datt mer eben hei en Ordre d'enseignement hunn, en Deel vun der Éducation nationale, an datt mer eng Verfassung hunn, déi nach ëmmer virgesäit, datt alles per Gesetz muss geregelt ginn, wat an der Educatioun geschitt.

Duerfir hu mer zum Beispill hei drastoen, datt elo an enger Formatioun de CCP nëmmen zwee Joer huet. An ech géif mer e System wënschen - gleeft mer dat! -, wou mer dat net iwwert d'Gesetz missten definéieren, mä wou mer méi Flexibilitéit hätten, fir dat och méi schnell kënnen ze adaptéieren, falls dann iergendzwousch eng aner Iwwerleeung kënnt, fir eng weider Formatioun am CCP, fir nëmmen dat Beispill ze huelen, op zwee Joer ze maachen. Duerfir sollte mer wierklech kucken, fir dann den neie Verfassungstext schnell a Kraaft ze kréien oder wierklech nach eng Kéier driwwer nozedenken, ob mer net awer missten der Éducation nationale hei méi Fräiheet ginn, och wat d'Lisibilitéit vun eisen Texter ubelaangt an d'Flexibilitéit vun der Gestioun innerhalb vun der Éducation nationale.

Et sinn Amendemente gemaach ginn - wat mech dann ëmmer erëm wonnert, wa se hei am Plenum gemaach ginn, wann op déi Punkten net virdrun an den Diskussiounen an der Kommissioun higewise ginn ass. Ech kann déi eenzel Remarken do novollzéien. Zum Deel schéngen et mer redaktionell Ännerungen oder Erreuren ze sinn, ëm déi et geet. Mä mir wëssen, datt mer alleguerte waarden, fir deen Text hei a Kraaft ze kréien, an datt, wa mer elo déi Amendementen do nach eng Kéier an en Text eranhuelen, mer da fort sinn an datt mer en net méi fir déi nächst Rentrée a Kraaft huelen.

Ech plädéieren, well ech och genau deen dote Wonsch esou expriméiert kréie vun all de Chambres professionnelles an och vun de Schoulen, well jidderee prett ass, dat heiten elo ëmzesetzen, datt mer elo zum Vott komme vun deem Text, esou wéi e virläit. A mir hunn duerno nach Geleeënheet, fir op dat eent oder dat anert bei den nächste Revisioune sécherlech nach eng Kéier am Fong kënnen zréckzekommen.

Zur Motioun vun der CSV: Ech muss soen, ech deelen déi absolutt am Inhalt. Mä Dir rennt awer och zum groussen Deel do oppen Dieren

an. Et ass näämlech esou, datt och bei der leschter Rentrée scho gekuckt ginn ass, datt alles dat, wat Bicher, wat Kopien, wat also Unterrechtsmaterial ass am Sënn vum Wuert „Unterrechtsmaterial“,och iwwert de Budget vun der Schoul geliwwert ginn ass.

Da stellt nach d'Fro sech: Wéi ass et mat techneschem Material? Ech denken, datt mer awer do musse kucken, datt op där enger Säit d'Betriber esou wäit ausgerüst sinn am duale System, op där anerer Säit eis Schoulen, eis Ateliere esou wäit ausgerüst sinn, datt dat an der Schoul dann disponibel ass. A falls mer do nach sollte budgetär Efforte maachen, da sinn ech ganz gäre bereet, mat op deen dote Wee ze goen. Op jidde Fall deelen ech déi Duerstellung hei net, wéi wa mer do eng ënnerschiddlech Handhabung hätte vun der Gratuitéit vum Schoulmaterial tëschent engem Enseignement secondaire classique oder générale an der Formation professionnelle.

Neen, et huet eis ganz wichteg geschéngt, datt eben och an der Formation professionnelle déi Gratuitéit do vum éischte Moment u matgespillt huet, d'selwecht iwwregens och am Preparatoire, wou et ganz wéineg klassesch Bicher gëtt, mä ganz vill mat Kopien och geschafft gëtt. Do hu mer iwwert d'Budgete vun der Schoul probéiert, dat esou schnell wéi méiglech dann och ze kompenséieren an d'Gratuitéit ze garantéieren. Duerfir mécht a mengen Aen elo déi Motioun do net méi direkt Sënn. Mä ech denken, datt mer eis inhaltlech op jidde Fall eens sinn.

Ech wollt jo dës Debatt och beräicheren - an zum Deel, mengen ech, ass dat gelongen - iwwer eng Rei vun Iwwerleeungen, déi iwwert dëse Gesetzestext erausginn, well mer net ophalen, eis Gedanken ze maachen, fir d'Formation professionnelle ze stäerken, den Image vun der Formation professionnelle sécherlech nach eng Kéier ze verbesseren, de Fonctionnement och nach ze adaptéieren, mä virun allem ze kucken, datt mer deene Jonken iwwert d'Formation professionnelle Perspektive kënne bidden.

Duerfir läit et mer um Häerz, datt mer dee Stufemodell, dee mer definéiert hunn, wierklech an der Realitéit och ausbauen, datt et och net nëmmen eng theoretesch Méiglechkeet ass, fir nom CCP den DAP kënnen ze maachen, nom DAP och nach an en Techniker kënnen eranzeklammen, datt mer dat op méiglechst ville Plazen och vun de Contenuen hier maachen, déi mussen adaptéiert ginn, fir datt dat sech ka kohärent eropentwéckelen.

Duerfir brauche mer och déi Méiglechkeet, fir iwwert de Wee vun der Formation professionnelle herno eng Perspektiv ze hunn - net datt dat muss sinn, mä datt et ka sinn -, fir och nach eng Kéier an den Enseignement supérieur kënnen eropzekommen iwwert de Wee vun engem Techniker an de Module-préparatoiren, iwwert de Wee awer och vläicht vun enger Première DAP, déi mer wëlle kombinéieren, iwwer e Wee, dee schonn existéiert, deen eigentlech net vill diskutéiert gëtt bis elo: Wann ech näämlech en DAP hunn, da kann ech en Diplôme d'aptitude aux études secondaires maachen an der École nationale des adultes mat zwee Joer.

Ech ka meng Première also och nach do nohuelen an do nach eng Kéier an den Enseignement supérieur eropkommen. Ech kann e BTS maache mat engem Technikerdiplom, dee mer jo och an eenzelne Pilotprojeten amgaange si weiderzëentwéckelen a Richtung Bachelor. Dann hunn ech nach Accès an e Masterprogramm. Well wa mer gären hätten, datt d'Elteren och positiv reagéiere bei deem gudde Schüler, dee gutt Zensuren heembréngt, wann e mat 15 Joer seet: „Ech wëll eng Beruffsausbildung maachen“, dann, denken ech, ass dat doten eng Viraussetzung, datt en och wierklech op deem dote Wee ënnerstëtzt wäert ginn.

Et ass eng Evidenz fir mech, datt mer permanent un de Contenue musse schaffen an déi weiderentwéckelen. D'Stéchwierder sinn och haut de Mëtten hei gefall an ech denken, datt mer eis do eens sinn - Digitaliséierung, Développement durable -, datt mer och lafend nei Beruffsbiller mussen definéieren, well d'Realitéiten an den Entreprisë sech änneren, datt mer um Niveau vum Lifelong Learning och musse kucken, datt mer deen, deen eng Beruffsausbildung ofgeschloss huet, kënne fit halen, fir der Realitéit an den Entreprisë kënne Rechnung ze droen, datt mer och de soziale Lift, d'Fonctioun vum soziale Lift an der Formation professionnelle nieft dem Ustriewe vun Exzellenz awer op där anerer Säit net vergiessen, datt et och muss méiglech sinn, iwwert de CCP an dee Stufemodell eranzeklammen, datt et och an eisen Aen an Zukunft soll méiglech sinn - wann ech de ganze CCP net kréien aus iergendengem Grond, well ech decrochéiert hunn, well ech vläicht e Schüler mat extrae Besoine war an duerfir net alles konnt herno liwweren, net all Module konnt reusséieren, fir dann de ganze Certificat ze kréien -, datt ech eng Deelzertifizéierung ka maachen, wou ech iwwer eng Validation des acquis de l'expérience, wou ech iwwer eng Formation continue - wou jo och d'Handwierkssecteure virun allem sech momentan organiséieren an Zentren opmaache fir Formation continue - do dat alles kann eng Kéier komplettéieren an zu engem Diplom kommen a mech och berufflech respektiv nach schoulesch weiderentwéckelen.

Nun, alles dat, denken ech, wäerte mer an den nächste Joren net kënnen, mä mussen upaken, an ech hoffen och, dat méiglechst breet an zesumme mat ganz villen Akteuren, déi och un dësem Text matgeschafft hunn. An ech sinn optimistesch, datt mer um Enn vun dëser Legislaturperiod, och wat den Image, och wat de Stellewäert vun der Beruffsausbildung hei zu Lëtzebuerg ubelaangt, eng ganz Rei vu Fortschrëtter gemaach wäerten hunn, wa mer et zesumme fäerdegbréngen, déi Aufgab hei unzegoen.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Educatiounsminister. Esou wéi uganks der Sitzung gesot, komme mer da muer zur Ofstëmmung vun den Amendementer, der Motioun an dem Projet de loi 7268 a mir géifen dat da maachen zum Schluss vun der Sitzung, nom Vott vum Projet de loi 7304 iwwert d'Kreatioun vun engem Lycée pilote.

Madamm Hansen wannechgelift.

Amendements et motion

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir hunn decidéiert, datt de Vott muer ass. Dann d'Diskussioun vun der Motioun, do denken ech, datt mer déi awer nach haut kënne maachen. Den Här Minister huet jo seng Positioun gesot.

Ech wëll zu der Motioun nach eemol soen, datt et wuel keng Gläichbehandlung ass tëschent dem Secondaire an der Beruffsausbildung, well an der Beruffsausbildung gëtt net nëmme Pabeier gebraucht. Dat ass eben d'Kennzeeche vum Handwierk, do brauche mer aner Materialien: d'Messeren, soen ech zum Beispill, beim Kach, d'schnëttfest Box beim Bëschaarbechter an esou weider. An déi Materialien, déi d'Schüler an der Beruffsausbildung brauchen, ginn am Moment nach net subventionéiert. An et war och déi Fro, déi ech u sech 2018 scho gestallt hat a wou den Här Minister gesot hat, hie wär elo mat där Iddi net averstanen. Et ass awer genau déi Fro, déi och hei am Jugendparlament diskutéiert gi war. Dat war dat Eent.

An dat Zweet, zu den Amendementer, do fannen ech et definitiv net normal, datt mer hei Gesetzer op den Instanzewee ginn, esou wéi de Minister da seet, wou Feeler dra sinn. Ech mengen, et wär awer nach ëmmer méiglech, och déi hei Amendementer ofzestëmmen an unzehuelen. De Conseil d'État hätt déi, mengen ech, ganz séier aviséiert an da géife mer de Vott net op muer, mä op eng aner Kéier verleeën. Dat wär sécherlech nach méiglech, well ech fannen et definitiv - esou wéi mer schaffen - einfach net normal, datt dann ëmmer erëm nach Feeler dra sinn!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci Madamm Hansen. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, ech hu virdru gesot, datt, wa mer gären hätten, datt d'Amendemente seriö an am Fong gekuckt ginn, mer dat ëmmer erëm flott an der Kommissioun kënne maachen an do aneschters drop kënne reagéieren, datt mer ebe virun der Situatioun sinn, wa se hei an der Plenière kommen, datt mer riskéieren, d'Dispens vum zweete Vott vum Conseil d'État do net ze kréien, mat deene Konklusiounen, déi ech virdru beschriwwen hunn.

Ech géif proposéieren, wat d'Amendementen ubelaangt, datt mer do bis muer waarden - mir huele jo muer de Vott - an datt ech nach eng Kéier eng Analys géif maache vun deem, wat hei proposéiert ass. Well een Amendement schéngt mer éischter eng Erreur matérielle oder rédactionnelle ze sinn. Deen anere schéngt mer allerdéngs méi schwiereg ze behiewen ze sinn, soudatt ech do gären d'Differenz géif maachen. An dat solle mer eis vläicht alleguerte bis muer nach iwwerleeën.

Zur Motioun. Ech wëll Iech soen, datt och Messere fir d'Käch iwwert d'Schoulbudgete bezuelt goufen. Et kann elo sinn, datt bei iergendenger anerer Formatioun iergendee Material dat dann net war. Et ass eis Volontéit, dat doten awer och ze maachen. Da mengen ech nach, datt mer net elo dem Kach-Apprenti e Messer musse finanzéieren, wat herno säi Messer ass, mä datt mer der Schoul, déi déi Formatiounen do ubitt, genuch Messere solle finanzéieren, soudatt se de Kach-Apprentien dat kann zur Verfügung stellen. Dat ass eis Approche. An och entgéint Ären éischte Behaaptungen hei waren d'Bicher an all dat pabeiers Material, all d'Kopië gratis geliwwert ginn, och un d'Apprentien aus der Formation professionnelle.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Educatiounsminister. D'Madamm Hansen nach eng Kéier, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech wollt nach eng Kéier drop agoen, also datt mir déi Amendementer hätte kënnen an der Kommissioun maachen, do sinn ech jo averstanen, ...

Une voix.- Aah!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ... mä et ass mer awer net opgefall. An ech wëll just soen: Wann dat deem ganze Ministère net opfält, deen dorunner schafft, da kann een, mengen ech, mir net onbedéngt virwerfen, datt et mir net an der Kommissioun opgefall ass. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass, ech soen awer: Messeren, eng schnëttfest Box an esou weider mussen d'Schüler zum Deel bezuelen. Da kéint een et jo och esou regelen, wéi zum Beispill beim Laptop: De Laptop kréie se och gratis zur Verfügung gestallt a wa se en herno wëllen halen, da musse se eppes Klenges bezuelen. Esou äänlech, denken ech, kéint dat och hei bei dësem Material virsechgoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Esou wéi de Minister proposéiert huet, kéime mer da muer nach eng Kéier op d'Amendementer zréck. Ech mengen, domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.28 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 25 et 26

25e séance

Ouverture de la séance publique p. 304

Hommage à la mémoire de M. Camille Gira, ancien député p. 304

Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la politique climatique du Gouvernement p. 304-310, p. 320-321

Ordre du jour p. 310

Débat d'orientation sur la stratégie « Zéro déchets » et la restriction des déchets en matière plastique au Luxembourg p. 310-320

7058 - Projet de loi concernant les mutuelles et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises p. 321-323

7369 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Corée, faite à Luxembourg, le 1er mars 2018 p. 323-324

26e séance

Ouverture de la séance publique p. 325

Communications p. 325

Ordre du jour p. 325

Heure de questions au Gouvernement

- Question n° 41 du 13 juin 2019 de M. André Bauler relative au reclassement de certains terrains dans la commune de Troisvierges en zone protégée, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 325-326

- Question n° 42 du 18 juin 2019 de Mme Martine Hansen relative au sondage du SEW auprès des enseignants dans l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 326

- Question n° 43 du 18 juin 2019 de M. Dan Biancalana relative à la situation des détenus radicalisés au sein des établissements pénitentiaires, adressée à M. le Ministre de la Justice p. 326

- Question n° 44 du 18 juin 2019 de M. Sven Clement relative aux conséquences d'un conflit militaire sur les activités de LuxGovSat SA, adressée à M. le Ministre de la Défense p. 326-327

- Question n° 45 du 18 juin 2019 de M. Charles Margue relative à la « Fête des voisins », adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 327

- Question n° 46 du 18 juin 2019 de M. Marc Baum relative à l'envoi des convocations pour les élections européennes 2019, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur p. 327

- Question n° 47 du 18 juin 2019 de M. André Bauler relative au réaménagement de la N7 entre Diekirch et Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 327-328

- Question n° 48 du 18 juin 2019 de M. Marc Lies relative à la consultation publique relative au contournement Hesperange/Alzingen, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 328

- Question n° 49 du 18 juin 2019 de M. Yves Cruchten relative à la mise en œuvre de la loi instituant un registre des bénéficiaires effectifs, adressée à M. le Ministre de la Justice p. 328

- Question n° 50 du 18 juin 2019 de M. Paul Galles relative à l'étude de la CSL sur la corrélation entre le risque de pauvreté et la monoparentalité au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 328-329

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'état actuel de la stratégie d'exploitation et de la recherche scientifique concernant les technologies « 4G », « 5G » respectivement « 6G » p. 329-334

Question élargie n° 14 de M. Laurent Mosar au sujet de la blockchain du secteur public p. 334-335

Question élargie n° 11 de M. Léon Gloden au sujet du bilan de la création de la société à responsabilité limitée simplifiée p. 335-336

7268 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail ;

3° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle p. 336-344

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 10** • SESSION ORDINAIRE 2018-2019

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0526	Jeff Engelen	Réforme de l'assurance dépendance
0615	Marc Goergen	Sécurisation du site de l'Aéroport de Luxembourg
0618	Henri Kox	Promotion de l'énergie photovoltaïque
0640	Laurent Mosar	Banque de données similaire au casier judiciaire
0647	Marc Goergen	Expo 2020 à Dubai
0653	Gusty Graas	Vente du site sidérurgique d'ArcelorMittal à Dudelange
0655	Jeff Engelen	Rénovation de la gare de Clervaux
0660	Mars Di Bartolomeo	Stratégie énergétique de la France
0662	Martine Hansen, Claude Wiseler	Commission de nomenclature
0668	François Benoy	Chasse aux sangliers
0671	Martine Hansen, Octavie Modert, Jean-Marie Halsdorf	Staphylococcus aureus résistant à la méticilline
0672	Jeff Engelen	Monument « Häerdcheslay »
0673	Jeff Engelen	Contrôle de personnes
0677	Marc Angel	Soins esthétiques et formation en matière d'injection de botox et d'acide hyaluronique
0678	Mars Di Bartolomeo	Réduction de la production d'ArcelorMittal
0682	Mars Di Bartolomeo	Fraude à la TVA dite « carrousel »
0686	Jean-Marie Halsdorf, Georges Mischo	Hôpital militaire
0687	Carole Hartmann	Transit de poids lourds
0695	Aly Kaes, Emile Eicher	Trafic lié à la zone industrielle Eselborn/Lentzweiler
0697	Martine Hansen	Plan de tir du gibier
0698	Marc Spautz	Extension du bénéfice du congé de paternité aux indépendants prévue dans le cadre de l'accord gouvernemental
0699	Josée Lorsché	Activités de candidats aux élections européennes au sein de plusieurs établissements scolaires
0701	Gilles Roth, Diane Adehm	Cérémonies civiles
0702	Marc Angel	Lutte contre les agressions LGBTphobes
0703	Léon Gloden	Changement de carrière au sein de la Police grand-ducale
0704	André Bauler	Réaménagement de la N7 entre Ettelbruck et Wemperhardt
0705	Françoise Hetto-Gaasch	Dossier de soins partagé
0706	Léon Gloden, Marc Spautz	Jugement de la Cour administrative concernant la promotion d'un policier hors cadre
0707	Françoise Hetto-Gaasch	Centre sociothérapeutique dans les anciens locaux de l'auberge de jeunesse à Bourglinster
0708	Gilles Roth, Léon Gloden, Octavie Modert	Pistolets à impulsion électrique pour les agents pénitentiaires
0709	Lydia Mutsch	Projet HuMiX du Luxembourg Centre for Systems Biomedicine
0710	Dan Biancalana	Indemnisation suite à une détention préventive
0711	Gusty Graas	Risques d'un « hard Brexit » sur l'approvisionnement en médicaments
0712	Fernand Kartheiser	Délégué à la sécurité
0714	Marc Baum	Santé au travail
0715	David Wagner	Sanctions américaines
0719	Gusty Graas	Centre d'intervention commun des services de secours des communes de Bettembourg et Dudelange
0723	Mars Di Bartolomeo	Dates des examens de rattrapage des examens de fins d'études
0726	Mars Di Bartolomeo, Alex Bodry	Compensations fiscales de la part du Luxembourg
0727	Martine Hansen	Énergie solaire
0728	Jeff Engelen	Sécurité aérienne
0730	Fernand Kartheiser	Énergie propre
0731	Henri Kox, Charles Margue	Vote par correspondance
0732	Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf	Radar tronçon
0734	Roy Reding	Certificat LENOZ
0735	Martine Hansen, Gilles Roth	Énergie éolienne
0737	Eugène Berger	Processionnaire du chêne
0738	Martine Hansen, Marc Spautz	Demande de transfert à l'étranger auprès de la CNS
0739	Diane Adehm	Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI)
0740	Marc Hansen	Mise en place d'une formation de pédagogie inclusive à l'Université du Luxembourg
0741	Laurent Mosar	Récents arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne
0742	Eugène Berger	Impacts de concerts en pleine nature sur l'environnement
0743	Françoise Hetto-Gaasch	Violence à l'école
0744	Max Hahn	Télémédecine
0746	Marc Hansen	Perturbateurs endocriniens
0747	Sven Clement	Manque de personnel dans le secteur Horeca
0748	André Bauler	Sécurité routière à la bifurcation N10/N7 à Marnach
0749	Djuna Bernard	Procédure d'obtention d'agréments pour les services d'éducation et d'accueil pour enfants
0750	Mars Di Bartolomeo	Burn out
0751	Laurent Mosar	Rapatriement d'un combattant étranger au Luxembourg
0752	Laurent Mosar, Gilles Roth	Existence de casiers judiciaires bis
0754	Marc Goergen	Démolition de maisons au Limpertsberg
0756	Fernand Kartheiser	Communiqués de la Police grand-ducale
0757	Fernand Kartheiser	Énergie éolienne
0758	Fernand Kartheiser	Protection des oiseaux

Question 0526 (19.03.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **réforme de l'assurance dépendance :**

Wéi d'Fleegeversécherung den 1. Januar 2019 ugepasst ginn ass, gouf de Stonnepräis fir d'Hëllefsdéngschter vun 73,30 Euro op 75,74 Euro ugehuewen. Keng Upassung gouf et beim Maximum u Geldleeschtungen (prestations en espèces), deen onverännert bei 262,50 Euro stoe bliwwen ass. Versécherter kloen iwwer eng Diskriminatioun tëscht deem, wat d'Hëllefsdéngschter kréien, an deem, wat deene Leit zur Verfügung steet, deenen hiren Zoustand 24 Stonne Fleeg mat Hëllef vun engem „aidant informel" néideg mécht, deem seng Entschiedegung (prestations en espèces) net ugepasst gouf.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Aarbechts- a Sozialminister gär folgend Froe stellen:

1. Ass bewosst drop verzicht ginn, de Montant fir Geldleeschtunge vun der Fleegeversécherung den 1. Januar unzepassen? Wa jo, aus wéi engen Ursaachen?

2. Huet d'Regierung, am Fall vun engem Vergiessen hirersäits, wëlles, dëse Montant nodréiglech ze héijen?

Réponse (25.04.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Wéi d'Fleegeversécherung 1998[1] agefouert ginn ass, war kloer virgesi ginn, datt Naturalleeschtunge Prioritéit hunn op d'Geldleeschtungen. Dat huet den Hannergrond, datt Prestatioune sollen am beschte Fall vun engem Professionelle geleescht ginn, och fir eng gutt Qualitéit ze assuréieren.

D'Upassung vun der „valeur monétaire" ass spezifesch am Artikel 395 vum Code de la sécurité sociale virgesinn an ass haaptsächlech d'Resultat vun den Upassunge vun de Salairen am Fleegesecteur.

D'Naturalleeschtungen, déi eng fleegebedierfteg Persoun zegutt huet, kënnen duerch eng Geldleeschtung ersat ginn (Artikel 354 vum Code de la sécurité sociale).

Geldleeschtunge sollen d'Aarbecht vum Aidant valoriséieren, mä et ass kee Revenu deen den Aidant kritt. Dës Geldleeschtunge sollen den Aidant och net incitéieren e Beruff opzeginn, fir eng fleegebedierfteg Persoun ze fleegen. Dofir huet de Legislateur 1998 och net virgesinn, déi Montanten unzepassen. Dëse Prinzip ass säitdeem iwwerholl ginn. Et ginn och an deem Sënn keng Steieren a Cotisatioune vun dëser Geldleeschtung of.

[1] Voir les « Questions et réponses sur la liste de l'UE des juridictions fiscales non coopératives » de la Commission européenne (http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-17-5122_fr.htm) selon lesquelles : « Il convient de noter que tous les États membres satisfont pleinement aux critères de la liste de l'UE. »

Question 0615 (09.04.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **sécurisation du site de l'Aéroport de Luxembourg :**

Den 23. Februar 2019 sinn Aktivisten, dorënner och eng amtéierend lëtzebuergesch Europadeputéierten, onautoriséiert op d'Landepist vum belsche Militärstëtzpunkt Kleine-Brogel gestiermt, fir géint d'Stationéierung vun Nuklearwaffen an Europa ze demonstréieren. Den Här Minister hat an deem Kontext dem Tageblatt gesot, hie géif et net gutt fannen, wann een onrechtsméisseg iwwert den Drot vun enger Militärbasis klotert. Generell ass et bedenklech, dass Ziviliste mat gewéinlechen Hausmëttelen, ewéi enger Leeder an engem Teppech, ouni Weideres op en NATO Flughafen andrénge kënnen, op deem nuklear Waffe stationéiert sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten a Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung am Fall vun engem Iwwergréff vun onautoriséierte Persounen op de Findel virbereet? Falls jo, duerch wéi eng technesch an administrativ Mesurë gëtt verhënnert, dass onautoriséiert Persounen iwwert den Drot, ënnendrënner oder duerch d'Manipulatioun vum Drot op den Territoire vum Findel gelaange kënnen?

2. Wéi héich ass den Drot, deen den Territoire vum Fluchhafe vum Findel ëmronnt? Ënnert wéi enge Kritären ass dës Héicht als sécher ze bewäerten?

3. Kéint bei engem Iwwergréff, wéi um Kleine-Brogel, d'Sécherheet vun de Passagéier, dem Personal oder dem Flughafematerial a Gefor geroden?

4. Sinn nom Incident um Kleine-Brogel d'Sécherheetsmoossname ronderëm an um Findel verstäerkt ginn?

- Falls jo, wéi eng Mesurë si getraff ginn a wat war de Käschtepunkt vun dësen?

- Falls neen, firwat net?

5. Géif d'Regierung et begréissen, wann Aktivisten zu Lëtzebuerg iwwert de Sécherheetsdrot vum Findel géife klammen, fir hir Positiounen an d'Medien ze bréngen?

Réponse (25.06.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Sécherheetsmesuren, déi um Flughafen ëmgesat ginn, orientéiere sech un den europäesche Standarden a si konform zu den europäeschen an nationale Gesetzestexter. Dës Sécherheetsmesurë sinn am Plan de sûreté aéroportuaire (PSA) festgehalen, dee sech sengersäits erëm um Programme national de sûreté de l'aviation civile (PNS) orientéiert.

De Plan de sûreté aéroportuaire gëtt vu luxAirport als Bedreiwer vum Flughafen an enker Zesummenaarbecht mat der Direction de l'aviation civile (DAC), der Police grand-ducale an der Administration des douanes et accises ausgeschafft a gëtt offiziell vun der DAC validéiert.

Béid Dokumenter sinn als „Restreint Lux" klasséiert a sinn dofir net ëffentlech zougänglech.

Question 0618 (09.04.2019) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **promotion de l'énergie photovoltaïque :**

Le Luxembourg s'est doté d'une politique ambitieuse de promotion des énergies renouvelables sur son territoire. Actuellement, environ 7 % de la consommation totale d'électricité au Luxembourg sont couverts par des énergies renouvelables. Pour l'électricité, le taux devra atteindre 11 % à l'horizon 2020 afin de respecter notre objectif européen, et, selon les lignes directrices du projet de plan climat et énergie, la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale brute devra atteindre entre 23 % et 25 % à l'horizon 2030.

L'énergie photovoltaïque est un pilier essentiel de la politique des énergies renouvelables du Luxembourg, étant donné qu'il s'agit d'une filière présentant un potentiel énorme et une rentabilité croissante.

Afin d'achever un déploiement accéléré des installations photovoltaïques, un nouveau règlement grand-ducal augmentera notamment la rémunération d'électricité produite par les panneaux solaires (« tarifs d'injection »), introduira deux nouveaux tarifs et permettra d'offrir à l'avenir des rémunérations pour des centrales photovoltaïques de 200 à 500 kW.

Afin que ces règles à venir soient rapidement adoptées, il sera important de mettre en place une action de sensibilisation officielle aussi bien envers les acteurs du secteur qu'envers les particuliers/producteurs.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) De quelle stratégie le Gouvernement se dote-t-il pour intégrer davantage les particuliers dans cette dynamique de développement accéléré du photovoltaïque ?

2) Quel sera le soutien accordé aux communes en vue de contribuer à la sensibilisation de leurs citoyens ?

Depuis 1998, l'association EurObserv'ER réalise et publie régulièrement le baromètre EurObserv'ER. Chaque baromètre établit un état des lieux de la production d'une des filières d'énergies renouvelables pour chaque pays de l'Union européenne et fournit notamment des indicateurs permettant la comparaison directe des filières dans les différents pays. À titre d'exemple, le dernier indicateur de la « puissance photovoltaïque par habitant » relève qu'en 2017, le Luxembourg a produit 215 Watt par habitant d'énergie photovoltaïque, le classant au rang européen, derrière l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, Malte et la Grèce.

3) Ne serait-il pas opportun, dans le cadre du suivi des progrès accomplis, d'intégrer également des indicateurs comparatifs de classement « par habitant » dans les statistiques officielles, tel que par exemple l'indicateur susmentionné de la « puissance photovoltaïque par habitant » ?

Q220

Réponse (24.06.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox concernant un déploiement accéléré des installations photovoltaïques, il convient tout d'abord de mentionner la publication du règlement grand-ducal modifiant entre autres les tarifs d'injection pour installations photovoltaïques en date du 19 avril au Journal officiel du Luxembourg. Les nouveaux tarifs, revus à la hausse, sont donc en vigueur depuis le 23 avril, ainsi que les deux nouvelles catégories mentionnées par l'honorable Député dans sa question (< 10 kW, 200-500 kW).

Quant à la stratégie du Gouvernement concernant l'implication des particuliers, elle repose en grande partie sur le travail de sensibilisation et d'information mené par myenergy, structure nationale pour la promotion d'une transition énergétique durable.

La mission de myenergy est d'être le partenaire et le facilitateur public de référence pour mobiliser et accompagner la société luxembourgeoise vers une utilisation rationnelle et durable de l'énergie, et pour ce faire, le Gouvernement vient d'augmenter les moyens mis à la disposition de myenergy. Grâce à son réseau régional d'infopoints, myenergy est aussi actif au niveau local et implanté dans les communes avec une offre du conseil de base en énergie indépendant et gratuit. myenergy propose également différents outils et services sous son portail « Communes » (p. ex. des statuts modèles pour la création d'une coopérative), et la structure peut agir comme facilitateur entre communes et coopératives ayant besoin de toitures pour installer des centrales photovoltaïques. Enfin, via les mesures du « Pacte climat », les communes sont incitées à contribuer activement à la sensibilisation de leurs citoyens.

Le Gouvernement entend davantage sensibiliser le public sur la promotion des énergies renouvelables et la protection du climat en général au cours de l'année 2019 par différentes actions qu'il entend mener.

- Avec l'avènement de la nouvelle réglementation et les nouvelles rémunérations applicables en matière photovoltaïque, myenergy lancera d'ici peu, ensemble avec le ministère, une campagne de publicité qui s'étendra jusqu'en automne.

- Une consultation publique sera menée lors de l'élaboration du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC). À l'ordre du jour sera parmi d'autres la nécessité d'un développement accru des énergies renouvelables au Luxembourg et du photovoltaïque en particulier.

- Comme outil pratique, un cadastre solaire sera élaboré avec le concours de myenergy en vue de donner notamment aux particuliers une meilleure guidance quant aux toitures propices à l'implantation d'installations photovoltaïques.

Quant à la dernière question, l'honorable Député a raison de souligner le fait que les chiffres absolus ainsi que les pourcentages y relatifs en matière de consommation et de production d'énergie renouvelable ne sont pas toujours très favorables pour le Luxembourg, vu la spécificité de la situation luxembourgeoise et notamment le territoire contigu disponible pour produire de l'énergie renouvelable. S'il n'est malheureusement pas possible d'intégrer un indicateur comparatif tel que l'EurObserv'ER mentionné par l'honorable Député dans les statistiques officielles ni du Statec ni d'Eurostat, le Gouvernement ne manquera pas dans divers rapports officiels et communications de mettre en évidence à leur juste valeur les efforts luxembourgeois entrepris en matière d'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables (puissance photovoltaïque installée par habitant). Enfin, avec les objectifs ambitieux que le Luxembourg vise à se donner pour la période 2020 à 2030, le Luxembourg aspirera à un meilleur classement dans cet indicateur.

Question 0640 (17.04.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **banque de données similaire au casier judiciaire :**

Et ass mir zougedroe ginn, datt Servicer vum Stat „casier-äänlech" Fichieren alimentéiere mat Faiten, déi zwar eng strofrechtlech Konnotatioun kéinten hunn, déi awer ni zu iergendwelleche Condamnatioune gefouert hunn.

Duerfir wéilt ech folgend Froen un den Här Statsminister, den Här Minister fir Kommunikatioun a Medien, den Här Justizminister an den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

- Kann d'Regierung d'Bedreiwe vun esou Datebanke confirméieren?

- Wa jo, wéi eng Servicer besëtzen esou Fichieren?

- Wien huet Accès op dës Daten an zu wéi engen Zwecker?

- Kënnen dës Informatiounen och benotzt ginn am Kontext vun Neiastellunge beim Stat?

- Wa jo, a wéi enge Fäll ass dat méiglech?

- Wann net, kann d'Regierung confirméieren, datt dës Informatiounen an der Vergaangenheet net fir esou Zwecker „mëssbraucht" goufen?

Réponse commune (27.05.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias,* de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Den honorabelen Deputéierte stellt eng Rei Froen am Zesummenhang mat der Existenz vu sougenannten „casier-äänlechen" Datebanken.

Op Basis vun hirem Regëster „Inventaire des banques de données" a vun de Präzisiounen, déi vun de staatlechen Departementer a Verwaltungen un de Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'État geliwwert goufen, kann d'Regierung d'Existenz vun „casier-äänlechen" Fichieren, mat Ausnam vun der Justiz (cf. infra), wéi se vum éierbaren Deputéierten an der parlamentarescher Fro ugesprach ginn, net bestätegen.

Et fënnt awer eng Dateveraarbechtung am Sënn vum europäeschen Dateschutzreglement (UE 2016/679) mat Informatiounen aus den Extraite vum Casier judiciaire iwwer Strofdoten, Geriichtsuerteeler an Zousazsécherheetsmoossname beim Rekrutement statt. Et sinn Decideuren an déi Zoustänneg vun de Ressources humaines an de betraffene Ministèren a Verwaltungen, déi wärend der Prozedur vum Rekrutement d'Casiere vun de Kandidaten, wéi vum Casier-Gesetz vum 29. Mäerz 2013 (wéi 2016 ofgeännert) virgesinn, kënnen iwwerpréiwen.

Dës Renseignementer ginn awer net an informatesch Fichieren agespeist.

Ausserdeem ginn Indikatiounen aus dem Casier bei der Iwwerpréiwung vun de Conditions d'honorabilité fir den Accès zu verschiddene geregelte Beruffer, bei den Handelsermächtegungen a bei der Uwendung vun den EU-Bestëmmunge betreffend d'Verantwortlecher vun Entreprises de transport routier, den Zouloossunge vun den Dokteren an den Ustellungen am Beräich Accueil, der Betreiung an der Educatioun vu Mannerjäregen an och bei der Ernennung vu Beamten, déi de Status vum Officier de police judiciaire kréien, zum Beispill bei de Ponts et chaussées, gefrot a berücksichtegt.

D'Regierung weist drop hin, datt verschidde Ministèren, Verwaltungen an ëffentlech Autoritéiten, opgrond vu spezifesche sektoriellen Texter, Renseignementer iwwer Strofdoten a penal Uerteeler betreffend eenzel Persounen an hiren Dossieren traitéieren.

Et sinn, notamment am Transportsecteur, d'Servicer vum Ministère de la Mobilité et des Travaux publics zoustänneg fir d'Ausstellen an d'Zréckzéie vum Führerschäin an de Punkteführerschäin wat d'Infraktiounen zum Code de la route ugeet, de Service de la navigation wat Verstéiss géint d'Regelen iwwert d'Banneschëfffahrt ugeet an d'Direction des transports publics wat Persounen ugeet, géint déi e Verbuet, ëffentlech Transportmëttel ze betrieden, gefrot oder verhaange ginn ass.

Och am Beräich vun der Friemepolizei an der Immigratioun mussen Informatiounen iwwer Strofdoten a penal Uerteeler nogekuckt ginn, sief et zum Beispill bei Demandë fir e Visa, Asyl oder Awanderungsprozeduren. Datselwecht ass och de Fall am Kontext vun der Lutte géint de Blanchiment an dem Finanzement vum Terrorismus.

Renseignementer iwwert d'Prisongsopenthaltszäite gi punktuell an der Beaarbechtung vun den Dossiere fir d'Ausbezuele vum Mindestakommes REVIS oder Zoulage fir Matbierger mat engem graven Handicap berücksichtegt.

Schlussendlech hunn och de Statsministère an aner betraffe Ministèren Ableck a Pièce vu Geriichtsprozeduren, bei deene si am Kader vun enger Geriichtsaffär d'Interesse vum Stat vertrieden.

Ausser deenen eigentleche Contentieux-Dossiere gëtt et och d'Prozeduren am Beräich vum Regierungskommissariat, fir d'Instruction disciplinaire an der Fonction publique, beim Collège médical betreffend d'Dokteren a verschidde Gesondheetsberuffer, dem Service national de médiation dans le secteur de la santé an och der Caisse de consignation vum Tresor, wou en Ableck a Geriichtsuerteeler noutwendeg ass.

Informatiounen iwwer Faiten, déi zwar eng strofrechtlech Konnotatioun kéinten hunn, déi awer ni zu iergendwelleche Condamnatioune gefouert hunn, ginn allerdéngs net an enger „casier-äänlecher" Datebank vu staatleche Servicer zesummegedroen an also och net bei Neiastellunge beim Stat benotzt. Et ass och kee Fall vun Datemëssbrauch an esou engem Kontext bekannt.

Wéi ugedeit, besëtzt d'Justiz zwou Datebanken, déi als „äänlech" zum Casier judiciaire kënne consideréiert ginn.

Dëst ass éischtens d'Datebank „Go-AML", déi zënter Ufank 2017 operationell ass a vun der Cellule de renseignement financier am Kader vun hire Funktioune benotzt gëtt.

Nieft dem IT-Support, dee vum informatesche Service vun der Justiz iwwert de Centre des technologies de l'information de l'État assuréiert gëtt, sinn et nëmme Riichter an d'Personal vun der Cellule de renseignement financier, déi Accès op d'Donnéeë vun dëser Datebank hunn.

All Zougréff op dëse System gëtt ënner sougenannten „log-files" enregistréiert. Dës „log-files" erlaben et, falls néideg, ze kontrolléieren, datt all Accès op d'Datebank am Kader vun de Missioune vun der Cellule de renseignement financier gemaach ginn ass.

Déi zweet Datebank gëtt fir d'Gestioun vun den Dossiere vun alle Magistraten a vum Verwaltungspersonal, dat sech ëm d'Gesetzesvollstreckung bekëmmert, benotzt. Dës Datebank beinhalt d'Informatiounen, déi am Casier judiciaire stinn.

Den Accès op dës Datebank gëtt de manière nominative geregelt, an dëst mat verschiddene Profiller, jee no der Aart vun der Aarbecht, déi ze maachen ass. Des Weidere kann den Accès op dës Datebank via „log-files" kontrolléiert ginn an d'Donnéeën, déi ageschriwwe sinn, gi regelméisseg archivéiert.

Dës Datebank ass net dozou destinéiert, fir Zougang op d'Procès-verballen oder aner prozedural Akten ze kréien, ausser a verschiddene spezifesche Matièren.

D'Daten, déi sech an dëse béiden Datebanke befannen, ginn net un de Ministère de la Fonction publique weiderginn, soudatt d'Fro vun der Verwäertung vun dësen Date fir Rekrutement sech net stellt, ausser fir de Rekrutement vun den Attachés de justice, dee vun der Magistratur organiséiert gëtt.

Am Kader vum Rekrutement vun den Attachés de justice besteet d'Méiglechkeet, d'Informatioune vun de judiciairen Autoritéiten an der Groussherzoglecher Police ze kréien, esou wéi dat ausdrécklech am Artikel 2 (3) 2) vum modifizéierte Gesetz vum 7. Juni 2012 iwwert d'Attachés de justice virgesinn ass.

D'Police exploitéiert keng „casier-äänlech" Datebanken, dat heescht Datebanken, déi Informatiounen iwwer prononcéiert Strofe beinhalten.

D'Police exploitéiert awer eng Datebank, de Fichier central, déi sämtlech Protokollen a Rapporten enthält, déi vun Officiers de police judiciaire (OPJ) an Agents de police judiciaire (APJ) konform zum Code de procédure pénale geschriwwe goufen.

Accès op de Fichier central hunn d'OPJ an d'APJ zum Zweck vun der Präventioun, Recherche a Feststellung vun Infraktiounen.

Am Kontext vum Rekrutement bei der Police gesäit den Artikel 58 vum modifizéierte Policegesetz vum 18. Juli 2018 Folgendes vir:

« Avant chaque agréation de candidature par le ministre pour un emploi dans une des catégories de traitement du cadre policier, il sera procédé à une enquête de moralité afin de déterminer si le candidat dispose des qualités morales nécessaires à l'exécution d'une des fonctions du cadre policier. Cette enquête est effectuée sur ordre du ministre par la police, qui peut consulter les fichiers qui lui sont légalement accessibles et pour autant que cette consultation est pertinente quant à la finalité recherchée. »

Question 0647 (18.04.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**Expo 2020 à Dubai :**

Op der Expo 2020 zu Dubai wäert Lëtzebuerg mat engem Pavillon vertruede sinn. D'Käschte vum Bau vum Pavillon, souwéi d'Fraise vum Fonctionnement, ginn duerch een „private public partnership" finanzéiert, an deem d'Regierung sech, esou den Informatioune vun der Generalkommissärin Maggy Nagel no, mat 32 Milliounen Euro bedeelegt. Dës investéiert Zomm erschéngt héich, wann ee bedenkt, dass de Pavillon no der Expositioun demoléiert a recycléiert wäert ginn. Des Weidere stelle sech

Bedenken iwwert de Bau vum Pavillon, wann ee weess, wéi et ëm d'Mënschen- an d'Aarbechtsrechtssituatioun an de Vereenegten Arabeschen Emirate bestellt ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kultur, fir Wirtschaft, fir Aussenugeleeënheeten an Europa, fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung a fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung confirméieren, dass déi vun der Regierung confirméiert Contributioun vun 32 Milliounen Euro wäert agehale ginn? Ass den Ofbau an de Recyclage vum Pavillon an dësen 32 Milliounen Euro virgesinn?

2. Consideréiert d'Regierung, déi 32 Milliounen Euro fir d'Expo 2020 zu Dubai als Investment oder als Charge? Falls d'Regierung d'Zomm als Investment gesäit, mat wéi engen direkten oder indirekte Recettë rechent den Här Minister Schneider

a. wärend der Expo 2020 zu Dubai?

b. an de Joren no der Expo 2020 zu Dubai?

3. Ass d'Regierung der Meenung, dass ee Pavillon, deen 32 Milliounen Euro kascht, sechs Méint a Betrib wäert sinn an dono erëm ofgerappt gëtt, een nohaltege Projet duerstellt?

4. Wéi een Aarbechtsrecht gëllt fir d'Personal, dat um Bau vum Pavillon bedeelegt ass an de Betrib vum Pavillon wärend der Expo 2020 garantéiert?

5. Stuuft d'Regierung den Aarbechterschutz an den Emiraten äänlech héich a wéi de lëtzebuergesche Code du travail?

6. Opgeschlësselt op d'Joren 2017 bis 2021, wéi eng Ausgaben si fir de Management vum Groupement d'intérêt économique „Luxembourg@Expo 2020 Dubai EXPO GIE DUBAI" virgesinn? Wéi vill Persounen hunn een Aarbechtskontrakt an dësem Groupement d'intérêt économique?

7. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'VAE fräiheetlech, rechtsstaatlech an demokratesch Wäerter vertrieden? Wéi jugéiert d'Regierung d'Mënscherechtssituatioun an de VAE?

8. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'wirtschaftlech Interesse vun der Participatioun un der Expo 2020 zu Dubai méi wichteg si wéi de Respekt vun de Mënscherechter an den Emiraten? Falls neen, wéi eng Mesurë wäert d'Regierung ënnerhuelen, fir sech fir d'Stäerkung vun de Mënscherechter an de VAE anzesetzen?

Réponse commune (12.06.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Mat der Expo 2020 zu Dubai ass et déi éischte Kéier, datt eng Weltausstellung am Mëttleren Orient organiséiert gëtt. Dat ass eng Plaz op der Welt, wou allgemeng Lëtzebuerg vill Interêten huet, a speziell an de Vereenegten Arabeschen Emiraten (VAE) an an der Golfregioun gëtt et grousst wirtschaftlecht Potenzial an Opportunitéiten.

D'VAE sinn haut de wichtegsten Handelspartner vu Lëtzebuerg an der Golfregioun. D'Participatioun un der Weltausstellung ass dowéinst eng Geleeënheet, fir eis Relatiounen an d'Zesummenaarbecht mat lokale Partner weider ze entwéckelen a fir nei, zousätzlech Partnerschaften opzebauen, déi och no der Expo bestoe bleiwen. Dat kënne Relatiounen am ekonomeschen, politeschen oder am kulturelle Beräich sinn, vun deene Lëtzebuerg allgemeng, a speziell eis Ekonomie an d'Betriber mëttel- a laangfristeg profitéiere kënnen, ouni awer datt een dës Retombéeën haut schonns präzis chiffréiere kann.

Als Organisateur hunn d'VAE fir d'Weltausstellung 2020 zu Dubai d'Thema „Connecting minds, creating the future" virginn, deen de Virstellunge vun enger qualitativer an nohalteger Entwécklung vu Lëtzebuerg entsprécht. De Lëtzebuerger Pavillon zu Dubai steet dowéinst ënnert dem Motto „Resourceful Luxembourg". D'Kreeslafwirtschaft spillt bei der Konstruktioun vum Lëtzebuerger Pavillon dowéinst eng grouss Roll. Déi benotzte Baumaterialie kënnen op d'mannst zu 70 % duerno nees erëm benotzt ginn. Fir déi Equipementer am Pavillon, fir déi et sënnvoll ass, gëtt d'Material net kaaft mä gelount. Alles an allem gëtt Wäert drop geluecht, fir de Projet esou nohalteg ewéi méiglech ze realiséieren.

Déi Betriber, déi um Bau vum Pavillon bedeelegt sinn an déi zu Dubai schaffen, ënnerleien net nëmmen dem lokalen Aarbechtsrecht, ma och de Regelen, déi den Organisateur vun der Weltausstellung zousätzlech imposéiert. D'Aarbechtsrecht an de VAE huet an deene leschte Joren evoluéiert, ënner anerem ass déi sozial an aarbechtsrechtlech Protektioun vun de Salariéë gestäerkt ginn.

D'Organisateure vun der Expo hu vun Ufank u spezifesch Regelen definéiert iwwert d'Aarbechtskonditiounen. Dës Regele si méi streng a gi méi wäit wéi allgemeng d'Aarbechtsrecht an de VAE. D'Emsetzung vun dëse Regele gëtt strikt iwwerwaacht, a jiddwer Land gëtt regelméisseg informéiert, ob all déi Betriber, déi op sengem jeeweilege Projet schaffen, och dës Regelen applizéieren. Et gëtt bei deene Regelen net nëmme grousse Wäert op d'Sécherheet bei der Aarbecht, op d'Aarbechtskonditiounen an op d'Schaffzäite geluecht, ma och op d'Liewenskonditioune vun den Aarbechter, déi jo generell vun hiren Employeure logéiert ginn. Déi emiratesch Autoritéite wëllen dat Regelwierk geschwënn zum eenheetleche Standard maachen, fir datt d'VAE esou e Virbildcharakter an der Regioun kréien. An deene leschte Jore gouf an de VAE zum Beispill legiferéiert iwwert d'Protektioun vun den Aarbechter, an d'VAE engagéiere sech an der Golfregioun fir eng Progressioun an de Fraerechter a fir eng méi oppen an tolerant Gesellschaft.

Lëtzebuerg huet zanter 1980 diplomatesch Relatioune mat de VAE a suivéiert déi Evolutioun. Zu Abu Dhabi huet de Grand-Duché 2011 eng Ambassade opgemaach, an ee Joer drop och säin „Luxembourg Trade and Investment Office" dohinner transferéiert, dee virdrun zanter 2005 zu Dubai war. Wéi an all Land, mat deem Lëtzebuerg diplomatesch Relatiounen huet, sinn d'Relatioune mat de VAE villschichteg. Mir schwätzen an eise bilaterale Kontakter mat de VAE all Sujet oppen an direkt un, eis politesch, finanziell a wirtschaftlech Interessen, an och de Respekt vun de Mënscherechter.

D'VAE engagéiere sech no eegenen Indikatioune fir d'Protektioun an d'Promotioun vun de Mënscherechter doheem a ronderëm d'Welt an hunn eng Rei international Mënscherechtstraitëë ratifizéiert, dorënner notamment d'Konventioun géint d'Tortur, d'Konventioun géint d'Diskriminatioun vu Fraen, d'Konventioun fir Kannerrechter an d'Konventioun fir d'Rechter vu Persoune mat engem Handicap. Allerdéngs applizéieren d'VAE nach ëmmer d'Doudesstrof an eng Rei unerkannt international ONGe molen e kritescht Bild vun der Mënscherechtssituatioun am Land, virun allem wat déi zivill a politesch Rechter ugeet.

Wéi bei anere Weltausstellunge virdrun, ass och fir d'Expo 2020 zu Dubai ee „Groupement d'intérêt économique" gegrënnt ginn. Dëse GIE ass de Porteur vum Projet a gëtt geleet vun engem Conseil de gérance, wou Vertrieder aus verschidde Ministèren, Administratiounen an een Deel vun de private Partner dra sinn.

Fir d'Joren 2017 bis 2019 si keng Depensë virgesi fir d'Personal vum GIE. Et huet deemno den Ament och keen een Aarbechtskontrakt beim GIE. De Projet gëtt geréiert vun der Generalkommissärin, zesumme mat Mataarbechter aus dem Wirtschaftsministère, der Administration des bâtiments publics a vun der Handelskummer. Ab dem Joer 2020, wann de Pavillon opgeet, wäerte fir eng Rei Funktiounen zu Dubai Leit agestallt ginn, fir de Pavillon ze bedreiwen. Den Detail dozou ass nach amgaangen ausgeschafft ze ginn. D'Depensen heifir sinn am Budget vum GIE virgesinn.

Generell chiffréiert sech de ganze Budget fir déi Lëtzebuerger Participatioun op der Expo 2020 zu Dubai op 32 Milliounen Euro. Et ginn den Ament keng Indikatiounen, datt sech eppes un dësem Montant sollt änneren. Den Ofbau an de Recyclage vum Pavillon sinn an deem Budget mat dra virgesinn. Déi dräi Partner aus dem Privatsecteur (SES, POST Luxembourg a Chambre de Commerce) droe mat enger finanzieller Enveloppe vu jeeweils 2,5 Milliounen Euro zum Budget bäi. Et wäerten och zousätzlech Entreprisë sech via eng Konventioun als Sponsor an de Projet mat abréngen. Domat steet elo scho fest, datt d'Expo 2020 déi Weltausstellung ass, wou de Privatsecteur sech bis elo am meeschte finanziell un de Käschte vun der Lëtzebuerger Participatioun bedeelegt.

Question 0653 (23.04.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **vente du site sidérurgique d'ArcelorMittal à Dudelange :**

Comme il a été relayé récemment dans la presse, la Commission européenne a donné son feu vert pour l'acquisition du site sidérurgique d'ArcelorMittal à Dudelange par le groupe Liberty House. Or, en réaction les syndicats ont articulé d'ores et déjà leur inquiétude concernant la pérennité des emplois, notamment en raison du manque de détails sur le projet et la stratégie fournis par Liberty House pour le site en question. En outre des questions ont été soulevées quant au plan de transformation relatif aux sites de Belval et de Differdange.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre partage-t-il la préoccupation des syndicats ?

- Monsieur le Ministre est-il en contact avec les responsables de Liberty Group pour discuter du futur du site de Dudelange ?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre pour garantir la sécurité d'emploi des 300 personnes concernées ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut fournir des informations plus concrètes concernant les réaménagements des sites Belval et Differdange ?

- Est-ce que la convocation d'une Tripartite, comme demandée par un syndicat, s'impose ?

Réponse (01.07.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie :*

La pérennité des activités industrielles, et partant la sauvegarde de l'emploi et de la création de valeur sur le territoire luxembourgeois, restent une préoccupation permanente du Ministre de l'Économie.

J'ai personnellement rencontré les dirigeants de Liberty House alors qu'ils faisaient leur due diligence sur les usines en question afin de se faire une idée précise de la situation de l'entreprise avant son rachat. Mes services soignent le relationnel avec tous les acteurs industriels et partant également avec Liberty House.

Aucun élément en ma possession ne prédit à ce stade une quelconque mise en péril des emplois à Dudelange.

En date du 15 mai, ArcelorMittal a annoncé un projet de transformation complet visant à renforcer la compétitivité et la rentabilité à long terme des sites Belval et Differdange. L'accent est mis entre autres sur des investissements dans les domaines de l'énergie et de la qualité, sur une nouvelle stratégie de marketing et une nouvelle organisation des ventes, visant à améliorer les processus et la productivité. Le projet ne comporte pas de fermeture d'usine ni - aspect de grande importance pour le Gouvernement - de licenciement ni aucune mesure sociale particulière.

À ce stade, les entrevues sont organisées au sein du Comité de suivi des effectifs de la sidérurgie, organisme composé de représentants du Gouvernement, des syndicats et du patronat.

Question 0655 (25.04.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **rénovation de la gare de Clervaux :**

Leider ass et verpasst ginn, d'Cliärrwer Gare behënnertegerecht anzeriichten. Leit, déi op de Rollstull ugewise sinn, hu just Zougang zum Gleis 2; Gleis 1 an 3 si fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit net ze erreechen. Dëst ass ëmsou méi traureg, wann ee bedenkt, datt fir d'Vëlosfuerer uewenzech der Gare eng Unterführung gebaut ginn ass, awer fir d'Rollstullfuerer gouf näischt gemaach.

An dësem Kontext hätt ech folgend Fro un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten:

- Ass virgesinn, d'Cliärrwer Gare an Zukunft behënnertegerecht anzeriichten, soudatt och Rollstullfuerer de Gleis 1 an 3 erreeche kënnen? Wa jo, fir wéini ass mat der Ëmsetzung vun dësem Projet ze rechnen?

Réponse (13.06.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Am Kader vun der Erbauung vum Lycée Edward Steichen, huet d'CFL bestëmmte Projeten, déi vun der Stroossebauverwaltung geplangt goufen, autoriséiert an un dären Ausschaffung matgewierkt, zum Beispill wéi d'Verleeë vun der Stroossegare vu Clierf an d'Neigestaltung vum P&R vun der Gare, souwéi de Bau vum Souterrain laanscht d'Gare fir déi aktiv Mobilitéit. Dës Projete sinn onofhängeg vun den Infrastrukture vun der Clierfer Gare realiséiert ginn.

Eng uerdnungsgemääss Upassung fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit ass virgesi vum Gestionnaire vun der Eisebunnsinfrastruktur, mä d'Aarbechte si kuerzfristeg net geplangt wéinst deene villen aneren ugefaangene Projeten. D'gesamt Personalressourcë si bis 2024 anerwäerteg agebonnen. D'CFL huet awer trotzdeem schonn eng Machbarkeetsstudie ageleet, wou d'Resultater Ufank 2020 disponibel sinn.

Question 0660 (26.04.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **stratégie énergétique de la France :**

Début mars, Madame la Ministre de l'Environnement et Messieurs les Ministres de l'Énergie et de la Santé ont adressé une lettre à Monsieur François de Rugy, Ministre de la Transition écologique et solidaire au Gouvernement français dans laquelle ils insistent sur le fait « que le choix de la France dans le domaine de la promotion de l'énergie nucléaire impactera la sécurité et la santé des citoyens et citoyennes du Grand-Duché de Luxembourg ».

Dans la même lettre, le Gouvernement luxembourgeois demande des précisions de la part du Ministre de l'Environnement français concernant la consultation annoncée des pays voisins en matière de stratégie énergétique de la France.

Le Gouvernement luxembourgeois s'interroge en outre sur les critères qui seront appliqués lors des procédures de décision sur les fermetures des centrales nucléaires et la vocation qui sera donnée à la centrale de Cattenom, en insistant sur la situation exceptionnelle de notre petit pays face à une catastrophe nucléaire à proximité immédiate de sa frontière.

Et de conclure que « face aux multiples risques du nucléaire, nous aimerions souligner l'intérêt que nous accordons à une coopération transfrontalière dans le domaine de l'énergie renouvelable. Nous attachons une importance toute particulière à un échange fructueux visant à matérialiser la volonté de coopérer dans le domaine énergétique au-delà des frontières de nature à nous permettre de procéder ensemble vers une transition énergétique ».

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame et Messieurs les Ministres si le Gouvernement français a entre-temps répondu à la lettre précitée. Quels sont, le cas échéant, les éléments clefs dans cette réponse ?

2) De quelle manière le Gouvernement luxembourgeois entend-il réagir à l'annonce de la part des responsables de la centrale de Cattenom de vouloir prolonger l'activité de la centrale de l'ordre de 30 ans supplémentaires ?

Réponse commune (14.06.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Suite à un échange de lettres avec le Ministre français de la Transition écologique et solidaire, François de Rugy, la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Carole Dieschbourg, et le Ministre de l'Énergie, Claude Turmes, ont décidé d'aviser l'étude d'évaluation des incidences sur l'environnement française, notamment quant à ses aspects transfrontaliers.

Les ministres ont répondu le 20 mai 2019 à la lettre du Ministre de Rugy en évoquant que l'avis du Gouvernement luxembourgeois sur la programmation pluriannuelle de l'énergie parviendra au Ministre de Rugy dans le courant de l'été.

Pour la rédaction de cet avis, le Gouvernement luxembourgeois sollicitera l'expertise de ses administrations environnementales ainsi que l'avis d'experts internationaux. L'avis abordera entre autres les aspects suivants : l'influence des rejets de la centrale nucléaire de Cattenom sur la qualité et la température de la Moselle ainsi la question de la sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom.

ad 2) Le Gouvernement luxembourgeois œuvrera au niveau européen pour que les « prolongations » de l'activité des centrales nucléaires soient soumises aux mêmes conditions que la construction de nouvelles centrales nucléaires, notamment en matière d'évaluation des incidences sur l'environnement.

Il y a également lieu de rappeler qu'en vertu de la directive européenne du 8 juillet 2014 relative à la sûreté nucléaire, l'objectif de sûreté applicable aux nouvelles installations doit aussi être utilisé comme référence pour la mise en œuvre de mesures d'amélioration raisonnablement possibles dans une installation nucléaire existante. Ainsi, toute prolongation d'opération devra faire l'objet d'investissements importants.

Question 0662 (26.04.2019) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **Commission de nomenclature :**

Les discussions récentes en rapport avec la Commission de nomenclature, la réponse à la question parlementaire n° 0436 du 4 mars 2019 et les échanges par courrier récents entre l'AMMD et le président de la Commission de nomenclature, nous amènent à soulever les questions suivantes :

- Quelles ont été les démarches exactes de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, depuis l'annonce du 16 mai 2018 de l'AMMD de se retirer de la Commission de nomenclature, pour résoudre cette situation ? Est-ce que ces démarches et leur avancement ont été documentés et, si oui, pouvez-vous fournir les conclusions y relatives ?

- Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale peut-il exposer pour quelles raisons un accord avec l'AMMD n'a pu être obtenu à ce jour ?

- Alors que le programme gouvernemental prévoit une analyse de la composition et du fonctionnement de la Commission de nomenclature, portant sur ses mécanismes de décision et l'accélération des procédures de mise en œuvre, Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale peut-il expliquer, devant cet aveu d'une nécessité de réforme, l'incohérence de faire poursuivre les travaux de la commission au lieu de procéder à l'analyse et l'adaptation utiles pour garantir la performance requise dans l'intérêt de la population assurée ?

Réponse (12.06.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

De prime abord, il y a lieu de préciser qu'au cours des dernières années, mises à part les nombreuses adaptations ponctuelles ou techniques, la Commission de nomenclature s'est attaquée à la révision en profondeur de quasi l'ensemble des chapitres de la nomenclature, opérée en étroite collaboration avec les prestataires de soins de santé concernés et avec l'implication et la concertation de l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD). Une méthodologie commune a été retenue fin 2016 en Commission de nomenclature en présence de l'AMMD. Ainsi, la Caisse nationale de santé (CNS) et l'AMMD ont convenu d'une révision progressive de la nomenclature, en planifiant les travaux suivant des priorités portant sur les chapitres des spécialités les plus critiques. Ces priorités ont été arrêtées ensemble en été 2017. Sur base de la méthodologie commune retenue, les travaux de préparation avec les différentes sociétés savantes concernées ont débuté et ont avancé depuis lors de façon constructive et significative.

Toujours dans le cadre de la démarche convenue, les saisines furent élaborées avec l'appui d'experts et en étroite collaboration avec les sociétés savantes des différentes spécialités médicales. Cette approche de travail a été confirmée en réunion de la Commission de nomenclature en septembre 2017. Le consensus sur l'approche convenue entre la CNS et l'AMMD est corroboré par les réflexions de l'AMMD du 6 février 2018 par rapport à la politique de la santé, revendiquant « Die weitere, zügige, professionnelle und lösungsorientierte Überarbeitung der Gebührenordnung ». De même, les résolutions de l'assemblée générale extraordinaire de l'AMMD du 16 mai 2018, portant sur différents griefs d'ordre systémique, ne reprennent aucune critique, ni à l'égard de la démarche engagée, ni à l'égard du fonctionnement de la Commission de nomenclature.

Au contraire, la révision et modernisation de la nomenclature visée ont toujours constitué des demandes de l'AMMD qui sont aussi des priorités partagées par toutes les parties prenantes. Ainsi, depuis quelques années, la Commission de nomenclature a ardument œuvré pour y parvenir en appliquant la méthodologie retenue avec l'AMMD. Dans le cadre de la nouvelle méthodologie de travail, les procédures de fonctionnement, notamment en ce qui concerne les travaux préparatoires en amont des décisions au sein de la commission, ont été améliorées. Il a ainsi été possible d'accélérer les processus décisionnels. Pourtant, l'AMMD a décidé en mai 2018 de ne plus soutenir ces travaux et de se retirer entièrement de la Commission de nomenclature tout en exigeant un arrêt pur et simple des travaux.

En même temps, les différentes spécialités médicales ont demandé à ce que les chapitres respectifs soient modifiés, respectivement adaptés, malgré l'absence de l'AMMD. Ainsi, les seules modifications qui ont été adoptées en commission depuis le retrait de l'AMMD, sont les actes qui avaient déjà obtenu l'accord préalable et pour lesquels il y avait une certaine urgence, comme par exemple la revalorisation des actes dans les services d'urgence des hôpitaux. Des saisines qui n'avaient pas déjà obtenu un accord n'ont pas eu lieu. Partant, il ne peut être question d'« incohérence » par rapport à la finalisation des travaux qui avaient déjà été entamés.

Au contraire, si incohérence il y a, elle émerge plutôt du fait que, d'un côté, les travaux en Commission de nomenclature avaient bien avancé avec l'implication de tous les acteurs et que la demande de modernisation et révision exprimée par l'AMMD trouvait ainsi application et, de l'autre côté, les protagonistes qui bénéficiaient de l'avancement de ces travaux, en l'occurrence les médecins eux-mêmes en plus des assurés, ont décidé de bloquer entièrement ces travaux.

Pour plus de détails, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 0436 du 4 mars 2019 de l'honorable Député Mars Di Bartolomeo.

Vu l'importance des missions de la Commission de nomenclature et l'urgence d'autres dossiers, il faut absolument éviter, dans l'intérêt des assurés et des médecins et médecins-dentistes eux-mêmes, que les travaux de la Commission de nomenclature ne puissent être arrêtés pendant trop longtemps. L'amélioration de la nomenclature médicale, la modernisation et une adaptation au progrès technique seraient plutôt réalisables si l'AMMD participait aux réunions de cette commission.

Depuis le retrait de l'AMMD, des réunions ont eu lieu le 9 juillet 2018 et puis le 13 février 2019 entre l'AMMD et le Ministère de la Sécurité sociale pour aborder différents sujets, aussi en relation avec les actions prévues dans l'accord de coalition de 2018, y compris le fonctionnement de la Commission de nomenclature.

Un accord avec l'AMMD n'a pu être trouvé car elle revendique des changements législatifs fondamentaux, qui ont un impact sur une partie essentielle du système d'assurance maladie-maternité. Ces revendications sont de plus accentuées par la politique de la « chaise vide » et la dénonciation du système de conventionnement obligatoire qui représente pourtant un des piliers fondamentaux de notre système de sécurité sociale. L'accord de coalition 2018-2023 prévoit d'ailleurs :

« Le principe du conventionnement obligatoire établissant les relations entre les prestataires et les institutions constitue une pierre angulaire du système de sécurité sociale. En effet, il est indispensable de s'assurer des conditions nécessaires et suffisantes pour que toutes les parties impliquées trouvent leur place au sein du système. »

Ainsi, le 6 mai 2019 a eu lieu une réunion avec tous les organismes représentés au sein de la Commission de nomenclature dans sa composition « actes et services des médecins et médecins-dentistes » - en plus de l'AMMD et du Ministère de la Sécurité sociale, il s'agit de la Fédération des hôpitaux luxembourgeois, de la CNS avec les partenaires sociaux représentés au sein du conseil d'administration et du Ministère de la Santé.

Lors de cette réunion, les différents organismes ont exposé leur point de vue sur base d'une analyse de la composition et du fonctionnement de la Commission de nomenclature et il a été retenu que chaque partie soumette sa prise de position au Ministère de la Sécurité sociale. Actuellement, les différentes prises de positions sont en cours d'analyse au sein du Ministère de la Sécurité sociale. Une prochaine réunion entre les différents acteurs pour discuter des suites à réserver dans ce dossier est prévue pour le 26 juin 2019.

Question 0668 (03.05.2019) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **chasse aux sangliers :**

In der Ausgabe des „Luxemburger Wort" vom 2. Mai 2019 erschien ein Artikel über die Jahreshauptversammlung des Dachverbands der Luxemburger Jagdsyndikate (FSHCL) am 29. April. Die FSHCL forderte an diesem Abend „eine möglichst uneingeschränkte Bejagung der historisch hohen Wildschweinbestände".

Der Autor schreibt: „So wie beim Jägerverband zeigt man aber auch in den Reihen der Jagdsyndikatsvertreter kaum Verständnis für die Zurückhaltung der Regierung, die Beschränkungen der Wildschweinbejagung angesichts der nahenden Schweinepest landesweit zu lockern."

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Umweltministerin stellen:

1. Wie lauten die aktuellen Abschusszahlen? Sind sie im Einklang mit dem Abschussplan?

2. Wie lauten die Anweisungen an die Jäger angesichts der bestehenden Gefahr der afrikanischen Schweinepest?

3. Inwieweit ist die Jagd auf Wildschweine in Luxemburg zurzeit reglementarisch beschränkt?

Réponse (09.07.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Die Anzahl der geschossenen Tiere wurde von den jeweiligen Jägern übermittelt.

ad 2. Anbei finden Sie das Schreiben, welches Anfang Oktober 2018 an die Jäger im Großherzogtum Luxemburg versendet wurde.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Wildschweine können ganzjährig von morgens - eine Stunde vor Sonnenaufgang - bis abends - eine Stunde nach Sonnenuntergang - auf offenem Feld bejagt werden. Während der generellen Waldruhezeit von Anfang März bis Mitte April ist die Jagd innerhalb des Waldes jedoch verboten.

Von Mitte Oktober bis Ende Januar darf die Gesellschaftsjagd mit Hunden ausgeführt werden, wobei diese Praxis in Maiskulturen bereits ab dem 1. August erlaubt ist.

Bewegungsjagden ohne Hunde sind das ganze Jahr über erlaubt.

Somit gibt es also keine größeren Einschränkungen in Bezug auf die Wildschweinjagd.

Question 0671 (07.05.2019) de **Mmes Martine Hansen**, **Octavie Modert** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant **« Staphylococcus aureus résistant à la méticilline » :**

Jährlich sterben in der EU mehr als 33.000 Menschen an Infektionen mit antibiotikaresistenten Keimen (Methicillin-resistenter Staphylococcus aureus - MRSA) sowie anderen Krankenhauskeimen. Experten sind sich einig, dass Infektionen mit antibiotikaresistenten Bakterien eine Bedrohung für die moderne Gesundheitsversorgung darstellen. Besonders gefährdet sind Kleinkinder und ältere Menschen. Die meisten Ansteckungen mit besagten Keimen erfolgen in Krankenhäusern und anderen Gesundheitseinrichtungen. Experten zu Folge sei die Hälfte der Fälle vermeidbar durch verbesserte Maßnahmen zur Infektionsvermeidung und -kontrolle.

Während Italien von allen EU-Ländern am stärksten betroffen ist, werden in den Niederlanden vergleichsweise geringe Fallzahlen verzeichnet. Dies ist unter anderem damit zu erklären, dass man in den Niederlanden bereits in den 1980er Jahren mit einer speziellen MRSA-Strategie begonnen hat, die darin besteht MRSA aktiv aufzuspüren, betroffene Patienten isoliert zu versorgen und zu behandeln.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an die Regierung stellen:

1. Ist in Luxemburg ein Anstieg an Infektionen mit solchen Krankenhauskeimen zu verzeichnen?

2. Können die Minister uns über die Statistiken der Infektionen pro Krankenhaus informieren?

3. Angesichts der neuesten wissenschaftlichen Erkenntnisse:

a) Reichen die Richtlinien bezüglich der Krankenhauskeim-Vermeidung, die momentan in unseren Krankenhäusern gelten, noch aus?

b) Gedenkt die Regierung, eine nationale Strategie auszuarbeiten, ähnlich der MRSA-Strategie in den Niederlanden?

4. Sollen betroffene Patienten zukünftig durch den im Regierungsprogramm vorgesehenen „Fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique" entschädigt werden?

Réponse (12.06.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. In Luxemburg ist ein Anstieg an Infektionen mit solchen Krankenhauskeimen nicht zu verzeichnen.

In der Tat zeigen die Ergebnisse der Umfrage zur „prévalence des infections associées aux soins et de la consommation antibiotiques" (Point Prevalence Survey = PPS), die 2011/2012 und 2016/2017 vom „European Centre for Disease prevention and Control" (ECDC) durchgeführt wurden, eine Stagnation der Prävalenz von mit dem im Gesundheitswesen verbundenen Infektionen in Luxemburg:

- In den Jahren 2011/2012[2] betrug der beobachtete Prozentsatz der Patienten (Prävalenz) mit mindestens einer pflegebedingten Infektion 5,4 % (KI 95 %: 3,6-8,0 %).

- In den Jahren 2016-/2017[3] betrug die beobachtete Prävalenz von Patienten mit mindestens einer pflegebedingten Infektion 5,1 % (KI 95 %: 4,0-6,5 %).

N.B.: Alle Akutkrankenhäuser in Luxemburg haben an dieser Umfrage teilgenommen.

Daten aus dem EARS-net[4] (European Antimicrobial Resistance Surveillance network) zeigen einen signifikanten Rückgang des MRSA-Anteils in den EU-/EWR-Ländern von 19,6 % im Jahr 2014 auf 16,9 % im Jahr 2017.

Dieser signifikante Rückgang ist auch in Luxemburg, sowohl für MRSA als auch für andere Keime, spürbar, wie in den folgenden Grafiken gezeigt. Es wird hier die Entwicklung resistenter invasiver Keime auf Intensivstationen beschrieben.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Die Methodik der PPS-Umfragen 2011/2012 und 2016/2017 besagt, dass die Ergebnisse in aggregierter Form veröffentlicht werden und nicht als Benchmark zwischen den Institutionen dienen. Es ist daher aus methodischen und ethischen Gründen nicht möglich, solche Statistiken a posteriori zu erstellen.

ad 3. a) Die nationale Beratungsgruppe „Groupe national de guidance en matière de prévention de l'infection nosocomiale" (GNPIN) gab mehrere Empfehlungen zur Prävention von Infektionen und ihrer Übertragung ab. Alle Empfehlungen sind auf der Website http://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/recommendations/gnpin/index.html verfügbar. Die Empfehlung, die MRSA-Bakterien betrifft, wurde im Juli 2018 veröffentlicht.

Die nationale Gruppe arbeitet derzeit an der Ausarbeitung einer allgemeinen Empfehlung für den Umgang mit multiresistenten Keimen (MDRO).

ad 3. b) Die nationale Strategie ist in den nationalen Antibiotika-Plan integriert. Dieser sieht die Einführung des Konzepts „antibiotical stewardship" in Akutkrankenhäusern und bei Langzeitpatienten vor oder umfasst die Ausarbeitung von Empfehlungen durch den „Conseil scientifique du domaine de la santé".

ad 4. Diese Option könnte durchaus zurückgehalten werden.

Question 0672 (07.05.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **monument « Häerdcheslay » :**

Bei der Häerdcheslay zu Allënster handelt et sech ëm e gréissere Fiels mat engem Monument vun zwee Personnagen, dat noweislech viru ronn 2.000 Joer do an de Fiels geschloe gouf. Et handelt sech ëm e ganz seelent Monument aus der galloréimescher Zäit, dat eenzegaarteg zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun ass. D'Fielsmonument ass duerch d'Erosioun leider an engem ëmmer méi schlechten Zoustand. D'Häerdcheslay, genee wéi d'Fielse vun der Freylay, just niewendrun, si scho vun de Kelten als Kultplaz genotzt ginn. Bei der Populatioun ass de Site ganz beléift, dee gëtt iwwregens vun der Kulturkommissioun vun der Gemeng Jonglënster an och dem lokale Fieschter betreit.

An dësem Kontext wéilt ech gär folgend Froen un d'Madamm Kulturminister stellen:

1. Wär et net ubruecht, datt d'Häerdcheslay respektiv d'Freylay als national Monumenter deklaréiert ginn an esou fir déi zukünfteg Generatiounen erhale bleiwen?

2. Ginn et scho Pläng, fir d'Fielsmonument ze restauréieren?

[2] PPS 2011/2012: https://ecdc.europa.eu/sites/portal/files/media/en/publications/Publications/healthcare-associated-infections-antimicrobial-use-PPS.pdf

[3] PPS 2016/2017: https://www.eurosurveillance.org/content/10.2807/1560-7917.ES.2018.23.46.1800516

[4] EARS-net: https://ecdc.europa.eu/en/publications-data/surveillance-antimicrobial-resistance-europe-2017

Réponse (01.07.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture* :

De Regierungsrot huet mat sengem Arrêté vum 26. Oktober 2018 d'Fielsmonument Häerdcheslay an der Gemeng Jonglënster, Kadastersektioun JC vun Allënster, als Monument national klasséiert. Mat abegraff ass een Ëmkrees vun 20 Meter ëm de Fiels.

Wat d'Restauratiounspläng ugeet, esou ass am Kader vun engem Rechercheprojet vum Centre national de recherche archéologique an Zesummenaarbecht mat der Hochschule für angewandte Wissenschaft und Kunst Hildesheim/Holzminden/Göttingen am Joer 2016 eng Monitoringetüd lancéiert ginn, déi iwwer eng Zäit vun zéng Joer den Zoustand vum galloréimesche Fielsrelief evaluéiere soll. Éischt Resultater sinn am Joer 2018 am Bulletin vum CNRA (Archaeologia luxemburgensis N° 4 2017/2018, 162-169) ënnert dem Titel „Ein Monitoringkonzept für das gallorömische Grabdenkmal Häerdcheslay bei Altlinster" vun engem Lëtzebuerger Absolvent a Restaurateur publizéiert ginn. An den nächste Jore soll dës Etüd weidergeféiert ginn. Mat engem Ofschlossresultat gëtt am Joer 2026 gerechent.

Question 0673 (07.05.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **contrôle de personnes :**

D'Agente vun der Douane hu bei Stroossekontrollen (Taxi, Camion asw.) Zougrëff op d'Programmer eweí den RNPP, den MDDI, den DOCON, den AGES, fir am Kader vun hirer Aarbecht Informatiounen erauszekréien. Bei Persounekontrollen hu si allerdéngs keen Zougrëff op den CCSS, fir erauszefannen, ob dës Persoun gemellt ass, schwaarz schafft, eng zweet Aarbecht net uginn huet, am Chômage ass an esou weider. Dëst muss mëttels Procès-verbal un d'Geriicht goen, fir dësen Accès ze kréien, wat ëmständlech ass a vill Zäit kascht. Bei Chantierskontrollen oder Kichekontolle kënne si just Sozialnummeren notéieren a weiderginn. D'ITM huet awer am Kader vun hire Kontrollen Zougrëff op den CCSS-Programm.

Déi eenzel Agente sinn awer als OPJ (Officer de police judiciaire) vereedegt an d'Gesetz vum Secret professionnel kenne si gutt.

An dësem Kontext hätt ech folgend Fro un den Här Justizminister:

- Firwat hunn déi als OPJ vereedegt Beamte vun der Douane a vun den Akzisen, déi um Terrain dobausse Kontrolle vu Leit maachen (attributions sécuritaires), keen Accès op den CCSS, fir erauszefannen, wou wien ugemellt schafft oder och net gemellt schafft?

Réponse commune (11.06.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

D'Administratioun vun der Douane a vun den Akzisen huet am Moment keng Autorisatioun, fir op d'Donnéeë vum Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) zouzegräifen, well et keng legal Basis gëtt, fir esou Informatiounen auszetauschen.

Verschidde Beamte vun der Douane kënnen a bestëmmte Situatiounen d'Qualitéit vum „Officier de police judiciaire" (OPJ) kréien. Ursprénglech war et esou, dass sech den Artikel 48-24 vum Code de procédure pénale, deen den Accès vum informatesche System op d'Donnéeë vum CCSS regéiert, op all OPJ referéiert huet, déi am Optrag vum Procureur vum Stat gehandelt hunn (also och déi vun der Douane). Mam Akraafttriede vum Gesetz vum 5. Juni 2009, dat den Artikel 48-24 vum Code de procédure pénale geännert huet, gouf den Accès op dee System eenzeg an eleng op de Procureur général vum Stat, de Procureur vum Stat, d'Membere vun de Parqueten a verschidde Membere vum Personal vun der Justizadministratioun, déi explizitt dofir designéiert goufen an hire spezifeschen Attributiounen, limitéiert. D'Gesetz vum 5. Juni 2009 huet also eng kloer Differenzéierung tëschent de Pouvoire vun de Magistraten a vun der Police, also den OPJen, mat sech bruecht. Haut ass et also esou, dass, esouguer wann déi OPJe vun der Douane vum Parquet beoptraagt ginn, se net ënnert d'Dispositioune vum Artikel 48-24 vum Code de procédure pénale falen.

D'OPJe vun der Douane falen och net ënnert d'Dispositioune vum Artikel 43 vun der Loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale (dëst Gesetz huet dat vum 31. Mee 1999 ersat). Dësen Artikel bezitt sech nëmmen op d'Personal vun der Police, esou datt d'Agente vun der Douane, ënnert der aktueller Legislatioun, keen Accès op d'Donnéeë vum CCSS kënnen hunn, fir ze kucken, ob déi kontrolléiert Persounen un de System vun der Lëtzebuerger sozialer Sécherheet affiliéiert sinn oder net.

Déi kompetent Autoritéite sinn amgaangen, eng eventuell Upassung vun de legalen Texter ze analyséieren, déi erfuerdert ass, fir dass d'Administratioun vun der Douane a vun den Akzisen een direkten Accès op de Fichier vum CCSS iwwert d'Affiliatioune vun de Salariéë kréie kéint.

Question 0677 (08.05.2019) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **soins esthétiques et formation en matière d'injection de botox et d'acide hyaluronique :**

Le Luxembourg ne dispose d'aucun règlement spécifique qui norme l'utilisation en matière d'injection de botox et d'acide hyaluronique. Selon la réponse à une question parlementaire antérieure de la Députée Josée Lorsché du 28 février 2018, les médecins pratiquants dans ce domaine sont simplement invités à respecter leur code de déontologie.

Il me revient qu'au Luxembourg, de plus en plus souvent des esthéticiennes et esthéticiens suivent des formations pour pratiquer des injections au botox et à l'acide hyaluronique. Il va sans dire que la pratique de telles injections par des personnes sans qualification médicale entraîne un véritable danger pour les patients.

Il paraît par ailleurs que des médecins ne disposant pas d'une autorisation d'exercer leur profession au Luxembourg offrent des traitements d'injection de botox et d'acide hyaluronique au Grand-Duché.

Dès lors, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Monsieur le Ministre estime-t-il que la pratique d'injections de botox ou d'acide hyaluronique par du personnel sans formation médicale répond aux principes de sécurité et de protection de la santé ?

2) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de médecins pratiquant de tels traitements sans disposer d'une autorisation d'exercer au Luxembourg ?

3) Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une réglementation claire et précise - incluant des critères de qualification professionnelle - des traitements d'injection de botox et d'acide hyaluronique est nécessaire ?

Réponse (29.05.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) La pratique d'injections de botox ou d'acide hyaluronique relève de l'exercice médical. De telles injections comportent un risque non négligeable pour la santé (paralysie faciale ou percement de veine, par exemple) et sont à juste titre des actes qui sont réservés aux médecins. Toute personne qui réalise de tels actes sans être détenteur d'une autorisation d'exercer la médecine au Luxembourg commet un exercice illégal de la médecine, et s'expose à des sanctions pénales.

ad 2) Le Ministère de la Santé est au courant d'un cas dénoncé par la Direction de la santé aux autorités judiciaires au courant de l'année 2018.

ad 3) Il n'est pas prévu d'adapter le cadre légal actuellement en place qui restreint l'exécution de ces actes au seul corps médical et qui est tout à fait explicite.

Question 0678 (08.05.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **réduction de la production d'ArcelorMittal :**

ArcelorMittal vient d'annoncer une réduction temporaire de sa production d'acier brut en Europe, ceci en raison d'une demande en baisse allant de pair avec des importations en progression et les prix de l'énergie élevés.

Sont concernées par cette décision un certain nombre d'usines dans différents pays européens.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie si des sites luxembourgeois sont concernés par cette réduction de la production et, le cas échéant, lesquels.

- Comment se développent les investissements prévus pour les différents sites luxembourgeois ?

Réponse (01.07.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie :*

L'annonce effectuée par ArcelorMittal de réduire temporairement la production d'acier brut en Europe concerne les produits plats. Les produits longs issus des usines luxembourgeoises ne sont pas visés. En ce qui concerne les investissements prévus pour les différents sites luxembourgeois, les engagements d'ArcelorMittal dans le cadre des accords convenus au sein du Comité de suivi des effectifs de la sidérurgie ont été respectés.

Le groupe affiche des investissements de l'ordre de 200 millions d'euros à Belval et à Differdange au cours des cinq dernières années, notamment une nouvelle dresseuse au Train 2 de Belval en 2015 et une nouvelle installation de finition au Train Grey de Differdange en 2018.

Le 15 mai 2019 ArcelorMittal a annoncé un projet de transformation complet visant à renforcer la rentabilité et la compétitivité à long terme sur les sites de Belval et de Differdange.

Question 0682 (10.05.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **fraude à la TVA dite « carrousel » :**

Selon une vaste enquête baptisée « Grand Theft Europe » associant 35 médias européens, dont reporter.lu, au sujet de la fraude dite « carrousel » à la TVA, quelque 50 milliards d'euros seraient soustraits chaque année au trésor public dans les pays concernés.

La fraude « carrousel » consiste à utiliser des sociétés écrans pour effectuer des échanges réels ou fictifs de marchandises ou services.

Les fraudeurs se font rembourser de cette manière plusieurs fois dans différents pays la TVA dont ils ne se sont jamais acquittés.

En bout de chaîne les profits générés alimentent le crime organisé et pénalisent les entreprises honnêtes et saines.

Selon l'enquête, les pertes seraient aggravées par un manque de coopération entre les membres de l'UE.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances quelle est l'étendue de cette pratique frauduleuse au Luxembourg.

- Comment se sont organisées nos autorités pour faire face à ce phénomène criminel et disposent-elles de moyens suffisants pour agir efficacement dans ce contexte ?

- Y a-t-il eu des condamnations récentes dans ce dossier respectivement dans le domaine fiscal en général ?

- De quelle manière nos autorités fiscales, policières et judiciaires coopèrent-elles entre elles et avec leurs partenaires européens ?

- Y a-t-il une stratégie commune pour faire face à cette fraude organisée ?

- Peut-on estimer l'étendue des pertes causées par cette fraude au Luxembourg ?

Réponse commune (07.06.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice :*

Les fraudes à la TVA de type « carrousel » constituent des mécanismes complexes, impliquant plusieurs pays.

En ce qui concerne l'étendue d'éventuelles fraudes de ce type au Luxembourg, il y a lieu de constater que généralement, les opérateurs défaillants se situent dans un autre État membre, de manière à ce qu'aucune perte de TVA n'est causée sur le territoire luxembourgeois. Par conséquent, aucune dénonciation pour fraude de carrousel TVA n'a été transmise aux parquets luxembourgeois au cours des dernières années.

Dans ce contexte, on peut rappeler que selon les chiffres publiés par la Commission européenne en date du 21 septembre 2018, l'écart de TVA (« VAT Gap »), défini comme la différence globale entre les recettes de TVA attendues et le montant effectivement perçu, est au Luxembourg le plus bas dans l'UE, avec un taux d'écart de 0,85 % par rapport à la moyenne communautaire de 12,3 %.

Ceci étant dit, il peut arriver qu'un opérateur luxembourgeois fasse partie d'un circuit international destiné à frauder la TVA dans un autre État. L'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AEDT) est pleinement engagée dans la lutte contre de tels montages.

Ainsi, l'AEDT dispose d'un service antifraude spécifique, qui joue un rôle actif dans Eurofisc, un réseau d'experts issus des administrations fiscales européennes visant à établir un mécanisme d'alerte précoce en matière de fraude TVA transfrontalière. Le service antifraude de l'AEDT suit de près les alertes et informations issues de Eurofisc et y donne suite de manière très réactive.

Le projet de loi n° 7411, déposé le 22 février 2019 à la Chambre des Députés, et portant transposition de la directive (UE) 2017/1371 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal, prévoit dans son article 3, paragraphe 4, la condamnation au Luxembourg de personnes ayant commis des fraudes TVA à l'étranger. Cette disposition constitue une avancée majeure dans la lutte antifraude internationale.

Au niveau des juridictions, les infractions fiscales sont traitées par quatre magistrats affectés à la section économique et financière du Parquet de Luxembourg ainsi que par un magistrat du Parquet de Diekirch.

La coopération entre les autorités nationales au niveau fiscal est régie par la loi modifiée du 19 décembre 2008, ayant pour objet la coopération inter-administrative et judiciaire. Dans le cadre de cette loi, l'AEDT peut échanger avec l'Administration des contributions directes (ACD) et l'Administration des douanes et accises (ADA), des informations relatives à l'établissement correct et au recouvrement des impôts, droits, taxes et cotisations. Cette même loi prévoit en outre que les autorités judiciaires puissent solliciter des informations de la part de l'AEDT ainsi que de l'ACD. Par ailleurs, lorsque ces deux administrations, dans l'exercice de leurs attributions, acquièrent la connaissance d'un crime ou d'un délit, elles sont tenues d'en donner avis sans délai au procureur d'État, et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs. Les autorités judiciaires peuvent également transmettre aux administrations précitées les informations susceptibles d'être utiles pour l'établissement correct et le recouvrement des impôts, droits, taxes et cotisations dont la perception leur est attribuée.

En revanche, il n'existe, à l'heure actuelle, pas encore de dispositions légales, permettant une coopération entre l'AEDT et les autorités policières.

Au niveau européen, la coopération administrative en matière de fraude TVA est régie par le règlement (UE) n° 904/2010 du Conseil du 7 octobre 2010 concernant la coopération administrative et la lutte contre la fraude dans le domaine de la taxe sur la valeur ajoutée. Le règlement prévoit des éléments facilitant une coopération entre autorités fiscales européennes, dont :

- l'échange d'informations sur demande ou spontané pour l'établissement correct de la TVA ;

- la présence de fonctionnaires étrangers durant des enquêtes administratives nationales ;

- des contrôles simultanés dans deux ou plusieurs États membres en relation avec des assujettis faisant partie d'un réseau frauduleux ;

- le réseau Eurofisc.

Les autorités judiciaires peuvent également recueillir des informations par le biais de décisions d'enquête européennes ou de commissions rogatoires internationales. Le nombre de commissions rogatoires internationales dont le Luxembourg a été saisi en matière de fiscalité indirecte s'élève à 65 en tout, pour la période 2016 à 2018.

La stratégie commune au niveau européen pour lutter de manière plus efficace contre cette fraude transfrontalière passe essentiellement par une amélioration de la coopération prévue dans le règlement (UE) précité. Cet esprit de coopération est également à l'origine du lancement du système « Transaction network analysis » (TNA), destiné à lutter contre la fraude à la TVA dite « carrousel » dans l'Union européenne. Cet outil informatique vise à détecter des circuits frauduleux par l'interconnexion des bases de données nationales contenant les informations en rapport avec les livraisons et prestations de services intracommunautaires des pays participant au projet. Le Luxembourg a fait partie des pays supportant l'idée d'un tel outil dès ses débuts.

Question 0686 (13.05.2019) de **MM. Jean-Marie Halsdorf** et **Georges Mischo** *(CSV)* concernant l'**hôpital militaire :**

Am Joer 2015 hunn déi deemools zoustänneg Ministere confirméiert, datt iwwer e Militärspidol zu Lëtzebuerg géif nogeduecht ginn, an an de Joren dono ass un engem deementspriechende Projet geschafft ginn.

Eisen Informatiounen no sinn d'Preparatioune fir e Militärspidol zu Lëtzebuerg elo awer gestoppt ginn an de Projet gëtt hannerfrot.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

- Wa jo, wat sinn d'Grënn heifir?

- Stinn aner Alternativen am Raum?

- Wéi vill war schonn um Projet geschafft ginn a wéi vill Budget gouf investéiert fir Etüden?

Réponse commune (11.06.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

De Regierungsrot vum 28. September 2018 huet d'Direction de la défense gefrot, explorativ an exklusiv Gespréicher mat dem Centre hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) opzehuelen, fir d'detailléiert Modalitéite vun enger Infrastrukturpartnerschaft auszeschaffen, am Kader vun der Ëmsetzung vun engem Projet de médecine militaire et de catastrophe.

De Regierungsprogramm vun Dezember 2018 gesäit vir, dass d'Ëmsetze vum Konzept vun der Militärmedezinn mat deem am nationale Gesondheetssecteur identifizéierte Partner weidergefouert gëtt. Zu deem Zweck ginn d'Kontakter mam CHEM weidergefouert. Esou huet d'Direction de la défense d'Vertrieder vun der Direktioun vum CHEM am Mäerz 2019 getraff. Bei där Geleeënheet hu béid Säite gemeinsam beschloss, hir Zesummenaarbecht duerch eng Absichtserklärung (Mémoire d'entente) ze besigelen, där hir Redaktioun amgaangen ass, finaliséiert ze ginn.

Trotz der Komplexitéit vum Projet, verlafen d'Beméiunge fir d'Ëmsetze wéi geplangt.

Question 0687 (13.05.2019) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **transit de poids lourds :**

Le règlement grand-ducal (RGD) du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique, avec ses modifications subséquentes, dispose que les poids lourds de transit qui entrent sur le territoire du Grand-Duché par le poste-frontière de Echternach/Echternacherbrück en direction, soit de la Belgique, soit de la France, doivent rejoindre par le chemin le plus court la route N11 et emprunter l'autoroute à l'échangeur Waldhof pour gagner la Belgique ou la France.

Par conséquent bon nombre de poids lourds traversent tous les jours le centre-ville d'Echternach, entraînant bruit et pollution.

Parallèlement, d'après le RDG, les poids lourds de transit provenant, soit de la Belgique, soit de la France en direction de l'Allemagne sont obligés de gagner au plus vite l'autoroute pour gagner le territoire de l'Allemagne par l'A1 ou l'A13. Aucun poids lourd ne devrait dès lors circuler à travers Echternach dans le sens de l'Allemagne.

En pratique, cependant, bon nombre de poids lourds empruntent la N11 pour passer la frontière luxo-allemande à Echternach, contrairement aux dispositions du RDG.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette situation ?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la régularité des contrôles effectués pour veiller au respect du RDG susmentionné et sur le nombre d'infractions constatées au cours des cinq dernières années dans ce cadre ?

- Monsieur le Ministre estime-t-il judicieux d'augmenter les amendes en cas d'infraction afin de renforcer leur effet dissuasif ?

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun d'interdire le trafic de transit des poids lourds par le centre-ville d'Echternach ?

- Monsieur le Ministre peut-il se prononcer sur la future construction d'un contournement autour de la ville d'Echternach, qui pourrait, entre autres, être emprunté par les poids lourds en transit et conduire à un désencombrement du trafic au centre-ville d'Echternach ?

- En attendant, n'y a-t-il pas lieu, Monsieur le Ministre, de revoir et d'actualiser à court terme la règlementation du transit des poids lourds en vigueur avec les autorités du Land Rheinland-Pfalz et de les guider à partir de Bitbourg sur l'autoroute Trêves–Luxembourg ?

Q224

Réponse (24.06.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En effet, la Police grand-ducale est consciente du problème que constitue le non-respect des dispositions du règlement grand-ducal (RGD) du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique. Afin d'endiguer ce phénomène, des contrôles d'envergure sont effectués plusieurs fois par an par les services régionaux de police de la route en collaboration avec d'autres unités de police.

Ces contrôles doivent être organisés méticuleusement et nécessitent un apport en personnel considérable. De plus, il est nécessaire de trouver un site adapté au contrôle de véhicules encombrants afin de ne pas perturber excessivement la circulation.

Sur une période allant du 1er janvier 2014 à aujourd'hui, 537 infractions dans le contexte du non-respect des dispositions du RGD du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique ont été constatées sur la route nationale N11 lors de ces divers contrôles. Il faut cependant savoir que la majorité des poids lourds circulant sur la N11 ne se trouvent pas en infraction par rapport aux dispositions du RGD précité. En outre, de par l'expérience de la Police grand-ducale, il semble que l'effet dissuasif des amendes émises en cas de non-respect des dispositions du RGD du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique est relativement faible.

La route nationale N11 à travers la localité d'Echternach fait partie de l'itinéraire de la route européenne E29, qui comme route intermédiaire du réseau européen, fait la liaison entre Cologne et Sarreguemines, via Luxembourg et Sarrebruck (Accord européen sur les grandes routes de trafic international, accord AGR). La route européenne E29 entre alors dans le Grand-Duché de Luxembourg à Echternach par le pont frontalier construit à cet égard en 1973. Ce pont frontalier fait donc la liaison entre la « Bundesstraße » B257 du côté allemand à Echternacherbrück et la route nationale N11A à Echternach. Sachant qu'il s'agit d'une route à trafic international, il est évident que des poids lourds entrent dans notre pays à travers ce pont à Echternach.

Or, vu les investissements déjà réalisés par les autorités allemandes, dont plus récemment (il y a dix ans) la réalisation du contournement de la localité de Wolsfeld, il est illusoire de demander aux autorités allemandes de dévier le trafic à partir de Bitbourg via l'autoroute de Trêves en direction de Luxembourg. Dans la même foulée, une modification du règlement grand-ducal du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique ne s'impose pas.

Alors qu'un contournement de la ville d'Echternach au sens propre n'est pas prévu, des voies de délestage pour apaiser le centre historique et améliorer le trafic en général sont en train de prendre forme.

À noter que lors d'un recensement de trafic à Echternach il y a quelques années, il a été constaté que le trafic local se compose de 38 % de véhicules à destination voire en provenance d'Echternach et que le transit ne représente que 24 % du trafic local. Cette constatation souligne la nécessité de trouver une solution délestant le centre par des interventions dans l'organisation et la hiérarchisation du réseau routier à Echternach. Ainsi la restructuration du réseau routier prévoit les adaptations suivantes :

1) développement de la rue du Charly à 2 x 1 voies de circulation (N10) et déclassement de la rue Maximilien ;

2) construction d'un by-pass à la hauteur du centre commercial en prolongation de la rue du Charly et aboutissant dans la rue des Remparts et

3) nouvelle construction d'une liaison Morgenstern en continuation de la rue des Remparts aboutissant sur la N10 (rue du Pont) et déclassement de la route de Wasserbillig, route d'Osweiler et de la rue Tudor.

Conjointement, le concept de mobilité prévoit la délocalisation de la gare routière implantée au bord de la Sûre au nord-ouest de la ville vers un terrain à la hauteur du centre commercial en profitant du nouveau by-pass mentionné ci-avant.

Le dossier de soumission pour la réalisation de la première phase de la voie de délestage avec une route de liaison à l'extérieur des remparts médiévaux entre les routes N10 « Wasserbillig–Diekirch » et N11 « Luxembourg–Echternach » (liaison Morgenstern) est en voie d'élaboration et sera présenté vers la fin de l'année courante.

Question 0695 (14.05.2019) de **MM. Aly Kaes** et **Emile Eicher** *(CSV)* concernant le **trafic lié à la zone industrielle Eselborn/Lentzweiler :**

Zënter längerer Zäit scho fuere Camione vun der N7 kommend duerch Clierf, fir an d'Industriezon Eselborn/Lentzweiler ze kommen, obwuel d'Duerchfaart vu Clierf fir Camione verbueden ass. Doduerch kënnt et zu enger erhéichter Verkéiers- an och Ëmweltbelaaschtung an der Uertschaft. Dëst gëllt awer net nëmmen zu Clierf, och déi ëmleiend Dierfer si vun dëser Problematik vun de Camione betraff.

Laut eisen Informatiounen ass dësen Ëmstand virun allem enger ze klenger respektiv onzoutreffender Beschëlderung geschëllt. Konkret geet et ëm d'Beschëlderung zu Maarnech op der Haaptkräizung vun der N7 mat der N10, wou explizitt op den „sens recommandé" higewise gëtt, fir an d'Industriezon Eselborn/Lentzweiler ze kommen. Leider gëtt dës Recommandatioun duerch de Fait, dass d'Schëlter ze kleng sinn, vu ville Camionneure schlicht iwwersinn.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte stellen:

- Ass den Här Minister sech dëser Situatioun bewosst?

- Ass den Här Minister bereet, d'Beschëlderung ze optimiséieren, andeems zum Beispill eng méi grouss Beschëlderung op der Kräizung vun der N7 mat der N10 installéiert gëtt?

- Wëssend, dass vill auslännesch Camionneuren oft net de Schëlter, mä hirem GPS no fueren, misst een net generell am ganze Land d'Beschëlderung iwwerkucken, déi de Sens recommandé an déi verschidden Industriezone virginn, fir dass se virun allem vun den ausländnesche Camionneure besser wouergeholl ginn?

Réponse (13.06.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An hirer parlamentarescher Fro géifen déi honorabel Deputéierte gär Informatiounen zur Beschëlderung fir d'Camionneuren op der Nationalstrooss N7 (Clierf–Eselbuer/Lentzweiler) kréien. Déi ugesprache Problematik ass bekannt an obwuel et schonn zënter Abrëll 2009 duerch dat groussherzoglecht Verkéiersreglement vum 27. Mäerz 2009 fir Camione vun enger Längt iwwer 10 Meter verbueden ass, duerch d'Uertschaft vu Clierf ze fueren, kënnt et leider ëmmer erëm zu Verstéiss géint dës Virschrëft, sief et, well d'Camionschaufferen engem Navi follegen, dee fir normal Autoe geduecht ass, oder well se einfach nëmmen Zäit wëlle spueren.

De Regionalservice vu Clierf vun der Stroossebauverwaltung ass aktuell amgaangen, fir déi bestoend Beschëlderung mam richtege Wee zur Industriezon Eselbuer/Lentzweiler ze optiméieren, respektiv ze ergänzen. Nei a méi grouss Schëlter (ongeféier 2 op 1,50 Meter grouss) sinn an der Maach a ginn an noer Zukunft opgeriicht. Op deene Schëlter steet net méi „sens recommandé", mä „direction obligatoire". Et kommen ausserdeem nei Schëlter derbäi, an zwar op der N7 zu Maarnech op Héicht vun der Kräizung mat der N10 an op der N7 tëschent Hengescht a Wäiswampech. Am Abrëll vun dësem Joer goufen där Schëlter schonn op folgende Plaze gesat: Um CR335 bei der Kräizung fir op Boxer (fir dass d'Camionen net sollen duerch Boxer, mä iwwert d'N18 fueren), op der N12 um Antoniushaff an op der N18 bei der Kräizung fir op Diänjen (CR332A).

Wat déi legal Basis ugeet, esou ginn et zwou Aarte vun Aschränkungen op de Stroossen: Den Accèsverbuet fir Camionen oder déi obligatoresch Deviatioun. Déi Éischt gëtt éischter bei Uertsduerchfaarte genotzt, déi Zweet, fir d'Camione bei d'Industriezonen ze guidéieren. Den „sens recommandé" gëtt zënter e puer Joer no an no duerch d'„déviation obligatoire" ersat, wat schonn op verschiddene Plazen duerchgefouert ginn ass. Eng Iwwerpréiwung vun der Beschëlderung op d'Gréisst vun de Schëlter a virun allem awer op hir Kohärenz gëtt momentan vun der Stroossebauverwaltung duerchgefouert.

Question 0697 (14.05.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **plan de tir du gibier :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0375 huet d'Madamm Ëmweltministesch mir geäntwert, et wär net méiglech, op meng Fro „Ass et laut der Madamm Ministesch méiglech, ouni Klappjuegten déi festgeluechte minimal Unzuel u Wëllschwäin ze schéissen?" ze äntweren, well si der Diskussioun an der Chamber zu deemselwechten Thema net wéilt virgräifen. Et handelt sech bei der Diskussioun an der Chamber allerdéngs ëm ee Pro a Kontra zum Verbuet vun der Klappjuegd an net ëm de Wëllschwäibestand per se. Ech sinn deemno der Meenung, datt dës Fro nëmmen indirekt mat dësem Debat ze dinn huet an aus deem Grond erwaarden ech mir och eng Äntwert op meng Fro, virun allem och, well den Debat scho laang op sech waarde léisst. Ech géif dofir mäin Uleies hei nach eng Kéier widderhuelen.

An de leschte Méint a Woche war déi afrikanesch Schwéngspescht vill an de Medien. D'Regierung huet och eng Task Force an d'Weeër geruff. Och de Bestand vun de Wëllschwäi war an ass heivu betraff.

Laut mengen Informatiounen ass an de leschte Joren déi vum Plan de tir de certains gibiers festgeluechte minimal Unzuel un Déieren, déi misste geschoss ginn, net erreecht ginn. Esou sinn och an de leschte Joren zum Beispill ± 20 % manner Wëllschwäi geschoss ginn, wéi hätte missen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Fro un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

- Ass et laut der Madamm Ministesch méiglech, ouni Klappjuegten déi festgeluechte minimal Unzuel u Wëllschwäin ze schéissen?

Réponse (18.06.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Wëllschwäin hunn eng extrem staark schwankend Populatiounsdynamik. Jee no Wantertemperatur, Witterung, Nahrungsangebot a Bejoungsintensitéit kann den Zouwuess vu Joer zu Joer ëm bis zu 300 % variéieren.

D'Juegdpiechter musse sech dëser Dynamik upassen, andeem se méi oft, méi geziilt a méi ënnerteneen organiséiert joe ginn. Fir besonnesch effektiv ze sinn, missten d'Jeeër hir Juegten zäitlech a raimlech matenee koordinéieren. Wëllschwäin notzen e grousst Gebitt, an deem si hin- an hierwanderen. Wann den eenzele Jeeër sech nëmmen op säin eegent Juegdlous konzentréiert, sinn d'Ofschosszuele mat grousser Wahrscheinlechkeet vill méi déif, wéi wann d'Juegd gläichzäiteg iwwer méi Nopeschlouse geet.

Wann d'Wëllschwäin dann och nach gefiddert ginn, sief et duerch de Jeeër, dee sécher wëllt sinn, datt se méi laang op sengem Lous bleiwen (och wann dës Fidderung laut Gesetz verbueden ass), sief et duerch Wanterraps- oder Maisaker, déi dëser Aart vill Fudder bidden, dann dréit de Mënsch dozou bäi, datt d'Wëllschwäipopulatioun wiisst.

Laut den Zuelen, déi d'Natur- a Bëschverwaltung vun de Jeeër geliwwert kritt, gi pro Joer ronn 5.000 bis 6.500 Wëllschwäi geschoss, dovunner schätzungsweis 80 % op de ronn 800 bis 900 Klappjuegten, déi pro Joer stattfannen. Den „plans de tir" no missten d'Jeeër eng 10 % méi Wëllschwäi schéissen.

D'Klappjuegd ass eng vu méi Methoden, fir Wëllschwäin ze joen. A ganz Europa kritt kee Land d'Wëllschwäi wierklech an de Gréff, onofhängeg vun der Haaptjuegdmethod an deem jeeweilege Land. Ob d'Klappjuegd also eng Plus-value zu anere Methoden duerstellt, misst an enger europawäiter Analys ënnersicht ginn.

Question 0698 (14.05.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**extension du bénéfice du congé de paternité aux indépendants prévue dans le cadre de l'accord gouvernemental :**

Les indépendants n'ont jamais bénéficié du congé de paternité. Or, si cette situation était discutable, elle est carrément devenue discriminatoire à partir du moment où la durée du congé de paternité est passée de deux à dix jours. Nombreux de jeunes pères indépendants souhaiteraient être plus présents lors de la naissance de leurs enfants. Or, ils se voient refuser le bénéfice d'un tel congé au motif qu'ils ne seraient pas salariés. Une telle situation est perçue comme fondamentalement injuste et ne s'inscrit guère dans le cadre d'une politique familiale moderne.

Il est rappelé que l'accord de coalition prévoit que le congé de paternité de dix jours sera étendu aux indépendants. Or jusqu'à présent, aucun projet de loi n'a été déposé voire aucun avant-projet de loi n'a été présenté en commission.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

- Le Gouvernement entend-il étendre dans un bref délai le congé de paternité de dix jours aux indépendants conformément à ce qui a été fait pour les salariés du secteur privé et les fonctionnaires et employés publics ? Dans l'affirmative, quel est l'agenda prévu approximativement ?

- Le Gouvernement s'inspirera-t-il pour les indépendants du modèle de remboursement tel qu'il existe au niveau du congé parental ou vise-t-il un autre système ?

Réponse (07.06.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, le Gouvernement entend donner à considérer que l'introduction du congé de paternité au profit des indépendants constitue un élément d'un ensemble plus large de mesures de réformes du statut des indépendants.

Ainsi, l'extrait du programme gouvernemental cité par Monsieur le Député est à replacer dans ce contexte plus large, que voici :

« En ce qui concerne le statut de l'indépendant, l'application de certaines législations, qui diffèrent selon que la personne travaille dans le cadre d'un contrat de travail ou de façon indépendante, sera revue. Le congé de paternité de dix jours dont peuvent bénéficier des salariés sera ainsi rendu applicable aussi aux indépendants. Le régime de chômage sera revu en ce qui concerne son application à une personne qui travaille sous le statut de l'indépendant. »

Le Gouvernement consacrera le temps nécessaire à l'élaboration de ces réformes importantes et ne saurait indiquer un timing précis à ce stade.

Question 0699 (14.05.2019) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **activités de candidats aux élections européennes au sein de plusieurs établissements scolaires :**

Selon des témoignages reçus ainsi que des publications en ligne par l'intéressé lui-même, un candidat aux élections européennes, excandidat tête de liste aux élections législatives, mandataire communal et en même temps président d'une association de protection des animaux, a récemment effectué des visites dans au moins une école fondamentale et un lycée afin de promouvoir son association et ses activités. Selon nos informations, il aurait également distribué des dépliants invitant les élèves à devenir membre de son association tout en les incitant à récolter des fonds pour cette dernière.

Cette activité d'un homme politique et candidat aux élections européennes au sein de plusieurs établissements scolaires est une source potentielle de conflit d'intérêts et cela d'autant plus si elle a lieu pendant la campagne électorale.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant des faits mentionnés ?

2) Une personne externe ne figurant pas parmi les partenaires officiels des écoles et lycées et désirant organiser une activité dans une enceinte scolaire, n'est-elle pas obligée de demander une autorisation préalable auprès des directions de région de l'enseignement fondamental et des communes concernées, respectivement des directions des établissements postsecondaires, voire du ministre ?

3) Une telle demande a-t-elle, le cas échéant, été introduite auprès des autorités compétentes et a-t-elle abouti à l'autorisation d'accéder aux bâtiments en question afin d'y distribuer des dépliants et de récolter des fonds ?

4) Quelles sont précisément les lignes directrices réglementant l'accès de personnalités politiques impliquées dans une campagne électorale aux établissements scolaires ?

Réponse (18.06.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Dans le but de sensibiliser leurs élèves au respect envers les animaux, l'équipe pédagogique du cycle 3 d'une école fondamentale luxembourgeoise a invité une association se dévouant à la protection bénévole des animaux à organiser une intervention à l'attention des élèves de leurs classes. L'association en question a alors décidé de mandater son président à se rendre dans cette école fondamentale afin d'y assurer l'activité visant à promouvoir le bien-être des animaux en détresse et de défendre les droits des animaux et en illustrant les activités de l'association en question, notamment par l'intermédiaire d'un dépliant.

Il s'avère que l'école en question organise chaque année une récolte de fonds au profit d'une association différente et que cette année-ci le choix est tombé sur cette association œuvrant pour la protection des animaux. La collecte de fonds s'est faite grâce à la vente de gâteaux. Il va de soi que la participation des élèves à la collecte de fonds est purement facultative.

ad 2) L'article 8 du règlement grand-ducal du 7 mai 2009 concernant les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles fondamentales prévoit que « l'accès à l'enceinte de l'école pour toute personne ne faisant pas partie de la communauté scolaire ou n'exerçant pas, au sein de l'école, une mission prévue par la loi, est soumis à l'autorisation préalable du bourgmestre ». Vu la présence du titulaire de classe pendant toute l'activité et le rapport entre le sujet et le plan d'études, l'information préalable du directeur de région se révélait suffisante. Je tiens à souligner que le plan d'études de l'enseignement fondamental prévoit dans le cadre du cours « Vie et société » que les élèves soient sensibilisés tout au long des quatre cycles de l'enseignement fondamental à la protection des animaux en réfléchissant à leur propre rapport avec les animaux, en s'interrogeant sur les droits des animaux et en analysant l'influence des actions de l'homme sur les animaux. L'interrogation d'un spécialiste, préparée au préalable et approfondie ultérieurement par le titulaire de classe, favorise en outre le développement des compétences transversales des élèves.

ad 3) Au niveau de l'enseignement fondamental, le traitement d'une telle demande fait partie des attributions du bourgmestre. Conformément à la démarche fixée par les autorités communales concernées, la présidente du comité d'école en question a informé ces dernières moyennant le formulaire « S-no 41 - Déclaration des activités scolaires et périscolaires nécessitant le concours de tierces personnes » de l'intervention du représentant de l'association de protection des animaux tout en précisant la nature de l'activité prévue, à savoir une conférence au sujet de la protection des animaux. Une copie du formulaire dûment complété et signé par la présidente du comité d'école et une responsable du Service de l'enseignement communal a été soumise sur demande à mes services.

ad 4) Dans le respect de l'article 4 de la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire, la formation scolaire ne privilégie aucune doctrine politique. Les écoles s'assurent ainsi de proposer des plateformes équilibrées et encadrées par un accompagnement pédagogique. L'intervention d'un politicien visant à imposer aux élèves ses visions politiques est, par conséquent, prohibée.

Concernant le cas relaté par l'honorable Députée, l'association de protection des animaux a opté d'envoyer comme représentant son président, qui au moment des faits était en effet également candidat d'un parti politique aux élections européennes. Je tiens à souligner que d'après le comité d'école, celui-ci n'avait à aucun moment été averti de ce choix contestable et ignorait de ce fait la venue d'un candidat d'un parti politique aux élections européennes pour la participation à cet événement se déroulant au sein de leur établissement scolaire.

Nonobstant, le représentant de l'association de protection des animaux a poursuivi, selon le témoignage recueilli auprès du comité d'école, le seul but de sensibiliser les élèves à la protection des animaux et de développer auprès d'eux le respect envers les animaux. La présidente du comité d'école a confirmé que l'enjeu de l'intervention en question n'était nullement politique et que les élections européennes n'ont été thématisées à aucun moment.

Question 0701 (15.05.2019) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **cérémonies civiles :**

Après une entrevue avec l'association AHA, Madame le Ministre de l'Intérieur a indiqué vouloir soutenir les communes dans l'organisation de cérémonies civiles à l'occasion des évènements importants de la vie de nos concitoyens (naissance, mariage, etc.) et remettre sur le métier la législation afférente.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre des Cultes :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous informer de la forme que prendra ce soutien ?

- Si soutien financier il y aura, Madame et Monsieur les Ministres entendent-ils également accorder le même soutien aux cultes ?

- Dans la négative, Madame et Monsieur les Ministres ne considèrent-ils pas que cette façon de procéder discriminerait les cultes ?

Réponse commune (14.06.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes :*

Lors de l'assemblée générale ordinaire de l'association « Allianz vun Humanisten, Atheisten an Agnostiker zu Lëtzebuerg » (ci-après « AHA »), la Ministre de l'Intérieur a souligné un point de l'accord de coalition, qui prévoit que :

« Les communes seront soutenues dans l'organisation de cérémonies civiles (entre autres mariages, funérailles). Les législations afférentes seront modernisées. L'ensemble des textes concernant l'inhumation, les sépultures, les cimetières et les funérailles seront revus. Des solutions régionales seront recherchées pour répondre aux différents rites funéraires. »

Comme la ministre l'a également exposé à la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes, le Gouvernement prévoit de donner plus de flexibilité aux communes dans l'organisation des cérémonies civiles afin de mieux répondre aux besoins et aux souhaits des citoyens.

De même, comme les cérémonies civiles précitées ont une autre finalité que celles organisées par les cultes, et que les cérémonies civiles précèdent toujours les cérémonies religieuses (voir en ce sens, par exemple, l'article 21 de la Constitution « Le mariage civil devra toujours précéder la bénédiction nuptiale »), il ne saurait dès lors exister une quelconque discrimination dans ce contexte.

Il est également mentionné que l'État apporte déjà son soutien financier, par une contribution à charge du budget de l'État, aux cultes conventionnés, qui prêtent une assistance spirituelle à toute personne qui en formule la demande, ce qui englobe également l'organisation de cérémonies religieuses.

Question 0702 (15.05.2019) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **lutte contre les agressions LGBTphobes :**

Dans son dernier rapport sur le Luxembourg publié le 28 février 2017, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) rappelle que le Code pénal luxembourgeois ne prévoit toujours pas de disposition sur l'aggravation de la peine en cas de motivation homo/transphobe. Or, l'ECRI estime qu'une telle disposition représenterait « un signal préventif important à l'égard de toute la société ».

Mardi dernier, dans le cadre de la présentation de son dernier rapport annuel, l'association française SOS homophobie dresse un tableau affligeant de la situation dans notre pays voisin. À titre d'exemple, le nombre d'agressions physiques déclarées a littéralement explosé en 2018, affichant une hausse de 66 % par rapport à l'année précédente. À l'approche de la journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie, la haine dont souffrent les victimes lesbiennes, gays et trans ne devrait pas nous laisser indifférents. Néanmoins, les associations luxembourgeoises engagées dans la lutte contre les agressions LGBTphobes revendiquent depuis longtemps que les autorités au Luxembourg établissent une statistique sérieuse desdites agressions, comme c'est le cas dans de nombreux pays.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Justice s'il envisage mettre en œuvre la recommandation de l'ECRI.

2) Est-ce que Monsieur le Ministre entend faire établir une statistique sur les agressions commises à l'encontre des victimes de la communauté LGBTQI ?

Réponse (17.06.2019) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) Quant à la recommandation de l'ECRI d'ériger la motivation homo/transphobe en circonstance aggravante dans la législation nationale.

a) L'état actuel du droit pénal luxembourgeois

Le rapport ECRI, établi en 2016, préconise, comme le souligne l'honorable Député, d'ériger en circonstance aggravante la motivation discriminatoire (homo/transphobe) et raciste pour toutes les infractions du droit pénal commun.

Actuellement, le droit luxembourgeois ne connaît pas de circonstance aggravante d'un crime ou d'un délit en cas de motivation discriminatoire à l'encontre de la victime à raison de son appartenance ou de sa non-appartenance, vraie ou supposée, à la communauté LGBTI (ni d'ailleurs à une prétendue race, une ethnie, une nation ou une religion déterminée).

b) L'opportunité des poursuites d'une telle circonstance

Sans viser uniquement la motivation homo/transphobe, plusieurs réflexions sont en cours.

Ainsi, le Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTI de juillet 2018 prévoit d'analyser la création d'une circonstance aggravante pour les crimes de haine.

L'accord de coalition 2018-2023 prévoit que la lutte contre les violences sexuelles et sexistes sera renforcée. Dans ce cadre, le Gouvernement peut s'intéresser notamment à la législation française. Cette dernière prévoit à l'article 132-77 du Code pénal que les peines encourues pour un crime ou un délit sont aggravées lorsque l'infraction est commise à raison de l'orientation sexuelle vraie ou supposée de la victime. La législation française datant de janvier 2017, il sera utile d'analyser les expériences faites en France et dans les autres États membres qui disposent d'une législation similaire.

ad 2) Quant aux statistiques sur les agressions commises à l'encontre des victimes de la communauté LGBTQI.

Le cinquième rapport de l'ECRI sur le Luxembourg, en faisant référence à une étude de l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA), indique qu'en 2012, 55 % des répondants LGBT du Luxembourg estiment avoir été victime d'agressions ou de menaces de violence au cours de l'année écoulée par rapport à l'enquête menée. Ces personnes estiment que le dernier incident est entièrement ou partiellement dû au fait d'avoir été perçus comme étant LGBT (la moyenne UE étant de 59 %). Pourtant, aucun acte de discrimination en raison de l'orientation sexuelle, du changement de sexe ou de l'identité de genre de la victime n'a été porté à la connaissance du Parquet ni de Diekirch, ni de Luxembourg ces dernières années. En effet, d'après les résultats de l'enquête, les taux de non-signalement sont très élevés parmi les personnes LGBT qui se sont senties personnellement victimes de discrimination ou qui ont déclaré avoir été victimes de violence ou de harcèlement. Pour sensibiliser à cette problématique, le Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTI de juillet 2018 prévoit d'informer les personnes LGBTI davantage sur leurs droits et de sensibiliser, voire de former les forces de l'ordre sur les crimes de haine.

Question 0703 (16.05.2019) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **changement de carrière au sein de la Police grand-ducale :**

L'article 94 de la loi du 18 juillet 2019 sur la Police grand-ducale a introduit un mécanisme temporaire de changement de groupe permettant aux fonctionnaires d'accéder à un groupe de traitement immédiatement supérieur au leur dans les conditions et suivant les modalités déterminées par l'article en question (voie expresse).

Selon mes informations, de nombreux policiers du groupe de traitement C1 remplissant les conditions requises et détenant un diplôme de fin d'études secondaires classiques ou générales ou équivalent qui ont fait la procédure ont vu leur demande rejetée en raison du dépassement du contingent légal fixé à 20 % de l'effectif total de la catégorie de traitement C1 du cadre policier.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre peut-il me préciser le nombre de policiers actuel reclassés dans le groupe de traitement C1 ayant un diplôme de fin d'études secondaires classiques ou générales ou équivalent ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me préciser le nombre de policiers en question ayant fait une demande de changement de groupe suivant l'article 94 de la loi du 18 juillet 2019 (voie expresse) ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de policiers concernés ont été retenus respectivement refusés pour pouvoir changer de groupe de traitement ?

4) Parmi les policiers retenus, combien sont en détention d'un diplôme de fin d'études secondaires classiques ou générales ou équivalent ?

5) Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les critères explicites qui sont appliqués pour décider d'un changement de groupe ou non ? Le niveau de l'enseignement scolaire est-il pris en compte dans ces critères ?

6) Monsieur le Ministre est-il d'avis que les policiers qui détiennent un diplôme de fin d'études secondaires classiques ou générales ou équivalent et qui ont été reclassés au groupe de traitement C1 devraient pouvoir être intégrés automatiquement dans le groupe de traitement B1 du cadre policier ?

7) Dans l'affirmative, quelle solution Monsieur le Ministre est-il disposé à proposer et dans quel laps de temps ?

8) Dans la négative, quelles autres solutions Monsieur le Ministre voit-il pour que les policiers en détention d'un diplôme de fin d'études secondaires classiques ou générales ou équivalent puissent changer du groupe de traitement C1 dans le groupe de traitement B1, exceptée celle du principe de carrière ouverte ?

9) Monsieur le Ministre peut-il me dire si ses solutions proposées le cas échéant suffiront pour permettre à tous les policiers reclassés au groupe de traitement C1 et détenant un diplôme de fin d'études secondaires classiques ou générales ou équivalent un changement direct au groupe de traitement B1 ?

10) Dans la négative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette situation constitue une violation du principe d'égalité des citoyens devant la loi ?

Réponse (17.06.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Étant donné qu'un diplôme de fin d'études secondaires classiques, générales ou équivalent n'est pas requis pour accéder au groupe de traitement C1 du cadre policier et qu'un certain nombre de policiers suivent des études équivalentes après leur engagement, la Police grand-ducale ne dispose pas de chiffres exacts à ce sujet.

Le nombre de policiers du groupe de traitement C1, détenteurs d'un tel diplôme, est estimé à 300-400.

ad 2), 3) + 4) Au total, 628 policiers du groupe de traitement C1 ont introduit une demande de changement de groupe de traitement en vertu de l'article 94 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale.

355 demandes ont été acceptées et 273 demandes ont été refusées, soit parce que les candidats ne remplissaient pas la condition des 15 années de service, soit parce qu'ils ne rentraient pas dans le quota prévu par l'article 94.

Étant donné que la détention d'un diplôme de fin d'études secondaires classiques, générales ou équivalent ne figure pas parmi les conditions d'accès à la voie expresse, le nombre de personnes détentrices d'un tel diplôme n'a pas été recensé.

ad 5) Pour pouvoir bénéficier du mécanisme temporaire de changement de groupe prévu à l'article 94 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, le membre du cadre policier doit remplir les conditions suivantes :

1° avoir accompli 15 années de service depuis sa nomination ;

2° être classé à une fonction relevant du niveau supérieur.

Vu que le nombre de candidatures admissibles parmi les membres du groupe de traitement C1 dépassait les 20 % de la catégorie de traitement C, la sélection des candidats parmi ceux remplissant les conditions visées ci-dessus a été faite, conformément à ce qui est prévu par la loi, sur base du critère de l'ancienneté.

La carrière ouverte est un mécanisme qui est précisément destiné à permettre à des personnes ne remplissant pas les conditions d'études requises d'accéder au groupe de traitement supérieur au groupe de traitement dont ils font partie et pour l'accès auquel ils remplissent les conditions d'études.

ad 6) - 10) La loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ne prévoit pas un reclassement automatique des fonctionnaires du groupe de traitement C1 du cadre policier de la police, détenteurs d'un diplôme de fin d'études ou de fins d'études générales ou d'un diplôme équivalent dans le groupe de traitement B1.

Toutefois, à côté du mécanisme de la carrière ouverte, le législateur a prévu la possibilité pour les fonctionnaires du groupe de traitement C1 du cadre policier de la police qui sont détenteurs d'un tel diplôme et qui ont auparavant suivi avec succès la formation professionnelle de base du groupe de traitement C1 d'accéder au groupe de traitement B1 en se soumettant à l'examen-concours de ce groupe de traitement B1.

Question 0704 (16.05.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **réaménagement de la N7 entre Ettelbruck et Wemperhardt :**

Selon les dires de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics le réaménagement de la N7 entre Ettelbruck et Wemperhardt prendra encore quelques années. Il s'agit notamment de sécuriser cette voie routière qui se distingue par une augmentation continue de véhicules dans les deux directions.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur le nombre de passages souterrains qui sont prévus le long de la N7 entre Ettelbruck et Weiswampach ? Est-il techniquement possible d'en aménager à Diekirch (aux environs de Servior), à Lipperscheid-Dellt ou encore à Hoscheid-Dickt afin de rendre le trafic plus fluide et/ou plus sûr en ces endroits ?

- Comme le nombre de poids lourds va croissant sur la N7, Monsieur le Ministre dispose-t-il, le cas échéant, d'informations sur l'avancement du projet concernant la construction, sur le territoire belge, d'une nouvelle voie routière (N62b) entre Wemperhardt et Saint-Vith qui pourrait avoir des répercussions tangibles sur les mouvements pendulaires sur la N7, puisqu'elle risquerait d'y attirer une partie non négligeable du trafic de transit ?

Réponse (19.06.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le nombre des passages souterrains actuellement prévus directement le long de la route N7 entre Ettelbruck et Weiswampach s'élève à quatre. Deux passages inférieurs se situeront aux endroits des échangeurs projetés au Koepenhaff et à Lëpschter-Dellt et seront aménagés pour piétons et cyclistes.

D'après une étude de faisabilité qui date de l'année 2017, deux autres passages souterrains sont prévus à la hauteur du futur échangeur de Closdelt et près de la bretelle de sortie Flebour pour le trafic agricole utilisant la voirie secondaire, qui sera réaménagée à ces endroits. Ces travaux seront réalisés dans le cadre du projet de l'insertion d'un terre-plein sur les sections à 2 + 1 voies sur la N7 entre Fridhaff et la frontière belge.

À cela s'ajoutent encore trois passages inférieurs supplémentaires prévus dans le cadre du contournement de Hosingen, dont un est spécialement destiné aux cyclistes et un autre au gibier.

L'aménagement d'un passage souterrain à Hoscheid-Dickt n'est actuellement pas prévu.

En ce qui concerne l'éventuel aménagement d'un tunnel pour piétons près de la nouvelle maison de retraite à l'intérieur de la ville de Diekirch, il y a lieu de renvoyer à la réponse fournie par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures à la question parlementaire n° 2670 du 2 mai 2013 de la part de Monsieur le Député Fernand Kartheiser. En effet, l'aménagement d'un tel tunnel à l'intérieur de Diekirch est de la compétence de la commune. À l'endroit en question, la présence de nombreuses infrastructures (y compris le chauffage urbain) en dessous de la chaussée nécessiterait un passage souterrain très profond avec de nombreux escaliers de part et d'autre, ce qui ne serait pas adapté aux personnes à mobilité réduite.

Quant à la construction de la route N62b (contournement d'Oudler et de Grüffingen), projetée par le Département des infrastructures de la Wallonie, il a été porté à mon attention que la route en question ne fait pas partie des projets retenus dans le plan d'infrastructures des années 2019-2024 des autorités belges compétentes.

Le saviez-vous ?

LÉGISLATURE

La législature est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.

Question 0705 (16.05.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **dossier de soins partagé :**

Am Regierungsprogramm vun Dezember 2018 gouf ugekënnegt, datt am Beräich vun der Gesondheetspolitik d'Plattform eSanté an och den digitalen Dossier de soins partagé (DSP), dee säit 2015 an enger Testphas ass, géife virugedriwwe ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wou sinn d'Aarbechten am Beräich vun der Digitaliséierung am Sënn vun de Patienten drun?

2. Gëtt et no bal véier Joer en éischte Bilan vum DSP?

3. Wéini ass mat enger flächendeckender Aféierung vum DSP ze rechnen?

Réponse commune (13.06.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. + 3. Den DSP ass nach an der Testphas, bis de gesetzleche Kader fir dëse finaliséiert ass. D'grousherzoglecht Reglement, dat d'Modalitéiten an d'Bedéngunge fir d'Aféierung vum DSP bestëmmt, ass zurzäit nach an der reglementarescher Prozedur. Opgrond vun den Avisen, déi zum Projet geschriwwe goufen, virun allem déi vun der Dateschutzkommissioun a vum Statsrot, ass de Projet vum Reglement amendéiert ginn an dës Amendementer wäerten nach eng Kéier un déi zoustänneg Instanze geschéckt gi fir en zousätzlechen Avis.

Esoubal d'Prozedur ofgeschloss an d'Reglement publizéiert ass, fänkt d'Agence eSanté mat der progressiver Generalisatioun vum DSP un. Et ass virgesinn, dass d'Agence eSanté nach dëst Joer mam generellen Deploiement vum DSP fir all Persoun, déi bei der Gesondheetskeess verséchert ass (ongeféier 850.000 Leit), ufänke kann.

ad 2. Generell kann ee soen, dass wärend der Testphas quasi all d'Haaptakteuren, wéi déi véier akut Spideeler (CHL, HRS, CHEM, CHdN), zwee spezialiséiert Etablissementer (Centre Baclesse an INCCI), déi véier Haaptlaboratoiren, zwee Etablissementer aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur (Stëftung Hëllef Doheem an Help) souwéi och aner spezialiséiert Etablissementer (Fondation Tricentenaire, de Rehabilitatiounszenter zu Colpach, d'Klinik zu Stengefort, d'Haus Omega, CIPA Maredoc) engagéiert sinn, sech un déi national elektronesch Plattform technesch unzeschléissen, fir kënnen e gesécherten Austausch vu medezinneschen Dokumenter iwwert den DSP ze maachen. Vill vun hinnen, wéi och sechs Informatiounssystemer, déi vun den Dokteren a Privatpraxissen zu Lëtzebuerg benotzt ginn, hu mëttlerweil d'Konformitéit zu alle Sécherheetskritären erhalen.

An de 57.000 DSPen, déi bis elo opgemaach goufen, konnten dann och ongeféier 240.000 Dokumenter an DSPen iwwerdroe ginn, wat gewisen huet, dass d'technesch Interoperabilitéit also ginn ass an dass d'Generalisatioun vum DSP ufänke kann, esoubal de gesetzleche Kader finaliséiert ass.

Question 0706 (16.05.2019) de **MM. Léon Gloden** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **jugement de la Cour administrative concernant la promotion d'un policier hors cadre :**

Dans son jugement du 29 janvier 2019, la Cour administrative a annulé une décision de l'ancien Ministre de la Sécurité intérieure rejetant une demande d'avancement au grade de commissaire en chef par application combinée des articles 41 et 42 de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État. Cette décision a été prise alors que l'ancien Ministre de la Sécurité intérieure considérait notamment que le policier en question ne se trouvait pas en rang utile.

Or, selon nos informations, le jugement en question n'aurait pas été mis en pratique par la suite.

C'est à ce sujet que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que le jugement en question n'a pas été mis en pratique et nous en expliquer les raisons ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer combien de personnes sont concernées par une décision de refus en matière de promotion aux mêmes motifs ?

3) Monsieur le Ministre peut-il nous informer comment il songe remédier à la situation des personnes concernées ?

4) Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer d'ordre plus général quelles conclusions il tire de ce jugement ?

Réponse (17.06.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Le litige auquel font référence les honorables Députés avait trait à une demande de promotion d'un policier au grade de traitement F7 du groupe de traitement C1. La demande de promotion avait été refusée alors que le requérant ne remplissait pas encore la condition d'ancienneté pour pouvoir avancer selon les nouvelles règles établies par la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et qu'il ne se trouvait pas en rang utile pour avancer selon les anciennes dispositions restées applicables à titre transitoire pendant cinq ans pour le cas où elles offrent une perspective de carrière plus favorable.

La Cour administrative a annulé la décision ministérielle et renvoyé le dossier en prosécution de cause devant le Ministre de la Sécurité intérieure, qui entend évidemment respecter l'arrêt de la Cour et cherche actuellement la solution la plus favorable pour les agents concernés.

Il subsiste quelques divergences de vue entre mes départements et le mandataire du requérant qui sont en cours de pourparlers.

Six policiers sont concernés par une telle décision de refus. Deux parmi ces six policiers avaient interjeté appel du jugement qui les avait déboutés de leurs recours.

Question 0707 (16.05.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **Centre sociothérapeutique dans les anciens locaux de l'auberge de jeunesse à Bourglinster :**

En novembre 2018, les ministres concernés avaient annoncé la mise en place d'un centre sociothérapeutique dans les anciens locaux de l'auberge de jeunesse à Bourglinster. Une durée des travaux de huit mois était envisagée et le coût estimé du projet s'élevait à 780.000 euros.

Or, selon mes informations les plus récentes, le Gouvernement n'entend plus réaliser le projet du Centre sociothérapeutique en question.

Au vu de ce qui précède j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Le Gouvernement peut-il confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui ont mené à cette décision ?

- Quelle affectation le Gouvernement entend-il donner aux anciens locaux de l'auberge de jeunesse ?

Réponse commune (18.06.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Comme explicité dans la réponse à la question parlementaire n° 0036 datant de novembre 2018, le Gouvernement prévoit d'y installer un groupe de vie destiné à accueillir des mineurs et géré par des gestionnaires publics de l'aide à l'enfance.

L'installation d'une telle structure pour jeunes dans les locaux de l'ancienne auberge de jeunesse à Bourglinster sera bel et bien prise en charge par l'Administration des bâtiments publics et, partant, nous ne pouvons pas confirmer les informations dont se fait l'écho l'honorable Députée.

Afin de garantir la conformité du centre aux réglementations du Service national de la sécurité dans la fonction publique, certains travaux se sont avérés nécessaires tels que l'installation de portes de compartimentage, la création de

portes de secours et d'un couloir afin d'accéder à la cage d'escalier de secours, le remplacement de la centrale d'incendie, du tableau électrique ainsi que de l'éclairage de secours.

Par ailleurs, il est prévu de rénover certaines salles de bains, de remplacer les revêtements de sols et de remettre en état le terrain multisports ainsi que les alentours. Les éléments historiques qui subsistent dans la maison « Petzenhaus » seront restaurés selon les règles de l'art afin de revaloriser ce patrimoine architectural. Le coût estimé des travaux s'élève à quelque 860.000 euros TTC.

Le début des travaux, d'une durée totale de huit mois, est fixé au mois de juin 2019.

Question 0708 (16.05.2019) de **MM. Gilles Roth, Léon Gloden** et **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **pistolets à impulsion électrique pour les agents pénitentiaires :**

Un prisonnier extrêmement agressif en détention provisoire au Centre pénitentiaire de Schrassig a blessé mardi matin quatre agents du Groupe d'intervention pénitentiaire (GRIP) au cours d'un transfert interne et ce malgré le dispositif habituel de protection qui a été utilisé par les agents spécialement formés pour intervenir dans des situations dangereuses ou difficiles. Le pistolet à impulsion électrique (Taser) aurait peut-être désamorcé la situation. Les soussignés ont à plusieurs reprises interpellé l'ancien Ministre de la Sécurité intérieure sur le sujet qui s'est montré réticent sur la possibilité d'utiliser un pistolet à impulsion électrique au sein des forces de l'ordre luxembourgeoises.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice.

1) Au vu de l'incident précité, Monsieur le Ministre de la Justice ne considère-t-il pas que dans un souci d'amélioration de la sécurité des agents pénitentiaires que ceux-ci devraient être équipés d'un pistolet à impulsion électrique ?

2) De façon générale, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure est-il aussi réticent que son prédécesseur à équiper les forces de l'ordre d'un pistolet à impulsion électrique alors que les tests effectués par la Police allemande à Trèves ont conduit à un avis favorable quant à l'utilité du pistolet à impulsion électrique ?

Réponse commune (17.06.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) L'article 43(3) de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'Administration pénitentiaire, énumère les moyens de contrainte matériels à disposition des agents pénitentiaires. Les armes à impulsion électrique ne figurent pas sur cette liste.

L'usage d'armes à impulsion électrique dans les pays limitrophes provoque régulièrement des incidents graves, voire des décès. Il y a lieu de noter que les agents pénitentiaires disposent d'autres dispositifs qui sont de nature à pouvoir neutraliser un auteur de violences tout en présentant des garanties nettement plus importantes pour les personnes ciblées et évitant de les exposer à un danger de mort potentiel.

Des moyens de contrainte matériels actifs et passifs supplémentaires pour un montant avoisinant les 100.000 € ont été achetés et se trouveront à la disposition des agents pénitentiaires dès septembre 2019. Il est important de noter qu'il s'agit de matériel qui vient s'ajouter à l'équipement déjà existant. Des nouvelles acquisitions permettront à chaque agent du groupe d'intervention de disposer de son propre matériel et de ne plus devoir le partager comme c'est encore le cas à l'heure actuelle.

L'équipement acheté est spécialement conçu pour un usage en milieu pénitentiaire et offre toutes les garanties requises.

ad 2) Je renvoie les honorables Députés à la réponse à la question parlementaire n° 3679 du 8 mars 2018. Les éléments y explicités gardent toujours leur pertinence.

Question 0709 (16.05.2019) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant le **projet HuMiX du Luxembourg Centre for Systems Biomedicine :**

Lors de la visite d'une délégation de la Chambre des Députés dans le cadre du programme d'échange et de parrainage avec le Fonds national de recherche (« Pairing scheme »), les chercheurs du Luxembourg Centre for Systems Biomedicine (LCSB) de l'Université du Luxembourg ont présenté le projet HuMiX, un modèle de l'intestin humain, qui permet d'observer de façon ciblée l'interaction entre les cellules humaines et les bactéries intestinales. Grâce à HuMiX, il est possible notamment d'étudier l'impact de certains types de bactéries ou communautés microbiennes sur la santé ou les répercussions de l'alimentation sur les fonctions intestinales et immunitaires. Les répercussions, tant pour la recherche que pour la prise en charge ciblée des patients dans le cadre d'une médecine personnalisée, sont très prometteurs.

Ainsi, ce modèle gastro-intestinal a permis à une équipe de scientifiques du Luxembourg Centre for Systems Biomedicine (LCSB) et de la Life Sciences Research Unit (LSRU) de l'Université du Luxembourg de démontrer qu'il existe un lien entre régime alimentaire, bactéries et progression du cancer. Selon les résultats de leur étude - publiés récemment dans la revue « Cell Reports » -, la consommation d'une combination d'aliments riches en fibres et en probiotiques peut réduire le développement des cellules cancéreuses et leur résistance aux médicaments.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de l'étude en question ?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que les résultats de l'étude précitée sont innovateurs en ce qu'ils permettent de développer une approche thérapeutique complémentaire à la thérapie anticancéreuse, permettant de soutenir les patients dans leur combat contre le cancer ?

- Comment Messieurs les Ministres ont-ils l'intention de soutenir activement la communication et la propagation des résultats de l'étude en question ?

- Monsieur le Ministre de la Santé estime-t-il que, suite aux conclusions de l'étude précitée, les patients devraient bénéficier de recommandations alimentaires spécifiques lors de traitements anticancéreux ? Monsieur le Ministre est-il d'avis que les conclusions de ladite étude devraient être prises en considération lors de la prise en charge thérapeutique des patients dans les hôpitaux ?

Réponse commune (11.06.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

À la demande du Ministre de la Santé, la Direction de la santé procède à une veille scientifique systématique et suit régulièrement les progrès de la recherche biomédicale et l'activité des groupes de chercheurs au Luxembourg, et connaît donc le modèle in vitro HuMiX développé par l'Université du Luxembourg. Ce modèle permet en effet l'étude in vitro, renforcée par les simulations in silico, de l'impact de certains types de bactéries ou communautés microbiennes sur la santé et les répercussions de l'alimentation sur les fonctions intestinales et immunitaires. Dans ce contexte, les résultats obtenus par les équipes de l'université, en utilisant des cellules dérivées de cancers colorectaux, sont particulièrement encourageants.

Il faut cependant rappeler à l'honorable Députée qu'il s'agit ici d'une recherche qui a été réalisée « dans le tube d'essai » (in vitro) et qui se base également sur certaines applications informatiques (in silico).

Or, toute innovation thérapeutique développée en laboratoire ou par intelligence informatique, aussi prometteuse qu'elle soit, doit suivre d'abord une évaluation dans un modèle animal - pour autant qu'il existe pour la pathologie concernée -, autorisée par le Ministre de l'Agriculture, suivie par une évaluation clinique rigoureuse en application stricte des principes de « good clinical practice (GCP) » établis par l'ICH (International Council for Harmonisation of Technical Requirements for Pharmaceuticals for Human Use), la directive européenne 2001/20/CE et la Déclaration d'Helsinki de la World Medical Association, notamment.

Il est rappelé ici que ces divers cadres réglementaires concernant la recherche sur l'être humain trouvent leur reflet au Luxembourg dans l'article 27 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et la planification hospitalière, qui stipule notamment qu'« aucun essai, étude ou expérimentation clinique ne peut être pratiqué sur l'être humain en vue du développement des connaissances biologiques ou médicales sans autorisation préalable du ministre, les avis de la Direction de la santé et du Comité national d'éthique de recherche ayant été demandés au préalable ».

En ligne avec ce qui précède, l'université a donc demandé en date du 21 novembre 2018 au Ministre de l'Agriculture l'autorisation de procéder à une étude sur souris sous le titre de « The dynamic landscape of the microbiome during colorectal cancer initiation and progression (MICROHCRC) ». Ce projet d'étude a été transmis au Ministre de la Santé pour avis en date du 26 novembre 2018.

Basé sur des résultats encourageants de l'étude in vitro et - espérons-le - le modèle animal, l'Université du Luxembourg, ensemble avec un ou plusieurs partenaires cliniques, pourra ensuite demander l'autorisation au Ministre de la Santé pour une étude clinique visant à valider l'efficacité et l'innocuité de la nouvelle approche thérapeutique in vivo, c'est-à-dire dans l'être humain. Ce n'est qu'au bout de toutes ces évaluations qu'une utilisation dans la prise en charge thérapeutique des patients dans les hôpitaux, comme le suggère l'honorable Députée, pourrait être envisagée. Cette procédure qui peut paraître longue et compliquée existe cependant au niveau mondial pour protéger les patients des risques éventuels des innovations thérapeutiques. En effet, il faut savoir que tous les résultats observés en laboratoire ne sont malheureusement pas toujours transférables avec succès chez l'homme. Ceci se manifeste par un taux d'attrition élevé dans la recherche et le développement de nouveaux traitements avec un impact considérable sur le coût de la recherche clinique.

Il est à noter que dans son budget 2019, la Direction de la santé dispose pour la première fois d'un montant financier pour soutenir des projets de recherche clinique innovants. Ce développement de la recherche clinique au Luxembourg est en effet une nécessité afin de favoriser le transfert des découvertes de nos laboratoires de recherche vers le patient.

Toutefois, à ce jour, le Ministère de la Santé ne peut en aucun cas donner des recommandations sur base de cette seule étude de laboratoire. Les recommandations des autorités de santé doivent se baser sur le principe de l'Evidence Based Medicine (médecine basée sur des preuves établies), principe qui exige de fonder, autant que possible, les décisions cliniques sur les données actuelles les plus probantes. Par preuve, on entend des études cliniques appropriées, en particulier les essais cliniques randomisés et les revues systématiques.

Dans ce sens, la prudence s'impose dans la communication que l'on fait autour d'une « nouvelle » découverte scientifique afin de ne pas créer des espoirs qui ne pourraient pas être satisfaits par la suite, voire, pire encore, des prises de risques individuels, non contrôlés par les patients.

Question 0710 (16.05.2019) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant l'**indemnisation suite à une détention préventive :**

La loi du 30 décembre 1981 prévoit que, sous certaines conditions, un droit à la réparation est ouvert à toute personne qui a été privée de sa liberté préventivement pendant plus de trois jours sans que cette détention ou son maintien ait été provoqué par sa propre faute.

La réparation tient compte du préjudice moral et matériel subi par la personne concernée. Le Ministre de la Justice statue suite à un avis formulé par une commission spéciale sur le principe et le montant de l'indemnité à allouer.

- Au cours des dix dernières années, combien de personnes ont demandé une indemnisation suite à une détention préventive inopérante ?

- Quels furent les délais ayant dépassé les trois jours prévus par la loi ?

- Quelles furent, parmi les trois conditions prévues par la loi, les plus visées (non-lieu, acquittement, extinction de l'action publique par prescription) ?

- Quels sont les éléments pris en considération pour déterminer le préjudice moral et matériel ?

- Quels furent les montants d'indemnisation versés aux demandeurs ?

- Suite à la décision du Ministre de la Justice, combien d'actions en fixation de la créance contre l'État furent intentées devant les tribunaux d'arrondissement ?

Réponse (07.06.2019) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice :*

La loi du 30 décembre 1981 prévoit un droit à réparation pour toute personne ayant été détenue pendant plus de trois jours et à condition que le maintien en détention n'ait pas été provoqué par la personne elle-même.

La loi limite par ailleurs le droit à réparation aux cas où la personne a : a) bénéficié d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu ; b) été acquittée par une décision judiciaire définitive ou mise hors cause indirectement par une décision judiciaire définitive ; c) été arrêtée ou maintenue en détention après l'extinction de l'action publique par prescription. Dans la majorité des cas, le droit à réparation est accordé en vertu d'un acquittement définitif.

La fixation de l'indemnité à allouer est déterminée par considération du préjudice moral et matériel subi par le demandeur. Pour des raisons de traitement égalitaire, les décisions de la commission se fondent sur un forfait journalier, adapté vers le haut ou le bas en fonction des circonstances propres à chaque cas. La commission tient notamment compte de la situation familiale du demandeur au moment de la détention, de son état de santé physique et psychique, des conditions de détention et de l'existence ou non de publicité ayant entouré la détention.

Concernant le préjudice matériel, la commission prend principalement en compte les répercussions de la détention préventive sur la situation professionnelle du demandeur, comme par exemple la perte de salaires. Sont également pris en considération pour le calcul du montant de l'indemnité, toutes les pertes matérielles liées à la détention. Le préjudice subi doit être étayé par la présentation de pièces justificatives ou d'éléments de preuve suffisants.

Au cours des dix dernières années, à peu près 115 personnes ont été indemnisées suite à leur détention préventive inopérante. Les montants alloués et les délais de détention sont repris dans le tableau récapitulatif annexé à la présente réponse.

Les demandeurs qui n'acceptent pas l'indemnité décidée par le Ministre de la Justice ont le droit d'intenter une action en fixation de la créance contre l'État. Ces dix dernières années, 13 personnes ont intenté un recours en contestation des montants alloués sur avis de la Commission de détention préventive inopérante. Au total, 26 affaires ont été portées devant les tribunaux depuis l'adoption de la loi du 30 décembre 1981.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 0711 (16.05.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **risques d'un « hard Brexit » sur l'approvisionnement en médicaments :**

Dans un communiqué du 22 mars 2019, l'EMA (Agence européenne des médicaments) estime que « malgré l'approche proactive adoptée par le réseau européen de réglementation des médicaments, le risque de problèmes d'approvisionnement (...) reste élevé si le Royaume-Uni quitte l'UE sans un accord de retrait ».

Du côté français, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits en santé (ANSM) a également pointé du doigt les problèmes réglementaires et douaniers qui se poseraient à partir du moment où le Royaume-Uni était considéré comme un pays tiers à l'Union européenne.

Selon le Ministre de la Santé allemand, Jens Spahn, l'Allemagne pourrait également faire face à une pénurie de médicaments et de matériel médical en cas de sortie sans accord du Royaume-Uni de l'Union européenne. Dans une lettre envoyée à la Commission européenne, il donne notamment à considérer qu'un grand nombre de fournitures médicales sont certifiées en Grande-Bretagne et que des certifications deviendraient invalides dans l'UE en cas de Brexit dur. Quelque 3.000 médicaments fabriqués au Royaume-Uni seraient concernés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Comment Messieurs les Ministres estiment-ils le risque d'une éventuelle pénurie de médicaments, liée à un retrait sans accord du Royaume-Uni de l'Union européenne ?

2) Combien de médicaments commercialisés au Luxembourg sont fabriqués au Royaume-Uni ? Est-ce que le Luxembourg est dépendant de la production britannique ?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils identifier les produits médicaux les plus à risque de rup-

ture ? Existe-t-il des alternatives médicales pour tous ces produits ?

4) Messieurs les Ministres collaborent-ils avec l'Agence européenne des médicaments afin d'anticiper des problèmes d'approvisionnement ?

5) Messieurs les Ministres ont-ils déjà informé les pharmacies luxembourgeoises et les autres professionnels de santé sur les répercussions éventuelles d'un Brexit dur ?

Réponse (13.06.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Dans l'éventualité d'un retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord (Brexit dur), celui-ci entraînera des dysfonctionnements du marché pharmaceutique sur le plan de libre circulation des marchandises de part et d'autre de la Manche, se caractérisant notamment par des ruptures d'approvisionnements en médicaments.

Les médicaments et les laboratoires pharmaceutiques britanniques impactés par le Brexit seront en effet soumis aux exigences et contrôles supplémentaires de la part de l'Union européenne, comme c'est le cas pour tout médicament introduit depuis un pays tiers dans l'UE.

Le Luxembourg, étant donné la particularité de sa chaîne d'approvisionnement du marché en produits pharmaceutiques, sera confronté au même titre que ses voisins belges, allemands et français à un risque potentiel de pénurie de certains médicaments impactés par le Brexit dur en provenance de la Belgique, de l'Allemagne ou de la France.

ad 2) Bien qu'aujourd'hui, environ 3.000 médicaments fabriqués au Royaume-Uni soient distribués en Europe, le Luxembourg n'est pas pour autant dépendant de la production britannique plus que ne le sont nos pays voisins. Les outils informatiques à disposition ne permettent pas de déterminer à combien s'élève exactement le nombre des médicaments fabriqués au Royaume-Uni et actuellement commercialisés au Luxembourg.

ad 3) Les éventuels dysfonctionnements du marché pharmaceutique européen, y compris luxembourgeois, concerneront les médicaments non conformes aux règles européennes en vigueur. À l'instar de l'Agence européenne des médicaments, qui a quitté Londres pour Amsterdam, les titulaires d'autorisation de mise sur le marché (AMM), les fabricants responsables de la libération des lots ou du contrôle de la qualité et les personnes responsables de la pharmacovigilance ou du fichier maître du système de pharmacovigilance basés au Royaume-Uni devront désormais exercer ces activités sur le sol de l'UE à la date butoir du Brexit. Il en est de même pour les cas de médicaments pour lesquels le Royaume-Uni a été maintenu après le Brexit comme pays de référence ou bien comme rapporteur ou corapporteur lors des procédures de mise sur le marché.

Ce transfert d'activité des laboratoires pharmaceutiques et du dossier pharmaceutique aux autres pays de l'UE est un processus dynamique qui est monitoré de près par les autorités compétentes des États membres concernés et par les institutions de l'UE. À l'heure actuelle, une évaluation complète des médicaments sujets le plus à risque de rupture en raison du Brexit dur serait un exercice très laborieux et peu utile en raison des avancements rapides en matière de mise en conformité des médicaments et en raison d'évolution encore incertaine de l'option politique retenue pour le Brexit. Une réflexion poussée pourrait être menée en la matière début automne conjointement par le Ministère de la Santé et le Ministère de la Sécurité sociale, notamment par rapport aux médicaments couverts par le remboursement et les produits essentiels qui ne dispose pas d'alternatives thérapeutiques sur le marché luxembourgeois.

ad 4) Les autorités luxembourgeoises collaborent étroitement avec l'Agence européenne des médicaments et avec les autres autorités compétentes des États membres afin d'anticiper les ruptures d'approvisionnement en médicaments dues au retrait du Royaume-Uni de l'UE. Plusieurs mesures transitoires sont prévues afin de faciliter le transfert d'activité des laboratoires pharmaceutiques et la mise en conformité du dossier pharmaceutique.

Les produits impactés par le Brexit au Grand-Duché de Luxembourg seront soumis préalablement aux décisions prises individuellement par les autorités compétentes des pays limitrophes visant à minimiser ses conséquences sur leurs marchés respectifs et par conséquence seront déterminantes sur l'indisponibilité éventuelle de ces médicaments sur le territoire luxembourgeois, de même que les décisions prises par la Commission européenne par rapport aux les médicaments disposant d'une autorisation de mise sur le marché centralisée et autorisés dans toute l'UE.

Parallèlement aux efforts entrepris par les autorités compétentes des pays voisins, le Luxembourg dispose de mesures unilatérales afin de subvenir aux besoins des patients. En effet, d'après l'article 5 de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et la publicité des médicaments, est autorisée, sous certaines conditions, la dispensation occasionnelle par le pharmacien d'un médicament couvert dans le pays d'origine par une autorisation de mise sur le marché, en occurrence le Royaume-Uni. Une disposition qui complète ces mesures est prévue dans le projet de loi n° 7383.

Des informations plus détaillées par rapport à la collaboration des autorités européennes afin d'éviter les pénuries en médicaments dues au Brexit sont mentionnées sous le lien suivant :

https://www.ema.europa.eu/en/documents/other/european-authorities-working-avoid-shortages-medicines-due-brexit-questions-answers_en.pdf

ad 5) Les professionnels de santé et les autres acteurs du terrain actifs dans le domaine pharmaceutique sont informés sur les conséquences du retrait du Royaume-Uni de l'UE, en cas de sortie sans accord. Une information plus détaillée en la matière sera mise à disposition de la population au courant du mois de septembre à moins que la date butoir du Brexit ne soit à nouveau reconduite, qu'un accord UE-UK ne soit conclu ou bien qu'une solution alternative ne soit trouvée entre-temps.

Q228

Question 0712 (16.05.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **délégué à la sécurité :**

Am Règlement grand-ducal du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental steet am Artikel 12: « La tâche de l'instituteur de l'enseignement fondamental peut également comprendre des activités connexes à autoriser par le ministre pour la durée renouvelable d'une année scolaire consistant en : a) des activités dans l'intérêt du fonctionnement de l'école non comprises dans les activités définies à l'article 4 ; b) des activités dans l'intérêt de l'enseignement en général. » Zu esou Aktivitéite gehéiert och den Délégué à la sécurité (Art. 13 vun dem Reglement).

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1. Wat sinn déi genee definéiert Aufgabe vum Délégué à la sécurité?

2. De SCRIPT bitt eng Formatioun dozou un. Ass dës Formatioun obligatoresch fir d'Leit, déi d'Tâche vum Délégué à la sécurité iwwerholl hunn, oder kann ee se och wärend dem Schouljoer maachen, wann ee schonn Delegéierten ass?

3. Wéi vill Leit, déi als Délégué à la sécurité designéiert sinn, hunn déi Formatioun gemaach?

4. Gëtt iwwerpréift, ob de Sécherheetsdelegéierte seng Aufgabe richteg ausféiert?

Wien iwwerpréift et an op wéi eng Manéier?

5. Wat geschitt am Fall wou een Délégué à la sécurité sengen Aufgaben net gerecht gëtt?

Réponse (18.06.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Am Artikel 9 vum Gesetzestext « Loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans la fonction publique » ass virgesinn, dass de Responsabele verschidden Obligatiounen un een oder méi Delegéierte kann ofginn. Deemno hëlleft den Délégué à la sécurité dem Responsabele beim Erreeche vun der globaler Zilsetzung « assurer l'intégrité physique de tous les participants aux activités professionnelles et scolaires définies ci-après et de mettre en œuvre les moyens appropriés pour créer, dans les établissements concernés et à l'occasion de ces activités, les conditions de sécurité adéquates », déi am Artikel 1 vum zitéierte Gesetzestext festgehalen ass. Den Artikel 1.14 vum Règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans la fonction publique gesäit den Detail vun den Aufgabe vir, mat deenen de Responsabelen den Delegéierte kann uvertrauen.

ad 2. D'Organisatioun vu Formatioune fir d'Léierpersonal fält net an den Aufgabeberäich vum SCRIPT. Den IFEN (Institut de formation de l'Éducation nationale) bitt fir den Délégué à la sécurité a regelméissegen Ofstänn Formatiounen un, déi dësen op d'Ausübe vu senge Missioune solle virbereeden, hie sollen ënnerstëtzen a beim Exercice vun senger Tâche solle begleeden. Des Weidere ginn och vun der SNSFP (Service national de la sécurité dans la fonction publique) Formatiounen ugebueden, fir den Délégué à la sécurité op den Exercice vun dëser Tâche virzebereeden.

Bei de Formatiounen, déi fir den Délégué à la sécurité an enger Grondschoul ugebuede ginn, handelt et sech ëm prioritär Formatiounen, déi als Formation continue ugerechent ginn, wann den Agent dat wënscht. Och d'Formatioune bei der SNSFP kënne sur Demande vum Agent a mam Accord vum Direkter als Formation continue comptabiliséiert ginn.

Et gëtt dem Délégué à la sécurité recommandéiert, a regelméissegen Ofstänn eng Formatioun ze suivéieren, déi hie bei der Ausféierung vun sengen Aufgabe soll stäerken. Dëst gëtt notamment doduerch ënnerstrach, dass d'Formatiounen als Formation continue kënnen ugerechent ginn.

ad 3. Déi genau Unzuel vun den Délégués à la sécurité, déi eng spezifesch Formatioun am Kader vum Exercice vun der Funktioun suivéiert hunn, léisst sech nëmme schwéier chiffréieren, vu dass net noutgedrongen all Enseignant, deen eng Formatioun bei der SNSFP suivéiert huet, dës als Formation continue comptabiliséiert wëllt hunn. Des Weideren üben 41 % vun den aktuellen Delegéierten dës Funktioun säit méi wéi fënnef Joer aus an dovunner hunn der eng Partie, bedéngt duerch hir Erfahrungen am Beräich vun der Securitéit, rezent d'Formatioun fir den Délégué à la sécurité net méi besicht, mä sech an aneren Domäner, déi a Relatioun mam Exercice vun der Tâche vum Sécherheetsdelegéierte stinn (z. B. d'Eischt Hëllef oder de Brandschutz) weidergebilt.

An den dräi leschte Jore gouf bei 46,5 % vun den Enseignanten, déi aktuell d'Missioun vum Délégué à la sécurité an de Grondschoulen ausüben, eng spezifesch Formatioun fir d'Sécherheetsdelegéierten als Formation continue comptabiliséiert.

D'Formatioun fir d'Sécherheetsdelegéierte gëtt a regelméissegen Ofstänn fir déi concernéiert Enseignanten aus der Grondschoul ugebueden, fir dass dës beschtméiglech op d'Missiounen, déi hinne vum Responsabelen uvertraut ginn, virbereet sinn. Och gi weider Formatiounen am Domän vun der Sécherheet an de Grondschoule vum IFEN proposéiert, fir déi concernéiert Enseignantë geziilt a verschiddene Beräicher ze stäerken.

ad 4. De Sécherheetsdelegéierten informéiert de Responsabele regelméisseg iwwert seng Collaboratioun mat de Membere vun der Schoulcommunautéit. Et opläit dësem anzeschätzen, bei Bedarf, no Récksprooch mam Inspecteur général de la sécurité, ob déi uvertrauten Aufgabe vum Délégué à la sécurité zefriddestellend ausgeüübt ginn an dem Sécherheetsdelegéierte gegebenefalls konkret Pisten ze ginn, wéi d'Sécherheet an d'Protektioun vun de Membere vun der Schoulcommunitéit weider kéint verbessert ginn.

ad 5. Am Fall, wou de Responsabelen der Meenung ass, dass ee Sécherheetsdelegéierten déi uvertrauten Aufgaben net zefriddestellend ausüübt, kann dësen dem Agent eng weider Participatioun un enger Formatioun operleeën. Och ass et dem Responsabelen iwwerlooss, bei Bedarf, de Sécherheetsdelegéierten ze entlaaschten, andeems hie selwer een Deel vun den uvertrauten Aufgaben iwwerhëlt oder eng weider respektiv eng aner Persoun désignéiert, déi een Deel vun den Aufgaben assuréiert.

Question 0714 (17.05.2019) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **santé au travail :**

Dans le rapport du Ministère de la Santé de 2017 concernant l'année 2016 (dernier rapport ministériel publié), la Division de la santé au travail et de l'environnement, dont l'une des missions consiste à fixer la liste des postes à risques ainsi que l'évaluation et l'encodage des inventaires des postes à risques, fait état de 240 rapports d'entreprises totalisant les risques pour 22.524 salariés sur un nombre global de 379.802 salariés à prendre en charge. Ce nombre de rapports d'entreprises est le plus bas depuis plus d'une décennie. En comparaison, le nombre de rapports d'entreprises oscillait dans les rapports ministériels de 2007 à 2009 entre 723 et 875 rapports d'entreprises, non sans que soit marqué dans ces rapports ministériels que « le nombre de rapports reste toujours inférieur au nombre prévu par le législateur... ».

Or, force est de constater que quelque dix années plus tard, le nombre de rapports a encore significativement baissé (sans en faire référence à l'obligation découlant de la législation en vigueur). Même en multipliant par trois le nombre de salariés dont les risques ont été évalués (puisque l'article L-326-4 prévoit une mise à jour par les entreprises tous les trois ans), on n'arrive même pas à un cinquième des salariés du Luxembourg dont les risques ont été évalués, alors que le même article du Code de travail prévoit que « chaque employeur, en collaboration avec le médecin du travail, fait l'inventaire des postes à risques... ».

Tout en sachant que d'une part la détermination des postes à risques peut être un élément essentiel dans la procédure de reclassement et d'autre part un élément indispensable pour le calcul du nombre de travailleurs désignés et de leur temps de travail conformément au RGD du 9 juillet 2006, ces faits interpellent et me mènent à poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Monsieur le Ministre de la Santé, peut-il m'informer sur le nombre total des postes à risques signalés à la Division de la santé au travail à l'heure actuelle ? Quel est le nombre de salariés évalués ? Quel en est le pourcentage par rapport au nombre total des salariés au Luxembourg ? Pourriez-vous me détailler ces chiffres par année pour la période allant de 2007 à 2018 ?

2) Monsieur le Ministre de la Santé peut-il m'expliquer la baisse considérable des rapports d'entreprises évalués par la Division de santé au travail durant les dix dernières années ?

3) Est-ce que la situation actuelle est conforme à la lettre et à l'esprit de la loi ? Dans la négative, comment Monsieur le Ministre de la Santé entend-il remédier à cette situation ?

4) Monsieur le Ministre du Travail et ses services sont-ils au courant de manquements éventuels dans la détermination du nombre de postes à risques dans les entreprises ? Est-ce que la collaboration entre la Division de la santé au travail et l'ITM permet de remédier à d'éventuels dysfonctionnements ?

En septembre 2012, un audit concernant la santé au travail au Luxembourg a été publié avec de nombreuses recommandations d'amélioration.

5) Messieurs les Ministres, peuvent-ils m'informer sur les suites données à ces recommandations durant les sept dernières années, ainsi que sur l'état de réalisation du programme gouvernemental en la matière ?

Réponse commune (27.06.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Le tableau ci-dessous détaille le nombre total des déclarations d'inventaires des postes à risques communiqués par les entreprises à la Division de la santé au travail et de l'environnement (DSATE) pour les années 2007 à 2018, ainsi que le nombre de postes à risque identifiés et le nombre de salariés concernés par ces postes à risque pour chaque année et le nombre total de salariés concernés (inventaires des trois dernières années). Le pourcentage de salariés couverts par les inventaires des postes à risque est de 23,2 % en moyenne sur les dix dernières années ; en 2018, ce pourcentage était de 22,0 %.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) En 2007, le nombre élevé des inventaires des postes à risques réalisé par les entreprises, soumis à la médecine du travail et envoyé à la DSATE, s'explique par le fait qu'une grande campagne de communication a été réalisée, rappelant aux entreprises de plus de 15 salariés leur obligation légale de réaliser un inventaire des postes à risques. Depuis 2009, le nombre des inventaires adressés à la DSATE a oscillé autour d'une moyenne annuelle de 259 inventaires. En 2018, la DSATE a réceptionné 243 inventaires, ce qui n'est pas significativement inférieur à la moyenne des dix dernières années.

ad 3) Avec l'article L.326-4 du Code du travail, l'intention du législateur était que la réalisation d'un inventaire des postes à risques constitue l'étape préalable à l'évaluation des risques, prévue par la directive européenne en matière de santé et de sécurité au travail. Comme cet inventaire doit être réalisé en collaboration avec la médecine du travail, cela permet aux médecins du travail de s'impliquer davantage dans les mesures de prévention à entreprendre dans les entreprises.

En collaboration avec la DSATE, et sur base d'un modèle développé par la DSATE, tous les

services de santé au travail ont développé des outils pour aider les entreprises à réaliser l'inventaire des postes à risque. Cette collaboration étroite entre la médecine du travail et les entreprises en matière de santé et de sécurité est conforme à l'esprit de la loi.

Actuellement, la DSATE reçoit essentiellement les inventaires des postes à risques des moyennes et grandes entreprises des secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce, du transport et de la restauration. Si toutes les entreprises au Luxembourg, indépendamment de leur taille et de leur secteur d'activité, respectaient les termes de la loi, la DSATE recevrait chaque année des dizaines de milliers de rapports. Comme une large proportion des salariés au Luxembourg travaillent dans le secteur tertiaire, où les postes à risques sont rares, leur inventaire peut être considéré comme moins prioritaire en termes de santé et de sécurité au travail. Pour cette raison, et dans l'esprit de la simplification administrative, le Ministère de la Santé considère qu'il est opportun de mener une réflexion sur les types d'entreprises soumises à l'obligation de réaliser l'inventaire des postes à risque lors d'une future réforme de la médecine du travail.

ad 4) L'article L.326-4, paragraphe 3 du Code du travail dispose que : « Chaque employeur, en collaboration avec le médecin du travail, fait l'inventaire des postes à risque prévus au paragraphe (1) ci-dessus et des postes dont le travail comporte des risques particuliers ou des tensions physiques ou mentales importantes prévus au paragraphe (2) ci-dessus dans son entreprise et le met à jour au moins tous les trois ans. L'inventaire et les mises à jour sont communiqués au médecin chef de la division de la santé au travail auprès de la Direction de la santé, qui arrête pour chaque employeur la liste des postes à risques. À défaut de communication par l'employeur, le médecin-chef de division précité arrête cette liste d'office, après avoir pris l'avis de l'Inspection du travail et des mines et du Comité mixte d'entreprise s'il en existe. »

Partant, la détermination du nombre de postes à risques dans les entreprises relève de la compétence du médecin du travail, respectivement de la DSATE.

Par ailleurs, une collaboration entre la DSATE et l'ITM ne saurait pouvoir remédier à d'éventuels dysfonctionnements étant donné que l'employeur est tenu de faire l'inventaire des postes à risques en collaboration avec le médecin du travail et que l'inventaire des postes à risques et les mises à jour sont communiqués au médecin-chef de la division de la santé au travail auprès de la Direction de la santé, qui arrête pour chaque employeur la liste des postes à risques.

ad 5) Sur demande du Ministre de la Santé, un audit sur le fonctionnement de la médecine du travail au Luxembourg a en effet été réalisé en 2012. Suite à cet audit et à ses recommandations, le Conseil supérieur de la santé et de la sécurité au travail (CSSST) a été chargé de réfléchir à une réforme de la médecine du travail. Après de multiples réunions, le CSSST a réussi à élaborer en 2018 un document sur les modifications éventuelles du Code du travail à apporter dans le cadre d'une réforme de la santé au travail.

Comme la réforme sur la médecine du travail fait partie du programme gouvernemental 2018-2023, le Ministre de la Santé et le Ministre du Travail ont convenu de collaborer étroitement avec les syndicats et le patronat afin de réaliser cette réforme qui s'avère nécessaire.

Question 0715 (17.05.2019) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **sanctions américaines :**

Le règlement (CE) n° 2271/96, modifié à plusieurs reprises et récemment mis à jour, vise à neutraliser les effets extraterritoriaux, au sein de l'Union européenne, des législations américaines de sanction.

Dans son article 9, le règlement n° 2271/96 dit que : « Chaque État membre détermine les sanctions à imposer en cas d'infraction à toute disposition pertinente du présent règlement. Ces sanctions doivent être efficaces, proportionnées et dissuasives. »

Plusieurs pays européens se sont dotés de législations en ce sens qui prévoient soit des sanctions pénales (France, Royaume-Uni, Irlande, Pays-Bas et Suède), d'autres ayant préféré privilégier des sanctions administratives (Allemagne, Italie et Espagne).

Considérant ce qui précède, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Le Luxembourg s'est-il doté de dispositions légales ou réglementaires dans le sens de l'article 9 précité du règlement n° 2271/96 ?

2) Dans l'affirmative de la question 1), pouvez-vous m'en donner les références ? Pouvez-vous me détailler à combien de reprises de telles sanctions ont été prises par les autorités luxembourgeoises depuis l'entrée en vigueur du règlement n° 2271/96 ?

3) Dans la négative de la question 1), pouvez-vous m'en donner les raisons et me dire si le Gouvernement compte remédier à la situation ?

4) De manière plus générale, pouvez-vous m'exposer le dispositions prises par les autorités luxembourgeoises afin de garantir qu'aucune personne physique ou morale au Luxembourg ne contrevient aux dispositions du règlement n° 2271/96 ?

Réponse commune (17.06.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

D'un point de vue juridique, la mise en œuvre du règlement n° 2271/96 du Conseil portant protection contre les effets de l'application extraterritoriale ne diffère pas des règlements de l'Union mettant en place des sanctions financières dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune. À ce titre, la législation nationale générale s'applique donc aussi dans le contexte du règlement n° 2271/96. L'article 63 de la loi du 5 avril 1993 prévoit un large éventail de sanctions en fonction de la gravité de l'infraction ; entre autres, des amendes pouvant aller jusqu'à 250.000 euros y sont prévues. À ce jour, aucune sanction n'a été imposée dans le cadre de la mise en œuvre dudit règlement.

Question 0719 (21.05.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **Centre d'intervention commun des services de secours des communes de Bettembourg et Dudelange :**

Depuis presque dix ans l'idée d'un centre d'intervention commun des services de secours des communes de Bettembourg et Dudelange est discutée de façon plus au moins intensive.

Lors d'une réunion publique le 16 juin 2015 à Esch-sur-Alzette, le Ministre de l'Intérieur avait appelé les deux centres à prévoir la création d'une unité unique, pour établir un centre d'intervention de la catégorie 4 dans le groupement « Ginzebierg ».

En date du 31 juillet 2018 la commune de Bettembourg avait proposé un terrain sis dans la zone d'activités route de Dudelange (N31) à Bettembourg comme site potentiel d'un centre commun.

En date du 14 février 2019, le président du conseil d'administration du CGDIS a informé la commune de Bettembourg par courrier que le site proposé n'est plus opportun vu qu'un autre terrain situé sur le chemin repris 161 avait pu être identifié.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que seul le conseil d'administration du CGDIS est compétent pour prendre les décisions concernant les futurs emplacements et constructions des centres d'intervention ?

- Est-ce que Madame la Ministre ne considère pas que les communes concernées par la création de nouveaux centres d'intervention devraient être associées et concertées lors de cette prise de décision ?

- Est-ce que Madame la Ministre n'estime pas que les terrains disponibles pour la création d'un nouveau centre d'intervention devraient être soumis à une étude de faisabilité afin de retenir le terrain le plus adapté pour les besoins du CGDIS ?

Réponse (24.06.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Dans un premier temps, je tiens à préciser que conformément à l'article 18, alinéa 2, lettre g) de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, l'affectation, les acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles sont décidés par le conseil d'administration du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), sous réserve de l'approbation de la ministre.

Ainsi, il en découle que la compétence pour prendre des décisions concernant les futurs emplacements et constructions des CIS est une compétence que le CGDIS exerce sous la surveillance du Ministre ayant les Services de secours dans ses attributions.

De ce fait, le CGDIS agit de manière coordonnée avec le Ministère de l'Intérieur pour déterminer avec les communes concernées par la création de nouveaux centres d'intervention les lieux d'implantation des CIS de manière à établir une couverture opérationnelle du territoire communal entier.

Il a été porté à ma connaissance que la Ville de Dudelange s'est en effet proposée à chercher un terrain pour l'implantation du futur CIS commun. Ainsi, cinq sites potentiels pour la construction d'un nouveau CIS de catégorie 4 ont été analysés par les services de la Ville de Dudelange et du CGDIS.

Il en résulte, conformément aux dires de Monsieur le Député, qu'un terrain approprié a pu être identifié dans la zone d'activités économiques nationale « Riedgen », affecté au Ministère de l'Économie et pour lequel ce dernier a d'ores et déjà marqué son accord avec sa mise à disposition. Il s'agit plus précisément d'un terrain sis à proximité de la société Husky.

Ledit site est actuellement à l'étude. Les analyses environnementales d'usage ainsi que l'élaboration de mesures de compensation éventuelles sont en cours. Dès finalisation de celles-ci, et si la conclusion est telle que le terrain visé peut accueillir un CIS, les modalités de mise à disposition du terrain pourront être définies entre l'État et le CGDIS.

Question 0723 (22.05.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **dates des examens de rattrapage des examens de fins d'études :**

Dans son rapport annuel 2018, l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) soulève à juste titre qu'à Luxembourg les examens de rattrapage des examens de fin d'études du secondaire ont lieu après le 15 septembre, tandis que la plupart des universités à l'étranger commencent en début du mois d'octobre. En 2018, les diplômes n'ont été délivrés qu'en date du 27 septembre, tandis que les délais d'inscription définitive se sont terminés la première semaine du mois de septembre dans les universités francophones. Une inscription à l'Université du Luxembourg ou dans un pays germanophone est impossible sans préinscription préalable en mai.

Ce conflit des délais existe aussi pour les inscriptions à l'Université du Luxembourg. En effet, la semaine des examens de rattrapage coïncide avec la semaine d'introduction à l'Université de Luxembourg où la présence est obligatoire.

En conclusion, les élèves de première avec un examen de rattrapage sont obligés de faire une année sabbatique, respectivement de suspendre ou abandonner leurs études universitaires et ceci même au Luxembourg.

L'ORK incite le Gouvernement à coordonner les délais des examens de rattrapage avec les délais d'inscription de l'Université du Luxembourg, respectivement, dans la mesure du possible, avec ceux des pays limitrophes.

- Comme les examens de fin d'études viennent de commencer dans nos lycées, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse quelles sont ses propositions pour remédier à ce conflit entre la date des examens de rattrapage et les délais d'inscription aux universités.

- Est-ce qu'une solution pragmatique peut déjà être envisagé pour l'année scolaire en cours ?

Réponse (02.07.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Concernant les inscriptions en première année d'études à l'Université du Luxembourg, j'aimerais tout d'abord souligner que les lycéens devant se soumettre à un examen d'ajournement en septembre ne se trouvent pas pénalisés en matière d'accès à une formation bachelor en raison de la date de ces examens de rattrapage. Ainsi, l'affirmation selon laquelle les lycéens devant se soumettre à des épreuves d'ajournement en septembre se verraient contraints de prendre une année sabbatique en raison de la date de ces examens est à réfuter.

Comme indiqué par l'honorable Député, une inscription à l'Université du Luxembourg passe selon les programmes par une préinscription qui peut, mais qui ne doit pas nécessairement être obligatoire. À noter que la majorité des programmes d'études bachelor sont soumis à un numerus clausus et que l'accès à ces formations se fait sur base d'une sélection sur dossier.

La période des inscriptions aux formations bachelor étant ouverte avant les résultats des examens de fin d'études secondaires, la sélection des candidats se fait sur base des relevés de notes des trois dernières années de l'enseignement secondaire.

Tout candidat ainsi retenu avant la proclamation des résultats des examens de fin d'études secondaires reçoit une lettre d'admission conditionnelle. Si ce candidat doit se soumettre à des épreuves d'ajournement en septembre, cette admission conditionnelle reste en principe toujours valable. En cas de réussite lors de ces épreuves d'ajournement, le candidat sera inscrit de manière définitive à l'Université du Luxembourg. À noter cependant que les candidats n'ayant pas obtenu leur diplôme de fin d'études secondaires au mois de juillet peuvent se voir refuser l'accès à certaines formations, par exemple en médecine, puisqu'il est considéré que le fait d'avoir été ajourné dans une ou plusieurs matières constitue une performance insuffisante. Ces candidats se voient donc refuser l'accès à ces formations, indépendamment de la date des épreuves d'ajournement ou de la réussite lors de ces épreuves. En prenant en considération ce qui précède, on ne peut en l'occurrence pas affirmer qu'il y ait conflit entre la date des examens de rattrapage et les délais d'inscription à l'Université du Luxembourg.

Concernant le fait que la semaine des examens de rattrapage coïncide avec la semaine d'introduction à l'Université du Luxembourg où la présence serait obligatoire, il est évident que les candidats concernés doivent donner la priorité aux épreuves d'ajournement les jours où ils se présentent à ces examens.

Enfin, mon ministère n'a pas d'emprise directe sur les délais d'inscription et les dates de début des cours en vigueur dans les universités à l'étranger.

Question 0726 (22.05.2019) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Alex Bodry** *(LSAP)* concernant les **compensations fiscales de la part du Luxembourg :**

Dans un courrier adressé au Président français et la Chancelière allemande les maires de Metz et de Trèves demandent le lancement d'une initiative diplomatique franco-allemande, afin d'obtenir des compensations fiscales de la part du Grand-Duché de Luxembourg.

Cette demande n'est pas nouvelle de la part de certains élus français qui militent pour récupérer une partie de l'impôt payé par les travailleurs frontaliers français au Luxembourg qui utilisent au quotidien les infrastructures et services français, sans participer à leur financement.

Les signataires dudit courrier font valoir qu'une compensation financière semblable existe entre le Grand-Duché et la Belgique.

Du côté luxembourgeois on a toujours refusé une telle demande, n'excluant pas la participation à des projets infrastructurels communs.

- Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances s'il peut confirmer la position luxembourgeoise en la matière et quels en sont les arguments.

- Quelle est la base des « compensations » versées à la Belgique et en quoi ce dossier diffère-t-il vis-à-vis des revendications formulées par les maires franco-allemands ?

- Nos partenaires ont-ils connaissance du fait que l'État luxembourgeois contribue à 30-40 % au coût de la sécurité sociale luxembourgeoise qui couvre tous les travailleurs au Luxembourg et leurs familles résidents ou frontaliers ?

Réponse (24.06.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Les honorables Députés se réfèrent à un courrier du Maire de Metz, du Maire de Trèves, du Landrat des Kreises Trier-Saarburg et du Landrat des Kreises Bitburg-Prüm, adressé au Président français et à la Chancelière allemande, demandant le lancement d'une initiative diplomatique franco-allemande afin d'obtenir des compensations financières de la part du Grand-Duché de Luxembourg. Il n'appartient pas au Ministre des Finances du Luxembourg de commenter un tel échange entre autorités étrangères.

Sur le fond, il convient de rappeler que le Luxembourg contribue d'ores et déjà au financement, au-delà de ses frontières, d'infrastructures utiles et bénéfiques pour la vie quotidienne des frontaliers. À titre d'illustration, on peut citer l'accord bilatéral signé avec la France à l'occasion de de la visite d'État de mars 2018,

qui prévoit une contribution du Luxembourg de 110 millions d'euros « aux frais résultant pour la République française de la réalisation et de l'aménagement des infrastructures requises en France pour mettre en œuvre une politique de transports répondant aux objectifs de développement durable », ainsi que de dix millions d'euros pour « contribuer à la promotion des transports en commun routiers et la pratique du covoiturage sur l'axe autoroutier Metz–Luxembourg ».

En ce qui concerne la base de la compensation entre la Belgique et le Luxembourg, il y a lieu de souligner que celle-ci s'inscrit dans un contexte historique spécifique. En effet, l'origine de l'accord belgo-luxembourgeois est basée sur une décision du Comité des Ministres de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) datant de 1981. Cette compensation forfaitaire au bénéfice des communes belges dite « compensation Martelange » était destinée à amortir les effets de la différence de taux de TVA sur des produits comme le carburant, l'alcool et le tabac, soumis à des droits d'accises communs sous l'UEBL.

Finalement, il est utile de rappeler que les systèmes de sécurité sociale dans l'Union européenne sont coordonnés par le règlement (CE) n° 883/2004. En vertu de ce règlement, les travailleurs frontaliers français qui travaillent au Luxembourg sont soumis à la sécurité sociale luxembourgeoise dans les mêmes conditions que les travailleurs résidant au Luxembourg, sans discrimination. À cet égard, il est exact qu'en matière d'assurance maladie l'État luxembourgeois supporte 40 % des cotisations sociales, ce qui profite à tous les salariés occupés au Luxembourg, quel que soit leur pays de résidence.

Question 0727 (23.05.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**énergie solaire :**

Fir déi europäesch Virgaben a Saachen emeierbar Energien ze erfëllen, setzt d'Regierung op den Ausbau vun der Sonnenenergie. An dësem Sënn huet den Här Energieminister uganks Mee en neie Règlement grand-ducal presentéiert, deen d'Notze vun der Sonnenenergie finanziell méi attraktiv soll maachen. Esou ginn zum Beispill nei Aspeisetariffer definéiert, esou ënner anerem och fir „sociétés coopératives" an „sociétés civiles", déi a Solaranlage vun enger Leeschtung tëschent 30 kW-500 kW investéieren.

Am groussherzogleche Reglement ass dozou Folgendes ze liesen: « ... le producteur d'énergie doit revêtir la forme juridique d'une société coopérative ou d'une société civile qui sont composées d'au moins sept personnes qui sont des personnes physiques, des associations sans but lucratif ou des fondations ».

An dësem Kontext géif ech gären dem Här Energieminister folgend Froe stellen:

- Firwat muss eng Kooperativ oder „société civile" aus op mannst siwe Parteien zesummegesat sinn, fir kënne vun den neien Aspeisetariffer ze profitéieren?

- Wat schwätzt géint Kooperativen oder „sociétés civiles" mat manner wéi siwe Parteien?

- Firwat sinn esou Restriktiounen agefouert gi fir „société coopérative" an „société civile" a firwat kënnen net Privatleit Solaranlagen an der uewe genannter Gréisstenuerdnung installéieren, ouni mussen op eng Forme juridique wéi „société coopérative" an „société civile" zréckzegräifen?

- Betriber, déi aktuell schonn ënner enger Forme juridique fonctionnéieren, wéi zum Beispill SARL, SENC, SECS, SA, SARL-S, SIS, etc., falen déi och ënnert d'Dispositioune vun dësem groussherzogleche Reglement?

Réponse (25.06.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

D'Zil, wat mat der Dispositioun ronderëm d'Kooperativen an d'Sociétés civiles verfollegt gëtt, ass nach ëmmer dat nämlecht, firwat dës Dispositioun ënnert der viregter Regierung am Erneierbare-Reglement agefouert gouf: d'Biergerbedeelegung förderen an ënnerstëtzen.

Jidder Bierger, och déi, déi méiglecherweis keen Daach oder net genuch Daachfläch zu hirer Verfügung hunn, déi eng Hand mat upake wëlle fir den Ausbau vun den erneierbaren Energien an domadder eppes fir eise Planéit an eis Ëmwelt wëlle maachen, soll sech kënnen un der energetescher Transitioun bedeelegen, ganz am Sënn vun der „économie sociale et solidaire".

Well wierklech den zivillen Engagement soll gefërdert ginn, ass d'Dispositioun esou geschriwwen, datt se een Zesummeschloss vun enger Rei Leit duerstellt. Mat siwe Leit gëtt probéiert, deem Rechnung ze droen, och well deemools, wéi déi Regel agefouert gouf, d'Gesetz iwwert d'Gesellschaften déi Unzuel virgesinn hat.

An der selwechter Optik ass dann och d'Memberschaft begrenzt ginn op physesch Personnen, ASBLen a Fondatiounen, well et hei an där Dispositioun ëm d'Abanne vun der Zivillgesellschaft geet, wat jidder Eenzele vun eis ka maachen, an net nëmmen ëm de kommerzielle Benefiss.

Betriber, déi eng aner juristesch Form hunn, kënnen zu all Moment eng Solaranlag installéieren an hire Bäitrag zu der energetescher Transitioun leeschten: Bis 30 kW ginn et mat staatlecher Ënnerstëtzung Aspeisetariffer, esou wéi den erneierbaren Energiëreglement se virgesäit. An der Kategorie iwwer 500 kW gëtt et säit 2018 d'Instrument vun den Appels d'offres, wou dëse Summer déi zweet Ausschreiwung fir grouss Solaranlage wäert veröffentlecht ginn. Do däerf jiddereen, an egal wéi enger juristescher Form, matmaachen a Projete vu Solaranlagen erareechen. Et kann een iwwerdeems elo scho soen, datt gepréift gëtt, fir bei dem nächsten Appel d'offres d'Ënnergrenz vun der Anlagegréisst vun elo 500 kW erofzesetzen, wat dann de Krees vun den Daachflächen, déi mer do viséieren, och géif méi grouss maachen, ganz am Sënn vun der neier Solaroffensiv, déi d'Regierung lancéiere wëllt. Dovunner kéinten och kleng- a mëttelgrouss Betriber profitéieren.

Generell bleift och nach unzemierken, datt d'Regierung an der Zukunft d'Regele vun der neier Direktiv vun 2018 fir den Eegeverbrauch an d'Energiecommunautéite wëllt ëmsetzen, soudatt zousätzlech Ureizer respektiv alternativ Méiglechkeete fir d'Stroumnotzung aus der Fotovoltaik wäerte geschafe ginn.

Question 0728 (23.05.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **sécurité aérienne :**

E Samschdeg, den 18. Mee 2019 géint 14.00 Auer ass et, eisen Informatiounen no, am Loftraum vun der Stad Lëtzebuerg zu engem Tëschefall komm. Iwwerdeems e Passagéierfliger an der Approche finale op d'Pist vum Findel war, ass eng Cargomaschinn op déiselwecht Pist gerullt, fir ze starten. De Passagéierfliger huet doropshin d'Landung missen ofbriechen an nei duerchstarten.

Gläichzäiteg huet eng aner Cargomaschinn iwwert der Stad Lëtzebuerg missen ofdréinen, fir eng nei Approche vum Fluchhafen ze maachen. Nach iwwerdeems de Passagéierfliger an déi aner Cargomaschinn e sougenannten „go around" ronderëm de Findel gemaach hunn, fir eng zweete Kéier ze landen, krut eng drëtt Cargomaschinn d'Fräigab vum Tower, fir op der Pist ze starten.

Eréischt duerno konnten de Passagéierfliger an d'Cargomaschinn landen.

Dësen Incident wërft Froen iwwert d'Sécherheet am Lëtzebuerger Loftraum op, an dofir hätt ech folgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Kann den Här Minister dësen Tëschefall confirméieren?

2. Ass an dësem Kontext eng Enquête duerch déi zoustänneg Autoritéiten opgemaach ginn?

3. Wéi ass et méiglech, datt e Fliger eng Fräigab fir de Start respektiv fir de sougenannten „line up" kritt, wa gläichzäiteg aner Fligere kuerz virun der Landung op därselwechter Pist sinn?

4. Wéi heefeg sinn esou Virfäll am Lëtzebuerger Loftraum respektiv um Buedem vum nationale Fluchhafen? Ginn et dozou Statistiken? Wa jo, sinn dës Statistiken ëffentlech? Wann net, firwat net?

Réponse (29.05.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Et handelt sech bei dësem sougenannten „Tëschefall" ëm een Non-Event.

An deem Kontext erlaben ech mer, dem honorablen Deputéierten nozeleeën, sech fir d'Eischt bei der zoustänneger Administratioun oder der Fluchhafeverwaltung ze renseignéieren, ob u senge sougenannten „Informatiounen" eppes drun ass, amplaz ouni Grond d'Ëffentlechkeet ze beonrouegen.

ad 2. An dësem Kontext gouf et keen Tëschefall, soudass et kee Grond gouf, fir eng Enquête opzemaachen.

Den 18. Mee 2019 géint 13.00 Auer krut eng Boeing 747 vun der Cargolux d'Erlaabnis, fir op d'Startbunn vum Fluchhafe Findel ze fueren a sech a Positioun ze stellen. Virum Start huet de Pilot eng Präsenz vu Vigel op der Pist observéiert an huet direkt d'Fluchlotsen informéiert, fir d'Vigel verschäichen ze loossen.

Konform no der Prozedur hunn d'Fluchlotse bei de Fluchhafepompjeeën ugefrot, fir d'Vigel opschrecken ze goen. Nodeems de Risiko ecartéiert an d'Pist fräigemaach gi war, krut de Cargolux-Fliger seng Starterlaabnis a konnt an aller Sécherheet fortfléien.

Iwwerdeems sinn op enger Distanz vun 20 km zwee weider Fligeren an de Lëtzebuerger Loftraum erageflunn a kruten direkt d'Instruktioun, fir an d'Waardeschleif (Holding) ze goen, esou wéi dat am kontrolléierte Loftraum üüblech ass.

ad 3. Um Lëtzebuerger Fluchhafe gëtt et just eng Pist. Et ass normal, dass Start-/Landesequenzen, an ëmgedréint Lande-/Startsequenzen, a Konformitéit mat de Loftfaartregelen ausgefouert ginn.

Am Géigesaz zu de Behaaptunge gouf et zu kengem Zäitpunkt weder eng Kollisiounsgefor nach een Duerchstarte vun engem Passagéierfliger. An dësem Fall ass streng no Prozedur geschafft ginn. D'Distanzen tëschent de Fligere sinn absolutt respektéiert ginn, a perfekter Koordinatioun mat de Piloten, an dat, fir d'Sécherheet vun de Fligeren ze garantéieren. Déi eenzeg Konsequenz war e liichten Delai vu véier Minutten opgrond vum Holding.

ad 4. Esou e Virfall, wéi en an der Behaaptung beschriwwe gouf, ass et net ginn. Et ass keng Seltenheet, dass Fligeren aus Sécherheetsgrënn an den Holding geschéckt ginn, mä en identesche Fall wéi deen hei ass bis elo net repertoriéiert ginn.

Question 0730 (24.05.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**énergie propre :**

An deene leschte Joren huet d'Regierung ëmmer nees drop higewisen, datt déi privat Stéit zu 100 Prozent sougenannten „grénge Stroum" kréien, d'Industrie awer nach zum Deel vu Stroum aus Atomkraaft alimentéiert gëtt.

An deem Zesummenhank wéilt ech dem Här Energieminister dës Froe stellen:

1. Gëtt et zu Lëtzebuerg eng eenheetlech a verbindlech Definitioun vum Begréff „grénge Stroum", un déi sech all Fournisseur hält? Wa jo, wéi ass déi Definitioun? Wéi eng rechtlech Basis gëtt et dofir?

2. Wann neen, wéi eng Definitioune ginn dann applizéiert, fir ze behaapten, datt déi privat Stéit „zu 100 Prozent" grénge Stroum kréien? Wéi e Fournisseur applizéiert wéi eng Definitioun?

3. Verschidde Fournisseure verrechnen de private Stéit e Supplement fir „Naturstroum". Ass dee gerechtfäerdegt, wann déi privat Stéit jo souwisou - der Regierung no - zu 100 Prozent mat „grénge Stroum" alimentéiert ginn?

4. Staamt dësen „Naturstroum" direkt aus alternativen Energien, oder sinn do och statistesch Akeef aus aneren EU-State mat berücksichtegt, déi wuel op der Rechnung awer net am Stecker optauchen?

5. Wéi vill Prozent vum „grénge Stroum" stamen duerchschnëttlech aus nuklearen oder fossille Quellen, zum Beispill als „back-up", wann déi alternativ Energien net genuch produzéieren, oder well net genuch Wand, Waasser oder Sonn zur Verfügung steet?

Réponse (25.06.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Dat ofgeännert Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Stroummarché gesäit a sengem Artikel 49 Paragraf 2 vir, dass all d'Stroumfournisseure verflicht sinn, fir op hirem Internetsite am Allgemengen, an hire Clientë spezifesch, mindestens eemol am Joer matzedeelen, aus wéi engem Energiemix sech déi verschidde Stroumproduiten, déi si verkafen, zesummesetzen.

De Règlement grand-ducal vum 21. Juni 2010 iwwert den Etiquetage vum Stroum gesäit vir, dass all Stroumfournisseur senge Clienten op eng transparent a vergläichbar Manéier muss matdeelen, aus wéi engem Energiemix seng Produiten zesummegestallt sinn a wéi eng Inzidenz dës Produiten hunn a Bezuch op CO_2-Emissiounen an op radioaktiv Offäll, déi bei der Stroumhierstellung vun dëse Produiten entstinn. De Fournisseur ass och verflicht fir de gesamten Energiemix vu sengem gesamte Portfolio, also vun all senge Clienten, an och den nationale Mix matzedeelen.

All Fournisseur muss datselwecht Format, dat vum Minister festgeluecht gouf, uwennen.

Folgend Kategorien an Ënnerkategorië si virgesinn:

a) Stroum aus fossiler Energie:

- Stengkuel (Steinkohle/houille);

- Brongkuel (Braunkohle/lignite);

- Äerdgas;

- héicheffizient Cogenerationsanlagen (Kraft-Wärme-Kopplung);

- aner fossil Energiequellen (Pëtrol asw.);

b) Stroum aus Atomenergie;

c) Stroum aus erneierbaren Energiequellen:

- Biomass, Biogas, Gas aus Kläranlagen an Deponiegas;

- Wandenergie;

- Waasserkraaft;

- Solarenergie;

- aner Quelle vun erneierbaren Energien;

d) Stroum aus aneren Energiequelle respektiv aus net identifizéierbaren Energiequellen.

Den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) ass zoustänneg dofir, dass d'Fournisseuren Informatiounen zu all hire Produkter matdeelen an dokumentéieren, an hie stellt opgrond vun all deem Stroum, deen zu Lëtzebuerg an engem Joer verkaaft gouf, een nationale Mix op.

Fir 2017 huet den ILR folgenden nationalen Energiemix berechent, dee sech op all Kategorien, dat heescht „clients résidentiels", „clients professionnels" an „clients industriels", bezitt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Och wann d'Haushalter zu Lëtzebuerg zu 100 % mat Stroum aus erneierbaren Energiequelle beliwwert ginn, ass dat bei der Industrie nach net de Fall. Dowéinst ass den Undeel vun erneierbarer Energie am Gesamtmix och net 100 %, mä 54 %.

Fir Stroum aus erneierbaren Energiequelle kënnen ze kafen, kënne Fournisseuren direkt beim Produzent akafen. Dee Moment hu si dann och just Stroum zur Verfügung, wann och effektiv Stroum produzéiert gëtt (z. B. bei Wand oder Sonn). Meeschtens keeft de Fournisseur säi Stroum awer um Grousshandelsmarché a keeft duerno Zertifikaten, sougenannt „garanties d'origine" (Artikel 3 aus dem Règlement grand-ducal modifié relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables), déi musse fir all MWh erneierbar Energie ageléist ginn. Des Zertifikate kënnen natierlech just eemol ageléist ginn. Esou ka séchergestallt ginn, dass och just esou vill erneierbare Stroum ka verkaaft ginn, wéi och effektiv produzéiert ginn ass. Dës europäesch Regele si fir all d'Länner gläich.

Zousätzlech kann een nach soen, datt op der Garantie d'origine vermierkt ass, ob de grénge Stroum iwwer ëffentlech Mëttele gefërdert gouf oder net (z. B. Investitiounsaide oder Aspeisetariff). Och ass vermierkt, aus wéi enger Zort Anlag de Stroum kënnt (Wand, Sonn, Waasserkraaft ...). Dofir ginn et bei de Fournisseuren och dacks verschidde Produite vu grénge Stroum. Zum Beispill „nëmme Wand", „nëmme Solar", etc. Dëst ass de Fournisseuren iwwerlooss a kann natierlech Auswierkungen op de Präis vum entspriechende Produit hunn. Physikalesch aus der Steckdous kënnt ëmmer de Stroummix, awer mat all Kontrakt iwwer „grénge Stroum", deen ofgeschloss gëtt, suergt de Client derfir, datt méi Stroum aus erneierbare Quelle muss an dëse Mix agespeist ginn. Esou gëtt de Mix no an no méi „gréng". Esou louch am uewe genannten „mix natio-

Q230

Le saviez-vous ?

MOTION

La motion est un texte, adopté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à prendre une certaine initiative ou à adopter une certaine position.

nal" de Prozentsaz vun erneierbaren Energien am Joer 2010 just bei 21,8 %.

De Verkaf vum Stroum fënnt an engem liberaliséierte Marché statt, wou all Fournisseure fräi sinn, de Präis vun hire Produiten ze bestëmmen. Fir Haushaltsclientë gëllt just, dass d'Präisser fir all dës Clienten, déi an de selwechte Konditioune sinn, mussen identesch sinn. D'Clientë sinn och fräi, hire Fournisseur innerhalb vun dräi Woche kënnen ze wiesselen, an den ILR bitt eng Plattform un („Calculix"), déi et den Haushaltsclienten erméiglecht, all Produitë vun all de Fournisseure kënnen ze vergläichen.

Question 0731 (24.05.2019) de **MM. Henri Kox** et **Charles Margue** *(déi gréng)* concernant le **vote par correspondance :**

Depuis mars 2018, le vote par correspondance n'est plus seulement réservé aux personnes de plus de 75 ans ou à ceux qui peuvent justifier d'une incapacité de se déplacer dans un bureau de vote. Tout citoyen peut désormais en bénéficier sous condition d'introduire la demande de vote par correspondance endéans les délais prévus par la loi. Pour les électeurs résidents, ce délai est de 25 jours au plus tard avant le jour du scrutin, pour les électeurs résidant hors du territoire national, ce délai est fixé à 40 jours.

La généralisation du vote par correspondance est synonyme d'une modernisation du système électoral, tendance qui s'affirme aussi dans d'autres pays européens. Or, force est de constater que les délais d'inscription au vote par correspondance ou par procuration y sont souvent plus généreux. Les démarches administratives pour voter à l'avance sont plus souples et peuvent dans certains cas encore être effectuées jusqu'à la veille du jour du scrutin, notamment par la mise à disposition d'une procédure totalement digitalisée.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État :

1) Pourquoi les délais pour s'inscrire au vote par correspondance sont-ils relativement éloignés du jour de l'échéance électorale ? Ne serait-il pas dans l'intérêt de l'électeur et de la participation au scrutin de proposer des délais plus courts ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il de faire une étude plus détaillée du vote par correspondance après les trois échéances électorales des années 2017, 2018 et 2019 ? Ne serait-il, le cas échéant, pas pertinent de procéder à une analyse par tranches d'âge et d'analyser quelques communes à titre d'illustration du phénomène ?

3) Afin de minimiser le phénomène de la non-participation, ne serait-il pas opportun d'informer les citoyens par lettre ou par une campagne de sensibilisation des délais et des modalités d'inscription au vote par correspondance ?

Réponse (04.06.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1) La dernière modification apportée à la loi électorale du 18 février 2003 par la loi du 8 mars 2018 avait déjà pour objet d'adapter les délais pour s'inscrire au vote par correspondance dans l'optique de les écourter au maximum afin de rapprocher le dernier délai pour demander le vote par correspondance au plus près du jour du scrutin.

Avant cette réforme, le dernier délai pour déposer sa demande de vote par correspondance était fixé au 30e jour au plus tard avant le jour du scrutin. Avec l'entrée en vigueur de la loi précitée, ce délai se trouve désormais fixé à 25 jours pour une lettre de convocation envoyée à une adresse au Luxembourg et à 40 jours pour une lettre de convocation envoyée à une adresse à l'étranger.

À l'occasion de cette réforme, les différents acteurs impliqués dans la procédure électorale ont été consultés quant à la faisabilité pratique d'un tel réagencement des délais dans l'intérêt de l'électeur.

Il résultait de cette analyse qu'en ce qui concerne le délai pour envoyer les lettres de convocation à une adresse au Luxembourg, celui-ci ne saurait être inférieur à 25 jours pour les raisons suivantes :

- les délais imposés aux communes pour le traitement des demandes de vote par correspondance, la communication des refus aux électeurs, la préparation et l'envoi des enveloppes recommandées aux électeurs ;

- les délais nécessaires à POST Luxembourg pour délivrer les enveloppes recommandées aux électeurs et pour les retourner par la suite aux communes ;

- le temps requis par les électeurs pour réceptionner les enveloppes recommandées ou les retirer auprès du bureau de poste, pour remplir le bulletin de vote et pour renvoyer leur enveloppe à la commune.

En ce qui concerne le délai pour envoyer les lettres de convocation à une adresse à l'étranger, il a été jugé opportun de fixer ce délai à 40 jours avant le jour du scrutin afin d'avoir une marge de sécurité pour éviter qu'en raison des délais d'acheminement plus longs depuis l'étranger, les enveloppes de vote par correspondance parviennent trop tard aux communes.

Pour davantage de précisons en matière de délais relatifs au vote par correspondance, les honorables Députés peuvent consulter le document parlementaire n° 7118[5], pages 30 et 31.

ad 2) Selon les informations fournies par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, la Chambre des Députés a confié la réalisation d'une telle étude pour les élections législatives de 2018 à l'Université du Luxembourg, étude dont le mandat engloberait d'ailleurs le volet de la non-participation pour les élections européennes de 2019.

ad 3) À l'occasion des derniers scrutins, toute une série de mesures ont déjà été prises afin de sensibiliser les électeurs aux délais et modalités d'inscription au vote par correspondance.

Ces mesures ont été les suivantes :

- publication de trois avis officiels dans la presse écrite ainsi que sur le site Internet elections.public.lu ;

- mise à disposition d'informations en quatre langues ainsi qu'en « langage simple » sur le site Internet elections.public.lu ;

- mise à disposition d'informations en cinq langues sur le site Internet jepeuxvoter.lu ;

- publication d'un article sur le site Internet gouvernement.lu ;

- publication régulière d'actualités et de newsletter sur le site Internet guichet.lu ;

- fourniture d'explications relatives au vote par correspondance à l'attention des médias en vue de la publication d'articles dans la presse écrite ou de la diffusion d'émission sur les chaînes radio.

Question 0732 (24.05.2019) de **MM. Léon Gloden** et **Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **radar tronçon :**

Le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, également Ministre de la Sécurité intérieure, a déjà annoncé la mise en place d'un radar tronçon mesurant la vitesse moyenne sur une section de route déterminée. Pour ce faire, les véhicules sont identifiés par une caméra au début ainsi qu'à la fin du tronçon en question. Si la moyenne s'avère être supérieure à la vitesse autorisée, une amende est délivrée automatiquement. Dans le cas contraire, les données récoltées seront effacées aussitôt.

Un tel radar tronçon a été instauré pour la première fois dans le Land de Basse-Saxe. Le 12e Sénat de la Cour administrative de Basse-Saxe (Niedersächsisches Oberverwaltungsgericht) vient pourtant de décider la suspension de l'applicabilité de ce type de contrôle routier par son jugement du 10 mai 2019 parce que la police de Hanovre n'a pas traité de manière adéquate les principaux motifs de la décision du tribunal administratif. En effet, ce type de contrôle empiète sur le droit à l'autodétermination informationnelle et une base légale nécessaire y fait défaut en Allemagne.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice :

1) Messieurs les Ministres ont-ils connaissance du jugement de la Cour administrative de Basse-Saxe concernant le radar tronçon ?

2) Dans l'affirmative, quelles conclusions les ministres pensent-ils en tirer au regard de la mise en pratique d'un pareil radar sur les routes du Luxembourg ?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous préciser l'état actuel ainsi que les prochaines étapes du projet de radar tronçon au Luxembourg ?

Réponse (02.07.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure :*

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés souhaitent avoir des renseignements concernant le projet d'un radar tronçon sur la route nationale N11.

En effet, je suis au courant du jugement de la Cour administrative de Basse-Saxe au sujet du radar tronçon. Il s'agit d'une décision basée sur la législation allemande, toutefois les instances concernées, regroupées au sein d'un comité de suivi « contrôle et sanction automatisées [CSA] », ont été saisies pour avis. Les démarches à suivre seront ensuite définies en fonction des observations y relatives.

Les travaux de génie civil nécessaires pour la mise en service du radar tronçon sont actuellement en cours sur la route nationale N11 entre Waldhof et Gonderange. Les équipements du radar tronçon ont été commandés et sont en cours de production. Le développement du logiciel nécessaire pour le traitement des données relatives aux infractions a débuté. L'installation des équipements se fera prévisiblement après le congé collectif. Au vu de ce planning, la mise en service est envisageable, après une phase de test de quelques semaines, pour la fin de l'année 2019, début 2020.

Question 0734 (24.05.2019) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **certificat LENOZ :**

D'Lëtzebuerger Nohaltegkeets-Zertifizéierung stellt en Nohaltegkeets-Bewäertungssystem fir e Wunngebai duer, dat zu engem sougenannte LENOZ-Zertifikat féiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech folgend Froen un d'Madamm Logementsministesch an un den Här Nohaltegkeetsminister stellen:

1. Wéi vill Stéit oder Entreprisen hunn zënter der Aféierung e LENOZ-Zertifikat ugefrot?

2. Wéi vill Zertifikater sinn all Kéier an deene véier verschiddene Klasse verdeelt ginn?

Réponse commune (24.06.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

De LENOZ-Zertifikat fir nohalteg Wunngebaier gouf den 1. Januar 2017 agefouert. Allerdéngs kann eng Demande fir eng LENOZ-Zertifikatioun eréischt agereecht ginn, wann e Bauprojet komplett ofgeschloss ass. Dës Zertifikatioun ass fräiwëlleg, de Wunnengsbauministère bezilt just eng Prime d'établissement fir d'Ausschaffe vum Dossier. Déi Dossiere gi fir de Bauhär vun engem Architekt, Energieberoder oder engem Ingenieur ausgeschafft.

Um Stand vun haut huet de Wunnengsbauministère sechs Demandë kritt fir de Subsid vun der LENOZ-Zertifizéierung an ee Subsid gouf ausbezuelt.

Well awer e Bauprojet an der Regel vun der Planungsphas bis zum fäerdege Bau méi ewéi zwee Joer dauert, a well d'Demandë fir de Subsid vun der LENOZ-Zertifikatioun eréischt nom Enn vum Bau agereecht kënne ginn, ass et aktuell nach ze fréi, d'Unzuel vun den Demandë fir eng Primm ze evaluéieren.

Question 0735 (24.05.2019) de **Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**énergie éolienne :**

An engem Interview am „Tageblatt" vum 27. Mäerz 2019 huet de Minister Claude Turmes gemengt, et missten iwwerall do Wandrieder opgestallt ginn, wou et technesch méiglech wär. Enger anerer Ausso vum selwechte Minister an engem rezenten Zeitungsartikel no soll et awer net ze vill Wandrieder ginn, dofir awer méi grousser.

Et kënnt awer ëmmer erëm zu Tëschefäll, bei deenen d'Déierewelt vun de Wandrieder a Matleedschaft gezu gëtt. Esou hu missen den 23. Mee d'Anlagen am Wandpark Weiler ausgeschalt ginn, well hei ee Routmilan vun enger Wandmillen déidlech verletzt ginn ass.

Laut eisen Informatioune si virun allem déi méi grouss Wandrieder, esou wéi den Här Turmes se fuerdert, besonnesch geféierlech fir d'Déierewelt. natur&ëmwelt fuerdert als Konsequenz dovun, fir dës Anlage wärend der Brutzäit vun dëse Vigel ofzeschalten, vu Mëtt Mäerz bis Mëtt August.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Minister fir Energie stellen:

1. Wéi gesäit déi genau Strategie vum Minister a puncto Wandrieder aus?

2. Gëtt et ee Plang mat de Géigenden, wou an Zukunft solle/kënne Wandrieder opgestallt ginn?

a) Wann neen, firwat existéiert esou ee Plang net? Ass geplangt, ee Wandkadaster ënner Berücksichtegung vun der usässeger Fauna opzestellen?

b) Wa jo, wéi vill Wandrieder kéinten a Lëtzebuerg nach potenziell opgestallt ginn?

3. Ënner wéi enge konkrete Konditioune ginn esou Wandmille geneemegt, wa sech Vigel, wéi zum Beispill de Routmilan, do ophalen? Wéi eng Ausgläichmoossname sinn an esou Fäll virgesinn? Opgrond vu wéi enge wëssenschaftlechen Erkenntnisser sinn dës Moossname festgehale ginn?

4. Wéi gesäit et mat der Wirtschaftlechkeet vun esou Wandmillen aus, wann, esou wéi natur&ëmwelt et fuerdert, dës Anlage vu Mëtt Mäerz bis Mëtt August ofgeschalt misste ginn?

Réponse commune (27.06.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Am Kader vum Klima- an Energieplang, dee bis Enn des Jores vun der Regierung ugeholl soll ginn, soll den Undeel vun erneierbaren Energien un der nationaler Energieconsommatioun bis 2030 op 23-25 % eropgesat ginn. Wandenergie wäert nieft Fotovoltaik, Biomass a Geothermie dobäi eng wichteg Roll spillen. Konkret beziffert gëtt dëst am provisorische Klima- an Energieplang mat enger theoretesch am Joer 2030 ze erreechender Wandproduktioun vu 676 GWh pro Joer. Zum Verglach: Am aktuelle Plan d'action national en matière des énergies renouvelables vun 2010 gouf fir 2020 mat enger theoretesch méiglecher Produktioun vun 239 GWh gerechent. Reell produzéiert hunn d'Wandanlagen zu Lëtzebuerg awer schonn 235 GWh am Joer 2017. Et muss een och dovunner ausgoen, datt d'Stroumproduktioun vun engem Wandrad ongeféier där vun 9 Hektar Fotovoltaikpanneauen entsprécht.

ad 2. Neen.

ad 2. a) + b) Esou e Plang existéiert net, well d'Facteuren, fir Standuerter ze identifizéieren, esou villfälteg sinn, datt ee se net kann op engem Plang virausgesinn (wéi zum Beispill Wandverhältnisser, Turbulenzen, Proprietéitsverhältnisser, Naturschutzgebidder, geschützten Aarten, Fluchsécherheet, Kaméidisemissiounen, Distanz zur Bebauung, bestoend Netzinfrastruktur...). E Wandkadaster ass aus dësen Ursaachen net geplangt.

ad 3. Déi konkret Konditiounen, ënnert deenen déi Wandrieder autoriséiert ginn, sinn ëmmer standuertspezifesch a virun allem spezifesch op déi präsent Aarten ofgestëmmt. Beim Beispill Routmilan komme folgend Konditiounen an d'Autorisatioun stoen:

- fir de Routmilan onattraktiv Gestaltung vun der Basis vun dem Wandrad (Projektioun vum Rotor op de Buedem);

- Ausschalte vun dem Wandrad dagsiwwer, déi fënnef Deeg no de Buedemaarbechten, dem Méinen oder der Recolte (wëll dëst Routmilanen unzitt);

- Moossname fir de Routmilan vun de Wandrieder ewechzelackelen, a Form vu Sträifeméinen, Algrassträifen, Bontbroochen asw., mindestens 500 Meter ewech vun de Wandrieder;

- Monitoring-Programm, deen iwwerwaache soll, wéi d'Milane sech verhalen, an deen zu enger Verbesserung vun de wëssenschaftlechen Erkenntnisser soll féieren.

Dës Konditioune baséieren op wëssenschaftlechen Erkenntnisser aus dem Ausland.

ad 4. Wann et fir eng Anlag Aschränkunge gëtt, ass et um Bedreiwer, seng Wirtschaftlechkeetsberechung deementspriechend ze maachen. D'Regelen an hir Uwendung si fir jidderee bekannt. Et sief drop higewisen, datt am Kader vun der Évaluation des incidences (EIE) am Virfeld vun all Projet e sougenannte Scoping stattfënnt, wou all Akteuren a Verwaltungen un engem Dësch sëtzen a méiglech Aschränkungen am Viraus kënnen detektéiert ginn an et also och méiglech ass, de Projet wéi och d'Wirtschaftlechkeetsberechnung unzepassen.

Question 0737 (27.05.2019) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **processionnaire du chêne :**

Comme il a déjà été le cas pendant les années précédentes, la processionnaire du chêne - dont les larves sont à la fois nuisibles aux chênes et dangereux pour l'homme - est en train de se répandre au Luxembourg, les premiers nids ayant été repérés au Kirchberg. À noter, qu'en Alle-

magne des écoles ont dû être évacuées à cause de la processionnaire du chêne.

Madame la Ministre avait également annoncé l'année passée l'élaboration d'un plan d'action afin de mieux gérer le risque que pose la processionnaire du chêne pour l'homme.

Voilà pourquoi, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Quel est l'état d'avancement du plan d'action susmentionné ? Quand pourra-t-il être présenté au public ?

2) L'Administration de l'Environnement suit-elle de manière régulière l'expansion géographique et quantitative de la processionnaire du chêne ? Dans l'affirmative, quelle est l'évolution depuis les cinq dernières années ?

3) Madame la Ministre est-elle d'avis que la processionnaire du chêne risque de se répandre massivement dans les années à venir au Luxembourg, notamment dans le contexte d'une influence favorable de réchauffement climatique sur la propagation de celle-ci ?

4) Dans l'affirmative, Madame la Ministre estime-t-elle qu'il serait opportun de prendre des mesures préventives plus rigoureuses pour lutter contre l'expansion potentiellement massive de la processionnaire du chêne ? Quelles sont les mesures supplémentaires que l'Administration de l'environnement pourrait prendre ?

Réponse commune (10.07.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Le Plan d'action national est en phase d'élaboration, ceci en collaboration entre différentes administrations et sous la régie du Ministère de la Santé. Le document pourra être présenté au public après validation par le Gouvernement en conseil.

ad 2) De prime abord, il importe de préciser que l'Administration de l'environnement n'est pas concernée par cette thématique. En l'occurrence, il s'agit de l'Administration de la nature et des forêts.

L'Administration de la nature et des forêts a observé la présence de la chenille processionnaire du chêne en forêt à l'aide de pièges à phéromone et documenté l'apparition de nids. Il en résulte que les chenilles sont le plus présentes dans le centre du pays et dans les régions du Sud et de la Moselle. Les présences documentées dans la partie nord du pays concernaient les communes de Diekrich, Rambrouch et Reisdorf.

Sachant que la population des chenilles suit des gradations naturelles, notamment en fonction des conditions météorologiques, il est très difficile, voire impossible, de prévoir l'évolution de la population des chenilles processionnaires une saison à l'avance. Néanmoins avec le printemps chaud et sec que nous venons de vivre, il faut s'attendre à une présence marquée des chenilles processionnaires pour 2019 et rien n'indique que l'ampleur du phénomène diminuera dans les années à venir.

ad 3) Suite au changement climatique, les conditions de reproduction et de développement de la processionnaire du chêne vont probablement devenir plus favorables. Un risque de propagation de la processionnaire du chêne au Luxembourg existe donc bel et bien.

ad 4) Comme déjà mentionné plus haut, c'est l'Administration de la nature et des forêts qui est concernée par cette thématique et non l'Administration de l'environnement.

Dans le cadre du plan d'action élaboré sous la régie de la Direction de la santé, des mesures de lutte sont en train d'être analysées.

Toute manipulation de nids de chenilles processionnaires risque de créer une dispersion incontrôlée des poils urticants et d'accroître ainsi le danger pour l'homme. C'est pourquoi les enlèvements ou destructions des nids doivent être exécutés par des professionnels.

La meilleure méthode est décidée par les experts au cas par cas en tenant compte de la situation particulière et de l'exposition des personnes.

De façon générale, la méthode la plus efficace consiste à brûler et aspirer les chenilles et leurs nids, de préférence tôt dans la saison quand les poils urticants ne sont pas encore développés.

Les mesures préventives se limitent en fait à éviter de planter des chênes à des endroits très fréquentés par le public en milieu urbain ou périurbain.

Question 0738 (28.05.2019) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **demande de transfert à l'étranger auprès de la CNS :**

De plus en plus de patients ont de nos jours recours à des soins ou prestations de santé à l'étranger, souvent parce que les soins qu'ils recherchent ne sont pas, ou seulement de manière insuffisante, offerts au Luxembourg, soit parce que les délais d'attente pour accéder à ces soins ou prestations sont déraisonnables. Pour les soins en milieu stationnaire ou nécessitant recours à des appareils spéciaux, une demande de transfert à l'étranger doit être introduite au préalable auprès de la CNS.

Dans ce contexte, nous voulons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2018, combien de demandes de transferts à l'étranger, stationnaires et ambulatoires, ont été introduites auprès de la CNS ?

2) Combien d'avis favorables et combien de refus ont été émis par le Contrôle médical de la sécurité sociale, en 2017 en comparaison à 2018 ?

3) Combien de demandes ont été refusées ?

4) Combien de refus pour rééducations postopératoires ont été émis ?

5) Quelles sont les raisons de ces refus ?

6) Sur les refus des périodes en question, combien ont été l'objet de recours devant le Conseil arbitral ?

7) En particulier, entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2018, combien de demandes de transfert à l'étranger ont concerné des séjours en centre de rééducation pour des rééducations postopératoires ?

Réponse (27.06.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Le nombre de demandes d'autorisation de transfert à l'étranger introduites auprès de la Caisse nationale de santé était de 12.708 en 2017 et de 15.569 en 2018.

ad 2) Le nombre d'avis favorables émis par le Contrôle médical de la sécurité sociale se chiffrait à 9.791 en 2017 et à 12.754 en 2018.

ad 3) Le nombre de refus était de 1.549 en 2017 et de 941 en 2018. Il y a lieu de noter que parmi les demandes introduites, seuls les dossiers complets ont pu être traités.

ad 4) Actuellement, il n'est pas possible de renseigner le nombre de refus pour rééducations postopératoires vu que les cas relatifs à une rééducation postopératoire ne peuvent être isolés.

ad 5) Les principaux motifs de refus pour les demandes de transferts à l'étranger sont les suivants :

- qu'une demande d'autorisation de transfert à l'étranger n'est pas nécessaire pour une consultation ou un examen ambulatoire ;

- que la condition de l'autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale (APCM) n'a pas été respectée ;

- que le traitement prévu représente une convenance personnelle ;

- que le traitement n'a pas d'indication médicale et qu'il n'est pas prévu au Luxembourg (non opposable à l'assurance maladie) ;

- que le traitement est possible au Luxembourg dans un délai acceptable sur le plan médical.

ad 6) Le nombre de recours devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale s'élevait à huit en 2017 et à sept en 2018.

ad 7) Actuellement, il n'est pas possible de renseigner le nombre de refus pour rééducations postopératoires vu que les cas relatifs à une rééducation postopératoire ne peuvent être isolés.

Question 0739 (28.05.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) :**

Lors de la « Journée des élus communaux », organisée par le Syvicol, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) a fait savoir qu'il est à la recherche de terrains pour la construction de futures structures d'accueil.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Combien de structures d'accueil sont actuellement gérées par l'OLAI ?

2) Sur combien de sites différents sont réparties ces structures ?

3) Combien de places comprennent les structures actuellement gérées par l'OLAI et quel est leur taux d'occupation ?

4) Quelles sont les raisons d'une éventuelle non-occupation ?

Réponse commune (27.06.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) En date du 31 mai, l'OLAI disposait de 101 structures d'hébergement à capacités d'hébergement diverses. Sur ces 101 structures, l'OLAI en exploite actuellement 56 pour l'hébergement de demandeurs et de bénéficiaires de protection internationale.

Les raisons de la non-exploitation des structures affectées à l'OLAI sont diverses. 28 de ces structures sont, actuellement, soit en rénovation, soit en attente d'une rénovation planifiée et imminente. Toutes ces structures sont inoccupées durant les travaux.

14 structures sont inoccupées en attente d'une mise à disposition à une agence immobilière sociale ou à un organisme public. Les contrats de bail pour deux autres structures sont actuellement sous révision pour résiliation éventuelle. Une autre structure sera démolie afin de permettre l'agrandissement d'une deuxième structure, déjà en exploitation.

ad 2) L'OLAI utilise le terme structure plutôt que celui de site. Ainsi, l'OLAI dispose de 101 structures, qui peuvent cependant, comme celle de Sanem, se composer de deux bâtiments différents.

ad 3) En date du 31 mai 2019, les 56 structures en exploitation par l'OLAI comptaient 4.004 lits ou places. Le taux d'occupation du réseau des structures d'hébergement pour DPI est de 71,4 %.

ad 4) Outre les raisons de non-occupation reprises à la première question, la non-occupation est due aussi à la répartition qui se fait sur base des besoins des DPI[5]. Ainsi, certaines structures sont dédiées à une population spécifique ayant des besoins particuliers. Ces structures sont plus ou moins occupées en fonction du nombre de personnes présentes au Luxembourg et qui peuvent y être hébergées.

Finalement, des lits non occupés résultent du fait que l'OLAI héberge des familles plus ou moins nombreuses. Les chambres au sein des structures d'hébergement comptent un nombre fixe de lits et le nombre d'occupants par chambre ne peut pas toujours être équivalent au nombre de lits par chambre. Il en résulte que certains lits sont statistiquement répertoriés en tant que lits non occupés, alors qu'ils ne sont pas nécessairement disponibles pour l'hébergement de DPI.

Question 0740 (28.05.2019) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **mise en place d'une formation de pédagogie inclusive à l'Université du Luxembourg :**

Au Luxembourg, environ 4.500 élèves sont atteints de troubles d'apprentissage. La plupart d'entre eux suivent une scolarisation dans l'enseignement régulier tout en bénéficiant d'une prise en charge par des experts en la matière, ceci au niveau local, régional et national. Cette prise en charge intensive entraîne forcément des besoins en effectifs importants. Dans cet ordre d'idées, il nous paraît judicieux d'offrir une formation de pédagogie inclusive à l'Université du Luxembourg. Cette mesure a par ailleurs déjà été annoncée par le Ministre de l'Éducation nationale à l'occasion du forum international sur les troubles d'apprentissage en janvier 2016.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur :

1) Quels sont les besoins actuels en pédagogues spécialisés pour prendre en charge les élèves atteints de troubles d'apprentissage ? Y a-t-il suffisamment de main-d'œuvre diplômée sur le marché du travail pour répondre à ces besoins ?

[5] Voir à ce sujet la réponse commune de Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile et de Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration à la question parlementaire n° 0175 de Monsieur le Député Sven Clement.

Le saviez-vous ?

LOI

La loi est une règle de droit qui est adoptée par le pouvoir législatif et qui s'impose à tous les citoyens après promulgation par le Grand-Duc et publication au Journal officiel.

2) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'état d'avancement de son projet de mettre en place une formation de pédagogie inclusive à l'Université du Luxembourg ?

Réponse (02.07.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Je me permets de rappeler quelques éléments de ma réponse du mois d'avril 2019 à la question parlementaire n° 0454 :

1.085 élèves à besoins éducatifs spécifiques bénéficient actuellement d'une assistance en classe assurée par un membre de l'équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (ESEB) alors que 1.023 élèves bénéficient d'une inscription dans un atelier de soutien.

Actuellement, 81 instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS) coordonnent et contribuent à la scolarisation de ces élèves dans les écoles fondamentales luxembourgeoises.

Pour la rentrée scolaire 2019-2020, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) envisage de recruter plus de 25 I-EBS supplémentaires. Le recrutement sera poursuivi en printemps 2020 et, le cas échéant, les années suivantes, afin d'atteindre le nombre de 150 I-EBS prévu sur le plan national. Au terme de ces recrutements, chaque école fondamentale luxembourgeoise pourra bénéficier de l'intervention d'un I-EBS à l'avenir.

Dans le cadre de leur formation initiale, les étudiants en voie d'acquisition d'un bachelor en sciences de l'éducation à l'Université du Luxembourg réalisent un minimum de deux temps de terrain en relation avec l'encadrement des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques. Les temps de terrain réalisés par les étudiants dans les classes de la voie de préparation de l'enseignement secondaire général, les centres de compétences et les écoles fondamentales luxembourgeoises, où ils suivent un I-EBS, leur permettent de découvrir les structures mises en place pour favoriser le progrès des élèves à besoins éducatifs spécifiques, de prendre conscience de la prise en charge de ces derniers à trois niveaux et de mettre en pratique les concepts expliqués pendant les séances théoriques. Pendant les temps de terrain réalisés dans les classes des écoles fondamentales luxembourgeoises, la participation aux concertations hebdomadaires et l'observation du dispositif de différenciation mis en place par l'équipe pédagogique et explicité par le patron de stage préparent les futurs enseignants à l'organisation d'une prise en charge adéquate de tous les élèves.

L'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) ainsi que les centres de compétences en psychopédagogie spécialisée proposent une grande panoplie de formations continues permettant aux enseignants d'optimiser le développement de leurs compétences professionnelles entre autres dans les domaines des troubles d'apprentissage et des troubles du comportement. Les membres d'une même équipe pédagogique peuvent se spécialiser dans divers domaines en fonction des besoins de la population scolaire locale pour favoriser ainsi la réussite scolaire de leurs élèves.

Afin d'améliorer encore davantage l'encadrement des élèves atteint de troubles d'apprentissage, l'offre d'une formation en éducation inclusive à l'Université du Luxembourg a en effet été envisagée. Dans ce contexte, une convention entre le MENJE et l'Université du Luxembourg a été signée en vue de l'établissement d'un programme de master en éducation inclusive. Suite à l'approbation de cette convention par le conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg, un poste de professeur ordinaire en éducation inclusive et diversité avait été approuvé en mai 2016, mais

ce recrutement n'a pas été effectué à l'époque, suite à une décision prise dans le cadre de l'autonomie de l'Université du Luxembourg.

Lors du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg du 5 avril 2019, le profil de poste pour le recrutement d'un professeur adjoint en éducation inclusive et difficultés d'apprentissage a été retenu. Ce recrutement serait un premier pas important dans la mise en place d'une formation de pédagogie inclusive à l'Université du Luxembourg et qui tient à cœur non seulement à cette dernière, mais également à mes ministères.

Question 0741 (29.05.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **récents arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne :**

Dans un communiqué de presse daté du 27 mai 2019, la Cour de justice indique « les parquets allemands n'offrent pas une garantie d'indépendance suffisante par rapport au pouvoir exécutif pour pouvoir émettre un mandat d'arrêt européen. En revanche, le procureur général de Lituanie offre une telle garantie d'indépendance. »

Et plus loin :

« [L]a Cour juge que la notion d'"autorité judiciaire d'émission" au sens de la décision-cadre ne vise pas les parquets d'un État membre, tels que ceux de l'Allemagne, qui sont exposés au risque d'être soumis, directement ou indirectement, à des ordres ou à des instructions individuels de la part du pouvoir exécutif, tel qu'un ministre de la Justice, dans le cadre de l'adoption d'une décision relative à l'émission d'un mandat d'arrêt européen.

En revanche, cette notion vise le procureur général d'un État membre, tel que celui de la Lituanie, qui, tout en étant structurellement indépendant du pouvoir judiciaire, est compétent pour exercer les poursuites pénales et dont le statut lui confère une garantie d'indépendance par rapport au pouvoir exécutif dans le cadre de l'émission d'un mandat d'arrêt européen. [...]

En ce qui concerne les parquets allemands, la Cour constate que la loi n'exclut pas que leur décision d'émettre un mandat d'arrêt européen puisse, dans un cas individuel, être soumise à une instruction du ministre de la Justice du Land concerné. Dès lors, ces parquets ne paraissent pas répondre à l'une des exigences requises pour pouvoir être qualifiés d'"autorité judiciaire d'émission", au sens de la décision-cadre, à savoir celle d'offrir à l'autorité judiciaire d'exécution d'un tel mandat d'arrêt la garantie d'agir de manière indépendante dans le cadre de l'émission de celui-ci. »

Au Luxembourg, la décision-cadre du 13 juin 2002, telle que modifiée en 2009, a été transposée par deux lois :

- la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen, et

- la loi du 3 août 2011 portant modification de la loi précitée.

Il résulte de ces textes de loi qu'au Luxembourg, le juge d'instruction, de même que les juridictions d'instruction et de jugement sont compétents pour émettre un mandat d'arrêt européen à l'encontre d'une personne recherchée aux fins de poursuite, tandis que le procureur général d'État est compétent lorsqu'il s'agit d'émettre un mandat d'arrêt européen aux fins d'exécution d'une peine.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer de l'impact de ces arrêts sur les mandats d'arrêt européen dont les autorités judiciaires luxembourgeoises sont/seront destinataires ?

- Combien de mandats d'arrêt émis dans le contexte de poursuites pénales sont actuellement pendants devant les autorités judiciaires luxembourgeoises ? Combien de ces mandats proviennent d'autorités qui n'offrent pas de garanties d'indépendance suffisantes au sens de la jurisprudence européenne ?

- Combien de mandats d'arrêt ont été émis aux fins d'exécution d'une peine ? Combien de ces mandats risquent de ne pas être suivis d'effet au vu des arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le procureur général d'État offre suffisamment de garanties pour émettre des mandats d'arrêt européen aux fins d'exécution d'une peine ? Combien de tels mandats sont actuellement pendants devant les autorités des autres États membres de l'Union européenne ?

Réponse (27.06.2019) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice :*

Par ses deux arrêts rendus le 27 mai 2019, d'une part, dans les affaires jointes C-508/18 et C-82/19 PPU et, d'autre part, dans l'affaire C-509/18, la Cour de justice de l'Union européenne (Grande chambre) s'est prononcée sur le point de savoir si le ministère public est susceptible d'être considéré comme « autorité judiciaire » au sens de l'article 6, paragraphe 1, de la décision-cadre 2002/584 du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres compétente pour émettre un tel mandat.

L'article 6, paragraphe 1, de la décision-cadre dispose que « l'autorité judiciaire d'émission est l'autorité judiciaire de l'État membre d'émission qui est compétente pour délivrer un mandat d'arrêt européen en vertu du droit de cet État ».

Dans les arrêts cités la Cour a dit pour droit que la notion d'« autorité judiciaire d'émission » au sens de cette disposition doit être interprétée en ce sens « qu'elle ne vise pas les parquets d'un État membre qui sont exposés au risque d'être soumis, directement ou indirectement, à des ordres ou à des instructions individuels de la part du pouvoir exécutif, tel qu'un ministre de la Justice, dans le cadre de l'adoption d'une décision relative à l'émission d'un mandat d'arrêt européen ».

La Cour constate ainsi au sujet des parquets allemands qu'il existe un risque que leurs décisions d'émettre un mandat d'arrêt européen puissent être, dans un cas individuel, soumises à une instruction du Ministre de la Justice tandis que le Parquet lituanien dispose d'un statut qui lui confère une garantie d'indépendance par rapport au pouvoir exécutif dans le cadre de l'émission d'un mandat d'arrêt européen. Elle en déduit que les parquets allemands ne peuvent pas être qualifiés d'« autorité judiciaire d'émission » au sens de l'article 6, paragraphe 1, de la décision-cadre, tandis que le Parquet lituanien peut recevoir cette qualification.

L'honorable Député s'interroge dans sa question parlementaire sur l'impact des arrêts précités sur, d'une part, les mandats d'arrêt européens reçus par les autorités judiciaires luxembourgeoises et, d'autre part, les mandats d'arrêt européens émis par l'autorité compétente luxembourgeoise aux fins d'exécution d'une peine.

Actuellement l'exécution au Luxembourg de cinq mandats d'arrêt européens émis par d'autres États membres est en cours. Parmi ces cinq mandats, deux sont relatifs à l'exercice de poursuites et trois sont relatifs à l'exécution des peines. Ces mandats, émis par les autorités judiciaires portugaises, françaises et belges, n'émanent d'aucun des pays dont les mandats d'arrêt européens posent, suivant les informations disponibles à ce stade, problème au regard de la jurisprudence de la Cour.

En vertu de l'article 26, paragraphe 2, de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne, c'est le procureur général d'État qui a compétence, au Luxembourg, pour émettre un mandat d'arrêt européen aux fins d'exécution d'une peine.

Il se pose dès lors la question de savoir si ce magistrat est susceptible d'être considéré comme « autorité judiciaire d'émission » au sens de l'article 6, paragraphe 1, de la décision-cadre, donc s'il n'est, conformément aux arrêts précités de la Cour, pas exposé « au risque d'être soumis, directement ou indirectement, à des ordres ou à des instructions individuels de la part du pouvoir exécutif, tel qu'un ministre de la Justice, dans le cadre de l'adoption d'une décision relative à l'émission d'un mandat d'arrêt européen ».

La loi du 20 juillet 2018 qui a inséré au Livre II du Code de procédure pénale un titre X consacré à l'exécution des peines, suivant lequel « le procureur général d'État est chargé de l'exécution des peines prononcées par les juridictions pénales […] » ne prévoit aucun pouvoir d'intervention du Ministre de la Justice dans la matière de l'exécution des peines. S'y ajoute qu'en vertu de l'article 696 du Code de procédure pénale introduit par la loi précitée, les décisions prises par le Procureur général d'État dans le cadre de l'exécution des peines, y compris également celles d'émettre des mandats d'arrêt européens aux fins d'exécution des peines, sont susceptibles de faire l'objet d'un recours juridictionnel devant la chambre de l'application des peines de la Cour d'appel.

Il ensuit qu'en l'état actuel de la législation, le Ministre de la Justice ne dispose pas du droit de donner des ordres ou des instructions individuels au procureur général d'État en ce qui concerne les décisions d'émettre un mandat d'arrêt européen aux fins d'exécution d'une peine.

Dès lors, et même si la question devra être tranchée en définitive, sous le contrôle de la Cour de justice de l'Union européenne, par les juridictions des autres États membres saisis de mandats d'arrêt européens luxembourgeois aux fins d'exécution des peines, on peut conclure, qu'en l'état actuel du droit, le procureur général d'État doit être considéré, au sens des arrêts précités, comme « autorité judiciaire d'émission » qualifiée à émettre des mandats d'arrêt européens en matière d'exécution des peines.

Suivant les données disponibles, 27 mandats d'arrêt européens aux fins d'exécution de peine, émis par le procureur général d'État, sont actuellement signalés pour exécution dans les autres États membres de l'Union européenne.

Question 0742 (29.05.2019) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **impacts de concerts en pleine nature sur l'environnement :**

Un groupe de musique, connu pour ses spectacles avec multiples effets sonores et pyrotechniques, donnera un concert à Luxembourg dans le cadre de sa tournée européenne. Pour des raisons de sécurité et de protection de l'environnement et du climat lesdits concerts ont lieu à l'étranger exclusivement dans des stades en milieu urbain. D'ailleurs la tournée du groupe s'intitule « Europa Stadion Tour 2019 ». Au Luxembourg le concert aura lieu sur le site naturel Herchesfeld à Roeser, en bordure directe de forêts gérées de façon durable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Quelles sont les autorisations spécifiques requises couvrant les divers aspects de la protection de l'environnement et du climat, et plus précisément pour employer la pyrotechnie lors d'un concert en pleine nature ?

2) Quelles sont les mesures de sécurité à respecter afin de ne pas mettre en danger tant les spectateurs que l'environnement naturel ?

3) Au vu des nuisances sonores et lumineuses importantes pour la faune sauvage, Madame la Ministre estime-t-elle qu'il serait opportun de renforcer le dispositif législatif concernant l'organisation de manifestations de ce genre en pleine nature ?

Réponse (09.07.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Conformément à l'article 15 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, dans la mesure où ils se déroulent en forêt, dans les zones Natura 2000, dans des habitats d'intérêt communautaire ou dans des habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable et sur les cours d'eau, les manifestations sportives, l'emploi d'instruments sonores, ainsi que les activités de loisirs susceptibles d'avoir une incidence significative sur l'environnement naturel sont soumis à autorisation du ministre. À cet effet, un formulaire spécifique pour l'organisation de manifestations est disponible sur le site Internet du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (www.emwelt.lu).

Plus précisément, pour ce qui est de l'emploi de la pyrotechnie, une demande d'autorisation conformément à l'article 15 de la prédite loi doit être introduite auprès du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

ad 2) Afin de respecter au maximum l'environnement naturel, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a élaboré des règles de bonne conduite. Ces règles de bonne conduite sont reprises ci-dessous. Dans le cadre de la demande d'autorisation conformément à l'article 15 de la prédite loi, l'organisateur s'engage à respecter et à faire respecter les bonnes pratiques par les participants à la manifestation.

L'espace naturel est un espace de loisirs par excellence, à pied, à vélo, à cheval en venant y chercher la beauté du paysage, le calme, et l'apaisement. Cependant, l'espace naturel c'est-à-dire la zone verte est également un lieu de travail pour certaines personnes vivant de la gestion de la zone verte ainsi qu'un habitat pour les espèces et pour la biodiversité. La présence de l'être humain au sein de la zone verte influence le milieu et se fait parfois au détriment des espèces qui y vivent. À cet effet, chacun est sensé adopter un comportement respectueux du milieu et des autres usagers. Afin d'éviter toute perturbation de la faune et de la flore, les organisateurs d'une manifestation sont priés de se renseigner auprès du préposé de la nature et des forêts territorialement compétent concernant les sites écologiques sensibles et d'en tenir compte lors de la planification d'une manifestation (choix du tracé, choix de la date, limitation du nombre de participants).

Les bonnes pratiques à adopter lors de la planification et du déroulement d'une manifestation en zone verte sont signées par l'organisateur lors de l'introduction de sa demande.

Toutefois, pour ce qui est des mesures de sécurité et des normes à respecter au niveau technique des installations de pyrotechnie, il faudrait se renseigner auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

ad 3) La législation actuelle dispose les moyens nécessaires pour conditionner les autorisations de tels événements.

Question 0743 (29.05.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **violence à l'école :**

Laut Aussagen vom Minister für innere Sicherheit, seien 2018 88 Anzeigen nach Gewalttaten in der Schule bei der Polizei eingegangen. Die Anzahl der Anzeigen ist in den vergangenen fünf Jahren leicht gestiegen (2014: 70). Unter den Begriff „Gewalttaten" fallen nicht nur körperliche Angriffe, sondern unter anderem auch Verhaltensstörungen und andere Regelverstöße. Der Bildungsminister betont in diesem Zusammenhang, dass die meisten Fälle von Gewaltausbrüchen, besonders in der Grundschule, ein Ausdruck von psychologischen Problemen sind.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Bildung stellen:

- Wenn die meisten Fälle von Gewaltausbrüchen auf psychologische Probleme zurück zu greifen sind, wäre es nicht sinnvoll konkrete Ursachenforschung zu betreiben um nicht nur die Symptome zu behandeln, sondern die Ursache von Gewaltausbrüchen bei Kindern und Jugendlichen zu ermitteln und zu therapieren?

- Inwieweit wird das Schulpersonal geschult um psychologische Probleme bei den Schülern frühzeitig zu erkennen und die nötigen Hilfestellungen anzufordern?

Réponse (02.07.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Die ehrenwerte Abgeordnete bezieht sich in Ihrer Frage auf die Antwort der Regierung auf die parlamentarische Anfrage Nr. 0581. Darin hatte die Regierung klargestellt, dass mit Verhaltensauffälligkeiten oder Gewaltausbrüchen lediglich Symptome beschrieben werden, die auf ein tieferliegendes psychisches Leiden bei Kindern und Jugendlichen hindeuten. Es ist wichtig zu erkennen, dass Kinder und Jugendliche je nach ihrer Persönlichkeit unterschiedlich auf psychischen Druck oder Probleme in ihrem Umfeld reagieren.

Die Frage der ehrenwerten Abgeordneten, ob es nicht sinnvoll wäre konkrete Ursachenforschung zu betreiben, in Bezug auf die eventuellen Ursachen von „Gewaltausbrüchen" bei Schülern, kann ich nur bejahen. Dabei muss ich darauf hinweisen, dass eben dies seit Jahren im Mittelpunkt der Arbeit von multiprofessionellen Teams in der Grundschule und der Sekundarschule steht. Mit der Reform der „Éducation différenciée" und der Einführung eines dreistufigen Modells der Betreuung von Kindern mit spezifischen Bedürfnissen werden diese Anstrengungen noch intensiviert. Eine professionelle Ausgangsdiagnose steht im Mittelpunkt der Prozeduren, die dabei ausgearbeitet wurden.

Seit dem Beginn des Schuljahres 2018/2019 arbeiten im „Centre pour le développement socio-émotionnel" (CDSE) 33 Personen in einem multiprofessionellen Team, das unter anderem für das Erstellen von spezialisierten Diagnosen zuständig ist und individuelle ambulante Interventionen durchführt. Für das laufende Schuljahr wurden insgesamt 94 spezialisierte Diagnosen durchgeführt. Zudem bietet das CDSE Fachleuten aus Schulen Beratung und Coaching an.

Da die ersten Lebensjahre eines Kindes eine sensible Phase für seine sozioemotionale Entwicklung darstellen, führt das CDSE ein Coaching für Lehrer des Zyklus 1 durch, zur Einführung eines Präventionsprogramms, das die emotionalen Fähigkeiten von Kindern fördert.

Die Früherkennungen besonderer Bedürfnisse bei Schülerinnen und Schülern wird auch in der Lehrergrundausbildung thematisiert, wobei sich die Initialausbildung nicht nur auf die Früherkennung von Problemen in der sozioemotionalen Entwicklung beschränkt. Zusätzlich werden die angehenden Lehrerinnen und Lehrer beim Berufseinstieg auf die unterschiedlichen Entwicklungsschwierigkeiten bei Kindern aufmerksam gemacht.

Question 0744 (29.05.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **télémédecine :**

L'émergence des nouvelles technologies ouvre des perspectives prometteuses pour le domaine de la santé et suscite de nouveaux espoirs pour améliorer davantage la qualité de la prise en charge des patients.

La télémédecine deviendra, dans les années à venir, un vecteur de plus en plus important permettant à la fois de réaliser d'importants gains en efficacité et d'améliorer la couverture médicale, en particulier dans les régions rurales.

Dans plusieurs villes allemandes, les forces de premiers secours sont d'ores et déjà soutenues par un télé-urgentiste lors de leurs interventions, ce qui a permis d'optimiser la prise de décision des secouristes et, ainsi, la prise en charge des patients.

Au vu de ce qui précède, et considérant que le programme de coalition accorde une priorité à la promotion de la télémédecine d'urgence, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre est-elle au courant des projets mis en œuvre en Allemagne ?

2) Madame la Ministre partage-t-elle l'avis que l'assistance d'un télé-urgentiste pourrait soutenir les secouristes lors de leurs interventions et améliorer ainsi la prise en charge des patients ?

3) Des projets pareils sont-ils prévus d'être réalisés au Grand-Duché ? Dans la négative, pour quelles raisons Madame la Ministre y renoncerait-elle ? Dans l'affirmative, quel est l'état d'avancement des projets en question ?

Réponse (04.07.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

De prime abord, il y a lieu de préciser ce que l'on entend par télémédecine. Il s'agit de tout acte médical, réalisé à distance, au moyen de technologies de l'information et de la communication. Ainsi, une prise en charge médicale d'un patient peut avoir lieu sans que le médecin soit présent sur les lieux au moment de l'incident. Ce dernier conseille un professionnel de la santé, qui lui se trouve auprès du patient, quels gestes de secours sont à mettre en œuvre. Les conseils du médecin ainsi donnés, se basent sur les données qui lui ont été transmises informant sur l'état du patient. Il s'agit d'une nouvelle forme de pratique médicale, pas encore très développée au Luxembourg, mais qui peut s'avérer très utile dans certains cas.

Cette pratique, comme le soulève à juste titre l'honorable Député, existe dans plusieurs villes allemandes, dont à Aix-la-Chapelle depuis 2014 et dans d'autres régions comme en Bavière et Hesse. Le projet le plus évolué est celui d'Aix-la-Chapelle, qui a en effet permis d'assister 15.000 interventions par le biais de la transmission de données vitales, de sons et d'images en direct. D'après les informations obtenues, l'exercice de la télémédecine n'est possible que grâce à une collaboration étroite entre un hôpital universitaire et une société privée, qui fournit les appareils et l'infrastructure de communication et 35 médecins spécialement formés à la télémédecine. En présence de toutes ces composantes, la télémédecine permet de couvrir un large éventail d'interventions. Ainsi à Aix-la-Chapelle, un quart des interventions à distance sont des interventions du service d'aide médicale urgente (SAMU) et un grand nombre de transferts de patients entre hôpitaux sont également réalisés sans un médecin à bord d'une ambulance.

La télémédecine permet en effet non seulement de réduire l'intervalle médical libre, c'est-à-dire le laps de temps pendant lequel on attend le médecin, mais aussi d'optimiser la prise en charge des patients. Ceci, soit par les instructions données aux ambulanciers, soit en attendant l'arrivée d'un SAMU conventionnel, qui a été alerté suite aux constatations faites sur place.

Cependant, bien que le système de « Telenotarzt » puisse apporter une expertise médicale rapide, il faut garder à l'esprit que ce type de prise en charge ne peut se substituer à l'intervention des SAMU conventionnels. Par ailleurs, le « Telenotarzt » est à considérer comme étant complémentaire au SAMU conventionnel.

S'il est évident que la télémédecine permet d'avoir un avis médical plus précoce, sa mise en œuvre nécessite un certain cadre règlementé, qui fait actuellement défaut.

La mise en place d'une telle pratique nécessite l'existence d'un pool de médecins spécialement formés, qui soient disponibles 24 heures sur 24 durant toute l'année. Cela engendre des coûts, quasiment similaires à ceux qui servent à équiper un SAMU conventionnel. Ainsi, et compte tenu de l'étendue géographique limitée de notre pays, l'investissement dans un SAMU « réel » sur le terrain semble plus raisonnable que d'investir dans un SAMU « virtuel », certes rapide et ubiquitaire, mais toutefois limité dans ses fonctions.

Il est encore utile de préciser que la mise en place d'une télémédecine implique aussi l'instauration d'une panoplie d'installations techniques dans le domaine de l'informatique et de la télécommunication, dont l'envergure pratique et financière n'est pas à négliger.

Par ailleurs, dans le cadre des travaux de la Plateforme nationale coordination « Urgences », le CGDIS collabore activement dans la filière « coronaropathie » et évalue la possibilité de la transmission de données (électrocardiogramme, ECG) à un cardiologue afin de faire le diagnostic à distance d'un infarctus. Cette approche permettrait de soit confirmer ou infirmer le diagnostic d'infarctus à distance, de décider du besoin ou non de médicalisation du transport et de l'hôpital de destination le plus adapté. Bien que ceci corresponde plutôt à un avis médical à distance, que de la télémédecine à proprement parler, ce projet pourrait être considéré comme un premier pas vers la télémédecine.

Question 0746 (31.05.2019) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **perturbateurs endocriniens :**

En avril 2019 le Parlement européen a adopté avec une majorité écrasante (447 voix pour, 14 contre et 41 abstentions) une résolution concernant les perturbateurs endocriniens. Cette résolution, se basant sur un rapport de deux chercheurs français (Demeneix, Slama) estime que la régulation européenne à l'égard des perturbateurs endocriniens est insuffisante et demande à la Commission européenne de mettre en place des réglementations plus cohérentes dans l'Union européenne, ceci dans le but d'assurer la protection de la santé humaine et de l'environnement.

Les secteurs visés par la motion sont par exemple les cosmétiques, les emballages alimentaires, les matériaux de construction et l'ameublement, pour lesquels la réglementation européenne est estimée insuffisante voire inexistante.

Alors que certains États membres comme le Danemark, la Suède et la France ont développé sur initiative propre des mesures restrictives spécifiques en matière de perturbateurs endocriniens, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Madame et Monsieur les Ministres ont-ils connaissance de ce rapport et quelles sont leurs conclusions en matière de réglementation des perturbateurs endocriniens ?

2) De quelle façon les perturbateurs endocriniens sont-ils gérés par les règlements REACH et CLP ?

3) Est-ce que le Gouvernement a l'ambition de suivre les exemples danois, suédois et français en implémentant un plan de restriction ou de supplémentation des perturbateurs endocriniens ? Dans l'affirmative, quels secteurs sont visés et quels sont les outils que le Gouvernement entend mettre en place ?

4) Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis que les endroits hébergeant des populations sensibles, en l'occurrence les maternités, les crèches, les écoles et les services d'éducation et d'accueil (SEA), devraient à court terme faire l'objet de mesures spécifiques ?

Réponse commune (09.07.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Les ministres ont pris connaissance du rapport dont question. Les perturbateurs endocriniens sont des composés chimiques naturels et/ou anthropiques pouvant provoquer des effets néfastes sur la santé en perturbant le système hormonal endogène. L'exposition aux perturbateurs endocriniens peut provenir de différentes sources, comme par exemple de résidus de pesticides ou de produits de consommation.

À l'heure actuelle, les approches réglementaires en matière de perturbateurs endocriniens diffèrent partiellement en fonction de la législation de l'UE et de la matière à laquelle elle s'applique. Afin d'éviter une incertitude juridique qui pourrait conduire à une identification incohérente des perturbateurs endocriniens, une définition commune des perturbateurs endocriniens est sans doute souhaitable, et est d'ailleurs le sujet de discussions actuelles. Il faudrait donc développer une approche horizontale pour l'identification et la gestion des risques des perturbateurs endocriniens.

Les études toxicologiques habituellement disponibles dans les dossiers de substances ont souvent une valeur limitée en vue de l'identification de perturbateurs endocriniens. Une mise à jour ciblée des exigences relatives aux données à fournir dans cette optique doit s'appliquer dans toutes les législations pertinentes, afin d'accélérer l'identification de ces substances et d'améliorer la connaissance sur les mécanismes par lesquels la perturbation endocrinienne se produit.

La combinaison de différents produits chimiques ne produit pas forcément des effets de perturbation endocrinienne qui s'additionnent, mais ces effets peuvent se renforcer mutuellement. Ainsi, une attention particulière aux effets combinés de produits chimiques (« cocktail effects ») et aux expositions combinées de l'homme et de l'environnement est donc nécessaire.

ad 2) Le règlement REACH est un système d'enregistrement, d'évaluation, d'autorisation et de restriction des produits chimiques. Il vise à assurer la libre circulation des produits chimiques sur le marché intérieur et à promouvoir la compétitivité et l'innovation sans produire des effets néfastes pour la santé humaine ou l'environnement.

Le règlement CLP traite de la classification, de l'étiquetage et de l'emballage des produits chimiques. Il a pour objectif d'identifier les produits chimiques dangereux et d'informer les utilisateurs de leurs dangers au moyen de pictogrammes et mentions de danger figurant sur les étiquettes et dans les fiches de données de sécurité.

Les substances entraînant des effets graves et souvent irréversibles sur la santé humaine et sur l'environnement peuvent être identifiées comme substances extrêmement préoccupantes (SVHC) conformément à l'article 57 de REACH. Si une substance est identifiée en tant que SVHC, elle sera ajoutée à la liste des substances candidates contenant les substances susceptibles de figurer sur la liste des substances soumises à autorisation. Les substances suivantes peuvent être identifiées en tant que SVHC : les substances cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (CMR), les substances persistantes, bioaccumulables et toxiques (PBT) ou très persistantes et très bioaccumulables (vPvB). Enfin, les perturbateurs endocriniens sont mentionnés à l'article 57, point f) : « les substances - telles que celles possédant des propriétés perturbant le système endocrinien… pour lesquelles il est scientifiquement prouvé qu'elles peuvent avoir des effets graves sur la santé humaine ou l'environnement qui suscitent un niveau de préoccupation équivalent à celui suscité par l'utilisation d'autres substances énumérées aux points a) à e)… ». L'identification de ces substances doit se faire dans une approche cas par cas.

Pour les substances énumérées à la liste des substances soumises à autorisation, les fabricants, importateurs et utilisateurs doivent demander une autorisation pour leur mise sur le marché et leur utilisation. Cette procédure d'autorisation vise à garantir que les risques sont contrôlés et que les substances sont progressivement remplacées par des alternatives appropriées, à condition qu'elles soient économiquement et techniquement viables. Une autorisation n'est accordée que si les risques pour l'homme et l'environnement sont suffisamment maîtrisés ou si les avantages socio-économiques de l'utilisation l'emportement sur les risques et s'il n'existe aucune alternative de remplacement appropriée.

Les substances présentant un risque inacceptable pour la santé humaine ou l'environnement peuvent être incluses dans l'annexe XVII de REACH. Ces substances sont soumises à des restrictions à la production, à la mise sur le marché et à l'utilisation, conçues pour maîtriser les risques insuffisamment contrôlés.

ad 3) Le Luxembourg soutient régulièrement les initiatives politiques les plus ambitieuses au niveau communautaire dans le domaine des produits chimiques afin d'assurer un niveau élevé de protection de la santé humaine et de l'environnement. À noter que les Ministres de l'environnement ont adopté des conclusions sur les produits chimiques intitulées « Vers une stratégie de l'Union pour une politique durable en matière de substances chimiques » lors de la session du 26 juin 2019 du Conseil environnement. Les éléments concernant plus particulièrement les perturbateurs endocriniens sont repris ci-dessous :

- assurer un niveau élevé de protection de la santé humaine et de l'environnement en réduisant au minimum l'exposition aux perturbateurs endocriniens, comme approuvé par le 7e Plan d'action pour l'environnement, en stimulant le remplacement par des substances chimiques plus sûres. À cette fin un plan d'action doit être établi par la Commission européenne ;

- accélérer et identifier l'identification des perturbateurs endocriniens en mettant à jour les exigences en matière de données dans toutes les législations pertinentes ;

- développer une approche horizontale pour l'identification et la gestion des risques, fondées sur le danger des perturbateurs endocriniens en prenant en compte les incertitudes concernant l'identification des dangers et l'évaluation des risques pour les substances chimiques qui possèdent des propriétés perturbant le système endocrinien ;

- accorder une attention toute particulière aux effets cocktail et à l'exposition combinée des personnes et de l'environnement à toutes les sources pertinentes.

ad 4) Dans sa communication « Towards a comprehensive European Union framework on endocrine disruptors » la Commission souligne que « la période de régénération particulièrement sensible d'exposition à la perturbation endocrinienne est pendant les périodes de développement, telles que le développement du fœtus et la puberté. L'exposition à des perturbateurs endocriniens pendant ces périodes peut entrainer une susceptibilité accrue aux maladies plus tard dans la vie. » Dans ce contexte, les populations sensibles nécessitent une protection particulière en ce qui concerne l'exposition aux perturbateurs endocriniens.

Il est pourtant intéressant de noter que le rapport des chercheurs français évoqué sous la question 1 fait notamment ressortir que « la signalisation endocrinienne est impliquée dans le contrôle minutieux de tous les stades du développement depuis les premiers stades de l'organogenèse (formation des organes), … de tous les aspects de la vie postnatale, précoce et de l'enfance, de la puberté et de l'adolescence. Il est également impliqué dans la reproduction, dans d'autres fonctions clés de l'âge adulte et dans le vieillissement. »

C'est dans cette optique que les ministres de l'Environnement ont souligné dans les conclusions sur les produits chimiques précitées « qu'il est important d'examiner et de réviser, si besoin est, les exigences actuelles relatives aux essais afin de garantir que les objectifs en matière de santé particulièrement pertinents pour les enfants et les autres groupes vulnérables sont traités de manière adéquate, systématique et cohérente (p. ex. la neurotoxicité, les incidences sur le développement du système immunitaire, la perturbation endocrinienne, la toxicocinétique, etc.) dans l'ensemble de la législation de l'Union sur les substances chimiques. » Ils ont également « insistés sur la nécessité de mettre en place un mécanisme ap-

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

proprié coordonnant la protection des groupes vulnérables, tels que les enfants et les femmes enceintes ou allaitantes, y compris en introduisant des exigences cohérentes en matière de gestion des risques dans les textes pertinents de la législation de l'Union concernant les substances préoccupantes, notamment les neurotoxines et les perturbateurs endocriniens ».

Dans ce sens, toute la population serait à considérer comme population sensible, et devait donc disposer d'un même niveau de protection.

Question 0747 (03.06.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **manque de personnel dans le secteur Horeca :**

Wéi eng Fra, déi selwer Patron an der Horesca ass, viru Kuerzem iwwer Facebook bekannt gemaach huet, ginn et am Secteur Problemer, gëeegent Personal ze fannen.

Dëst ass virun allem de Fall, well vill Persoune keng Coupure schaffe wëllen a well ausserhalb vum Zentrum vum Land de Problem besteet, dass fir vill Leit d'Distanz fir op déi potenziell Aarbechtsplaz ze grouss ass, an/oder well zu deenen an der Horesca üübleche Schaffzäite keng ëffentlech Transportméiglechkeeten existéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Immigratioun an Asyl a fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wat plangt d'Regierung ze maachen, fir d'Beruffer an der Horesca méi attraktiv ze maachen?

2. Wéi vill Demandë vun Net-EU-Bierger fir eng Aarbechtserlaabnis goufen (opgeschlësselt no Joer zanter 2009) vum Secteur Horeca gestallt?

3. Wéi vill dovunner goufen ugeholl? Wat waren (opgeschlësselt no Joer a Grond) d'Grënn fir de Refus?

4. Opgeschlësselt no Joer, Grond vum Refus an der Originn vum Refus (Patron oder Employé) zanter 2009:

- Wéi vill fräi Plaze goufen an der Horesca gemellt?

- Wéi vill Assignatioune goufe virgeholl ?

-Wéi vill vun deenen Assignatiounen hunn zu engem Kontrakt gefouert?

5. Denkt d'Regierung, datt eis Gesetzer nach adaptéiert un déi momentan Situatioun um Aarbechtsmarché sinn?

Réponse commune (10.07.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. + 5. D'Regierung huet de Mindestloun ëm 100 € netto erhéicht, dëst mécht d'Aarbecht zu Lëtzebuerg méi attraktiv. D'Regierung fërdert a stäerkt d'Kollektivvertragswiesen, dëst huet sécherlech e positiven Effekt op den Horeca-Secteur an awer och op aner Secteure souwéi op d'Sozialdialogen an d'Aarbechtskonditiounen.

Et ass kee Geheimnis, datt d'Aarbechtskonditioune souwéi den Traitement e positiven Effekt op d'Attraktivitéit vum Horeca-Secteur hunn. De Secteur muss och seng Responsabilitéit huelen an derfir suergen, datt seng Mataarbechter an de beschtméigleche Konditioune kënne schaffen.

D'Regierung entwéckelt, wéi am Regierungsaccord virgesinn, och e System vu kuerze Formatiounen, déi virun allem deene Leit sollen zeguttkommen, déi Problemer hunn, eng Aarbecht ze fannen. Dës Initiative vum Patronat a vun der Regierung maachen d'Schaffen am Horeca-Secteur méi interessant an unzéiend.

Ad 2. Vun 2013 bis 2018 goufe 565 Demandë vun Net-EU-Bierger fir eng Aarbechtserlaabnis am Secteur Horeca beim Ausseministère agereecht. Dovunner waren der 460 fir e Kach an 105 fir e Serveur oder Barmann.

Ad 3. D'Grënn fir e Refus ginn net informatesch vum Ausseministère erfaasst. Allerdéngs ass ze bemierken, dass déi meescht Refusen op e Manktem u Qualifikatioune fir de gefrote Posten zréckzeféiere sinn. An enger méi gerénger Unzuel un Demanden huet den Zertifikat vun der ADEM gefeelt.

Et sief ugemierkt, dass d'Grënn, wisou en Zertifikat vun der ADEM refuséiert gëtt, an de meeschte Fäll sinn, well de Patron keng fräi Aarbechtsplaz bei der ADEM gemellt huet, obwuel dëst awer eng legal Obligatioun ass a vum Aarbechtsrecht virgeschriwwe gëtt. Dernieft ass et och méiglech, dass bei der ADEM genuch Aarbechtssichender ageschriwwe sinn, déi dem Profill entspriechen an déi, dem Gesetz no, Prioritéit hunn.

Fir d'Joer 2013 erkläert déi méi héich Unzuel un Demandë sech duerch eng eemoleg Regularisatiounsmoossnam, déi et Net-EU-Bierger, déi irregulär zu Lëtzebuerg geschafft hunn, ënner verschiddene Konditiounen erlaabt huet, hiren Openthalt ze regulariséieren.

Säit 2013 goufe folgend Unzuel un Aarbechtserlaabnissen ausgestallt oder ofgeleent.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu – Travail à la Chambre – Rôle des affaires – Questions parlementaires – rechercher no de la question.)

ad 4. Wann een d'Zuele vun Aarbechtsplazen an Assignatiounen am Secteur Horeca kuckt, sou muss een en Ënnerscheed maachen tëscht de Joren 2009-2014 an 2015-2019.

An de Joren 2009-2014 huet d'ADEM mat enger interner Beruffsnomenclature geschafft. Säit dem Joer 2015 schafft d'ADEM mam „ROME" (Répertoire opérationnel des métiers et des emplois). Dës zwou Nomenclaturë sinn net identesch. Dofir gëtt et ee Broch tëschent de Joren 2014 an 2015 an déi zwou Periode sinn net richteg vergläichbar. Fir den Zäitraum vun 2009-2019 a just fir de Secteur Horeca komme mer op folgend Zuelen:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Bei dësen Zuele muss een ervirhiewen, dass dat Assignatiounen un all d'Aarbechtssichender sinn, ouni dass hir Hierkonft oder Nationalitéit iergendeng Roll spillt. D'Kritären, fir op eng gemellten Aarbechtsplaz assignéiert ze ginn, hu mam Profill vum Aarbechtssichenden ze dinn a sinn onofhängeg vun der Nationalitéit.

Wat d'Rekrutementer betrëfft, sou kënne mir soen, wéi vill Leit, déi bei der ADEM ageschriwwe waren, pro Joer am Secteur Horeca eng Aarbecht fonnt hunn. Dës Statistik gëtt awer eréischt ab 2014 gefouert. Dofir ginn et leider keng Zuele fir d'Jore virdrun. Rekrutement heescht hei, dass eng Persoun 3 Méint, nodeems hiren Dossier bei der ADEM zougaangen ass, schafft. Den Tableau hei ënne weist den Total vun de Rekrutementer, mä awer och d'Rekrutementer vun Drëttstaatler, dat heescht Leit, déi keng Nationalitéit aus engem EU-Land hunn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 0748 (03.06.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **sécurité routière à la bifurcation N10/N7 à Marnach :**

Suite à un accident récent qui s'est produit à Marnach près du nouveau centre commercial, mon attention a été attiré sur les risques liés au réaménagement de cette bifurcation (N10/N7). En fait, il ne s'agit pas du premier accident qui s'est produit en ce lieu.

Qui plus est, il m'a également été signalé que les poids lourds et autobus qui quittent la rue Bombatsch pour tourner à droite en direction de la cité de Clervaux ont du mal à virer dans des conditions adéquates.

Voilà pourquoi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre est-il au courant des deux situations décrites ci-dessus ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il déjà chargé ses services de sécuriser le chantier en question ?

- Au-delà d'une sécurisation du chantier, est-il prévu de réaménager cet endroit critique, sachant qu'avec l'aménagement actuel des situations dangereuses, voire des accidents ont tendance à se produire à des intervalles plus ou moins réguliers ?

- Est-il également prévu de procéder à un redressement de la bifurcation de la rue Bombatsch et la rue principale de Marnach (N18) ?

Réponse (09.07.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Lors de la réalisation de différents travaux de moindre envergure à proximité de l'embouchure N18/N7 à Marnach, l'Administration des ponts et chaussées a veillé à ce que les chantiers en question aient été sécurisés selon les recommandations en vigueur.

Dans le cadre de la stratégie nationale pour la réduction des accidents de circulation, une mesure importante a pu être réalisée en automne 2017 pour sécuriser l'embouchure N18/N7, à savoir l'interdiction aux usagers de la route de tourner à gauche vers la N7 en direction de Diekirch à partir de la N18.

Bien que cette mesure ait déjà augmenté la sécurité des usagers de la route en question, il reste à supprimer les manœuvres de tourne-à-gauche vers la N18 en provenance de la N7, c'est-à-dire pour les conducteurs venant du nord du pays qui souhaitent bifurquer en direction de Clervaux. Ceci deviendra possible lors de la réalisation du projet d'insertion d'un terre-plein central sur différents tronçons de la N7 avec l'aménagement d'un carrefour dénivelé.

En attendant, l'achèvement de la transversale de Clervaux contribuera déjà à une nette diminution de ces manœuvres de tourne-à-gauche, étant donné que les poids lourds et autres véhicules venant du nord et souhaitant se rendre en direction de Clervaux emprunteront alors directement la transversale à partir du rond-point qui y donne accès.

Quant à la bifurcation de la rue Bombatsch (→ chemin vicinal) et la rue principale de Marnach, un redressement supplémentaire n'y est actuellement pas prévu. Or, dans le cadre des travaux d'aménagement des routes N7, N10 et N18 à Marnach, parmi lesquels figure le réaménagement du carrefour N10/N18, mes services vont également analyser la possibilité de sécuriser la bifurcation de la rue Bombatsch et la rue principale de Marnach.

Dans le souci d'éviter que les camions empruntent la rue Bombatsch et en attendant l'achèvement de la transversale, un panneau de signalisation sera prochainement installé à cet endroit sur la N7, indiquant le sens recommandé afin de diriger les poids lourds vers la bifurcation sur la N18 (N10) à Marnach via la N7.

Les bus (lignes RGTR et bus d'école) qui empruntent la rue Bombatsch à partir du rond-point donnant accès à la transversale de Clervaux utilisent le passage souterrain qui se trouve en-dessous de la N7 dans la rue Bombatsch, destiné également à l'usage des machines agricoles. Ainsi, les bus à destination du centre culturel « CUBE521 » n'ont pas besoin de traverser la N7 et pas non plus la bifurcation de la rue de Bombatsch et la rue principale de Marnach.

Question 0749 (03.06.2019) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant la **procédure d'obtention d'agréments pour les services d'éducation et d'accueil pour enfants :**

Au Luxembourg, toute personne qui souhaite exploiter un service d'éducation et d'accueil pour enfants, doit requérir un agrément de la part du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Pour cela, plusieurs conditions, notamment au niveau du personnel pédagogique, de l'infrastructure, de la sécurité et de la salubrité, sont à remplir. Plusieurs acteurs publics, entre autres l'Inspection du travail et des mines, la Direction de la santé, le Service national de la sécurité dans la fonction publique et le Service d'éducation et d'accueil du Ministère de l'Éducation nationale sont impliqués dans le contrôle des normes à suivre. Or, selon nos informations, la collaboration entre ces différents acteurs s'avère plutôt difficile, ce qui rend les procédures administratives en vue de l'obtention d'un agrément relativement lourdes et longues.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur la durée moyenne de la procédure d'obtention d'agréments pour les SEA ?

2) Au vu des besoins croissants en structures d'accueil pour enfants, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas nécessaire de rendre la procédure d'obtention d'agréments plus efficace ? La mise en réseau des différents acteurs publics impliqués dans les contrôles ne serait-elle pas, le cas échéant, une piste à suivre ?

Réponse (27.06.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) La durée de la procédure d'agrément dépend du dépôt du dossier d'agrément complet. Suivant les dispositions de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (loi dite « ASFT »), le délai normal de l'instruction administrative est de trois mois à partir de la communication de tous les documents nécessaires au ministre compétent. Cependant, lorsque la complexité du dossier le justifie, le délai d'instruction administrative peut être prolongé une seule fois et ce pour une durée limitée. Cette disposition n'a cependant guère été appliquée au cours des dernières années.

Conformément à la loi ASFT, la décision d'agrément est notifiée dans les plus brefs délais à compter de la remise du dossier complet.

ad 2) Depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants, les compétences en matière de sécurité et d'hygiène incombent à l'Inspection du travail et des mines ainsi que, le cas échéant, au Service de la sécurité dans la fonction publique et au Ministère de la Santé. L'intervention de différents acteurs dans la procédure d'agrément implique la nécessité d'une démarche concertée qui a été mise en place suite à l'entrée en vigueur du règlement précité et qui est organisée à intervalles réguliers entre les services impliqués.

Question 0750 (03.06.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **burn out :**

Le burn out vient de faire son entrée dans la classification des maladies de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Cette classification repose sur les conclusions d'experts de la santé dans le monde entier.

Le burn out figurera dans la section consacrée aux « problèmes associés à l'emploi ou au chômage ».

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé, de Monsieur le Ministre du Travail et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale quelles suites ils entendent donner à la décision de l'OMS.

2) Comment les suites du burn out sont-elles actuellement prises en charge au Luxembourg ?

3) Comme la prévention est la meilleure réponse au phénomène croissant du burn out, j'aimerais savoir quelles mesures le Gouvernement a prises, respectivement entend prendre en la matière ?

Réponse commune (10.07.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Lors de la 72e Assemblée mondiale de la santé qui s'est tenue au mois de mai à Genève, les États membres ont adopté la 11e révision de la classification internationale des maladies (CIM 11) dans laquelle le syndrome du burn out a été précisé.

Le syndrome du burn out est décrit dans le chapitre « facteurs influant sur l'état de santé ou sur les motifs de recours aux services de santé » qui regroupe les motifs qui ne sont pas classés comme maladies ; mais pour lesquelles les personnes concernées s'adressent aux services de santé.

Le burn out ou épuisement professionnel constitue un syndrome conceptualisé comme résultant d'un stress chronique au travail qui n'a pas été correctement géré.

Trois dimensions caractérisent le burn out :

- un sentiment de manque d'énergie ou d'épuisement,

- un retrait vis-à-vis du travail ou des sentiments de négativisme ou de cynisme liés au travail,

- une perte d'efficacité professionnelle.

En raison des conséquences néfastes sur la santé mentale des personnes souffrant d'un burn out, le Ministère de la Santé se félicite du fait que l'OMS s'est consacré à ce syndrome, dont les concernés doivent bénéficier d'une prise en charge par les services de santé.

ad 2) En ce qui concerne la prise en charge au lieu de travail, la Division de la santé au travail et de l'environnement est, depuis de nombreuses années, régulièrement confrontée, à travers les services de santé au travail, à la problématique des risques psychosociaux et donc aussi au syndrome du burn out. Les multiples séances de formations/informations réalisées par les médecins aussi bien pour les représentants des salariés que pour les employeurs, ont rapidement été complétées par une offre psychologique mise à disposition par la plupart

des services de santé au travail du secteur privé, voire du secteur public ; ceci afin de pouvoir prendre en charge les salariés exposés au stress, au mobbing et/ou qui souffrent de burn out. Ainsi, le service de santé au travail des secteurs tertiaire et financier a pris en charge 239 cas de burn out en 2018, ce qui représente une augmentation de 37 % par rapport à 2017 !

Cette aide professionnelle, effectuée par des psychologues dans un encadrement neutre qu'offre la médecine du travail, est essentielle comme le syndrome du burn out engendre une grande souffrance psychologique qui, sans une prise en charge adéquate, peut engendrer un passage dans la chronicité avec les conséquences que cela engendre pour la personne et la société.

Il est également à noter que tous les salariés au Luxembourg peuvent s'adresser à deux associations spécifiques, dont l'objectif social est consacré au stress et au mobbing, ainsi qu'aux volets associés ; à savoir les personnes souffrant d'un burn out. Il s'agit de la Stress ASBL, cofinancée par le Ministère de la Santé et de la Mobbing ASBL, cofinancée par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie solidaire.

En ce qui concerne la prise en charge du burn out par l'assurance maladie-maternité, c'est le médecin traitant qui décide du traitement médical par les moyens qui lui semblent les plus adéquats au vu de la situation du patient.

L'assurance maladie prend en charge ces traitements pour autant qu'ils sont prévus dans la législation de l'assurance maladie et qu'ils sont dispensés selon les conditions et les modalités qui y sont prévues.

Les prestations qui sont prises en charge sont notamment le paiement des indemnités pécuniaires de maladie en cas d'incapacité de travail, les traitements dispensés par les médecins dont notamment les consultations et les psychothérapies pour autant qu'elles sont dispensées par les médecins spécialistes en psychiatrie, les traitements de relaxation auprès des psychomotriciens, les traitements médicamenteux, le cas échéant les traitements dispensés en milieu hospitalier de même que les traitements dispensés dans des établissements hospitaliers situés à l'étranger.

Plusieurs initiatives de prise en charge « préventive » ont vu le jour.

- L'ASTF (Association pour la santé au travail des secteurs tertiaire et financier) a développé le programme Phénix offrant des consultations en psychoéducation, en conseil psychologique et en coaching. C'est le patient, éventuellement avec une contribution de son employeur, qui doit assurer le financement.

- Plus conséquent est cependant celle du GesondheetsZentrum, qui a développé un véritable programme intégré de prise en charge ambulatoire avec des consultations réparties sur trois mois. C'est un programme interdisciplinaire de prévention alliant médecine interne, psychothérapie, diététique et physiothérapie. Une partie des consultations est donc prise en charge par la Caisse nationale de santé par les actes facturés prévus dans les différentes nomenclatures. Néanmoins, une autre partie assez importante encore, est cofinancée par la CMCM (Caisse médico-complémentaire mutualiste), l'employeur et l'employé.

Le burn out devient de plus en plus prévalent à cause du niveau de stress occupationnel et psychosocial. Les méta-analyses cliniques démontrent surtout l'efficacité des thérapies cognitivo-comportementales dans son traitement. Il est dans l'intérêt de tous de mettre en place des programmes qui interviennent avant qu'une cure stationnaire avec phase de réinsertion sociale et au travail ne devienne nécessaire.

ad 3) Actuellement, les risques psychosociaux ne sont pas considérés comme postes à risque dans le Code du travail, et ne sont ainsi pas systématiquement pris en compte par l'employeur en matière de prévention sur le lieu de travail. Cela ne concerne pas uniquement le burn out, mais aussi le stress, le harcèlement moral et la violence au travail.

Les facteurs de risque pour la santé mentale au travail sont multiples. La plupart sont liés aux interactions entre le type de travail à exécuter, le cadre organisationnel et managérial, les aptitudes des salariés et le soutien mis à disposition par l'employeur pour faire le travail dans de bonnes conditions. Sans créer un environnement de travail sain, en réduisant les facteurs de risque, en promouvant la santé mentale et en aidant les salariés souffrant de problèmes liés aux risques psychosociaux, on n'améliorera toutefois pas la situation. La prévention reste la meilleure solution pour combattre le risque de burn out à la source.

Il est à noter que les employeurs restent encore souvent réticents à prendre en considération ces risques. Par contre on observe un changement de mentalité chez beaucoup d'employeurs qui sont bien conscients de la nécessité de prendre en charge les risques psychosociaux, et qui ont accordé davantage de moyens aux services de santé au travail pour lutter contre le burn out et qui ont accepté de prendre en charge ceux de leurs salariés qui en souffrent.

Il est évident que dans une future réforme du Code du travail, il s'agira de mieux prendre en compte les risques psychosociaux en matière de prévention sur le lieu de travail et de réfléchir sur l'opportunité d'établir un plan (stratégie nationale) en matière des risques psychosociaux ; ceci en collaboration avec les syndicats et le patronat.

Pour le volet assurance maladie-maternité, la prévention est un élément central de la politique de santé dans les années à venir et il est important d'y intégrer la problématique du burn out. Des mesures thérapeutiques à temps utile permettent une meilleure prise en charge du burn out et donc de réduire les effets négatifs de santé de la personne. De plus, une approche ambulatoire à visée thérapeutique pour prévenir le stationnaire contribue certainement à une meilleure efficience de notre système de santé.

Q236

Question 0751 (04.06.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **rapatriement d'un combattant étranger au Luxembourg :**

Il ressort d'un récent communiqué de presse du Parquet de Luxembourg que :

« Suite à des reportages récemment parus dans la presse internationale, le Parquet de Luxembourg peut confirmer qu'un présumé combattant de l'État islamique, de nationalité portugaise et ayant résidé auparavant au Luxembourg, se trouve actuellement retenu dans un camp en Syrie. »

Notant que, d'après des informations fournies dans le passé par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, deux autres anciens résidents seraient déjà revenus au Luxembourg.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si le parquet entend émettre un mandat d'arrêt international à l'encontre de cette personne ? Alors que ladite personne semble être de nationalité portugaise, le Luxembourg entend-il la livrer au Portugal aux fins de jugement ?

- Qu'en est-il des deux résidents partis en Syrie et de retour au Luxembourg depuis fin 2014 ? Ont-ils été poursuivis par la justice luxembourgeoise et, le cas échéant, condamnés ? Font-ils l'objet d'un suivi quelconque ?

- Alors que Monsieur le Ministre de la Justice avait annoncé élaborer un projet de loi devant préciser l'encadrement des djihadistes locaux, Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations à cet égard ?

Réponse commune (05.07.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice :*

L'honorable Député souhaite être informé par le Gouvernement « si le parquet entend émettre un mandat d'arrêt international à l'encontre » d'une personne retenue dans un camp en Syrie. Cette question ne manque pas de nous étonner et nous interpelle. Au vu des principes de la séparation des pouvoirs, de l'indépendance de la justice et du secret de l'instruction sur lesquels repose notre État de droit, le Gouvernement n'a certainement pas compétence pour connaître à l'avance d'éventuelles mesures que le parquet pourrait envisager de prendre dans quelque affaire que ce soit.

Comme indiqué dans la réponse du 9 mars 2019 du Ministre des Affaires étrangères et européennes, du Ministre de la Justice et du Premier Ministre, Ministre d'État à la question n° 0353 de l'honorable Député, concernant le retour sur le territoire européen de djihadistes, tout combattant terroriste étranger qui retourne d'une zone de conflit au Luxembourg et qui est connu des services compétents sera surveillé par les autorités de sécurité et, le cas échéant, poursuivi conformément à la législation en vigueur.

Concernant l'encadrement légal des combattants terroristes étrangers, il est à noter qu'à l'image d'initiatives de différents pays européens, le Gouvernement s'est prononcé en faveur de la mise en place d'actions répressives et de mesures de prévention contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Conformément à la résolution 2178 du Conseil de sécurité de l'ONU, le Luxembourg s'est engagé à renforcer son arsenal légal de lutte contre les « combattants terroristes étrangers ». Cet engagement s'est notamment traduit par l'adoption de la loi du 18 décembre 2015 modifiant le Code pénal et le Code d'instruction criminelle. Les modifications opérées facilitent l'incrimination d'actes de provocation au terrorisme, de recrutement, de formation et de l'entraînement au terrorisme, ainsi que la commission d'actes préparatoires au terrorisme. La loi du 18 décembre 2015 vise encore à incriminer le fait d'une personne qui, à partir du territoire luxembourgeois, se rend ou se prépare à se rendre dans un autre État avec l'intention de commettre, d'organiser, de préparer ou de participer à des infractions terroristes. D'autres dispositions se rapportent à l'interdiction de sortie du territoire, l'interdiction de réadmission sur le territoire national, le retrait du passeport et de la carte d'identité.

Il est à noter que le projet de loi 7356 modifiant le Code pénal aux fins de transposition de la directive UE 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil est en phase de travaux au sein de la Commission de la Justice de la Chambre des Députés. Les dispositions y afférentes prévoient le renforcement du cadre légal portant en infraction les déplacements, le recrutement et le financement des combattants terroristes étrangers.

Suite à l'attaque terroriste à l'encontre de Charlie Hebdo le 7 janvier 2015, le Gouvernement a par ailleurs mis en place le plan de protection nationale dénommé « Vigilnat », conçu comme un outil d'identification des menaces terroristes.

Au niveau national, la coopération entre les autorités répressives et les autorités judiciaires, ainsi que d'autres administrations se fait de manière continue. Dans ce contexte, une évaluation de la menace terroriste est régulièrement réalisée par le groupe de coordination en matière de lutte contre le terrorisme. Les informations ainsi recueillies peuvent conduire à des communications au parquet sur base de l'article 23 (2) du Code de procédure pénale, selon lequel toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance de faits susceptibles de constituer un crime ou un délit, est tenu d'en donner avis sans délai au procureur d'État.

L'association sans but lucratif « SOS Radicalisation » a été fondée en mai 2017. Le « Centre contre la radicalisation - respect.lu » y associé fonctionne depuis le 3 juillet 2017. Ce Centre est conventionné par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et poursuit deux objectifs : 1. Une prévention primaire afin de renforcer la résilience contre les idéologies et contre les essais d'endoctrinement. 2. Une prévention secondaire afin d'offrir une assistance individuelle aux personnes en processus de radicalisation ainsi qu'à leur entourage. Les activités du Centre contre la radicalisation - respect.lu comprennent des formations continues à l'attention de différents publics (domaines de la jeunesse et de l'enseignement, monde du travail, grand public), des activités de conseil et de soutien pour les personnes et les familles concernées par le phénomène de la radicalisation, et l'entourage des personnes qui courent le risque de se radicaliser ou qui sont déjà en cours de radicalisation. Dans une phase ultérieure, le Centre s'occupera également de l'accompagnement des personnes qui se sont radicalisées et qui souhaitent reprendre une vie normale.

Question 0752 (04.06.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**existence de casiers judiciaires bis :**

Dans leur réponse commune à la question parlementaire n° 0640, Messieurs les Ministres ont précisé l'existence d'un fichier central auquel seuls les OPJ et APJ auraient accès.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et de Médias, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer depuis quand ce fichier existe et sa base légale ?

2) Qui gère et contrôle ce fichier et sous l'autorité de qui ? De quelle manière la gestion et le contrôle sont-ils effectués ? Qui contrôle les entrées et les sorties de données et sous quelle responsabilité ?

3) Est-ce que le parquet a un droit de regard direct sur ce fichier ?

4) Messieurs les Ministres peuvent-ils formellement et expressément exclure qu'aucun autre service étatique ait accès audit fichier ? Dans le cas où ils ne sauraient l'exclure, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer de quels services il s'agit et confirmer que l'accès se fait selon les garanties offertes par la législation sur la protection des données ?

5) Est-ce que le justiciable a, quant à la fiche qui le concerne, un accès direct sur demande ?

- Dans l'affirmative, à qui doit-il adresser sa requête ?

- Toujours dans l'affirmative, a-t-il le droit de corriger, d'amender un texte qui, par hypothèse, a été rédigé et enregistré contre lui en catimini, et qui selon lui est préjudiciable à sa renommée ?

6) Est-ce que le fichier continue à archiver les rapports et procès-verbaux, même s'il y a eu acquittement au pénal ?

7) Qu'en est-il des procès-verbaux et rapports qui sont restés sans suite aucune ?

8) Quid des condamnations effacées du casier judiciaire après un temps d'épreuve ?

9) Quid des mêmes condamnations effacées à tout jamais par la réhabilitation ?

10) Ces données sont-elles malgré tout archivées ?

11) Est-ce que le justiciable est informé du maintien des décisions d'acquittement dans le fichier général ?

Réponse commune (17.06.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) Le fichier dit « central » comporte tous les procès-verbaux et rapports rédigés par les officiers et agents de police judiciaire dans le cadre de leur mission de police judiciaire. Ce fichier existe depuis que les services de police ont commencé à rédiger des procès-verbaux et rapports afin de les transmettre aux autorités judiciaires conformément à la loi, alors qu'il fallait disposer d'un outil permettant d'assurer le suivi adéquat de ces procès-verbaux et rapports.

Au départ, les données et informations détenues par la police et la gendarmerie étaient contenues dans des fichiers manuels qui ont été informatisés au fil du temps. Le « fichier central » a été informatisé en 2005.

La première loi en matière de traitement des données à caractère personnel du 31 mars 1979 soumettait la création et l'exploitation de banques de données informatisées pour le compte de l'État à une loi ou un règlement grand-ducal. Cette loi a été modifiée en 1992 afin de permettre à la police et à la gendarmerie de créer et d'exploiter des banques de données pour les besoins de la prévention de la recherche, de la constatation et de la poursuite des infractions selon les modalités à déterminer par règlement grand-ducal.

Sur base de cette loi, a été autorisée par règlement grand-ducal du 2 octobre 1992 la banque de données nominatives de police générale « Ingepol », ayant comme finalité la documentation et la recherche dans le cadre des missions de police judiciaire de la Police grand-ducale. Ce règlement grand-ducal, d'une durée de validité de cinq ans, a expiré en 1997 et il a été négligé de le remettre en vigueur jusqu'en 2004. Ensuite, il a été prorogé à plusieurs reprises jusqu'en 2018.

Il importe de relever que ce règlement grand-ducal n'avait pas comme finalité de régler le fichier central, alors que celui-ci était un fichier manuel ne tombant pas dans le champ d'application de la loi de 1992, mais était destiné à remplacer le système à microfiches du CDRJ (Centre de documentation et de rapprochement judiciaires).

Ceci ayant été précisé, la police n'a pas été en mesure de mettre en place intégralement le traitement de données à caractère personnel « Ingepol » tel que prévu par le règlement grand-ducal de 1992. La raison en est que certaines règles que prévoyait ce règlement

étaient d'une complexité telle qu'il était difficile de les mettre en œuvre avec le niveau de la technologie de l'information de l'époque et notamment parce qu'un retour automatisé du suivi judiciaire était requis afin de pouvoir respecter les obligations en matière de durée de conservation.

Après l'adoption de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des données à l'égard du traitement des données à caractère personnel, qui, contrairement à la loi précédente de 1979, s'appliquait également aux fichiers non automatisés, il n'était pas clair si le règlement grand-ducal dit « Ingepol » du 2 octobre 1992 était en mesure de couvrir également le « fichier central » de la police, alors que les finalités du fichier « Ingepol » d'une part et les finalités du fichier central d'autre part n'étaient pas exactement les mêmes. Étant donné que l'article 17 de la loi du 2 août 2002 prévoyait également l'adoption d'un règlement grand-ducal pour, notamment, les fichiers gérés par la police, et afin d'assurer que le fichier central soit valablement couvert par un règlement grand-ducal, les travaux relatifs à une refonte du règlement grand-ducal du 2 octobre 1992 ont été entamés. Après un avis très critique de la part du Conseil d'État sur ce projet de règlement grand-ducal, les travaux ont été continués mais n'ont jamais abouti à l'adoption d'un règlement grand-ducal en bonne et due forme.

Toutefois, dans le souci d'assurer la protection des données à caractère personnel contenues dans le « fichier central », la police a appliqué au traitement de ces données des règles comparables à celles applicables au traitement « Ingepol », notamment en limitant l'accès aux informations y contenues à dix ans, avec possibilité de demander l'accès au-delà par une autorisation écrite du procureur général d'État.

Avec l'entrée en vigueur de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, la question de la base légale de tous les fichiers de la police ne se pose plus, alors que cette loi a fondamentalement changé d'approche en ne prévoyant plus de règlement grand-ducal en tant que base légale pour les fichiers de police, au vu du renforcement important, notamment, des obligations du responsable du traitement et des pouvoirs de l'autorité de contrôle. Actuellement, la loi elle-même constitue donc la base légale pour ce genre de fichiers.

L'article 7, paragraphe 1er, de la loi du 1er août 2018 pose comme conditions de licéité d'un traitement qu'il soit nécessaire à l'exécution des missions de l'autorité compétente définie à l'article 2, paragraphe 1er, point 7°, pour une des finalités énoncées à l'article 1er et lorsque cette mission est effectuée en application de dispositions législatives régissant l'autorité compétente visée.

Les dispositions législatives régissant l'autorité compétente sont en l'occurrence le Code de procédure pénale et la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale.

Compte tenu des discussions actuelles, le Ministre de la Sécurité intérieure a transmis une demande d'avis à la CNPD ainsi qu'invité l'IGP à analyser l'exploitation faite du « fichier central » par la Police grand-ducale et sa conformité aux dispositions prévues par la loi précitée du 1er août 2018. Sur la base des réponses obtenues, le Ministre de la Sécurité intérieure analysera si des mesures supplémentaires devraient être envisagées dans ce contexte.

ad 2) Le responsable du traitement tel que défini par la loi précitée du 1er août 2018 est la police représentée par son directeur général.

La Direction traitement de l'information de la Direction centrale stratégie et performance (ci-après la DCSP-DTI) assure la responsabilité en matière de gestion courante.

Le 1er juillet 2018, la police s'est dotée d'un délégué à la protection des données qui assume les missions énoncées à l'article 33 de la loi du 1er août 2018, parmi lesquelles le contrôle de l'application des règles relatives à la protection des données.

La saisie des données, qui correspond concrètement à une digitalisation des écrits judiciaires rédigés par les officiers et agents de police judiciaire de la police, est assurée par le Service fichier central et contrôle IP de la DCSP-DTI.

Les consultations du « fichier central » sont journalisées, ce qui permet de vérifier quel agent a eu accès à quelle information et à quel moment. Pour accéder à une information, un agent doit aussi indiquer un motif conformément à la législation en vigueur.

ad 3) Le pouvoir de surveillance et de direction des autorités judiciaires sur les officiers et agents de police judiciaire prévu par le Code de procédure pénale ne leur confère pas un droit de regard direct sur un fichier de la police, même si ce fichier contient des procès-verbaux et rapports établis par ces officiers et agents à l'attention des autorités judiciaires. Pour cette raison, les autorités judiciaires n'ont pas d'accès direct à ce fichier.

Le contrôle du respect par la police des dispositions de la loi du 1er août 2018 est exercé par la Commission nationale pour la protection des données qui est désignée à cette fin par la loi.

ad 4) Aucun service étatique externe n'a accès direct aux procès-verbaux et rapports établis par la police dans le cadre de sa mission de police judiciaire, à l'exception du Service de renseignement de l'État qui dispose d'un tel accès direct, mais uniquement à la partie des personnes recherchées ou signalées du fichier de la police et non pas à son intégralité, et cela conformément à l'article 10, paragraphe 2, point h), de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État.

Des services étatiques peuvent toutefois obtenir des informations issues de ce fichier dans les conditions fixées par la loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière.

L'accès aux traitements de données de la police et leur traitement ultérieur sont soumis au contrôle de la CNPD.

ad 5) Le terme de fiche est mal approprié, alors qu'il s'agit en l'occurrence de données relatives à des personnes qui se trouvent dans un fichier et que le système ne fonctionne pas suivant l'approche d'une fiche par personne.

Le droit d'accès de la personne concernée est réglé par les articles 13 et 14 de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale.

Le droit de rectification ou d'effacement des données à caractère personnel est réglé par l'article 15 de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale.

À ces fins, le justiciable peut s'adresser à la police et plus particulièrement au délégué à la protection des données de la police. Les informations y afférentes sont publiées sur le site Internet de la police, en application des articles 11 et 12 de la loi précitée du 1er août 2018.

ad 6) La police et le ministère public travaillent à la mise en place d'un système de transmission automatisé d'informations succinctes sur le suivi réservé par les autorités judiciaires aux procès-verbaux transmis par la police afin notamment d'assurer qu'en cas d'acquittement, l'accès aux données par les policiers soit supprimé et que les données en question soient transférées à la partie archivage où elles ne peuvent être accédées que sur autorisation écrite du procureur général d'État ou d'un de ses adjoints. Les demandes d'accès à la partie archivage, qui doivent être motivées par rapport à l'affaire en cours dans le cadre de laquelle l'accès est demandé, sont traitées au cas par cas par le procureur général d'État ou un de ses adjoints et l'accès est autorisé s'il résulte de la motivation de la demande, par exemple, que ces données sont nécessaires dans le cadre d'une poursuite pénale nationale ou internationale actuelle.

ad 7) Actuellement ces procès-verbaux et rapports sont gardés pendant une durée de dix ans dans le « fichier central » puis sont transférés dans la partie archivage où les données ne peuvent être accédées que sur autorisation écrite du procureur général d'État ou d'un de ses adjoints, conformément aux modalités exposées ci-dessus au point 6.

ad 8) + 9) Tel que mentionné ad 6), la police et le ministère public travaillent à la mise en place d'une solution pour un système d'échange automatisé qui permettra de supprimer ces données au même moment qu'elles sont supprimées du casier judiciaire. Actuellement ces données ne sont donc pas automatiquement supprimées. Les données qui sont archivées ne sont accessibles que sur autorisation écrite du procureur général d'État ou d'un de ses adjoints, conformément aux modalités exposées ci-dessus au point 6.

ad 10) En effet, tel que mentionné, les données sont archivées et ne sont accessibles que sur autorisation écrite du procureur général d'État ou d'un de ses adjoints, conformément aux modalités exposées ci-dessus au point 6, ou dans le cadre d'un procès de révision.

ad 11) Si la police a connaissance d'un jugement d'acquittement coulé en force de chose jugée, les données sont transférées dans la partie archivage. La personne concernée peut s'informer également sur ce point, conformément aux articles 11 à 15 de la loi précitée du 1er août 2018.

Question 0754 (05.06.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **démolition de maisons au Limpertsberg :**

An der Rue Jean l'Aveugle um Lampertsbierg huet de Kulturministère rezent Ofrëssaarbechten un dräi Haiser gestoppt, well decidéiert ginn ass, d'Haiser ënner Denkmalschutz ze stellen. Leider koum dës Entscheedung awer zu engem Zäitpunkt, wou d'Haiser opgrond vum envisagéierten Ofrëss schonn erhieflech Schied opzeweisen haten. Well dovun auszegoen ass, dass d'Proprietairen, déi urspréinglech eng Geneemegung haten, fir d'Haiser ofzerappen an dono nei um Terrain ze bauen, hir Haiser net beschiedegt hätten, wa se gewosst hätten, dass den Ofrëss gestoppt géif ginn, stellt sech elo d'Fro, ob d'Proprietairen d'Käschte fir d'Reparature selwer wäerten droe mussen oder ob de Kulturministère déi betraffe Persounen entschiedege wäert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kultur dës Froe stellen:

- Wéi eng Kritäre waren ausschlaggebend fir d'Entscheedung, déi genannten Haiser ënner Denkmalschutz ze stellen?

- Wisou konnt dës Entscheedung net éischter getraff ginn?

- Wie wäert d'Käschten droe fir d'Reparaturen un den Haiser, falls se klasséiert ginn? A wie wäert d'Käschte vun eventuelle Réckofwécklungen an/oder Finanzementer iwwerhuelen?

- Wéi wäert d'Madamm Ministesch an Zukunft d'Verbindlechkeet vu Baugeneemegungen erhéijen, fir ze verhënneren, dass trotz enger Geneemegung vu kommunaler Säit aus bis zum Schluss vun engem Bauprojet de Risiko besteet, dass de Chantier vu ministerieller Säit aus nach gestoppt ka ginn?

Réponse (04.07.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Den honorablen Deputéierte saiséiert mech mat enger Serie Froen zu geplangte Schutzmesuren op Haiser an der Rue Jean l'Aveugle um Lampertsbierg.

I. Zwou complementaire Schutzinstanze fir de kulturelle Patrimoine

Virop gëllt et, tëscht dem kommunalen an dem nationale Schutz vum kulturelle Patrimoine ze ënnerscheeden.

De Schutz vum kulturelle Patrimoine ass keng reng lëtzebuergesch Ugeleeënheet, vu dass de Grand-Duché sech iwwer europäesch an international Engagementer - speziell am Kader vum Conseil de l'Europe an der UNESCO - verflicht huet, de kulturelle Patrimoine am Sënn vun de Bierger, der nohalteger territorialer Entwécklung an der sozialer Kohäsioun ze schützen.

Fir déi substanziell Obligatiounen ze erfëllen ass e Schutzmechanismus op zwee Niveauen agefouert ginn. All Gemeng verfüügt iwwert d'Kompetenz, e Gebai enger Schutzmoossnam ze ënnerleeën - dat am Kader vun den hir zougeschriwwene Missiounen am Gesetz vum 19. Juli 2004 betreffend den Aménagement communal. Dëse Schutz soll am Plan d'aménagement communal (PAG) festgehale ginn. Och de Kulturminister sengersäits huet d'Méiglechkeet, iwwert den Accord vum Regierungsrot e Gebai als nationaalt Monument schützen ze loossen - dat op Basis vum Denkmalschutzgesetz vum 18. Juli 1983. Dës zwou Kompetenze bestinn onofhängeg vuneneen.

Wat d'Situatioun um Lampertsbierg selwer ugeet, esou muss een ënnersträichen, dass déi concernéiert Haiserensemblë vum Service des sites et monuments nationaux (SSMN) identifizéiert gi sinn. Si sinn integréiert ginn an den Avis, deen d'national Commission d'aménagement am Kader vum Ausschaffe vum Stater PAG ofginn huet. Esou wéi d'Prozedur et virgesäit, gouf deen Avis dem Gemengerot eréischt nom éischte Vote vum PAG an der Gemeng Lëtzebuerg zougestallt.

Eng Schutzmesure, déi d'Stater Gemeng nom éischte Vote vum PAG geholl hätt, hätt allerdéngs d'Proprietairen an hire Recoursméiglechkeeten ageschränkt. Dowéinszt huet de Gemengerot decidéiert, zu deem Moment keng zousätzlech Haiser vu private Proprietairen ze schützen. An der Gemengerotssëtzung vum 28. Abrëll 2017, wéi de PAG vun der Stad Lëtzebuerg definitiv ugeholl ginn ass, ass allerdéngs kloer gesot ginn, dass engem zukünftege Klassement duerch de Kulturminister näischt am Wee steet.

II. Den Oflaf vun der ministerieller Prozedur fir d'Haiser an der Rue Jean l'Aveugle

Wat d'Prozedur ronderëm d'Haiser an der Rue Jean l'Aveugle um Lampertsbierg betrëfft, esou muss een tëscht den Ensemblë vun den Haiser Nummer 13, 15 a 17 op där enger Säit an den Haiser Nummer 37, 39 an 41 op där anerer Säit ënnerscheeden.

Fir béid Ensemblë gëllt, dass et d'Bierger, déi am Quartier wunnen, sinn, déi de Minister saiséiert hunn, esou dass et och dem Minister seng Obligatioun ass, déi Demanden ze traitéieren - esou wéi den Artikel 2 vum Gesetz iwwert de Patrimoine dat och virgesäit. Obschonns d'Gesetz dat net fuedert, trëtt de Kulturministère direkt a Kontakt mat de vun der Demande concernéierte Proprietairen. Dat, fir dass all envisagéierte Schutzmesure adequat kann analyséiert ginn an och fir de Proprietaire selwer keng ze vill schwéier Laascht duerstellt.

Déi éischt Demande fir eng Protectioun vum éischten Ensemble ass schonn den 8. November 2018 agereecht ginn, zwou weider Demandë sinn den 20. Dezember an de 17. Januar un de Ministère adresséiert ginn. Ech hu mech direkt no mengem Amtsuntrëtt am Dezember der Saach ugeholl an d'Prozedur declenchéiert. E Courrier fir eng Visite gouf den 9. Januar un d'Proprietairë geschéckt; d'Visitte selwer goufen och am Januar organiséiert. Doropshi kruten d'Proprietairen d'Intentioun, e Klassement vun den Haiser ze proposéieren, an engem Courrier vum 18. Februar matgedeelt.

Déi éischt Demande fir eng Protectioun vum zweeten Ensemble ass den 20. Dezember 2018 agereecht ginn, dono sinn nach sechs weider Demandë fir de selwechten Ensemble un de Ministère adresséiert ginn (eng Demande de 17. Januar, dräi Demanden den 28. Januar, eng lescht Demande den 29. Januar). E Courrier fir eng Demande de visite gouf den 8. Februar 2019 un d'Proprietairë geschéckt, déi allerdéngs op dee Bréif ni reagéiert hunn.

III. D'Ausstelle vum Arrêté de proposition de classement

Den 22. Mee hunn d'Bierger vum Quartier d'Press sollicitéiert, wouduerch ech drop opmierksam gi sinn, dass d'Aarbechten un den Haiser an der Strooss trotz scho Méint lafender Prozedur gestart ginn. Déi eenzeg Méiglechkeet, de Patrimoine an deem Kontext ze schützen, war d'Zoustelle vun engem Arrêté de proposition de classement. Déi Prozedur entsprécht net engem Klassement, déi definitiv Decisioun ass nach net geholl, den Arrêté de proposition de classement huet awer wäitestgehend dem Klassement seng juristesch Effekter (ë. a. d'Interdictioun, ouni ministeriellen Accord Aarbechten ze executéieren), fir ze verhënneren, dass Elementer vum Patrimoine virum definitive Klassement zerstéiert ginn.

Schonn den Owend vum 22. Mee ass e Mataarbechter vum SSMN bei de betraffene Societéite virstelleg ginn, fir hinnen de ministeriellen Arrêté de proposition de classement ze iwwerreechen an deem seng Effekter ze erklären. Déi uwiesend Persounen hunn d'Receptioun vum Arrêté refuséiert. Moies den 23. Mee ass de selwechte Mataarbechter op en Neits virstelleg ginn, a krut op en Neits d'Receptioun vun den Dokumenter refuséiert. D'Aarbechter op der Plaz kruten, dem selwechten SSMN-Mataarbechter no, allerdéngs iwwerdeems den Uerder, mat den Aarbechte virunzefueren. Ee vun de Proprietairen huet am Endeffekt den Arrêté op der Plaz ugeholl, deen aneren Arrêté huet missen duerch en Huissier zougestallt ginn. Den Uerder, d'Aarbechte weiderzefeieren, huet eng Interventioun vun der Police am Nomëtteg vum 23. Mee néideg gemaach souwéi och eng Plainte vum SSMN.

Et sief ze ënnersträichen, dass den aktuelle Proprietaire vun den Haiser Nummer 37 bis 41 an engem RTL Telee Owesjournal-Reportage vum 3. Juni seng Intentioun, d'remarkabel Aspekter vun de Gebaier ze zerstéieren, am Kontext kloer confirméiert huet: „… soubal mer et gewuer gi sinn, hu mer gesot, ok, mir hunn hei elo esou vill investéiert, mir däerfen elo op jidde Fall kee Risiko hei méi agoen, dass mer elo e Baustopp kréien oder dass dat Haus soll klasséiert ginn". D'Resultat ass dann och, dass virop just potenziell wäertvoll Elementer vun de Fassaden zerstéiert gi sinn.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

IV. Dispositioune betreffend den Dedommagement vu Proprietaire a Stat

Den Dedommagement fir e Schued, deen dem Proprietaire kéint duerch ufälleg Schutzoplagen entstoen, ass am Artikel 4 vum Gesetz vum 18. Juli 1983 virgesinn: « La proposition de classement est notifiée au propriétaire, l'acte de notification énumérant les conditions du classement et informant le propriétaire de son droit au paiement éventuel d'une indemnité représentative du préjudice pouvant résulter pour lui des servitudes et obligations du classement. » Et ass eng Informatioun, déi och de Proprietairen an hirer Communicatioun mam Ministère a mam SSMN rappeléiert gëtt.

D'Strof fir eng Persoun, déi sech géif iwwer eng Schutzmesure ewechsetzen, ass am Artikel 41 vum Gesetz virgesinn: « Sans préjudice des peines prévues par d'autres dispositions légales, les infractions à la présente loi et aux règlements pris en son exécution sont punies d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 2.501 à 30.000.000 francs ou d'une de ces peines seulement. En cas de récidive, la peine peut être portée au double. Le juge ordonne, aux frais des contrevenants, le rétablissement des lieux dans leur état antérieur chaque fois qu'une infraction aux dispositions de la présente loi et aux règlements d'exécution a été commise. Le juge de condamnation fixe le délai qui ne dépasse pas un an endéans lequel le condamné doit y procéder. »

V. D'Noutwendegkeet vun enger neier Legislatioun

Op alle Fall weist dës Affär, wéi dréngend mer en neit Gesetz fir de Schutz vum Patrimoine brauchen. Nach virum Depôt vum Avant-projet de loi hunn ech decidéiert, déi intern Delaien ze kierzen. D'Proprietairen hunn an Zukunft am Kader vun all net geriichtlecher administrativer Prozedur en Delai vun aacht Deeg, fir op e Courrier ze reagéieren. Dat erlaabt et de Servicer, d'Dossiere méi séier ze verschaffen.

Och dat neit Gesetz zum Schutz vum Patrimoine culturel soll geschwënn deposéiert ginn. Am Kader vun dësem Gesetz soll den SSMN e flächendeckenden Inventaire vun de schützenswäerte Gebailechkeeten opstellen. Et ass deen Inventaire, dee mer onbedéngt brauchen, fir d'Haiser am Viraus ze identifizéieren an d'Schutzprozeduren anzeleeden.

Question 0756 (05.06.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **communiqués de la Police grand-ducale :**

Am August 2016 goufen zwou Hellegestatuen an der Weilerbaach gekäppt. Deemools gouf et Oprou a munch Ongereimtheeten, och wat d'Press an d'Police ugeet. Esou soll d'Press an hirer Aarbecht ageschränkt gi sinn an d'Police soll deemools eng eegen offiziell Matdeelung duerch eng aner Versioun ersat hunn, dëst ouni weideren ëffentlechen Accès op déi éischt Versioun. Et héiert a liest een op e puer Plazen (z. B. de 4. Juni um Guy Kayser sengem Site https://guykaiser.lu), datt e bestëmmte Regierungsmember sech hei ageschalt an intervenéiert hätt.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, dem Här Minister fir Kommunikatioun a Medien an der Madamm Minister fir Famill an Integratioun gär folgend Froe stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt an dësem Fall eng éischt Matdeelung vun der Police duerch eng zweet ersat gouf an duerno den Accès op déi éischt Versioun och net méi méiglech war? Wa jo, weess d'Regierung, firwat déi éischt Versioun ersat gouf a keen Accès op déi éischt Versioun méi méiglech war? Wouranner genau hunn déi zwou Versioune sech ënnerscheet?

2. Stëmmt et, datt d'Madamm Minister Cahen am August 2016 opgrond vun deem Virfall an der Weilerbaach bei der Police intervenéiert ass? Wa jo, wat war den Inhalt vun där Interventioun?

3. Stëmmt et, datt d'Madamm Minister Cahen den zoustännege Beamte vum Pressedéngscht vun der Police deemools opgefuerdert hat, déi scho veréffentlecht Matdeelung ze änneren? Wa jo, firwat huet d'Madamm Minister dëst gemaach?

4. War den deemolege Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Étienne Schneider, iwwert dëst Virgoen informéiert?

5. Stëmmt dem Här Guy Kayser seng Informatioun, datt an der éischter Legislaturperiod vun der éischter Gambia-Regierung e Meeting tëscht hir an der Police stattfonnt huet, bei deem arrangéiert gouf, datt d'Regierung e Matsproocherecht bei bestëmmte Pressematdeelungen huet, also datt déi net kënne veréffentlecht ginn, ier de staatleche Pressedéngscht säin Accord ginn huet?

6. Gëtt et aktuell eng Regelung tëscht der Regierung an der Police, wat d'Pressematdeelunge vun der Police betrëfft? Wa jo, wat hält dës Regelung fest a wat fir eng Zort vu Pressematdeelunge brauchen en Accord vun der Regierung?

7. Wéi ass den hierarchesche Wee? Kann d'Responsabilitéit fir d'Pressematdeelunge vun der Police ausserhalb vun der Kompetenz vum zoustännege Minister leien? Ass dat bei aner Verwaltungen an Déngschter mat engem eegene Presseservice och esou geregelt, datt eng iwwergeuerdent zentral Pressestell muss hiren Accord ginn?

8. Besti konkret Richtlinnen, un déi d'Police sech bei enger Pressematdeelung hale muss? Wa jo, wat halen dës fest?

9. Wéi ass d'Usiicht vun der neier Regierung zu dëser Kommunikatiounspolitik? Gesäit d'Regierung bei esou Aschränkungen an Agrëffer an der Police hir Aarbecht net eng Informatiounsbehënnerung, e Mangel un Transparenz an eventuell esouguer eng Manipulatioun vun der Effentlechkeet?

Réponse commune (05.07.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Déi éischt Matdeelung vun der Police gouf op eegen Initiativ vum Pressedéngscht vun der Police geschriwwen. Den initialen Text ass duerno geännert ginn an duerch eng nei Versioun ersat ginn, well den éischte Wuertlaut ongläcklech war.

ad 2., 3. + 4. An der initialer Matdeelung, déi nom Virfall vum August 2016 publizéiert ginn ass an op déi de Familljeministère opmierksam gemaacht ginn ass, war eng falsch Informatioun, déi huet misse richteggestallt ginn. Och war de Choix vum Vocabulaire, deen am Communiqué gebraucht ginn ass, onglécklech, well e Saache suggeréiert huet, déi a kengem Zesummenhang stounge bezéiungsweis esou net erwise waren. Den OLAI huet den zoustännege Pressedéngscht op déi zwou Schwieregkeete vun der offizieller Matdeelung opmierksam gemaacht. An engem Gespréich tëscht der Madamm Minister an engem Beamte vum Pressedéngscht vun der Police ass dëst confirméiert ginn.

ad 5., 6., 7., 8. + 9. Et gëtt e Prinzip, deen tëscht der Police an hirer politescher Autoritéit a Saache Kommunikatioun zum Droe kënnt. D'Police këmmert sech ëm déi operationell Informatiounen an de Ministère ëm de politesche Volet.

Et ass keng extern Instanz an de Prozedure virgesinn, ausser dem Parquet, deen d'Responsabilitéit an der Kommunikatioun iwwer judiciaire Enquêten huet.

Question 0757 (05.06.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**énergie éolienne :**

An engem Artikel aus enger op d'Landwirtschaft spezialiséierter franséischer Pressesäit (web-agri.fr) war rezent ze liesen, datt, nodeems e Wandpark op 600 m zu engem Bauerebetrib seng Aktivitéiten opgeholl huet, de Gesondheetszoustand vum Véibestand sech stënterlech verschlechtert huet duerch Krankheeten, Feelgebuerten etc.

No enger Plainte vun de Baueren, déi iwwregens bis dato vun der Wandenergie iwwerzeegt waren an och Terrainen hierginn hate fir d'Implantatioun vum Wandpark, gouf de Betrib vu villen Experten ënnersicht an et goufe keng Mängel an der Bewirtschaftung festgestallt. An där kuerzer Zäit, wou d'Wandmille wéinst Maintenanceaarbechten ofgeschalt goufen, ass beispillsweis festgestallt ginn, datt d'Mëllechleeschtung nees an d'Luucht gaangen ass.

A Frankräich huet de GPSE (www.gpse.fr - Groupement permanent pour la sécurité électrique en milieu agricole), eng offiziell Instanz ënnert der Tutelle vu verschiddene Ministèren, e gesondheetlechen Impakt festgestallt duerch déi sougenannten „perturbations électriques". E weidere Fuerschungsbedarf wier néideg an deem Beräich.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Madamm Emweltminister, den Här Landwirtschaftsminister an den Här Gesondheetsminister:

1. Ass d'Regierung informéiert iwwert de Constat, deen a Frankräich duerch den GPSE gemaach gouf, datt d'Wandenergie e gesondheetlechen Impakt op d'Notzvéi huet?

2. Wa jo, gëtt dësen Erkenntnisser Rechnung gedroen, op d'mannst beim Erriichte vu Wandparke bei bestoende Ställ?

3. Wéi steet d'Regierung zu de Fuerderungen, fir och präventiv bei Ställ e Mindestofstand ze respektéieren, esou wéi et an der Tëschenzäit och bei de Wunnberäicher gefuerdert gëtt? Bei Wunngebidder gëtt et jo an der Tëschenzäit vill Beispiller an Europa an deem Sënn.

4. An deem zitéierten Artikel sinn net nëmmen d'Véi, ma och noweislech d'Bauereleit krank ginn. Dës kënne bekanntlech net esou einfach de Betrib verloossen an op eng aner Plaz plënneren. Kéint esou eng noweisbar Erkrankung deemno zu Lëtzebuerg och als beruffsbedéngte Krankheet unerkannt ginn?

Réponse commune (09.07.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Lëtzebuerger Regierung ass informéiert iwwer divers Gesondheetsproblemer bei Véi, dat a Betriber a Frankräich gehale gëtt, déi sech an der Géigend vu bestëmmte Wandmille befannen. Dëst souwuel duerch Informatiounen aus der Press wéi och duerch informell Kontakter mat de franséischen Autoritéiten.

Fir déi genee Ëmstänn an d'Envergure vun dëser eventueller Awierkung ze klären, hunn d'franséisch Autoritéiten ee wëssenschaftlechen Avis bei der Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) ugefrot, déi hir Positioun zur Problematik mat den néidege Recommandatiounen an den nächste Méint wäert liwweren.

ad 2. D'Regierung proposéiert, den Avis vun der Anses ofzewaarden.

No aktuellen Erkenntnisser stellen déi elektresch a magnéitesch Felder, déi bei engem Wandrad entstinn, kee Problem duer. D'Intensitéit vun dëse Felder ass kleng[6 7].

ad 3. E Wandpark kann nëmme realiséiert ginn, wann de Projet am Virfeld all d'Geneemegunge krut. Dofir muss de Projet d'Objektiver vun deenen eenzelne Gesetzer respektéieren (ë. a. Kommodosgeneemegung, Naturschutzgeneemegung fir e Projet an der Gréngzon, Baugeneemegung vum Buergermeeschter)[8].

Den Ëmweltministère beuerteelt ee Wandrad oder Wandpark op Basis vun der Wierkung op déi eenzel Ëmweltberäicher (Mënsch, Fauna a Flora) an net op Basis vu virdefinéierten Distanzen. Dës Approche erlaabt et, de Spezifissitéite vun engem Standuert besser Rechnung ze droen.[9]

ad 4. No den aktuell virleienden Erkenntnisser ginn d'Limitte vun der Recommandatioun vun der Europäescher Kommissioun 1999/519/CE „relative à la limitation de l'exposition du public aux champs électromagnétiques (de 0 Hz à 300 GHz)" vu Wandparke bäi Wäitem net erreecht. Dës Limitt läit bei „100 µT (100.000 nT)".

Question 0758 (05.06.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **protection des oiseaux :**

Am Kader vum internationalen Dag vun der Biodiversitéit vum 22. Mee huet de Weltbiodiversitéitsconseil op déi rezent alarmant Chiffere verwisen, no deenen duerch den Agréff vum Mënsch antëscht iwwer 25 % vun den Déieren- a Planzenzorten, déi ënnersicht goufen, menacéiert sinn. Responsabel wier deemno dat massiivt Agräife vum Mënsch.

An enger Mediecampagne hunn direkt e puer Naturschutzorganisatiounen am Kader vun enger Doudesannonce op d'Verschwanne vum Brongbrëschtchen hei zu Lëtzebuerg higewisen. Speziell bei de Vullenaarte wieren d'Zuelen deemno réckleefeg zu Lëtzebuerg.

natur&ëmwelt hat rezent an engem Schreiwes gefrot, ob d'Wandkraaft op Käschte vun der Natur géif goen, nodeems dacks Kadavere vu Rout Milane bei deem zanter 2015 nei installéierte Wandpark zu Weiler fonnt goufen. Et ass gewosst, datt déi Kadaveren um Buedem relativ schnell vun aneren Déieren, wéi dem Fuuss, gefriess ginn, soudatt unzehuelen ass, datt d'Donkelziffer vill méi héich wäert leien. Laut diversen Ënnersichunge wär et net méiglech, Wandenergieanlage besonnesch a bedeitende Vulleschutzgebidder ze installéieren, ouni datt substanzielle Schued optrëtt.

Den Ëmweltministère huet direkt reagéiert an op déi streng Oplagen higewisen, wat d'Ofschalte bei Méiaarbechten ugeet, Fuerschungsprojeten oder d'Ewechlackele vun de Vullen. D'Realitéit ass leider eng aner: D'Oplage si quasi net ze kontrolléieren a weise bal keng Wierkung, wéi den alarmanten Appell vun natur&ëmwelt weist.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister, den Här Landwirtschaftsminister an den Här Energieminister stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune vun natur&ëmwelt confirméieren?

2. Wéi positionéiert sech d'Regierung am Hibléck op d'Fuerderung vun natur&ëmwelt a ville weideren Akteuren aus dem Naturschutzberäich, datt Wandenergieanlagen net an der Géigend vun ëmweltkritesche Plazen, wou de Roude Milan, den Uhu, de Storch an d'Flantermaus hiert doheem hunn, däerfen erriicht ginn?

3. Wéi positionéiert sech d'Regierung am Hibléck op den offensichtleche Fait, datt déi ernimmte streng Oplage quasi keng Wierkung hunn a vill Vullenaarte weiderhin a Gefor sinn?

4. Ass d'Regierung der Meenung, datt si hirer Responsabilitéit am Kader vun deem alarmante Bericht vum Weltbiodiversitéitsrot nokënnt?

5. Wéi eng Léieren zitt d'Regierung aus deem alarmante Constat vun deenen am Naturschutz aktiven Akteuren, speziell am Hibléck op déi weider geplangte Wandmilleprojeten, wéi zum Beispill dem geplangte Projet zu Déifferdeng, direkt nieft engem bedeitende Vulleschutzgebitt mat enger nogewisener Präsenz vum Roude Milan, vum Uhu, vun der Flantermaus a villen aneren Aarten, déi geschützt musse ginn?

Réponse commune (09.07.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. D'Ausso, datt oft Kadavere vu Rout Milanen ënner Wandrieder vum Wandpark Weiler fonnt géife ginn, kann d'Regierung net confirméieren.

Der Regierung ass ee konkrete Fall vun engem Roude Milan bekannt, deen dëst Joer direkt ënner engem Wandrad vum Wandpark Weiler fonnt gouf.

ad 2. Am Virfeld vun all Projet vum Bau vu Wandrieder ginn exhaustiv Feldstudie verlaangt an och bestoend Date vu sensibelen Aarten op Wandrieder fléissen hei mat an. Baséierend op dëse Studien an Date ginn, jee no Aschätzung vun den Experten, Wandrieder refuséiert oder mat verschiddene Konditiounen erlaabt, déi scho méi oft a verschiddenen Äntwerten zu parlamentareschen Ufroe beschriwwe gi sinn.

ad 3. D'Regierung deelt net d'Meenung, datt déi streng Oplage quasi keng Wierkung hätten. Au contraire ass d'Regierung der Meenung, datt mat deene strengen Oplagen d'Impakter op d'Biodiversitéit verhënnert ginn an zäitgläich awer och de Klimaschutzziler Rechnung gedroe gëtt. Duerch streng Oplagen ass et méiglech, den Impakt ze minimiséieren.

ad 4. D'Regierung ass sech der alarmanter Situatioun vun der Biodiversitéit bewosst. Jo, mir sinn an enger Biodiversitéitskris. Och d'Resultater vun den nationale Monitoring-Programmer confirméieren den negativen Trend.

Déi lescht Joren ass villes am Beräich Natur- a generell Ëmweltschutz gemaach ginn. Do, wou konsequent am Naturschutz geschafft gouf a gëtt, loosse sech och Resultater weisen. D'Regierung ass der Meenung, mat engem neien Naturschutzgesetz, engem neien Naturschutzplang a villen Naturschutzprojete villes a Bewegung gesat ze hunn.

ad 5. D'Regierung wäert weiderhin Akzenter an de Beräicher Natur-, mä och Klimaschutz setzen. Et gëllt béides ze erfëllen. Dofir wäert bei Wandrieder weiderhin op méiglech Impakter op Natur a Mënsch opgepasst ginn; dëst am Kader vun den Ëmweltstudien an duerno mat den néidege strengen Oplage beim Bau vun engem oder méi Wandrieder.

[6] McCallum LC, Whitfield Aslund ML, Knopper LD, Ferguson GM, Ollson CA (2014): Measuring electromagnetic fields (EMF) around wind turbines in Canada: is there a human health concern? Environmental Health 13 (9), 1–8. ; https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/24529028

[7] Recommandation 1999/519/CE de la Commission européenne : 100 µT (100.000 nT).

[8] Réponse à la question parlementaire n° 3139 du 17 juillet 2017

[9] Réponse à la question parlementaire n° 3139 du 17 juillet 2017